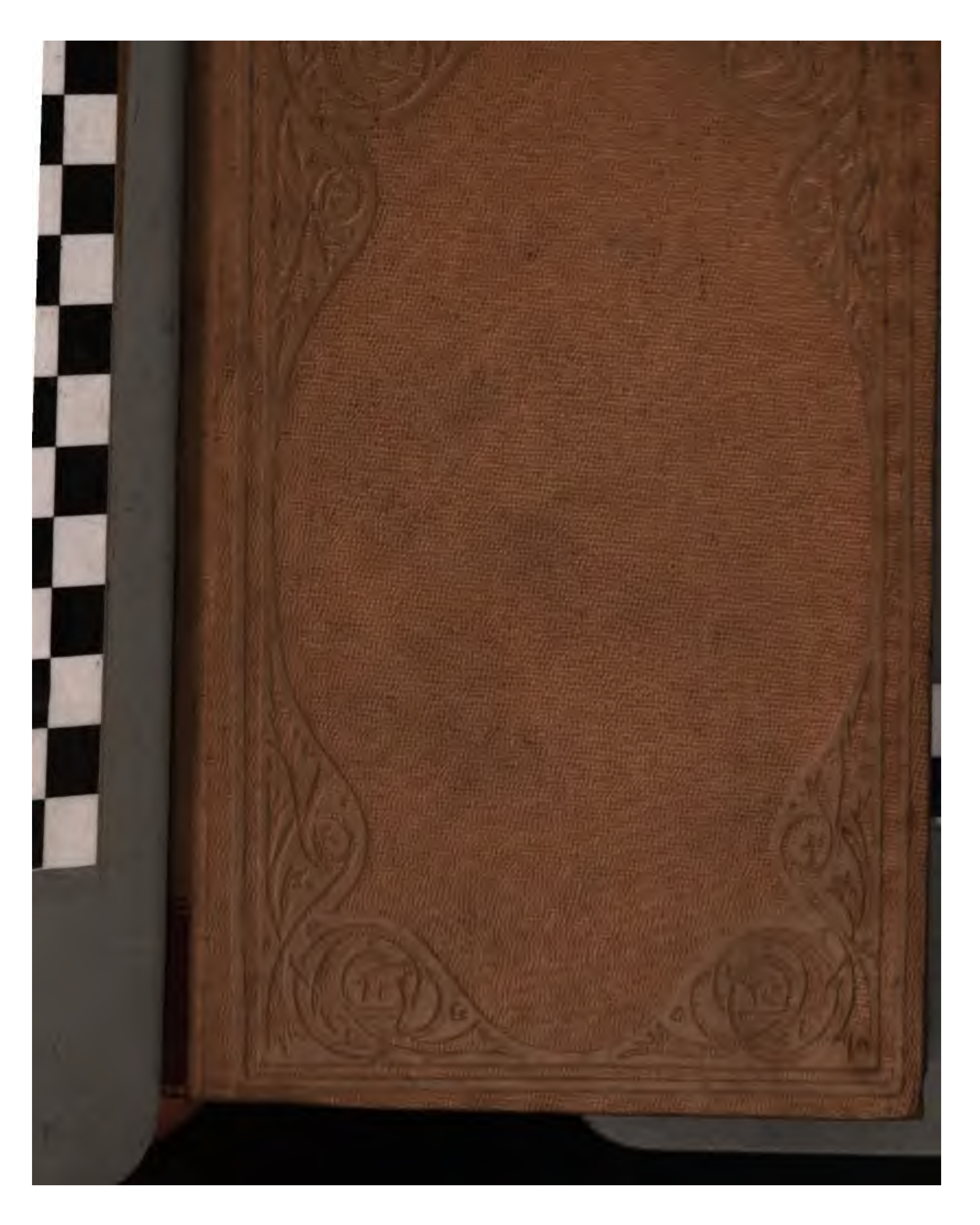
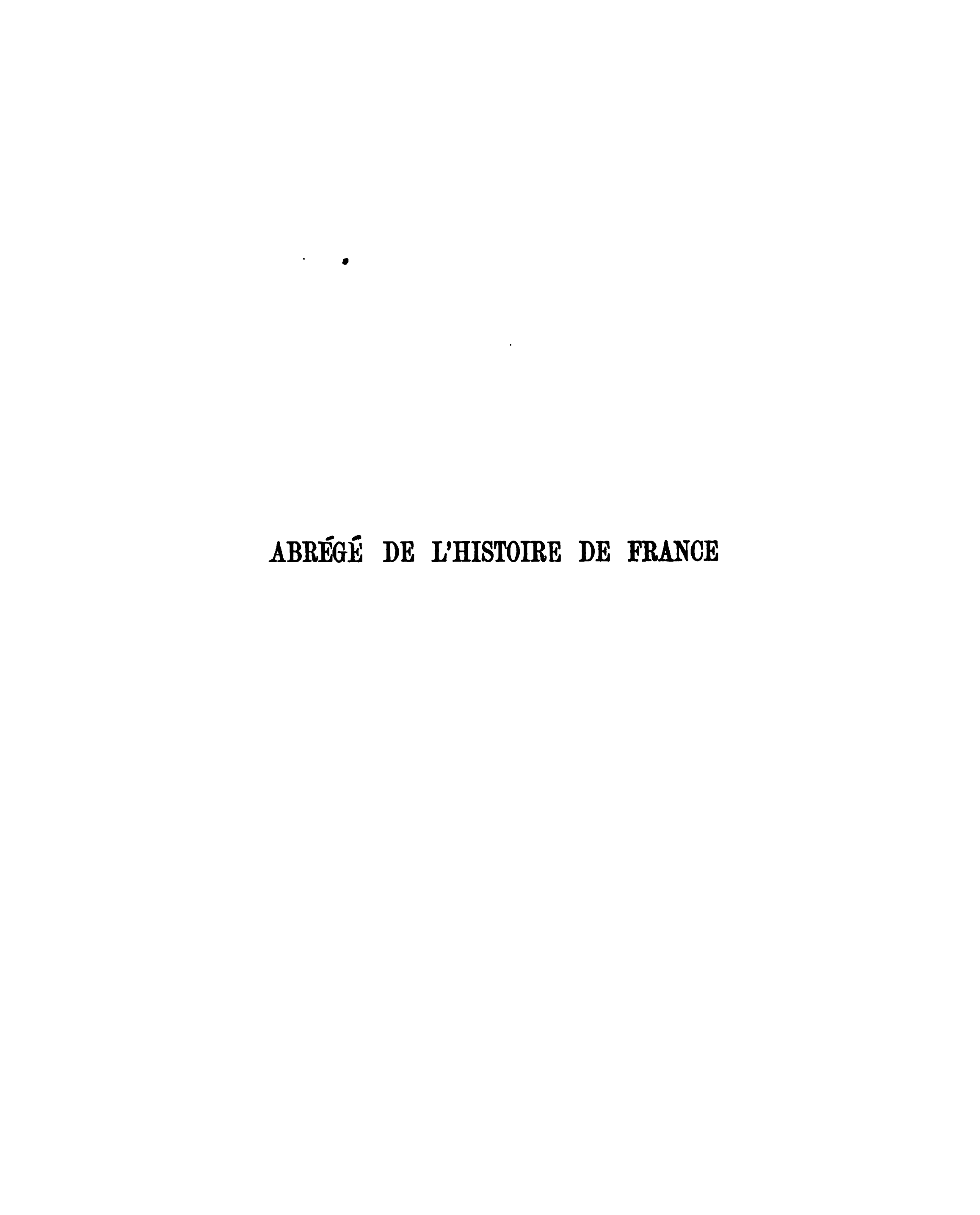



600029548Y



ABRÉGÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

ABRÉGÉ

DE

L'HISTOIRE DE FRANCE

FROM THE EARLIEST TIMES TO THE YEAR 1860

COMPILED EXPRESSLY FOR THE
USE OF SCHOOLS AND STUDENTS GRADUATING FOR
THE COMPETITIVE EXAMINATIONS

BY

LÉON CONTANSEAU

PROFESSOR OF THE FRENCH LANGUAGE AND LITERATURE IN THE ROYAL INDIAN
MILITARY COLLEGE, ADDISCOMBE; FRENCH EXAMINER FOR
MILITARY AND CIVIL APPOINTMENTS; ETC.
Author of
'A PRACTICAL DICTIONARY OF THE FRENCH AND ENGLISH LANGUAGES' ETC.

LONDON
LONGMAN, *GREEN*, LONGMAN, AND ROBERTS
1860

LONDON
PRINTED BY SPOTTISWOODE AND CO.
NEW-STREET SQUARE

PREFACE.

The object of this work is to present, within the limits of a small volume, a plain but animated summary of the History of France, omitting no event of importance, and narrating the essentials of the French historical annals in language that may easily be committed entire to memory by pupils. The want of a carefully-written history of France on such a plan is admitted both by teachers and scholars, and has long been severely felt by the large and increasing class of candidates who are graduating for the competitive examinations. To render the present work as available as possible for the use of these classes, the more remote and less generally interesting sections of French history have been related with comparative brevity; while the modern period, from the fifteenth century to the middle of the nineteenth, is treated with a completeness which cannot be said to characterise any history of France now in use in English schools. The ordinary arrangement, under books and chapters has been discarded; and the work is divided into short paragraphs, each with a characteristic heading in black type, with a view to facilitate the student's examination by questions. As an additional aid to the memory and to the eyesight, the principal words in every paragraph are likewise printed in a more conspicuous type;—an arrangement which *will be found in* use to exhibit the leading events

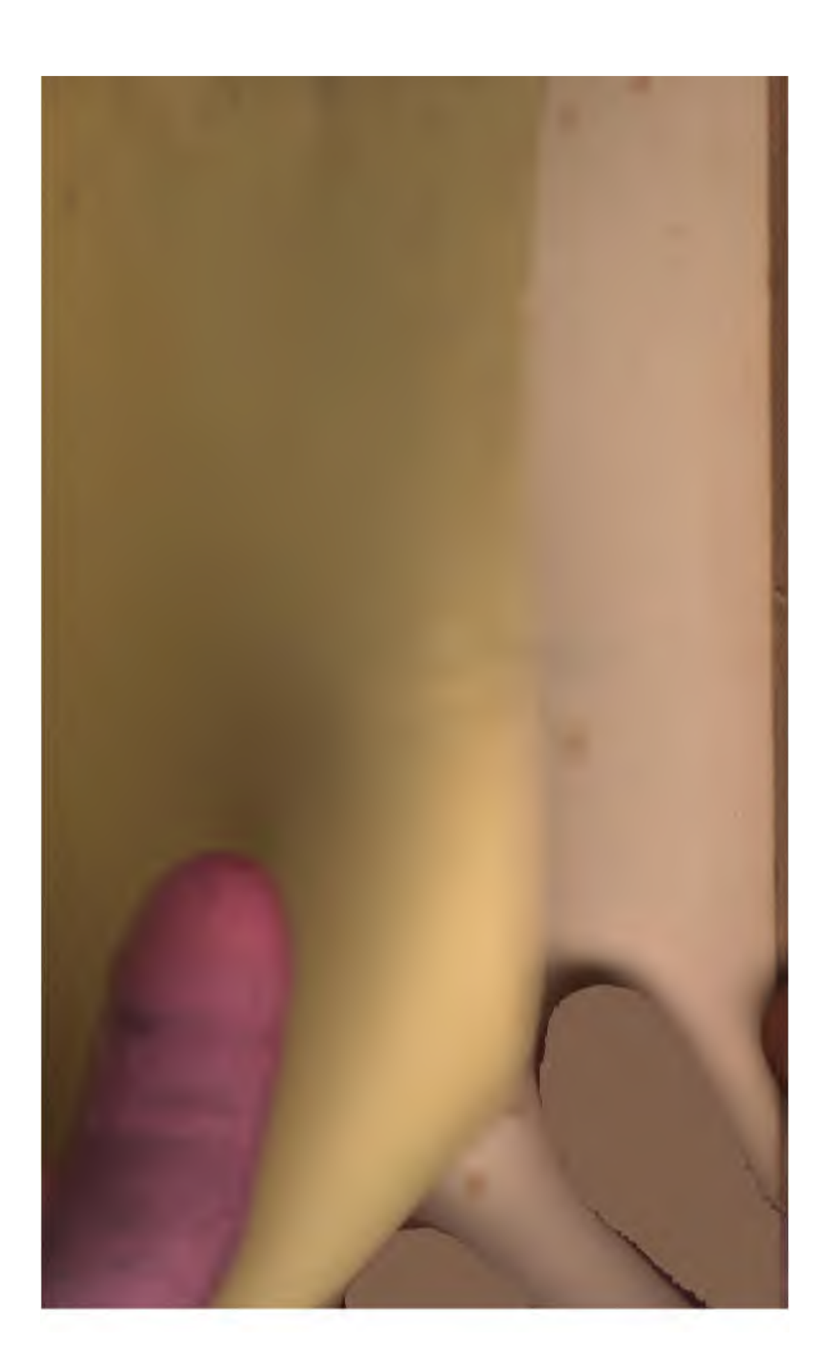
of French history in chronological sequence at a single glance, and to mark with distinctness the *dates*, *personages*, and *events* with which it is the historical student's aim to familiarise his mind.

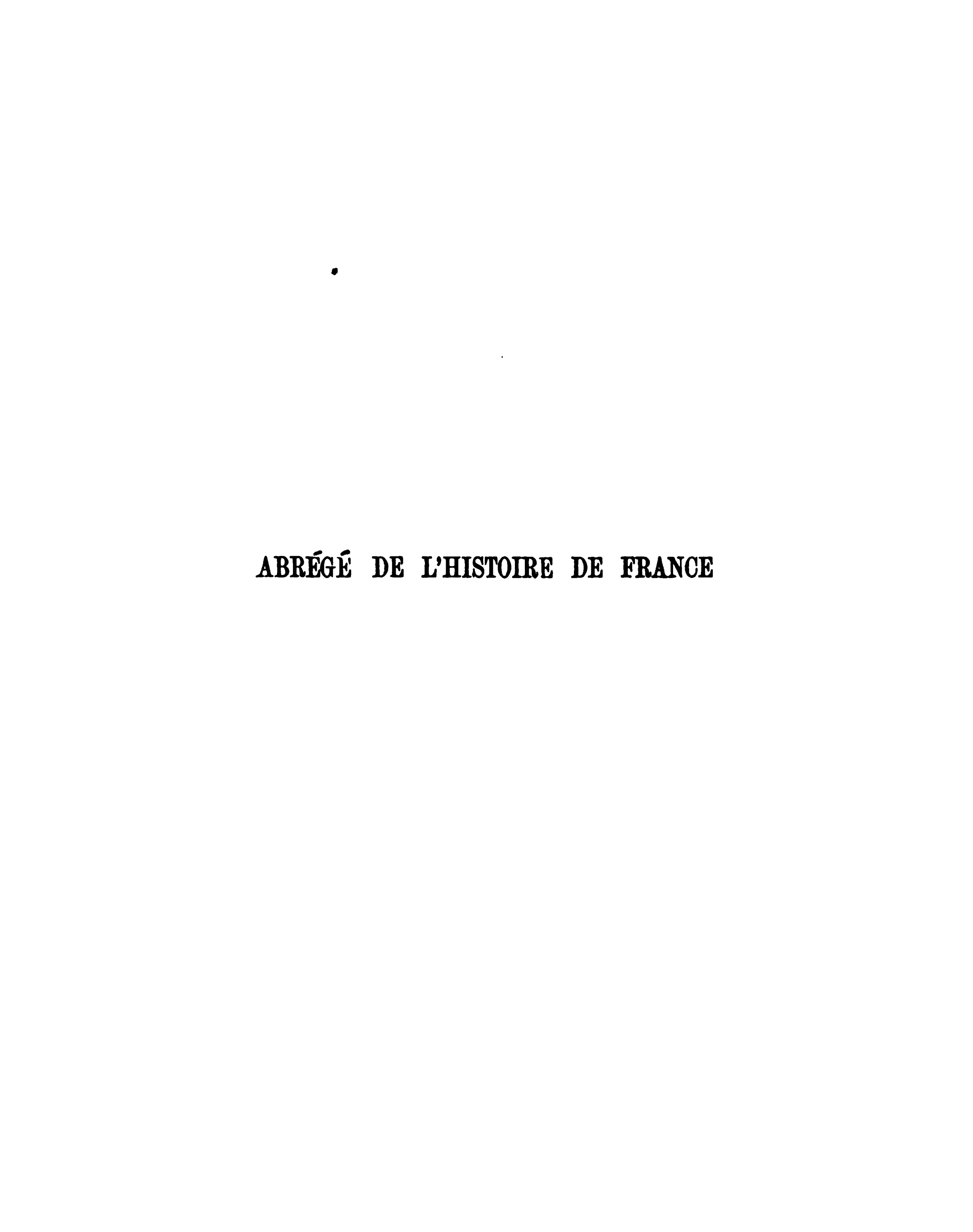
Although this work is designed expressly for the use of English students, I have determined, after mature consideration, to publish it in French and not in English. My experience, as a teacher of my own language, and as an examiner of English pupils, has satisfied me that no candidate, unless he understands at sight any book written in modern French, free from technical terms and colloquial expressions, ought to venture upon an examination in French at all, since he will be almost certain to fail in translation. If, on the other hand, the present abridgment should be placed in the hands of younger scholars, who have ample time to pursue their studies, a good opportunity will be afforded them of improving their knowledge of the French language, at the same time that they are learning the history of France. No better means could be devised of impressing the history of a foreign nation on a boy's mind, than requiring him to translate it as an exercise into English, page by page, as he proceeds.

I disclaim, in this work, all pretension to novelty of view or originality of research; but, in conclusion, I beg leave to tender my best acknowledgments to Messrs. Guizot, de Barante, Thiers, Villemain, Michelet, Lamartine, Mignet, Capefigue, Louis Blanc, and Bonnechose, amongst living historians, from whose valuable works the materials of the present compilation have been mainly derived.

Noms des auteurs cités dans cet ouvrage.

1	BARANTE	*Ducs de Bourgogne.*
2	BLANC (LOUIS) . .	*Histoire de dix ans.*
3	BONNECHOSE . . .	*Histoire de France.*
4	CAPEFIGUE . . .	*Histoire de France.*
5	CHÂTEAUBRIAND . .	*Etudes historiques.*
6	GAULTIER . . .	*Leçons d'Histoire.*
7	GOMBAULT . . .	*Abrégé d'Histoire de France.*
8	GUIZOT	*Essai sur l'Histoire de France.*
9	LAMARTINE . . .	*Révolution de* 1848.
10	LÉVI	*Éléments d'Histoire générale.*
11	MARCHANGY . . .	*Gaule poétique.*
12	MICHELET . . .	*Histoire de France.*
13	MIGNET	*Révolution française.*
14	SISMONDI . . .	*Histoire des Français.*
15	THIERRY (AUG.) . .	*Lettres sur l'Histoire de France.*
16	THIERS	*Révolution française.*
17	VILLEMAIN . . .	*Littérature au moyen âge.*
18	VOLTAIRE . . .	*Siècle de Louis XIV.*





ABRÉGÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

ABRÉGÉ

DE

L'HISTOIRE DE FRANCE

FROM THE EARLIEST TIMES TO THE YEAR 1860

COMPILED EXPRESSLY FOR THE
USE OF SCHOOLS AND STUDENTS GRADUATING FOR
THE COMPETITIVE EXAMINATIONS

BY

LÉON CONTANSEAU

PROFESSOR OF THE FRENCH LANGUAGE AND LITERATURE IN THE ROYAL INDIAN
MILITARY COLLEGE, ADDISCOMBE; FRENCH EXAMINER FOR
MILITARY AND CIVIL APPOINTMENTS; ETC.
Author of
'A PRACTICAL DICTIONARY OF THE FRENCH AND ENGLISH LANGUAGES' ETC.

LONDON
LONGMAN, *GREEN*, LONGMAN, AND ROBERTS
1860

TEMPS ANCIENS.

INTRODUCTION.

La Gaule avant l'invasion des Francs sous Clovis.

La Gaule avant la conquête romaine.—La France, cette belle et fertile contrée, comprise entre le Rhin, les Alpes, les Pyrénées et l'Océan, s'appelait anciennement **Gaule,** et trois peuples principaux l'habitaient dans les temps les plus reculés : les **Belges** (belliqueux) au nord, de la Seine au Rhin; les **Aquitains** au sud-ouest, entre la Garonne et les Pyrénées; les **Celtes,** ou **Gaulois** proprement dits, occupaient le reste de la Gaule.

Portrait des Gaulois.—Les Gaulois se distinguaient en général par la franchise, le courage et la générosité : ils étaient hospitaliers, mais intempérants, amis des somptueux repas et prompts aux querelles qui ensanglantaient souvent leurs festins. Ils étaient orgueilleux, inconstants et avides de nouveauté. Ils se divisaient en une multitude de petites tribus ou peuplades toujours en guerre les unes avec les autres. Rarement les Gaulois déposèrent les armes; les femmes assistaient aux conseils, combattaient à côté de leurs époux, et ranimaient leur courage par des hurlements frénétiques; des poètes appelés **bardes** chantaient les exploits des héros.

Religion des Gaulois.—Les Gaulois, dans l'origine, adoraient des objets matériels, des agents de la nature, les lacs, les fontaines, les pierres, les arbres, le tonnerre, les vents, les astres. Dans la suite, ils rendirent un culte aux puissances morales; ils divinisèrent les vertus et les arts. Leurs divinités les plus connues sont : **Hésus,** le génie de la guerre; **Teutatès,** dieu du commerce et inventeur des arts; **Ogmius,** dieu de l'éloquence et de *la poésie.*

Druides.—(7.) "Les druides (hommes des chênes) enseignaient la métempsycose, une vie future, avec l'idée de récompense et de châtiments. Ces prêtres étaient aussi les véritables chefs du gouvernement; ils étaient investis du pouvoir judiciaire, et assistaient aux conseils de guerre; ils cultivaient quelques sciences, étaient astronomes ou médecins, ou plutôt magiciens, car ces deux choses se trouvaient confondues; ils avaient encore mission d'instruire la jeunesse; enfin, les druides, sous le nom de **bardes,** chantaient des hymnes guerriers pour enflammer le courage des combattants. Leur caste formait une vaste hiérarchie qui dominait toute la nation gallique." Le **chêne** était en grande vénération chez les Gaulois. Les druides attribuaient une vertu médicale et magique à la verveine, aux œufs de serpent et surtout au **gui,** qu'ils récoltaient avec des cérémonies mystérieuses sur les chênes. C'était dans la profondeur des sombres forêts qu'ils avaient leurs retraites et leurs principaux sanctuaires.

Sacrifices gaulois. — A certaines époques de l'année et dans toutes les occasions solennelles, les druides faisaient des sacrifices: ils offraient aux dieux les fruits de la terre, des animaux domestiques et des victimes humaines. Leurs sombres forêts étaient souvent le théâtre de rites sanglants et de monstrueux sacrifices.

Éducation.—(7.) "Ces redoutables guerriers élevaient leurs enfants durement, afin de leur procurer une santé à toute épreuve. Ils les plongeaient dans l'eau froide au moment de la naissance. Pendant l'enfance, ils les faisaient aller habituellement nus, même dans les froids rigoureux. Ils leur apprenaient le maniement des armes; quand l'âge du service militaire arrivait, l'autorité paternelle cessait tout-à-fait."

Fondation de Marseille (600 avant J.-C.).—Les **Phocéens,** peuple de la Grèce, formèrent, dans la suite, d'importants établissements au sud de la Gaule; une de leurs colonies fonda vers l'an **600** avant J.-C., la ville de **Massalie,** ou **Marseille,** qui, grâce à sa situation heureuse et à l'audacieux génie de ses habitants, devint en peu d'années une cité florissante. Marseille, qu'on surnomma **l'Athènes des Gaules,** étendit sa domination sur le littoral et propagea la civilisation de la Grèce.

Migrations des Gaulois. — Il était impossible que ces peuplades nombreuses, plus occupées de la guerre que de la culture de leur sol, trouvassent chez elles des ressources suffisantes: plusieurs émigrèrent en masse; d'innombrables multitudes sortirent de la Gaule à différentes époques et se répandirent dans les contrées voisines et même dans les pays lointains, qu'elles ravageaient et où elles allaient chercher une nouvelle patrie. Ainsi furent formés dans diverses parties du monde des peuples issus de colonies gauloises. L'une d'elle, en Espagne, forma, en se mêlant aux indigènes, la nation célèbre des Celtibériens, qui opposa le plus de résistance à l'invasion romaine; d'autres s'établirent sur différents points de la Grande Bretagne, et peuplèrent, avec le temps, tout le littoral dans la partie méridionale de cette île.

Les Gaulois en Germanie et en Italie. — Vers **590** avant J.-C., deux frères, Sigovèse et Bellovèse, neveux d'Ambigat, roi des Bituriges (habitants du Berry), dirigèrent chacun le flot d'une invasion redoutable, le premier en **Germanie,** le second en **Italie. Sigovèse** passa le Rhin, pénétra jusqu'au cœur de la Germanie et se fixa dans la Bohême, puis dans la Bavière, et s'étendit jusque dans la **Pannonie** (Hongrie). **Bellovèse,** pendant ce temps, avait passé les Alpes, et conduit sa colonie dans les riches plaines de l'Italie, où elle fonda **Milan,** et plusieurs autres villes. De nouveaux essaims de Gaulois vinrent successivement s'établir dans toute la partie septentrionale de l'Italie, à laquelle les Romains ont donné le nom de **Gaule Cisalpine.**

Prise de Rome. — Deux siècles environ après l'expédition de Sigovèse et de Bellovèse, eut lieu celle des **Gaulois Sénonais,** commandés par un **Brenn** (chef), dont les Latins ont fait Brennus. Ces peuples, en **390,** descendirent au midi de l'Italie, attirés, dit-on, par la réputation des vins et des autres productions du pays, rencontrèrent et battirent une armée romaine sur les bords de l'Allia, prirent **Rome,** et attaquèrent le Capitole.

Les Gaulois en Grèce et en Asie. — A peu près vers le même temps une nouvelle armée de Gaulois se précipita comme un *torrent* sur la Macédoine et la Grèce. D'autres Gaulois, mêlés de

Germains, fondèrent une colonie en Thrace, puis envahirent l'Asie Mineure, où ils s'établirent sous le nom de **Galates.**

Défaite des Gaulois en Italie.—(7.) "Pendant que ces événements se passaient en Asie, la guerre s'était rallumée en Italie entre Rome et les Gaulois cisalpins. Les Romains s'étant adjugé des terres conquises sur les Sénonais, une ligue se forma contre eux au delà du Pô; ils eurent l'adresse de diviser les tribus; toutefois ils se souvenaient avec effroi d'avoir vu les Gaulois dans leurs murs; épouvantés d'un oracle annonçant que ces peuples devaient une seconde fois prendre possession de Rome, les Romains firent enterrer vivants dans leur ville un Gaulois et une Gauloise, croyant par là détourner tout malheur. Cette cruauté excita la vengeance des Cisalpins; ils appellent à leur aide les **Gésates,** peuple germain des montagnes voisines; puis ils traversent l'Étrurie, bravant tous les obstacles, et arrivent à trois journées de Rome; là, craignant une surprise, ils commencent une retraite, et se trouvent précisément enfermés près de Pise entre l'armée qui les poursuivait et une autre qui revenait de Sardaigne. Dans cette situation désespérée, ils combattent avec une témérité sauvage, et néanmoins laissent la victoire à leurs ennemis.

Les Romains enhardis passèrent le Pô, mais la marche d'**Annibal** vint suspendre leurs entreprises, et les mit eux-mêmes dans le plus grand danger. L'armée du général carthaginois était en partie formée de ces **Gaulois** qu'il avait su gagner à sa cause; les Romains avaient beau les vaincre et s'en croire délivrés, ces terribles adversaires semblaient renaître pour les menacer; car alors les **Galls** répandus par tout le monde connu, ces peuples que leur bravoure avait rendus célèbres, étaient recherchés par toutes les nations: *pas d'armée sans Gaulois* était passé en proverbe.

Après les revers d'Annibal, il fallut encore aux Romains trente ans de guerre pour achever de soumettre les Gaulois d'Italie. La Gaule Cisalpine fut réduite en province romaine après les victoires du célèbre **Marcellus,** qui tua de sa main **Viridomare,** chef des Gaulois."

Colonies romaines dans la Gaule.—154. "La Gaule Transalpine était réservée au même sort que l'autre. C'est par les

Marseillais que les Romains y furent appelés. Attaquée par les Liguriens ses voisins, contre lesquels elle était toujours en guerre, Marseille implora le secours de Rome. Marseille, cité grecque située sous le beau ciel de la Provence, Marseille enrichie par le commerce et l'industrie, était une des premières villes de la Gaule. Opimius vainquit les Liguriens, donna leurs terres aux Marseillais, et Sextus fonda **Aix** (Aquæ Sextiæ). Ce fut la première colonie romaine dans les Gaules (**124** ans avant J.-C.), le premier pas vers la conquête de ce beau pays.

Bientôt, profitant des divisions entre les **Éduens,** les **Arvernes** et les **Allobroges,** les Romains se déclarèrent alliés des premiers et obtinrent quelques avantages sur les autres; ils fondèrent **Narbo-Martius** (Narbonne), qui fut bientôt la Rome gauloise et la rivale de Marseille."

Les Romains eurent dans l'intervalle une invasion formidable à repousser, celle des **Cimbres** et des **Teutons,** qui fondirent comme un torrent débordé sur la Narbonnaise. Marius les extermina en l'an **102,** près de la ville d'Aix; et cinquante ans plus tard Jules César parut, et chercha à s'assurer, en conquérant la Gaule à la tête des légions romaines, un titre suffisant pour asservir Rome elle-même.

Conquête de la Gaule par César.—"César, après avoir battu les Helvétiens et les Suèves, entreprit la conquête de la **Gaule.** "Tout le pays était soulevé contre lui; il fit face à tout, frappa de toutes parts; tantôt passant le Rhin pour intimider les Germains qui menaçaient de leur intervention, tantôt accablant les Éburons leurs amis, et poursuivant Ambiorix leur chef à travers la forêt des Ardennes.

C'est ainsi que dans l'espace de sept à huit ans, de **58** à **51,** après huit campagnes glorieuses, toute la Gaule fut soumise aux Romains. La réduction des provinces du centre coûta beaucoup d'efforts. A la tête de leurs armées était le célèbre Arverne **Vercingétorix** (généralissime), jeune héros vraiment digne d'un meilleur sort, et qui fit éprouver plus d'un revers à son redoutable ennemi. Lorsque Vercingétorix vit son parti ruiné, et tout espoir de résistance évanoui, il se livra lui-même à César afin d'ob-

tenir par ce dévouement des conditions favorables à ses soldats. César le fit servir à son triomphe, et ternit sa gloire par la mort de son rival. La Gaule essaya pourtant une dernière révolte, tant était grand l'amour de ces peuples pour l'indépendance ; mais elle échoua, et César, complètement vainqueur, traita les vaincus avec humanité; puis il les quitta afin de poursuivre d'autres conquêtes."

PÉRIODE GALLO-ROMAINE.

De **51** avant J.-C. à **41** après.

Situation des Gaulois sous les Romains.— César fit entrer dans ses troupes les meilleurs guerriers de la nation gauloise; ils formaient la légion **Alanda,** qui lui rendit d'éminents services dans ses guerres avec Pompée. Les ailes des légions de ce capitaine se composaient presque entièrement de cavalerie levée dans l'une et l'autre province transalpine; ainsi ce ne fut pas seulement avec l'or des Gaulois, mais avec leurs armes qu'il conquit Rome. Les nobles gaulois s'etaient assis au sénat. La grande cité les admettait au nombre de ses enfants, pour qu'ils eussent moins à regretter leur indépendance.

(7.) "Mais Auguste les dépouilla de ces prérogatives, leur ferma le sénat, augmenta les tributs, fit occuper le pays par de fortes colonies militaires, et réduisit vraiment la Gaule à l'état de province. Il choisit pour capitale **Lyon,** ville nouvellement fondée, et colonie de Vienne ; sa situation la rendait propre à exercer sur tout le pays une sorte de surveillance. Bientôt Auguste y eut des autels. L'ancienne religion des Celtes fut néanmoins conservée ; mais le druidisme, rebelle à ces innovations, s'attira des disgrâces, surtout à cause de ses rites sanguinaires qui furent interdits. Aussi plus d'une fois les druides, réunissant

autour d'eux les mécontents, excitèrent des révoltes partielles dans la Gaule.

Tibère conserva pour les vaincus la sévérité d'Auguste ; sous lui eurent lieu les projets de révolte du Trévire **Florus** et de l'Éduen **Sacrovir.** Caligula, Claude et Néron les favorisèrent davantage. Après la mort de Néron, que l'aquitain **Vindex** voulut renverser, la Gaule prit parti successivement pour Galba et pour Vitellius. L'avénement de Vespasien causa la révolte de **Civilis** et celle de **Sabinus.**"

Révoltes de la Gaule.—Après la mort de Vitellius, les Gaulois songèrent à conquérir leur indépendance. **Civilis,** chef batave, secondé par les druides et surtout par les prophéties de la célèbre druidesse Véléda, rallia sous ses drapeaux les Bataves, ses compatriotes, et les Belges. Un Gaulois nommé **Sabinus,** qui prétendait descendre de César, prit le titre d'empereur : les druides sortirent de leurs forêts, et annoncèrent que l'empire gaulois allait succéder à l'empire romain. Mais les lieutenants de Vespasien eurent bientôt anéanti ce parti. Civilis rentra dans l'obscurité. (7.) "Sabinus, vaincu et abandonné de tous, ayant brûlé sa maison et fait répandre le bruit de sa mort, se retira dans un souterrain dont lui seul connaissait l'existence, et là il vécut neuf ans ignoré, avec la courageuse **Éponine,** son épouse, et les deux enfants qu'elle lui avait donnés. Au bout de ce temps, la retraite de cet infortuné fut découverte ; on les dénonça à l'empereur Vespasien, qui les fit mettre à mort. Cette cruauté inutile lui attira un juste blâme.

Depuis lors, la Gaule s'incorpora de plus en plus à l'empire, et fit cause commune avec lui. Elle se couvrit de monuments romains, de villes romaines, adopta la langue, le commerce, les arts, la civilisation de Rome."

Le christianisme en Gaul. — Pendant ce temps, le **christianisme,** né à l'une des extrémités de l'empire, se répandait sourdement dans toutes les parties de ce grand corps vieilli, pour lui donner une vie nouvelle ; il grandissait dans les tortures et s'étendait par le martyre. Cette religion pénétra de bonne heure dans la Gaule ; une cruelle persécution s'y alluma sous le règne

de **Marc-Aurèle,** et quarante-huit chrétiens furent donnés en spectacle à l'amphithéâtre de Lyon, soumis aux plus affreux supplices et livrés aux bêtes féroces. On cite parmi ces nombreux martyrs l'illustre **Pothin,** premier évêque de cette ville, vieillard presque centenaire, le citoyen **Atale,** et la jeune esclave **Blandine.**

Sous le règne de **Sevère** une nouvelle persécution atteignit encore la Gaule et coûta la vie à **saint Irénée,** surnommé *la lumière de l'Occident,* qui était alors évêque de Lyon.

Décadence de l'empire romain.—(7.) "L'empire romain renfermait en soi trop de principes de dissolution pour qu'un peuple rangé sous ses lois pût jouir d'une prospérité durable: l'esclavage avait envahi la société tout entière, le nombre des petits propriétaires cultivateurs diminuait tous les jours, et avec eux disparaissaient l'industrie, le commerce, en un mot, la richesse des nations. La Gaule en était là comme toutes les provinces, l'empire s'éteignait; la vie était ailleurs, et le Nord et la Germanie fourmillaient de peuplades barbares, jeunes, vigoureuses, prêtes à déborder de toutes parts sur le monde romain."

Première incursion des Francs en Gaule.—"Dès le 3[e] siècle après J.-C., on trouve dans l'histoire les premières incursions des **Francs** en Gaule. On nommait ainsi une ligue de peuples germains établis entre le **Rhin,** le **Mein,** le **Weser** et la mer.

Il paraît que, vers l'an **241,** ils passèrent le Rhin et pénétrèrent assez avant, mais sans former d'établissements fixes. Dans le siècle suivant, un nombre considérable de ces Francs se répandirent vers les rives de la Meuse; Julien était alors dans les Gaules; se voyant dans l'impossibilité de résister aux armées romaines, ils s'abandonnèrent à la générosité du prince qui mêla leurs tribus parmi ses légions.

Au 5[e] siècle, les invasions devinrent plus menaçantes; les barbares inondaient de tous côtés les provinces romaines. Les Francs passèrent de nouveau le fleuve qui servait de limite aux deux pays, et se fixèrent au nord-est de la Gaule pour ne plus l'abandonner."

Civilisation de la Gaule.—"Aussitôt que la Gaule fut conquise par César, ses citoyens, ardents et toujours affamés de renom-

mée, changent la gloire des armes pour celle des sciences et des arts; et après s'être couverts des lauriers de la valeur, ils vont maintenant moissonner ceux du génie. La hache abat les forêts obscures et montre de nouveaux champs au soleil; les landes couvertes de bruyères, les marécages remplis de glaïeuls et de roseaux, voient flotter les gerbes d'or et verdir les pampres fertiles. Bientôt les fleuves sont rendus navigables et des compagnies de nautonniers font fleurir le commerce. La Gaule s'était promptement incorporée à l'empire; elle en avait adopté les mœurs, les coutumes, le langage et la religion."

Influence du christianisme.—Le christianisme, dont nous avons vu l'introduction dans la Gaule, va rappeler l'homme à la liberté et lui frayer des routes nouvelles. Le monde romain va périr; toutes ses institutions vont s'écrouler, mais le christianisme demeure debout et triomphant sur ces ruines, et va préparer l'avenir du monde.

"C'est ainsi que naissent, dans le pays des Gaules, les éléments qui doivent former le peuple destiné à jouer un grand rôle dans le développement de la civilisation chrétienne. Pour répondre à sa haute mission, il faut que ce peuple soit, de tous les peuples, le plus brave, le plus généreux, le plus intelligent, le mieux constitué, le mieux organisé, le mieux doué sous tous les rapports.

Tout ce qu'il y avait dans l'ancienne société de nobles vertus, de qualités brillantes, de germes féconds, viendra se réunir sur cette belle terre des Gaules. Les **Phocéens** y ont apporté les arts de la Grèce; les **Gaulois** y laisseront les traditions de leur courage et de leur esprit; les **Germains,** les caractères de leurs lois; les **Romains,** la science militaire. C'est de la fusion de tous ces éléments que naîtra la nationalité française."

LES FRANCS

jusqu'à Clovis, de 418 à 481.

Éléments de la nation française. — (7.) "Bien que notre pays s'appelle France, et que les Francs soient regardés comme nos ancêtres, ce serait une grande erreur de croire qu'ils aient seuls occupé la Gaule, après en avoir facilement achevé la conquête. Il n'en est pas ainsi ; cette conquête leur coûta les efforts de plusieurs siècles, car ils n'avaient pas à soumettre les seuls Gallo-Romains, mais plusieurs autres peuples barbares, venus comme eux de la Germanie, établis avant eux sur le sol de la Gaule. Quoique les Francs aient prévalu sur tous leurs rivaux, la population française n'en reste pas moins un mélange de Gaulois, de Romains, de Goths, de Burgondes, de Francs, de Normands et de Sarrazins même ; car tous ces peuples, sans parler de ceux qui n'ont fait que passer, ont formé en France des établissements plus ou moins distincts, plus ou moins puissants et durables, et se sont enfin confondus dans la grande nation française.

La Germanie, cette vaste contrée située aux confins de l'empire, et comprise à peu près entre le Rhin, les Gaules, l'Italie, l'Illyrie, la Sarmatie, la Baltique et la Chersonèse cimbrique, était peu connue des Romains. Elle renfermait une multitude de peuplades diverses, également belliqueuses et invincibles, et contre lesquelles les armes romaines ne s'étaient essayées que rarement et sans beaucoup de succès. On se rappelle la défaite de Varus. C'est de la Germanie que devaient sortir les vainqueurs de Rome."

Francs.—"Parmi ces Germains se distinguaient les **Francs**, cantonnés sur la rive droite du Rhin, à peu près entre les bouches de l'Elbe et celles de la Meuse. C'était une association nouvelle de plusieurs peuples, au nombre desquels on remarquait les Saliens, les Ripuaires, les Bructères, les Chérusques et beaucoup

d'autres encore. On croit que le mot **franc** voulait dire *libre.* **Ripuaires** paraît signifier *hommes de la rive*, parce qu'ils habitaient les rives du Rhin, et le nom de **Saliens** vient peut-être de la rivière d'*Ysala* (Yssel), près du Zuyderzée, lieu qu'occupait une de ces tribus.

Ces peuples se maintenaient indépendants les uns des autres. On pense que les rois ou chefs des diverses tribus franques étaient tous d'une même famille, dont l'aïeul primitif se nommait Mérovée (Meer-Wig, guerrier de la mer). D'après lui, ces princes furent nommés Mérowigs ou Mérovingiens."

Portrait des Francs.—(11.) "Les **Francs** avaient une taille élevée, une voix terrible et des yeux étincelants; leurs lèvres s'ombrageaient d'une barbe épaisse; leur chevelure tressée était retenue sur leur front par un réseau d'or, ou par des cercles de cuivre; leurs corps, aussi blancs que l'albâtre, se couvraient à demi de la dépouille des bêtes féroces.

Pasteurs et guerriers, ils conduisaient devant eux avec leurs lances de grands troupeaux, dont le laitage était leur nourriture accoutumée. Leur audace tenait du prodige; le plus vaillant d'entre eux devenait leur chef, mais jamais leur maître. Le nom de **Francs** faisait leur orgueil; quelques-uns, conduits à Rome pour y paraître en gladiateurs, se tuèrent la veille du combat, préférant la mort à la honte.

Le jeune guerrier portait au bras un anneau de fer, et ne le quittait qu'après une belle action, qu'on appelait la rançon du brave. Les femmes, vêtues de robes noires, les cheveux couronnés de genêt fleuri, paraissaient quelquefois dans la mêlée, maniant la lance avec adresse et animant les soldats par leurs regards et leurs discours."

Culte des Francs.—(11.) "De tous les cultes de l'idolâtrie, celui des Francs fut peut-être le plus favorable à la poésie. Les contrées de la Germanie n'avaient pas toutes la même religion; les unes adoraient **Tuiston,** père de **Mannus,** et la déesse **Herta** (la Terre), qui, à certains jours de l'année, montait sur un char, couverte d'un voile, et parcourait la terre pour y répandre la fécondité; les autres dressaient des autels à **Odin,** à **Irminsul,**

et aux deux frères **Lélo** et **Polélo.** Quant aux peuples francs, ils reconnaissaient un Être suprême, mais ce n'était ni Jupiter, ni Teutatès, ni aucune autre divinité consacrée par le culte des hommes. Chez eux, le grand Esprit n'avait point de nom, de forme, de temples : c'était au sein de la nature qu'ils allaient l'invoquer.

Ils pensaient que les vieux arbres, les rochers, les eaux murmurantes, étaient initiés à son pouvoir, et ils s'inclinaient devant ces objets sacrés qu'ils considéraient comme des intermédiaires entre eux et la Divinité, comme des organes qui transmettaient sa volonté et ses oracles."

Invasion des Suèves, des Vandales et des Alains.— 406. Les **Suèves** et les **Vandales,** voisins de la Baltique, s'étant réunis aux **Alains,** venus du Caucase, firent irruption dans la **Gaule** en **406,** et depuis lors, jusqu'en **476,** époque où un roi barbare déposa le dernier empereur, l'Italie et la Gaule ne furent qu'un vaste théâtre de carnage et de désolation, où vingt peuples se précipitèrent les uns sur les autres et s'entre-choquèrent avec furie. Les Vandales, chassés des Gaules, fondent sur l'Espagne, pénètrent en Afrique, et s'emparent du nord de cette contrée sous Genséric.

Visigoths, prise de Rome par Alaric. — 410. "Après avoir, sous la conduite du célèbre Alaric, un des plus grands hommes de ce siècle, parcouru l'Italie en vainqueurs et saccagé **Rome,** les **Visigoths** s'établirent au midi de la Gaule par un traité avec le faible Honorius ; ils avaient alors pour chef Ataulphe, beau-frère et successeur d'Alaric, et mari de Placidie, sœur de l'empereur. Ces Goths, qui, depuis longtemps déjà, avaient passé le Danube et campé sur les terres de l'empire, avaient en combattant, avec ou contre les Romains, adouci quelque peu leur primitive rudesse ; ils étaient les plus civilisés des barbares."

Invasion des Burgondes. — 413. Vers le même temps les **Burgondes,** ou Bourguignons, peuple d'origine vandale, franchirent le Rhin, et fondèrent, en **413,** sur le territoire de la Gaule, un premier royaume bourguignon entre Mayence et Strasbourg. Ils étaient, disent les historiens, très grands, fort grossiers, et graissaient leurs cheveux avec du beurre acide.

Chefs francs. — Plusieurs historiens font commencer la série des rois de France à **Pharamond,** chef franc, dont l'existence est fort incertaine. Mais le nom de **roi** ne peut guère convenir qu'à **Clovis,** dont les victoires furent décisives, la conquête mieux assurée et le pouvoir plus étendu.

TABLEAU

Des chefs de la dynastie des Mérovingiens.

De 418 à 752,—22 Rois. Durée 334 ans.

	Noms.	Naissance.	Avénement.	Mort.	Age.	Durée du Règne.
1	Pharamond . .	„	418	428	„	10
2	Clodion . .	„	428	448	„	20
3	**Mérovée** . .	„	448	458	„	10
4	Childéric . .	437	458	481	44	23
5	Clovis . . .	466	481	511	45	30
6	Childebert I . .	498	511	558	60	47
7	Clotaire I . .	497	558	561	64	3
8	Caribert . . .	519	561	567	48	6
9	Chilpéric I . .	537	567	584	47	17
10	Clotaire II . .	583	584	628	45	44
11	Dagobert I . .	612	628	638	26	10
	Chefs sous la domination des Maires du Palais.					
12	Clovis II . .	633	638	656	23	18
13	Clotaire III . .	652	656	670	18	14
14	Childéric II . .	653	671	673	2	2
15	Thierry III . .	652	673	691	39	18
16	Clovis III . .	680	691	695	15	4
17	Childebert II .	683	695	711	28	16
18	Dagobert III .	700	711	717	15	6
19	Clotaire IV . .	„	717	719	2	2
20	Chilpéric II . .	„	717	720	„	4
21	Thierry IV . .	712	720	737	25	17
	Interrègne de 5 ans sous Charles-Martel. 737—742.					
22	Childéric III . .	733	742	752	„	10

MOYEN ÂGE.

ROIS PAÏENS,

OU

CHEFS FRANCS.

Pharamond.—418. Vers l'an 418, **Pharamond**, à la tête d'une colonie des **Francs,** voulut tenter la conquête des Gaules. S'étant signalé par plusieurs exploits, il fut élevé par ses soldats, sur un bouclier, à la dignité de chef ou de roi.

Clodion.—428. Clodion est celui que les historiens nomment après Pharamond. On l'appela **le chevelu,** parce qu'il portait de longs cheveux. On raconte qu'il passa le Rhin et s'empara de Cambrai (en Flandre), et de tout le pays voisin jusqu'à la Somme, malgré les efforts d'**Aétius,** général romain.

Mérovée.—448. Après lui vient **Mérovée** (Meer-wig, héros de la mer); on ne sait pas au juste s'il était de la même famille. Il entra dans les Gaules, et pénétra jusqu'à la Seine. Il prit part à la victoire d'**Aétius** sur **Attila.** C'est de lui que la première race a pris son nom.

Aétius. — Aétius, élevé comme otage près d'Alaric, commandait les armées romaines. Cet habile général, le dernier qu'ait possédé Rome, avait combattu avec succès, et soumis divers peuples barbares établis dans la Gaule, les Francs, les Visigoths, les Bourguignons et enfin les Bagaudes.

Attila.—Les Huns.—Bataille de Châlons.—451. Aétius eut bientôt à combattre un ennemi plus redoutable encore. (6.) "Les **Huns** avaient quitté l'Asie pour les rives du Danube, et de là s'avançaient vers l'Occident sous la conduite de leur roi, le farouche **Attila,** surnommé le **fléau de Dieu.** Ils entrèrent dans la

Gaule et y signalèrent leur passage par les plus affreuses dévastations. Troyes et Paris furent épargnés. Troyes dut sa délivrance à son évêque **saint Loup,** qui désarma par ses prières la fureur d'Attila. Les Parisiens attribuèrent leur salut aux prières de **sainte Geneviève** que la tradition appelle 'la bergère de Nanterre.' Mais Attila voulait surtout s'emparer d'**Orléans,** et il enveloppa la ville d'une innombrable armée. L'évêque **saint Aignan** soutint le courage des habitants et prolongea leur résistance. Les Huns menaçaient d'une égale ruine les anciens et les nouveaux maîtres de la Gaule. Le danger était commun; aussi pour le conjurer Aétius appela-t-il à son aide les Francs, les Visigoths et les Bourguignons. Ces trois peuples se réunirent contre les Huns aux Romains d'Aétius; Orléans fut délivré, et il se livra ensuite en **451,** dans les plaines catalauniques, près de **Châlons-sur-Marne,** une effroyable bataille, où il périt, dit-on, trois cent mille hommes. **Théodoric,** roi des Visigoths, y perdit la vie; mais, Aétius, puissamment secondé par **Mérovée,** finit par remporter la victoire."

(7.) "Attila ménagea sa retraite par le nord de l'Italie, détruisit Aquilée, ravagea toute la Lombardie, épargna Rome, à la prière de saint Léon, et alla mourir en Pannonie, à la suite d'un festin. La victoire de Châlons est un des plus grands événements de ce siècle, par rapport à la Gaule; elle recula quelque temps encore la chute de l'empire d'Occident; mais Aétius, le héros de cette victoire, fut peu de temps après lâchement assassiné par Valentinien III, qui en était jaloux."

Childéric. — **458.** **Childéric,** fils de Mérovée, fut élu vers **458,** et bientôt après détrôné et expulsé par le même peuple qui l'avait élevé sur le pavois. Les Francs, en son absence, obéirent au Gallo-Romain **Œgidius,** maître des milices. Dans la suite, Œgidius ayant été déclaré ennemi de l'empire par le sénat de Rome, les Francs rappelèrent Childéric, le mirent de nouveau à leur tête, et contribuèrent avec lui au renversement d'Œgidius, qui mourut en **464.**

Fin de l'empire d'Occident.—476. Le règne de Childéric est *marqué* par la chute de l'**empire,** qui termina sa douloureuse

agonie entre les années **475** et **480.** Neuf empereurs avaient occupé le trône d'Occident depuis Valentinien II, autant de révolutions avaient agité l'Italie. Le dernier d'entre eux fut **Augustule,** déposé en **476** par **Odoacre,** chef des Hérules, qui déclara qu'un seul chef suffisait à l'empire romain, et renvoya au monarque d'Orient les ornements impériaux.

Division de la Gaule à la chute de l'empire.— La Gaule, à la chute de l'empire, était divisée en trois monarchies: celle des **Visigoths,** sous Enric, au sud; celle des **Bourguignons,** à l'est; et au nord celle des **Francs,** toujours partagés en deux nations, les **Francs Saliens** et les **Francs Ripuaires.** Les derniers, qui occupaient les deux rives du Rhin, s'étendaient en deçà de ce fleuve jusqu'à l'Escaut (*Scaldis*); les Francs Saliens occupaient, entre l'Escaut, la mer du Nord et la Somme, un territoire qu'ils avaient conquis sous leur roi Clodion vers le milieu du cinquième siècle.

Tel était l'état de la Gaule lorsqu'en **481, Clovis,** fils de **Mérovée,** qui donna son nom à sa dynastie, fut élu roi ou chef des Francs Saliens.

PREMIÈRE ÉPOQUE.

MÉROVINGIENS et CARLOVINGIENS.

De **481** à **987.**

DYNASTIE DES MÉROVINGIENS.

De **481** à **752.**

CLOVIS I,

Premier roi chrétien: — De **481** à **511.**

Clovis I.—481. Clovis, fils de Childéric et de Bazine, reine de Thuringe, n'avait que quinze ans lorsqu'il fut élu chef des Francs. Le premier acte important de son règne est la bataille de **Soissons,** qui anéantit à jamais le pouvoir romain en Gaule.

Bataille de Soissons.—486. Le premier ennemi que Clovis attaqua fut **Syagrius,** général romain, gouverneur de la partie des Gaules encore indépendante des barbares, et dont Soissons, était la capitale. Syagrius fut vaincu, et les Francs étendirent rapidement leurs conquêtes jusqu'à la Seine. Tous les historiens rapportent un fait qui prouve le peu d'étendue du pouvoir royal à cette époque. Quand vint le partage du butin fait à Soissons, Clovis voulut avoir un vase précieux que réclamait **saint Remi,** évêque de Reims; mais un soldat, brisant le vase d'un coup de francisque, dit brutalement au roi: "Tu n'auras, comme les autres, que ce que le sort te donneras." Clovis dissimula sa colère; mais l'année suivante, passant la revue de ses guerriers, il s'arrêta *devant ce même* soldat, et arracha son arme, qu'il disait mal

entretenue: "*Souviens-toi du vase de Soissons*," dit le roi; et il lui fendit le crâne d'un coup de sa hache d'armes. Bientôt après, Clovis épousa **Clotilde,** fille de Chilpéric, roi des Bourguignons, seule femme qui fût de la communion romaine dans la race germanique.

Bataille de Tolbiac.—496. Clovis marcha ensuite contre de nouvelles hordes d'Allemands qui menaçaient la Gaule, et leur livra bataille à **Tolbiac** en **496.** Se voyant sur le point d'être vaincu dans cette journée, il fit vœu d'adorer le Dieu de Clotilde s'il remportait la victoire: il triompha, et tint son serment.

Conversion de Clovis.—Ses effets.—496. Clovis se fit alors donner le **baptême** par **saint Remi,** évêque de **Reims,** et trois mille guerriers francs suivirent son exemple. On connaît ces paroles du prélat au royal néophyte: "Courbe la tête, ô Sicambre! brûle ce que tu as adoré, et adore ce que tu as brûlé." Clovis se trouva alors le seul roi catholique, et fut appelé **fils aîné de l'Église,** titre qui passa à ses successeurs.

(7.) "La conversion de Clovis peut être considérée comme un des événements les plus importants de la première race; elle servit à l'agrandissement du monarque plus encore que ses victoires. Depuis le règne de Constantin, la religion chrétienne avait fait d'immenses progrès dans les Gaules; tous les grands, encouragés par l'empereur, l'avaient embrassée; le zèle des évêques, et surtout de **saint Martin,** avait achevé d'anéantir les restes du paganisme, de sorte qu'à l'arrivée des Francs toute la Gaule était chrétienne." Dès le moment de la conversion de Clovis, toutes les villes du nord-ouest jusqu'à la Loire et jusqu'au territoire des émigrés bretons ouvrirent leurs portes à ses soldats.

Paris, capitale.—Clovis avait d'abord fixé sa résidence à Soissons. Plus tard, il fit choix de **Paris** pour sa demeure, et il y bâtit une église aux apôtres saint Pierre et saint Paul. Cette ville, anciennement appelée **Lutèce,** n'était du temps de César qu'un petit bourg renfermé dans une île de la Seine, qu'on appelle aujourd'hui la cité; Lutèce, capitale des **Parisii,** changea son vieux nom pour celui qu'elle porte aujourd'hui.

Défaite des Bourguignons.—Clovis, à la sollicitation des

évêques du pays des Bourguignons, déclara la guerre à leur roi **Gondebaud,** meurtrier du père de Clotilde, et le rendit son tributaire. Gondebaud, vaincu, promit de se convertir au catholicisme, et la plupart des cités du bord du Rhône et de la Saône furent alors réunies sous l'autorité de l'Église romaine.

Bataille de Vouillé ou Vouglé. — 507. Clovis n'avait plus en Gaule de rival puissant qu'**Alaric II,** roi des Visigoths, maître de la riche Aquitaine. Clovis, précipitant sa marche, atteignit l'armée d'Alaric près de **Vouillé,** à trois lieues au sud de Poitiers, et lui livra bataille: Alaric perdit la vie dans le combat. Les Francs furent vainqueurs, et bientôt la plus grande partie du pays occupé par les Visigoths, jusqu'aux sources de la Garonne, obéit à Clovis.

Défaite de Clovis à Arles.—508. Cependant, **Théodoric,** roi des Ostrogoths d'Italie, voulant venger la mort de son gendre Alaric, défit devant **Arles** les Francs et les Bourguignons réunis, et fit lever à Clovis le siége de Carcassonne. La paix fut conclue après cette bataille.

Cruautés de Clovis.—(7.) "Tant de victoires et de succès avaient donné à Clovis une telle supériorité sur les autres princes francs, qu'on se souvenait à peine de leur existence; néanmoins Clovis, pour anéantir toute rivalité, les fit tous périr par des moyens odieux, employant contre eux la perfidie et la ruse. C'est ainsi qu'il se défit de Sigebert, roi des Ripuaires, et de Clodéric son fils; de Cararic, roi de Térouane (Artois), et de son fils; enfin de Ragnacaire, roi de Cambrai, son ancien allié à Soissons contre Syagrius."

Mort de Clovis.—511. L'œuvre de Clovis était accomplie. Il mourut en **511,** à Paris, âgé de quarante-cinq ans, et après en avoir régné trente. Il fut enterré dans l'église des apôtres Saint-Pierre et Saint-Paul, à laquelle on donna plus tard le nom de Sainte-Geneviève, patrone de Paris. Clovis l'avait fait bâtir à la prière de Clotilde.

Loi salique.—Ce fut Clovis, dit-on, qui rédigea en langue latine la **loi salique,** ainsi appelée du nom des Saliens, les plus illustres des Francs.

Ordre de saint Benoît.—Lorsque les Francs envahirent la Gaule, on y comptait déjà un grand nombre de monastères, dont le plus ancien et l'un des plus célèbres était celui de **Marmoutiers,** fondé près de Tours par **saint Martin,** où les moines s'occupaient surtout à transcrire des livres. Le commencement du sixième siècle vit s'élever l'ordre illustre des **Bénédictins,** fondé en Italie par **saint Benoît.** Aucun ordre religieux ne contribua davantage aux progrès des lettres et des sciences.

FILS DE CLOVIS.

Childebert I.— 511. Clovis laissa quatre fils: **Thierry, Clodomir, Childebert,** et **Clotaire,** les trois derniers, fils de Clotilde. Le royaume fut partagé selon la loi salique, comme un bien de famille; on en fit quatre lots, qui furent tirés au sort. Thierry, qui était l'aîné, eut le royaume de Metz; Clodomir, celui d'Orléans; Childebert, celui de **Paris;** et Clotaire, celui de Soissons. Ces partages, qui se renouvelèrent plusieurs fois, furent la source de sanglantes querelles et de crimes atroces. Dès lors commença entre les **Austrasiens,** ou Francs orientaux, et les **Neustriens,** ou Francs occidentaux, une rivalité qui alla toujours croissant.

Guerre de Bourgogne. — Fin de ce royaume. — 534.—(7.) "La plus importante de ces guerres est celle de **Bourgogne. Sigismond** avait succédé à son frère **Gondebaud;** Clotilde, qui se souvenait toujours du meurtre de son père, encouragea ses fils à le venger. L'ambition les persuada encore mieux de marcher à cette expédition. Les Bourguignons furent défaits, et Sigismond, obligé de fuir, fut reconnu malgré son déguisement, et jeté dans un puits avec sa femme et ses deux enfants. **Gondemar,** frère de Sigismond, continua la guerre, et fut vainqueur à la bataille de **Véseronce,** près de Vienne. **Clodomir** y fut tué, et ses frères évacuèrent la Bourgogne. Mais bientôt ils revinrent en force,

firent prisonnier Gondemar et l'enfermèrent dans une tour où l'on croit qu'il mourut assassiné. La Bourgogne fut réunie à leurs États ; ce royaume avait duré cent vingt ans. Thierry, gendre de Sigismond, n'avait pas voulu prendre part à la guerre."

Meurtre des enfants de Clodomir. — Clodomir avait laissé trois enfants en bas âge ; Clotilde, leur aïeule, les faisait élever à Paris sous ses yeux. (3.) "Clotaire et Childebert convoitent l'héritage de leurs neveux ; et pour obtenir qu'ils soient livrés en leur pouvoir, ils s'engagent à les faire couronner. Les jeunes enfants arrivent fort joyeux près de leurs oncles, suivis de leurs domestiques et de leurs gouverneurs. Tout à coup ils en sont séparés, on les enferme, et leur suite est plongée dans les cachots. Clotaire et Childebert envoient alors à Clotilde des ciseaux et un poignard, en lui ordonnant de choisir du cloître ou de la mort pour ses petits enfants : 'Plutôt la mort !' s'écrie Clotilde exaspérée. Les rois se rendent aussitôt auprès de leurs neveux : **Clotaire** en égorge deux de ses mains, et tous leurs serviteurs sont massacrés. Le troisième fils de Clodomir, nommé **Clodoald,** échappa à la fureur de ses oncles ; il se fit religieux et fonda le monastère de **Saint-Cloud.**"

Mort de Théodebert et Théodebald. — Théodebert avait succédé à Thierry, son père, l'aîné des fils de Clovis. Ce prince méditait d'envahir l'empire d'Orient, lorsqu'en **548,** blessé par un taureau sauvage, il mourut à quarante-trois ans, après avoir combattu les Saxons. Il laissa le trône à son fils **Théodebald,** qui ne régna que sept ans. Ce dernier prince étant mort jeune et sans enfant, Clotaire, son grand-oncle, épousa sa veuve, et s'empara de son royaume.

Révolte de Chramne. — **Mort de Childebert.** — Childebert, jaloux de cette usurpation, suscita contre Clotaire **Chramne,** fils de ce prince, et le soutint d'abord de ses armes ; mais bientôt lui-même tomba malade à Paris, et mourut en **558.** Childebert laissait deux filles, que Clotaire fit enfermer dans une prison, où elles moururent.

Clotaire I. — 558.

Childebert n'ayant point laissé d'enfants mâles, Clotaire recueillit toute la succession, et se trouva

ainsi à la tête de l'un des états les plus puissants qu'ait vus l'univers. La Gaule romaine toute entière obéissait à son sceptre ; et sous le nom de Gaule se trouvaient comprises la Savoie, la Suisse, les provinces Rhénanes et la Belgique ; son pouvoir s'étendait au delà du Rhin sur les duchés d'Allemagne, de Thuringe et de Bavière, et sur les pays des Saxons et des Frisons.

Mort de Chramne et de Clotaire.—562. La mort de Childebert ayant laissé Chramne sans protection, exposé au ressentiment de son père, ce malheureux prince s'enfuit en Bretagne, où Clotaire le poursuivit, le défit dans une bataille, et le fit brûler vif avec sa femme et ses filles. Il succomba un an après cette horrible exécution, et s'écriait, étonné de mourir : "Quel est ce roi des cieux, qui tue ainsi les grands rois de la terre ?" Il avait régné cinquante ans, et avait terni la gloire de son règne par ses cruautés, ses adultères et ses incestes.

Femmes de Clotaire.—Ce prince meurtrier de sa famille, eut six femmes, au nombre desquelles fut **sainte Radegonde,** fille de Berthaire, roi de Thuringe, et qui par son instruction rare comme par sa sainte et noble vie, présente sur le trône un contraste frappant avec les mœurs barbares et l'ignorance presque générale de son époque. Elle fonda le célèbre monastère de **Sainte-Croix,** où elle mourut en **589.**

Caribert.— 561. Clotaire I laissa quatre fils, qui se partagèrent ainsi ses États : **Caribert** fut roi de **Paris ; Gontran,** roi d'Orléans et de Bourgogne ; **Sigebert,** roi d'Austrasie ; **Chilpéric,** roi de Soissons, et chacun d'eux eut une part dans le Midi. Tous ces princes causaient dans l'Église un grand scandale, à cause de leurs mariages. Caribert ayant répudié sa femme pour épouser les deux sœurs, fut excommunié par saint Germain, évêque de Paris. Ce prince vécut peu ; étant mort sans laisser d'enfants mâles, ses frères se partagèrent sa succession.

Chilpéric I. — 567.— Sigebert. Chilpéric et Sigebert se signalèrent par leurs haines fratricides, et furent surpassés en audace, en ambition et en barbarie par leurs femmes, dont les noms acquirent une grande et triste célébrité.

Brunehaut et Frédégonde. — (1.) "Sigebert avait épousé

Brunehaut, fille du roi des Visigoths; et Chilpéric, surnommé le **Néron de la France,** jaloux de l'alliance contractée par son frère, écarta les prétentions de sa maîtresse **Frédégonde,** femme aussi belle que cruelle et ambitieuse, pour épouser **Galswinthe,** sœur de Brunehaut. Il avait à cette époque déjà trois fils d'une première femme, nommée **Audovère,** qu'il répudia et enferma dans les prisons de Rouen. Peu après son second mariage, il fit étrangler Galswinthe, à l'instigation de Frédégonde, et la prit elle-même pour femme. Brunehaut jura de venger sa sœur; les inimitiés de ces deux reines firent couler des flots de sang."

Meurtre de Sigebert. — (7.) "La première attaque de Chilpéric contre l'Austrasie ne fut point heureuse; vaincu et poursuivi par son frère, il s'enferma dans Tournay avec Frédégonde; mais celle-ci, pour délivrer son mari, fit assassiner Sigebert. Ce fut alors Brunehaut qui se trouva prisonnière avec son jeune fils Childebert; cependant elle parvint à le sauver, en le confiant à travers une fenêtre de sa prison à des mains fidèles; il fut reconduit en Austrasie. Quant à **Brunehaut,** elle gagna l'asile de la cathédrale, et la vie lui fut accordée. Chilpéric l'envoya à Rouen; mais le hasard conduisit dans cette ville le jeune **Mérovée,** fils de Chilpéric. Séduit par la beauté de la reine d'Austrasie, peut-être touché de ses malheurs, Mérovée l'épousa, et ce fut Prétextat, évêque de Rouen, qui les unit. Chilpéric, à cette nouvelle, devient furieux; les époux sont séparés; Brunehaut, réclamée par les Austrasiens, leur est rendue; Mérovée est rasé et renfermé dans un monastère, dont il s'échappe ensuite pour se réfugier en Austrasie; mais il est pris par des troupes de son père, et périt assassiné; d'autres ont dit qu'il s'était donné la mort. L'évêque Prétextat mourut aussi plus tard, frappé par les ordres de Frédégonde.

Vengeance de Frédégonde. — "Frédégonde, ayant perdu tous ses enfants par une maladie, n'en devint que plus furieuse; plusieurs personnes, accusées d'avoir, par des maléfices, causé ce malheur, furent soumises à d'affreux supplices. Le jeune Clovis, dernier fils d'Audovère, atteint par les soupçons de la reine, fut arrêté, dépouillé et livré à son ennemie. On l'envoya à Noisy (en

Touraine), et, au bout de trois jours, il y fut poignardé, avec tous ceux qui lui avaient appartenu. Sa mère Audovère fut étranglée, et sa sœur Bazine outragée, puis enfermée dans un cloître."

Assassinat de Chilpéric. — 584. Pendant que tous ces événements se passaient en Neustrie, Childebert d'Austrasie grandissait sous la tutelle de sa mère Brunehaut. Soutenu par Gontran, son oncle, qui l'avait adopté, il déclara la guerre à Chilpéric, et marcha sur Paris. Il était déjà à Meaux lorsqu'on apprit que Chilpéric lui-même venait d'être assassiné dans la forêt de Chelles, au retour de la chasse, par l'ordre de Frédégonde, dont il avait découvert l'infidélité.

Clotaire II.— 584. De tous les enfants mâles que Chilpéric avait eus de cette femme sanguinaire, un seul, en bas âge, nommé Clotaire, lui survécut ; sa mère en prit la tutelle, et menacée à la fois par tous les ennemis que ses crimes lui avaient suscités, elle se mit avec son fils sous la protection du roi Gontran. **Clotaire II** fut proclamé ; mais les grands, à leur tour, inquiets de voir Gontran investi d'une puissance aussi étendue, lui suscitèrent un rival dans la personne de Gondowald, fils supposé de Clotaire I. Après avoir eu de rapides succès, il fut trahi par ses amis, et abandonné aux soldats, qui le mirent en pièces. Le plus célèbre événement du règne de Clotaire II est le concile ou synode de Paris en **615.**

Mort de Gontran.—593. (6.) "On voit que Gontran favorisait tour à tour ses deux neveux, soit par faiblesse de caractère ou plutôt par une politique assez adroite. Il mourut avec le titre de **Bon ;** en effet, c'était le meilleur des princes de ce temps ; on ne lui reprochait que deux ou trois meurtres."

Mort de Childebert — 596, et de Frédégonde — 597. "Childebert s'empara de presque tout l'héritage de Gontran, mais il n'en jouit pas longtemps, car il mourut à vingt-cinq ans, laissant deux fils, Théodebert et Thierry ; le premier eut l'Austrasie, l'autre la Bourgogne. **Frédégonde** ne lui survécut que deux ans. Elle mourut en paix dans son lit, après avoir triomphé de tous ses ennemis par le fer et par le poison."

Maires du palais.—C'est à peu près vers ce temps que l'on

remarque la puissance des **maires du palais.** Dans l'origine, ils étaient ce qu'a été depuis le grand maître de la maison du roi, c'est-à-dire, les chefs des officiers de la maison du roi ; mais cent cinquante ans après Clovis, leur autorité anéantit entièrement la puissance royale. Leur emploi, d'abord, ne leur fut donné que pour un temps, ensuite à vie, puis ils le rendirent héréditaire. Leur pouvoir ne s'étendit d'abord que dans le palais des rois, mais bientôt ils devinrent leurs ministres, et on les vit à la tête des armées. La charge de maire du palais fut anéantie sous la deuxième race, un de ces maires étant monté lui-même sur le trône.

Mort de Brunehaut.—613. Clotaire II, ayant été salué roi de tous les Francs, commence par égorger deux des fils de Thierry, en exile un autre en Neustrie, et le quatrième lui échappe. L'altière Brunehaut elle-même tombe dans les mains du fils de Frédégonde, qui se montre en cette occasion le digne fils de sa mère. (3.) "Brunehaut, fille, femme, sœur et mère de rois, âgée alors de soixante-dix ans, est abandonnée pendant trois jours aux bourreaux, puis promenée demi-nue dans le camp, sur un chameau, et exposée aux outrages de la soldatesque ; enfin, on l'attache vivante à la queue d'un cheval sauvage, qui la déchire et la traîne sur les ronces et les pierres. Elle avait été quarante-huit ans la terreur de ses ennemis, et succomba enfin pour avoir voulu imposer à un peuple demi-sauvage le gouvernement d'une civilisation avancée.

Malgré ses crimes, Brunehaut laissa quelques fondations utiles, quelques traces de la civilisation qu'elle voulait faire naître en son royaume. Plusieurs grands chemins s'appellent encore chaussées de Brunehaut."

Portrait de Frédégonde et de Brunehaut.—(10.) "Les grands noms, les noms populaires de cette époque, ceux qui sont restés dans la mémoire des hommes, sont ceux des reines et non des rois ; ceux de Frédégonde et de **Brunehaut.** La seconde, fille du roi des Goths d'Espagne, esprit imbu de la culture romaine, femme pleine de grâce et d'insinuation, fut appelée, par son *mariage avec* Sigebert, dans la sauvage Austrasie, dans cette

Germanie gauloise, théâtre d'une invasion éternelle. **Frédégonde,** au contraire, génie tout barbare, s'empara de l'esprit du pauvre roi de Neustrie, roi grammairien et théologien, qui dut aux crimes de sa femme le nom de Néron de la France. Elle lui fit d'abord étrangler sa femme légitime, Galswinthe, sœur de Brunehaut; puis ses beaux-fils y passèrent, puis son beau-frère Sigebert. Cette femme terrible, environnée d'hommes dévoués qu'elle fascinait de son génie meurtrier, dont elle troublait la raison par d'enivrants breuvages, frappait, par eux, ses ennemis."

Mort de Clotaire II.—628. Clotaire II mourut en **628,** à l'âge de quarante-cinq ans, regretté des peuples, quoique féroce et cruel, parce qu'il aima la justice; respecté des seigneurs, dont il avait cependant trop augmenté le pouvoir; et estimé des moines à cause de sa libéralité envers les églises. Son long règne ne fut pas sans utilité pour les peuples; cependant de cette époque date la décadence de cette maison royale.

Dagobert I.—628. Clotaire avait laissé deux fils, **Dagobert** et **Caribert.** Celui-ci obtint de son frère une partie de l'Aquitaine, avec le titre de roi; et il fit de Toulouse sa capitale. Caribert étant mort peu de temps après, son fils aîné lui succéda; mais Dagobert l'ayant, dit-on, fait empoisonner, devint seul possesseur du royaume. Il donna cependant l'**Aquitaine,** à titre de duché héréditaire, à Boggis et Bertrand, fils de Caribert. Boggis devint la tige d'une longue suite de princes mérovingiens, dont la race s'éteignit en **1503** dans la personne de Louis d'Armagnac, duc de Nemours, tué à la bataille de Cérignoles.

Abbaye de Saint-Denis fondée.—Mort de Dagobert.—638. Dagobert unissait, comme beaucoup de princes de sa race, à des goûts licencieux une grande ferveur pour le culte et une dévotion superstitieuse; il fit des dons immenses au clergé, et couvrit la France d'églises et de couvents. Il fonda la riche abbaye de **Saint-Denis,** près de Paris, devenue depuis la sépulture des rois. Il donna sa confiance à deux hommes dont la mémoire est devenue populaire; l'un était **saint Ouen,** l'autre **saint Éloi.** Ce dernier, qui fut l'orfèvre, puis le trésorier de Dagobert, et plus tard un grand évêque, s'était illustré comme ciseleur par son talent à

travailler les métaux. Dagobert mourut en **638,** à Épernay, à l'âge de 35 ans, après seize ans de règne, et fut enterré à Saint-Denis, dont il avait revêtu la basilique d'or et de pierreries. Ce roi, malgré tous ses vices, surpassa en mérite la plupart des princes de sa famille. Avec lui s'éteignit toute la gloire de la maison mérovingienne. Les princes qui régnèrent ensuite sont flétris du nom de **fainéants,** parce qu'en effet ils ne régnèrent plus que de nom, et ne furent que des fantômes de rois, tandis que les maires du palais étaient les véritables souverains.

ROIS FAINÉANTS.

De **638** à **752.**

MAIRES DU PALAIS.

Clovis II. — **638.** — **Mort de Sigebert.** — Dagobert en mourant avait laissé deux fils, Sigebert II, roi d'Austrasie, qui eut pour maire du palais **Pépin de Landen,** et Clovis II, âgé de quatre ans, qui hérita de la Neustrie et de la Bourgogne. Ce dernier eut pour maire **Œga,** homme de bien qui mourut regretté; puis **Erchinoald.** Sigebert, mort jeune en Austrasie, laissait un fils nommé Dagobert. **Grimoald,** maire du palais, essaya de substituer son propre fils à celui du monarque : il fit conduire en Écosse le jeune Dagobert, cacha le lieu de sa retraite, et mit la couronne sur la tête de son fils. Mais les grands d'Austrasie se révoltèrent, et mirent à mort Grimoald et son fils. Clovis fut alors regardé comme seul roi des Francs. Il mourut bientôt *après en* **656,** à l'âge de vingt-trois ans. Il avait épousé la belle

et virtueuse **Bathilde,** que des pirates avaient vendue comme esclave. On croit que c'était une princesse saxonne. Clovis en eut trois fils ; **Clotaire III, Childéric II,** et **Thierry III.**

Clotaire III.— 756.—Ébroïn, maire du palais. Clotaire, l'aîné, fut d'abord nommé roi de Neustrie et de Bourgogne, sous la régence de Bathilde et du maire **Erchinoald.** Malheureusement ce dernier mourut bientôt après, et eut pour successeur le fameux **Ébroïn,** homme d'entreprise, de vice et de crime; homme de trahison et de meurtre. Tant que Bathilde conserva l'autorité, elle sut maintenir la paix ; elle unissait la charité la plus ardente à la plus tendre piété, elle voulait soulager son peuple. Mais Ébroïn lui suscita tant d'embarras et de soucis qu'elle se retira de la cour, et s'enferma dans l'abbaye de **Chelles,** près Paris, pour ne plus la quitter. Ébroïn gouverna dès lors en maître, et remplit de troubles le règne de Clotaire III ; ce prince mourut à peine âgé de vingt ans.

Childéric II.—668.—Captivité d'Ébroïn et de Thierry. —Disgrâce de Léger. Clotaire étant mort sans laisser d'enfants mâles, Ébroïn essaya de mettre à sa place Thierry, son frère. Mais les seigneurs austrasiens, révoltés de l'insolence toujours croissante d'Ébroïn, offrirent la couronne de Neustrie à **Childéric II,** roi d'Austrasie. **Ébroïn,** abandonné de tous, se réfugia dans une église, sa vie fut épargnée ; on lui donna la tonsure, et on l'enferma au monastère de Luxeuil (Haute-Saône) : **Thierry III** fut conduit prisonnier devant son frère, et renfermé au couvent de Saint-Denis, et Childéric fut reconnu roi de Neustrie et de Bourgogne, avec le célèbre évêque d'Autun, **Léger,** pour maire. (7.) " La France était donc encore une fois réunie. Léger était élevé en pouvoir autant que l'avait été Ébroïn son rival. Pourtant sa faveur dura peu. Son inflexible caractère lui avait suscité des ennemis ; de plus, son zèle religieux s'irritait de la conduite déréglée du jeune prince, et le portait à des remontrances qui déplurent au roi ; dans un moment de fureur, celui-ci faillit le tuer. Léger, disgrâcié enfin, fut conduit au monastère de Luxeuil, où se trouvait déjà Ébroïn, et Wulfoald obtint auprès du roi la faveur dont il avait joui."

Assassinat de Childéric II. — 673. Un seigneur nommé **Bodillon,** ayant fait à Childéric quelques remontrances, avait été honteusement lié à un poteau et battu de verges; il s'en vengea d'une manière atroce. Il assassina le roi, la reine et leurs fils dans la forêt de Livry (Seine-et-Oise) au retour d'une chasse.

Ébroïn et l'évêque Léger sortirent ensemble de captivité, et redevinrent ennemis mortels. Ébroïn, après une guerre sanglante, l'emporta enfin sur son redoutable rival, à qui il fit arracher les yeux, et qu'il fit ensuite massacrer. Léger fut proclamé par le peuple saint et martyr.

Thierry III.— 673.—Mort d'Ébroïn.—681. (7.) "Ébroïn, n'ayant plus rien à redouter, n'hésita plus à reconnaître Thierry, qu'on tira du monastère où il avait été renfermé. Dans ce même temps, le prince Dagobert, fils de Sigebert, que Grimoald avait fait passer pour mort, fut tiré de son monastère d'Écosse et ramené en France. Thierry lui rendit même une partie de l'Austrasie où son père avait régné. Mais Dagobert fut tué dans une sédition excitée par des seigneurs mécontents. Le règne de Thierry fut celui d'Ébroïn; ce ministre, terrible à ses ennemis, continua d'exercer l'autorité la plus absolue et la plus tyrannique, jusqu'à ce qu'enfin il fût assassiné lui-même par le Franc Hermanfred, dont il avait menacé la vie."

Bataille de Testry. — 687. Les Austrasiens ayant refusé de se soumettre à Thierry, après la mort de Dagobert, se choisirent pour chef **Pépin d'Héristal,** un des seigneurs les plus puissants d'Austrasie. La guerre s'alluma avec la Neustrie; une bataille fut livrée à **Testry,** près de Péronne, dans laquelle Pépin défit l'armée de Thierry; il poursuivit le roi jusqu'à Paris, et s'empara de la ville et de sa personne. Dès lors l'autorité royale fut complètement anéantie. Pépin, maire d'Austrasie et de Neustrie, administra seul ces deux royaumes. Thierry mourut en **691,** après dix-huit ans d'un règne orageux.

Clovis III.—691. Thierry laissait trois fils, **Clovis, Childebert,** et **Clotaire.** Pépin plaça l'aîné sur le trône de Neustrie, se réservant toujours l'autorité toute entière. Clovis III mourut à quinze ans, après quatre années de règne.

Childebert III.—Pépin mit à sa place Childebert III, son frère, qui régna seize ans. Ce prince, quoique sous la tutelle de Pépin, montra des vertus qui lui méritèrent le surnom de **Juste.**

Dagobert III.—**711.—Mort de Pépin.—714.** Childebert eut pour successeur son fils Dagobert III, dont le règne fut très court. Pépin d'Héristal mourut en **714,** après avoir gouverné vingt-sept ans; mais, auparavant, il avait triomphé des Neustriens et de leur maire **Raginfroy,** et avait réduit le roi à une sorte de captivité. Pépin avait eu d'**Alpaïde,** sa concubine, un fils, **Charles,** qui fut depuis surnommé **Martel,** et de **Plectrude,** sa femme, Drogon et Grimoald; ce dernier fut assassiné, et laissa un fils nommé Théodebald; âgé de six ans, que Pépin avait élevé à la dignité de maire, sous le jeune Dagobert, qui en avait quinze. Charles était prisonnier de Plectrude à Cologne.

Cependant un ennemi terrible menaçait alors l'empire des Francs, et toute la chrétienté. Les Sarrazins, maîtres de l'Espagne, franchirent les Pyrénées en **719,** et prirent Narbonne.

Charles-Martel.—Les Austrasiens, foulés par toutes les nations, abandonnèrent Plectrude et son fils; ils tirèrent de prison le jeune **Charles-Martel,** fils naturel de Pépin, déjà célèbre par sa valeur, et le reconnurent avec enthousiasme pour chef.

Clotaire IV.—Chilperic II.—**715.** Après la mort de Dagobert III, deux membres prétendus de la race dégénérée des Mérovingiens furent tirés du cloître et proclamés rois. **Clotaire IV,** en Austrasie, et **Chilpéric II** en Neustrie. Ils régnèrent de nom, tandis que les deux maîtres réels de ces contrées, **Charles** et **Raginfroy,** se préparent à la guerre, et marchent l'un contre l'autre. Charles défit les Neustriens à la bataille de **Vincy,** près de Cambray, en **717,** et, en **719,** les Neustriens et les Aquitains, leurs alliés à **Soissons;** la Neustrie toute entière devint sa conquête. Mais Clotaire IV, étant mort, Charles consentit à reconnaître Chilpéric II. Il accorda aussi quelques avantages à Raginfroy, à Plectrude et à ses fils. Il soumit encore

les Saxons, les Bavarois, les Allemands, les Aquitains, les Bourguignons et les Provençaux avant de combattre les Maures.

Invasion des Sarrazins. — Un ennemi plus terrible menaçait l'empire des Francs. Les Musulmans, ou **Sarrazins,** après avoir envahi une partie de l'Asie, l'Afrique, et l'Espagne, s'avançaient dans les Gaules. Jamais, depuis Attila, invasion plus redoutable n'avait menacé l'Europe. Le torrent dévastateur franchit les Pyrénées, fondit d'abord sur la Septimanie, et Narbonne succomba. Bientôt après, **Eudes,** duc d'Aquitaine, vit son armée détruite par les Sarrazins devant Bordeaux, et fut obligé de demander le secours des Francs.

Défaite des Sarrazins à la bataille de Poitiers. — 732. **Charles** fit un appel belliqueux à tous les guerriers francs ; ils accourent en foule, et leur formidable armée rencontre celle d'**Abdérame,** général des Sarrazins, en octobre **732,** dans les plaines de **Poitiers,** et après sept jours d'escarmouches, il engage avec lui la terrible bataille qui devait décider le sort de l'Europe. (3.) " Au signal d'Abdérame, la légère cavalerie des Arabes fondit comme un tourbillon sur l'armée des Francs. Ceux-ci, inébranlables sur leurs puissants chevaux du Nord, et défendus par leurs lourdes armures, opposèrent longtemps un mur de fer aux charges multipliées des Sarrazins, et demeurèrent fermes et immobiles. Charles, à son tour, donne le signal ; le mur de fer s'ébranle, les masses pesantes de la Germanie tombent sur les escadrons d'Abdérame ; la hache de bataille et la large épée des Francs moissonnent des rangs entiers ; Abdérame rallie en vain ses soldats, il succombe avec l'élite des siens, percés de coups, broyés sous les pieds des chevaux ; les Arabes reculent, et cherchent un refuge dans leur camp ravagé. La nuit étant venue, Charles arrête la poursuite ; et le lendemain au point du jour les Francs n'aperçoivent plus au loin qu'une plaine sanglante, jonchée de cadavres ; les ténèbres avaient protégé la retraite des Musulmans ; la cause chrétienne était gagnée." Cette éclatante victoire valut à Charles le surnom de **Martel ;** il avait été, pour ainsi dire, le marteau qui avait écrasé les Infidèles.

Thierry IV. — 720. (7.) "Charles avait laissé de **715** à **720** le titre de roi à Chilpéric II, souverain nominal des Neustriens ; il lui donna pour successeur **Thierry IV,** ou de **Chelles,** fils de Dagobert III, de **720** à **737.** Il laissait sans défiance, à ce roi de parade, la pompe et les plaisirs de la royauté, les festins, les chasses, tout ce qui suffisait aux Mérovingiens pour se croire souverains." Thierry étant mort, en **737,** Charles-Martel continua de régner, sous le titre de duc ou de prince des Français, et ne cessa de repousser les attaques des Sarrazins.

Mort de Charles-Martel. — 741. Charles mourut en **741,** laissant trois fils : Pépin, qui fut surnommé **le Bref, Carloman** et **Griffon,** entre lesquels il partagea ses vastes États. Les deux premiers dépossédèrent leur frère Griffon, et se partagèrent l'héritage paternel. Griffon périt assassiné en Savoie. Carloman et Pépin continuèrent les exploits de leur père contre les Saxons, les Bavarois, les Aquitains, et les Sarrazins. Mais Carloman, dégoûté des grandeurs humaines, voulut se consacrer à Dieu ; il se fit moine et se retira au monastère du **Mont-Cassin,** en Italie.

Childéric III, dernier roi mérovingien.—742. Pépin et Carloman, pour soutenir leur autorité naissante, s'étaient cru obligés de tirer du cloître un dernier Mérovingien, qui fut proclamé roi des Francs sous le nom de **Childéric III.** Pépin ayant fait donner les ordres au fils de Carloman, demeura seul maître de la monarchie des Francs. Il entretint à cette époque d'étroites relations avec le saint-siége, et sut mériter sa reconnaissance par ses offres de services. Ayant fait sonder les dispositions du pape **Zacharie** à son égard, il lui envoya proposer cette question. "Quel est le plus digne de régner, celui qui exerce réellement les fonctions de la royauté, ou celui qui n'en a que le titre?" Le pape répondit : "Qu'il valait mieux que celui-là fût roi, qui exerçait la puissance royale." En effet, Pépin fut élu roi des Francs à **Soissons,** en **752**, et sacré par saint Boniface, l'apôtre de l'Allemagne ; Childéric rentra dans le cloître, d'où sa race ne sortit plus ; et Pépin fonda une seconde dynastie royale, qui, du nom de son fils, fut appelée **Carlovingienne.**

TABLEAU

Des chefs de la dynastie des Carlovingiens.

De 752 à 987,—14 Rois. Durée, 255 ans.

	Noms.	Naissance.	Avénement.	Mort.	Age.	Durée du Règne.
23	Pépin-le-Bref . .	715	752	768	53	16
24	Charlemagne . .	740	768	814	74	48
25	Louis I, le Débonnaire	778	814	840	62	26
26	Charles II, le Chauve	823	840	877	54	37
27	Louis II	846	877	879	33	2
28	Louis III et Carloman	"	879	882	"	3
29	Carloman . . .	"	882	884	"	2
30	Charles-le-Gros . .	"	884	888	"	4
31	Eudes	858	888	898	40	10
32	Charles III, le Simple	875	898	923	48	25
33	Raoul	893	923	936	43	13
34	Louis IV, d'Outremer	916	936	954	38	18
35	Lothaire	941	954	986	45	32
36	Louis V	967	986	987	20	1

DYNASTIE DES CARLOVINGIENS.

De **752** à **987.**

PÉPIN-LE-BREF.

De **752** à **768.**

Pépin-le-Bref.—752. (7.) "Le premier roi de la dynastie carlovingienne, placé entre deux sommités, Charles-Martel et Charlemagne, s'éclipse en quelque sorte derrière eux; toutefois, *l'obscurité* qui couvre son règne, son caractère, ses actions, est

due sans doute à la rareté des historiens pendant cette période. Il fit preuve d'une politique profonde par la manière dont il s'empara du trône. Ses victoires sur les Saxons et d'autres peuples témoignent également de son courage et de ses talents militaires. Il dut à sa petite taille son surnom de **le Bref,** et cette circonstance jetait sur lui de la défaveur au milieu de ces guerriers francs, de taille gigantesque et de force herculéenne. Voici comment il s'y prit pour regagner ces avantages. On mettait alors au nombre des principaux divertissements les combats contre les bêtes féroces. Pépin, présent à un de ces spectacles, voit un lion monstrueux acharné sur un taureau qu'il étranglait. 'Qui de vous,' dit-il à ceux qui l'environnaient, 'ira au secours du taureau?' Pas un ne répond. Pépin saute dans l'arène, le sabre à la main, abat d'un seul coup la tête du lion, et entame même le cou du taureau. 'Suis-je digne,' ajouta-t-il en se replaçant, 'd'être votre roi?' Dans ce temps de luttes et de guerres continuelles, la force matérielle était une qualité indispensable pour un souverain."

Pépin en Italie. — Puissance temporelle des Papes. — Guerre d'Aquitaine. Le pape **Étienne II,** menacé par les Lombards, se rend auprès de Pépin, et implore son secours contre Astolphe leur roi. Pépin rassembla une armée, la mena en Italie, fut vainqueur, et céda au pape l'**exarchat de Ravenne.** Ce fut là le commencement du pouvoir temporel des papes, augmenté encore par Charlemagne.

Après la défaite des Sarrazins, la lutte avait recommencé entre les Aquitains et les Francs; **Hunald,** fils d'Eudes, soutint la guerre avec une énergie d'autant plus grande qu'il regardait Pépin comme l'usurpateur des droits de sa race. Cependant en **745,** Pépin, ayant envahi l'Aquitaine à la tête d'une armée formidable, Hunald se soumit en apparence, et abdiqua en faveur de son fils **Waïfre,** en qui il avait mis un espoir sans bornes. La guerre fut suspendue plusieurs années entre Waïfre et Pépin; mais ce dernier, ayant soumis la **Septimanie,** menaça l'Aquitaine. Alors commença une guerre de neuf ans, signalée par d'effroyables dévastations. Pépin incendia le Berry, l'Auvergne et le Li-

mousin : Waïfre rendit aux Francs ravages pour ravages; mais enfin, ayant perdu Clermont, Bourges et ses principales villes, il fit abattre les murs de toutes les autres. Il périt bientôt après, assassiné par les siens; et le grand duché d'Aquitaine fut réuni à la couronne des Francs.

Saint Boniface. — (11.) "Winfried (c'est le nom germanique de Boniface) se donna sans réserve aux papes, et, sous leurs auspices, se lança dans ce vaste monde païen de l'Allemagne, à travers les populations barbares. Il fut le Colomb et le Cortez de ce monde inconnu, où il pénétrait sans autres armes que sa foi intrépide et le nom de Rome. Cet homme héroïque, passant tant de fois la mer, le Rhin, les Alpes, fut le lien des nations; c'est par lui que les Francs s'entendaient avec Rome, avec les tribus germaniques; c'est lui qui, par la religion, par la civilisation, attacha au sol ces tribus mobiles, et prépara à son insu la route aux armées de Charlemagne, comme les missionnaires du XVI[e] siècle ouvrirent l'Amérique à celle de Charles-Quint."

Mort de Pépin.—768.—Ses enfants. Pépin mourut d'hydropisie en **768,** dans la cinquante-troisième année de son âge, après avoir régné dix-sept ans. Il avait partagé ses États entre ses deux fils aînés **Charles** et **Carloman.** Charles, qui fut ensuite **Charlemagne,** âgé alors de vingt-six ans, avait l'Occident, de la Frise au golfe de Biscaye; Carloman avait l'Orient, de la Souabe à la mer de Marseille.

CHARLEMAGNE.

De **768** à **814.**

Charlemagne. — 768. — Mort de Carloman. — 771. Charlemagne ne succédait pas seul à Pépin; Carloman avait eu la moitié de cet héritage. L'ambition arma bientôt les deux frères l'un contre l'autre; la mort de Carloman, survenue en **771,** étouffa

les germes de la guerre civile, et Charles s'empara aussitôt de ses États au préjudice de ses neveux. La veuve dépouillée de Carloman se retira avec ses fils auprès du roi lombard **Didier,** dont Charlemagne avait épousé, puis répudié, la fille Hermangarde. Toute la nation des Francs reconnut dès lors l'autorité de Charles, à qui ses victoires et ses grandes qualités firent donner le glorieux surnom de **Grand.**

Caractère de Charlemagne.—771.—(8.) "Trois caractères essentiels paraissent dans Charlemagne, on peut le considérer sous trois points de vue principaux : 1° comme guerrier et conquérant, 2° comme administrateur et législateur, 3° comme protecteur des lettres, des sciences, des arts, du développement intellectuel en général. Il a exercé une grande puissance au dehors par la force, au dedans par le gouvernement et les lois; il a voulu agir et il a agi en effet sur l'homme lui-même, sur l'esprit humain comme sur la société."

Puissance de Charlemagne. — Fin du royaume des Lombards. — 774. Charlemagne se trouvait déjà maître de l'une des plus puissantes monarchies de l'univers. Il possédait la Gaule entière, l'Helvétie, la Rhétie et la Souabe. Durant un règne de quarante-six ans, ce prince recula ses frontières au delà du Danube, imposa des tributs aux nations barbares jusqu'à la Vistule, conquit une partie de l'Italie, et se rendit redoutable aux Sarrazins. Il passe d'abord en Italie, à la prière du pape **Adrien 1er,** et marche à son secours contre Didier, roi des Lombards. Il fait ce roi prisonnier, et met fin à la domination des Lombards, qui avait duré deux cent six ans. La nation se soumit, et il plaça sur sa tête la couronne de fer de la Lombardie.

Guerre contre les Saxons. — Soumission de Witiking. (6.) "Les **Saxons,** depuis bien longtemps ennemis des Francs, étaient de toutes les nations germaniques le plus opiniâtrément attachés au paganisme. Charlemagne avait résolu de les soumettre et de les civiliser en les convertissant au christianisme. La lutte dura 33 ans. Vaincus, les Saxons se soumettaient ; puis ils violaient leurs engagements, reprenaient les armes et recommençaient la guerre par de nouveaux massacres. En vain,

Charlemagne détruisit-il leur fameuse idole appelée **Irminsul**; en vain, pour les effrayer par de terribles représailles, fit-il mettre à mort en un jour, à **Verden,** 4,500 des plus rebelles; la guerre n'en continua qu'avec plus d'acharnement, et **Witiking,** le plus célèbre des chefs saxons, mit à défendre sa patrie la même constance que Charles à la subjuguer." Witiking, enfin, touché des souffrances de son malheureux pays, demanda la paix, reçut le baptême, et tout le pays se soumit à Charlemagne.

Guerres en Espagne. — Bataille de Roncevaux. — 778. — (7.) "La grandeur de Charlemagne retentissait dans toute l'Europe. Les divisions ayant éclaté parmi les Maures d'Espagne, un parti de Sarrazins, opposé à Abdérame, envoya une députation au roi des Francs pour l'engager dans ses intérêts. Charles passa en Espagne, s'empara de Pampelune; il vint à bout de pacifier les princes ennemis, et d'assurer entre eux des alliances. Comme il passait les Pyrénées pour retourner dans ses États, son armée fut attaquée dans les défilées de **Roncevaux,** en **778,** par les Basques, qui roulèrent sur elle des blocs de pierre et de rocher. Le désastre fut immense; l'arrière-garde succomba jusqu'au dernier homme, et là périt le fameux paladin **Roland,** à peine connu dans l'histoire et si célèbre dans les romans de chevalerie."

Guerre contre les Avares. — Soumission définitive des Saxons. — (3.) "Charlemagne tourna ensuite ses efforts contre les **Avares,** infatigables cavaliers retranchés dans les marais de la Hongrie. Après plusieurs expéditions désastreuses entreprises pour les soumettre, Pépin, son fils, pénétra dans leur contrée à la tête d'une armée, et s'empara de leur fameux camp fortifié appelé **Ring.**

Les Saxons s'étaient ligués dans cette guerre avec les Avares; ils avaient brûlé les églises, égorgé les prêtres, et retournaient en foule à leurs faux dieux. Charlemagne adopte alors contre eux un système d'extermination; il s'établit sur le Weser, met la Saxe à feu et à sang; enlève ou se fait livrer une partie considérable des habitants, et les transporte dans les contrées de l'ouest et du midi; mais les Saxons ne furent définitivement soumis qu'en

l'année **804**, après trente-deux ans de combats, de révoltes et de massacres. Charlemagne, pour mieux les surveiller et les contenir, transféra sa résidence habituelle à **Aix-la-Chapelle**, dont il fit le siége de son empire."

Charlemagne empereur. — 800. Bientôt un nouveau titre vint ajouter à la gloire et à la puissance de Charlemagne. **Léon III**, qui avait succédé à Adrien 1er sur le trône pontifical, faillit être victime d'une conspiration formée contre lui par des prêtres; ayant échappé à ses ennemis, il s'enfuit à Spolette, et implora le secours de Charlemagne, qui partit aussitôt pour Rome, et rendit à Léon sa couronne. Ce service reçut bientôt une éclatante récompense. Le jour de Noël, Charles était à genoux et en prières, dans la basilique de Saint-Pierre; le pape s'avança vers lui, et en présence de tout le peuple, lui posa la couronne impériale sur la tête. Aussitôt le peuple et le clergé le saluent du nom d'**Auguste**, et Charlemagne se regarda dès lors comme le véritable successeur des empereurs romains d'Occident.

Première apparition des Normands. — (6.) "Charlemagne eut, avant de mourir, la douleur de voir les côtes de son empire insultées par des **Normands**, ou hommes du Nord, pirates sortis de la Scandinavie (Danemark, Suède et Norvége). On raconte que, prévoyant les maux que ces barbares feraient à ses peuples, le vieil empereur ne put retenir ses larmes. Il fit tout d'ailleurs pour conjurer le danger: il pourvut à la défense des côtes, visita les ports de mer et fit construire des vaisseaux."

Famille de Charlemagne. — Partage. — (14.) "Charlemagne, redouté de ses ennemis, respecté de tout l'univers, sentait pourtant les approches de la vieillesse. Il avait trois fils arrivés à l'âge d'homme, entre lesquels il partagea la monarchie en l'an **806**. A Charles, l'aîné, il donna la France et la Germanie; à Pépin, le second, l'Italie, la Bavière et la Pannonie; à Louis, le troisième, l'Aquitaine, la Provence, la Bourgogne et la Marche d'Espagne. Il assura en même temps le sort de ses filles. Il en avait sept, toutes d'une beauté remarquable, et leur avait toujours montré beaucoup de tendresse. 'Il avait eu,' dit Eginhard, 'grand soin de l'éducation de ses enfants; il avait voulu que les

filles, aussi bien que les fils, s'appliquassent avant tout aux études libérales qu'il avait suivies lui-même.'"

Les dernières années de Charlemagne furent attristées par des chagrins domestiques; il perdit ses deux fils aînés, Charles et Pépin; le premier ne laissait point d'enfants; le second avait un fils, nommé **Bernard,** à qui l'empereur donna la royauté d'Italie. Il voulut ensuite transmettre tous ses titres à son troisième fils, **Louis.** Dans une diète assemblée à Aix-la-Chapelle en **813,** il le présenta au peuple, et lui ordonna de prendre sur l'autel une couronne semblable à la sienne, et de la placer lui-même sur sa tête, pour lui faire entendre qu'il ne la tenait que de Dieu.

Mort de Charlemagne. — 814. Charlemagne survécut peu à cette cérémonie; la fièvre le saisit vers le milieu de janvier **814;** il languit quelques jours, puis sentant venir la mort, il reçut les sacrements, et il expira. Il était dans sa soixante-douzième année; il avait régné quarante-sept ans sur les Francs, quarante-trois sur les Lombards, et quatorze sur l'empire d'Occident. Il fut enterré, à Aix-la-Chapelle, dans l'église de Sainte-Marie. L'histoire n'offre que trois hommes qui puissent lui être comparés: dans l'antiquité, Alexandre et César; et mille ans après lui Napoléon Bonaparte.

Gouvernement, administration de Charlemagne. — (3.) "Les exploits et les conquêtes de ce grand monarque, trop souvent empreints de la barbarie du temps, ne sont pas ses plus grands titres à l'admiration et au respect de la postérité. Ce qui l'élève véritablement au-dessus de son siècle, c'est l'esprit du législateur et le génie de la civilisation, qu'il posséda, l'un et l'autre, à un haut degré. Charlemagne entreprit de substituer l'ordre à l'anarchie, les lumières à l'ignorance, dans les vastes contrées qui lui obéissaient, et de soumettre aux lois et à une administration régulière tant de peuples encore sauvages, et étrangers les uns aux autres."

Écoles. — Travaux littéraires. — (7.) "Charlemagne s'occupa très activement de fonder des **écoles** nouvelles et de réformer celles qui existaient déjà. Il appela de tous les pays, surtout de l'Italie, de savants maîtres en grammaire, en calcul, et

écrivit à tous les évêques et à tous les couvents pour les encourager à reprendre des études trop négligés. Une de ses plus importantes réformes fut celle de la **musique**; il substitua le chant **grégorien** au chant ambroisien. Deux écoles normales de musique religieuse furent fondées pour tout l'empire : l'une à Metz, l'autre dans le palais de l'empereur, suivait sa chapelle, et fut enfin fixée à Aix-la-Chapelle.

Alcuin, Éginard. — L'homme le plus célèbre dans les sciences et les lettres, le véritable représentant de l'époque, c'est le savant **Alcuin,** né a York, et attiré en France par les soins et les libéralités de Charlemagne. Il devint, en peu de temps, le conseiller, le confident, le docteur, et l'ami de l'empereur. C'était un prodige de science pour le temps où il vécut. **Éginard,** secrétaire de Charlemagne, était aussi un des hommes les plus instruits de son temps, il nous a laissé des détails curieux sur ce règne.

Sciences et arts; découvertes. — (3.) "La principale occupation de ceux qui s'adonnaient alors aux lettres était la poésie, l'étude de la grammaire, de la théologie, de l'Écriture sainte et des Pères de l'Église. La géométrie, l'astronomie et la médecine étaient cultivées ; mais le charlatanisme et la superstition défiguraient ces deux derniers. On commençait à s'occuper de sculpture, de peinture et d'orfévrerie, et parmi les beaux-arts, l'architecture était cultivée. Parmi les inventions de ce siècle, il faut citer le **papier de coton,** les **orgues** mues par l'eau, les **tapis** de Turquie et les **horloges** à rouages."

Capitulaires.—(7.) "On désigne sous le nom de **Capitulaires** (Capitula, petits chapitres) toutes les lois des rois francs. Ceux qui restent de la première race sont peu importants. Presque tous les rois carlovingiens en ont laissé ; mais les capitulaires de Charlemagne sont les plus nombreux et les plus remarquables. Ils embrassent la législation dans toutes ses parties ; s'élèvent à l'administration politique, religieuse ; pénètrent dans les plus minutieux détails de la vie domestique, et s'étendent aux conseils de la morale la plus pure.

D'autres articles s'occupent de régler, selon le rang, la dépense et les vêtements des particuliers, afin d'arrêter les progrès du luxe."

Portrait de Charlemagne. — Ce prince était d'une haute taille, d'une force de corps extraordinaire, et d'une adresse étonnante à toutes sortes d'exercices. Il avait un cœur généreux et bienfaisant, une âme intrépide, une activité incroyable, un esprit juste, un jugement profond, un génie vaste qui embrassait tout ; de sorte qu'au milieu même de ses conquêtes, il s'occupait des moyens de faire fleurir son royaume.

Limites de l'empire de Charlemagne.— Les limites de l'empire proprement dit de Charlemagne, étaient : au nord, la mer du Nord, et la Baltique jusqu'à l'île de Rugen ; à l'ouest, l'Océan jusqu'aux Pyrénées ; au sud le cours de l'Èbre, la Méditerranée depuis l'embouchure de l'Èbre en Espagne jusqu'à celle du Garigliano en Italie ; et la Mer adriatique jusqu'à la pointe de la Dalmatie ; à l'est, la Croatie, le cours de la Theiss, la Moravie, la Bohême et une partie du cours de l'Elbe.

LOUIS I, LE DÉBONNAIRE.

De **814** à **840.**

Louis le Débonnaire.—814.—Son caractère. Louis, surnommé **le Débonnaire,** était âgé de trente-six ans lorsqu'il succéda à son père. Sa femme Hermangarde lui avait donné trois fils : **Lothaire, Pépin,** et **Louis.** Il était doux, affable, aimant la justice, mais faible de caractère. Il avait du courage, il l'avait prouvé en combattant les Saxons et les Maures. Il fit d'utiles réformes, et répara les injustices ; mais trouvant le fardeau de son immense empire trop pesant pour lui, il se hâta de le partager avec ses trois fils.

Partage de l'empire. — En **817,** Louis associa son fils aîné **Lothaire** à l'empire ; puis il donna la Bavière et l'Aquitaine à ses deux autres fils, **Louis** et **Pépin.** Il confirma l'Italie à **Bernard,** son neveu. Ce dernier, comme fils du frère aîné de

Louis, avait espéré obtenir la couronne impériale à la mort de son oncle.

Révolte et mort de Bernard.—818.—(7.) "Dans le premier moment de sa fureur, il rassembla un parti de mécontents; mais ayant appris que Louis levait des troupes, il eut horreur d'une guerre civile, et vint se jeter à Châlons aux pieds de son oncle, en implorant son pardon. C'est alors que fut commis un crime atroce, qui valut à Louis bien des heures d'amertume et de repentir.

L'empereur était bon, mais faible. Au lieu de pardonner, il céda aux instances de sa femme **Hermangarde,** qui haïssait Bernard comme rival de ses fils, et condamna à mort Bernard et tous ses partisans. La sentence fut commuée en un affreux supplice; **Bernard** eut les yeux arrachés, et mourut des suites de cette cruelle opération."

Pénitence de Louis.—822. La mort tragique de **Bernard** avait laissé une profonde douleur dans l'âme de Louis; il crut l'expier en se soumettant à une **pénitence publique;** il demanda l'absolution aux évêques rassemblés à Attigny-sur-Aisne. Depuis lors il ne montra plus que de la faiblesse.

Judith, naissance de Charles.—Hermangarde ne jouit pas du fruit de son crime; étant morte en **818,** l'empereur la remplaça en épousant l'année suivante la belle et ambitieuse **Judith,** fille d'un seigneur bavarois. Il en eut un fils nommé **Charles** (le Chauve). Judith, pour favoriser cet enfant, commit et fit commettre à l'empereur, toutes sortes d'injustices à l'égard des aînés, et mit le désordre dans l'empire aussi bien que dans la famille royale.

Première révolte des fils de Louis.—Louis, à l'instigation de Judith, revint sur le partage qu'il avait fait de son empire, afin de donner au jeune Charles un apanage royal. Cette faiblesse pour cet enfant de sa vieillesse souleva un mécontentement général. Les trois fils d'Hermangarde en profitèrent pour entreprendre contre leur père une guerre impie. Il tomba en leur pouvoir à **Compiègne,** et ils le dépouillèrent de son autorité; Judith fut renfermée dans un couvent, et Bernard, neveu et favori de Louis, et plus encore de Judith, prit la fuite. Mais bientôt à la faveur

de la division qui se mit entre eux, l'empereur reprit bientôt toute son autorité et il leur pardonna leur rebellion.

Seconde révolte.—(6.) "Louis recommença à régner et indigna de nouveau les peuples par sa faiblesse. Ses fils se réunirent encore une fois contre lui en **833**; chacun d'eux était à la tête d'une armée en Alsace. Louis s'avança à leur rencontre et fut abandonné de ses soldats, au moment de l'action, en un lieu qu'on a nommé le **Champ du mensonge.** Lothaire fit prononcer la déchéance de son père dans une assemblée tenue à **Compiègne.** Vêtu d'un habit de pénitent, le fils de Charlemagne fut contraint de s'avouer, dans l'église de **Saint-Médard de Soissons,** coupable de tous les maux qui affligeaient l'État; puis il fut enfermé dans l'**abbaye de Saint-Denis;** Judith fut reléguée à Tortone en Piémont, et Charles, alors âgé de dix ans, dans l'abbaye de Prum (au N.-O. de Trèves).

Cependant le peuple s'émut de l'abaissement de son empereur, et s'indigna de l'impiété de Lothaire: Pépin et Louis-le-Jeune s'associèrent à ce mouvement et délivrèrent leur père après avoir contribué à le détrôner. Louis 1er sortit de Saint-Denis en **834**, reprit son autorité, rappela auprès de lui Judith et Charles, et se contenta pour toute vengeance d'exiler Lothaire dans son royaume d'Italie."

Mort de Pépin.—838.—Nouveau partage de l'empire.—839.—(7.) "Peu de temps après mourut Pépin d'Aquitaine, le meilleur et le plus soumis des enfants de Louis; cet événement donna lieu à de nouvelles injustices; car le jeune Charles-le-Chauve, fils de Judith, en faveur duquel l'empereur avait déjà dépouillé les aînés, eut encore la plus grande partie de l'héritage de son frère. Lothaire venait de se réconcilier avec son père; un nouveau partage se fit à Worms, en **839.** L'empire fut divisé en deux grandes parts, pour **Lothaire** et **Charles-le-Chauve.** Le premier eut l'Italie, l'Allemagne, moins la Bavière, la Provence, une partie de la Bourgogne et de l'Austrasie; Charles eut l'Aquitaine, la Neustrie et le reste de la Bourgogne et de l'Austrasie.

Deux princes avaient surtout à se plaindre de ces mesures

injustes: c'étaient Pépin II, fils aîné de Pépin d'Aquitaine, et **Louis** de Bavière, que l'on réduisait à cette seule province. Chacun d'eux prit les armes, et c'est à les combattre que Louis le Débonnaire employa les derniers moments de sa vie."

Mort de Louis-le-Débonnaire.—840. Marchant en Allemagne à la rencontre de son fils **Louis** de Bavière, il fut atteint d'une hydropisie de poitrine, dont il mourut, en **840,** au palais d'**Ingelheim,** dans une île du Rhin. "Hélas!" dit-il en expirant, "je pardonne à mon fils; mais qu'il se souvienne qu'il m'a donné la mort, et que Dieu punit les enfants parricides." Louis-le-Débonnaire n'était pas né pour le trône; il eut pourtant quelques-unes des qualités d'un bon prince: ses mœurs furent pures; il donna de grands soins à l'administration de la justice, à l'instruction des peuples, et fit d'utiles réglements.

DÉMEMBREMENT

DE L'EMPIRE DE CHARLEMAGNE.

De **840** à **987.**

CHARLES-LE-CHAUVE.

De **840** à **877.**

Charles-le-Chauve. — 840.— Louis-le-Germanique.— Lothaire I, empereur.—(3.) "Après la mort de Louis-le-Débonnaire, l'empire demeura plongé dix ans dans une horrible anarchie. Ses trois fils et son petit-fils Pépin II levèrent des troupes, et se firent une guerre acharnée. **Lothaire** s'unit à son neveu Pépin pour dépouiller ses deux frères, **Louis,** qu'on appela **le Ger-**

manique, et **Charles II**, qui depuis fut surnommé **le Chauve.** Le premier ne possédait que la Bavière; le second était maître de toute la Gaule. La cause de Charles-le-Chauve fut soutenue avec constance, et triompha.

Bataille de Fontenay. — 841. Les armées réunies des deux rois, Louis et Charles, rencontrèrent celle de Lothaire et de Pépin II près d'Auxerre, et se livrèrent, le 25 juillet **841**, une sanglante bataille, dans les plaines de **Fontenay.** Lothaire y fut vaincu, mais tous les partis, également affaiblis et ruinés, aspiraient à un nouvel ordre de choses. Les deux princes vainqueurs renouvelèrent leur alliance à **Strasbourg**, et **Louis-le-Germanique** y prononça un **serment** qui est le plus ancien monument que l'histoire nous ait conservé de la langue romane.

Traité de Verdun. — Partage de l'empire. — 843.—(3.) "Un nouveau partage se fit bientôt après à Verdun entre les trois frères, et sépara d'une manière irrévocable l'intérêt de la Gaule, comme puissance, de celui de la Germanie. **Charles** eut la **France**, ou les pays situés à l'ouest de la Meuse, de la Saône et du Rhône, avec le nord de l'Espagne jusqu'à l'Èbre. **Louis-le-Germanique** eut l'**Allemagne** jusqu'au Rhin. **Lothaire**, renonçant à toute suprématie, réunit à l'**Italie** le territoire situé entre les États de ses frères, depuis les bouches de l'Escaut jusqu'à la Méditerranée.

Invasions des Normands. — Désolation de la France. — Hastings. — Robert-le-Fort. Tandis que les guerres civiles paraissaient toucher à leur terme, un autre fléau, non moins redoutable, commençait à se manifester. Les **Normands**, ces pirates du Nord que Charlemagne avait vus avec terreur s'approcher des rivages de son empire, unis aux Bretons dans le nord et à l'ouest, mettent tout à feu et à sang: Rouen, Bordeaux, Nantes, sont incendiés, et leurs habitants massacrés ou emmenés captifs. En **845** les Normands remontent la Seine sur trois cents barques, en ravageant ses rives jusqu'à Paris, et, (3.) "pendant que la terreur tient Charles enfermé à Saint-Denis, ils pillent la capitale et ne la quittent que pour y reparaître bientôt plus nombreux et

plus redoutables. Un de leurs chefs, fameux par son audace et sa férocité, le pirate **Hastings,** après avoir ravagé la France, pénétra jusqu'en Italie, et revint porter la désolation et la terreur dans tout le pays entre la Seine et la Loire. Charles-le-Chauve avait confié la défense de ce territoire à un guerrier célèbre, **Robert-le-Fort,** comte d'Anjou, souche glorieuse de la dynastie capétienne: Robert fut tué dans un combat, et rien n'arrêta plus le torrent dévastateur. Les habitants des campagnes, réduits à l'état le plus oppressif d'esclavage, étaient pourchassés comme des bêtes fauves par les Normands, et périssaient par milliers dans les bois. Ils n'avaient plus le courage d'ensemencer leurs champs, et chaque année était marquée par une nouvelle peste ou une nouvelle famine."

Châteaux-forts.—Ce fut à cette époque que l'on vit la France se couvrir de **Châteaux-forts.** La faiblesse du gouvernement de Charles-le-Chauve ne promettant nulle protection à ses sujets, chacun préparait sa défense comme il l'entendait. Chaque seigneur se bâtissait un château, qu'il plaçait ordinairement au sommet des rochers les plus arides. Les abbayes elles-mêmes s'entouraient de fortifications, de fossés et de remparts, et les moines savaient combattre dans l'occasion. C'est là, en partie, l'origine des institutions féodales.

Mort de Lothaire, sa famille.—855.—(7.) "D'un autre côté, l'empereur **Lothaire,** voyant sa fin approcher, partagea ses États entre ses trois fils (l'an **855**), et se retira dans une abbaye des Ardennes, où il mourut peu après sous l'habit religieux. Louis II, l'aîné de ses fils, eut le titre d'empereur avec la souveraineté de l'Italie; Lothaire, le second, eut le pays entre la Meuse et le Rhin, appelé *Lotharingia* ou Lorraine; le dernier, Charles, eut les provinces situées entre le Rhône et les Alpes, ou le royaume de Provence. Mais ce prince mourut en **863,** et ses deux frères se partagèrent ses États.

Charles-le-Chauve, empereur.—875. L'empereur Louis II étant mort en **875, Charles-le-Chauve,** son oncle, se hâta de se faire couronner **empereur** à sa place. Mais l'empire épuisé n'était plus que l'ombre de celui de Charlemagne dont les

guerres perpétuelles avaient, pour ainsi dire, fait disparaître la population guerrière. Le démembrement de l'empire s'acheva rapidement sous Charles. Le célèbre édit de **Kersy,** qui rendit légale l'hérédité des bénéfices et des charges, ruina définitivement l'autorité royale.

Mort de Charles-le-Chauve. — 877. Charles mourut en **877,** dans un village du **mont Cenis,** en s'enfuyant devant Carloman, son neveu, qu'il avait voulu dépouiller de ses États.

Origine de la Féodalité.—(7.) "Féodalité vient d'un mot qui veut dire *foi* ou *alliance;* en effet, tous les membres de l'État se trouvèrent engagés dans une alliance qui leur prescrivait des devoirs respectifs. Le roi devenait le premier des seigneurs; il n'était riche que de ses propres domaines; les ducs, les comtes lui rendaient hommage et devaient lui fournir des soldats; son pouvoir n'allait pas au delà. Ces grands dignitaires, qui relevaient immédiatement du roi, recevaient à leur tour l'hommage des vassaux du second ordre; de ceux-ci relevaient d'autres vassaux inférieurs, et ainsi jusqu'au serf attaché à la glèbe, dernier échelon de cette pyramide. Les membres du clergé entrèrent également dans l'ordre féodal; ils devinrent seigneurs et vassaux comme les autres."

Louis-le-Bègue—877.—Sa mort—879. Louis II, dit **le Bègue,** seul fils et successeur de Charles-le-Chauve dans l'Italie et dans la France, perdit successivement, par des révoltes, l'Italie, la Bretagne, la Lorraine et la Gascogne. Sa faiblesse augmenta beaucoup le pouvoir des seigneurs. Plusieurs d'entre eux avaient un pouvoir égal au sien. Il mourut à Compiègne, en **879,** après un règne de deux ans.

Louis III et Carloman.—879. Louis-le-Bègue laissa trois fils, **Louis, Carloman** et **Charles.** Les deux premiers, après de grandes contestations, furent enfin reconnus rois en **879.** Louis III régna sur le nord et Carloman sur le midi. Ils eurent à combattre les Normands, qui firent en France d'affreux ravages sous leur règne. Ils eurent aussi à lutter contre les grands vassaux de la couronne, qui menaçaient leur autorité.

Boson fonde le royaume de Provence. — Le duc **Boson,** beau-frère de Charles-le-Chauve, et l'un des plus puissants vassaux, voulant se rendre tout-à-fait indépendant, s'empara de la Provence, et s'en fit proclamer roi par une assemblée d'évêques.

Mort de Louis III.—Carloman—882.—Sa mort—884. Louis et Carloman moururent tous deux fort jeunes; le premier en **882,** dans une expédition contre les Normands. Le second, qui régna seul pendant deux ans encore, mourut en **884,** dans une partie de chasse, à l'âge de dix-huit ans.

Charles-le-Gros.—884. Louis et Carloman n'avaient point laissé d'enfants, mais ils avaient un jeune frère, appelé depuis Charles-le-Simple, à qui la couronne revenait par droit héréditaire. Mais il était dans la plus grande enfance et les circonstances exigeaient qu'un homme prît les rênes du gouvernement. Les seigneurs offrirent la couronne à **Charles-le-Gros,** fils de Louis-le-Germanique, qui possédait déjà la Lombardie, la Bavière, la Souabe et la Lorraine, et qui, par là, réunit tout l'empire de Charlemagne. Mais ce prince était indigne d'une si belle couronne; il ne fut empereur et roi que de nom. Il était aussi lâche que stupide; et ses armes furent la trahison et l'or.

Siége de Paris par les Normands. — 885. Les Normands, enhardis par la lâcheté de Charles-le-Gros, poursuivent sous ses yeux leurs incursions audacieuses. Paris soutint contre eux un siége mémorable, qui dura un an, et où se distinguèrent **Eudes** et **Robert,** son frère, fils du fameux comte d'Anjou, Robert-le-Fort, ainsi que **Gozlin,** évêque de Paris. Charles-le-Gros, alors en Italie, vint au secours de la ville à la tête d'une armée qu'il déploya sur les hauteurs de **Montmartre.** Mais, au lieu d'attaquer les Normands, il compose en lâche avec eux, et leur abandonne le pillage des plus riches provinces.

Déposition et mort de Charles-le-Gros.—888. Les Parisiens qui avaient si longtemps résisté, dans l'attente des secours de Charles, furent indignés en voyant cette lâche capitulation. Un cri d'indignation s'éleva de toutes parts contre lui; il fut déposé à la diète de **Tribur,** en **888,** et mourut la même année,

dans un village de Souabe, abandonné de tous les siens, et dans la dernière indigence. Il ne laissa pas d'enfants.

Eudes.—888. Le partage définitif qui acheva sans retour le démembrement de l'empire de Charlemagne eut lieu à la mort de Charles-le-Gros. A la déposition de ce prince, les seigneurs, alarmés d'une nouvelle invasion des Normands, élurent pour roi **Eudes,** qui avait défendu Paris avec tant de courage. Son règne commença une longue série de guerres civiles, terminée après un siècle par l'exclusion définitive de la race carlovingienne. Ce prince continua de poursuivre les Normands, qu'il battit de nouveau à la sanglante bataille de **Montfaucon,** où ils perdirent dix-neuf mille hommes. Il mourut en **898** et fut porté à Saint-Denis.

Charles-le-Simple.—898. Charles III, dit **le Simple,** troisième fils de Louis-le-Bègue, fut alors proclamé roi de France. On a peu de notions sur les premières années du règne de ce prince faible et incapable. L'événement le plus remarquable de ce règne, qui dura vingt-cinq ans, est l'établissement fixe des **Normands** en France.

Établissement des Normands en France.—912. Les Normands avaient alors à leur tête un chef redoutable, célèbre dans l'histoire sous le nom de **Rollon.** Sous sa conduite, ils recommencèrent à ravager tout le pays. Charles-le-Simple se sentant dans l'impossibilité de repousser leurs attaques, offrit à Rollon une vaste province où il pourrait se fixer avec ses guerriers, à condition qu'il se convertirait au christianisme, et qu'il rendrait hommage à la couronne de France. Rollon accepta l'offre de Charles, et reçut en mariage sa fille Gisèle, avec le territoire qui fut depuis appelé **Normandie.** Cette province, sous la sage conduite de Rollon, devint bientôt l'une des plus florissantes du royaume. De pirates, les Normands, devenus agriculteurs, se soumirent aux lois sévères de leur chef, et apprirent à respecter les propriétés. Ces fiers guerriers devinrent les pères d'un grand peuple, qui fut le plus ferme boulevard de la France contre les invasions des peuples du Nord.

Déchéance de Charles-le-Simple.—Charles-le-Simple n'avait déjà plus qu'une ombre de pouvoir. Il ne possédait plus que

Laon et **quelques châteaux.** Ce qui acheva de le perdre, ce fut la faveur qu'il accorda à son ministre Hoganon, homme d'un rang obscur, dont l'insolence révolta les grands. Ceux-ci formèrent une ligue, à la tête de laquelle se mirent **Robert,** frère du roi Eudes, et **Hugues-le-Blanc** son fils. Ils conduisirent une armée contre Charles, lequel, voyant que les siens passaient au camp de ses ennemis au moment de combattre, fut épouvanté de son abandon et s'enfuit en Lorraine.

Robert.—922.—Sa mort. Le règne de Charles-le-Simple était fini, sa déchéance fut prononcée, et Robert, élu roi par les grands dans l'assemblée tenue à Soissons en **922,** fut couronné à Reims par l'archevêque Hervé. Cependant Charles, ayant rassemblé une nouvelle armée en Lorraine, marche au-devant de son rival, et le rencontre en Champagne. Là se livre, près de **Soissons,** une sanglante bataille, dans laquelle **Robert** fut tué en combattant. Mais son fils Hugues battit Charles, et le força de regagner la Lorraine.

Raoul.—923. La succession de Robert fut recueillie par son fils, le célèbre Hugues, surnommé **le Blanc** à cause de la couleur de ses armes, **le Grand** à cause de sa puissance, et l'**Abbé** à cause des nombreuses et riches abbayes qu'il possédait. Ce puissant seigneur aurait pu prendre la couronne, mais il aima mieux la donner à son beau-frère **Raoul,** ou Rodolphe, duc de Bourgogne. Celui-ci fut sacré à Soissons, le 13 juillet **923.** Charles-le-Simple fut alors attiré dans un piége par **Herbert,** comte de Vermandois, qui se saisit de lui et le retint prisonnier à **Péronne.** Cependant Raoul se montra généreux envers le malheureux Charles ; il lui rendit avec la liberté la résidence royale d'Attigny, puis le château de Péronne, où, après avoir langui quelque temps, il mourut en **929,** accablé par le chagrin et par les maladies. Sa veuve se retira en Angleterre avec son fils **Louis,** qui fut surnommé **d'Outremer.**

Normands.—Invasion des Hongrois. "Le règne de Raoul fut troublé par une invasion de nouveaux **Normands ;** conduits par Ragenold, ils causèrent encore de grands désastres ; mais les seigneurs s'étant réunis pour les combattre, et les Normands de

Rollon s'étant également déclarés contre eux, ils furent expulsés. Sur ces entrefaites, le vieux Rollon mourut et eut pour successeur son fils **Guillaume-Longue-Épée.** Du reste, les douze années que régna Raoul sont toutes remplies par les querelles des grands. La paix venait de se conclure dans une conférence présidée par Henri-l'Oiseleur, lorsque l'approche des **Hongrois** en Bourgogne répandit la terreur. Raoul marcha à leur rencontre, mais ne les atteignit pas; car ils s'étaient retirés après avoir cruellement ravagé tout le pays. Raoul mourut peu de temps après (le **15** janvier **936**), et fut enterré à Sens (Yonne), dans l'église de Sainte-Colombe. Il ne laissait point d'enfant, de sorte que Hugues-le-Grand s'attribua une partie le la Bourgogne."

Louis IV d'Outremer. — **936.** Hugues-le-Grand aurait pu encore facilement se faire couronner roi de France; mais il semble qu'il aimait mieux faire des rois que de l'être lui-même, car il songea aussitôt à Louis, fils de Charles-le-Simple. Ce jeune prince, âgé de seize ans, vivait alors retiré en Angleterre avec sa mère, Ogive, sœur du roi anglo-saxon Athelstan, circonstance à laquelle il dut le surnom de **Louis d'Outremer.** Hugues lui envoya en Angleterre une ambassade solennelle pour lui offrir la couronne, d'un commun accord avec Guillaume-Longue-Épée, de Normandie, et avec les seigneurs des autres provinces. Louis accepta la couronne, et fut sacré à Reims en **936.** Dans le même temps Henri l'Oiseleur, empereur de Germanie, étant mort, son fils Othon-le-Grand fut élu à sa place.

Emprisonnement de Louis d'Outremer à Rouen.—Louis IV fut victime d'une ruse des Normands. Un ancien roi danois, nommé Harold, qui était alors gouverneur de la ville de Bayeux, invita à une conférence le roi Louis, qui s'y rendit sans défiance, avec une suite peu nombreuse. Là, au signal de Harold, une troupe armée tombe sur l'escorte royale, et la met en fuite. Dix-huit comtes français, dit-on, y furent massacrés avec la plupart de leurs soldats. Louis, emporté par son cheval, regagna seul la ville de Rouen, où il croyait trouver un asile, mais les habitants l'arrêtèrent et le mirent en prison.

Guerre entre Hugues-le-Grand et le roi.—Mort de Louis

IV. Gerberge ayant appris la captivité du roi son mari, elle mit tout en œuvre pour lui rendre la liberté. A sa sollicitation, Hugues, son beau-frère, entra en négociation avec les Normands, et le roi fut remis entre ses mains à certaines conditions. Mais Hugues abusa indignement de sa position. Au lieu de rendre la liberté au roi, il le retint captif, et le contraignit à lui céder Laon, sa meilleure ville, pour sa rançon. De ce moment, tout le règne de Louis IV se passa à guerroyer contre Hugues. En vain il soutint contre ce puissant vassal une guerre incessante; en vain il appela sur lui l'excommunication de l'Église aux conciles d'Ingelheim et de Trèves; Hugues n'en poursuivit pas moins ses vues ambitieuses, ravageant les terres du roi, incendiant ses châteaux, et portant dans ses villes le pillage et le meurtre. Enfin la paix fut ménagée entre Louis et Hugues par l'entremise du pape, des évêques et du roi Othon et de ses deux sœurs, femmes des deux rivaux. Louis d'Outremer ne jouit pas longtemps de ce calme. Comme il se rendait de Laon à Reims, un loup croisa son chemin; le roi voulut le poursuivre, mais son cheval s'abattit, et Louis fut mortellement blessé. Il mourut en **954,** à l'âge de trente-trois ans, estimé pour sa valeur et ses talents. Il laissait deux fils en bas âge, **Lothaire** et **Charles.**

Lothaire. — **954.** Lothaire, fils aîné de Louis IV, âgé seulement de treize ans, fut proclamé roi à Reims en **954,** sous la protection de Hugues-le-Grand, à qui il céda en retour le duché d'Aquitaine, au préjudice des enfants mineurs du comte de Toulouse. Mais Hugues ne put jamais s'en emparer.

Mort de Hugues-le-Grand.— 956. Ce puissant prince préparait une nouvelle expédition contre l'Aquitaine, lorsque la mort vint le surprendre au château de Dourdan-sur-Orge, en **956.** Il fut enseveli à Saint-Denis. Il avait eu de sa troisième femme, Hedwige, trois fils, dont le second, **Hugues,** qui depuis fut surnommé **Capet,** lui succéda au comté de Paris et au duché de France. Henri, le troisième fils, eut la Bourgogne. Hugues n'avait que dix ans à la mort de son père. Leur mère, Hedwige, et Gerberge, mère et tutrice du jeune Lothaire, étaient sœurs d'Othon-le-Grand, roi de Germanie, sous la protection duquel leurs enfants furent mis.

Guerre entre Lothaire et Othon II.—Une contestation s'étant élevée au sujet de la **Basse-Lorraine** entre Lothaire et son frère Charles, l'empereur Othon, pour rétablir la paix, accorda cette province à Charles, qui n'avait pas eu d'apanage, à titre de fief. Mais Lothaire, mécontent de cet arrangement, forma le dessein de surprendre Othon à son palais d'Aix-la-Chapelle. Celui-ci, averti de son arrivée, s'enfuit à Cologne, et Lothaire pilla le palais impérial. Mais Othon tira vengeance de sa disgrâce. Il pénètre à la tête d'une armée formidable, et ravageant tout sur son passage, il arrive jusqu'aux portes de Paris. Là, sur les hauteurs de **Montmartre,** il fait entonner à ses soldats un **Alléluia** si bruyant, qu'il pouvait s'entendre de Notre-Dame de Paris. Puis il reprend le chemin de ses États, après cette inutile bravade. Lothaire mourut en **986,** après un règne de trente-trois ans, et très peu fécond en événements.

Louis V.—**986.** **Louis V,** son fils, âgé de vingt ans, lui succéda. Ce prince, dernier roi de sa race, et qui fut surnommé **le fainéant,** ne fit que passer sur le trône. Il mourut, empoisonné par sa femme, le 21 mai **987,** une année seulement après la mort de son père, et fut enseveli à Compiègne. Il ne laissa pas d'enfants ; mais son oncle Charles, duc de Lorraine, était de droit son héritier. Ce prince, peu estimé de la nation, avait pour concurrent **Hugues-Capet,** qui fut porté au trône d'une voix unanime. Il fut couronné à Noyon le 1er juin **987,** et sacré à Reims le 1er juillet de la même année.

Importance et richesses du clergé.—Le clergé était à cette époque ce qu'il y avait de plus grand, de plus respectable, et de plus indépendant dans la société. Les seigneurs, continuellement en opposition avec l'autorité royale, étaient cependant soumis à ces hommes d'origine obscure, mais savants, capables, et revêtus d'un caractère sacré. Le clergé régulier surtout exerçait un pouvoir absolu sur les masses, qu'il dirigeait à son gré. Les **richesses** du clergé étaient alors immenses, et pour en donner une idée il suffit de dire que le monastère de **Saint-Martin** d'Autun possédait à lui seul cent mille **manses.** La manse était un fonds de terre suffisant pour nourrir un colon avec toute sa famille.

États des lettres et des sciences.—Les lettres et les sciences, si négligées sous les Mérovingiens, firent d'immenses progrès sous Charlemagne. Ce grand homme avait su s'entourer d'hommes savants et habiles, dont il se faisait lui-même le disciple. Le représentant de ce progrès dans la science à cette époque, est le célèbre **Alcuin,** théologien et philosophe. Puis vint plus tard le savant **Hincmar,** archevêque de Reims, le premier théologien du siècle ; **saint Benoît,** le célèbre et pieux réformateur des ordres monastiques. Cependant ce progrès vers la science s'arrêta sous les successeurs de Charlemagne. Dans ces siècles, appelés **siècles de fer,** l'ignorance devint si profonde, qu'à peine les rois et les grands savaient-ils lire et écrire ; le clergé seul conserva quelque instruction.

État de la Gaule au 10ᵉ siècle.—(3.) "Le dixième siècle est une des époques les plus obscures et les plus désastreuses de notre histoire : tout faiblit à la fois, le zèle pieux et les vertus du clergé, l'autorité des lois, l'indépendance des habitants des villes. Les Sarrazins, les Germains, les Normands désolent les campagnes et incendient les cités. Les châteux-forts offrent seuls un refuge contre les invasions étrangères et les guerres civiles ; c'est là que s'assemblent les plaids et que se rend la justice. Le commerce disparaît, et avec lui la classe bourgeoise et industrieuse. Autour de chaque château on voit s'élever de misérables cabanes habitées par des serfs, qui exercent pour le compte du seigneur des professions mécaniques, ou qui cultivent ses domaines ; le peuple presque tout entier est serf, à la mercie des grands, et victime de chaque commotion politique. Cependant, au moment de cette décadence, et lorsque l'ancien ordre social périssait, un autre s'élevait sur ses ruines, fondé par le petit nombre de ceux qui, à couvert dans leurs forteresses, étaient demeurés libres et puissants. Ce nouvel ordre de choses, qui reçut le nom de **féodalité,** avait depuis un siècle jeté de profondes racines, et malgré ses immenses abus il prévint la dissolution complète de tout lieu social et le retour de la barbarie des temps reculés."

DEUXIÈME ÉPOQUE.

Dynastie des Capétiens.

Les Capétiens se divisent en trois parties: Les **Capets,** les **Valois** et les **Bourbons,** dont les trois tiges sont: **Hugues-Capet, Philippe VI** et **Henri IV.** Le dernier représentant des Bourbons *directs* aujourd'hui, est le **duc de Bordeaux,** et celui de la branche *indirecte*, est le **comte de Paris.**

TABLEAU

Des chefs de la dynastie des Capétiens.

De 987 à 1848,—38 Rois. Durée, 861 ans.

	Noms.	Naissance.	Avénement.	Mort.	Age.	Durée du Règne.
37	Hugues-Capet . .	942	987	996	54	9
38	Robert . . .	970	996	1031	61	35
39	Henri I . . .	1005	1031	1060	55	29
40	Philippe I . .	1053	1060	1108	55	48
41	Louis VI . . .	1077	1108	1137	60	29
42	Louis VII. . .	1120	1137	1180	60	43
43	Philippe II . .	1165	1180	1223	58	43
44	Louis VIII . .	1187	1223	1226	39	3
45	Louis IX (S. L.) .	1215	1226	1270	55	44
46	Philippe III . .	1245	1270	1285	40	15
47	Philippe IV . .	1268	1285	1314	46	29
48	Louis X . . .	1289	1314	1316	27	2
49	Philippe V . .	1294	1316	1322	26	6
50	Charles IV . .	1295	1322	1328	33	6
	Valois.					
51	Philippe VI . .	1293	1328	1350	57	22
52	Jean-le-Bon . .	1322	1350	1364	45	14
53	Charles V . .	1337	1364	1380	43	16
54	Charles VI . .	1368	1380	1422	54	42
55	Charles VII . .	1403	1422	1461	58	39
56	Louis XI . . .	1423	1461	1483	60	22
57	Charles VIII . .	1470	1483	1498	28	15

	Noms.	Naissance.	Avénement.	Mort.	Age.	Durée du Règne.
	Valois Orléans.					
58	Louis XII . .	1462	1498	1515	53	1
	Valois Angoulême.					
59	François I . .	1492	1515	1549	53	32
60	Henri II . . .	1519	1549	1559	40	12
61	François II . .	1544	1559	1560	16	1
62	Charles IX . .	1550	1560	1574	24	14
63	Henri III . . .	1551	1574	1589	38	15
	Bourbons.					
64	Henri IV . . .	1553	1589	1610	57	21
65	Louis XIII . .	1601	1610	1643	42	33
66	Louis XIV . .	1638	1643	1715	77	72
67	Louis XV . .	1710	1715	1774	64	59
68	Louis XVI . .	1754	1774	1793	39	19
69	Louis XVII . .	1785	„	1795	10	„
70	République . .	1792	„	1804	„	12
	Empire.					
70	Napoléon . . .	1769	1804	1821	52	10
	Restauration.					
71	Louis XVIII . .	1755	1814	1824	69	10
72	Charles X . . .	1757	1824	1836	73	6
	Révolution de 1830.					
73	Louis-Philippe I .	1773	1830	1850	77	18
	Révolution de 1848—Deuxième République.					
	Président.—Louis Napoléon.					
	Second Empire.					
74	Napoléon III, né en 1808, élu empereur en 1852.					

TABLEAU GÉNÉALOGIQUE DES CAPÉTIENS,

DEPUIS HUGUES-CAPET (987), JUSQU'A LOUIS-PHILIPPE I (1830).

Hugues-Capet, 987.

Saint Louis (IX).

Philippe III. — *Robert de Clermont, marié à Béatrix de Bourgogne.*

Philippe IV. — *Charles de Valois.*

Louis X. Philippe V. Charles IV. 1328.

Valois.

Charles de Valois.
Philippe VI, 1328.
Jean II.
Charles V.

Charles VI. — *Louis*-*Valentine de Milan.*
Charles VII.
Louis XI.
Charles VIII.
1498.

Orléans.

Louis-*Valentine de Milan.*

Charles. — *Jean.*
Louis XII. — *Charles-Louise de Savoie.*
1515.

Angoulême.

Charles-Louise de Savoie.

François I. — *Marguerite.* {*Alençon.* *Henri d'Albret.*}
1515.
Henri II.

François II. Charles IX. Henri III.
1589.

Bourbon.

Robert de Clermont, marié à Béatrix de Bourgogne.
Louis de Bourbon.
Jacques, comte de la Marche.
Jean I, comte de la Marche.
Louis II, comte de Vendôme.
Jean II, comte de Vendôme.
François II, duc de Vendôme.
Charles, duc de Vendôme.
Jeanne d'Albret — *Antoine de Bourbon.*

Henri IV.
Louis XIII.

Louis XIV. — *Philippe d'Orléans.*
Charles X.
Henri, duc de Bordeaux.

Orléans.

Philippe d'Orléans.
Louis-Philippe I (1830).
Comte de Paris.

DEUXIÈME ÉPOQUE.

DYNASTIE DES CAPÉTIENS.

De **987** à **1848.**

MONARCHIE FÉODALE.

DE HUGUES-CAPET A FRANÇOIS I.

De **987** à **1515.**

HUGUES-CAPET.

De **987** à **996.**

Avénement.—987. Hugues-Capet était fils de Hugues-le-Grand et de Hedwige, fille de l'empereur Henri l'Oiseleur, et arrière-petit-fils de Robert-le-Fort. Il fut couronné et sacré à **Reims**, en l'année **987.** Son règne est le commencement de la vraie monarchie nationale, la fin des races conquérantes et de la domination des Germains. Dès lors la France ne vit plus de ces partages sans fin, de ces peuplades barbares, se succédant pour inonder son territoire et se le disputer. Cependant plusieurs grands vassaux refusaient de reconnaître Hugues, et demeurèrent longtemps attachés à la cause de Charles de Lorraine, son compétiteur.

Guerres de Hugues-Capet.—Charles de Lorraine. Hugues-Capet eut d'abord à vaincre **Charles de Lorraine,** le dernier des

Carlovingiens, et il triompha de lui par la ruse beaucoup plus que par les armes. Celui-ci s'étant rendu maître de la ville de Laon, par la trahison de l'archevêque de Reims, Arnoul, la perdit bientôt par une autre trahison, et il tomba dans les mains de son ennemi, qui le jeta en prison à **Orléans** avec sa femme et ses enfants. Il y mourut au bout d'un an, et en lui s'éteignit la race illustre de Charlemagne.

Hugues eut ensuite à combattre le comte de Périgord, **Adalbert,** l'un de ses plus grands adversaires. On peut juger de la puissance des grands à cette époque par la réponse que fit ce dernier au roi. "*Qui t'a fait comte?*" lui demanda Hugues irrité, en lui reprochant sa rébellion. "*Et qui t'a fait roi?*" répondit fièrement Adalbert.

Institution de la Pairie. — C'est au règne de Hugues-Capet qu'on fait remonter l'institution de la pairie, quoiqu'on retrouve chez les Francs les traces de son origine. Il y avait deux classes de **pairs**; les **pairs du fief,** qui étaient les vassaux que le baron convoquait pour rendre la justice dans ses États; et les **pairs de France,** qui étaient les seigneurs relevant immédiatement de la couronne. Ils étaient au nombre de douze; six pairs laïques, et six pairs ecclésiastiques. Les grands vassaux de la couronne, savoir, les ducs de Normandie, d'Aquitaine, de Bourgogne, les comtes de Flandre, de Toulouse et de Champagne, furent nommés **pairs de France.** Les six pairs ecclésiastiques furent les archevêques de Reims et de Sens, les évêques de Noyon, de Beauvais, de Châlons et de Langres.

Mort de Hugues-Capet. — 996. Hugues-Capet mourut de maladie en **996,** à cinquante-quatre ans, après un règne de neuf années; il fut enterré à Saint-Denis. Il laissa la couronne à son fils **Robert,** qu'il avait eu soin de faire sacrer de son vivant, et à qui, dit-on, il donna de sages conseils.

ROBERT.

De **996** à **1031.**

Désolation de la France sous Hugues-Capet et Robert.— Peste et famine. Des guerres cruelles entre les grands vassaux, et d'affreuses calamités marquèrent le cours du règne de Hugues-Capet, et confirmèrent le peuple dans la pensée que la fin du monde était proche. Sous Robert, cette terreur universelle du jugement dernier s'accrut encore par les nouvelles calamités qui précédèrent l'an **1000,** ou suivirent de près. Une **peste** terrible désola l'Aquitaine et une grande partie du royaume; la chair des malades semblait frappée par le feu, se détachait de leurs os et tombait en pourriture. A ce fléau vint s'en joindre un autre non moins horrible. La **famine** ravagea tout le monde depuis l'Orient, la Grèce, l'Italie, la France, l'Angleterre. Le tourment de la faim était si affreux que plusieurs se laissèrent aller à dévorer des chairs humaines. Ce fléau donna lieu à une foule d'horreurs et d'atrocités des plus révoltantes.

Avénement. — 996. — Caractère de Robert. Ce fut au milieu de ces effroyables désastres que **Robert,** déjà associé au trône depuis près de huit ans, succéda à son père Hugues-Capet. Ce prince semble, par sa rare douceur et son indulgente bienveillance, appartenir à un autre âge. Il était très religieux et d'une charité sans bornes. On cite de lui une foule de traits d'une bonté simple et touchante. Il poussait la charité jusqu'à se laisser voler et dépouiller par les pauvres, autorisant leur hardiesse par sa grande indulgence.

Gerbert.—Le roi Robert fut élevé par l'illustre **Gerbert.** Cet homme, d'une condition obscure, fut d'abord reçu moine au couvent d'**Aurillac.** Il passa ensuite en Espagne, où il puisa chez les Maures, aux florissantes écoles de Cordoue, tous les secrets des sciences alors connues; il étudia les belles-lettres et l'algèbre,

apprit à construire une horloge, et passa aux yeux de ses contemporains pour un magicien. Plus tard il devint pape sous le nom de **Silvestre II.**

Mariage et excommunication de Robert.—Hugues avait fait épouser à son fils Robert la célèbre **Berthe,** veuve d'Eudes, comte de Blois. Le pape Grégoire V, sous prétexte d'une parenté entre les deux époux, lui ordonna de quitter sa femme. Mais Robert ayant refusé d'obéir, il l'excommunia. Alors le peuple épouvanté s'éloigna du roi, qui se vit bientôt abandonné de tous ses serviteurs, et le bruit courut que la reine Berthe était accouchée d'un monstre. Robert, obligé enfin de la répudier, épousa la belle et impérieuse **Constance,** fille de Guillaume-Taillefer, comte de Toulouse. Cette nouvelle reine régna sous son nom, et mit souvent sa patience à de rudes épreuves.

Mort de Robert.—1031. Les dernières années de Robert furent pleines d'afflictions. De quatre fils qu'il avait eu, il lui en restait deux, **Henri** et **Robert ;** ce dernier était protégé de Constance, qui voulait le placer sur le trône. Cependant, **Henri** fut couronné en **1027,** malgré l'opposition de sa mère. Bientôt après, les deux frères réunis, trouvant leur pouvoir trop restreint, commencèrent d'envahir les châteaux et les villages de leur père. Le vieux roi marcha contre ses fils, mais après quelques hostilités la paix fut faite et le calme rétabli : peu après Robert mourut à Melun, en **1031,** à l'âge de soixante-dix ans, pleuré des malheureux et regretté du clergé.

Faits contemporains.— 998. Vladimir-le-Grand introduit le christianisme parmi les Russes.—**1017.** Canut-le-Grand, roi de Danemark, envahit l'Angleterre.—**1026.** Les Normands commencent à s'établir dans l'Italie méridionale.

HENRI I.

De **1031** à **1060.**

Avénement.—1031. Henri 1er, fils et successeur de Robert, avait à peu près vingt-six ans lorsque son père mourut. Il n'éprouva aucun obstacle de la part du clergé et des grands, mais il eut à soutenir une guerre de famille contre sa mère Constance, qui voulait faire passer la couronne à son plus jeune fils **Robert,** qu'elle préférait ; elle intéressa à sa cause plusieurs grands vassaux. Henri, soutenu par le célèbre **Robert-le-Magnifique,** ou **le Diable,** triompha de ses ennemis.

Robert duc de Bourgogne.—Henri pardonna à son frère, et lui accorda le duché de Bourgogne. C'est ainsi que ce Robert, qu'on a surnommé **le Vieux,** fonda la première maison ducale de Bourgogne, qui dura 329 ans et finit l'an **1361,** en la personne de Philippe de Rouvres.

Robert-le-Magnifique ou **le Diable.**—Le seigneur le plus puissant de ce règne était Robert-le-Magnifique, duc de Normandie, connu aussi sous le nom de **Robert-le-Diable,** qui avait soutenu le roi Henri contre sa mère et son frère. Ayant interrompu tout à coup ses glorieuses entreprises, il fit, en expiation de ses fautes, un voyage en Terre-Sainte, d'où il ne revint pas, car il mourut à Nicée, en Bithynie, en **1035.** Avant de partir il avait fait reconnaître pour son légitime héritier son fils naturel, âgé de sept ans, nommé **Guillaume-le-Bâtard,** et l'avait recommandé à la protection des seigneurs normands et du roi Henri.

Paix de Dieu.—1035.—(7.) "Dans le cours de toutes ces guerres, la condition du peuple était des plus misérables ; les campagnes dévastées par le pillage, l'incendie, les violences des grands, n'offraient souvent qu'un aspect de désolation. A tous ces maux se joignirent parfois la famine avec toutes les horreurs

qu'elle entraîne, la peste et les maladies. Tant de misère ouvrit enfin les yeux du clergé ; les évêques, touchés de compassion et en même temps animés d'une sainte sévérité contre des mœurs si peu chrétiennes, prêchèrent la paix au nom du Dieu de paix, et défendirent sous les peines les plus redoutables de la troubler par de nouvelles violences. Les anathèmes les plus terribles furent prononcés contre les infracteurs de cette paix, que l'on nomma *paix de Dieu.*"

Trève de Dieu.—1040. Cependant la **paix de Dieu** ne put durer longtemps ; les guerres privées étaient trop dans les mœurs de l'époque pour qu'on pût les faire cesser tout à coup. Il fallut bientôt y substituer la **trève de Dieu,** par laquelle tout combat était défendu, sous peine d'excommunication, les jours de fête, pendant tout l'avent, tout le carême et du mercredi soir au lundi matin de chaque semaine. C'était interdire tout appel à la force pendant les trois quarts de l'année. La trève de Dieu fut un service immense rendu par le clergé à l'humanité et à la civilisation.

Mort de Henri 1er.—1060.—(6.) "Henri 1er mourut en **1060,** après un règne de près de trente ans, laissant deux jeunes fils, **Philippe** et **Hugues,** issus de son mariage avec **Anne de Russie,** fille du grand-duc Iaroslaw. **Philippe,** l'aîné, n'avait que huit ans, mais son père l'avait déjà fait sacrer, et en mourant il en confia la tutelle à son beau-frère **Baudouin,** comte de Flandre. Hugues devint **comte de Vermandois** par son mariage avec l'héritière de ce comté."

Faits contemporains.—1042. Les Anglais chassent les Danois, et proclament roi Édouard le Confesseur.—**1053.** Le schisme d'Orient est consommé.

PHILIPPE I.

De **1060** à **1108.**

Avénement. — 1060. Philippe 1[er], âgé de huit ans, succéda sans opposition à son père, sous la tutelle de Baudouin, comte de Flandre. Pendant que ce prince, indolent et uniquement livré au plaisir, occupait le trône de France, sans rien faire qui soit digne de l'histoire, de grands événements s'accomplirent. L'Italie méridionale et l'Angleterre furent conquises par les Normands ; le moine **Hildebrand,** qui fut pape sous le nom de **Grégoire VII,** réforma l'Église ; la Palestine fut enlevée aux Mahométans, et un royaume chrétien fut établi à **Jérusalem.**

Fondation du royaume des Deux-Siciles. — 1052. Dès le commencement du XI[e] siècle, quelques aventuriers **Normands**, revenant de la Terre-Sainte, avaient fondé quelques établissements dans l'Italie méridionale. Animés par les succès de leurs compatriotes, **Robert-Guiscard** et son frère **Roger,** fils d'un gentilhomme de Constance, nommé **Tancrède de Hauteville,** conquirent tout le pays ainsi que la Sicile, et c'est de la réunion de leurs conquêtes que se forma, en **1052,** le **royaume des Deux-Siciles.**

Conquête de l'Angleterre par Guillaume. — Bataille de Hastings. — 1066. Le duc de Normandie, fondant ses droits sur un prétendu testament d'Édouard-le-Confesseur, dernier roi anglo-saxon, et sur une renonciation d'Harold au trône d'Édouard, rassembla une puissante armée au port de **Saint-Valery,** et la débarqua en **Angleterre.** Une sanglante bataille livrée le 14 octobre **1066,** près de **Hastings,** entre les deux rivaux, décida de la guerre. **Harold** et ses frères y perdirent la vie, et l'Angleterre, après une lutte acharnée, devint la conquête des Normands. Guillaume en distribua toutes les terres en fiefs à ses barons et à ses chevaliers.

Grégoire VII. — Guerre des Investitures. Depuis que les biens de l'Église étaient devenus entre les mains des évêques et des abbés des propriétés féodales, les seigneurs suzerains, sous prétexte de conférer la possession des fiefs attachés aux évêchés et aux abbayes, s'attribuaient l'**investiture** des dignités elles-mêmes. En même temps une foule d'abus s'étaient introduits dans le clergé, et le désordre était à son comble. (6.) "Un moine de Cluny, nommé **Hildebrand,** fils d'un charpentier de Toscane, homme d'une austère vertu, d'un vaste génie et d'une inébranlable fermeté, entreprit d'affranchir l'Église et de lui rendre, avec l'indépendance, son autorité et son ancienne splendeur. Il exerça la plus grande influence sous quatre papes, fut élu pape lui-même en **1073,** et prit le nom de **Grégoire VII.** Il annula les élections simoniaques, défendit les épreuves et les combats judiciaires, dénia aux princes le droit d'investiture et soutint à ce sujet contre l'empereur Henri IV une lutte terrible, connue sous le nom de **guerre des investitures.**"

Philippe 1er, roi de France, et Henri IV, empereur d'Allemagne, menaient alors l'un et l'autre une vie pleine de scandales et de violences. Pour subvenir à leurs besoins effrénés, ils faisaient, au mépris des défenses de Grégoire, le plus honteux trafic des bénéfices du clergé. Le Pontife, indigné, menace Philippe d'excommunication, et il en frappe l'empereur. Henri, abandonné de ses sujets, se voit réduit à implorer le pardon de son vainqueur. Celui-ci, après avoir obligé l'empereur à rester dans une cour de son palais trois jours et trois nuits à jeûn et les pieds nus sur la neige, daigne enfin l'absoudre. Mais Henri se vengea, et Grégoire fut exilé à Salerne, où il mourut en **1085.**

Mort de Guillaume-le-Conquérant. — 1087. Le duc **Guillaume,** qui était excessivement gros, ayant fait une maladie, Philippe 1er, naturellement railleur, se moqua de son extrême embonpoint, en demandant à quelle époque il comptait accoucher: Guillaume l'apprit, et furieux, il jura d'aller faire ses relevailles à Notre-Dame de Paris. En effet, ayant rassemblé une armée formidable, il surprit la ville de Mantes, qu'il brûla; mais étant

tombé malade, il se fit transporter à **Rouen,** où il mourut en **1087.**

Excommunication de Philippe 1er. — 1094. La mort de Guillaume fut un grand sujet de joie pour Philippe, et lui permit de se replonger dans sa vie molle et efféminée. Il avait épousé en **1071 Berthe,** fille du comte Florent de Hollande, qui lui avait donné quatre enfants; il se lassa d'elle et l'enferma au château de Montreuil-sur-Mer; puis en **1092** il enleva **Bertrade** de Montfort, femme de Foulque-le-Réchin, comte d'Anjou, et l'épousa. Le pape Urbain II ordonna la dissolution de ce mariage, mais Philippe refusant d'obéir, un concile, rassemblé à **Autun,** en **1094,** le frappa d'excommunication.

Croisades.—Pèlerinages.—Pierre l'Ermite. Les **croisades** furent des guerres religieuses entreprises pour arracher aux Musulmans le tombeau de Jésus-Christ, et pour soustraire les chrétiens d'Orient aux maux qu'ils leur faisaient endurer. Depuis longtemps déjà, le **pèlerinage** à **Jérusalem** était regardé comme l'acte le plus efficace pour l'expiation des péchés; et une foule de pèlerins se rendaient isolément ou par bandes en Palestine, pour prier sur le tombeau du Christ. Parmi ces pèlerins se trouva un enthousiaste connu sous le nom de **Pierre-l'Ermite,** originaire de la ville d'Amiens. Né avec un esprit actif et inquiet, il chercha dans toutes les conditions de la vie un bonheur qu'il ne put trouver. L'étude des lettres, le métier des armes, le célibat, le mariage, l'état ecclésiastique, ne lui avait rien offert qui pût remplir son cœur, et satisfaire son âme ardente. Tel fut l'homme extraordinaire qui donna le signal des croisades, et qui, sans fortune et sans renommée, par le seul ascendant des larmes et des prières, parvint à ébranler l'Occident pour le précipiter tout entier sur l'Asie.

Concile de Clermont. — 1095. — Première croisade résolue. Pierre avait un zèle ardent et une éloquence irrésistible; témoin de la tyrannie des Turcs à l'égard des Chrétiens, il résolut de les délivrer. Il parcourut l'Occident pieds nus, une corde à la ceinture, le crucifix à la main, et souleva partout les populations. Bientôt après, **Urbain II** convoque en **1095** un concile à

Clermont en Auvergne. Un nombre prodigieux de princes, de seigneurs, de nobles de toutes classes s'y rendirent, et trois cent dix évêques y assistèrent sous la présidence du pape. (6.) "Le pontife raconta avec des sanglots les souffrances des fidèles d'Orient, et fit passer dans tous les cœurs l'enthousiasme qui l'animait. Chevaliers, prêtres, femmes, enfants, tous firent vœu de délivrer le Saint-Sépulcre. **Dieu le veut!** fut le cri de guerre; **une croix rouge,** cousue sur le vêtement à l'épaule gauche, fut la marque distinctive de ceux qui s'enrôlèrent et qui de là furent appelés **croisés.**"

Première croisade. — 1096. Le départ pour cette croisade fut fixé au printemps de l'année suivante. Mais une première bande, composée d'une foule immense de peuple et de pauvres, n'attendit pas l'époque fixée pour le départ; elle se mit en route sous la conduite de **Pierre l'Ermite** et d'un certain chevalier nommé **Gauthier-sans-Avoir.** C'était une bande indisciplinée qui, au mépris des ordres de ses chefs, ravageait et pillait tout sur son passage; ils soulevèrent contre eux les populations indignées, et périrent presque tous de faim, de fatigue et de misère avant d'arriver en Terre-Sainte.

Il n'en fut pas ainsi de la grande et véritable armée qui s'organisait en France: elle se composait de toute la fleur de la noblesse et de la chevalerie, et l'on évalue à trois cent mille le nombre des guerriers sortis du royaume cette même année. Ils se partagent en trois formidables armées: la première est commandée par **Robert Courte-Heuse,** fils de Guillaume-le-Conquérant; la seconde, par **Godefroy de Bouillon,** le héros de son siècle; et la troisième, par **Raymond de Saint-Gilles,** comte de Toulouse. On voyait autour de ces chefs, **Baudouin** et **Eustache,** frères de Godefroy; **Hugues,** comte de Vermandois, frère de Philippe 1er; **Robert,** comte de Flandre; **Boëmond, Tancrède** et beaucoup d'autres seigneurs distingués. Godefroy fut proclamé général en chef, et le rendez-vous général était à Constantinople. Parvenus dans cette ville, les croisés traversèrent le Bosphore, s'emparèrent de Nicée et d'Antioche par de sanglants triomphes, et arrivèrent enfin devant Jérusalem, qu'ils prennent

d'assaut, le 15 juillet **1099**, après des pertes immenses. Un royaume chrétien fut alors fondé en Palestine, et Godefroy de Bouillon en fut reconnu roi. Tels furent les principaux faits de cette première et célèbre croisade. Il ne revint en Europe qu'un dixième de ceux qui l'avaient quittée; et la plupart avaient perdu la vue.

Mort de Philippe 1er.—1108. Les dernières années de Philippe n'offrent plus d'événements qui soient dignes de remarque. Le domaine de la couronne à cette époque comprenait la **Picardie**, l'**Ile-de-France**, une partie de l'**Orléanais**, et le **Berry**. Philippe avait acheté cette dernière province, en **1100**, à un des seigneurs qui firent partie de la première croisade. Le roi, depuis longtemps infirme et affaibli, avait associé, en **1100**, son fils Louis à la couronne, et ne régnait plus que de nom. Il mourut en **1108**, après un règne de 48 ans. Il témoigna dans ses derniers jours un repentir profond des désordres de sa vie; et par humilité il renonça à être enterré à Saint-Denis, et désigna, pour recevoir sa dépouille mortelle, le couvent de Saint-Benoît-sur-Loire.

Observations sur l'Époque des Croisades.

Le XIe siècle peut à bon droit être considéré comme un des siècles les plus importants pour l'histoire de France. Ce fut un siècle de création; tout ce qu'il y eut de noble et d'héroïque au moyen-âge commença à cette époque. La nation développa son caractère; le système féodal lui enseigna la loyauté, le respect pour le serment et la conscience des devoirs réciproques; l'éducation guerrière des chevaliers brilla dans les tournois, et leur éducation domestique créa la bourgeoisie. Dès lors la langue qui n'était qu'un patois barbare s'épura et acquit de l'élégance.

Chevalerie.—La **chevalerie,** dont on trouve quelque trace du temps de Charlemagne, devint très florissante après l'établissement des fiefs. On n'était reçu **chevalier** qu'à vingt et un ans au moins, et qu'après de longues épreuves. Il fallait dès l'âge de sept ans entrer dans la maison de quelque illustre chevalier, pour le servir en qualité de **page** ou de **damoiseau.** L'amour de Dieu et l'amour des dames faisaient la matière de leçons également sérieuses. A quatorze ans on sortait de la classe des pages pour passer dans celle des écuyers, dont les fonctions étaient d'habiller et de déshabiller leur maître, de porter son armure, etc. A vingt et un ans on devenait chevalier. On les nomma **chevaliers,** à cause du privilége qu'ils avaient de ne combattre qu'à cheval.

Prérogatives du chevalier. — (5.) "Les chevaliers prenaient le titre de *don*, de *sire*, de *messire* et de *monseigneur*, et leurs femmes celui de *madame*. Ils pouvaient manger à la table du roi; eux seuls avaient le droit de porter la lance, le haubert, la double cotte de maille, la cotte d'armes, l'or, le vair, l'hermine, le petit-gris, le velours, l'écarlate. Ils mettaient une girouette sur leur donjon; cette girouette était en pointe, comme les pennons, pour les simples chevaliers; carrée comme les bannières, pour les chevaliers bannerets. On reconnaissait, de loin, les chevaliers à leurs armes: les barrières des lices, les ponts des châteaux s'abaissaient devant eux."

Dégradation du chevalier.—Le chevalier **félon,** qui avait forfait à l'honneur et **menti à sa foi,** subissait la peine ignominieuse de la **dégradation.** Cette dégradation était affreuse: on faisait monter le chevalier félon sur un échafaud, et on y brisait en sa présence les pièces de son armure; son écu, dont le blason était effacé, était attaché à la queue d'une cavale, et traîné dans la boue. Le hérault d'armes accablait d'injures l'ignoble chevalier; on lui jetait sur la tête un bassin d'eau chaude comme pour lui enlever son caractère; on le tirait en bas de l'échafaud par une corde; on le transportait à l'église sur une civière, et là, après l'avoir couvert d'un drap mortuaire, on faisait sur lui les *mêmes* prières et les mêmes cérémonies que pour les morts.

Tournois.—Les **tournois** semblent avoir une commune origine avec la chevalerie. Les combats simulés firent partie de l'éducation des chevaliers. On en attribue l'institution au chevalier Godefroy de Peuilly. Le mot de **tournoi,** quelquefois **tournoiement,** indique clairement l'origine française de ces jeux, et le but principal de cet exercice, c'est-à-dire l'art de manœuvrer, de **tournoyer** son cheval avec adresse, pour frapper son adversaire et se dérober en même temps à ses coups.

Surnoms et armoiries. — (6.) "Dans ces immenses réunions d'hommes de tant de nations différentes, les seigneurs, pour se distinguer les uns des autres, firent des noms de leurs fiefs leurs **noms de famille,** et ils adoptèrent comme signe de ralliement des emblèmes ou **armoiries,** qui se plaçaient sur les bannières, les boucliers, les cuirasses, et qui devinrent héréditaires dans les familles."

Ordres religieux.—"La nécessité de soulager les malades et de protéger les pèlerins et les croisés, fit établir à Jérusalem trois ordres religieux et militaires, qui ne tardèrent pas à se répandre dans toute l'Europe, et qui par leurs richesses et leur puissance, devinrent en état de rivaliser avec les rois. Ces trois ordres étaient : les **Hospitaliers de Saint-Jean,** depuis **Chevaliers de Malte;** les **Chevaliers Teutoniques** et les **Templiers.**" En même temps **saint Bruno** instituait en France les **Chartreux;** et les moines de **Citeaux** (Côte-d'Or) prenaient naissance.

LOUIS VI, dit LE GROS.

De 1108 à 1137.

Avénement.—1108. (6.) "Louis, qu'on surnomma d'abord **l'Éveillé,** puis **le Gros,** et **le Batailleur,** fut associé à la royauté par Philippe, son père, dès l'an **1100;** c'était un prince actif,

loyal, plein de sens et de bravoure, élevé dans les principes de la chevalerie. Il voulut tirer la royauté de l'état d'abaissement où elle était restée sous les longs règnes de son père et de son aïeul. Son règne est une grande époque dans l'histoire de France ; c'est alors que commencèrent l'affranchissement des communes, l'émancipation des serfs, et que fut diminuée, au profit de la puissance royale, l'autorité des justices particulières.

Limites des États de Louis-le-Gros.—Les États de Louis-le-Gros, presque restreints aux villes de Paris, d'Orléans, d'Étampes, de Melun, de Compiègne et à leurs territoires, étaient bornés au nord par ceux de Robert le Jérosolymitain, comte de Flandre ; au levant par les États de Hugues 1er, comte de Champagne, et de Hugues II, duc de Bourgogne ; au midi, par ceux de Thibaut, comte de Meaux, de Chartres et de Blois, et ceux de Foulque V, comte d'Anjou et de Touraine, enfin au couchant par ceux de Henri 1er, roi d'Angleterre et duc de Normandie.

Guerre contre les vassaux. — Sous la fin du règne de son père, et pendant les premières années du sien, Louis VI eut à guerroyer sans cesse contre ses vassaux. Beaucoup de seigneurs étaient devenus, par leurs brigandages, l'effroi des campagnes et la terreur de leurs voisins. Retirés dans leurs châteaux inaccessibles, vrais repairs de brigands, aucune autorité ne pouvait les atteindre ; le roi seul osa les y attaquer. Bientôt il affermit, et fit respecter son autorité, et réprima leurs brigandages. Les plus redoutables de ces châtelains étaient **Bouchard de Montmorency,** qui ravageait les terres de l'abbaye de Saint-Denis, le **Sire de Montlhéry,** et **Thomas de Marle,** fils d'Enguerrand de Coucy, qui pillaient les marchands et dévastaient sans remords tous les environs.

Guerre avec Henri 1er, roi d'Angleterre.— C'est sous ce règne qu'on voit commencer ces fatales guerres entre l'Angleterre et la France qui durèrent plus de trois siècles. Henri 1er, roi d'Angleterre, avait récemment conquis la Normandie sur son frère, **Robert-Courte-Heuse,** qu'il retenait prisonnier au château de Cardiff, dans le pays de Galles. Louis-le-Gros voulut le forcer à céder cette province au fils de Robert, nommé Guillaume Cliton.

La guerre éclata entre les deux rois, et les premières hostilités commencèrent à l'occasion du château de **Gisors** (Eure), dont Henri s'empara.

Bataille de Brenneville. — 1119. Les deux rois se rencontrèrent dans les plaines de **Brenneville,** en Normandie, et Louis-le-Gros fut battu. **Calixte II,** dans un concile tenu à Reims, reconcilia les deux rois par une paix honorable pour Louis; mais Cliton fut évincé de ses prétentions à l'héritage de son père, et Henri 1er demeura en possession de la Normandie, pour laquelle son fils rendit hommage au roi de France.

Armement de Henri V contre Louis-le-Gros.—Oriflamme. Le roi d'Angleterre ayant perdu dans un naufrage, près de **Harfleur,** ses fils et leurs familles, n'avait plus qu'une fille, **Mathilde,** mariée à l'empereur d'Allemagne, Henri V. Il implora contre Louis VI le secours de son gendre; mais Henri V ayant appris les formidables armements du roi, n'osa pas entrer en France. Ce fut à cette occasion que, pour la première fois, le roi de France alla prendre l'**oriflamme** sur l'autel de Saint-Denis. Ce drapeau, de couleur rouge, était ainsi appelé parce que le bâton était couvert d'or, et le bas de l'étoffe découpé en forme de flammes.

Couronnement de Louis-le-Jeune. — 1131. Louis-le-Gros associa d'abord son fils aîné Philippe à la couronne; mais deux ans après, ce jeune prince périt victime d'un funeste accident, et le roi lui substitua son second fils Louis, surnommé **le Jeune.** Il continua ensuite sans succès la guerre contre Henri 1er, qui mourut en **1135.**

Mariage de Louis-le-Jeune. — Mort de Louis-le-Gros. —1137. Louis VI, avant sa mort, eut la satisfaction d'assurer à son fils, par un brillant mariage, la possession de trois provinces importantes, la Guyenne, le Poitou et la Saintonge. Il lui fit épouser **Éléonore,** fille unique de Guillaume X, duc d'Aquitaine et comte de Poitiers. Pendant que le jeune prince était allé chercher la riche héritière qui lui était destinée, Guillaume et Louis-le-Gros moururent, le premier à Saint-Jacques de Compostelle, où il était en pèlerinage, et le second à Paris, en **1137.**

Affranchissement des communes. — L'événement le plus

important du règne de Louis-le-Gros est, sans contredit, l'**affranchissement des communes.** Les villes appartenaient, comme le reste du sol, à des seigneurs; l'habitant, comme sa maison, tenait au sol et faisait partie de la propriété. Les bourgeois des villes, sentant le besoin de repousser par la force l'intolérable excès de la tyrannie, se concertèrent entre eux, et forts par leur réunion ils demandèrent à leurs seigneurs, et en obtinrent, de grè ou de force, des **Chartes** qui maintinssent leurs droits, et missent leurs propriétés à l'abri du pillage, leur personne, leur famille et leur libérté à l'abri des vexations, offrant de fortes sommes d'argent pour l'exemption des tailles. Lorsqu'une ville avait été affranchie par son seigneur, ou avait par elle-même conquis ou acheté son affranchissement, elle se formait une milice, elle avait un hôtel-de-ville, une cloche ou beffroi, une bannière, des magistrats ou **échevins,** qui tenaient conseil et étaient chargés de l'administration intérieure. Louis-le-Gros, ayant compris tout l'avantage qu'il pouvait tirer des communes, en favorisa l'émancipation de tout son pouvoir, et en donna lui-même l'exemple dans les principales villes du domaine royal.

Grands hommes. — Suger. — Saint Bernard. — Abailard. Trois hommes célèbres ont brillé sous Louis-le-Gros et lui ont survécu : l'abbé Suger, saint Bernard et le philosophe Abailard. **Suger,** né de parents pauvres et privé de tout avantage extérieur, parvint par son seul mérite au gouvernement de la riche abbaye de **Saint-Denis;** il fut l'ami de Louis-le-Gros et le précepteur de son fils. **Saint Bernard,** né à Fontaine, près de Dijon, de l'illustre maison de Châtillon, était l'oracle de son siècle, tant par sa vertu que par sa science. Il fonda l'abbaye de **Clairvaux,** en Champagne, et fut le réformateur de l'ordre célèbre de **Cluny** (Saône-et-Loire). **Abailard,** homme d'un savoir immense, attirait à Paris, par son enseignement, des milliers d'auditeurs, et fonda ainsi la réputation des écoles de cette capitale. Ses amours avec **Héloïse,** ses disputes avec saint Bernard, et ses malheurs, le rendent diversement célèbre. Accusé d'hérésie, sa vie ne fut qu'une longue persécution.

LOUIS VII, dit LE JEUNE.

De **1137 à 1180.**

Avénement.—1137. Louis VII, surnommé **le Jeune,** n'avait guère que dix-huit ans lorsqu'il monta sur le trône. Ce jeune prince annonçait un caractère aussi belliqueux que son père.

Querelle avec Innocent II. — Massacre de Vitry.— 1143. (7.) "L'archevêché de Bourges étant devenu vacant, le roi et le pape **Innocent II** ne purent s'entendre sur le choix du nouveau pasteur. Il s'ensuivit entre eux un différend que Thibaud IV, comte de Champagne, envenima en s'y mêlant. Le roi fut excommunié. Suger prit le parti du roi, saint Bernard celui du pape. Le roi fit la guerre au comte, s'empara du château de **Vitry** et le livra aux flammes. L'incendie gagna l'église où s'étaient réfugiées plus de 1,300 personnes qui périrent dans les flammes. Désespéré de ce désastre, le roi se hâta de conclure la paix, se réconcilia avec le saint-siége et songea dès lors à s'imposer comme expiation un voyage en Terre-Sainte."

Massacre d'Édesse. — 1145. La ville d'Édesse, en Syrie, était tombée, en **1144,** au pouvoir des Musulmans, qui y massacrèrent, dit-on, trente-mille chrétiens et en mirent en servitude vingt mille autres. A la nouvelle de ce massacre, des cris de fureur et de vengeance s'élevèrent de toutes parts.

Seconde croisade.—1147. Cette catastrophe eut un affreux retentissement dans toute l'Europe. Un homme surtout, le plus saint comme le plus éloquent de son siècle, en fut profondement ému, et poussa le premier cri d'appel à la vengeance des peuples. Cet homme était **saint Bernard.** Simple moine, il gouvernait par ses vertus et sa parole puissante, le roi, le clergé et les peuples. Il prêcha la **seconde croisade** à **Vezelay.** Louis VII, excité d'ailleurs par sa piété, ses remords et son désir d'acquérir de la renommée, prit la croix avec sa femme **Éléonore** et une

foule de seigneurs. **Conrad III,** empereur d'Allemagne, s'y décida aussi, cédant aux instances de saint Bernard.

Désastres de la seconde croisade.—Siége de Damas.— (6.) "La deuxième croisade fut désastreuse et n'aboutit qu'à un pèlerinage au tombeau de Jésus-Christ. Trahis par les Grecs de Constantinople, harcelés par les Musulmans, décimés par la famine, les croisés, réduits à un très petit nombre et découragés, assiégèrent en vain **Damas** et ne songèrent plus qu'à retourner dans leur patrie. Conrad partit le premier. Louis VII, qui s'était montré chef inhabile, mais qui s'était battu en héros, s'embarqua l'année suivante. Pris en mer par des corsaires grecs et délivré par les Normands de Sicile, il rentra en France en **1149.** Il avait, en partant, laissé le gouvernement à l'abbé **Suger,** sage ministre qui fit bénir son administration et mérita le glorieux titre de **père de la patrie,** que le roi et le peuple lui donnèrent."

Répudiation d'Éléonore. — 1152. L'union qui jusqu'alors avait régné entre Louis VII et Éléonore parut s'altérer. On accusa la reine d'une légèreté de conduite qui donna à Louis de graves sujets de plaintes. De son côté, Éléonore parut haïr et mépriser un prince faible, malheureux, plus fait, disait-elle, pour le cloître que pour le trône. Sous prétexte de parenté entre lui et sa femme, le roi fit déclarer nul son mariage avec Éléonore, en **1152.** Elle reprit sa dot, c'est-à-dire l'Aquitaine et le Poitou, et porta, deux mois après, ce riche héritage dans la maison d'Anjou, en épousant **Henri Plantagenet,** duc de Normandie, comte d'Anjou, de Maine et de Touraine, qui devint l'année suivante roi d'Angleterre sous le nom de **Henri II.**

Thomas Becket et Henri II.—Il s'éleva alors entre le roi d'Angleterre, **Henri II,** et **Thomas Becket,** archevêque de Cantorbéry, une lutte fameuse qui eut un grand retentissement dans toute l'Europe. (3.) "Ce prélat, fils d'un bourgeois de Londres, d'abord courtisan, puis chancelier du roi d'Angleterre et désigné par lui pour occuper comme sa créature le premier siége épiscopal de son royaume, s'y vit à peine assis qu'il oublia les délices des cours pour les austères devoirs qu'il regardait comme inséparables de sa situation nouvelle. Il prit en main la défense de l'autorité spirituelle contre la temporelle; et tandis que le pape

Alexandre III luttait avec peine contre l'antipape Victor et le puissant Frédéric Barberousse, empereur d'Allemagne, Becket se constitua dans l'Orient le plus intrépide champion de l'Église, dont Henri II, par l'édit de Clarendon, violait les priviléges, en supprimant les tribunaux ecclésiastiques et le **bénéfice de clergé.** Becket, poursuivi par le ressentiment de Henri II, se réfugie en France, où Louis VII l'accueille avec grande faveur, et la guerre continue de la manière la plus désastreuse pour les peuples entre les deux rois. Après plusieurs années de lutte on vit enfin la réconciliation du roi et du prélat, et Thomas partit aussitôt pour l'Angleterre, où son retour fut un véritable triomphe."

Meurtre de Thomas Becket.—1170. En apprenant ces nouvelles Henri s'écrie dans un transport de fureur : "Aucun des lâches que je nourris ne me délivrera-t-il de ce prêtre ?" Ces paroles sont entendues ; aussitôt quatre gentilshommes de sa suite partent en toute hâte, et le 2 décembre **1170,** ils assomment **Thomas Becket** au pied de l'autel de **Cantorbéry.** Henri témoigna un vif repentir de cet attentat, et pour apaiser la clameur publique, on le vit aller en pèlerinage au tombeau du martyr, et s'y soumettre à une pénitence humiliante. Dès lors Henri II ne connut plus d'heureux jours ; il vit ses propres fils, à l'instigation d'Éléonore leur mère, se révolter contre lui, et Louis VII, son rival, eut la faiblesse de les soutenir contre leur père ; mais ils sont vaincus, et les deux rois se réconcilient.

Couronnement de Philippe-Auguste.— Mort de Louis VII. —1180. Louis VII n'avait qu'un fils, **Philippe-Auguste,** que lui avait donné sa troisième femme **Alix de Champagne,** fille de Thibaut-le-Grand. Lorsque ce jeune prince eut atteint sa quatorzième année, le roi le fit couronner, en **1179,** pour lui assurer sa succession. Il accomplit ensuite un pèlerinage à la tombe de saint Thomas Becket, et mourut peu de temps après, en **1180,** laissant la réputation d'un roi dévot, plein de respect pour les ordres sacrés et de douceur pour ses sujets, mais dépourvu de toute grandeur et de toute habileté politique.

Faits contemporains.—1138. Lutte des Guelfes et des Gibelins. —Républiques italiennes.

PHILIPPE II, dit AUGUSTE.

De **1180** à **1223.**

Avénement.—1180. Philippe II, né le 22 août **1165,** reçut, dit-on, le nom d'**Auguste** à cause du mois de sa naissance. Il monta sur le trône en **1180.** De grands événements marquèrent le cours de son règne; ce furent la troisième et la quatrième croisade; l'accroissement subit du pouvoir monarchique, enfin la déstruction des Albigeois.

Persécution contre les Juifs.—Le premier acte de son autorité fut une effrayante **persécution** contre les **Juifs,** qu'il fit dépouiller et chasser de son royaume, et se trouva ainsi maître d'un trésor considérable. Les blasphémateurs trouvent en lui un juge impitoyable; il les condamne soit à la mort, soit à des amendes proportionnées au délit.

Mariage de Philippe II.—Mort de Henri II.—Philippe épousa **Isabelle de Hainaut,** fille du comte de Flandre, et obtint par ce mariage la ville d'Amiens et la barrière de la Somme, si importante à la défense de ses États.

Cependant la vieillesse de Henri II, roi d'Angleterre, était affligée des coups les plus accablants; ses fils ne cessaient d'être en révolte contre son pouvoir. Il est obligé de signer un traité humiliant avec son fils Richard et Philippe-Auguste; il apprend la révolte de Jean, son fils bien-aimé, et meurt de chagrin à Chinon. **Richard** lui succéda sur le trône d'Angleterre, et mérita par sa bouillante et farouche valeur le surnom de **Cœur de Lion.**

Bataille de Tibériade.—Guy de Lusignan régnait alors à Jérusalem. **Saladin,** surnommé **le Grand,** Sultan d'Égypte avait fait subir de nombreux revers aux chrétiens de la Palestine. Ceux-ci ayant voulu défendre contre Saladin la citadelle de cette ville, furent vaincus à la bataille de **Tibériade** par les Musulmans; *Guy de Lusignan* fut fait prisonnier ainsi que presque toute la

noblesse de l'Orient, et le bois de la vraie croix tomba aux mains des mécréants. La perte de toute la Terre-Sainte suivit de près cette funeste bataille. Cette nouvelle apportée dans l'Occident, y répandit la désolation et l'épouvante, le pape Urbain III en mourut de douleur.

Troisième croisade.—1188. Sur ces entrefaites, Guillaume, archevêque de Tyr, vint en Europe, et y prêcha la troisième croisade. Une formidable expédition se prépare, les trois plus grands souverains de l'Europe, **Frédéric Barberousse,** empereur d'Allemagne, **Richard,** roi d'Angleterre, et **Philippe,** roi de France, prennent la croix, et chacun conduit en Palestine une armée nombreuse. Les effets répondent mal à de si grands efforts ; Frédéric, avant d'arriver, se noie en traversant le fleuve Salef ou Cydnus ; Philippe et Richard se brouillent au siége de Saint-Jean d'Acre, où les chrétiens d'Orient et d'Occident s'étaient réunis avec des armées formidables.

Siége d'Acre.—Départ de Philippe.—1191.—Captivité du roi Richard.—1192. Un auteur estime à 600,000 le nombre de ceux des chrétiens qui vinrent successivement combattre devant **Saint-Jean d'Acre.** Cent vingt mille hommes, la fleur des chevaliers et des soldats de l'Europe, y périrent. Le siége de cette ville se prolongea encore un an, après l'arrivée des deux rois, puis elle capitula enfin en **1191.** Philippe-Auguste, mécontent du rôle qu'il jouait à côté de son brillant rival, revint en France, laissant son armée sous les ordres de Richard, qui poursuivit encore quelque temps en Palestine sa carrière héroïque. Celui-ci, contraint, par les murmures des croisés, de quitter la Terre-Sainte, conclut avec Saladin un traité qui assurait aux chrétiens un passage libre et sûr pour aller en pèlerinage à Jérusalem, et s'embarqua à Saint-Jean d'Acre pour revenir en Europe. Il aborde en Autriche, sur les terres du duc Léopold, son ennemi mortel, qui le livre à l'empereur Henri VI, dont Richard avait excité la haine : Henri le fait enfermer au château de Dierstein, et en donne avis au roi de France. Cependant Henri, ayant reçu une forte somme pour la rançon de son prisonnier, lui rendit la liberté après treize mois de captivité. Depuis le retour de Richard, la guerre ne cessa point

entre les deux monarques, mais elle fut peu active, à cause de l'épuisement d'hommes et d'argent. Le pape Innocent III, un des plus grands hommes du moyen-âge, somma les deux rois de se réconcilier, et ils signèrent une trève de cinq ans.

Mort de Richard.—1199. Quelques années après, Richard, ayant appris qu'un trésor avait été trouvé dans le château de **Chalus-Chabrol,** le réclama du vicomte de Limoges d'après la loi féodale, et sur son refus, il vint assiéger le château. Il y fut mortellement blessé d'une flèche et mourut le 6 avril **1199.**

Mariages de Philippe-Auguste.—(6.) "Philippe-Auguste avait épousé **Isabelle de Hainaut,** qui descendait de Charlemagne par Judith, fille de Charles-le-Chauve. Par suite de ce mariage, le domaine royal s'agrandit de l'Artois. Devenu veuf, Philippe épousa en **1194, Ingelburge** de Danemark et la répudia aussitôt; deux ans après il prenait pour femme **Agnès de Méranie.** Innocent III s'éleva contre ce scandale, Philippe résista, le pape le menaça des foudres de l'Église et finit par mettre le royaume en interdit. Un an après, en **1201,** Philippe, vaincu par le désespoir de son peuple, se soumit, reprit Ingelburge, et renvoya Agnès qui en mourut de douleur. La fermeté des papes sut, à travers les siècles, maintenir contre les passions des rois la sainteté et l'indissolubilité du mariage."

Quatrième croisade.—Prise de Constantinople.—Empire latin.—1202-1204.—(6.) "Les progrès le la puissance musulmane alarmaient Innocent III; il tâcha de réveiller l'enthousiasme des peuples pour la guerre sainte, et fit prêcher une **quatrième croisade** par **Foulques,** curé de Neuilly-sur-Marne. **Baudouin,** comte de Flandre, **Boniface,** marquis de Montferrat, et le vieux doge de Venise, **Dandolo,** en furent les principaux chefs. Les croisés, se détournant de leur but, assiégèrent et prirent **Constantinople,** détruisirent l'empire grec, depuis longtemps tombé dans un profond avilissement, s'en partagèrent les dépouilles, et sur ces ruines fondèrent en **1204** un **empire latin** dont Baudouin fut le premier chef, et qui ne dura que 58 ans." Telle fut la fin de la quatrième croisade.

***Arthur* de Bretagne et Jean-sans-Terre.—Mort d'Arthur.**

A la mort du roi Richard, le trône d'Angleterre appartenait de droit à **Arthur** de Bretagne, son neveu ; mais **Jean-sans-Terre,** dernier fils de Henri II, prince lâche, fourbe et cruel, profita de la faiblesse de son jeune neveu, Arthur, pour lui enlever la couronne. Mais bientôt celui-ci, appuyé par Philippe-Auguste, prit les armes contre son oncle Jean, qui, l'ayant surpris à **Mirebeau** près de Poitiers, l'emmena d'abord dans la tour d eFalaise, puis dans celle de **Rouen,** où il l'égorgea de ses propres mains en **1203.**

Procès et condamnation de Jean-sans-Terre.—Conquête définitive de la Normandie.—Ce meurtre excita une indignation universelle. Philippe, comme suzerain de Jean, le cita devant la cour des pairs de France pour répondre sur le meurtre de son neveu Arthur. Jean ne comparut pas ; la cour des pairs le condamna à mort comme contumax, et confisqua toutes les terres qu'il tenait comme fiefs de la couronne de France. Philippe s'empara aussitôt de la **Normandie**, du Poitou, de la Touraine et de l'Anjou ; de sorte que de cette formidable puissance anglaise élevée en France par l'union de la Normandie et de l'Angleterre, par le mariage de Mathilde avec le comte d'Anjou et celui d'Éléonore avec Henri II, il ne resta à Jean que la Guyenne.

Bataille de Bouvines.— 1214. Jean-sans-Terre, incapable de s'opposer à cette spoliation, fit alliance avec son neveu l'empereur **Othon IV,** ennemi personnel de Philippe. (6.) "Le comte de Flandre, **Fernand,** qui avait eu des démêlés avec le roi de France, se ligua avec eux contre lui. Philippe ne pouvait pas compter sur l'appui des vassaux de Normandie, de l'Anjou et du Poitou, nouvellement soumis ; mais son génie sut tourner à sa gloire le formidable danger qui menaçait de ruiner sa puissance. Il envoya son fils Louis, qu'il avait eu d'Isabelle de Hainaut, combattre dans le Midi contre le roi anglais, et se réserva de marcher en personne contre ses ennemis dans le Nord. A la tête de 50,000 hommes il rencontra en Flandre, près du village de **Bouvines,** en **1214,** l'armée des alliés, triple de la sienne. Après une lutte acharnée, où il déploya le plus grand courage, il remporta une victoire qui sauva la monarchie, dont les alliés avaient déjà

fait le partage entre eux. La victoire de Bouvines fut la première de nos grandes victoires nationales. Dans le même temps, Louis, fils de Philippe-Auguste, faisait fuir devant lui Jean-sans-Terre."

Grande charte d'Angleterre.—1215. "La victoire de Bouvines assura au vainqueur la tranquille possession des domaines qu'il avait pris au roi Jean; le comte de Flandre vint habiter la tour du Louvre, à Paris, mais ses États restèrent à sa femme; Jean retourna en Angleterre, où les évêques et les barons, à qui il s'était rendu odieux, le forcèrent de signer, en **1215,** la **grande charte,** garantie de leurs droits, que les Anglais regardent comme l'origine de leurs droits politiques."

Louis de France en Angleterre.—Les barons anglais, soulevés contre Jean, vinrent offrir la couronne d'Angleterre au fils de Philippe, **Louis,** depuis Louis VIII, époux de **Blanche de Castille.** Ce prince entra sans obstacle dans Londres en **1216;** mais le roi Jean étant mort cette même année, les barons anglais proclamèrent son jeune fils Henri, enfant de 10 ans, qui fut Henri III. Louis, abandonné, retourna en France après avoir contribué à établir sur des bases solides les libertés de l'Angleterre.

Guerre contre les Albigeois.—1208-1229. L'événement qui agita le plus profondement l'Europe pendant le règne de Philippe-Auguste, est la guerre des **Albigeois.** (6.) "Dès le milieu du XIIe siècle, des sectaires s'étaient répandus des environs d'**Albi** dans le midi de la France et avaient séduit les populations, s'annonçant comme des réformateurs, mais n'étant au fond que les ennemis du christianisme dont ils attaquaient tous les dogmes, et de l'Église dont ils rejetaient tous les sacrements. Vainement les papes condamnèrent-ils leurs erreurs dans les conciles, vainement ils leur envoyèrent, pour les instruire et les convertir, des missionnaires, entre autres **saint Dominique,** prêtre espagnol, fondateur de l'inquisition. Le nombre et l'audace des Albigeois croissaient par la protection que leur accordait **Raymond VI,** comte de Toulouse; et là où ils étaient les plus forts, ils brûlaient les églises et tous les objets du culte. Un légat du pape Innocent III fut assassiné en **1208.** Ce fut alors que ce *pontife fit* prêcher une croisade contre eux. Une foule de sei-

gneurs y prirent part. Les croisés et surtout le féroce **Simon de Montfort,** leur chef, déshonorèrent par d'odieuses cruautés la cause qu'ils servaient. La voix de saint Dominique fut impuissante contre les crimes des croisés, et la croisade devint une guerre politique contre le comte de Toulouse, dans laquelle les deux partis rivalisèrent d'acharnement." La bataille de **Muret,** livrée en **1213,** termina cette guerre; le roi d'Aragon, don Pèdre, y périt; les Albigeois furent vaincus, et cette défaite porta à leur cause un coup mortel. Une trève, en **1214,** mit fin à tant de calamités.

Travaux de Philippe-Auguste.—(7.) "La France et surtout Paris, durent à Philippe-Auguste des travaux et des établissements remarquables. Il fit construire pour les marchands à Paris une halle fermée de murs et de portes; il fit entourer de murs le cimetière des Innocents; ensuite il fit paver les principales rues de la ville, auparavant encombrées d'une fange immonde et fétide; ce fut là une de ses plus utiles entreprises. Il continua l'église de **Notre-Dame,** fonda trois hôpitaux, deux colléges, fit construire des aqueducs, et entoura **Paris** d'une nouvelle et vaste enceinte de murailles. Il fit régner l'élégance à la cour. Il organisa l'**Université,** lui donna de grandes franchises et ajouta aux objets de son enseignement la médecine, le droit canon et le droit romain.

Mort de Philippe-Auguste. — 1223. Philippe mourut à Mantes, en **1223,** après un règne de quarante-trois ans. Il mérita par ses conquêtes et par ses institutions l'estime de ses contemporains, et le vainqueur de Bouvines est, malgré les fautes qu'on peut lui reprocher, un des rois dont la France s'honore, et à qui elle doit le plus. On le considère comme le fondateur du vrai pouvoir monarchique en France.

Faits contemporains.—1206. Gengiskhan fait la conquête d'une grande partie de l'Asie.—**1212.** Grande victoire remportée sur les Maures par Alphonse IX, roi de Castille, Pierre, roi d'Aragon, et Sanche, roi de Navarre.

LOUIS VIII, dit LE LION.

De **1223** à **1226.**

Avénement.—1223. Louis VIII, fils de Philippe-Auguste, fut sacré à Reims, le 6 août **1223**, avec sa femme **Blanche** de Castille. Ce prince ne régna que trois ans. La trève avec l'Angleterre ayant expiré en **1224**, Louis, dans une courte et brillante expédition, prit aux Anglais le Poitou, la Rochelle, et toutes les villes importantes au nord de la Garonne.

Seconde croisade contre les Albigeois. — En **1226**, il commanda, de concert avec Simon de Montfort, la seconde croisade contre les Albigeois, et prit Avignon. Tout le midi de la France, excepté la Guyenne et Toulouse, reconnaissait l'autorité royale, et il marchait contre cette place, lorsqu'une épidémie meurtrière décima son armée.

Mort de Louis VIII.—1226. Le roi fut atteint de cette épidémie à **Montpensier**, en Auvergne, où il mourut le 8 novembre **1226**, après avoir recommandé son fils aîné, Louis, aux évêques et aux seigneurs qui entouraient son lit de mort. L'autorité royale était alors reconnue de la mer de la Rochelle jusqu'au Rhône, et du détroit de Calais jusqu'à la Méditerranée.

LOUIS IX, ou SAINT LOUIS.

De **1226** à **1270.**

Avénement.—Louis VIII en mourant laissait cinq enfants de Blanche de Castille : **Louis**, l'aîné; **Robert d'Artois**, **Alphonse de Poitiers**, **Charles d'Anjou**, et une fille, nommée **Élizabeth.**

Louis IX, justement révéré sous le nom de **saint Louis**,

n'avait que onze ans à la mort de son père, et la régence du royaume fut disputée à la reine Blanche, sa mère, par son oncle Philippe **Hurepel.**

Régence de la reine Blanche. — Blanche était Espagnole; elle était belle, imposante, faite pour commander; elle avait l'âme grande, fière et chrétienne; elle fit soigneusement élever ses enfants dans la crainte de Dieu, et Louis n'oublia jamais les leçons de sa mère. "Mon fils," disait-elle au jeune prince, "vous savez combien vous m'êtes cher, et cependant j'aimerais mieux vous voir mort que coupable d'un péché mortel."

Cette pieuse reine eut aussi des talents politiques. (6.) "Thibaud, comte de Champagne, Pierre Mauclerc, duc de Bretagne, et d'autres grands vassaux, voulurent profiter de la minorité du roi pour abaisser la royauté que Philippe-Auguste avait rendue si puissante; mais la **reine Blanche** sut défendre l'autorité royale qu'elle exerçait avec habileté sous le nom de son fils; elle triompha de ses ennemis par sa fermeté et son adresse. Le comte de Champagne se détacha le premier de la ligue; et le plus obstiné des rebelles, Pierre Mauclerc, finit par se reconnaître vassal du roi de France et lui demander à genoux pardon de sa félonie."

Fin de la guerre des Albigeois.—Raymond, comte de Toulouse, essayait encore de se soustraire à l'autorité de ses vainqueurs; mais, effrayé des ravages d'une nouvelle armée de croisés, il finit par se soumettre complètement au roi de France et au pape; il céda à la couronne une partie de ses États, et promit le reste avec la main de sa fille à Alphonse de Poitiers, frère du roi. Il fut stipulé qu'à défaut d'héritier issu de ce mariage, le **comté de Toulouse** reviendrait à la couronne; ce qui arriva en **1272** sous Philippe III, fils de Louis IX.

Mariage du roi. — 1234. Lorsque **Louis IX** eut atteint sa dix-neuvième année, sa mère lui fit épouser **Marguerite,** fille aînée du comte de Provence, Raymond Bérenger; elle n'avait que douze ans. Peu d'années après, Éléonore de Provence, sœur de cette princesse, épousa le roi d'Angleterre, Henri III, qui devint ainsi le beau-frère de saint Louis. Le roi, ayant atteint sa vingt et unième année, fut déclaré majeur en **1236,** et prit en main les

rênes de l'État; mais l'habile régente conserva une grande influence dans les affaires, et celui qu'elle avait formé par ses leçons et qui fut si grand comme homme, comme chrétien, comme roi, se montra toujours le fils le plus tendre et le plus soumis.

Batailles de Taillebourg et de Saintes.—1242. Le jeune monarque, brave autant que religieux, eut bientôt l'occasion de déployer les qualités qui le distinguaient comme chevalier et comme roi. Le comte de la Marche s'étant révolté fut soutenu par Henri III, roi d'Angleterre, qui passa la mer avec une armée, et vint réclamer les provinces enlevées à Jean-sans-Terre. Louis s'avance en personne vers le Poitou, s'emparant sur sa route des châteaux des rebelles. Arrivé en Saintonge, il rencontre les Anglais qui lui disputent à **Taillebourg** le passage de la Charente. Le roi s'élance lui-même sur le pont, suivi de ses plus braves chevaliers, et les Anglais sont culbutés. Le lendemain une seconde bataille s'engage sous les murs de **Saintes,** et l'armée du roi de France obtint une victoire complète. Henri III, saisi d'une panique, s'enfuit en Guyenne avec toute son armée, et Louis IX vit venir à lui le comte de la Marche avec sa femme et ses enfants, implorant son pardon. Le roi lui pardonna, et conclut une trêve de cinq ans avec Henri III qui s'en retourna en Angleterre.

Cinquième croisade.—Premier départ de saint Louis.—1245.—(12.) "Jamais la **croisade** n'avait été plus nécessaire et plus légitime; agressive jusque là, elle allait devenir défensive. On attendait dans tout l'Orient un grand et terrible événement; c'était comme le bruit des grandes eaux avant le déluge, comme le craquement des digues, comme le premier murmure des cataractes du ciel. Les **Mongols** s'étaient ébranlés du Nord, et peu à peu descendaient par toute l'Asie. Ces pasteurs entraînant les nations, chassant devant eux l'humanité avec leurs troupeaux, semblaient décidés à effacer de la terre toute ville, toute construction, toute trace de culture, à refaire du globe un désert, une libre prairie, où l'on pût désormais errer sans obstacle. Ils délibérèrent s'ils ne traiteraient pas ainsi toute la Chine septentrionale, s'ils ne rendraient pas cet empire, par l'incendie de cent villes et l'égorgement

de plusieurs millions d'hommes, à cette beauté primitive des solitudes du monde naissant. Où ils ne pouvaient détruire les villes sans grand travail, ils se dédommageaient du moins par le massacre des habitants; témoins ces pyramides de têtes de morts qu'ils firent élever dans la plaine de Bagdad." Saint Louis, profondément affligé des maux que souffraient les chrétiens de la Palestine, regardait comme une lâcheté de les abandonner. Il fit, dans une grave maladie, le vœu de prendre la croix s'il recouvrait la santé, et s'étant rétabli, il ne songea plus qu'à accomplir son vœu. La reine mère et les grands voyaient avec peine les préparatifs de cette guerre, et plusieurs fois, sous prétexte de sa mauvaise santé, on essaya d'en détourner le roi; mais il fut inébranlable. Après avoir réglé les affaires de ses États et laissé la régence à sa mère, **Louis IX** alla prendre à Saint-Denis le bourdon de pèlerin et l'oriflamme, puis s'achemina vers **Aigues-Mortes** (en Provence), où il s'embarqua, le 25 août **1248,** emmenant avec lui sa femme Marguerite, ses deux frères **Robert** et **Charles,** et sa brillante chevalerie.

Prise de Damiette.—1249. Saint Louis, après avoir passé l'hiver dans l'île de Chypre, résolut d'attaquer l'Égypte, croyant avec raison que c'était sur les bords du Nil qu'il fallait reconquérir la Terre-Sainte. Il partit de Chypre au mois de mai; arrivé en vue de Damiette, il s'élance le premier à la mer, à la tête de ses chevaliers; la cavalerie des Mameluks qui couvrait la plage est culbutée, et **Damiette** avec ses immenses ressources tombe au pouvoir des croisés. Il fallait alors marcher sur le Caire, et soumettre l'Égypte par une invasion rapide; mais les crues du Nil alarmèrent le roi, et il resta cinq mois à Damiette, attendant les renforts qu'amenait Alphonse de Poitiers, son frère. Ces incroyables lenteurs donnèrent aux Sarrazins tout le temps de se remettre de leur effroi, et de prendre des mesures défensives Les chefs sarrazins ordonnèrent la retraite de l'armée à Mansourah, ou la Massoure, ville située sur le Nil près de la pointe du Delta

Bataille de la Massoure, ou Mansourah.—1250. Le roi sortit enfin de Damiette et vint établir son camp en face de **Mansourah,** qu'il trouva occupé par les troupes des Sarrazins. Ceux-

ci l'environnent dans une plaine brûlante, et lancent sur son camp du bitume enflammé, connu sous le nom de feu **grégois.** Louis, dans cette situation désespérée, ordonne la bataille. Le comte d'Artois, son frère, se précipite imprudemment vers Mansourah, et surprend la ville, où il est enveloppé et massacré avec tous les chevaliers qui l'ont suivi. Le roi, qui n'a pu les dégager, se rejette sur le camp des Sarrazins dont il s'empare, et où il s'enferme. Mais ce camp funeste où les chrétiens s'étaient retranchés devint bientôt le but de nouvelles attaques. Ils firent, pour le défendre, des prodiges de valeur chevaleresque. Mais voyant que tant d'efforts n'aboutissaient à rien, et que le camp pouvait être affamé par les Turcs, le roi ordonna la retraite sur Damiette, où il avait laissé la reine Marguerite avec une forte garnison.

(7.) "Triste armée que celle qui survivait à tant de braves combattants, qui se voyait entourée de cadavres en putréfaction, encombrée de blessés, en proie aux ardeurs d'un climat meurtrier, obligée de rechercher pour tout aliment les barbots du Nil, tout repus de la chair des morts! Des maladies affreuses furent la conséquence de cette misère; les soldats voyaient leur chair se dessécher, les gencives pourrissaient autour de leurs dents, et la plupart mouraient dans ces souffrances."

Captivité du roi.—1250. Le roi avait espéré dérober sa retraite aux ennemis; mais les galères turques lui ferment le passage, il se voit sans ressources, et tombe prisonnier avec tous ses nobles compagnons aux mains des Musulmans, après avoir vu massacrer tous les pauvres malades qui étaient restés en arrière. (6.) Jamais saint Louis ne parut plus grand que dans son infortune. "Fais-moi chevalier," lui dit un jour le chef des Mameluks, "ou tu es mort." "Fais-toi chrétien," lui répondit saint Louis. Il s'attira par sa fermeté la vénération des Musulmans, qui disaient de lui: "C'est le plus fier chrétien qu'on ait jamais vu en Orient." Il négocia avec le Sultan d'Égypte, convint de payer 400,000 livres pour la rançon de ses barons, et de rendre pour la sienne la ville de Damiette. "Un roi de France," disait-il, "ne se rachète pas à prix d'argent."

La reine Marguerite était demeurée à Damiette pendant tout

ce temps; elle y mit au monde un fils qui fut nommé **Tristan,** par allusion à ces tristes circonstances. Sur le point d'accoucher, elle se jeta aux genoux du vieux chevalier qui veillait près d'elle, et le conjura de lui couper la tête en cas que la ville fut prise. "J'y avais pensé, madame," répondit celui-ci.

Saint Louis en Terre-Sainte.—Saint Louis, ayant recouvré sa liberté, laissa retourner en France ses deux frères. Charles et Alphonse, mais il ne voulut point abandonner l'Orient avant d'avoir assuré l'existence des colonies chrétiennes; il s'embarqua pour la Palestine, terre désolée par une guerre incessante, et dont les champs déserts ne présentaient plus de moissons. Il fut reçu à Saint-Jean d'Acre avec de grandes marques de respect et d'amour. Malgré les lettres pressantes qu'il recevait de sa mère, malgré la nouvelle épidémie qui décimait son armée, malgré l'abandon même de la plupart de ses chevaliers qui regagnaient tour à tour leur patrie, il demeura encore quatre ans en Terre-Sainte, et força les Sarrazins à rendre la liberté à plus de 12,000 captifs.

Pastoureaux.—1251. Le peuple de France aimait Louis, et les récits des croisés qui, à leur retour de la Palestine, exaltaient son courage, ses malheurs et ses vertus, le lui rendaient encore plus cher. Il se forma, pour aller le délivrer et conquérir la Terre-Sainte, une croisade d'un genre nouveau qu'on nomma celle des **pastoureaux,** parce que la plupart d'entre eux étaient des bergers ou des gens de campagne conduits par un prédicatour hongrois qui disait avoir reçu de la vierge Marie l'ordre de marcher à leur tête à la délivrance du roi. Il se mêla à ces enthousiastes une foule de vagabonds et de malfaiteurs qui les perdirent en les excitant au désordre. Ils se portèrent à toutes sortes d'excès; la reine Blanche, favorable d'abord à cette association, crut devoir les punir; ils furent vaincus, dispersés, et périrent pour la plupart.

Mort de la reine Blanche.—1253.—(7.) "Cette grande reine mourut en **1253,** à l'âge de soixante-cinq ans. Cette nouvelle, que le roi reçut à Sidon, lui causa une grande douleur, et le décida à retourner dans son royaume. Il partit avec tous les siens et débarqua à Hyères (10 juillet 1254) après une navigation

où il avait failli périr: le vaisseau avait touché un banc de sable, et tout l'équipage s'était cru perdu. Échappé à tant de dangers, il revit avec joie sa terre de France et sa bonne ville de Paris; pourtant on remarqua longtemps sur son visage l'empreinte d'une tristesse profonde."

Paix avec l'Angleterre. — 1259. (6.) "Saint Louis voulait la grandeur de la France, mais sa conscience répugnait à toute idée d'usurpation. Il avait des scrupules au sujet de la possession de quelques-unes des provinces dont s'était emparé son aïeul Philippe-Auguste, et dont **Henri III** demandait toujours la restitution. Il conclut en **1259** un traité par lequel il rendit au roi d'Angleterre, sous la condition de l'**hommage-lige,** le Limousin, le Périgord, l'Agenois, le Quercy, une partie de la Saintonge, et garda pleinement en souveraineté le Poitou, la Touraine, le Maine, l'Anjou et la Normandie. Quelques années plus tard, ce même Henri III prenait saint Louis pour arbitre entre lui et ses barons révoltés."

C'est vers ce temps que mourut, à l'âge de seize ans, le jeune Louis, fils aîné du roi, qui donnait les plus belles espérances.

Législation et administration de saint Louis.—"Saint Louis s'appliqua à faire émaner de lui la justice en dernier ressort; il fut le grand **justicier** de son royaume; sa cour de justice le suivait partout et prit le nom de **parlement;** il résolut de mettre le droit à la place de la force; il abolit les guerres privées et les duels judiciaires, déjà proscrits par le pape Grégoire VII. **"Bataille n'est pas voie de droit,"** disait-il. Il a laissé un précieux monument de sa sagesse dans le code connu sous le nom d'**Établissements de saint Louis;** il a fait rédiger par le célèbre prévôt des marchands, **Étienne Boileau,** des règlements pour les corporations d'artisans et de marchands. Il ne dédaignait pas de rendre la justice lui-même, et on le vit souvent sous un **chêne de Vincennes** se laisser aborder par ses sujets et se faire le juge de leurs différends.

Organisation du parlement. — A cette époque, les barons étaient pour la plupart si ignorants, que saint Louis jugea nécessaire de leur adjoindre dans les cours de justice comme suppléants

ou conseillers, des bourgeois qui avaient étudié les lois. Ces **légistes,** vêtus de longues robes noires, étaient assis sur un banc au-dessous des barons. Ceux-ci, qu'ennuyait la lenteur des formes judiciaires, venaient rarement aux assemblées. Des hommes de robe prirent peu à peu leur place et devinrent juges de professions. Telle fut l'origine de la **magistrature.**

Pragmatique-sanction. — Saint Louis signala aussi l'indépendance et la fermeté de son esprit judicieux en publiant la célèbre ordonnance connue sous le nom de **Pragmatique-sanction,** qui devint la base des libertés de l'Église gallicane. Cette ordonnance fameuse déclare, dans un de ses articles, que la cour de Rome ne pourra faire de levées d'argent en France qu'avec le consentement exprès du roi et des églises de France.

Monnaies du roi. — La dernière réforme de saint Louis fut celle des **monnaies.** Quatre-vingts seigneurs, tous indépendants l'un de l'autre, avaient droit de battre monnaie, et en altéraient la valeur au préjudice du pauvre. Louis fixa la valeur des monnaies de chacun d'eux, et fit partout donner cours à la sienne, pour forcer les seigneurs à ne point altérer les leurs.

Arbitrage du roi.—Telle était la réputation de sagesse et de justice de saint Louis, que plusieurs fois les souverains le choisirent pour arbitre dans leurs différends. C'est ainsi qu'en **1264** il eut à prononcer entre les barons d'Angleterre et Henri III, leur monarque. Il décida en faveur du roi.

Fondations célèbres.—Quinze-Vingts.—Sainte-Chapelle.—Sorbonne. Tant de soins donnés à la prospérité du royaume, n'empêchaient pas saint Louis de s'occuper de fondations utiles. Il créa l'hospice des **Quinze-Vingts,** destiné à recevoir trois cents gentilshommes revenus aveugles de la Terre-Sainte. Il fit construire la **Sainte-Chapelle,** qu'on admire encore à Paris, près du palais de justice, à cette époque le palais des rois, et où il déposa la sainte couronne d'épines et diverses reliques qu'il avait reçues de l'empereur de Constantinople. Sous son règne enfin Robert de Sorbon, confesseur du roi, fonda en **1252** l'établissement qui devint la célèbre faculté de Théologie, connue sous le nom de **Sorbonne.**

Lettres et Sciences.—"Le règne de saint Louis fut pour les lettres, pour les sciences, pour la langue française une époque de progrès, et la protection éclairée du roi y contribua beaucoup. Comblée de ses bienfaits l'Université de Paris attira tous les savants de l'Europe: **Albert-le-Grand, saint Thomas-d'Aquin,** surnommé **l'Ange de l'École, Roger Bacon,** vinrent y étudier. C'est à cette époque que florissait **Thibaud,** comte de Champagne, qui nous a laissé des poésies, et l'historien **Joinville,** l'ami et le confident de saint Louis.

Trouvères et Troubadours.—"Les poètes qui composaient alors en langue vulgaire des chansons, des fabliaux, des romans de chevalerie, s'appelaient **trouvères** dans le Nord, et **troubadours** dans le Midi. Les trouvères écrivaient dans la **langue d'oïl,** ou le vieux français; les troubadours dans la **langue d'oc,** ou le provençal. Le troubadour de profession allait de château en château chanter ses vers; celui qui l'accompagnait d'un instrument se nommait **jongleur.**"

Charles d'Anjou à Naples.—1266. Charles d'Anjou, frère de saint Louis, prince ambitieux et cruel, héritier, par son mariage avec **Béatrix** de Provence, du puissant comté de ce nom, donnait au roi de vives inquiétudes; et dans l'intention de l'éloigner, Louis favorisa ses projets sur Naples et la Sicile, où régnait alors Manfred, bâtard de Frédéric II. Charles d'Anjou quitta la France avec une armée provençale; et en **1266,** la bataille de **Grandella,** où périt Manfred, affermit la couronne des Deux-Siciles sur sa tête.

Chute de l'empire latin.—1261.—Massacre des chrétiens en Palestine.—1268. Tandis que la maison de France acquerrait une nouvelle couronne, l'empire d'Orient lui échappait. Les Grecs avaient repris Constantinople le 25 juillet 1261. Profitant des divisions des chrétiens de Syrie, le Sultan d'Égypte avait fait de rapides conquêtes en Palestine; presque toutes les villes de la Terre-Sainte étaient tombées en son pouvoir, et le sang des martyrs avait partout inondé le sol. Antioche elle-même, cette antique et populeuse cité, était changée en un désert, dix-sept mille chrétiens y avaient été massacrés, et cent mille vendus *en esclavage.*

Sixième et dernière croisade.—1270. Au bruit de cet effroyable désastre, saint Louis fit vœu de se croiser une seconde fois. Plein de son généreux projet, il convoque ses barons, les exhorte à la sainte expédition et prend la croix en leur présence, avec trois de ses fils; ses deux frères et grand nombre de chevaliers suivent son exemple. Après avoir fait ses préparatifs, il visita en pèlerinage les principales églises de son royaume, s'embarqua une seconde fois à **Aigues-Mortes,** le premier juillet **1270,** et fit voile pour Tunis. Il aborda vis-à-vis de l'ancienne Carthage, dans une petite île. L'armée y passa trois jours, manquant d'eau, brûlée par le soleil, harcelée par les Maures. Enfin, Louis s'avance jusqu'à Carthage, qui n'était plus qu'un château, s'en empare, et se décide à attendre son frère Charles d'Anjou, pour marcher avec lui contre Tunis.

Mort de saint Louis. — 1270.—(7.) "Pendant cette funeste attente, la peste fondit sur cette malheureuse armée déjà épuisée. Des rayons verticaux réfléchis par un sable embrasé, plus de nourriture végétale, pour toute boisson l'eau infecte de quelques citernes, partout des vapeurs empoisonnées, et le vent du désert qui apportait le sable en tourbillons, toute la campagne couverte de cadavres d'hommes et de chevaux, c'en était assez pour développer dans le camp des maladies contagieuses et mortelles. Une foule de comtes et de chevaliers succombèrent; le **comte de Nevers,** fils chéri du roi, mourut aussi. Enfin le roi lui-même fut atteint, et rendit son âme à Dieu, après vingt-deux jours de maladie, le 25 août **1270,** au milieu de la consternation générale. Il avait donné à son fils Philippe de pieuses instructions pour lui-même, et de sages conseils pour le gouvernement. Puis il s'était fait tirer de son lit et coucher sur la cendre pour y mourir. A l'instant où il expirait, la flotte de Sicile, si fatalement attendue, entrait dans le port.

Ainsi mourut saint Louis, qui fut non-seulement le plus vertueux des hommes, mais encore un de nos plus grands rois."

On a dit de lui avec raison: "Il n'a pas été donné à l'homme de pousser plus loin la vertu." Il a été canonisé en **1297** par Boniface VIII.

Famille de saint Louis.—Louis IX laissa trois fils : **Philippe III,** qui lui succéda; **Pierre d'Alençon,** marié à Jeanne de Châtillon, qui mourut sans postérité, et **Robert de Clermont,** qui, par son mariage avec **Béatrix de Bourbon,** fit entrer ce comté dans la famille royale, et fut ainsi la tige de l'illustre famille de **Bourbon,** qui monta trois siècles après sur le trône, dans la personne de Henri IV. Tristan, né à Damiette, était mort quelques jours avant son père sous les murs de Tunis.

PHILIPPE III, dit LE HARDI.

De 1270 à 1285.

Avénement. — 1270. — Traité avec le roi de Tunis. — Retour des croisés. Ce fut dans le camp, devant **Carthage,** que Philippe III, troisième fils de saint Louis, fut proclamé roi, le 29 août **1270.** Ce prince, surnommé, sans motif connu, **Philippe-le-Hardi,** ne suivit pas les glorieux exemples de son père; il régna au milieu de ses valets, adonné à des pratiques superstitieuses. Le jour même de la mort de saint Louis, Charles d'Anjou, oncle du nouveau roi, entrait dans le port de Carthage avec une flotte et une armée. Quelques avantages remportés sur les Maures servirent à relever la position des Français. La paix fut alors conclue, moyennant une forte somme fournie par le roi de Tunis, et la reddition de tous les captifs; puis l'armée des croisés revint en Europe, affaiblie de moitié par les chaleurs, l[illegible] fatigues et la peste. Une tempête affreuse engloutit, en vu[illegible] côtes de Sicile, di[illegible] [illegible] et beaucoup d[illegible] avec leurs é[illegible] quitté par [illegible] Tunis. [illegible] boll[illegible]

le **comte de Nevers**, et de son beau-frère Thibaut II, roi de Navarre. Ainsi finirent les croisades qui avaient agité l'Europe pendant deux siècles, et qui lui avaient enlevé deux millions d'hommes, sans que l'Église y gagna même Jérusalem.

Mariage du roi.—1274. Philippe III, comme on l'a vu plus haut, avait perdu en Calabre sa femme Isabelle d'Aragon. Il épousa en secondes noces **Marie,** fille de Henri III, duc de Brabant. Le mariage fut célébré à Vincennes avec une grande pompe, et tout semblait présager à la jeune reine un avenir plus heureux que celui qui l'attendait.

Accusation de la reine. — Supplice de La Brosse. —1278. Philippe avait donné toute sa confiance à un homme de basse extraction, ancien barbier chirurgien de saint Louis, et devenu chambellan du roi. **Pierre La Brosse,** par la grande faveur dont il jouissait, s'était attiré la haine de tous les grands. Une catastrophe sanglante termina les jours de ce favori. Jaloux du crédit de la jeune reine **Marie de Brabant,** il voulut, dit-on, la perdre par une odieuse calomnie. Le prince Louis, fils aîné de Philippe et d'Isabelle d'Aragon, sa première femme, étant mort subitement en **1276, La Brosse** accusa Marie de Brabant de lui avoir fait donner du poison pour assurer la couronne à ses propres enfants. Philippe ordonna des recherches à ce sujet; il fit consulter plusieurs devins, entre autres une femme, qu'on appelait la **Béguine de Nivelle,** et qui passait pour avoir des révélations. Les réponses furent d'abord contre la reine; mais ensuite ces devins se rétractèrent et assurèrent le roi de l'innocence de son épouse. Deux ans s'écoulèrent encore jusqu'au jour où un moine apporta au roi des lettres cachetées du sceau du ministre, qu'un messager mort dans son couvent y avait laissées. Le contenu de ces lettres demeura un mystère, mais La Brosse, arrêté et jugé immédiatement après par les seigneurs, fut pendu au gibet de Montfaucon, en **1278.**

Vêpres siciliennes.—1282. Ce fut sous le règne de Philippe III qu'eut lieu, en Sicile, le fameux massacre connu sous le nom de **Vêpres siciliennes.** Charles d'Anjou, frère de saint Louis, avait été investi du royaume de Naples et de Sicile par

les papes Urbain IV et Clément IV, et il avait fait décapiter son compétiteur le jeune **Conradin,** petit-fils de Frédéric II. Sa cruauté, ses injustices, et la mauvaise conduite des Français qui l'avaient suivi, le firent détester. La vengeance couvait dans tous les cœurs. Un gentilhomme sicilien, nommé **Jean de Procida,** ourdit contre les Français une vaste conspiration qui eut un plein succès.

Le 30 mars **1282,** lundi de Pâques, comme les Palermitains se rendaient aux vêpres, au son de la cloche, une jeune fille est insultée par un soldat français, sur les marches de l'église de Montréal; le soldat tombe percé de coups, et en un instant tous les Français établis à Palerme sont égorgés; toutes les villes de la Sicile suivirent l'exemple de la capitale, et l'île entière, délivrée du joug tyrannique de Charles d'Anjou, offre la couronne à Pierre d'Aragon. Il ne resta en Sicile, dit-on, qu'un seul Français, **Guillaume de Porcelet,** que ses vertus avaient fait respecter.

Philippe III en Espagne.—Sa mort—1285.—(6.) "Le pape Martin IV avait prononcé la déchéance de Pierre III, roi d'Aragon, moteur secret du massacre des Vêpres Siciliennes, et avait offert sa couronne à Philippe III. Celui-ci l'accepta pour **Charles de Valois,** son second fils, et marcha contre Pierre; il franchit les Pyrénées, eut d'abord quelques succès, puis se découragea, fit une retraite désastreuse et mourut à **Perpignan,** en **1285,** à l'âge de quarante ans, après un règne de quinze ans."

Cette même année vit encore mourir le pape Martin IV, protecteur des Français, et don Pédro lui-même, qui expira à quarante-six ans. Charles d'Anjou était mort peu auparavant, de sorte que les chefs de cette grande lutte étaient presque tous ensemble disparus de la scène.

Faits contemporains.—1273. Philippe III reconnait au pape la possession du comtat vénaissin.—Rodolphe de Hapsbourg est élu empereur d'Allemagne par les sept Électeurs.—**1275.** Concile de Lyon.

PHILIPPE IV, dit LE BEL

De **1285** à **1314.**

Avénement.—1285. Philippe IV, surnommé **le Bel,** à cause de sa beauté, n'avait que seize ans lorsqu'il succéda sur le trône à Philippe-le-Hardi, son père. Il avait épousé, l'année précédente, Jeanne, comtesse de Champagne et reine de Navarre. Par suite de ce mariage, Philippe-le-Bel avait pris le titre de **roi de Navarre,** et la Champagne fut pour toujours réunie à la couronne de France. Il fut sacré à Reims le 12 janvier **1286.**

Guerre en Guyenne.—(6.) "Édouard 1er, roi d'Angleterre, fils de Henri III, voulait profiter de la paix avec la France pour réunir à l'Angleterre et à l'Irlande le pays de Galles et l'Écosse, lorsque des rixes entre des matelots anglais et des matelots normands amenèrent une rupture. Philippe cita Édouard devant la **cour des Pairs,** et sur son refus de comparaître en personne, il confisqua la **Guyenne.** Les deux rois se préparèrent à la guerre. Philippe suscita à son ennemi des embarras en Écosse; Édouard se fit des alliés sur le continent, et, entre autres, Guy de Dampierre, comte de Flandre. La guerre languit en Guyenne, mais en Flandre Robert d'Artois (le fils de celui qui avait été tué à la Massoure) battit les Flamands à **Furnes,** en **1297.** Le roi d'Angleterre arriva trop tard et avec une trop faible armée pour secourir son allié."

Boniface VIII.—Paix entre Philippe et Édouard.—1298. Boniface VIII, élu pape en **1294,** avait dû son élection en grande partie aux Français. Aucun pontife n'avait été jusqu'alors plus partial pour les rois de France que Boniface. En **1298,** ayant été pris pour arbitre entre Philippe-le-Bel et Édouard, roi d'Angleterre, il essaya de les rapprocher par des mariages. Les deux rois convinrent d'une trêve que suivit plus tard un traité de

paix. Édouard, qui était veuf, épousa la sœur de Philippe, et fiança son fils à Isabelle, fille de Philippe, alors âgée de sept ans. La restitution de la Guyenne comme fief fut la dot d'Isabelle, et Édouard s'engagea à rentrer sous la foi et l'obéissance du roi de France.

Guerre en Flandre.—A l'expiration de la trève, et pendant que la paix se négociait entre Édouard et Philippe, la guerre recommença en Flandre. Le comte **Guy de Dampierre,** abandonné de son allié et battu par le frère du roi de France, Charles de Valois, se rendit volontairement, à la condition de recouvrer toutes ses prérogatives et ses provinces. Mais Philippe l'envoya prisonnier à la tour du Louvre, prit possession de la Flandre, à l'exception de Gand, et en donna le gouvernement à **Jacques de Châtillon.** Celui-ci, au lieu de ménager la puissante bourgeoisie de Flandre, l'accabla d'exactions, brava tous les priviléges des corps de métiers, et se conduisit avec une si odieuse tyrannie, que le peuple, à son tour, se révolta.

Massacre de Bruges.—1302.— (12.) "Parmi les chefs de métiers se trouvaient deux hommes amis du peuple, le doyen des bouchers et celui des tisserands. Celui-ci, **Peter-Kœnig** (Pierre Leroi), était un homme pauvre et de mauvaise mine, petit et borgne; mais un homme de tête, un rude harangueur de carrefour. Il entraîna tous les gens de métier hors de **Bruges,** leur fit massacrer tous les Français dans les villes et châteaux voisins; puis ils rentrèrent la nuit. Des chaînes étaient tendues pour empêcher les Français de *courir la ville;* chaque bourgeois s'était chargé de dérober au cavalier logé chez lui sa selle et sa bride. Le 31 mars **1302,** tous les gens du peuple se mettent à battre leurs chaudrons; un boucher frappe le premier; les Français sont partout attaqués, massacrés. Les femmes étaient les plus furieuses à les jeter par les fenêtres, ou bien on les menait aux halles où ils étaient égorgés. Le massacre dura trois jours; douze cents cavaliers, deux mille sergents à pied y périrent. Jacques de Châtillon prit la fuite."

Bataille de Courtray. — 1302. Cependant les milices flamandes vinrent occuper **Courtray.** **Robert d'Artois** ne tarda

pas à les y joindre avec une armée de Français, et là fut livrée une sanglante bataille. (3.) "Les Flamands entendirent la messe et communièrent ensemble. Ils n'attendaient nul quartier des Français. Le connétable **Raoul de Nesle** se lança aveuglément à la tête de sa cavalerie. Chacun le voulut suivre; les derniers poussaient les premiers. En approchant des Flamands, ils trouvèrent un fossé de cinq brasses où ils tombèrent et s'entassèrent, s'enferrant sur les pieux de l'ennemi. Là vint s'enterrer la fleur de la chevalerie de France, Artois, Châtillon, Nesle, Aumale, Dammartin, Dreux, Tancarville et une foule d'autres. Les Flamands n'eurent que la peine de tuer, assommant les vaincus avec des maillets de fer et de plomb. Quatre mille **éperons** dorés furent suspendus, comme trophée, dans la cathédrale de Courtray. Triste dépouille qui porta malheur à la ville. Quatre-vingts ans après, Charles VI vit ces éperons, et fit massacrer tous les habitants.

Bataille de Mons-en-Puelle.—1304. Philippe résolut de venger en personne les affronts de sa noblesse à Courtray. Il entra en Flandre à la tête d'une puissante armée, et remporta une victoire signalée à **Mons-en-Puelle,** où six mille bourgeois de Flandre restèrent sur le champ de bataille. Mais les Flamands résistaient encore; Philippe, écoutant les conseils de la prudence et l'avis de ses généraux, leur accorda la paix; il reconnut l'indépendance de la Flandre et la restitua au fils aîné du comte Guy de Dampierre, **Robert de Béthune,** qui, comme vassal, lui rendit hommage; les Flamands abandonnèrent au roi de France, la Flandre française jusqu'à la Lys, avec les villes de Lille et de Douai.

Rivalité de Boniface VIII et de Philippe-le-Bel.—(6.) "A l'occasion d'un impôt que Philippe-le-Bel voulait lever sur le clergé, il s'engagea entre lui et le pape **Boniface VIII** une querelle qui s'envenima de plus en plus. Le roi donna asile aux Colonna, puissante famille romaine, ennemie jurée du pape; le pape érigea, sans le consentement du roi, un évêché à Pamiers, fit évêque de Pamiers un ennemi de Philippe, Bernard Saisset, qu'il nomma ensuite son légat en France. C'était un homme peu

propre à une mission de paix. Il offensa le roi, le roi le fit arrêter. Le pape adressa au roi une **bulle,** dans laquelle il lui faisait sur son gouvernement les reproches les plus vifs, mais aussi les plus fondés. Le roi jeta la bulle au feu, fit au pape la réponse la plus injurieuse, et eut l'adresse de se faire appuyer par son peuple dans cette lutte."

États-généraux. — 1302. L'orgueil de Philippe-le-Bel se révoltait aux attaques directes dont les bulles de Boniface étaient remplies. Pour donner aux vengeances qu'il méditait une apparence plus légale, il convoqua un Parlement que l'on considère comme la première assemblée des **États-généraux;** il y admit avec les barons et les prélats, des bourgeois, envoyés par les universités et les communes. La nation y fut ainsi représentée dans ses trois ordres: le clergé, la noblesse, et la bourgeoisie ou le **Tiers-état.** La réunion eut lieu le 10 avril **1302,** dans la nef de Notre-Dame. Les trois ordres, retirés chacun à part, se déclarèrent pour le roi, et l'assemblée ne dura qu'un jour.

Outrage fait à Boniface VIII. — Sa mort. — 1303. Excommunié par le pape, le roi en avait appelé à un concile général et au pape futur; puis il songea à s'emparer de la personne même de son adversaire. Il envoya en Italie **Guillaume de Nogaret,** son procureur, muni de plein pouvoir. Nogaret s'adjoignit un des **Colonna,** ennemis personnels de Boniface. Ils se rendent à Anagni, où résidait le pape, pénètrent dans son palais et s'emparent de sa personne. Colonna n'eut pas honte de frapper de son gantelet de fer ce vieillard âgé de quatre-vingt-six ans. Cependant Boniface étonne ses ennemis par son courage: "*Voilà mon cou, voilà ma tête,*" leur dit-il; "*trahi comme Jésus-Christ, et prêt à mourir, du moins je mourrai pape.*" Délivré par le peuple, Boniface revint à Rome, mais épuisé par l'âge et la douleur, il mourut un mois après, d'une fièvre chaude occasionnée par le saisissement et la colère. Il eut pour successeur Benoît XI, qui mourut empoisonné.

Clément V. — 1305. Après la mort du pape Benoît XI en **1305,** les cardinaux furent neuf mois avant de pouvoir s'entendre sur le choix d'un nouveau pontife. Philippe IV fit proposer à **Bertrand de Got,** archevêque de Bordeaux, de le faire élire pape

s'il s'engageait à lui accorder pendant cinq ans les décimes du clergé de France, à lui rendre un important service, que le roi se réservait d'indiquer en son temps, et enfin à flétrir la mémoire de Boniface VIII. Bertrand de Got consentit à tout ; et à ce prix il fut élu pape sous le nom de **Clément V.** Il transporta, en **1308,** la résidence des papes à **Avignon,** où ils sont restés 70 ans.

Dès lors Philippe songea à réclamer du pape le service secret qu'il avait exigé de lui, et qui n'était autre que la suppression de l'Ordre des **Templiers.**

Abolition des Templiers.—1312.— Supplice de Jacques Molay.—1314. Cet Ordre religieux et militaire, établi à Jérusalem, en **1118,** et qui avait rendu tant de services à la chrétienté, était revenu en Europe depuis la perte de la Terre-Sainte. Son principal siége était à Paris, au **Temple,** qui comprenait tout le grand quartier triste et mal peuplé qui en a conservé le nom ; c'était un tiers du Paris d'alors ; c'est de là que leur vint le nom de **Templiers.** La rumeur publique accusait les Templiers d'impiété, d'immoralité, de pratiques superstitieuses ; mais leur véritable crime aux yeux de Philippe-le-Bel, c'était leur puissance, dont il était jaloux ; c'étaient leurs immenses richesses, que convoitait sa cupidité.

(6.) "Les Templiers furent, en **1307,** arrêtés partout le même jour, on instruisit leur procès avec une excessive rigueur ; la torture arracha des aveux, ceux qui les rétractèrent furent brûlés vifs ; le pape Clément V prononça, en **1312,** au concile de Vienne, où siégèrent plus de 300 évêques, l'abolition de l'Ordre et en confisqua les biens au profit des Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem. Philippe-le-Bel s'en appropria une partie. Enfin, le grand-maître des Templiers, **Jacques Molay,** condamné d'abord à la prison perpétuelle, ayant rétracté ses aveux et protesté de l'innocence de son Ordre, fut brûlé vif en **1314** sur la pointe de l'île où est aujourd'hui la statue de Henri IV. Le bruit se répandit dans le peuple qu'étant sur le bûcher, il avait cité au tribunal de Dieu, dans l'année, le pape et le roi, et cette même année les vit en effet mourir l'un et l'autre, Clément V un mois, et Philippe-le-Bel huit mois après Jacques Molay."

Mort de Philippe-le-Bel.—1314.—Son portrait. Philippe mourut à **Fontainebleau,** le 29 novembre **1314,** à quarante-six ans; il en avait régné vingt-neuf. Ce prince avait de grandes qualités; mais il était facile à séduire, opiniâtre dans son erreur, implacable dans ses vengeances. "Avide d'argent et peu scrupuleux sur les moyens de s'en procurer, il accabla ses sujets et surtout le clergé d'exactions, dépouilla violemment de leurs richesses les **Juifs** et les **Lombards** qui faisaient la banque en France, et altéra fréquemment les monnaies; il en augmentait la valeur s'il avait à payer et la diminuait s'il avait à recevoir : aussi le surnomma-t-on le faux monnayeur, et mourut-il détesté de ses sujets. Pendant le procès des Templiers, il avait fait l'importante acquisition de la ville de **Lyon,** qu'il réunit au domaine de la couronne."

Colléges.—(10.) "Ce règne est une époque de fondation pour l'**Université.** Il s'y fonde plus de colléges que dans tout le XIIIe siècle, et les plus célèbres colléges. La femme de Philippe-le-Bel fonde le **collége de Navarre** (1304), ce séminaire de gallicans d'où sortirent d'Ailly, Gerson et Bossuet. Les conseillers de Philippe-le-Bel, qui avaient aussi beaucoup à expier, font presque tous de semblables fondations. L'archevêque **Gilles d'Aycelin,** le faible et servile juge des Templiers, fonda ce terrible collége, la plus pauvre et la plus démocratique des écoles universitaires, **Montaigu,** où l'esprit et les dents, selon le proverbe, étaient également aigus. Là s'élevaient, sous l'inspiration de la faim, les *pauvres* écoliers, les *pauvres* maîtres, qui rendirent illustres le nom de **coppets;** chétive nourriture, mais amples priviléges; ils ne dépendaient, pour la confession, ni de l'évêque de Paris, ni même du pape."

Faits contemporains.—1300. Premier jubilé sous Boniface VIII.—**1307.** Origine de la confédération helvétique, *Melchthal, Furst, Stauffacher,* et *Guillaume-Tell.*—**1310.** Prise de Rhôdes par les chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem.—**1312.** Concile de Vienne et abolition de l'Ordre des Templiers.

LOUIS X, LE HUTIN.

De 1314 à 1316.

Avénement.—1314. Philippe-le-Bel laissa deux frères, trois fils et une fille. **Louis X,** l'aîné, surnommé **le Hutin** à cause de ses goûts pour le désordre et les querelles, avait vingt-cinq ans à la mort de son père et portait déjà depuis quinze années la couronne de Navarre, dont la mort de sa mère Jeanne l'avait rendu possesseur. Ses deux frères **Philippe** et **Charles,** étaient adonnés comme lui à des habitudes vicieuses ; et sa sœur **Isabelle,** mariée au roi d'Angleterre Édouard II, ne se signala que par le crime et l'infamie.

Supplice d'Enguerrand de Marigny.—1315. L'un des premiers actes du règne de Louis X fut d'arrêter et de traduire en jugement le chancelier **Pierre Latilly,** évêque de Châlons, qui fut absous, et **Enguerrand de Marigny,** ministre des finances sous Philippe-le-Bel. **Charles de Valois,** oncle de Louis X, pour venger une injure personnelle, accusa Marigny d'avoir pillé le trésor et d'avoir été l'instigateur de toutes les exactions du règne précédent. Il fut de plus accusé de sorcellerie, condamné sans preuves et pendu le premier au gibet de **Montfaucon** qu'il avait fait construire.

Second mariage du roi. — **Marguerite de Bourgogne,** femme de Louis X, vivait enfermée au Château-Gaillard d'Andely pour cause d'adultère. Les chroniqueurs racontent que le roi la fit étrangler, afin de pouvoir épouser sa cousine, **Clémence de Hongrie,** nièce du roi Robert de Naples.

Affranchissement des serfs.—Cependant le roi, pressé de plus en plus par le besoin d'argent, rendit des ordonnances favorables aux libertés nationales, offrant aux **serfs** qui voudraient s'affranchir de leur vendre la liberté ; il essaya même de les y forcer. Mais telles étaient la misère du peuple et la défiance qu'inspirait le roi, que son ordonnance lui rapporta fort peu d'argent.

Mort de Louis X. — 1316. De grands désordres dans les finances, et les horreurs d'une disette accompagnée d'étonnants scandales marquèrent le cours rapide de ce règne. Le roi mourut le 5 juin **1316,** des suites d'imprudence, laissant enceinte Clémence de Hongrie, sa femme. Il n'avait eu de son premier mariage avec Marguerite de Bourgogne qu'une fille, nommée Jeanne, alors âgée de six ans.

PHILIPPE V, LE LONG.

De 1316 à 1322.

Avénement.—1316.—(3.) "**Philippe V,** dit **le Long,** frère de Louis-le-Hutin, s'empara de la régence au préjudice de la reine, qui donna naissance à un fils nommé Jean. Cet enfant ne vécut que peu de jours, et Philippe, oncle de la princesse Jeanne, déjà en possession de l'autorité royale, fit décréter par les États-généraux et par l'université de France, que la loi de succession, établie chez les anciens Francs pour la terre salique, serait appliquée à la couronne de France, et qu'en vertu de cette loi les femmes n'hériteraient jamais du trône. En vertu de ce décret, qu'on nomma **la loi salique,** Jeanne fut expulsée, et Philippe reconnu roi."

Pastoureaux. — "Une nouvelle fureur religieuse saisit les bergers et les habitants des campagnes, désignés sous le nom de **pastoureaux:** ils se rassemblèrent en foule, dans l'intention de passer en Terre-Sainte et de délivrer le saint sépulcre; de mendiants ils devinrent pillards, et il fallut les punir. Ils offraient en holocauste à Dieu tous les **Juifs** qu'ils rencontraient, et après avoir commis une multitude de brigandages et de meurtres, ils furent presque tous massacrés et détruits par le sénéchal de Carcassonne."

Persécution des lépreux et des Juifs. — Sous ce même règne les **lépreux** et les **Juifs** furent victimes d'un horrible pro-

scription; on les accusa d'avoir empoisonné les eaux du royaume. (7.) "Sans s'inquiéter de ce qu'un tel projet avait d'absurde et d'impossible, sans vérifier les prétendus témoignages du crime, on livra aux tortures les malheureux accusés pour leur arracher des aveux. Les terreurs du peuple, l'ignorance des juges les condamnaient; le roi lui-même les abandonna aux tribunaux, et le plus grand nombre des lépreux périt dans les flammes. Les Juifs compris dans la même proscription partagèrent les mêmes supplices; on les brûla par centaines, et le roi s'enrichit de leurs dépouilles.

Mort de Philippe-le-Long.—1322. Philippe-le-Long ne profita pas longtemps de la dépouille des lépreux et des Juifs. Au milieu de ces atroces exécutions il tomba malade de langueur, et mourut à Longchamp, en **1322**, à l'âge de vingt-huit ans. Philippe fit de sages réglements sur l'administration des finances et de la justice, et forma le projet d'établir dans toute la France l'unité des poids et mesures.

CHARLES IV, LE BEL.

De **1322** à **1328.**

Avénement.—1322. Philippe V ne laissait en mourant que des filles qui furent éloignées du trône par la loi qu'il avait lui-même fait rendre. La couronne passa donc sur la tête de **Charles-le-Bel,** troisième fils de Philippe-le-Bel. Ce prince avait alors vingt-huit ans. A son avénement il rendit des ordonnances pour adoucir le sort des lépreux et des Juifs: on sait d'ailleurs peu de chose de son règne. Ce fut sous Charles IV que s'établit en France la plus ancienne institution littéraire, l'académie des **Jeux Floraux,** dotée plus tard par **Clémence Isaure,** et qui subsiste encore aujourd'hui.

Charles aida sa sœur **Isabelle,** reine d'Angleterre, dans ses projets contre son époux, **Édouard II.** Cette princesse fit une descente en Angleterre, et le roi fut détrôné, et peu après assassiné dans sa prison.

Mort de Charles IV.—1328. Charles IV mourut en **1328,** emporté comme ses deux frères, dans la force de l'âge, et après avoir perdu deux fils. Il laissa sa femme enceinte, elle accoucha d'une fille, et par une troisième application de la loi salique, la couronne passa à une branche collatérale, celle des **Valois.** Ainsi parut s'accomplir le jugement de Dieu, dont la maison de Philippe-le-Bel était depuis longtemps menacée aux yeux des peuples, en punition de ses attentats.

Ainsi finit la branche directe des **Capétiens,** qui a régné 341 ans et donné 14 rois.

GUERRES D'ANGLETERRE.

GUERRES CIVILES.

BRANCHE DES VALOIS.

PHILIPPE VI, dit DE VALOIS.

De 1328 à 1350.

Avénement.—1328.—(7.) "Philippe VI, fils de Charles de Valois, et cousin-germain des trois derniers rois de France, gouverna le royaume du consentement des barons, jusqu'au moment où Jeanne mit au monde une fille. Philippe alors, sans consulter une nouvelle assemblée de barons, prit aussitôt le titre de *roi.* Deux fois déjà, les femmes avaient été écartées du trône, et

leur exclusion paraissait devoir se maintenir: mais il restait à décider si leurs enfants pouvaient conserver quelque droit. Isabelle, reine d'Angleterre et fille de Philippe-le-Bel, réclamait la couronne de France pour son fils Édouard III, et c'était la seule rivalité qui pût inspirer des craintes réelles à Philippe. Heureusement pour lui, Isabelle n'était pas dans des circonstances favorables pour soutenir ses prétentions. Souillée d'un crime en horreur à la nation, elle voyait s'approcher le terme de ses prospérités, et son fils, âgé seulement de seize ans, n'était pas de force à lutter contre son puissant adversaire. **Philippe de Valois** avait trente-six ans; il était aimé, riche, connu des soldats, brave et habile dans tous les exercices du corps; sa figure était noble et prévenante. Tous les vœux étaient pour lui. Son caractère violent et vindicatif n'avait pas eu l'occasion de se montrer, et s'il était étranger à l'art de la guerre et aux talents de l'administration, beaucoup de princes alors partageaient cette ignorance. Les prétentions d'Édouard furent donc écartées par les barons; ils décidèrent qu'une femme ne peut transmettre un droit qu'elle n'a pas pour elle-même; Isabelle protesta contre cette décision, et son fils remit à d'autres temps sa vengeance."

Limites du domaine de la couronne.—"Le domaine de la couronne comprenait alors neuf provinces, savoir: la Picardie, l'Ile-de-France, l'Orléanais, le Berry, la Touraine, la Normandie, le Languedoc, la Champagne et le Lyonnais. Les quatre grands fiefs de Bourgogne, de Bretagne, d'Aquitaine et de Flandre reconnaissaient la suzeraineté du roi de France."

Reddition de la Navarre.—(6.) "La loi salique ne s'appliquant pas à la transmission du royaume de Navarre, **Philippe VI** le rendit à sa jeune cousine **Jeanne,** fille de Louis-le-Hutin, et le comte d'Évreux, mari de cette princesse et petit-fils de Philippe-le-Hardi, prit le titre de **roi de Navarre,** titre que les rois de France n'ont repris qu'à l'avénement de Henri IV." Après avoir pris ces précautions, Philippe se fit sacrer à Reims en grande solennité.

Supplice de Pierre Remy.—Les premiers actes du règne de Philippe VI furent l'altération des monnaies et l'arrêt de mort de

Pierre Remy, trésorier des finances sous le règne précédent. Ce ministre avait acquis une immense fortune; Philippe l'ayant sommé de rendre ses comptes, il ne put les fournir; il fut écartelé, et le roi s'appropria ses riches dépouilles.

Bataille de Cassel.—1328. Bientôt Philippe marcha, avec la fleur de sa noblesse, au secours du féroce comte de Flandre, **Louis I,** dont les sujets s'étaient révoltés. Les bourgmestres avaient réuni leurs forces à **Cassel.** Philippe commença par dévaster les environs; les Flamands, ayant essayé de surprendre le camp français, il s'en suivit une sanglante bataille où treize mille Flamands furent égorgés. Le comte Louis fut rétabli dans ses États; il rentra dans Cassel qui fut réduite en cendre, et fit périr dix mille citoyens, livrant les chefs à d'horribles supplices.

Hommage d'Édouard III.—1329.—(6.) "Philippe, enflé de ses succès à la journée de Cassel, somma **Édouard III,** roi d'Angleterre, de lui rendre hommage pour la Guyenne, et malgré sa répugnance, le monarque anglais vint à **Amiens,** où Philippe l'attendait. Là, en **1329,** dans la cathédrale, au milieu de la cour la plus pompeuse, Édouard, genou en terre, sans couronne, ni épée, ni éperons, se reconnut, comme duc de Guyenne, vassal du roi de France. Il s'en retourna furieux de cette humiliation, et jura de s'en venger.

Origine de la guerre de cent ans, entre l'Angleterre et la France.—1331. L'issue d'un procès scandaleux fit éclater les premiers germes de discorde entre Édouard III et Philippe VI. **Robert d'Artois,** beau-frère de Philippe, voulant rentrer dans son comté d'Artois, qui avait été donné à sa tante Mahaut, femme d'Othon IV, avait suborné des témoins pour obtenir du roi et du parlement que ses biens lui fussent rendus. Mais il fut accusé d'avoir empoisonné Mahaut, sa tante; Jeanne, fille de Mahaut; et d'avoir fabriqué tous les titres qu'il présentait à l'appui de ses droits. Un arrêt de banissement fut prononcé contre lui en **1332.** Robert, exaspéré contre le roi, voulut le faire assassiner, mais les meurtriers furent pris d'épouvante et reculèrent. (7.) "Il appela ensuite la magie à son secours, essaya de faire périr par le **voult** le fils du roi et la reine. On sait que le voult consistait à piquer et

torturer des simulacres de cire, représentant celui qu'on voulait faire périr. Le roi, à ces nouvelles, rempli d'horreur et d'effroi, poursuivit le coupable d'asile en asile, sans lui laisser un jour de repos. Robert, au comble de l'exaspération, passa secrètement en Angleterre pour demander la protection d'Édouard III. Il excita de toute la puissance de sa haine l'animosité que ce monarque pouvait conserver contre Philippe. Les historiens racontent comment, dans une fête brillante, Robert offrit à Édouard un **héron,** emblème de la couardise, et comment le roi et tous les chevaliers jurèrent de porter la guerre dans le royaume de France."

Artvelt.—Premières hostilités.—(6.) "Le comte de Flandre avait exaspéré ses sujets par de nouvelles exactions; la ville de Gand, sa capitale, se souleva la première, excitée par un brasseur de cette ville nommé **Jacques Artvelt,** qui, devenu maître de toute la Flandre par la fuite du comte en France, accepta le secours que lui offrit Édouard III, et s'engagea de son côté à lui ouvrir la Flandre, quand il lui plairait de passer en France. Édouard somma alors Philippe de lui rendre la couronne, prit le titre et les armes de roi de France, et commença, en **1339,** cette guerre qui se prolongea sous ses successeurs, ne se termina qu'en **1452** par l'expulsion des Anglais du royaume de France, et fut appelée la **guerre de cent ans.**

Bataille de l'Écluse.—1340. Le combat fut lent à s'engager, mais il devint sérieux. **Édouard** traverse la Flandre et vient assiéger **Cambray;** mais étant obligé de battre en retraite il dévaste tous les pays qu'il parcourt. Il s'avance dans la Picardie qu'il ravage; la bataille est près de s'engager; mais **Philippe** la refuse et se retire. Les Anglais surprennent néanmoins la flotte française, enfermée dans une anse étroite près de l'**Écluse;** ils lui livrent bataille et remportent une victoire complète. La France perdit quatre-vingt-dix vaisseaux et plus de trente mille guerriers. Cette journée fut suivie d'un armistice de six mois entre les deux nations.

Guerre de Bretagne.—1341.—(7.) "C'est pendant cet intervalle, que l'on vit commencer en Bretagne une longue guerre relative à la succession. **Jean III,** duc de Bretagne, revenant de

Tournay, où il avait suivi le roi de France, mourut à Caen, en **1341.** Il n'avait point eu d'enfant, et son duché se trouva disputé entre **Jeanne,** sa nièce, fille de **Gui de Penthièvre,** mariée à **Charles de Blois,** neveu de Philippe de Valois, et **Jean de Montfort,** frère cadet de Jean III. Le duc désirait que la succession passât à Charles de Blois; toutefois, la question demeura en litige. Les seigneurs bretons se partagèrent. Philippe de Valois se prononça en faveur de Charles de Blois, son neveu; Édouard protégeait Montfort. Charles, accompagné de beaucoup de seigneurs, s'approche de Nantes; Montfort, arrêté en trahison, est conduit à la tour du Louvre; la comtesse sa femme se met à la tête de son parti et s'enferme à **Hennebon** (Morbihan). C'est là qu'elle soutint les attaques de son adversaire, dans l'attente du secours qu'elle avait demandé à Édouard; c'est pendant ce siége qu'elle fit elle-même une sortie pour mettre le feu au camp ennemi, et brava les plus grands périls. **Jeanne de Montfort** n'était pas la seule héroïne de cette guerre. **Jeanne-la-Boiteuse,** comtesse de Blois, ne montra pas moins de courage, de fermeté ni de talent."

Mort d'Olivier Clisson.—1344. Philippe VI, pour soutenir la cause de Charles de Blois, son neveu, commit un acte qui lui fit un tort irréparable dans l'opinion publique; ce fut la mort d'**Olivier Clisson.** Dans un tournoi où les chevaliers bretons s'étaient rendus sur l'invitation de Philippe, il en fit arrêter quatorze du parti de Montfort; Olivier Clisson, l'un des plus puissants seigneurs de la Bretagne, était de ce nombre: tous eurent la tête tranchée sans cause légitime et sans jugement. La veuve de Clisson jura de venger son mari; elle s'empara aussitôt d'un château appartenant au roi, et en fit égorger tous les habitants, puis conduisit son jeune fils à Montfort pour s'unir à lui contre Philippe.

Mort d'Artvelt et de Montfort.—1345. Lorsque les hostilités recommencèrent entre Philippe et Édouard, moururent deux alliés de l'Angleterre. C'étaient **Jean de Montfort,** mort à Hennebon, en **1345,** et **Jacques Artvelt,** le **brasseur-roi,** *dont* la position était devenue des plus difficiles. Les Flamands,

jaloux de l'autorité qu'il avait usurpée, se soulevèrent contre lui, et il fut tué en **1345,** dans sa maison à Gand, avec soixante et dix de ses partisans.

Bataille de Crécy.—1346. L'année suivante **Édouard III** débarqua en Normandie avec son armée, et ravagea le royaume jusque sous les murs de Paris. **Philippe** aussitôt rassembla une armée formidable, devant laquelle Édouard se retira jusqu'en Picardie. Après avoir passé la Somme à gué, les Anglais, contraints à combattre, se fortifièrent sur une colline qui dominait le village de **Crécy.** L'impatient Philippe, à peine arrivé en face de l'ennemi, et sans donner un instant de repos à ses troupes, l'y attaqua imprudemment et sans ordre; il déploya en vain, ainsi que toute la chevalerie française, la plus grande valeur. L'armée anglaise, toute composée d'infanterie, bien disciplinée et pourvue de quelques **bombardes** ou canons, dont on fit usage alors pour la première fois, remporta la victoire. Le célèbre prince de Galles, âgé de quinze ans, plus connu sous le nom de **Prince Noir,** à cause de la couleur de son armure, commandait les Anglais sous le roi Édouard, son père, et contribua puissamment à la victoire. La journée de Crécy coûta à la France trente mille soldats, et parmi eux quatre-vingts bannerets, douze cents chevaliers et onze princes; entre autres, Jean, roi de **Bohême,** et Charles, comte d'**Alençon,** frère du roi. Philippe, blessé deux fois et entraîné par les siens loin du champ de bataille, entra dans Abbeville, suivi seulement de cinq chevaliers.

Prise de Calais.—1347. Après cette victoire, Édouard III résolut d'attaquer **Calais,** pour se ménager un port dans le royaume. Il vint, en **1347,** mettre le siége devant cette ville, dont les habitants ne se rendirent qu'après onze mois d'une courageuse défense, lorsqu'ils y furent contraints par la famine. (6.) "Irrité de la longue résistance des Calaisiens, Édouard III ne consentit à épargner la ville qu'à la condition que six notables bourgeois viendraient en chemise, la corde au cou, et les clefs de la ville à la main, se mettre à sa merci: **Eustache de Saint-Pierre** et cinq autres généreux citoyens se dévouèrent à la mort pour le salut commun. Édouard avait déjà ordonné leur sup-

plice, lorsque la reine d'Angleterre, **Philippine de Hainaut,** qui se trouvait alors dans le camp, se jeta aux genoux d'Édouard, et à force de larmes lui arracha leur grâce. Une trève suspendit la guerre entre les deux nations." Les Anglais gardèrent Calais pendant plus de deux cents ans.

Peste.—1348. Une peste effroyable, connue sous le nom de **Peste de Florence,** après avoir ravagé l'Asie, vint fondre sur l'Europe, et enleva à la France le quart de sa population. Le nombre des morts s'élevait, dit-on, à cinq cents par jour dans la ville de Paris. La populace, ignorante et féroce, s'en prit aux **Juifs,** qu'elle accusa d'avoir empoisonné les fontaines et les rivières, et en plusieurs endroits ils furent brûlés et massacrés par milliers.

Flagellants.—Tant de calamités firent supposer au peuple que la colère de Dieu voulait, pour être apaisée, des pénitences extraordinaires. On vit alors des troupes nombreuses d'hommes et de femmes parcourir, demi-nus, les villes et les campagnes, et se déchirer les épaules à coups de fouet, pour effacer, disaient-ils, les péchés du monde; on les nomma **Flagellants.** Il fallut défendre, sous des peines sévères, ces pratiques devenues scandaleuses.

Gabelle.—Monnaies. Les désastres de la guerre n'ôtèrent rien à l'orgueil ou à la magnificence de Philippe de Valois. Quand son trésor était vide, il altérait les **monnaies,** ou bien faisait décréter de nouvelles taxes. C'est ainsi que pour subvenir aux besoins toujours croissants de l'État, il établit la **gabelle** ou l'impôt sur le sel.

Réunion de Montpellier et du Dauphiné.—1349. Philippe acheta la seigneurie de **Montpellier** pour cent vingt mille écus, de Jacques II, dernier roi de Majorque, et obtint de Humbert II, dauphin de Viennois, qu'il cédât le **Dauphiné** à son petit-fils Charles, qui prit le titre de **Dauphin,** nom qu'ont porté depuis les fils aînés des rois de France.

Mort de Philippe VI.—1350. Philippe, âgé de cinquante-huit ans, épousa, en **1350,** la jeune Blanche de Navarre, et mourut peu de mois après son mariage. Il laissait deux fils, **Jean** et **Philippe d'Orléans.** Ce règne, un des plus calamiteux de

l'histoire de France, commence cette longue série de malheurs que la France éprouva sous les Valois.

Faits contemporains.—1345. Première mention de la poudre à canon en France.—**1348.** Le pape Clément VI achète la ville d'Avignon appartenant à Jeanne 1re, reine de Naples.

JEAN-LE-BON.

De 1350 à 1364.

Avénement.—1350. Philippe IV, étant mort, en **1350,** eut pour successeur son fils aîné, **Jean,** duc de Normandie, surnommé **le Bon,** âgé de plus de trente et un ans. Il avait pris une assez grande part au gouvernement, sous le règne de son père, auquel il ressemblait sous plus d'un rapport: c'était comme lui un esprit aventureux et imprudent, un caractère emporté et absolu, aimant le faste et les plaisirs, bon et loyal chevalier, mais roi malhabile. Son règne fut comme celui de Philippe IV, une époque désastreuse pour la France.

Supplice du comte d'Eu.—1350. Jean prit en haine les ministres et les favoris du feu roi, son père. Dans la première année de son règne, il fit décapiter **Raoul, comte d'Eu,** connétable de France, accusé, mais non convaincu, d'intelligence avec les Anglais, dont il avait été le prisonnier pendant quatre ans. La dignité de connétable, avec le comté d'Angoulême, fut alors donnée à l'Espagnol **Charles de la Cerda,** prince aimable et brillant, qu'il affectionnait beaucoup, et ennemi personnel du roi de Navarre.

Cette même année Jean rendit relativement aux monnaies une série d'ordonnances qui ruinèrent le commerce.

Ordre de l'Étoile.—1351.—(6.) "A l'exemple d'Édouard III, qui venait d'instituer l'ordre de la **Jarretière,** Jean créa l'ordre

de l'**Étoile,** dans la vue de faire revenir à sa cour les seigneurs qui s'en étaient éloignés, et dont il voulait tâcher de regagner l'amitié; mais cette distinction fut si prodiguée qu'elle tomba dans le mépris. L'ordre de la Jarretière, au contraire, qui ne compta que 26 chevaliers, y compris le souverain, fut très recherché et subsiste encore."

Assassinat de la Cerda.—1354. En donnant à La Cerda le comté d'Angoulême, Jean excita le mécontentement de **Charles,** roi de Navarre, son gendre, qui prétendait avoir des droits sur ce comté. Ce jeune monarque, à qui ses vices et ses cruautés firent donner le surnom de **Mauvais,** surprend le connétable de **la Cerda** à l'Aigle en Normandie, et l'assassine. Jeanne, qui ne pouvait rien contre lui par les armes, le cite en lit de justice. Cependant par l'entremise des princesses, Charles de Navarre reçoit son pardon du roi, et se réconcilie avec lui par le traité de **Valogne.** Charles avait exigé des otages, et Jean se promettait dans son cœur une prochaine vengeance; telle était la sincérité de leur réconciliation.

États-généraux de la langue d'oil.—1355.—(6.) "La trêve de **1348** fut ouvertement rompue en **1355.** Jean n'avait pas voulu renoncer à son droit de souveraineté sur la Guyenne, qu'il regardait comme le plus beau fleuron de sa couronne; Édouard III trouvait un nouveau prétexte de guerre dans la détention du roi de Navarre. Il débarqua à Calais et ravagea l'Artois; mais il fut bientôt rappelé en Angleterre par une invasion des Écossais. Le prince de Galles débarqua à Bordeaux et parcourut, en le rançonnant, le pays au sud de la Loire. Le roi Jean, à bout de ressources, assembla à Paris les États de la **langue d'oil** (pays au N. de la Loire), et leur demanda de lui venir en aide. Les trois ordres des États, la noblesse, le clergé et les bourgeois, délibérèrent ensemble; ils accordèrent des hommes et de l'argent, moyennant des réformes que le roi s'engagea à accomplir. L'ordonnance qu'il rendit à ce sujet, le 28 décembre **1355,** a été appelée **la grande charte de la France.**"

Arrestation de Charles de Navarre par le roi Jean.—1356.—(7.) "Cependant l'argent promis par les états ne pouvait

être obtenu que par une nouvelle levée d'impôts, par une gabelle extraordinaire. Ces mesures excitèrent des troubles; et le **roi de Navarre** n'y fut point étranger. Le vieux ressentiment du roi Jean se réveilla dans son cœur, ou plutôt il n'avait jamais cessé d'exister. Jean résolut de s'assurer de la personne de son ennemi. Un jour, le roi de Navarre s'était rendu avec le comte d'Harcourt à une invitation du dauphin Charles; car ce jeune prince passait pour ne point partager les sentiments de son père, et s'était lié avec Charles-le-Mauvais. Comme ils étaient à table au château de **Rouen,** les conviés furent surpris par le roi, qui était venu d'Orléans en toute hâte. Jean arrêta lui-même le roi de **Navarre,** malgré les prières du dauphin, qui le suppliait à genoux d'épargner ses hôtes; il fit saisir et exécuter sous ses yeux le comte d'Harcourt et tous les compagnons du Navarrais; ce dernier fut enfermé au **Louvre.**

Cette odieuse arrestation avait pour prétexte un prétendu complot de Charles avec le roi d'Angleterre; mais Édouard le désavoua hautement; les parents du roi de Navarre et des victimes de Rouen ne respirant que la vengeance se joignirent aux Anglais. Jean s'était rapidement emparé des biens de son gendre; le prince de Galles rentre dans les provinces du Midi, ravage l'Auvergne, le Berry, prend et brûle les châteaux, et s'avance ainsi jusque vers la Touraine. Jean se hâte de lever une armée, le poursuit, traverse la Loire à Blois, et coupe le passage au prince Noir qui marchait sur Poitiers."

Bataille de Poitiers. — 1356. Le **prince Noir,** se voyant cerné, sent la nécessité du combat; mais la disproportion des forces, l'épouvante. Il n'avait que huit mille hommes, et il voyait devant lui une armée de cinquante mille combattants, parmi lesquels, outre le roi de France et ses quatre fils, on comptait vingt-six ducs ou comtes et cent quarante seigneurs bannerets. Il choisit son camp à Maupertuis, deux lieues au nord de **Poitiers,** sur un coteau couvert de haies, de buissons et de vignes, impraticable à la cavalerie et favorable aux tirailleurs; il creusa des fossés, et fit de son camp une grande redoute ouverte seulement au milieu par un défilé étroit, que bordait une double haie.

L'armée française se disposa sur une ligne oblique, en trois divisions. L'aile gauche était commandée par le duc d'Orléans, frère du roi, le centre en arrière par les fils du roi, l'aile droite ou la réserve par le roi lui-même.

Le prince de Galles, convaincu de son propre danger, proposa de remettre toutes les villes et les châteaux qu'il venait de prendre, de rendre la liberté aux prisonniers, de s'abstenir pendant sept ans de combattre la France. Mais Jean exigea qu'il se rendît prisonnier avec cent chevaliers. Ces conditions étaient trop déshonorantes; les Anglais refusèrent; et le roi, qui aurait pu les prendre par famine, ordonna la bataille.

La déroute des Français fut complète. Le roi **Jean,** aussi intrépide soldat que mauvais capitaine, tint ferme, la hache et la dague à la main, à la tête de ses plus nobles seigneurs qui tombent autour de lui tour à tour. Son plus jeune fils, **Philippe,** âgé de quatorze ans, fit, à ses côtés et pour le protéger, des prodiges de valeur. Enfin, demeuré presque seul, blessé, voyant tout perdu, Jean est contraint de se rendre à un chevalier français, **Denis de Morbec,** qui banni du royaume pour un homicide, s'était mis à la solde de l'Angleterre. Le roi, son fils Philippe et deux mille chevaliers furent faits prisonniers. Jean conserva toute sa dignité dans son malheur, et le prince de Galles lui témoigna les plus grands égards, et donna de sincères éloges à son courage. Jean s'était montré en effet le héros de la journée. Il fut emmené en Angleterre avec son fils.

États-généraux.—1356-1357.—Le Coq et Marcel. Une trève suivit la bataille de Poitiers; le Dauphin Charles, à peine âgé de vingt ans, prit le titre de régent, et au milieu des circonstances les plus difficiles, montra une prudence consommée. Les États-généraux, poussés par **Robert le Coq,** évêque de Laon, et par **Étienne Marcel,** prévôt des marchands, tentèrent de s'emparer de toute l'autorité. L'ambitieux roi de Navarre, qu'appuyait Marcel, fut tiré de sa prison par **Jean de Péquigny,** député de la noblesse de Picardie, et souffla le feu de la discorde. Le dauphin sut à propos résister, céder, s'éloigner de Paris, y revenir, et finit par rester le maître.

La Jacquerie.—1358. Pendant les troubles de Paris, un terrible événement vint compliquer la situation désespérée de la France. Le peuple des campagnes, surchargé d'impôts par les seigneurs, dédaigné des bourgeois, pillé par les soldats, souffrait à cette époque des maux intolérables. L'instinct du désespoir unit ces paysans; ils se soulevèrent en masse, et se ruèrent avec fureur sur tout ce qu'ils purent rencontrer de châteaux et de gentilshommes. Ils brûlèrent ces demeures formidables, en massacrèrent les habitants, et se livrèrent à toutes sortes de violences: c'est ce qu'on a appelé la **Jacquerie,** parce que les nobles, par dérision, donnaient au peuple le nom de **Jacques Bonhomme.** Cette explosion de désespoir fut terrible; mais les gentilshommes, qui avaient pour eux les armes et l'habitude de la guerre, exterminèrent ces malheureux demi-nus, et six semaines suffirent pour apaiser ce soulèvement; mais les campagnes de plusieurs provinces demeurèrent absolument dépeuplées.

Complot et mort de Marcel.—1358—(6.) "Marcel, ayant soulevé les Parisiens, pénétra un jour, à la tête d'une multitude furieuse, dans le palais du dauphin, fit massacrer sous ses yeux deux de ses officiers, le maréchal de **Champagne** et le maréchal de **Normandie,** et resta le maître de Paris. Le dauphin lui céda la place, puis il rassemble des troupes et vint bloquer Paris. Marcel, qui n'avait plus de chance de salut que dans le roi de Navarre, songea alors à lui livrer la ville; mais au moment où il allait lui ouvrir la porte Saint-Antoine, un échevin nomme **Maillard** lui fendit la tête d'un coup de hache. Le dauphin rentra dans Paris."

Grandes Compagnies.—Le roi de Navarre, irrité qu'on l'eut desservi auprès des Parisiens, déclara de nouveau la guerre au dauphin, et prit à sa solde cette immense quantité d'hommes de tous pays et de toutes origines qu'on appelait les **Navarrais** ou les **Grandes Compagnies,** et qui tous, également avides et cruels, promenaient la désolation sur toute la France.

(12.) "L'effroi était tel à Paris, que les bourgeois avaient offert à Notre-Dame une bougie qui, disait-on, avait la longueur du tour de la ville. On n'osait plus sonner dans les églises, si ce n'est

à l'heure du couvre-feu, de crainte que les habitants en sentinelle sur les murailles, n'entendissent pas venir l'ennemi. Combien la terreur n'était-elle pas plus grande dans les campagnes! Les paysans ne dormaient plus; ceux des bords de la Loire passaient les nuits dans les îles ou dans des bateaux arrêtés au milieu du fleuve. En Picardie, les populations creusaient la terre et s'y réfugiaient. Le long de la Somme, de Pérronne à l'embouchure, on comptait encore, au dernier siècle, trente de ces souterrains. C'est là qu'on pouvait avoir quelque impression de l'horreur de ces temps. C'étaient de longues allées voûtées, de sept ou huit pieds de large, bordées de vingt ou trente chambres avec un puits au centre, pour avoir à la fois de l'air et de l'eau; autour du puits, de grandes chambres pour les bestiaux. Les familles s'y entassaient à l'approche de l'ennemi. Les femmes, les enfants y pourrissaient des semaines, des mois, pendant que les hommes allaient timidement au clocher, voir si les gens de guerre s'éloignaient de la campagne."

Traité de Bretigny. — 1360.—(6.) "La trève avec l'Angleterre expirait en **1359.** On négocia pour la délivrance du roi. Un projet honteux de traité fut proposé; il fut rejeté par les trois ordres de l'État. Édouard débarqua alors à Calais avec des forces considérables. Le dauphin, évitant de livrer bataille, laissa Édouard traverser des pays dévastés par la Jacquerie et où son armée manquait de vivres. Un orage affreux détruisit le camp d'Édouard; il crut y voir un ordre du ciel de faire la paix; les conditions en furent arrêtées a **Bretigny,** près de Chartres, en **1360.** Il fut stipulé dans le traité: 1° qu'Édouard renoncerait à toute prétention sur la couronne de France, sur la Normandie, la Touraine, le Maine et l'Anjou; 2° qu'il garderait Calais; 3° qu'il aurait en toute souveraineté la Guyenne, à laquelle il joindrait le Poitou, le Limousin, l'Aunis, la Saintonge et l'Angoumois; 4° que le roi Jean payerait pour sa rançon trois millions d'écus d'or, et donnerait pour la sûreté du payement 40 **otages,** parmi lesquels se trouveraient deux de ses fils, le duc d'Anjou et le duc de Berry. Ce fut à ces conditions que Jean-le-Bon rentra en France." De grandes calamités suivirent la délivrance de Jean. De nombreuses

compagnies d'aventuriers infestaient les campagnes; les champs restèrent incultes; la famine, suivie d'une peste de trois ans, désola le royaume.

Voyage de Jean en Angleterre. — Sa mort. — 1364. Jean ayant appris que le duc d'Anjou, son fils, au mépris des lois de l'honneur, s'était enfui d'Angleterre, où il l'avait laissé comme otage, en éprouva le plus vil chagrin. Impatient de se justifier, il partit pour l'Angleterre, où il se proposait de remplacer son fils. Mais arrivé à Londres il tomba malade et mourut le 8 avril **1364.** Avant son départ il avait fait quelques dispositions dans son royaume; il avait donné à son jeune fils **Philippe-le-Hardi,** qui s'était signalé à la bataille de Poitiers, le duché de Bourgogne dont il venait d'hériter par la mort de **Philippe de Rouvres.** Ce jeune prince commença l'illustre famille des ducs de Bourgogne de la maison de Valois, qui devint en peu de temps si redoutable.

CHARLES V, dit LE SAGE.

De **1364** à **1380.**

Avénement. — 1364. Charles V, surnommé **le Sage,** fils aîné du roi Jean, était âgé de vingt-sept ans lorsqu'il monta sur le trône en **1364.** Depuis la bataille de Poitiers, ce prince avait gouverné l'État pendant la prison de son père. Faible de corps et peu belliqueux, mais savant et d'une profonde habileté, Charles V sut, par un bon gouvernement, restaurer la monarchie et relever la France de l'état d'épuisement où l'avait laissée le roi Jean-le-Bon; il parvint, sans sortir de son palais, mais secondé par le célèbre **Duguesclin,** à reconquérir la plupart des provinces perdues par son père.

Duguesclin. — Nul ne jeta plus d'éclat sur le règne de Charles V et ne contribua plus à ses succès que l'illustre **Bertrand Duguesclin.** C'était un simple gentilhomme breton, sans fortune,

d'un esprit peu ouvert, mais d'une force de corps prodigieuse, intrépide dans la mêlée, habile en ruses de guerre ; il avait signalé sa bravoure en combattant pour Charles de Blois contre Jean de Montfort. Charles V prit à son service ce héros, et le força, quelques années après, à accepter l'épée de connétable.

Bataille de Cocherel.—1364. Le premier exploit de Duguesclin pour Charles V fut une victoire. Toujours mécontent et ambitieux, Charles-le-Mauvais, roi de Navarre, avait repris les armes pour soutenir de vaines prétentions sur la Bourgogne. Sa petite armée était commandée par un célèbre capitaine gascon nommé le **captal de Buch.** **Duguesclin** le rencontra, en **1364,** à **Cocherel,** près d'Évreux, gagna la bataille et le fit prisonnier. La nouvelle de cette victoire rendit aux Français l'espoir et la confiance. Charles, en reconnaissance de cet important service, donna le comté de Longueville à Duguesclin. Dix mois après, les deux rois conclurent un traité de paix, et le roi de Navarre n'inquiéta plus son cousin le roi de France.

Bataille d'Auray.—1364. Quatre mois après la bataille de Cocherel, Duguesclin fut envoyé au secours de Charles de Blois avec des troupes soldées par Charles V. Le prince Noir envoya de son côté au secours de Jean de Montfort des soldats anglais sous la conduite de **Jean Chandos,** un de ses plus braves capitaines. La bataille s'engage à **Auray**, et les Anglais, favorisés par leur position sur une éminence, remportèrent une victoire complète. Charles de Blois fut tué, **Duguesclin** fut fait prisonnier, et la comtesse de Blois fut forcée de signer, en **1365,** le traité de **Guérande** (Loire-Inférieure), qui donna le duché de Bretagne à Montfort, sous la suzeraineté du roi de France.

Les Grandes Compagnies. — Charles V se voyait enfin, pour la première fois, en paix avec tous ses voisins; son peuple commençait à respirer ; il rétournait aux travaux des champs si longtemps interrompus, et l'ordre renaissait avec le repos. Mais le fléau des **Grandes Compagnies** menaçait d'arrêter ce retour vers un état meilleur et de ruiner le royaume. Ces compagnies de gens de guerre, formées d'hommes de toute nation et de tout état, désolaient la France par leurs brigandages. Les unes étaient com-

mandées par de vaillants chevaliers, habiles et expérimentés dans les armes ; les autres par des aventuriers qui se faisaient ainsi un grand état. Elles traversaient la France sans résistance, prenaient des villes et des châteaux, rançonnaient les provinces, et traitaient avec le roi.

Guerre d'Espagne.—Charles V, ayant payé à Jean Chandos la rançon de Duguesclin, le chargea de délivrer la France du fléau de ces compagnies d'aventuriers. Depuis longtemps **Pierre,** roi de Castille, surnommé **le Cruel,** s'était aliéné sa famille et ses sujets par des actes d'atrocité. Il avait empoisonné sa femme Blanche de Bourbon, et ordonné le meurtre de son frère naturel, Henri de **Transtamare,** qui implora le secours de Charles V. Charles saisit avec empressement cette occasion d'éloigner les Grandes Compagnies, dont il redoutait les brigandages. Duguesclin les rassembla, s'en fit obéir et partit pour l'Espagne, où Transtamare vint le joindre. La Castille se soulève tout entière, et Henri s'empare de la couronne sans obstacle. Pierre, saisi d'épouvante en apprenant la désertion de ses troupes, s'était enfui en Portugal, dont le roi Pierre-le-Justicier refusa de le recevoir. Partout repoussé, le roi de Castille se vit contraint d'aller implorer le secours du prince de Galles, qui lui promit de l'aider à recouvrer son trône.

Bataille de Najera ou Navarette.—1367.—(7.) "Le prince de Galles recueillit au passage ces Compagnies qui avaient contribué à détrôner Pierre-le-Cruel, et les engagea dans son armée pour aller rétablir ce prince sur le trône. Il partit de Bordeaux le 18 janvier **1367.** Le 3 avril une bataille s'engagea près d'une petite rivière appelée la Najerrilla, qui passe par *Najera* (Vieille-Castille) ; elle tourna tout à l'avantage de Pierre, et Duguesclin, malgré sa valeur, demeura prisonnier, ainsi que plusieurs braves chevaliers. Sept à huit mille hommes périrent dans l'armée de Henri ; et plusieurs grands de la Castille, qui étaient au nombre des prisonniers, furent mis à mort par Pierre-le-Cruel." La victoire de Najera rétablit Pierre sur le trône, et Henri chercha son salut dans la fuite.

Bataille de Montiel.—1369. Duguesclin recouvra bientôt

la liberté, et le prince de Galles s'étant retiré d'Espagne, le héros breton y reparut avec une nouvelle armée. Pierre-le-Cruel fut vaincu à **Montiel,** près des sources de la Guadiana, fut fait prisonnier et amené en présence de Henri. En se reconnaissant, les deux frères rivaux, altérés de vengeance, se jettent avec rage l'un sur l'autre, et **Pierre** meurt poignardé de la main de **Henri** dans la tente de Duguesclin. La couronne resta à Henri de Transtamare, qui, allié dévoué de la France, l'aida de sa flotte quand la guerre recommença contre l'Angleterre.

Guerre avec l'Angleterre. — (6.) "L'expédition du prince Noir en Espagne avait épuisé son trésor, il voulut lever des subsides en Guyenne, mais le peuple et les barons du Midi se soulevèrent et se plaignirent à leur ancien suzerain, le roi de France qui cite le prince de Galles à comparaître devant la cour des Pairs; le prince répondit qu'il y viendrait le bassinet (casque) en tête et dans la compagnie de soixante mille hommes. Mais languissant et atteint d'une maladie incurable, il n'était point en état d'exécuter sa menace. Elle n'effraya pas **Charles V,** qui s'étant préparé de longue main a la guerre, la déclara ouvertement à **Édouard III.**"

Succès et politique de Charles V.—Cette guerre se poursuivit avec persévérance, mais ce fut une guerre d'un nouveau genre. Charles évita les grandes batailles, craignant le retour des désastres de Crécy et de Poitiers. Duguesclin fut chargé de harceler l'ennemi, de l'affaiblir par de petits combats, de le détruire en détail. La mort du héros de l'Angleterre, le **prince Noir,** en **1376,** celle du redoutable Édouard III, l'année suivante, vinrent aussi en aide à la France. Les Anglais furent chassés peu à peu du Ponthieu, du Quercy, du Limousin, du Rouergue, de l'Angoumois, de la Saintonge, du Poitou, et ne gardèrent que quelques places maritimes: Calais, Brest, Bordeaux, Bayonne.

Majorité des rois à 14 ans.—Charles comprenant tous les inconvénients d'une longue minorité, il fixa, pour l'avenir, la **majorité des rois à 14 ans,** et fit enregistrer cette ordonnance dans une séance royale, en présence d'une assemblée nombreuse de nobles et de prélats; et pour mieux assurer l'unité dans le

pouvoir et dans la nation, il décida qu'il ne serait plus concédé de fiefs souverains aux princes de la famille royale.

Grand schisme d'Occident.—1378.—(6.) "Six papes français avaient successivement résidé à Avignon depuis **1308**; le sixième étant retourné à Rome, et y étant mort en **1378,** un pape italien fut élu à Rome et un pape français à Avignon. La France se déclara pour le pape français, que rejeta la plus grande partie de la chrétienté. Ce fut l'origine de ce qu'on a appelé le **grand schisme d'Occident.** Pendant 40 ans on vit deux papes, l'un à Rome, l'autre à Avignon. Le concile de Constance, en **1449,** mit fin à ce scandale, qu'on peut regarder comme une des causes des malheurs de ces temps."

Mort de Duguesclin.—1380. "Les débris des armées anglaises occupaient encore quelques places fortes dans le Midi, entre autres **Châteauneuf-de-Randon,** entre Mende et Le Puy. Duguesclin vint l'assiéger; la garnison promit de se rendre si, dans un certain temps, elle n'était secourue. Dans l'intervalle, **Duguesclin** mourut de maladie, l'an **1380,** âgé de 66 ans. Le gouverneur n'ayant point reçu de secours, et fidèle à sa parole, vint déposer les clefs de la place sur le cercueil du héros breton. Duguesclin, à son lit de mort, avait recommandé à ses compagnons de ne point oublier que, dans quelque pays qu'ils fissent la guerre, les gens d'église, les vieillards, les femmes, les enfants, et le pauvre peuple n'étaient pas leurs ennemis."

Mort de Charles V.—1380. "Charles V mourut deux mois après son connétable. Il disait des rois: 'Je ne les trouve heureux que parce qu'ils peuvent faire du bien.' Il s'est peint lui-même par ces mots. Il aimait et encourageait les lettres; il est le véritable fondateur de la **bibliothèque** dite aujourd'hui impériale; son père possédait vingt volumes: il en rassembla neuf cents achetés au poids de l'or. **Thomas de Pisan,** son astrologue, fut père de la savante **Christine de Pisan,** qui fit l'éloge du monarque. Il favorisa le commerce, régularisa et diminua les impôts, fixa les monnaies, mit l'ordre partout, et tout en accroissant le trésor public, il fit bâtir la **Bastille,** l'hôtel **Saint-Paul** qu'il habita, et le château de **Saint-Germain-en-Laye.**"

Après avoir tout réglé pour sa succession, recommandé à ses frères son jeune fils **Charles,** et leur avoir donné de sages conseils, il expira le 16 septembre **1380,** âgé de quarante-trois ans. A peine avait-il fermé les yeux, que l'avide et féroce **duc d'Anjou,** son frère, s'élança dans sa chambre, et s'empara de tout son trésor, qu'on fait monter à dix-neuf millions.

Portrait de Charles V.—(12.) "Le jeune roi était né vieux; il avait de bonne heure beaucoup vu, beaucoup souffert. De sa personne il était faible et malade. Tel royaume, tel roi. On disait que Charles-le-Mauvais l'avait empoisonné; il en était resté pâle, et avait une main enflée, ce qui l'empêchait de tenir la lance. Il ne chevauchait guère, mais plutôt se tenait à Vincennes, à son hôtel de Saint-Paul, à sa royale librairie du Louvre. Il lisait, il *oyait* les habiles, il avisait froidement. On l'appela **le Sage,** c'est-à-dire le lettré, le clerc, ou bien encore l'avisé, l'astucieux. Voilà le premier roi moderne, un roi assis comme l'effigie royale est sur les sceaux. Jusque là on se figurait qu'un roi devait monter à cheval. Philippe-le-Bel lui-même, avec son chancelier Pierre Flotte, était allé se faire battre à Courtray. Charles V combattit mieux de sa chaise. Conquérant dans sa chambre, entre ses procureurs, ses juifs et ses astrologues, il défit les fameux chevaliers, et les Compagnies encore plus redoutables. De la même plume il signa les traités qui ruinaient l'Anglais, et minuta les pamphlets qui devaient ruiner le pape, livrer au roi les biens de l'Église. Ce médecin malade du royaume avait à le guérir de trois maux, dont le moindre semblait mortel: l'Anglais, le Navarrais, les Compagnies. Il se débarrassa du premier, comme on l'a vu, en le comblant d'or, en patientant jusqu'à ce qu'il fût assez fort. Le Navarrais fut battu, puis payé, éloigné; on lui fit espérer Montpellier. Les Compagnies s'écoulèrent vers l'Espagne."

Faits contemporains.—1370. Tamerlan nouveau conquérant mongol. Avénement des Stuarts au trône d'Écosse.—**1376.** Le pape Grégoire IX quitte Avignon pour retourner à Rome.

CHARLES VI.

De **1380** à **1422.**

Avénement.—Régence.—1380. Charles V, en mourant, laissa deux fils : **Charles VI** son fils aîné, âgé de douze ans, qui épousa à dix-sept ans **Isabeau de Bavière,** et **Louis,** plus tard appelé **duc d'Orléans,** qui épousa Valentine de Milan, et fut la tige de la première maison d'Orléans. Les trois oncles paternels du jeune monarque, les ducs d'Anjou, de Berry et de Bourgogne, et son oncle maternel le duc de Bourbon, se disputèrent sa tutelle et la régence. Mais comme le duc d'Anjou réclamait en sa qualité de premier prince du sang, des arbitres que l'on choisit à cet effet lui assurèrent, outre le trésor dont il s'était emparé, la régence jusqu'à l'émancipation du roi.

Insurrection des Maillotins.—1382. Le duc d'Anjou, peu touché des graves intérêts qui lui étaient confiés en France, ne songeait qu'à la conquête du royaume de Naples, dont la reine Jeanne 1re l'avait institué son héritier. Comme il avait follement dissipé une partie des richesses dont il s'était emparé, il voulut établir de nouvelles taxes qui furent dans Paris l'occasion d'une sanglante émeute. Les rebelles pénétrèrent à l'Hôtel-de-Ville, y prirent des maillets de plomb (d'où ils furent nommés **Maillotins**) et s'en servirent pour assommer les percepteurs des taxes. L'effervescence se calma, et moyennant une somme de cent mille francs que paya la ville de Paris, une amnistie fut accordée, et les princes y rentrèrent. Le **duc d'Anjou** partit ensuite pour l'Italie, avec une brillante armée ; mais il échoua dans son entreprise ; son armée périt, moissonnée par les privations, les fatigues et les maladies, et lui-même mourut de misère dans le royaume qu'il était venu conquérir.

Guerre de Flandre.—Bataille de Rosebecque.—1312. Les Flamands, sous la conduite de **Philippe Artvelt,** fils du

fameux Jacques Artvelt, avaient chassé leur comte, **Louis** de Flandre, et voulaient établir parmi eux un gouvernement populaire. Toutes les villes s'étaient soumises à Philippe Artvelt, qui prit le nom de régent de Flandre. Le comte Louis, brûlant du désir de se venger, fit solliciter Charles VI de marcher avec lui contre les Flamands. Le jeune roi, charmé de cette occasion de briller dans une guerre, n'hésita pas et partit à la tête de son armée. Le connétable **Olivier de Clisson** et le brave Sancerre commandent sous lui. L'armée française rencontre les Flamands à **Rosebecque,** en **1382,** et les met en pleine déroute dans une bataille des plus sanglantes. Il y eut un massacre effroyable; vingt-six mille cadavres restèrent sur le champ de bataille, et Philippe Artvelt était parmi eux. La Flandre se soumit, mais plusieurs de ses villes furent livrées par le vainqueur au pillage et aux flammes; entre autres Courtray, qui conservait, dit-on, plus de cinq cents éperons de chevaliers français tués à la défaite de **1302.**

Châtiment des Parisiens.—On persuada ensuite au roi qu'il devait retourner à Paris pour châtier les bourgeois qui partageaient les sentiments des rebelles de Flandre. Charles VI reprit donc le chemin de sa capitale, et arrivé à Saint-Denis, il apprit que les Parisiens lui avaient préparé une fête militaire. Le jeune roi exigea aussitôt que toute cette milice déposât les armes et que chacun rentrât dans ses foyers. Puis il entra dans la ville en vainqueur irrité, après avoir fait abattre les portes et enlever les chaînes. Pendant plusieurs jours il garda le silence, et Paris était dans l'angoisse. Enfin les échafauds furent dressés, les supplices commencèrent, et cent des plus notables furent exécutés; parmi ceux-ci se trouvait le vertueux avocat-général **Jean Desmarets,** âgé de soixante-dix ans, dont le crime était d'avoir voulu concilier tous les partis. Quand le sang eut coulé pendant quelques jours, les oncles du roi alors le conjurèrent hypocritement de convertir les supplices en amendes. Aussitôt les richesses de la bourgeoisie furent confisquées, et tous les impôts furent rétablis. Plusieurs villes furent traitées de même, entre autres Rouen, *Reims,* Châlons, Troyes, Sens et Orléans.

La Flandre transmise au duc de Bourgogne.—1384. Cependant la révolte de Flandre n'était point étouffée; tant d'atrocités commises par les Français avaient excité une horreur et une indignation générales. Deux vaillants capitaines restaient aux Gantois: **Pierre Dubois** et **François Ackermann;** ce dernier avait remplacé Artvelt dans le commandement. Les Gantois recherchèrent l'alliance des Anglais qui vinrent à leur secours; mais Charles VI, rappelé par le comte Louis, les arrêta, et les deux partis, gorgés de butin, se préparaient à faire la paix lorsque la mort du comte de Flandre, frappé, dit-on, d'un coup de poignard par le duc de Berry, termina la guerre. Une trève fut alors signée en **1384,** et la Flandre passa au duc de **Bourgogne,** qui avait épousé **Marguerite,** héritière de ce puissant comté.

Le roi gouverne par lui-même.—1388.—(5.) "Le jeune roi fatigué de la tutelle de ses oncles, les ducs de Bourgogne et de Berry, qui s'occupaient plus de leurs intérêts que de ceux de l'État, et dont la mésintelligence venait de rendre inutiles d'immenses préparatifs faits pour une descente en Angleterre, leur déclara, en **1388,** qu'il les remerciait des soins qu'ils avaient donnés à son royaume et à son éducation, et que désormais il gouvernerait par lui-même.

Cette nouvelle fut accueillie avec une grande joie; et cependant Charles VI, passionné pour les fêtes et les plaisirs, était incapable de s'occuper d'affaires, mais il avait de bonnes intentions, aimait le peuple et s'en était fait aimer par son affabilité. Il eut la sagesse de rappeler les amis et les conseillers de son père, et il retira à son oncle le duc de Berry son gouvernement de **Languedoc** où il s'était fait détester."

Assassinat du connétable de Clisson.—Démence du roi.—1392. Le sire de **Craon,** parent du duc de Bretagne, s'étant vu traiter avec hauteur par Clisson, avait juré la mort de ce seigneur. Il lui tendit à Paris un guet-apens, l'assassina et se réfugia chez Jean de Montfort, duc de Bretagne. Mais **Clisson** ne mourut pas de ses blessures, et le roi, furieux, de cet attentat, jura de le venger. Il réclama le coupable à Jean de Montfort qui refusa de le livrer. Charles VI marcha avec ses deux oncles sur la Bre-

tagne, en **1392,** et comme il traversait la forêt du Mans, au mois d'août par une chaleur excessive, une sorte de fou s'élança demi-nu à la bride de son cheval en criant: "Ne vas pas plus loin, noble roi, retourne, tu es trahi." Les gardes éloignèrent cet homme; le roi ne dit rien, et continua sa marche. Tout à coup le choc d'une lance qu'un page laissa tomber sur le casque d'un de ses compagnons fit tressaillir Charles; il se retourne en criant: "*Je suis trahi;*" puis lançant son cheval au galop, il fondit l'épée à la main sur ses officiers et en tua plusieurs. Il était fou; il fallut le lier, et les ducs de Berry et de Bourgogne donnèrent aussitôt l'ordre de revenir à Paris.

Nouvelle régence des ducs.—Ici commence la troisième et fatale période de ce règne désastreux. La faction des ducs ressaisit le pouvoir; mais bientôt le duc de Bourgogne ayant surpris la signature royale, exerça seul l'autorité. Tous les ministres du roi furent poursuivis et jetés dans les cachots, et le connétable de Clisson, qui s'était rétabli de ses blessures, prit la fuite et se retira en Bretagne. Comme la folie du roi n'était pas continuelle, son pouvoir ne fut pas suspendu, et on lui faisait approuver dans les moments lucides, tout ce qu'on avait fait. Les dissensions des princes se ranimèrent, l'anarchie fut partout et la guerre civile se prépara. C'est ainsi que le royaume de France fut gouverné pendant vingt-huit ans.

Bataille de Nicopolis.—1396.—(*5.*) "Les Turcs Ottomans avaient passé en Europe et envahi la Hongrie. Leur chef **Bajazet,** surnommé l'Éclair, disait qu'il mènerait son cheval manger de l'avoine sur l'autel de Saint-Pierre de Rome. L'élite de la noblesse française se croisa sous Jean, fils du duc de Bourgogne, et partit pour aller délivrer la Hongrie. Les croisés arrivèrent sous les murs de **Nicopolis,** en **1396,** se jetèrent au milieu des milices turques, firent des prodiges de valeur et furent vaincus. Jean et 27 autres seigneurs échappèrent seuls à ce désastre; faits prisonniers, ils ne recouvrèrent leur liberté qu'en payant une énorme rançon. Jean rapporta de cette expédition le surnom de **Jean-sans-Peur.** Six ans après, Bajazet tombait au pouvoir de **Tamerlan,** célèbre conquérant mongol."

Rivalité des ducs d'Orléans et de Bourgogne.—Mort de Philippe-le-Hardi.—1404. — Le duc d'Orléans, frère du roi, avec l'appui de la reine et en sa qualité de premier prince du sang, disputait le gouvernement à son oncle le duc de Bourgogne; il aimait le faste, et il lui fallait beaucoup d'argent, il s'en procurait en pillant le trésor; le duc de Bourgogne se rendait populaire en défendant de payer les impôts que voulait lever le duc d'Orléans. La haine de l'oncle et du neveu croissait de jour en jour, lorsque le premier vint à mourir, en **1404,** léguant à son fils **Jean-sans-Peur** une grande puissance et tous ses sentiments d'animosité contre le duc d'Orléans.

Ce dernier rencontre bientôt un rival redoutable dans le nouveau duc de Bourgogne. Celui-ci attaque devant le conseil des princes l'administration du duc d'Orléans; on l'applaudit comme un libérateur. Le duc d'Orléans rassemble des troupes; Paris se met en défense; tout se prépare pour une guerre civile. Cependant on parvient à rapprocher les deux rivaux; ils se réconcilient s'embrassent, et communient ensemble, le dimanche 20 novembre **1407,** en présence de leur oncle, le duc de Berry.

Assassinat du duc d'Orléans.—1407. Cependant trois jours après cette réconciliation, comme le **duc d'Orléans** soupait chez la reine, quelqu'un vint l'avertir que le roi le demandait. Il sort sans défiance avec quelques personnes de sa suite; la nuit était noire; une troupe de sicaires se jettent sur lui, et le tuent à coups de hache; on le trouve tout mutilé sur le pavé sanglant avec un de ses écuyers, mort en voulant le défendre. Les meurtriers avaient pris la fuite. Aussitôt on parla de faire des perquisitions chez les princes pour tâcher de découvrir les traces du meurtre; mais le duc de Bourgogne, **Jean-sans-Peur,** avoua au duc de Berry, son oncle, que c'était lui qui avait commis le crime, et partit au galop pour ses États de Bourgogne, d'où il revint bientôt suivi d'une armée, et se proclama hautement le meurtrier de son ennemi. Cette triste mort du premier prince du sang parut bientôt oubliée; la seule **Valentine** de Milan, sa femme, qui l'aimait tendrement, malgré ses fautes, en conçut un violent désespoir et vint à Paris avec ses enfants pour demander ven-

geance; mais elle ne put l'obtenir; elle fut obligée de fuir, et mourut de chagrin l'année suivante, entourée de ses trois fils, de sa fille et de Jean, fils naturel de son mari, qu'elle aimait à l'égal des siens, et qui devint le célèbre comte de **Dunois.**

Jean-sans-Peur resta maître à Paris, et chargea un célèbre orateur de la Sorbonne, nommé **Jean Petit,** de faire devant toute la cour l'apologie de son crime. Ce ne fut qu'un an après que le meurtrier consentit à demander le pardon du roi et des jeunes princes d'Orléans; la paix fut jurée entre eux à Chartres, mais la mauvaise foi des signataires lui fit donner le nom de **paix fourrée.**

Guerre civile.—Armagnacs et Bourguignons.—" Par suite de l'assassinat du duc d'Orléans, deux partis se formèrent: celui de la maison d'Orléans, qu'on appela les **Armagnacs,** parce que le comte d'Armagnac, le beau-père du nouveau duc d'Orléans, en fut l'âme; et celui de la maison de Bourgogne, qu'on nomma les **Bourguignons.** Les Armagnacs avaient pour eux les princes, la cour, la noblesse du Midi; les Bourguignons avaient pour eux les Parisiens et l'Université. La lutte s'engagea bientôt."

(3.) " Une armée de féroces Gascons marche sous les ordres du comte d'**Armagnac,** et menace Paris, où Jean-sans-Peur caresse la plus ville populace. Il s'appuie du nom du roi qu'il tient en sa puissance, fait proscrire tous les princes par le conseil, et arme dans la capitale un corps d'élite de cinq cents garçons bouchers ou écorcheurs, qui de **Jean Caboche,** leur chef, prirent le nom de **Cabochiens.** Une guerre effroyable commence entre le parti d'Armagnac et celui de Bourgogne; l'un et l'autre appellent les Anglais, et leur vendent la France. Les Armagnacs pillent et ravagent avec une cruauté inouïe les environs de Paris, tandis que les **Cabochiens** font trembler la capitale qu'ils défendent. Les deux partis usèrent de sanglantes représailles; et au milieu des horreurs de la guerre civile, la guerre recommença avec l'Angleterre.

Invasion des Anglais. — Bataille d'Azincourt. — 1415. Henri V, roi d'Angleterre, jeune prince habile et ambitieux, jugea le moment propice pour fondre sur la France, débarqua en Normandie avec une armée, le 14 août **1415,** et investit Harfleur,

qui se rendit au bout d'un mois. De là Henri s'étant avancé jusqu'au village d'**Azincourt,** dans l'Artois, les Français, avec une armée trois fois plus nombreuse, l'y attaquèrent et essuyèrent une défaite qui rappela celles de Crécy et de Poitiers. Cette victoire coûta seize cents hommes à l'Angleterre, avec le duc d'York et le comte d'Oxford; mais huit mille gentilshommes français restèrent sur le champ de bataille; le duc **Charles d'Orléans** fut fait prisonnier, et alors commença pour lui une captivité de vingt-cinq ans.

Suite de la guerre civile.—Massacre des Armagnacs.—1418. La captivité du duc d'Orléans n'affaiblit pas son parti, et la guerre civile se réveille plus terrible, en même temps que la guerre étrangère désole la France. Pendant que les Anglais envahissent la Normandie et prennent Rouen, Paris est livré à toutes les horreurs de la guerre civile. (3.) "Le comte d'Armagnac, nommé connétable, ne règne dans cette ville que par la terreur; il fait noyer une multitude de Bourguignons dans la Seine, où il défend aux Parisiens de se baigner, pour qu'elle garde le secret de ses meurtres. La reine Isabeau de Bavière, quoique méprisée de tous, pouvait seule balancer l'autorité du comte d'Armagnac; celui-ci la fait exiler à Tours par Charles, troisième dauphin, président du conseil au nom du roi. Le duc de Bourgogne enlève la reine à ses gardiens, et elle se réconcilie avec lui. Peu de temps après un bourgeois de Paris, nommé **Périnet le Clerc,** livre une des portes de la capitale à l'Isle-Adam, officier de Jean-sans-Peur. Les Bourguignons rentrent dans la ville, d'où **Tanneguy-Duchâtel** enlève le dauphin: la populace se soulève de nouveau sous la conduite du bourreau **Capeluche;** elle se saisit du comte d'Armagnac et de ses partisans, et les entasse dans les prisons; ils sont massacrés avec lui, et dix-huit mille Armagnacs périssent égorgés dans les rues. Le duc de Bourgogne ramène la reine dans la capitale, dont la détresse devient affreuse.

Assassinat de Jean-sans-Peur.—1419.—L'épuisement de la France et les progrès des Anglais faisaient désirer une réconciliation entre les deux partis. Le dauphin demanda une entrevue au duc de Bourgogne, Jean-sans-Peur; le lieu choisi fut

le pont de **Montereau,** et là le duc, au moment où il s'agenouillait devant le dauphin, fut assassiné par **Tanneguy-Duchâtel** et les autres compagnons du jeune prince, l'an **1419.** (1.) "Ainsi fut vengé par un crime, le crime que, douze ans auparavant, avait commis le duc de Bourgogne. Depuis lors il n'avait pas eu un moment de repos ; sa vie avait été livrée à de continuelles traverses ; son honneur avait reçu sans cesse de nouveaux affronts, il n'avait connu que méfiance, crainte, irrésolution. Le meurtre qu'il avait commis avait livré le royaume à douze années de désordres et de guerres civiles ; le meurtre commis sur lui donnait la France aux Anglais ; tant les crimes des princes devaient causer de maux au peuple."

Traité de Troyes.—1420. Philippe-le-Bon, fils et successeur de Jean-sans-Peur, offrit pour venger son père, la couronne à Henri V, roi d'Angleterre, et de concert avec la reine Isabeau, il fit signer à **Troyes,** le 21 mai **1420,** un traité honteux par lequel il fut dit que Catherine, fille de Charles VI et d'Isabeau, épouserait Henri V, et qu'après la mort de Charles VI la couronne de France passerait à Henri, qui prit dès lors le titre de régent et d'héritier du royaume. Les noces de Henri et de Catherine furent célébrées à Troyes le 2 juin de cette même année. La souffrance du peuple était telle que cette paix fut accueillie avec faveur à Paris ; mais beaucoup de villes et de provinces, surtout dans le Midi, y voyant la honte de la France, refusèrent de l'accepter. Tandis que **Henri V** régnait à Paris, le dauphin se retirait dans l'Auvergne, et ses partisans, sous la conduite du sire de La Fayette, remportaient à **Baugé,** dans l'Anjou, une brillante victoire sur les Anglais.

Mort de Henri V et de Charles VI.—1422.—(5.) "Henri V ne porta pas la couronne que lui donnait le traité de Troyes ; il mourut, âgé de 34 ans, à **Vincennes,** en **1422,** laissant pour héritier un fils au berceau, issu de son mariage avec Catherine, Cet enfant fut proclamé roi de France et d'Angleterre sous le nom de Henri VI. Son oncle, le **duc de Bedford,** habile général et profond politique, fut régent pour la France ; et son autre *oncle, le* **duc de Glocester,** fut régent pour l'Angleterre."

Le malheureux **Charles VI** ne survécut à Henri que peu de semaines. Il mourut à l'hôtel Saint-Paul, le 21 octobre **1422**, à l'âge de **54** ans ; il était censé en avoir régné quarante-deux. La démence dont il avait été atteint fit de son règne un des plus désastreux pour la France.

Portrait de Charles VI.—(1.) "Charles VI était agréable de sa personne, doux et bienveillant ; sa figure, ses manières courtoises et sans orgueil plaisaient à tout le monde. On ne pouvait le voir sans être porté à l'aimer, tant il avait de grâce et de bonté dans le maintien. Le peuple se sentait de la tendresse pour lui, et se complaisait à le voir passer dans les rues. On disait qu'il avait beaucoup de sens et de droiture."

Jean Gerson. — Concile de Constance. — Fin du grand schisme d'Occident. — 1414. Dans ce règne déplorable, si fécond en scélérats, vécut un homme illustre par sa piété, ses lumières, sa fermeté ; ce fut **Jean Gerson,** chancelier de l'Université. Défenseur intrépide des saines doctrines, il parut avec éclat au fameux concile de **Constance** qui mit fin aux scandales du grand **schisme d'Occident.** On attribue à Gerson le livre sublime de l'**Imitation de Jésus-Christ.**

Faits contemporains.—1399. Avénement de la maison de Lancastre (la Rose rouge) au trône d'Angleterre, dans la personne de Henri IV.—**1400.** Déposition de l'empereur Vinceslas.—**1414.** Concile de Constance. Fin du grand schisme d'Occident.—**1419.** Découverte de l'île de Madère par les Portugais.

CHARLES VII.

De **1425** à **1461.**

Division de la France.—1422. La mort de Charles VI laissait la France dans l'état le plus déplorable. Elle était divisée en deux partis, et reconnaissait deux rois. (6.) "Pendant que le fils de Henri V, enfant de dix mois, était solennellement reconnu

pour roi de France à Paris sous le nom de **Henri VI,** avec le duc de **Bedford** pour régent, le dauphin Charles était proclamé roi dans un petit château d'Auvergne. De chef de parti il devenait le roi légitime, c'était **Charles VII.** Il avait pour lui le Midi, moins la Guyenne, et au Nord quelques villes; mais au lieu de déployer l'activité nécessaire pour expulser les Anglais, il laissait à ses partisans le soin de combattre pour sa cause, ne s'occupait que de plaisirs, et **perdait gaîment son royaume,** comme le lui dit un jour La Hire, un de ses plus braves capitaines."

Portrait de Charles VII.—(1.) "**Charles VII** avait près de vingt ans à la mort de son père; il était beau, de taille avantageuse; ses manières étaient empreintes de grâce et de douceur. Il était d'un caractère facile et peu disposé à prendre les choses trop à cœur; doux pour ceux qui l'entouraient, d'un abord affable et caressant; populaire, comme sont souvent les princes dans le malheur, n'imputant sa misère à personne, sans méfiance, et se faisant aimer de tous. Mais il était indolent et trop porté à l'amour des plaisirs."

Batailles de Crevant et de Verneuil.—1423-1424. Charles VII, que ses ennemis désignaient avec mépris sous le nom de **roi de Bourges,** ayant assemblé les états dans cette ville, en obtint quelques aides pour soutenir la guerre contre les Anglais. Son connétable, le comte de Buchan, Écossais d'origine, assiégea la forteresse de **Crevant-sur-Yonne,** mais l'armée du dauphin fut battue et les Écossais massacrés.

L'année suivante, en **1424,** Charles perdit la bataille de **Verneuil,** près d'Évreux, plus désastreuse encore que celle de Crevant, et où périt le connétable. Ces pertes successives firent sentir à Charles VII la nécessité d'acquérir de puissants soutiens. Il offrit l'épée de connétable au fameux **Richemont,** frère du duc de Bretagne. Celui-ci l'accepta, mais en exigeant que le roi éloignât d'auprès de sa personne Tanneguy-Duchâtel, qui avait frappé Jean-sans-Peur à Montereau, et quelques autres Armagnacs. Richemont donna tour-à-tour au roi deux favoris, les sires de Giac et de Beaulieu, qui furent assassinés par ce même Richemont; puis un troisième, le sire de **La Trémouille,** qui

amena la disgrâce de Richemont, et prit un grand ascendant sur l'esprit de Charles, qui languissait alors à **Chinon** dans la mollesse et les plaisirs, tandis que son parti s'affaiblissait chaque jour et que la discorde était dans son camp.

Siége d'Orléans.—1428.—(6.) "Le duc de **Bedford** crut qu'il n'avait plus qu'un dernier coup à frapper pour ruiner complètement le parti de Charles VII. **Orléans** était la principale place d'armes de Charles; ses plus braves lieutenants, **Dunois, La Hire, Xaintrailles,** s'y étaient renfermés. Bedford résolut de s'emparer de cette ville. Il la fit investir le 12 octobre **1428.** Les Orléanais depuis cinq mois se défendaient avec un courage héroïque, mais la place ne pouvait plus tenir longtemps; enfin la défaite des Français et des Écossais à la journée des **Harengs** semblait assurer la chute complète de cette ville. Charles VII se disposait à s'enfuir de Chinon où il tenait sa cour, la cause nationale semblait perdue; une jeune fille la sauva."

Jeanne d'Arc.—1429. Tel était, en **1429,** l'état des choses en France, lorsqu'une jeune fille de dix-neuf ans, nommée **Jeanne d'Arc,** née en **1410,** au village de **Domremy,** près Vaucouleurs, en Lorraine, de parents pauvres, vertueux et attachés au parti de Charles, annonça qu'elle avait reçu de Dieu mission de faire lever le siége d'**Orléans** et de conduire le roi à Reims pour y être sacré. Elle était belle, d'une âme noble et pure, et d'une grande ferveur religieuse. Elle assura que des voix intérieures lui avaient révélé la volonté céleste, que des saints lui avaient apparu, et demanda à être conduite à **Chinon** auprès de **Charles VII.**

Voyage de Jeanne.—(7.) "Jeanne fit ses adieux à sa famille, coupa ses longs cheveux, prit des habits d'homme et partit pour *Chinon*, à travers la France, où mille dangers pouvaient l'atteindre. Elle arrive: on la présente au roi, qu'elle reconnut, dit-on, quoiqu'il se tint confondu parmi ses courtisans; elle lui adresse un compliment gracieux, lui demandant la permission d'aller faire lever le siége d'Orléans, selon le bon plaisir de Dieu. Jeanne eut à subir plus d'une épreuve et un espionnage assidu. Des théologiens l'interrogèrent; convaincu enfin de sa bonne foi et de son

zèle, le roi vit en elle un secours divin; il la fit équiper, lui donna un écuyer, deux pages, deux hérauts d'armes et un aumônier. Elle voulut avoir un étendard blanc semé de fleurs de lys, où étaient écrits les noms de **Jésus** et de **Marie.**"

Délivrance d'Orléans.—Bataille de Patay.—1429. Dans cet équipage, **Jeanne** conduit l'armée à **Orléans,** où elle est reçue en triomphe, et la première, son étendard à la main, elle attaque les ennemis. (3.) "Ils combattent en tremblant, et reculent devant elle; le siége est levé, et la France est délivrée des étrangers au sud de la Loire. Dès lors Jeanne, sous le nom de **Pucelle d'Orléans,** devint bientôt célèbre dans tout le royaume; la France se réveille, l'enthousiasme gagne tous les cœurs, une foule de soldats accourent sous les drapeaux de Charles, et Bedford voit ses Anglais saisis d'épouvante. La victoire de **Patay,** où le célèbre **Talbot** est fait prisonnier, ajoute à la renommée de Jeanne, qui arrache le monarque à son indolence et l'entraîne à **Reims** pour la cérémonie du sacre.

Sacre de Charles VII.—1429. Charles se décide enfin à suivre l'héroïne; avec 12,000 hommes, sans vivres, sans argent, il traverse quatre-vingts lieues de pays occupés par les ennemis; Troyes lui ouvre ses portes après deux jours de résistance, et il fait son entrée à **Reims** au mois de juillet **1429** et y est sacré le lendemain par l'archevêque Regnault de Chartres, en présence de trois princes du sang. Pendant la cérémonie, Jeanne se tenait à côté du roi, proche du maître-autel, debout et son étendard à la main. Après le sacre, elle embrassa les genoux du roi, et lui dit: 'J'ai accompli ce que Dieu m'a commandé, je voudrais bien que le gentil roi me fît reconduire auprès de mes père et mère pour garder leurs brebis et bétail.'"

Prise de Jeanne d'Arc.—1430. Les vœux de **Jeanne** ne furent point exaucés. Charles et ses capitaines, qui avaient reconnu dans cette héroïne leur plus puissant auxiliaire, la supplièrent de rester avec eux. Elle y consentit à regret, et montra depuis le même courage dans les combats, mais non plus la même confiance en elle-même. Blessée à l'attaque de la porte Saint-Honoré, sous les murs de Paris, elle se jeta dans **Compiègne** au

printemps suivant, fit une sortie avec la garnison, et toujours la première à l'attaque et la dernière à la retraite, elle fut faite prisonnière le 24 mai **1430** par les Bourguignons qui la vendirent aux Anglais pour une somme de dix mille francs.

Procès et supplice de Jeanne d'Arc.—1431.—(6.) "Les Anglais ne pouvaient pardonner à une femme de les avoir vaincus, et ils voulaient faire passer les succès merveilleux de Jeanne d'Arc pour l'œuvre du démon. Ils la conduisirent à Rouen et l'accablèrent d'outrages. Bedford la fit juger comme sorcière par un tribunal ecclésiastique. Pendant sa captivité et son procès, la sainte fille fut admirable de courage, de piété, de raison, de modestie ; mais ce fut en vain que par ses réponses naïves, sensées, quelquefois sublimes, elle confondit ses juges astucieux et infâmes ; les Anglais avaient juré sa perte, et le 30 mai **1431, l'héroïne d'Orléans** monta sur un **bûcher,** dressé à **Rouen** sur la place du Vieux-Marché. Elle expira en prononçant le nom de Jésus. Sa mort est une tache ineffaçable pour ceux qui se firent ses bourreaux.

État de la France.—Traité d'Arras.—1435. "Du supplice de Jeanne d'Arc date le déclin de la domination des Anglais en France, mais il fallut vingt ans pour les en chasser tout à fait. Vainement Bedford s'empressa-t-il de faire couronner à Paris Henri VI, âgé alors de dix ans ; les Français ne s'accoutumaient pas au joug de l'étranger : la cause de Charles VII était la cause nationale. Le duc de Bourgogne le comprit, il se détacha peu à peu des Anglais et finit par conclure avec Charles, en **1435,** le **traité d'Arras.** Quelques jours auparavant mourut le duc de Bedford. Les Anglais perdaient à la fois leur puissant allié et leur plus ferme appui. L'année suivante, **Paris** ouvrit ses portes à Charles VII, et bientôt il ne resta plus aux Anglais que la Normandie et la Guyenne. La guerre languissait, une trève la suspendit."

Changement de Charles VII.—États d'Orléans. Un changement extraordinaire s'était alors opéré dans la conduite de Charles VII ; et l'honneur en fut en grande partie attribué à sa maîtresse, la belle **Agnès Sorel.** Une volonté pleine d'énergie

avait pris la place de son indolente indifférence, et il savait alors sacrifier son repos et ses plaisirs à son devoir. Les Français commençaient à jouir de quelque repos; mais à la suite de ces longues guerres civiles, des compagnies d'aventuriers désolaient le royaume par des brigandages et des cruautés qui leur firent donner le nom d'**Écorcheurs.** On voyait à la tête de ces compagnies plusieurs des capitaines mêmes de Charles VII, tels que les célèbres **La Hire** et **Xaintrailles.** Dans les états-généraux qu'il avait convoqués à Orléans, le roi fit rendre une ordonnance pour réprimer la licence des gens de guerre, qui, faute d'une paye réglée, vivaient de pillage; il demanda et obtint une taille perpétuelle ou impôt pour l'entretien des troupes, organisa une milice permanente, soumise à une discipline sévère, qui recevait de l'état sa subsistance, et du roi seul sa direction.

Praguerie.—1440. Les seigneurs de l'armée, mécontents de ces ordonnances, et soutenus par quelques princes du sang et par le dauphin Louis, qui fut depuis **Louis XI,** avaient tenté de résister à Charles: mais leur révolte, qui reçut le nom de **Praguerie,** fut promptement réprimée. Charles marcha lui-même contre les rebelles, et força les plus audacieux à demander grâce. Il leur pardonna ainsi qu'à son fils, le dauphin, qui se retira dans la province du Dauphiné; depuis lors une inimitié profonde subsista entre le roi et son fils.

Batailles de Formigny et de Castillon.—1450-1453.—Expulsion des Anglais. Charles VII, après avoir pacifié l'intérieur, acheva d'expulser les Anglais du royaume. Il sut profiter des dissensions qui régnaient entre la maison de Lancastre et celle d'York, qui se faisaient alors une guerre acharnée, et avaient pour signe de ralliement, la première une **rose rouge,** et la seconde une **rose blanche.**

Puissamment secondé par ses braves capitaines Richemont, Dunois, Xaintrailles, Jean Bureau, il reprit aux Anglais la Normandie en **1450,** à la suite de la victoire de **Formigny,** près Caen; la Guyenne, en **1453,** à la suite de la bataille de **Castillon,** près de Bordeaux, où périt le fameux général anglais **Talbot.** Il ne *resta plus* aux Anglais en France que Calais. Ce fut alors que

Charles VII reçut le surnom de **Victorieux**; il eut la gloire de terminer la guerre de **cent ans.**

Pragmatique-Sanction.—1438. Ce fut Charles VII qui, en **1438,** promulgua solennellement, devant le clergé français rassemblé à Bourges, la **Pragmatique-Sanction,** célèbre ordonnance qui avait pour but de fixer les priviléges de l'Église gallicane; elle reconnaissait la supériorité des conciles généraux sur le pape, privait la cour de Rome du revenu des bénéfices vacants, et confiait au chapitre des Églises l'élection des évêques.

Chagrins causés à Charles VII par le dauphin.—Charles VII était devenu le monarque le plus sage et le plus puissant de l'Europe; mais ses dernières années furent empoisonnées par l'opposition constante que lui fit son propre fils le dauphin **Louis.** Dès l'âge de dix-sept ans, ce prince, habile en intrigue et avide de pouvoir, avait toujours été mêlé aux révoltes et aux conspirations contre son père. Veuf de Marguerite d'Écosse, il avait épousé en secondes noces, contre la volonté de son père, la jeune **Charlotte,** fille du duc de Savoie. Le roi le somma plusieurs fois de venir se justifier à sa cour; mais Louis s'y refusa, persuadé qu'il y serait sacrifié par les courtisans. Le procès du duc d'**Alençon,** convaincu d'avoir trahi la France pour l'Angleterre, acheva d'effrayer le dauphin. Le duc fut condamné à mort, mais le roi commua la peine, et fit enfermer le prince dans la tour du Louvre. Le dauphin ne voulant pas s'exposer à un châtiment semblable, prit la fuite et se réfugia en Bourgogne sous la protection du duc. Le roi prit aussitôt possession du Dauphiné, s'en appropria tous les revenus, et réunit cette province à la monarchie.

Mort de Charles VII.—1461. Dès lors, le roi fut toujours en querelle avec le duc de Bourgogne et avec le dauphin. Les seigneurs, ennemis du prince, persuadèrent à Charles que son fils voulait le faire empoisonner. Le roi, qui était souffrant à cette époque, crut alors vivre au milieu des émissaires de son fils et de leurs embûches, et, tremblant d'être empoisonné par eux, il refusa toute nourriture, et se laissa mourir de faim: il expira le 22 juillet **1461,** à l'âge de cinquante-huit ans.

L'expulsion des Anglais, la fin des guerres civiles, les sages ordonnances du roi, l'organisation de l'armée, firent de ce règne un des plus utiles à la France. L'histoire reproche à Charles VII de n'avoir rien tenté pour sauver **Jeanne d'Arc,** et d'avoir oublié les services de **Jaçques Cœur.**

Jacques-Cœur.—(6.) " **Jacques-Cœur** était un célèbre marchand de Bourges qui, par la grandeur et le succès de ses entreprises commerciales, s'était acquis la fortune la plus considérable de l'Europe. Charles VII le nomma son **argentier** ou trésorier de son épargne, eut plus d'une fois recours à sa bourse et lui emprunta en une année jusqu'à 200,000 écus d'or. Jacques-Cœur était odieux aux courtisans qui convoitaient ses richesses. Charles VII ne le défendit point contre eux, et après un procès inique, Jacques-Cœur fut mis en prison; il s'échappa, et finit par aller mourir dans l'île de Chio, dans une expédition contre les infidèles.

Fin du moyen âge.—Chute de l'empire grec.—1451. Charles VII est le dernier roi de France dont le règne appartienne à cette période historique qu'on appelle **moyen âge,** et qui se termine à la prise de **Constantinople** par Mahomet II, sultan des Turcs, le 29 mai **1453.** Cette catastrophe dissémina dans toute l'Europe les richesses littéraires de la Grèce et de Rome. En même temps l'esprit d'inventions et découvertes prend un grand essor; **Jean de Bruges** avait inventé la peinture à l'huile; le papier en linge était trouvé; l'**imprimerie** est inventée à Mayence, par Guttenberg, Faust et Schœffer (**1440-1452**). Une nouvelle ère commence, celle des temps modernes.

Faits contemporains.—1430. Philippe-le-Bon institue l'ordre de la Toison d'Or.—**1431.** Concile de Bâle.—**1444.** Bataille de Saint-Jacques, près de Bâle.

TEMPS MODERNES.

LOUIS XI.

De **1461** à **1483.**

Avénement.—1461. Lorsque Charles VII mourut à Meung-sur-Yèvre, en Berry, le dauphin **Louis** se trouvait à Genappe. Il partit aussitôt, incertain de l'accueil qu'on lui ferait. Mais les seigneurs, trop faibles pour lui résister, se réunirent franchement à lui, et il fut sacré, en grande pompe, le 8 août **1461.** Il avait trente-huit ans lorsqu'il monta sur le trône.

Caractère de Louis XI.—Louis XI n'avait rien de chevaleresque, il aimait les négociations plus que les combats. Mûri par l'expérience, la réflexion et l'étude, il était actif, dissimulé, cruel, et surtout défiant et superstitieux à l'excès. Simple dans ses habits, railleur avec les grands, familier avec les bourgeois, il aimait à s'entourer de petites gens, et combla de faveur son barbier, **Olivier-le-Dain.** Il savait s'humilier à propos pour arriver à ses fins.

Politique de Louis XI.—L'art des négociations était jusqu'alors presque inconnu; Louis XI fut le premier qui érigea la diplomatie en système. Il fit de cet art le sujet des méditations de toute sa vie; il s'appliqua pendant tout son règne à abaisser les grands et à rendre son pouvoir absolu. Tous les moyens lui parurent bons pour atteindre ce but.

État de la France à l'avénement de Louis XI.—(6.) " Malgré l'agrandissement successif du domaine de la couronne, il y avait encore, à l'avénement de Louis XI, beaucoup de grands vassaux, entre autres, les comtes d'Albret, de Foix, d'Armagnac, et surtout trois maisons puissantes, celles de **Bretagne,** d'**Anjou**

et de **Bourgogne.** La maison d'Anjou possédait l'Anjou, le Maine, le comté de Provence, et prétendait au royaume de Naples, mais elle épuisait ses forces en expéditions lointaines. Les ducs de Bourgogne, par une suite de circonstances heureuses, avaient acquis les Pays-Bas; ils avaient sous leur domination des provinces françaises et des états allemands, ainsi que ces villes marchandes de Flandre, dont les bourgeois étaient si riches et si turbulents."

Changement dans le gouvernement.—Abolition de la Pragmatique-Sanction. Le premier soin de Louis, en arrivant au pouvoir, fut de changer tous les serviteurs de son père, et d'écarter tous ceux qui avaient eu part au gouvernement; tous les favoris de Charles VII furent exilés, dépouillés ou mis en prison. Il mécontenta tous les nobles en leur retirant leurs droits de chasse, et s'aliéna le duc de Bretagne, et surtout le comte de Charolais, qui depuis fut **Charles-le-Téméraire.** Quelques insurrections éclatèrent, Louis sut les comprimer par des exécutions qui épouvantèrent le peuple. En même temps, pour se ménager l'appui du pape Pie II, il abolit la **Pragmatique-Sanction,** et rendit au Saint-Siége tous les priviléges dont on l'avait dépouillé.

Ligue du bien public.—Bataille de Montlhéry.—Traité de Conflans.—1465. Les seigneurs mécontents formèrent contre Louis une ligue à laquelle ils donnèrent le nom de **Ligue du bien public,** à cause du prétexte dont elle se couvrit. A la tête de cette ligue étaient le comte de Charolais, le duc de Bretagne, et Charles de France, le frère même du roi. Autour d'eux se rallièrent les princes du sang et les grands seigneurs mécontents, au nombre desquels étaient ceux qui s'étaient acquis le plus de gloire sous Charles VII, Dunois, Saint-Pol, Tanneguy-Duchâtel et Antoine de Chabannes, comte de Dammartin. A force d'habileté et d'activité, Louis triompha de la ligue. Les royalistes et les Bourguignons se rencontrèrent à **Montlhéry** où se livra une sanglante bataille, qui fut indécise. Le roi sentant sa faiblesse, déposa les armes, et eut recours aux négociations. Nul ne possédait mieux que lui l'art de gagner les cœurs par des paroles insinuantes et flatteuses. Il feignit d'oublier toutes ses injures, et signa le traité de **Conflans,** par lequel il cédait à son frère la

Normandie en échange du Berry, restituait au comte de Charolais les villes de la Somme, et faisait des concessions à tous les princes et seigneurs mécontents. Mais en faisant ces concessions, Louis se promit bien de reprendre plus tard ce qu'il était obligé d'accorder par force. Il s'appliqua dès lors à gagner les plus habiles, à diviser les autres, et à les accabler tour à tour. C'est ainsi qu'il mit tout en œuvre pour s'attacher les princes de Bourbon ; beaucoup d'anciens serviteurs de Charles VII furent rappelés ; bientôt tous les membres de la ligue du bien public, gagnés par lui, divisés, affaiblis, ou occupés ailleurs, cessèrent de lui inspirer de l'inquiétude.

États de Tours. — Traité d'Ancenis.—1468. Cependant Louis, qui avait besoin de l'appui de la nation, convoqua les états-généraux à Tours, afin de les opposer aux princes du sang. Il y fit annuler le traité de Conflans, et reprit à Charles de France la Normandie qu'il lui avait abandonnée. Mais pendant ce temps ses ennemis cherchaient à se fortifier par des alliances étrangères ; ainsi Charles-le-Téméraire, devenu duc de Bourgogne par la mort de son père Philippe-le-Bon, en **1467,** épousa en troisièmes noces Marguerite d'York, sœur d'Édouard IV ; et le duc de Bretagne, de son côté, conclut un traité avec l'Angleterre, auquel se joignit Charles de France. A ces nouvelles, le roi marche à l'improviste contre le duc de Bretagne, qui, séparé de ses alliés et saisi d'épouvante, se soumet par le traité d'**Ancenis.**

Entrevue et traité de Péronne.—1468. Louis XI voulut alors tenter la voie des négociations avec le duc de Bourgogne. Il alla imprudemment le trouver à **Péronne,** ville dépendante du duc, et dans le même temps il excitait en secret les **Liégeois** à se soulever contre leur évêque et prince, cousin et vassal du duc de Bourgogne.

L'entrevue des deux princes fut courtoise et amicale ; toutefois Louis, peu rassuré au milieu des préparatifs de guerre, demanda à se loger dans le vieux château de Péronne qu'il fit occuper par sa garde écossaise.

A peine était-il arrivé à Péronne, que la révolte des Liégeois éclate : Charles apprend que la populace s'est portée à d'horribles

excès; que l'évêque Louis de Bourbon, son cousin, est massacré, et que Louis XI est l'auteur de cette révolte. A cette nouvelle il entre en fureur, et menace de faire périr le roi. Louis, pour sortir du péril, consentit à tout ce que le duc exigea de lui; il signa le traité de Péronne, qui lui enlevait toute souveraineté sur les États de Bourgogne, et donnait à son frère la Champagne et la Brie pour apanage; enfin il fut contraint de marcher contre ces mêmes Liégeois qu'il avait soulevés.

Il assista à la prise de leur malheureuse ville, dont une partie des habitants sont massacrés, puis revint à Tours, évitant de passer par Paris, tant il craignait les railleries des Parisiens, et résolu à se venger de la honte qu'il avait essuyée à Péronne.

Trahison et supplice de La Balue.—1469. Louis XI avait pour confident intime le cardinal **La Balue,** fils d'un tailleur du Poitou, homme adroit, spirituel, insinuant, propre à l'intrigue. Le roi l'avait fait évêque d'Évreux, puis d'Angers; et le pape Paul II venait de le créer cardinal. On découvrit, par une lettre surprise, que La Balue livrait au duc de Bourgogne tous les secrets de son maître. Louis XI le fit enfermer dans une **cage de fer** de huit pieds carrés, inventée par le cardinal lui-même, et où il resta captif pendant dix années.

Mort du duc de Guyenne, frère du roi.—1472. Louis XI s'était engagé par le traité de Péronne à donner à son frère, en apanage, la Champagne et la Brie; mais par là il le rapprochait trop du duc de Bourgogne, et comme il se défiait de son frère, il lui fit accepter en échange la Guyenne, apanage plus important, mais qui l'isolait de ses alliés. Le nouveau duc de Guyenne, toujours en lutte contre le roi, convoita la main de Marie, fille unique de Charles-le-Téméraire. Louis XI ne redoutait rien tant que ce mariage, qui eût rendu son frère si puissant. Le duc de Guyenne tomba malade et mourut après quelques mois de langueur en **1472;** on accusa le roi d'avoir fait empoisonner son frère, et sa mémoire demeura entachée de ce crime.

Siége de Beauvais.—1472. A cette nouvelle, la fureur du duc de Bretagne fut extrême; il passe aussitôt la Somme, prit et *saccagea* Nesle, et vint mettre le siége devant **Beauvais;** mais il

ne put s'en emparer. Les habitants et les femmes mêmes, excitées par une héroïne, **Jeanne Hachette,** qui s'immortalisa par son courage, firent la plus vigoureuse résistance. Le duc fut obligé de se retirer après une perte considérable. Pendant ce temps-là, Louis XI négociait tour à tour avec chacun des princes rebelles, et s'attachait par ses libéralités les deux hommes les plus habiles de leur parti, le sire de Lescun, favori du duc de Bretagne et **Philippe de Commines,** confident du duc de Bourgogne, qui devint l'historien de ce règne.

Condamnation du duc d'Alençon.—Mort du comte d'Armagnac.—1473. Les manœuvres de Louis XI sémèrent la division entre les chefs de la ligue: le duc de Bretagne signa une nouvelle trève, et Charles-le-Téméraire tourna toute son activité du côté de l'Allemagne. Louis profita de cet intervalle pour écraser quelques-uns de ses ennemis. Il commença par le **duc d'Alençon,** l'un des plus coupables, qui était entré dans tous les complots contre le roi. Il le fit saisir par son grand prévot, **Tristan l'Ermite,** et le livra au parlement, le duc fut condamné pour la seconde fois à mort; le roi s'empara de son duché et lui fit grâce de la vie, mais le tint enfermé jusqu'à sa mort, arrivée en **1476.**

Le comte **Jean d'Armagnac** avait été banni sous Charles VII, et ses biens avaient été confisqués, à cause de ses intelligences avec les Anglais. A son avénement au trône, Louis XI le rappela, lui rendit ses biens et éprouva sa trahison. Le roi le fit assiéger dans Lectoure, et le comte d'Armagnac, après avoir livré son château, fut poignardé sous les yeux de sa femme enceinte; celle-ci fut empoisonnée, et toute la population de Lectoure fut détruite par le fer et le feu.

Traité de Pecquigny.—Trève marchande.—1475. Le duc de Bretagne et le duc de Bourgogne avaient formé contre Louis XI, avec Édouard IV, roi d'Angleterre, une ligue plus formidable encore que celle du bien public. La politique de Louis sut déjouer tous leurs projets. Il tint en échec le duc de Bretagne en gagnant ses conseillers. Lorsque Édouard IV débarqua à Calais avec une armée, le duc de Bourgogne ne se trouvait pas là

pour lui prêter secours; il guerroyait en Allemagne. Louis profita du mécontentement d'Édouard; il eut avec lui une entrevue à **Pecquigny,** en **1475,** donna des fêtes, des vivres, de l'argent aux Anglais, et se débarrassa d'eux, après avoir conclu pour sept ans un traité d'alliance et de commerce. Le duc de Bourgogne abandonné par les Anglais, et rempli de ses projets de vengeance contre les Suisses, signa également avec Louis une trêve de neuf ans, sous le nom de **trêve marchande,** et les offenses mutuelles furent mises en oubli; seulement le duc de Bourgogne livra le connétable de Saint-Pol à Louis, et celui-ci lui abandonna les Suisses et René de Lorraine, ses alliés.

Exécution de Saint-Pol.—1475. Le connétable de **Saint-Pol,** ainsi abandonné de tous ceux qu'il avait joués, tomba entre les mains de Louis XI, qui le fit juger par le parlement. Il fut exécuté à Paris en place de Grève, le 19 décembre, comme criminel de lèse-majesté.

Batailles de Granson et de Morat.—1476. Charles-le-Téméraire avait conçu le projet de rétablir, mais dans de plus vastes proportions, l'ancien royaume de Bourgogne, en réunissant à ses États la Lorraine et la Suisse, le Dauphiné et la Provence. Il tourna d'abord ses armes contre les Suisses, et fut vaincu par eux dans deux batailles consécutives, d'abord à **Granson,** puis à **Morat,** en **1476,** où son armée fut exterminée.

Bataille de Nancy.—Mort de Charles-le-Téméraire.—1477. Après la défaite de Morat, la fureur de Charles-le-Téméraire ne connut plus de bornes. Tout affaibli qu'il était par ces pertes successives, il voulut s'obstiner à chasser de la Lorraine le jeune duc René, et vint mettre le siége devant **Nancy,** qui souffrit toutes les horreurs de la famine. Enfin, au mois de janvier **1477,** il se livra sous les murs de cette ville un combat acharné où **Charles-le-Téméraire** fut tué. Ainsi périt le dernier défenseur de la grande féodalité, et finit cette puissante maison de Bourgogne qui avait duré **116** ans sous quatre ducs: Philippe-le-Hardi, Jean-sans-Peur, Philippe-le-Bon, et Charles-le-Téméraire.

Marie de Bourgogne.—Son mariage avec Maximilien d'Autriche.—1477. A la nouvelle de la mort de son rival, *Louis XI* s'empara aussitôt du duché de Bourgogne, de la

Picardie et de l'Artois, comme parrain et tuteur de **Marie de Bourgogne,** fille unique de Charles-le-Téméraire, alors âgée de vingt ans. Il aurait voulu faire épouser à cette princesse le dauphin qui n'en avait que sept; mais Marie repoussa ce mariage. Exposée alors aux attaques de Louis XI et aux révoltes de ses propres sujets, la jeune princesse chercha un protecteur dans un époux, et elle donna sa main à **Maximilien d'Autriche,** fils de l'empereur Frédéric III, lui apportant en dot les Pays-Bas, la Flandre, l'Artois et la Franche-Comté.

Exécution du duc de Nemours.—1477. La cruauté de Louis XI s'irritait à mesure que sa sécurité s'accroissait. Il profita d'un moment de calme pour se venger de **Jacques d'Armagnac,** duc de **Nemours,** le seul qui restât des princes conjurés dans la ligue du bien public. Le roi le fit arrêter dans son château de Carlat, dans le Cantal, et conduire à la Bastille. Il le fit juger par le parlement, auquel il adjoignit des commissaires enrichis d'avance des dépouilles du malheureux duc. Nemours, déclaré criminel de lèse-majesté, eut la tête tranchée aux Halles de Paris le 4 août **1477,** et si l'on en croit une tradition populaire, Louis ordonna que ses enfants, encore en bas âge, fussent placés sous l'échafaud pendant le supplice de leur père et arrosés de son sang; il les fit jeter ensuite dans des cachots, où ils subirent d'horribles tortures.

Bataille de Guinegate.—1478.—Traité d'Artois.—1482.— (6.) "Louis XI ne voulut pas laisser se séparer de la France l'Artois et la Franche-Comté, province où se parlait la langue française. Il fit la guerre à Maximilien, lui livra à **Guinegate** (dans l'Artois), en **1479,** une bataille qui ne fut pas décisive, et la guerre traînait en longueur lorsqu'un événement fortuit vint en aide à Louis. Marie de Bourgogne mourut, laissant un fils, Philippe, et une fille, **Marguerite.** Les Flamands se soulevèrent contre Maximilien et le contraignirent à faire la paix. Par le traité d'Arras, en **1482,** il fut stipulé que Marguerite, alors âgée de trois ans, serait élevée en France, qu'elle épouserait le dauphin et lui apporterait en dot l'Artois et la Franche-Comté; mais ce mariage ne s'accomplit pas."

Réunion de l'Anjou, de la Provence et du Maine à la

couronne.—1481. Dans l'année qui précéda le traité d'Arras Louis XI avait déjà fait un magnifique héritage. Par la mort du vieux roi **René de Provence,** que ses douces vertus ont fait appeler **le bon roi René,** et par la mort de **Charles du Maine,** son neveu, la maison d'Anjou s'éteignit, et Louis XI, en **1481** réunit à la couronne l'Anjou, le Maine et la Provence.

Mort de Louis XI.—1483. "**Louis XI** était parvenu au comble de sa puissance, mais le déclin de sa santé lui annonça une fin prochaine. Sa défiance s'en augmenta; l'activité de son esprit n'en fut pas diminuée. Il s'enferma dans son château de **Plessis-les-Tours,** entouré de gibets, de piéges, de soldats. Sur un signe, le prévôt **Tristan l'Ermite,** qu'il appelait son compère, faisait pendre ou noyer ceux qui excitaient ses soupçons; mais le tyran, craint de tous, tremblait à la pensée de la mort. Il comblait d'argent et d'honneurs son médecin Coythier, se couvrait de reliques et appela du fond de la Calabre **François de Paule,** pour qu'il lui prolongeât la vie par ses prières; mais le saint ermite ne fit que le préparer à la mort; et il expira en **1483.** Ce fut le premier de nos rois qui porta les titres de **roi très chrétien** et de **majesté.**

Louis XI laissa trois enfants: **Charles VIII,** âgé de treize ans, qui lui succéda; **Anne,** âgée de vingt-deux ans, qu'il avait mariée à Pierre de Bourbon, sire de **Beaujeu,** et à qui il laissa la tutelle de son fils et le gouvernement du royaume; et **Jeanne,** laide et contrefaite, épouse de Louis d'Orléans, qui fut roi sous le nom de Louis XII."

Institutions.—Postes.—Parlements. La France fut redevable à Louis XI de plusieurs sages institutions. Il créa l'ordre de **Saint-Michel,** destiné à récompenser toute espèce de mérite; il créa les **postes** pour son service particulier; il fonda les **parlements** de Grenoble, de Bordeaux, de Dijon, et déclara, par un édit, les charges judiciaires inamovibles; il introduisit en France l'imprimerie en **1470**; il favorisa le commerce, protégea les lettres et organisa l'artillerie. Enfin, en abaissant la féodalité et en réunissant tant de provinces au domaine de la couronne, il contribua puissamment à établir l'unité du pouvoir et l'unité de la nation. *Louis XI fut un méchant homme, mais un grand politique.*

Portrait de Louis XI.—(5.) "Louis XI vint faire l'essai de la monarchie absolue sur le cadavre palpitant de la féodalité. Ce prince tout à part, placé entre le moyen-âge qui mourait, et le temps moderne qui naissait, tuait d'une main la vieille liberté noble sur l'échafaud, de l'autre jetait à l'eau dans un sac la jeune liberté bourgeoise. Esprit matois, il opéra de grandes choses avec de petites gens ; transformant ses valets en hérauts d'armes, ses barbiers en ministres, le grand prévôt en compère, et deux bourreaux, dont l'un était gai, l'autre triste, en **compagnons;** regagnant par sa dextérité ce qu'il perdait par son caractère, réparant comme roi les fautes qui lui échappaient comme homme; brave chevalier à vingt ans et pusillanime vieillard; expirant entouré de gibets, de cages de fer, de chausses-trappes, de broches, de chaînes appelées les **fillettes du roi;** d'ermites, d'empiriques, d'astrologues; mourant après avoir créé l'**administration,** les **manufactures,** les **chemins,** les **postes;** après avoir rendu permanents les offices de judicature, fortifié le royaume par sa politique et ses armes, et vu descendre au tombeau ses rivaux et ses ennemis."

Philippe de Commines.—L'habile **Philippe de Commines,** qui, du service de Charles-le-Téméraire, passa à celui de Louis XI, et qui fut le confident et le ministre de ce roi, fut l'historien de son règne, sur lequel il nous a laissé de curieux mémoires.

Faits contemporains.—1479. Réunion de la Castille et de l'Aragon, par le mariage de Ferdinand le Catholique et Isabelle de Castille.—**1483.** Richard, duc de Glocester, fait périr les deux fils d'Édouard IV.

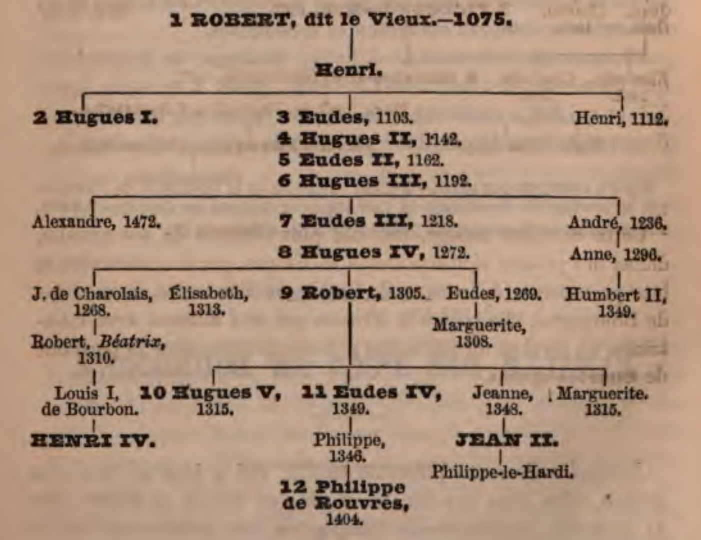
FAMILLE DES DUCS DE BOURGOGNE.

L'histoire de cette puissante famille, qui a joué un des plus grands rôles dans nos annales, et qui s'est éteinte en **1477,** dans la personne de **Charles-le-Téméraire,** est intimement liée à l'histoire de France. La **Bourgogne,** un des plus anciens et des

plus puissants royaumes sous la monarchie franque, revint à **Robert,** roi de France, et fils de Hugues-Capet, qui la donna à son second fils **Henri,** en **1015.** Ce dernier, étant devenu paisible possesseur de la couronne, céda cette province à son frère **Robert,** surnommé le **Vieux,** qui fut ainsi la tige de la première maison royale de Bourgogne.

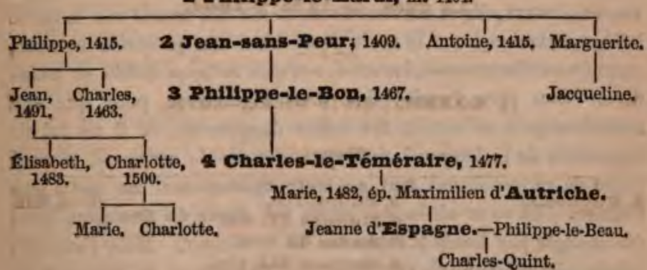
PREMIÈRE MAISON DE BOURGOGNE.

12 ducs, de 1131 à 1404.



SECONDE MAISON DE BOURGOGNE.

4 ducs, de 1363 à 1477.



Cette dernière maison, une des plus célèbres de nos annales, donna des princes bien funestes à la France, par leur caractère et leur puissance. A la mort de Charles-le-Téméraire, dernier duc de Bourgogne, elle créa à la France, par son alliance avec l'Autriche, un rival et un voisin des plus dangereux, dans la personne de **Charles-Quint.**

GUERRES D'ITALIE.

De **1483** à **1559.**

CHARLES VIII.

De **1483** à **1498.**

Avénement. — 1483.—États-généraux de Tours.—1484. Charles VIII, fils et successeur de Louis XI, monta sur le trône à l'âge de treize ans. Il avait passé dans une profonde retraite, au château d'**Amboise,** les années d'une enfance faible et maladive. Son père l'avait laissé dans l'ignorance, pour que son ambition, qu'il redoutait, fut moins dangereuse, et il ne lui fit apprendre de la langue latine que cette seule sentence, résumé fidèle de sa politique: **Qui ne sait dissimuler, ne sait pas régner.** La sœur aînée du jeune roi, **Anne de Beaujeu,** avait été chargée par Louis XI du soin de le diriger. Mais l'autorité lui fut bientôt disputée par les ducs d'Orléans et de Bourbon et par le comte de Clermont, tous trois princes du sang. Pour mettre un terme à des rivalités dangereuses, on convoqua à **Tours** les **états-généraux.** Le roi y fut déclaré majeur et capable de gouverner: il fut dit que le duc d'Orléans, premier prince du sang, présiderait le conseil en son absence; à son défaut, le duc de Bourbon, connétable; enfin, le sire de Beaujeu. Mais le duc d'Orléans, jeune prince plus occupé de ses plaisirs que des affaires, fut bientôt écarté du conseil par Anne de Beaujeu, sa belle-sœur, et l'on vit le royaume gouverné par une femme qui n'avait de titre au pouvoir ni par le vœu des états ni par les lois du royaume.

Ligue des princes contre Anne de Beaujeu.—Bientôt une

ligue formidable se forma contre la jeune régente, composée des princes du sang et des grands seigneurs : à leur tête figuraient Maximilien d'Autriche, le roi de Navarre, les ducs d'Orléans et de Bourbon, de Bretagne et de Lorraine, les comtes de Dunois, de Nevers, de Comminges, Philippe de Commines, le prince d'Orange, le sire d'Albret, et beaucoup de seigneurs bretons. Mais Anne de Beaujeu, par sa prudence et sa fermeté, sut rompre la ligue. Le duc d'Orléans quitta secrètement la cour pour se réfugier en Bretagne ; le ressentiment de la régente tomba sur ses partisans qu'elle fit tous arrêter.

Bataille de Saint-Aubin-du-Cormier.—1488. Anne poursuivit ses avantages. Elle confia l'armée royale à **La Trémouille,** qui marcha en Bretagne, et rencontra l'armée des princes près de **Saint-Aubin-du-Cormier.** La bataille fut gagnée par La Trémouille, qui fit prisonnier le duc d'Orléans, le prince d'Orange et un grand nombre de seigneurs. Cette défaite anéantit le parti des rebelles.

Tous les chevaliers qui avaient été pris dans la bataille furent mis à mort ; quant aux deux princes, ils furent conduits en France, où Anne les retint prisonniers. Deux années après, Charles VIII, qui aimait son beau-frère, le duc d'Orléans, lui rendit la liberté, sans consulter sa sœur, qui avait la sagesse de s'effacer à mesure que son frère devenait en état de gouverner par lui-même.

Mariage du roi.—1491.—(6.) " La Bretagne était toujours ouverte aux Anglais et aux mécontents : la possession de cette province était nécessaire à la grandeur et à la sûreté de la France. Le duc de Bretagne venait de mourir, laissant pour héritière une jeune fille, nommée **Anne.** Elle épousa par procuration Maximilien d'Autriche, veuf de Marie de Bourgogne, qui guerroyait alors en Hongrie. Anne de Beaujeu rompit ce mariage, si contraire à l'intérêt de la France. Charles VIII se rendit en Bretagne et y épousa l'héritière de ce duché, en **1491,** quoiqu'il fût fiancé avec la fille de ce même Maximilien, Marguerite, qu'on élevait en France. Charles VIII fit donc un double affront à Maximilien, il lui prit une femme et lui renvoya sa fille ; mais,

en la renvoyant, il lui rendit la Franche-Comté et l'Artois, qu'elle avait apportés en dot."

Traités de Barcelone, d'Étaples et de Senlis. — 1493. Charles VIII, âgé de vingt-deux ans, était le plus puissant souverain de l'Europe. Élevé dans l'ignorance des hommes et des affaires, ne possédant aucune instruction historique, il n'avait nourri son esprit que de récits chevaleresques. Dans sa longue retraite d'Amboise il avait rêvé gloire, conquêtes et entreprises lointaines, se proposant pour modèles Charlemagne et ses preux, que les romans de chevalerie mettaient si souvent en scène. Pour faciliter l'exécution de ses projets aventureux, il s'empressa de conclure avec ses voisins des traités onéreux par lesquels il sacrifia quelques-unes des plus précieuses acquisitions de son père. Par le traité de **Barcelone,** Charles rendit au roi d'Aragon et à Isabelle de Castille le Roussillon et la Cerdagne, à la seule condition qu'ils garderaient son alliance, et le seconderaient contre ses ennemis. Il acheta ensuite la paix avec l'Angleterre par un sacrifice d'argent. Par le traité d'**Étaples** il reconnut une dette de sept cent quarante-cinq mille écus d'or payable à Henri VII d'Angleterre. Maximilien d'Autriche, dont il avait enlevé la femme et répudié la fille, méditait une éclatante vengeance. Charles VIII l'apaisa en renonçant par le traité de **Senlis** à la Franche-Comté et à l'Artois.

Départ de Charles VIII pour l'Italie. — 1494. Charles VIII, voyant alors la France paisible et puissante, songea à faire valoir les droits qu'il avait hérités de la maison d'Anjou sur le royaume de Naples. Au mois d'août de l'année **1494,** il franchit les Alpes avec trente-deux mille hommes, parfaitement équipés et pourvus d'une artillerie formidable et la meilleure de l'Europe. Les Italiens n'opposèrent aucune résistance sérieuse à ce qu'ils appelaient la **furie française,** et la marche de Charles VIII à travers l'Italie, ne fut, pour ainsi dire, qu'une promenade militaire. Le pape Alexandre VI, épouvanté, lui ouvrit les portes de Rome, où il fit son entrée avec un grand appareil, aux clartés des flambeaux, des illuminations, et aux acclamations du peuple. Quelques semaines après, Charles entrait dans **Naples,** d'où Alphonse II

venait de s'enfuir avec ses trésors, après avoir abdiqué en faveur de Ferdinand II, son fils.

Ligue contre Charles VIII.—Charles, au lieu de chercher à s'affermir dans cette belle et facile conquête, en prenant des mesures efficaces, ne songea qu'à ses plaisirs. Les puissances de l'Europe s'alarmèrent de ses succès rapides. L'Espagne, Maximilien, Venise et le pape se liguèrent secrètement contre lui, et l'âme de cette ligue était son ancien allié **Louis-le-Maure.**

Philippe de Commines, ambassadeur du roi à Venise, informé des projets de cette ligue formidable, donna avis au roi de ce qui se tramait contre lui.

Départ de Charles.—Bataille de Fornoue.—1495. Charles VIII ordonna aussitôt la retraite, laissant à Naples, comme vice-roi, son cousin Gilbert de Montpensier, avec une partie de l'armée. Le retour s'opéra en assez bon ordre; l'armée passa l'Appennin sans être inquiétée; mais les alliés l'attendaient près du village de **Fornoue,** dans le duché de Parme, avec des forces infiniment supérieures. L'armée française remporta une victoire complète, et cette bataille, qui coûta trois à quatre mille hommes aux alliés, assura la retraite de Charles VIII. Le roi, par le traité de **Verceil,** fit la paix avec Louis-le-Maure, qu'il reconnut pour duc de Milan.

Rentrée de Ferdinand à Naples.—1496. Tandis que Charles rentrait en France, Ferdinand II et **Gonzalve de Cordoue,** le vainqueur de Grenade et le plus grand capitaine de son siècle, attaquaient les Français laissés dans le royaume de Naples. Le vice-roi, Gilbert de Montpensier, fut contraint à évacuer la capitale; réduit à capituler, il mit bas les armes avec cinq mille guerriers, et s'engagea à sortir du royaume après avoir rendu toutes les places, à la réserve de Gaëte, de Venosa et de Torente. Naples et la Sicile furent perdues pour la France.

Mort de Charles VIII.—1498. Charles VIII mourut en **1498,** au château d'Amboise, d'une attaque d'apoplexie à la suite d'un choc violent. Il n'avait que vingt-huit ans. Depuis son retour d'Italie, il s'était livré avec zèle aux soins de l'administration, et il se plaisait, comme saint Louis, à rendre lui-même la

justice à ses sujets. La France lui sut gré de ce qu'il aurait voulu faire pour elle, et donna des larmes à sa mémoire. Il avait dans l'espace de deux ans, perdu trois fils, en bas âge. Le duc d'Orléans, petit-fils du frère de Charles VI, était son parent le plus proche.

Faits contemporains.—1485. Réunion des deux Roses par Henri VII ; avénement de la maison de Tudor.—**1486.** Découverte du cap de Bonne-Espérance, par Barthélemy Diaz, Portugais.—**1492.** Christophe Colomb découvre l'Amérique.—**1497.** Améric Vespuce, négociant florentin, découvre une partie du continent du Nouveau-Monde et lui donne son nom.

VALOIS-ORLÉANS

LOUIS XII, dit LE PÈRE DU PEUPLE.

De **1498** à **1515.**

Avénement.—1498. Charles VIII n'ayant pas laissé d'enfants, **Louis, duc d'Orléans,** premier prince du sang, et petit-fils du frère de Charles VI, lui succéda sans obstacle, à l'âge de trente-six ans. Il avait épousé, malgré lui, Jeanne de France, fille de Louis XI, pieuse princesse, mais laide et contrefaite, dont il n'avait pas d'enfants.

Premiers actes de Louis XII.—Sa générosité. Les premiers actes de Louis XII furent sages et utiles. Il commença par rassurer ceux qui, lui ayant été contraires avant qu'il fût roi, craignaient son ressentiment. **"Le roi de France,"** dit-il, **"ne venge pas les injures du duc d'Orléans."** Tous les serviteurs de Charles VIII conservèrent leurs emplois et la faveur du monarque. Il prit pour ministre **George d'Amboise,** archevêque de *Rouen* et depuis cardinal, à qui il donna toute sa confiance. Aidé

de ses conseils, il ne s'occupa que du bonheur du peuple, diminua les impôts, rétablit l'ordre dans les finances, et par l'équité de son administration et son amour pour ses sujets, il mérita le glorieux surnom de **Père du peuple.**

Mariage du roi avec Anne de Bretagne.—1499. La reine **Anne** s'était retirée dans son duché de Bretagne aussitôt après la mort de Charles VIII, son époux, et elle pouvait par un second mariage faire passer la Bretagne dans une maison étrangère ; il était de l'intérêt de la France de l'empêcher. **Louis XII,** quoiqu'il n'y eût aucun motif légal de divorce, sollicita et obtint du pape Alexandre VI l'annulation de son mariage avec Jeanne, et en **1499,** il épousa à Nantes la jeune veuve de Charles VIII. Jeanne, la seule victime du nouveau règne, se retira à Bourges, au couvent de l'**Annonciade** qu'elle avait fondé, et y mourut en **1505,** en odeur de sainteté.

Conquête du Milanais.—1499. Aussitôt après son mariage avec Anne, Louis reclama le **Milanais** auquel il prétendait comme petit-fils de Valentine Visconti. Il joignait à ces droits ceux de Charles VIII sur Naples. Il envoya dans le Milanais une puissante armée, qui, avec le secours des Vénitiens et du pape Alexandre VI, en firent la conquête en moins de vingt jours. Le duc de Milan, **Louis Sforze**, dit le **Maure,** à cause de son teint basané, abandonné de tous, se réfugia en Allemagne auprès de Maximilien, son gendre. Louis XII fit son entrée dans la capitale le 2 octobre, et après avoir tout réglé pour ses nouveaux sujets, il repartit pour la France, laissant à Milan, comme gouverneur, l'italien **Jacques Trivulce.**

Cependant ce dernier ayant traité les Milanais avec trop de rigueur, une révolte éclata bientôt. Louis Sforze reparut aussitôt avec des forces assez imposantes, et **La Trémouille**, à la tête d'une nouvelle armée de Suisses, passa en Italie. Louis-le-Maure défendait Novarre quand La Trémouille parut devant cette place. Les Suisses qui combattaient dans l'armée de Sforze le trahissent et le livrent aux Français. Louis XII abusa envers son prisonnier des droits du vainqueur, il fit enfermer le malheureux Sforze dans la tour de **Loches,** où il mourut après dix années de captivité.

Traité de Grenade. — Conquête de Naples. — 1501.—(6.) " Maître du Milanais, Louis XII tourna ses vues sur le royaume de Naples, où Ferdinand II, mort à la fleur de l'âge, avait été remplacé par son oncle Frédéric. Louis XII, n'espérant pas s'emparer du royaume de Naples malgré les Espagnols, fit avec le roi d'Espagne **Ferdinand-le-Catholique,** un traité secret, en vertu duquel les deux rois devaient faire ensemble la conquête de **Naples** et se partager ce royaume. Par là le roi de France se faisait le complice de la perfidie de Ferdinand le Catholique envers son parent Frédéric, et introduisait à Naples le rival qui devait en chasser le Français.

Guerre entre les Français et les Espagnols.—Batailles de Séminara et de Cérignoles.—1503. La guerre entre les spoliateurs fut l'unique résultat de cette odieuse conquête. Les Français et les Espagnols ne purent s'entendre sur le partage de la dépouille du malheureux Frédéric. L'astucieux Ferdinand se jouant de la bonne foi de Louis XII, envoya des renforts à son général **Gonzalve de Cordoue.** Celui-ci, se voyant alors en force, commença les hostilités. Son habileté et la discipline de l'infanterie espagnole l'emportèrent sur la valeur française, et malgré les exploits presque fabuleux de **La Palisse,** et l'héroïque valeur du célèbre chevalier **Bayard** qui défendit un pont contre une armée, les Français, commandés par d'Aubigny, furent défaits le **vendredi** 21 avril **1503** à **Séminara** (Calabre ultérieure) ; le **vendredi** suivant à **Cérignoles** (Capitanate), où fut tué **Nemours,** le dernier des Armagnacs ; et six mois après au passage de **Garillan.** Le royaume de Naples fut une seconde fois perdu pour la France.

Traité de Blois.—1505. Tandis que la France éprouvait à l'extérieur de si grands revers, Louis XII la compromettait à l'intérieur par d'imprudentes négociations. La reine Anne, princesse ambitieuse et hautaine, voulait, à tous prix, faire de sa fille **Claude** une grande reine ; elle négocia un mariage entre cette jeune princesse et **Charles de Luxembourg,** qui fut depuis Charles-Quint. Ce prince, fils de l'archiduc Philippe, souverain des Pays-Bas, était l'héritier futur de Maximilien d'Autriche d'une part, et de Ferdinand et d'Isabelle de l'autre, et Louis XII, par le

traité de Blois, lui céda pour dot de sa fille Claude, la Bretagne, le comté de Blois, la Bourgogne et tous ses droits sur le Milanais et le royaume de Naples. On aurait pu taxer le roi de traître envers la France s'il avait eu l'usage de sa raison lorsqu'on lui fit signer ce traité ; mais il était alors dangereusement malade ; on crut même sa fin prochaine, et la reine Anne, ne songeant qu'à ses propres intérêts, se hâta d'embarquer sur la Loire tous ses effets les plus précieux, pour les faire conduire à Nantes. Mais le maréchal de Gié, surintendant de l'éducation du jeune François d'Angoulême, que la reine haïssait, fit arrêter les bateaux de cette princesse. Le roi se rétablit, et le maréchal fut puni pour cet acte de fermeté, par la perte de tous ses emplois.

États de Tours.—1506. Louis XII, épouvanté lui-même des conséquences funestes que pouvait avoir le traité de Blois, résolut secrètement de rompre le mariage projeté. Les **états-généraux** s'étant assemblés à **Tours,** en mai **1506,** Louis parut céder aux instances des députés et déclara publiquement qu'il donnait sa fille Claude à **François d'Angoulême,** héritier présomptif de la couronne. Les fiançailles des deux enfants, qui se firent immédiatement, délivrèrent la France d'un des plus grands dangers qu'elle ait courus. Ce fut dans cette assemblée que Louis XII reçut le surnom de **Père du peuple.**

Expédition de Louis XII contre Gênes.—1507. La république de **Gênes** était tombée avec le Milanais sous la domination française. Au pape Alexandre VI, mort subitement en **1503,** avait succédé un Génois, **Jules II,** vieillard plein d'énergie, qui voulait faire de l'État pontifical la puissance prépondérante de l'Italie et chasser de la péninsule les Français, qu'il appelait les barbares. Il excita contre eux ses compatriotes qui se révoltèrent et prirent un teinturier pour doge. Louis XII passa les monts, parut avec une brillante armée sous les murs de Gênes, et la ville se rendit à discrétion. Il fit pendre avec le doge soixante et dix-neuf des principaux citoyens.

Ligue de Cambrai.—Bataille d'Agnadel.—1509. Venise était alors une grande et opulente république, qui se regardait comme l'alliée de la France, et que Louis XII aurait dû ménager

autant par politique que par reconnaissance. Mais dans ce moment le ressentiment et la jalousie déchaînaient contre elle toutes les puissances de l'Occident. Il se forma contre Venise une ligue, connue sous le nom de **Ligue de Cambrai,** dans laquelle entrèrent l'empereur Maximilien, Ferdinand, roi d'Aragon, Louis XII, le pape Jules II et plusieurs autres princes. Le partage des États de Venise fut arrangé d'avance, et Louis XII s'engagea à porter les premiers coups. Il vint attaquer l'armée des Vénitiens à **Agnadel,** et la victoire qu'il y remporta en **1509,** lui soumit l'État vénitien jusqu'aux lagunes.

Sainte ligue.—1511. Cependant **Jules II** qui n'était entré qu'à regret dans la ligue de Cambrai, chercha aussitôt à s'en détacher. Après s'être servi des Français pour abaisser les Vénitiens, il reprit son projet d'expulser les Français d'Italie, et il forma contre eux à Rome une nouvelle ligue, sous le nom de **ligue sainte,** où entrèrent Venise et Ferdinand-le-Catholique.

Bataille de Ravennes.—1512. Louis XII, à ces nouvelles, rassembla aussitôt une autre armée, dont il donna une partie du commandement à **Gaston de Foix,** jeune homme de vingt-trois ans, fils de Marie d'Orléans, sa sœur. Ce jeune héros, après avoir délivré **Bologne,** repris **Brescia** sur les Vénitiens, conduisit l'armée française jusque sous les murs de **Ravennes,** où en **1512** il remporta une brillante victoire qui lui coûta la vie, et qui fut le terme des succès de Louis XII en Italie.

Revers de la France.—Batailles de Novare et de Guinegate.—1513. Dès ce moment, les Français n'éprouvèrent plus que des revers. Le pape Jules II venait de mourir, et le cardinal de Médicis, ennemi de la France, lui succéda sous le nom de **Léon X.**

Les Suisses rétablirent dans le Milanais Maximilien Sforze, fils de Louis-le-Maure, défirent les Français à **Novare** en **1513,** et pendant qu'ils envahissaient la Bourgogne et pénétraient jusqu'à Dijon, au nombre de dix-huit mille, Henri VIII, roi d'Angleterre, et Maximilien attaquaient la France du côté du nord et gagnaient la bataille de **Guinegate** (Pas-de-Calais), appelée aussi ***Journée des éperons,*** parceque la gendarmerie française, saisie

d'une terreur panique, s'y servit plus de ses éperons que de ses armes. Les plus illustres capitaines, et entre autres **La Palisse** et le chevalier **Bayard**, y furent faits prisonniers. Découragé par tous ces revers, Louis XII dut faire des concessions pour la paix, et signa, en **1514**, une trêve à Orléans avec toutes les puissances ennemies.

Nouveau mariage de Louis XII.—1514.—Sa mort.—1515. Louis XII avait perdu cette même année la reine Anne, qui ne lui laissait que deux filles, **Claude,** mariée au premier prince du sang, **François d'Angoulême,** et Renée, qui devint duchesse de Ferrare. Pour assurer la paix entre l'Angleterre et la France, Louis, âgé alors de cinquante-trois ans, demanda et obtint en mariage la jeune **Marie,** sœur de Henri VIII, en s'engageant à payer pendant dix ans une rente de cent mille écus au monarque anglais. Mais ce mariage fut fatal à Louis XII; les fêtes auxquelles il donna lieu fatiguèrent le roi, déjà faible et malade, et il mourut le 1[er] janvier **1515,** deux mois et demi seulement après sa célébration.

Portrait de Louis XII.—Si Louis XII ne fut ni un grand héros, ni un grand politique, il eut la gloire plus précieuse d'être un bon roi. Les sages réglements qu'il fit pour l'administration de la justice et des finances le rendirent digne du beau nom de **Père du peuple,** que lui avaient décerné les états de Tours. Jamais roi n'aima plus son peuple, jamais roi n'en fut plus aimé. Il était économe; sa cour l'accusa d'être avare; mais il ne s'en fâcha point: "J'aime mieux," dit-il, "voir mes courtisans rire de mon avarice, que de voir mon peuple pleurer de ma dépense." Sous le règne trop court de ce prince, le commerce, l'industrie, les arts amenés d'Italie, la littérature et l'érudition, firent de rapides progrès.

Découvertes importantes.—Cette époque est celle des grandes entreprises. Le Génois Christophe Colomb avait découvert l'**Amérique** en **1492;** peu d'années après cet événement sans exemple, en **1498,** le Portugais Vasco de Gama trouva la **route des Indes**, en doublant le cap des Tempêtes, qui devint alors le cap de **Bonne-Espérance.** En **1500** un autre Portugais

Cabral, découvre le **Brésil,** et cinq ans après Almeïda découvre **Ceylan,** puis **Madagascar.** Enfin en **1511,** Alphonse d'Albuquerque découvre les îles **Moluques.** Outre ces découvertes de la plus haute importance, **la boussole, la poudre,** l'**imprimerie,** avaient, en étendant jusqu'à l'infini l'horizon des connaissances humaines, placé le 15ᵉ siècle au rang des plus féconds et des plus grands de l'histoire.

TABLEAU DES SOUVERAINS DE L'EUROPE

PENDANT LE RÈGNE DE FRANÇOIS I.

De 1515 à 1547.

Allemagne	Charles-Quint	de 1519 à 1556.
Angleterre	Henri VIII	1509 à 1547.
Bohême	Louis	1516 à 1526.
	Ferdinand	1526 à 1564.
Danemark	Christiern II	1513 à 1523.
	Frédéric I	1523 à 1533.
	Christiern III	1533 à 1559.
Écosse	Jacques IV	1488 à 1513.
	Jacques V	1513 à 1542.
Espagne	Philippe-le-Beau	1504 à 1506.
	Charles-Quint	1506 à 1556.
États de l'Église	Léon X	1513 à 1522.
	Adrien IV	1522 à 1523.
	Clément VII	1523 à 1534.
	Paul III	1534 à 1550.
Naples	Charles-Quint	1516 à 1544.
Navarre	Henri	1516 à 1556.
Pologne	Sigismond I	1507 à 1548.
Portugal	Emmanuel	1495 à 1521.
	Jean	1521 à 1557.
Russie	Vassili	1505 à 1533.
	Ivan IV	1533 à 1584.
Savoie	Charles III (le Bon)	1504 à 1553.
Suède	Christiern II	1520 à 1523.
	Gustave Vasa	1523 à 1560.
Toscane (duché)	Alexandre	1531 à 1537.
Turquie	Sélim I	1512 à 1520.
	Soliman	1520 à 1566.

TROISIÈME ÉPOQUE.

MONARCHIE ABSOLUE.

De **1515** à **1789.**

RENAISSANCE.

De **1515** à **1559.**

VALOIS-ANGOULÊME.

FRANÇOIS 1er.

De **1515** à **1547.**

Avénement.—1515.—Caractère du roi. Le nouveau souverain **François d'Angoulême,** duc de Valois, était fils de Louise de Savoie et de Charles d'Angoulême, cousin germain de Louis XII. Né à Cognac en **1494,** il était âgé de vingt ans lorsqu'il monta sur le trône en **1515,** sous le nom de **François** 1er. C'était un prince bien fait de sa personne, spirituel, ami du plaisir, brave, et fort aimé de la noblesse et de l'armée. Les romans de chevalerie firent, pour ainsi dire, son unique étude, et il voulut marcher sur les traces des héros de Charlemagne. Il donna l'épée de connétable au duc de **Bourbon,** et nomma chancelier **Antoine Duprat,** son pré-

cépteur, depuis cardinal, homme vénal et corrompu, qui eut une grande part aux malheurs de ce règne. La reine-mère, **Louise de Savoie,** femme frivole et légère, eut une grande influence dans les affaires.

Première campagne de François 1er en Italie.—Bataille de Marignan.—1515. A peine le jeune monarque était-il sur le trône qu'à l'exemple de Louis XII il tourna ses yeux vers l'Italie, et songea à reconquérir le **Milanais.** Il rassembla une armée redoutable, où l'on voyait briller l'élite des guerriers français; Charles, connétable de Bourbon; les maréchaux de Chabannes et de Trivulce; les ducs de Vendôme, de Lorraine, d'Alençon; la Trémouille, et son fils Talmont, Imbercourt, Téligny, Lautrec, Bussi d'Amboise et **Bayard,** le chevalier sans peur et sans reproche. François institua sa mère régente du royaume en son absence, prit le commandement de son armée, et franchit avec elle les Alpes par des défilés qui n'avaient jamais été pratiqués que par des chasseurs de chamois. A **Marignan,** au sud-est de Milan, l'armée française fut attaquée par les Suisses, au nombre de vingt mille. Le combat fut terrible et dura deux jours; le vieux maréchal Trivulce l'appelait un **combat de géants.** La victoire resta aux Français; mais elle leur coûta six mille hommes; les Suisses en perdirent douze mille. François 1er, qui avait fait des prodiges de valeur, voulut être armé chevalier de la main de Bayard qui avait combattu à ses côtés, et qui s'était le plus distingué entre ses vaillants capitaines.

Alliance avec les Suisses.—1515.— Concordat. — 1516. — (6.) " Le Milanais retomba sous la domination française. Le duc Maximilien Sforze, moyennant une pension, renonça à ses droits et se retira à Paris où il mourut. François 1er conclut, en **1515,** avec les Suisses le traité de Fribourg, qu'on a appelé la **paix perpétuelle,** et qui a subsisté aussi longtemps que la monarchie française. Pour se concilier le pape **Léon X,** il lui accorda l'abolition de la **Pragmatique-Sanction** de Bourges qui, nominalement abrogée par Louis XI, était toujours observée sans avoir été formellement rétablie. Elle fit place à un **concordat,** par lequel le roi eut le droit de présenter un sujet pour les dignités ecclésias-

tiques, et le pape se réserva les annates, c'est-à-dire le revenu de la première année des bénéfices. François avait encore deux ennemis : Ferdinand et Maximilien ; la mort le délivra de l'un en **1516,** et de l'autre en **1519.**"

Héritages de Charles d'Autriche.—Charles d'Autriche, connu sous le nom de **Charles-Quint,** né à Gand en **1500** de Philippe-le-Beau, et de Jeanne la **Folle,** fille de Ferdinand-le-Catholique, se vit à dix-neuf ans maître de vastes États qui le rendaient déjà le monarque le plus puissant de l'Europe. Jeanne, sa mère, lui laissait l'Espagne, le royaume de Naples et les possessions espagnoles d'Amérique, récemment découvertes, auxquelles Fernand Cortez et Pizarre allaient bientôt ajouter le Mexique et le Pérou, si riches en mines d'or et d'argent. "Le soleil," disait-il, "ne se couche pas sur mes États." Son père, Philippe, lui laissait les États de la maison d'Autriche et les Pays-Bas. Le roi de France, par la situation géographique de ses États, et par leurs puissantes ressources, pouvait seul balancer sa puissance. Le jeune Charles, sentant que l'amitié de François 1er lui était nécessaire pour s'affermir sur le trône, avait signé avec lui, à Noyon en **1516,** un traité d'alliance offensive et défensive qui donna quelque repos à l'Europe ; mais il ne fut pas de longue durée.

Rivalité de François 1er et de Charles-Quint.—(3.) "La mort inattendue de l'empereur Maximilien fit éclater entre les deux monarques les premiers symptômes de la lutte qui ne devait finir qu'avec leur vie ; tous deux prétendirent à l'Empire. François prodigua l'or aux électeurs ; mais l'Allemagne, menacée par les Turcs, avait besoin d'un empereur dont les États servissent de barrière à l'invasion musulmane ; et l'électeur de Saxe Frédéric-le-Sage, ayant refusé la couronne impériale, la fit donner à Charles-Quint. François 1er, blessé au cœur dans son ambition, oublia le traité de Noyon, redemanda **Naples,** enlevé par Ferdinand-le-Catholique à Louis XII, et somma le nouvel empereur de lui rendre hommage pour le comté de Flandre, tandis que Charles-Quint réclamait **Milan** comme fief impérial masculin et le duché de Bourgogne comme héritage de son aïeule Marie, fille de *Charles*-le-Téméraire. De ce moment les deux rivaux devinrent

d'irréconciliables ennemis, et à quatre reprises ils se firent la guerre.

Camp du Drap d'Or.—1520. Les deux rivaux cherchèrent l'un et l'autre à s'assurer l'appui du roi d'Angleterre Henri VIII, persuadés que la victoire devait appartenir à celui qui saurait le mettre dans son parti. François 1er obtint du monarque anglais une entrevue qui eut lieu entre Guines et Ardres, près de Calais. La magnificence excessive qu'y déployèrent les deux rois, et les étoffes de brocart et de drap d'or qui y furent étalées, firent donner au lieu des conférences le nom de **Camp du drap d'or.** Le temps se passa en tournois, fêtes et danses, et après trois semaines de réjouissances, les deux monarques signèrent un traité d'alliance qui devint illusoire; car Charles-Quint, plus adroit, avait prévenu cette entrevue en visitant lui-même Henri VIII en Angleterre. Il avait gagné par ses largesses et par l'espoir de la tiare le cardinal **Wolsey,** ministre et favori de ce prince. Ce fut alors que Henri VIII prit pour devise: *Qui je défends est maître.*

Réforme religieuse.—Luther.—1517. Au milieu de cette lutte de François 1er et de Charles-Quint survint dans l'Église un événement de la plus haute importance, qui prépara à l'Europe plus d'un siècle de guerre. Il s'agit de la réforme religieuse. Le pape **Léon X,** ayant besoin d'argent pour continuer la construction de l'immense **basilique de Saint-Pierre,** commencée à Rome par son prédécesseur Jules II, invita, en **1517,** les fidèles à y concourir par des dons, et leur promit des indulgences qu'il fit prêcher par les dominicains. Un moine augustin, professeur à l'université de Wittemberg, **Martin Luther,** jaloux de ce que cette mission n'avait pas été confiée à son ordre, attaqua l'abus et bientôt le principe même des indulgences. Entraîné par son caractère fougueux et par son orgueil de novateur, protégé par l'électeur de Saxe, Frédéric-le-Sage, il finit par se montrer l'ennemi acharné de l'Église catholique, et attaqua la plupart de ses dogmes, tels que l'intercession des saints, la confession auriculaire, le purgatoire, le célibat des prêtres, la transsubstantiation, enfin l'autorité de l'Église et le caractère de son chef visible. Le pape

l'ayant condamné, il osa brûler en public, à Wittemberg, la bulle d'excommunication lancée contre lui. Un acte aussi audacieux saisi l'Europe d'étonnement. Dès lors la doctrine de Luther fit de rapides progrès dans le nord de l'Allemagne, d'où elle se répandit en Danemark et en Suède.

Première guerre entre François 1er et Charles-Quint.—1521.—Bataille de la Bicoque.—1522. Les deux rivaux ne tardèrent pas à commencer les hostilités. La guerre éclata sur plusieurs points à la fois. Les impériaux violent le territoire de la France dans le nord, prennent Mouzon et Tournai, et assiégent en vain Mézières, sauvée par le chevalier Bayard. Le maréchal de Lautrec en Lombardie manquait d'argent pour la solde de ses troupes. François 1er lui promet 400,000 écus pour cet objet ; mais Louise de Savoie, mère du roi, avait forcé le surintendant des finances, Semblançay, à lui livrer cette somme à l'insu de son fils. Lautrec, qui s'était rapproché de Milan avec les Suisses toujours mal payés et mécontents, se fit battre à **la Bicoque** par les impériaux et cette défaite amena la perte du Milanais.

Le connétable de Bourbon.—1523. Au moment où les Français se disposaient à rentrer en Italie, un ennemi intérieur mettait la France dans le plus grand danger. Louise de Savoie, mère du roi, âgée alors de quarante-sept ans, ayant fait proposer au **connétable de Bourbon,** le plus riche et le plus puissant seigneur du royaume, de l'épouser, celui-ci rejeta ses offres, en joignant l'insulte au refus. La princesse, furieuse, jura de se venger, et son ressentiment fut fatal à la France. Elle lui disputa sa riche succession, et obtint du roi, son fils, que tous ses biens seraient saisis et réunis à la couronne. Le connétable, désespéré, offrit ses services à l'empereur contre la France ; il passa en Allemagne et reparut bientôt à la tête des armées de Charles-Quint. Le ressentiment lui fit commettre un crime que nul sujet de plainte ne peut excuser.

Seconde campagne en Italie.—Mort de Bayard.—1524. Tandis que La Trémouille sauvait la Picardie contre une armée anglaise, François 1er envoya en Italie une brillante armée sous la conduite de l'amiral **Bonnivet,** guerrier vaillant, mais peu

propre à un commandement général. Cette armée fut compromise à **Rebec,** en **1524** par l'impéritie de son chef; forcée à une retraite désastreuse, **Bayard** la sauva. Ce héros, qui mérita le surnom de **sans peur et sans reproche,** commandait l'arrière-garde; un coup de feu lui fracassa les reins, et il se fit coucher au pied d'un arbre, la face tournée vers l'ennemi, et pria, en regardant le pommeau de son épée qui formait une croix. Le duc de Bourbon, passant auprès du mourant, lui exprima sa compassion: '*Ce n'est pas moi qu'il faut plaindre,*' lui dit Bayard, '*mais vous qui servez contre votre roi, votre patrie et votre serment.*' L'armée repassa les Alpes."

Troisième campagne en Italie.—Bataille de Pavie.—Captivité de François 1er.—1525.—(6.) "François 1er persistait dans son dessein de reprendre le Milanais: il délivra Marseille qu'assiégeait le connétable de Bourbon, se mit à la poursuite des Impériaux, franchit les Alpes et reprit la ville de Milan; mais il eut l'imprudence de s'opiniâtrer au siége de **Pavie,** écoutant plutôt les conseils de Bonivet et de ses favoris que ceux de ses plus habiles capitaines. Après un combat livré sous les murs de cette ville, après avoir vu tomber autour de lui La Trémouille, La Palisse et Bonivet lui-même, François 1er vaincu, blessé au front, fut fait **prisonnier,** et de là conduit à Madrid. Ce fut après cette défaite de Pavie, en **1525,** que le roi écrivit à la régente sa mère: '*Tout est perdu, Madame, fors l'honneur.*'"

Traité de Madrid. — Délivrance de François 1er. — 1526. "Après une captivité d'un an, pendant laquelle Charles-Quint lui fit essuyer plus d'une humiliation, François 1er recouvra sa liberté en signant à **Madrid,** en janvier **1526,** un **traité** onéreux, dans lequel il renonçait à ses prétentions sur l'Italie, à la suzeraineté de la Flandre et de l'Artois, et consentait à céder la Bourgogne, à rétablir le connétable de Bourbon dans tous ses biens, et à donner ses deux fils pour otages."

Rupture du traité de Madrid. — 1526. François 1er, en signant le traité de Madrid, était secrètement résolu à ne point l'observer. Redevenu libre il ne lui fut pas difficile de l'éluder. Depuis la bataille de Pavie, il s'était fait d'ailleurs parmi les

alliés de l'empereur un revirement en faveur de François 1er. Effrayés de la puissance colossale de Charles-Quint, Henri VIII, les Vénitiens, le pape et le duc de Milan lui-même, s'étaient alliés à la France.

François 1er fit déclarer, par les États de Bourgogne et une assemblée des Notables, qu'il n'avait pas le droit de céder aucune partie de la France, et lorsque Charles-Quint réclama l'exécution du traité, en l'accusant de perfidie, il en reçut un cartel pour toute réponse.

Deuxième guerre.—Sac de Rome.—1527. Entre les deux rivaux commença alors une seconde guerre, dont le principal événement fut la prise et le **sac de Rome.** L'Italie, abandonnée à elle-même, était en proie à toutes les horreurs d'une guerre atroce. Les troupes mal payées de Charles-Quint, se dédommageaient par le pillage. Une armée impériale, composée d'Espagnols et d'Allemands, mit, en **1527,** le siége devant Rome; elle était commandée par le duc de Bourbon. Comme il montait le premier à la brèche, il fut frappé d'un coup mortel. Rome n'en fut pas moins prise; elle fut saccagée de la manière la plus horrible; sept à huit mille Romains furent massacrés le premier jour, et le pape Clément VII eut un long siége à soutenir dans le château Saint-Ange.

François 1er fait alors passer en Italie une armée sous la conduite de Lautrec, qui entre en Lombardie, et pénètre dans le royaume de Naples. Là il demeure sans argent: la peste ruine son armée, déjà épuisée par les fatigues et les privations; lui-même en est atteint et meurt le 16 août. François 1er, par d'imprudents dédains, mécontente le célèbre amiral génois **André Doria,** le premier marin de son siècle, et il passe à l'empereur. En vain le roi envoie le comte de Saint-Pol avec une nouvelle armée pour remplacer Lautrec; le manque d'argent et l'épuisement des peuples rendaient la guerre impossible et faisaient désirer la paix aux deux rivaux.

Paix des Dames.—1529. De nouvelles négociations s'entamèrent en **1529,** à **Cambrai,** entre Louise de Savoie, mère du roi, et Marguerite d'Autriche, tante de l'empereur, et gouvernante

des Pays-Bas. Un traité, qu'on appela la **Paix des Dames,** fut conclu, moins onéreux, mais plus honteux encore pour la France que celui de Madrid. François 1er s'engagea à payer deux millions d'écus d'or pour la rançon de ses deux fils, et abandonna Venise et tous ses alliés au ressentiment de Charles-Quint, à ce prix il garda le duché de Bourgogne. On y régla aussi le mariage du roi, veuf de **Claude de Bretagne,** avec **Éléonore d'Autriche,** veuve du roi de Portugal et sœur aînée de Charles-Quint.

État religieux de l'Europe.—Ligue de Smalkalde.—1531.— (3.) "Les nouvelles opinions religieuses, répandues dans toute l'Europe, étaient admises par la plupart des princes et des États de l'Allemagne. Déjà Frédéric 1er accordait la liberté de conscience au Danemark, tandis que Gustave Vasa adhérait, avec l'Église de Suède, à la **confession** de foi rédigée à la diète d'**Augsbourg** par Mélanchthon, disciple de Luther et le plus doux des réformateurs; les princes allemands, partisans de la réforme, venaient de s'unir, en **1531,** contre l'empereur, par la célèbre ligue de **Smalkalde.**"

Schisme d'Angleterre.—1534. L'année **1534** est surtout mémorable dans l'histoire de l'Église par le schisme d'Angleterre. **Henri VIII,** homme sanguinaire et débauché, voulait se séparer de sa femme **Catherine d'Aragon,** pour épouser le jeune **Anne de Boleyn,** qui lui avait plu. Le pape Clément VII, n'ayant pas voulu prononcer le divorce, Henri se sépara violemment de l'Église catholique, se déclara lui-même chef de l'Église anglicane, et persécuta en même temps les catholiques et les luthériens.

Calvin.—Dans cette même année **1534,** le chanoine **Jean Calvin,** né à Noyon en **1509,** usant de la liberté d'examen prêchée par Luther, introduisait une nouvelle réforme dans la première, et se fit le chef d'une nouvelle secte dont la doctrine se répandit en France sous la protection de Marguerite, reine de Navarre, sœur de François 1er, puis en Suisse, et surtout à Genève, dont Calvin devint l'apôtre et le législateur.

Mariage de Henri avec Catherine de Médicis.—1534.—Alliance de François 1er avec les Turcs. François 1er voulant mettre dans ses intérêts le pape Clément VII, fit épouser en **1534**

une nièce du pontife, **Catherine de Médicis,** à son second fils **Henri,** qui, quelques années après, devint dauphin par la mort de son frère aîné François. En même temps, le roi, qui n'avait signé qu'à regret le traité humiliant de Cambrai, ne cherchait qu'une occasion de le rompre, et de recouvrer le Milanais. Pendant qu'il persécutait en France les protestants, en les livrant aux supplices, il s'allia avec leurs princes ligués contre Charles-Quint, et tandis que les ravages des Turcs inspiraient la terreur à toute l'Europe, le roi très chrétien, en haine de l'empereur, formait une alliance avec **Soliman-le-Grand.**

Troisième guerre.—1535.—Traité de Nice.—1538. Un ambassadeur du roi de France ayant été décapité à Milan, François 1er se préparait à venger cet assassinat sur François Sforze, lorsque la mort de ce prince vint déranger tous ses plans. Le roi de France alors, en vertu des prétendus droits de sa mère Louise de Savoie, morte en **1530,** fit envahir le Piémont par l'amiral Chabot, et déclarait la guerre, sans motifs plausibles, à Charles III, son oncle, duc de Savoie, et beau-frère de Charles-Quint. L'empereur, qui revenait alors d'une brillante expédition contre les pirates de Tunis, marcha à la rencontre des Français, à la tête d'une puissante armée, et envahit la Provence, où commandait le maréchal **Anne de Montmorency.**

François 1er résolut d'arrêter son ennemi en lui opposant le désert. Il fit dévaster tout le pays par le maréchal de Montmorency, arrachant les vignes et brûlant toutes les récoltes. Charles-Quint, contraint à la retraite par la famine, consentit à une trêve de dix ans, qui fut signée à **Nice** en **1538** sous la médiation du pape Paul III, qui avait succédé à Clément VII.

Séjour de Charles-Quint en France.—1539. Charles-Quint voulant aller châtier les **Gantois** qui s'étaient révoltés contre lui à l'occasion de nouvelles levées d'impôts, demanda à François 1er la liberté de passage à travers la France, et l'obtint, après avoir promis au connétable de Montmorency qu'il donnerait au second fils du roi l'investiture du Milanais. Il fut reçu avec les plus grands honneurs, et son voyage fut une suite de triomphes et de fêtes qui ne coûtèrent pas moins de quatre millions au trésor.

Cependant on assure que l'empereur, au milieu de ces plaisirs, n'eut pas un instant de repos, tant il se défiait de la sincérité de cet accueil. François 1er néanmoins respecta les droits de l'hospitalité, et sut résister aux conseils qu'on lui donnait de s'assurer de son rival. A peine hors de la frontière, et sommé de tenir sa parole au sujet de l'investiture du Milanais, Charles-Quint répondit qu'il n'avait rien promis, et se ligua avec Henri VIII contre la France. Le roi, indigné, se vengea en resserrant son alliance avec les Turcs.

Quatrième guerre.—1542. Cette perfidie de Charles-Quint, jointe à l'assassinat de deux envoyés français, qui, traversant l'Italie pour se rendre à Constantinople, furent tués dans le Milanais par l'ordre de du Gast, lieutenant de l'empereur, ralluma la guerre entre les deux souverains. La haine des deux rivaux était à son comble depuis les dernières relations qu'ils avaient eues ensemble. François 1er envahit presqu'en même temps le Piémont, le Luxembourg, le Brabant et la Flandre, et de concert avec les Turcs, une de ses armées assiégea par terre Nice, tandis que Barberousse l'attaquait par mer; leurs efforts furent inutiles, le château résista, et ils furent obligés de lever le siége. Cependant l'alliance du **roi très chrétien** avec l'empereur des **Musulmans** indisposa la chrétienté contre François 1er. L'empire se déclara contre l'allié des Turcs, et Charles-Quint, qui venait de se réconcilier avec Henri VIII, se concerta avec lui pour envahir les États de François 1er.

Bataille de Cérisoles.—Traité de Crespy.—1544. Charles-Quint entra en Champagne, tandis que Henri VIII faisait attaquer la Picardie par une armée de dix mille hommes. La France alors déploya une vigueur extraordinaire, elle opposa cinq armées à ses ennemis. En **1543** François 1er faisait lever à l'empereur le siége de Landrecies, et l'année suivante François de Bourbon, **duc d'Enghien,** remporta sur les Impériaux, commandés par **du Gast,** une brillante victoire à **Cérisoles** en Piémont. Charles-Quint, mal secondé par Henri VIII, et rappelé d'ailleurs en Allemagne par les progrès des Turcs en Hongrie, signa à **Crespy** (Oise), en **1544,** un traité par lequel François 1er renonçait au royaume de

Naples, et Charles au duché de Bourgogne, en promettant au duc d'Orléans l'investiture du Milanais. Ce traité mit fin aux querelles des deux rivaux, qui ensanglantaient l'Europe depuis vingt-cinq ans.

Massacres à Mérindol et à Cabrières.—1545.—(7.) "Les dernières années du règne de François furent marquées de plusieurs actes cruels. Son caractère s'était aigri par le malheur et par les souffrances d'une vieillesse anticipée. Il se montra surtout sévère à l'égard des protestants; rien ne peut justifier les massacres de **Mérindol** et de **Cabrières.** Ces populations de montagnards, qui avaient conservé les doctrines albigeoises, adoptèrent celles de Calvin. La force de leur position au milieu des Alpes, inspirait de l'inquiétude. Le parlement d'Aix ordonna la destruction de leurs principaux foyers de réunion, Mérindol et Cabrières. Malgré l'opposition de **Sadolet,** évêque de Carpentras, l'arrêt fut exécuté avec une effroyable cruauté; on extermina tous les habitants de ces vallées qui furent échangées en un désert. La persécution s'alluma en outre, en **1547,** contre les protestants de Meaux."

Mort de François 1er.—1547. Henri VIII et François 1er venaient de faire la paix en signant, au commencement de l'année **1547,** le traité de **Guines.** Quelques semaines après on apprit la mort du roi d'Angleterre, et François 1er ne lui survécut que deux mois. Il mourut à Rambouillet le 31 mars **1547,** à l'âge de cinquante-trois ans.

Portrait de François 1er et de Charles-Quint.—François 1er avait gagné les cœurs des Français dès le commencement de son règne, par le charme de sa figure, par sa valeur, son affabilité et son esprit. Il était humain, généreux, plus brave guerrier qu'adroit politique. Chez lui les qualités de l'homme aimable faisaient oublier les défauts du roi. (6.) "**Charles-Quint** était sombre, astucieux, dissimulé, habile à choisir ses généraux et ses ministres et d'une infatigable activité. On le voyait sans cesse traverser l'Europe pour visiter les parties dispersées de son empire, combattant tour à tour François 1er et les protestants d'Allemagne, Soliman et les Barbaresques."

***Restauration* des lettres.—Beaux-arts.—Hommes illus-**

tres. Un des plus glorieux titres de François 1er à l'immortalité, est sans contredit le zèle qu'il mit à faire refleurir en Europe les sciences, les lettres et les arts dans cette première moitié du 16me siècle qu'on a appelée la **renaissance;** et c'est à juste titre qu'il a été surnommé le **Père et le restaurateur des lettres.** Il fonda le **Collége de France,** construisit en partie les châteaux de **Chambord,** de **Fontainebleau** et de **Saint-Germain;** il commença le **Louvre** et bâtit la ville du **Havre.** Il comblait de richesses et d'honneurs les savants et les artistes à quelque nation qu'ils appartinssent; il faisait décorer ses palais par **Léonard de Vinci, Benvenuto Cellini, le Primatice.** Parmi les Français qui illustrèrent son règne, il faut citer le savant **Guillaume Budé,** les trois frères **du Bellay,** historiens et hommes d'état, le poète **Clément Marot,** et le célèbre **Rabelais,** curé de Meudon; **Marguerite de Navarre,** sœur du roi, cultivait elle-même la littérature, ainsi que François 1er, qui faisait parfois des vers aussi bien que Marot. Sous ce règne fleurirent encore les sculpteurs **Jean Goujon** et **Jean Cousin,** et enfin les célèbres architectes **Pierre Lescot,** et **Philibert de Lorme,** à qui on doit les Tuileries.

Faits contemporains.—1519. Premier voyage autour du monde, par Magellan.—**1521.** Conquête du Mexique par Fernand Cortez.—**1520.** Les chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem sont chassés de l'île de Rhôdes par Soliman II; leur ordre s'établit à Malte en **1530.—1521.** Gustave Vasa, fondateur de la liberté suédoise—**1533.** Conquête du Pérou par François Pizarre. —**1537.** Jacques Cartier prend possession du Canada au nom de François 1er. —**1545.** Ouverture du Concile de Trente, où les doctrines de Luther furent condamnées.

HENRI II.

De **1547** à **1559.**

Avénement.—1547. Henri II, fils de François 1er, était âgé de vingt-neuf ans lorsqu'il monta sur le trône. Méprisant les sages conseils que son père lui avait donnés en mourant, il éloigna tous les ministres du feu roi, et appela près de lui les hommes même contre lesquels on l'avait engagé à se tenir en garde. Ce prince, adonné aux plaisirs, se laissa toujours gouverner par **Diane de Poitiers,** sa maîtresse, par le connétable de **Montmorency,** qui avait été exilé de la cour de François 1er, et enfin par la puissante famille des **Guises.**

Maison de Guise.—Les princes de **Guise** étaient une branche cadette de la maison de Lorraine qui vint se fixer en France sous Louis XII. **Claude de Lorraine,** fils de René II, était regardé comme le chef de cette famille, ayant été créé duc de Guise par François 1er, et l'avait illustrée par de grands talents militaires; il reçut, dit-on, 22 blessures à la bataille de Marignan. A sa mort, en **1550,** il laissa six fils et plusieurs filles, dont les plus célèbres furent le duc **François de Guise,** capitaine illustre, **Charles, Cardinal de Lorraine** et **Marie de Lorraine,** qui épousa Jacques II, roi d'Écosse.

Marie Stuart.—Marie Stuart, que sa beauté et ses malheurs ont rendue si célèbre, était fille de Jacques V, roi d'Écosse et de Marie de Lorraine ou de Guise, sœur des princes de ce nom. Elle n'avait que huit jours lorsque son père mourut, et cette enfant avait été proclamée reine d'Écosse sous la régence de sa mère. Elle eût pu apporter un jour en dot sa couronne à Édouard VI, fils de Henri VIII, roi d'Angleterre, alors âgé de neuf ans; et c'est ce que voulut empêcher Henri II. Dès lors il forma le *projet* de marier son fils le **dauphin François** à **Marie Stuart.**

La jeune reine fut fiancée au dauphin en **1548**, elle fut amenée en France à l'âge de six ans, pour y être élevée, et le mariage se fit en **1558.**

Reprise des hostilités entre Charles-Quint et Henri II.—1551.—(6.) "Fidèle à la politique de son père, Henri II continua cette lutte contre Charles-Quint qui durait depuis 25 ans, et qui avait fait échouer les projets de domination universelle poursuivis par cet empereur. Il y avait à peine un mois que Henri II était monté sur le trône, lorsque Charles-Quint battit complètement à **Muhlberg** sur l'Elbe les princes protestants ligués contre lui. Henri II, en **1551**, s'allia avec eux, se déclara hautement le **défenseur de la liberté germanique**, et commença la guerre en s'emparant en **1552** des **Trois-Évêchés** (c'est ainsi qu'on nommait le territoire des évêchés de Metz, de Toul et de Verdun, qui relevaient de l'Empire). Charles-Quint jura de reprendre **Metz** et vint l'assiéger avec 100,000 hommes. Le duc François de Guise, avec l'élite de la noblesse française, défendit cette ville vaillamment et força Charles-Quint à se retirer. Il le vainquit encore dix-huit mois après sous les murs de **Renti**, dans l'Artois, en **1554**."

Abdication de Charles-Quint.—1555. La guerre continua pendant plus d'une année encore en Italie; mais si la France était épuisée, l'empire l'était au moins autant. **Charles-Quint**, voyant tous ses plans renversés, son trésor épuisé, la plupart de ses états ravagés par la guerre, se voyant lui-même retenu par la maladie sur un lit de douleur et incapable de travail, fut saisi d'un profond découragement, et résolut de se retirer du monde. Il convoqua à Bruxelles les États des Pays-Bas, et là, le 25 octobre **1555**, entouré de toute sa famille, il **abdiqua** solennellement sa couronne héréditaire, et la remit aux mains de **Philippe II**, son fils. Six mois après, il résigna l'empire à Ferdinand, son frère, roi des Romains; puis il se retira au couvent de **Saint-Just** dans l'Estramadure, où il mourut deux ans après.

Trève de Vaucelles.—1556. Dès que Philippe fut monté sur le trône, Henri II conclut avec lui à **Vaucelles** (Nord) une trève de cinq ans, dont la nouvelle fut reçue par les peuples avec

des transports de joie, tant l'épuisement général était grand; mais leur joie ne fut pas de longue durée; la guerre recommença l'année suivante.

Bataille de Saint-Quentin.—10 août 1557. Philippe II avait fait un mariage qui accroissait les inquiétudes de la France. Il avait épousé, en **1554, Marie Tudor,** reine d'Angleterre, fille de Henri VIII et de Catherine d'Aragon. Henri II ayant rompu la trêve signée à Vaucelles, en envoyant au pape Paul IV une armée sous la conduite du duc de Guise, Philippe II résolut, de son côté, de frapper un grand coup en Picardie. Il y entra avec une armée composée de quarante mille Espagnols, et de douze mille Anglais, sous la conduite du grand capitaine **Philibert,** duc de Savoie. Le connétable de Montmorency, avec une armée de plus de moitié inférieure, eut l'imprudence d'accepter une bataille générale sous les murs de **Saint-Quentin,** le 10 août **1557,** il fut vaincu et fait prisonnier. Cette défaite jeta la consternation dans la France; le chemin de Paris était ouvert aux ennemis. Le vainqueur voulait profiter de la première terreur pour marcher sur la capitale, mais Philippe, plus timide, s'amusa à prendre Saint-Quentin et Ham, et donna le temps à la France de se rassurer.

Prise de Calais.—1558. C'est alors que le duc de Guise fut rappelé d'Italie et nommé capitaine-général des armées de France. Voulant effacer par un coup d'éclat la honte de Saint-Quentin, il alla brusquement, le 1er janvier **1558,** attaquer **Calais,** qui depuis deux cent dix ans appartenait aux Anglais, et en huit jours il reconquit sur eux cette clé du royaume.

Bataille de Gravelines.—1558. Malgré l'épuisement général, et le besoin de paix qui se faisait sentir partout, la guerre recommença encore une fois. Le duc **de Guise** s'empara de Thionville; le vieux maréchal **de Thermes** envahit une partie de la Flandre; mais le comte d'**Egmont,** à la tête des Flamands, le défit à **Gravelines,** dans une sanglante bataille, où l'armée française fut presque entièrement détruite, et ses chefs faits prisonniers par les Espagnols.

***Paix* de Cateau-Cambrésis.—1559.** Les deux souverains,

fatigués de la guerre, désiraient vivement faire la paix ; un congrès fut ouvert à **Cateau-Cambrésis** (Nord). Marie Tudor, à qui la perte de Calais avait causé un chagrin mortel, exigeait qu'on lui rendit cette ville ; mais sa mort vint à propos aplanir les difficultés. La paix fut signée en **1559,** entre l'Angleterre, l'Écosse et la France d'une part, la France et l'Espagne de l'autre. Elle fut surnommée **la paix malheureuse.** Henri II garda les Trois-Évêchés, **Metz, Toul** et **Verdun,** mais il renonça à toute prétention sur l'Italie, et rendit au duc de Savoie ses États. Ce traité termina les ruineuses guerres d'Italie qui avaient ensanglanté l'Europe pendant soixante-cinq ans. Deux mariages cimentèrent la paix : **Élizabeth de France,** fille de Henri II, princesse de quatorze ans, épousa **Philippe II,** que la mort de Marie Tudor rendait veuf, et **Marguerite de Valois,** sœur de Henri, épousa **Philibert,** duc de Savoie.

Résultats des guerres d'Italie.—Si les longues guerres d'Italie ne procurèrent à la France aucun avantage matériel, elles ne furent cependant pas pour elle sans résultat utile ; elles la mirent en contact avec un peuple plus avancé dans la civilisation, et l'initièrent au progrès des lettres, des sciences et des arts dans cette contrée.

Progrès du protestantisme en France.—(6.) "La rigueur dont Henri II usa envers les protestants eut un effet tout contraire à celui qu'il en attendait ; le calvinisme fit sous son règne de rapides progrès. Ne se renfermant plus dans l'intérieur des familles, il se manifesta au dehors par des assemblées et des processions. Les calvinistes ne s'en tinrent pas là. Pour exterminer ce qu'ils appelaient l'idolâtrie, ils commencèrent à renverser les autels, à brûler les tableaux, à démolir les églises. Sous l'influence de Calvin, qui les exhortait à soutenir leur cause, même à coup d'arquebuse, ils s'organisèrent, formèrent un grand parti, et pour ainsi dire un État dans l'État. Le calvinisme avait pénétré surtout dans la noblesse, dans la haute bourgeoisie et jusque dans le parlement de Paris, et peu de temps avant sa mort, Henri II avait fait arrêter un conseiller-clerc, **Anne Dubourg,** qui avait embrassé les nouvelles doctrines. Mais la grande masse du peuple

restait fermement attachée à la foi catholique et mettait à la défendre la même violence que les protestants à l'attaquer."

Mort de Henri II.—1559. Henri II, à l'occasion du mariage de sa sœur Marguerite avec le duc de Savoie, donna un tournoi dans lequel il voulut figurer lui-même. Il fut blessé à l'œil, dans une joute, par la lance du comte de Montgommery, et mourut de sa blessure, onze jours après, âgé de quarante ans, après un règne de douze ans et trois mois. Il laissa quatre fils: **François II, Charles IX, Henri III** et François, **duc d'Alençon.** Les trois premiers de ces princes portèrent la couronne, et tous moururent sans postérité.

Faits contemporains.—1553. Marie Tudor, fille de Henri VIII, rétablit la religion catholique en Angleterre.—**1558.** Élisabeth, autre fille de Henri VIII, rétablit la Réforme.

GUERRES DE RELIGION.

De **1559** à **1598.**

FRANÇOIS II.

De **1559** à **1560.**

Avénement de François II.—1559. François II, l'aîné des fils de Henri II, monta sur le trône en **1559,** à l'âge de seize ans. Ce prince, aussi faible de corps que d'esprit, était marié depuis quinze mois à la jeune reine d'Écosse, Marie Stuart, qui n'avait pas encore dix-huit ans.

Partis politiques.—Guises et Bourbons. Il y avait alors en France deux partis bien nettement dessinés. D'un côté étaient les six princes de la maison de **Guise,** oncles de la jeune reine Marie Stuart, dont les deux chefs étaient le **cardinal de Lor-**

raine, homme hautain et cruel, et le fameux **François de Guise,** déjà illustre par l'héroïque défense de Metz et la prise de Calais. Ce fut aux mains de ces princes que tomba le gouvernement sous François II. Ils s'allièrent à la reine-mère, **Catherine de Médicis.** Cette princesse, qui joua un si grand rôle sous le règne de ses trois fils, était alors âgée de trente-neuf ans. Le trait caractéristique de cette reine était une dissimulation profonde unie à un esprit intrigant et corrupteur. Depuis vingt-six ans elle était établie à la cour de France, et cependant elle avait réussi à y dissimuler son ambition, et en quelque sorte son existence même. Le parti opposé aux princes de Guise et à Catherine était celui des princes du sang, **Antoine de Bourbon,** roi de Navarre, et **Louis de Condé,** son frère, auxquels se rallia le parti protestant dont le chef était Gaspard de Châtillon, plus connu sous le nom d'**amiral de Coligny.**

Supplice d'Anne Dubourg.—1559. Les Guises se voyant à la tête du pouvoir, se hâterent de travailler à détruire en France le protestantisme. Le jeune roi, conseillé par eux, redoubla de sévérité envers les **Huguenots*** (c'était sous ce nom qu'on commençait à désigner les protestants). Quatre jours après son avénement, le président **Minard** fut chargé d'instruire le procès contre le conseiller **Anne Dubourg.** Cette cause captivait l'attention publique dans toute l'Europe. Plusieurs princes protestants écrivirent à Paris pour tâcher de sauver l'accusé; mais pendant l'instruction du procès, Minard ayant été assassiné le soir lorsqu'il revenait du palais, ce meurtre fut le signal d'une sanglante persécution. La sentence de mort fut aussitôt prononcée contre Dubourg, qui fut exécuté sur la place de Grève. Son supplice exaspéra les protestants contre les Guises, et ne fit qu'accroître leur nombre.

Conjuration d'Amboise.—1560. Le prince de Condé et l'amiral de Coligny crurent le moment favorable pour renverser les Guises du pouvoir et s'y mettre à leur place. (3.) "Un vaste complot, connu dans l'histoire sous le nom de **conjuration**

* Du mot allemand *Eidgenossen* (confédérés).

d'Amboise, fut alors tramé en secret par les adversaires du gouvernement, catholiques et protestants. Les uns et les autres se lièrent par le serment de ne rien tenter contre le roi, la reine et l'autorité des lois. Leur but était d'enlever le roi, alors à Blois, de le soustraire à l'influence des Guises, d'arrêter ceux-ci, et de les faire juger comme coupables de haute trahison. Un gentilhomme adroit, audacieux, nommé **La Renaudie,** fut choisi pour chef apparent de l'entreprise, qu'il conduisit avec une grande habileté. Le chef, connu seulement sous le nom du **capitaine muet,** était le prince de Condé. De toutes parts des bandes d'hommes armés furent mises en mouvement sans être dans le secret des conspirateurs. Les Guises sur de vagues soupçons, transférèrent la cour du château de Blois dans celui d'Amboise: les conjurés persévérèrent dans leur projet avec une audace incroyable. Un avocat, nommé d'Avenelles, ami de La Renaudie, révéla leur dessein ; et tandis que cette nouvelle tenait encore les Guises et la cour dans la stupeur, les conjurés, instruits de la trahison, marchèrent en avant, et se dirigèrent en diverses bandes sur le château d'Amboise, le 16 mars **1560.**

Vengeance des Guises.—Mort de la Renaudie.—1560. Les Guises avaient pris à la hâte et en secret les précautions nécessaires pour écraser leurs ennemis. Leurs vengeances furent atroces. A mesure que les conjurés, divisés en petits détachements armés, marchaient sur Amboise, pour s'emparer de la personne du roi, ils étaient ou massacrés ou pendus aux crénaux, sans forme de procès. Les rues d'Amboise ruisselèrent de sang humain, et les eaux de la Loire portèrent une multitude de cadavres, qui flottaient attachés ensemble à de longues perches. **Castelnau,** l'un des principaux conjurés, s'était rendu sur la parole du duc de Nemours, avec quinze de ses compagnons ; les Guises les livrèrent au supplice comme les autres. Quant à **la Renaudie,** ayant été rencontré dans la forêt de Château-Renaud, par une troupe royale, il fut tué dans le combat.

Arrestation et procès de Condé.—1560. Les Guises ayant convoqué à Fontainebleau les princes et les notables, pour aviser *aux moyens d'établir* la paix, les deux partis s'y rendirent en

armes. Les grands y montrèrent beaucoup d'indépendance, demandèrent et obtinrent la convocation des états-généraux. On fixa Orléans pour le lieu de réunion; le roi s'y rendit avec une suite imposante. Malgré le danger qui les menaçait, les deux princes Bourbons résolurent de s'y rendre aussi. A peine arrivés, on s'assura du roi de Navarre, qui courut risque de la vie, et **Condé** fut fait prisonnier. Une commission nommée par les Guises, pour faire le procès du prince, le condamna à mort.

Mort de François II.—1560. Sur ces entrefaites vint à mourir le jeune roi, qu'une maladie de langueur consumait, et le prince de Condé fut sauvé. Ce règne, qui n'avait duré que dix-huit mois, finit sous les auspices les plus sinistres.

Départ de Marie Stuart.—1561.—(6.) "La mort prématurée de François II laissait la belle **Marie Stuart** veuve à dix-huit ans sans enfants; élevée en France, elle était devenue toute Française. Mais elle dut retourner en Écosse; elle quitta la France avec le plus vif regret, comme si elle eût eu le pressentiment des malheurs qui l'attendaient dans le pays où elle allait régner."

CHARLES IX.

De **1560** à **1574.**

Avénement de Charles IX.—Régence de Catherine de Médicis.—1560. Charles IX n'avait que dix ans lorsqu'il succéda à son frère, François II. **Catherine de Médicis,** sa mère, s'empara aussitôt de la régence par le conseil du chancelier de l'Hôpital. C'est alors qu'elle commença de mettre en œuvre le système d'oppositions et de ménagements auquel elle demeura fidèle toute sa vie. On la vit désormais louvoyer entre les deux partis, afin de pouvoir, au besoin, se servir de l'un contre l'autre. Pendant qu'elle conservait aux Guises toute leur puissance à la cour, et rappelait le connétable de Montmorency, qui avait été disgrâcié,

elle donnait au roi de Navarre, Antoine de Bourbon, le titre de lieutenant-général du royaume, délivrait de sa prison le prince de Condé, et favorisait les protestants. Les états-généraux étaient alors rassemblés à Orléans, mais ils ne produisirent aucun bien réel.

Triumvirat. — 1561. La protection accordée par Catherine aux protestants alarma les catholiques, qui craignaient qu'elle ne voulût changer la religion de l'État, comme Henri VIII l'avait fait en Angleterre. Les Guises se posèrent alors comme les défenseurs du catholicisme menacé. Il se forma contre les protestants une ligue, sous le nom de **triumvirat**, entre le duc de **Guise,** le connétable de **Montmorency,** et le maréchal de **Saint-André.** Alors parut l'édit de juillet, discuté entre le conseil du roi et les parlements, lequel n'offrait aux protestants qu'une tolérance très limitée et qui ne fit que des mécontents.

États de Pontoise.—1561. Dans le cours de la même année les états-généraux se réunirent à Pontoise. Ils votèrent l'abolition des annates, et demandèrent que les dettes de l'État fussent acquittées avec les biens du clergé. Cet ordre, craignant de se voir soumis à des mesures plus rigoureuses encore, s'imposa pour quinze millions de francs qu'il offrit à titre gratuit.

Colloque de Poissy. — 1561. Dans le même temps se tenait une autre assemblée, célèbre sous le nom de **colloque de Poissy.** Cette conférence, qui avait pour but la réconciliation des protestants avec les catholiques, fut illustrée par la présence des plus grands orateurs, et des hommes les plus marquants des deux partis. Le **Cardinal de Lorraine** y fit assaut d'éloquence contre **Théodore de Bèze,** gentilhomme bourguignon, disciple et ami de Calvin, et qui fut, après lui, le chef de l'église de Genève. Ce colloque n'amena aucun résultat et ne servit qu'à aigrir les esprits, et à rendre chacun plus ferme dans ses sentiments. Pendant qu'il se tenait, le roi de Navarre, qui n'avait embrassé la réforme qu'à l'instigation de sa femme Jeanne d'Albret, l'abandonna ouvertement pour se rattacher aux catholiques.

Édit de Janvier.—1562. Afin de contre-balancer le parti *catholique*, Catherine donna l'**édit de janvier,** favorable aux

protestants. On obligeait les calvinistes à rendre les églises usurpées, les croix, les images, les reliques, et à payer les dîmes; en compensation, on leur accordait le libre exercice de leur culte hors de l'enceinte des villes, afin d'éviter les collisions. Les calvinistes accueillirent avec enthousiasme cet édit qui redoubla leur confiance, tandis que les catholiques, irrités, le reçurent dans un silence morne et farouche qui présageait une rupture prochaine.

Massacre de Vassy.—1562. L'édit de janvier avait excité des troubles dans plusieurs provinces, et les haines étaient sur le point d'éclater. Les catholiques, alarmés des faveurs de Condé, appelèrent le duc de Guise à Paris. Il accourut aussitôt, et traversa la petite ville de Vassy en Champagne, un dimanche. Les calvinistes chantaient à pleine voix les psaumes de Marot dans une grange près de l'église où le duc entendait la Messe. Des personnes de sa suite voulurent faire cesser ces chants. Des injures de part et d'autres s'ensuivirent. Le duc de Guise accourut pour défendre les siens, il fut atteint d'une pierre à la joue; le sang coulait de sa blessure. Alors il n'y eut plus de frein; sa troupe fanatique tomba sur les huguenots l'épée à la main, et plus de soixante d'entre eux furent tués. Ce massacre fut le signal de la guerre civile. Pendant que les protestants prenaient partout les armes en maudissant le duc de Guise, celui-ci entrait dans Paris en vainqueur et aux acclamations du peuple.

Première guerre civile.—1562. Aussitôt l'alarme fut répandue dans tout le royaume. Chacun des deux partis voulait avoir le roi en sa puissance pour ne pas paraître rebelle. Le prince de Condé, chef du parti protestant depuis la mort de son frère, méditait de s'emparer de la personne de Charles IX; mais le duc de Guise, devançant son rival, enleva le jeune roi à Fontainebleau, et le conduisit à Paris, où la reine-mère fut obligée de l'accompagner. Le connétable fit alors avancer ses troupes contre les faubourgs, attaqua les prêches des protestants, et mit le feu à leurs temples. Dans le même temps, **Condé,** l'amiral de **Coligny** et son frère **Dandelot** organisaient une ligue formidable et s'emparaient par surprise d'Orléans, pour en faire leur place d'armes;

ils s'alliaient avec la reine d'Angleterre, **Élisabeth,** dont ils achetaient l'appui en lui livrant **le Havre,** et appelaient en France un corps de cavaliers allemands, connus sous le nom de **reîtres.** De leur côté les Guises réclamaient et obtenaient l'assistance de **Philippe II,** roi d'Espagne, et achetaient l'appui du duc de Savoie en lui cédant Turin.

Guerre dans les Provinces.—Toutes les provinces furent en proie aux horreurs de la guerre civile. On ne vit plus partout que meurtres, incendies et pillage. Rouen et toute la Normandie se déclarent pour les protestants, qui occupent Blois, Tours et plusieurs autres villes sur la Loire. Le parlement, acharné contre les huguenots, déchaîne contre eux la populace, tandis que ceux-ci à leur tour pillent les églises, et se livrent à toutes sortes d'excès. La guerre se fit encore avec plus d'acharnement dans le midi que dans le nord. Le farouche **Montluc,** gouverneur de la Guyenne, marchait toujours accompagné de deux bourreaux qu'il appelait ses valets, et faisait pendre en sa présence tout ce qu'il rencontrait de protestants. On pouvait opposer à Montluc, chez les protestants, le féroce **baron des Adrets,** qui précipitait les catholiques du haut d'une tour sur la pointe des piques, et dont le nom demeura odieusement célèbre en Dauphiné, en Provence et en Auvergne.

Siége et prise de Rouen.—1562.—Mort du roi de Navarre. Le roi de Navarre, **Antoine de Bourbon,** était venu mettre le siége devant **Rouen,** que défendait **Montgommery,** meurtrier involontaire de Henri II. La ville fut emportée d'assaut par l'armée catholique où servait le duc de Guise, et le pillage dura huit jours. Mais le roi de Navarre fut blessé à l'épaule d'un coup d'arquebuse, dont il mourut quelques jours après, laissant un fils âgé de neuf ans, qui fut Henri IV.

Bataille de Dreux.—1562. Deux mois après la prise de Rouen, le 19 décembre **1562,** les deux armées, commandées l'une par le connétable de Montmorency, l'autre par le prince de Condé, se rencontrèrent près de **Dreux.** Au moment d'en venir aux mains pour la première fois dans une bataille rangée, il y eut comme un instant d'hésitation et d'attente. Mais le combat une

fois engagé continua sept heures avec un acharnement effroyable. Les généraux en chef des deux armées furent faits prisonniers: Montmorency par les protestants; Condé par les catholiques. Le maréchal de Saint-André fut tué. Huit mille hommes restèrent sur le champ de bataille, et plus de la moitié des morts appartenaient à l'armée des catholiques; cependant la victoire leur resta; elle fut due à François de Guise, qui, au moment où les protestants poursuivaient une partie de l'armée catholique en fuite, fit une brillante charge de cavalerie, qui décida du sort de la bataille. Le soir même de cette journée, il partagea avec le prince de Condé sa table et son lit.

Siége d'Orléans.—Assassinat de François de Guise.—1563. Le duc de Guise se trouva alors l'homme le plus puissant du royaume. La reine, après cette bataille, le nomma lieutenant-général. De leur côté, les protestants reconnurent Coligny pour leur chef. De toutes les grandes villes de France dont ils s'étaient emparés, il ne leur restait plus qu'**Orléans**, qui était comme leur boulevard. Le duc de Guise, sans leur laisser le temps de se rallier, résolut de se rendre maître de cette ville, et en commença le siége le 5 février **1563.** Mais là fut le terme de ses succès et de sa vie; il fut assassiné par un calviniste, nommé **Jean Poltrot de Méré,** qui lui tira par derrière un coup de pistolet. Il mourut trois jours après, en pardonnant à son assassin, à qui il adressa ces paroles mémorables : *Si ta religion te conseille de me tuer, n'ayant reçu de moi aucune offense, la mienne m'ordonne de te pardonner ; juge quelle est la plus excellente.* Poltrot, arrêté après son crime, désigna, au milieu des tortures, Coligny pour son complice. Si Coligny fut innocent de cette mort, il ne cacha pas du moins la joie qu'il en ressentit. Henri, fils aîné du duc François de Guise, âgé seulement de treize ans, fut le témoin de l'assassinat de son père, et voua dès lors une haine implacable à Coligny et aux protestants.

Convention d'Amboise.—1563. La mort du duc de Guise changea la face des affaires; elle consterna les catholiques, et ranima la confiance des protestants. Catherine crut que le moment était favorable pour proposer la paix, que les chefs des deux

partis désiraient. Elle entama des négociations avec le prince de Condé et un **édit de pacification** signé à **Amboise,** le 19 mars **1563,** accorda aux seigneurs et aux nobles protestants le libre exercice de leur religion ; aux bourgeois, la liberté de conscience, et une ville dans chaque baillage, où le culte public serait permis : il le fut encore dans tous les lieux dont les protestants étaient alors en possession. Cependant ce traité ne satisfaisait ni l'un ni l'autre des deux partis ; chacun se plaignit des concessions faites à l'autre, et la reine-mère eut mille peines à suspendre l'explosion d'une nouvelle guerre.

Prise du Havre.—1563. Catherine profita de la paix pour reprendre à l'Angleterre **le Havre** que les protestants lui avaient livré. Le connétable, à la tête des restes de l'armée protestante, vint mettre le siége devant cette ville qui se rendit en moins de dix jours. Condé fit partie de cette expédition, mais Coligny, refusa de s'y rendre. Charles IX était alors dans sa quatorzième année, et fut déclaré majeur. Catherine parut déposer le pouvoir ; mais ce fut toujours elle qui gouverna par ses conseils.

Portrait de Catherine de Médicis.—(6.) "Catherine était une femme habile et spirituelle, mais aimant l'intrigue et les voies détournées, sans bonne foi, sans convictions arrêtées, toujours occupée à opposer l'un à l'autre les hommes ambitieux qui l'entouraient, ne cherchant qu'**à diviser pour régner,** voulant la paix à tout prix. Son but unique fut de conserver la royauté à ses fils et de régner avec eux et en leur nom ; pour atteindre ce but, elle employa tous les moyens, même les plus honteux et les plus coupables. Elle avait d'ailleurs le noble goût de sa famille pour les lettres et les arts. Elle fit commencer le **palais des Tuileries** en **1564**, sur les plans de **Philibert Delorme.** Elle témoignait beaucoup de considération au poète **Ronsard** et au moraliste **Montaigne.**"

Michel de l'Hôpital. — "A côté de cette femme astucieuse et au milieu de ces partis haineux et fanatiques, se trouvait un homme d'une austère vertu et de l'esprit le plus tolérant, c'était le chancelier **Michel de l'Hôpital.** S'il conseilla en vain la *modération*, s'il échoua dans ses efforts pour concilier les partis, il

a rendu son nom immortel par les améliorations importantes qu'il introduisit dans nos lois, par les sages ordonnances qu'il fit rendre, et il a mérité d'être considéré comme le chef et le modèle de ces grands magistrats qui sont une des gloires de la France."

Voyage du roi.—Édit de Moulins.—1566. L'année suivante, la reine entreprit un voyage dans les provinces méridionales de la France, et conduisit avec elle le roi et toute sa cour. C'est dans ce voyage que le duc d'Albe, principal ministre de Philippe II, étant venu visiter le roi et la reine-mère à Bayonne, les exhorta vivement, dit-on, à poursuivre partout l'hérésie. En effet, Catherine se montra dès lors plus sévère à l'égard des protestants, et partout, la convention d'Amboise, qui leur avait accordé quelques priviléges, était violée impunément par les catholiques. Ce fut la cause d'une deuxième guerre civile.

Cependant Charles IX, au retour de son voyage, convoqua à Moulins une assemblée des notables, et par le conseil du chancelier de l'Hôpital il donna l'**édit de Moulins,** ordonnance pleine de modération, et qui est demeurée la base de la législation française jusqu'à la révolution de **1789.**

Deuxième guerre civile.—Bataille de Saint-Denis.—1567. Cependant les partis étaient toujours en présence ; les protestants reprirent les armes, et la guerre éclata pour la seconde fois. Condé et Coligny tentèrent de s'emparer par surprise de la personne du roi, mais il leur échappa et revint à Paris, sous la protection de six mille Suisses. Peu après suivit la **bataille de Saint-Denis,** où les protestants, commandés par Condé, furent défaits. Cette victoire coûta cher aux catholiques ; le vieux connétable de **Montmorency,** qui commandait l'armée royale, y perdit la vie. La mort de cet illustre guerrier, qui avait été fameux sous quatre règnes, désorganisa pour quelque temps le parti catholique. On nomma lieutenant général du royaume, le duc d'Anjou, frère du roi, jeune prince âgé seulement de seize ans. L'armée protestante se retira en Lorraine où elle fut renforcée d'un corps nombreux de **reitres,** et se porta ensuite sur Chartres qui fut assiégée.

Paix de Longjumeau.—1568. La reine-mère voyant les

protestants en force, fit de nouveau des propositions de paix qui furent acceptées. Un traité signé à Longjumeau, le 23 mars **1568,** remit en vigueur la convention d'Amboise, permettant le libre exercice de la religion réformée. Mais cette paix ne fut acceptée qu'avec défiance par les deux partis. On la surnomma, par dérision, la paix **malassise,** par allusion au seigneur **de Malassise,** qui l'avait négociée. Ce fut vers ce temps que le chancelier de l'Hôpital, devenu suspect par sa modération, fut disgracié. Les deux chefs protestants, Condé et Coligny, avertis que Catherine cherchait à les faire arrêter, se réfugièrent à La Rochelle, qui devint le chef-lieu du protestantisme. La reine de Navarre, Jeanne d'Albret, et tous les chefs protestants vinrent bientôt les y joindre.

Troisième guerre civile.—Bataille de Jarnac.—1569. On vit alors commencer une troisième guerre civile, la plus sanglante de toutes. Les huguenots prirent les armes de toutes parts; dans leur fureur, ils profanèrent les autels, brûlèrent les églises et les couvents, et commirent une foule d'atrocités. Les catholiques, de leur côté, excités surtout par Louis de Bourbon, duc de Montpensier, se portèrent à des excès plus révoltants encore. L'armée des catholiques, sous les ordres du jeune duc d'Anjou et du maréchal de Tavannes, rencontra celle des protestants, commandée par Condé, à **Jarnac,** sur les bords de la Charente. Là se livra, le 13 mars **1569,** un combat sanglant, où la victoire resta encore aux catholiques, malgré la valeur et le courage de leurs adversaires.

Mort de Condé.—1569. Condé s'était battu en héros. Il avait combattu longtemps avec un bras en écharpe et une jambe cassée; couvert de blessures, entouré de morts, épuisé de fatigue, il venait de se rendre, lorsque Montesquiou, capitaine des gardes du duc d'Anjou, le tua lâchement, en lui tirant par derrière un coup de pistolet à bout portant.

Henri de Béarn.—Les protestants, découragés par tant de revers, commençaient à désespérer de leur cause, lorsque la reine de Navarre, Jeanne d'Albret, vint ranimer leur courage et leur *confiance.* Elle se rend à Cognac, où Coligny avait rallié les

débris de l'armée calviniste, et là elle se présente aux soldats, tenant par la main son fils, le **prince de Béarn,** âgé de quinze ans et demi, et le fils du prince de Condé, qui en avait seize. "Mes amis," leur dit-elle, " voilà deux nouveaux chefs que Dieu vous donne, et deux orphelins que je vous confie. Fasse le ciel qu'ils se montrent l'un et l'autre dignes de leurs ancêtres ! " Ces deux jeunes princes firent le serment de défendre leur cause jusqu'à la mort. Henri de Bourbon, prince de Béarn, (qui fut depuis Henri IV,) était né à Pau, en 1553 ; il avait été élevé très sévèrement par sa mère, calviniste ardente, et il était plein d'ardeur et d'esprit ; il fut aussitôt proclamé général en chef, aux applaudissements de l'armée, sous la direction de Coligny.

Bataille de Montcontour.—1570. Peu de temps après le combat de la **Roche-Abeille,** où les calvinistes eurent l'avantage, les deux armées se rencontrèrent près de **Montcontour,** dans le Poitou. Le **duc d'Anjou,** toujours aidé des conseils de Tavannes, commandait l'armée des catholiques. Les protestants furent complètement défaits, et le carnage de leur côté fut affreux. **Coligny** grièvement blessé, sut cependant rallier les débris de son armée, et les ramena, ainsi que les jeunes princes, en Gascogne. Là, après avoir réparé ses pertes, et rassemblé une nouvelle armée, il marcha sur Paris.

Paix de Saint-Germain.—1570. Cependant des deux côtés le besoin de repos se faisait vivement sentir. De nouvelles négociations amenèrent la paix, qui fut signée à **Saint-Germain,** le 2 août **1570,** et mit fin aux hostilités. Les calvinistes obtinrent une amnistie générale, le libre exercice de leur culte, le droit de parvenir à toutes les charges de l'État, et de plus, quatre villes de sûreté, pendant deux ans : **La Rochelle, Montauban, Cognac** et **la Charité.** Ce traité rendit quelques instants de calme à la France, mais les haines existaient toujours au fond des cœurs.

Mariage de Charles IX.—1570. Presque aussitôt après la paix de Saint-Germain, Charles IX épousa **Élisabeth d'Autriche,** fille de l'empereur Maximilien II. Dès lors il fit tout pour gagner les protestants, et les attirer à la cour.

Coligny et Jeanne d'Albret à la cour. — Dans ce but,

Charles IX fit proposer à **Jeanne d'Albret,** reine de Navarre, le mariage de sa sœur **Marguerite de Valois,** avec le jeune prince de Béarn. Cette offre éblouissante décida Jeanne à se rendre à Blois, où Catherine et le roi vinrent la recevoir, et lui firent l'accueil le plus amical. En même temps, Charles appela **Coligny** à la cour, le combla de grâces et de faveurs, et lui donna toute sa confiance.

Mort de Jeanne d'Albret.—Mariage du roi de Navarre.—1572. Mais bientôt un événement vint accroître les défiances et les haines entre les deux partis: **Jeanne d'Albret** mourut subitement au milieu des négociations du mariage de son fils. Les protestants prétendirent, mais sans aucune preuve qu'elle avait été empoisonnée. Catherine, d'un autre côté, jalouse et inquiète de l'ascendant de Coligny sur son fils, résolut sa perte. Ce fut dans de telles circonstances que se célébra, le 18 août **1572,** le mariage de Marguerite de Valois avec le jeune prince de Béarn, Henri de Bourbon, qui, aussitôt après la mort de sa mère, avait pris le titre de **roi de Navarre.**

Blessure de Coligny.—1572. Quelques jours après ce mariage, **Coligny,** comme il sortait du Louvre pour retourner chez lui, fut dangereusement blessé d'un coup d'arquebuse, par un assassin nommé **Maurevel,** soudoyé, dit-on, par Catherine de Médicis, le duc d'Anjou, son fils, et le jeune Henri de Guise, qui avait à venger la mort de son père. Coligny n'en mourut pas; le roi, à cette nouvelle, entra dans une violente colère, se rendit aussitôt avec sa mère chez l'amiral, et le combla de caresses et de témoignages de regret et d'indignation. Les calvinistes furieux crièrent vengeance, et ménacèrent de se faire justice eux-mêmes, si on la leur refusait. C'est sous le coup de cet imminent danger que Catherine de Médicis forma l'horrible projet de faire périr tous les chefs des huguenots.

Massacre de la Saint-Barthélemy.—1572. Secondée par le duc d'Anjou, la reine mère, à force d'obsessions et en frappant l'esprit du roi du danger qu'il courait, le convainquit que le moment de frapper était venu, et finit par lui arracher son consentement. Charles, égaré par la terreur, entra dans une grande

colère: "Périssent donc les huguenots!" s'écria-t-il, "mais qu'il n'en reste pas un seul pour me le reprocher.

Un conseil se tint aux Tuileries entre Catherine, le duc d'Anjou, le duc de Nevers, Henri d'Angoulême, le comte de Retz, le maréchal de Tavannes et René de Birague. Tout fut arrangé pour cette œuvre de sang. Les meurtriers, pour se reconnaître, devaient porter une écharpe sur leur bras gauche et une croix blanche à leur chapeau. Le 24 août **1572,** jour de la **Saint-Barthélemy,** la cloche de Saint-Germain-l'Auxerrois sonna sur les deux heures du matin. Ce fut le signal du massacre. La ville se remplit d'assassins; une bande de soldats, dirigée par Henri de Guise, envahit l'hôtel de Coligny; les meurtriers montent rapidement l'escalier, enfoncent la porte et entrent dans la chambre de l'amiral qu'ils trouvent en prière; leur chef, nommé **Besme,** se jetant sur lui, l'épée nue à la main, lui demanda: "Est-ce toi qui es Coligny?"—"Respecte ces cheveux blancs, jeune homme," répondit-il, "c'est moi-même." Et Besme lui plongea son épée dans la poitrine, et précipita son cadavre dans la rue, où Henri de Guise l'attendait et le foula aux pieds. Son corps fut attaché au gibet de Montfaucon. Pendant ce temps, des bourgeois et des soldats, animés au carnage par les chefs du complot, s'en allèrent de maison en maison, égorger les huguenots. La boucherie fut horrible. Des femmes, des enfants furent massacrés. On tuait des catholiques mêmes par vengeance ou par cupidité. Le jeune roi de Navarre et Condé n'échappèrent au massacre que par une abjuration, qu'ils retractèrent ensuite. Charles IX ne voulut sauver que deux calvinistes, sa nourrice, et son premier chirurgien, **Ambroise Paré.** Pendant trois jours le sang coula dans Paris, où plus de cinq milles personnes perdirent la vie. Des ordres furent expédiés dans toutes les provinces pour commander de semblables massacres; plusieurs gouverneurs cependant refusèrent d'obéir et eurent la gloire de sauver les calvinistes de la fureur populaire: tels furent le vicomte d'**Orthez,** à Bayonne; **La Guiche,** à Mâcon; **Chabot Charny,** en Bourgogne; le comte de **Tende,** en Provence; le baron de **Gordes,** en Dauphiné, et **Saint-Héran,** en Auvergne. Le nombre des victimes dans toute la France fut évalué, par quelques-uns, à

trente mille, par d'autres à soixante, et même, à cent mille. Quelques jours après cet affreux massacre, Charles IX se rendit au parlement; il essaya de justifier sa conduite, et le parlement eut l'indigne faiblesse de rendre grâce à la prudence du monarque, et de flétrir la famille de Coligny. Telles furent les principales scènes de cette horrible journée, dont l'illustre l'Hôpital disait, en faisant ouvrir ses portes aux assassins : " Périsse la mémoire de ce jour exécrable ! " Ce grand homme ne survécut que quelques mois à la douleur qu'il en éprouva.

Siéges de La Rochelle et de Sancerre.—1578.—(6.) "Le massacre de la Saint-Barthélemy affaiblit, mais ne détruisit pas le parti protestant. Ne respirant plus que la vengeance, les calvinistes reprirent les armes et se renfermèrent dans des places fortes, où il se défendirent en désespérés : la petite ville de **Sancerre** soutint un siége de 7 mois ; le duc d'Anjou perdit 20,000 hommes au siége de **La Rochelle.** Enfin une paix avantageuse aux protestants termina cette **quatrième guerre civile,** au moment même où le duc d'Anjou, élu roi par les Polonais, partait pour aller régner sur eux."

Mort de Charles IX.—Son caractère. "Charles IX ne fit que languir depuis le massacre de la Saint-Barthélemy, il était rongé de remords. Sur le point de mourir, il s'écria d'une voix entrecoupée de sanglots : " *Que de sang et de meurtres ! Ah ! que j'ai suivi un méchant conseil !* " Il expira en **1574,** âgé de 24 ans, sans laisser d'enfants mâles. Il donna la régence à sa mère jusqu'à ce que le roi de Pologne, son frère, fût arrivé pour lui succéder. Faible, capricieux, mettant de l'emportement en toute chose, Charles IX n'était pas né, cependant, avec un mauvais naturel, mais il fut perverti par la mauvaise éducation que lui donna sa mère, et par ses courtisans. Il aimait les lettres, fit des vers qu'on cite encore et combla de faveurs **Amyot,** son précepteur, le célèbre traducteur de Plutarque."

Faits contemporains.—1563. Malte est défendue contre les Turcs par le grand-maître La Valette.—**1571.** Grande victoire gagnée sur les Turcs dans le golfe de Lépante, par la flotte chrétienne de Venise, du pape et de l'Espagne, commandée par l'Espagnol Don Juan d'Autriche.

HENRI III.

De 1574 à 1589.

Avénement de Henri III.—1574. A la mort de Charles IX le duc d'Anjou, son frère et son successeur, se trouvait occuper le trône de Pologne. La reine-mère lui écrivit aussitôt; mais en l'absence du nouveau roi, elle saisit encore une fois la régence. L'un des premiers actes de l'autorité de Catherine fut la mort de Montgommery, l'un des chefs les plus illustres des protestants, qui eut la tête tranchée en place de Grève, sous la prévention d'un complot assez absurde.

Arrivée de Henri III en France.—1574. A la nouvelle de la mort de son frère, Henri III se hâta de quitter la Pologne pour venir prendre possession de sa nouvelle couronne; il s'enfuit nuitamment de son palais de Cracovie comme d'une prison; après avoir traversé lentement l'Autriche et l'Italie, où des fêtes brillantes accueillirent partout son passage, il rentra en France, où Catherine, malgré son activité et son adresse, n'avait pu réussir à calmer les factions.

Procession des Flagellants.—Mort du cardinal de Lorraine.—1574. Henri se montra pour la première fois en public à Avignon, dans la procession des **Flagellants** ou des **Battus,** avec la reine-mère et le cardinal de Lorraine, tous trois vêtus d'un sac de pénitent. Dans cette cérémonie ridicule, le roi et ses courtisans, mêlés aux autres pénitents, marchaient pieds nus, le crucifix à la main et en se flagellant eux-mêmes. Ce fut à la suite de cette procession que le **cardinal de Lorraine** fut saisit de la fièvre qui l'enleva subitement à l'âge de quarante-six ans; c'était un des plus fermes soutiens de la maison de Guise et du catholicisme. Après la mort du cardinal il ne resta plus de cette famille que les quatre enfants du duc François de Guise: Henri, duc de

Guise, le cardinal de Guise, le duc de Mayenne et Catherine de Lorraine.

Portrait de Henri III.—(6.) "Henri III, qui avait montré du courage sur les champs de bataille de Jarnac et de Moncontour, n'avait plus de goût que pour les plaisirs. Prodigue envers de jeunes et indignes favoris, Joyeuse, Caylus, Saint-Mégrin et autres, que, par mépris, on appelait les **mignons du roi ;** alliant les excès de la débauche aux pratiques de la dévotion ; occupé de parure, de petits chiens, de perroquets ; détestant également les huguenots et les Guises, tel était le roi qui tenait dans ses mains les rênes de l'État ; aussi devint-il bientôt l'objet du mépris général."

Sacre et mariage de Henri III.—1575. Henri III se rendit d'Avignon à Reims, où il fut sacré par le cardinal de Guise, le 13 février **1575.** Quelques jours après il épousa **Louise de Lorraine-Vaudemont,** fille de Nicolas de Lorraine, jeune princesse dont la beauté l'avait séduit.

Parti des politiques.—Sur la fin du règne de Charles IX, on avait vu se former un nouveau parti qu'on appelait le parti des **politiques ;** il se composait des catholiques modérés, à qui tout excès répugnait, et qui auraient voulu que le roi étendit sur tous la tolérance et la justice. Un bon nombre des seigneurs les plus marquants du royaume appartenaient à ce parti, et parmi eux au premier rang les fils du connétable de Montmorency. Bientôt après le duc d'Alençon lui-même, s'étant échappé de la cour où il était gardé à vue, vint se mettre à la tête des mécontents.

Cinquième guerre civile.—Une nouvelle guerre commença. Le parti protestant s'allia au parti des politiques, et Condé, qui s'était échappé de la cour, et avait rétracté son abjuration forcée, rassembla une armée en Allemagne, et revint se mesurer avec les troupes royales. Dans un de ces combats, Henri de Guise reçut à la joue une blessure qui lui valut le surnom de **Balafré.** Quelques mois après, le roi de Navarre, déjouant la surveillance dont il était l'objet à la cour, s'échappe de Saint-Germain, et alla rejoindre les huguenots dans leur camp, où, à l'exemple du prince de Condé, il fit de nouveau profession de calvinisme.

***Cinquième* paix, dite de Monsieur.—1576.** Henri III, in-

timidé par les forces toujours croissantes des mécontents, et redoutant l'influence que la guerre donnait au duc de Guise, chargea la reine-mère de négocier la paix à quelque prix que ce fût. Elle se rendit à la tête de ses femmes, dans le camp des confédérés ; elle séduisit d'abord son fils, le duc d'Alençon, puis gagna les autres chefs en leur donnant des espérances. Cette paix, qu'on appela la **paix de Monsieur,** du nom qu'on commençait à donner au frère puîné du roi, fut signée en **1576;** c'était la cinquième en faveur des protestants. Par ce traité le roi triplait l'apanage de son frère, qui prit dès lors le titre de duc d'Anjou ; il accordait aux protestants le libre exercice de leur culte dans tout le royaume excepté à Paris, les admettait à toutes les charges, leur donnait de nouvelles places de sûreté, et enfin s'engageait à convoquer les états-généraux à Blois.

Origine de la Ligue.—1576. Ce traité ne satisfit personne. Les avantages accordés aux protestants, exaspérèrent les catholiques, qui craignaient que par la faiblesse du gouvernement, le calvinisme ne devînt la religion de l'État ; ce fut alors qu'on vit se former la fameuse association connue sous le nom de **Sainte-Ligue,** qui avait pour but le maintien et la défense de la religion catholique, le salut du roi et la destruction des protestants. Cette ligue prit naissance en Picardie, se propagea rapidement, choisit Paris pour centre, et se mit sous la protection du duc de Guise. Le pape Grégoire XIII l'encouragea, et Philippe II, roi d'Espagne, promit de l'appuyer par des secours d'hommes et d'argent.

Chef de la Ligue.—Premiers états de Blois.—1576. Il fallait un chef à la Ligue ; tous les vœux y appelaient le duc de **Guise,** surnommé le **Balafré.** Ce prince réunissait toutes les qualités nécessaires à un chef de parti, et, à l'aide de la Ligue, il n'aspirait à rien moins qu'à remplacer sur le trône Henri III, que les ligueurs se proposaient de déposer. Henri aperçut le péril qui le menaçait et crut anéantir les projets du Balafré en se déclarant lui-même le **chef de la Sainte-Ligue** aux états-généraux de Blois qu'il avait assemblés en décembre **1576.** Mais le peuple ne s'y trompa pas ; le roi fut bien le chef nominal de la Ligue, mais le duc de Guise en demeura toujours le chef réel.

Sixième et septième guerre civiles. — Traité de Poitiers.— 1577. Sur la demande des états de Blois, l'édit de pacification, connu sous le nom de paix de Monsieur, fut révoqué, et une **sixième guerre civile** s'ensuivit. Deux armées catholiques entrèrent en campagne, et eurent bientôt réduit les protestants. Henri III, dont la politique ne voulait pas leur ruine entière, leur accorda la paix, qu'avait préparée le **traité de Poitiers** ou **de Bergerac,** conclu à l'avantage des huguenots. Les hostilités recommencèrent en **1580.** Cette **septième guerre civile,** qu'on appela la **guerre des amoureux,** parcequ'elle fut occasionnée par des intrigues galantes, fut signalée par la prise héroïque de Cahors, par le roi de Navarre, où les protestants massacrèrent tous les catholiques. Une paix avantageuse aux réformés fut signée, l'année suivante, au château de **Fleix,** en Périgord, par l'entremise du duc d'Anjou, frère de Henri III.

Le duc d'Anjou dans les Pays-Bas.—Sa mort.—1584. Les Pays-Bas s'étaient soulevés contre Philippe II, roi d'Espagne, et s'étaient soustraits à sa tyrannie. Les sept provinces septentrionales (la Hollande) étaient calvinistes; elles formèrent la république des **Provinces-Unies** sous un chef appelé **stathouder,** et qui fut le célèbre prince d'Orange, **Guillaume-le-Taciturne.** Les neuf provinces méridionales (la Belgique) étaient catholiques; elles appelèrent le duc d'Anjou pour être leur souverain. Il recruta une armée parmi les protestants de France, passa en Flandre, où il exerça un pouvoir déspotique, et se couvrit de sang dans le massacre des bourgeois d'Anvers, exécuté par ses ordres. Méprisé et abandonné, ce prince fut obligé de se retirer dans ses domaines, où il mourut sans postérité en **1584.**

Le Cardinal de Bourbon proposé comme successeur de Henri III.—Henri III, quoique dans la vigueur de l'âge, était réputé incapable d'avoir des enfants; d'une santé faible et presque toujours malade, il ne paraissait pas avoir longtemps à vivre. Par la mort du duc d'Anjou, le roi de Navarre était le légitime héritier du trône; mais la France catholique ne voulait pas qu'un prince hérétique succédât à la couronne. Les catholiques zélés *tournèrent* leurs regards vers le vieux **cardinal de Bourbon,**

oncle du roi de Navarre. Le duc de Guise qui, depuis longtemps, convoitait la couronne, mais qui n'osait encore la prendre ouvertement, eut l'adresse de persuader au cardinal que la religion que professait son neveu le rendait inhabile à occuper le trône, et que c'était à lui, au cardinal, qu'il appartenait.

Conseil des Seize.—Il se forma alors au sein de la Ligue et dans Paris le fameux **conseil des Seize,** ainsi nommé parceque les membres qui le composaient, presque tous avocats ou procureurs, s'étaient distribué les seize quartiers de la ville. Ce conseil des Seize, dont Bussy-le-Clerc, ancien maître d'armes, fut un des membres les plus violents, domina bientôt les diverses corporations, les milices de la ville et même son conseil municipal. En même temps, la Ligue s'adressa au pape Sixte V, qui, tout en la désapprouvant comme une révolte, lança une bulle d'excommunication contre le roi de Navarre, et le déclara inhabile à succéder au trône. Effrayé de l'effervescence populaire, Henri III céda enfin aux ligueurs, et par le **traité de Nemours** leur donna des places de sûreté, retira aux protestants les leurs, et défendit, sous peine de mort, l'exercice de toute religion autre que la catholique. Ce traité fut le signal de la huitième guerre civile, qu'on appela **la guerre des trois Henri** (Valois, Bourbon et Guise).

Guerre des trois Henri.—1585. Trois partis bien distincts se dessinaient alors en France : le parti des politiques ou modérés, qui soutenaient **Henri III ;** la puissante faction des ligueurs ou catholiques ardents, qui avaient pour chef **Henri de Guise ;** et le parti des protestants à la tête duquel était **Henri de Navarre.**

Bataille de Coutras.—1587.—(6.) "Le roi de Navarre défit en **1587,** près de **Coutras** en Périgord, l'armée que Henri III avait envoyée contre lui sous le commandement du duc de Joyeuse. Ce fut la première victoire remportée, depuis 25 ans de guerre civile, par les protestants en bataille rangée. Joyeuse y perdit la vie. Par sa bonté envers les vaincus, le roi de Navarre honora son triomphe, mais il en perdit le fruit en se retirant dans le Béarn, pendant que le duc de Guise battait à Vimory (près de Montargis) et à Auneau (à l'E. de Chartres) l'armée allemande qui venait renforcer les protestants."

Mort de Marie Stuart.—1587. Cette même année un grand événement vint ranimer les espérances des protestants; ce fut le supplice de **Marie Stuart,** reine catholique d'Écosse, que sa cousine, Élisabeth, reine protestante d'Angleterre retenait captive dans son royaume depuis dix-neuf ans. Marie, à qui Élisabeth n'avait jamais pardonné ni la supériorité de ses charmes ni le titre de reine d'Angleterre qu'elle s'était donné, fut jugée par une commission, et condamnée comme coupable d'avoir conspiré avec les étrangers pour l'invasion de l'Angleterre et la mort d'Élisabeth. Cette reine infortunée eut la tête tranchée au château de **Fotheringay,** dans le comté de Cambridge, le 11 février **1587.**

Mort du Prince de Condé.—1588. Henri, prince de **Condé,** qui avait combattu à côté de Henri de Navarre à la bataille de Coutras, survécut peu à cette victoire. Il périt empoisonné à **Saint-Jean-d'Angély;** Charlotte de **La Trémouille,** sa femme, fut accusée d'avoir commis ce crime, puis déclarée innocente par arrêt du parlement huit ans après.

Journée des barricades.—1589.—(6.) "Le duc de Guise, qui était l'idole du peuple, surtout depuis ses récentes victoires sur les Allemands, n'avait qu'à revenir à Paris pour en être le maître, les Seize l'y appelaient, le roi lui défendit d'y entrer, il y arriva et y fut reçu en triomphe. Bravé par un sujet rebelle et si puissant, le roi fit entrer dans Paris des Suisses pour sa propre sûreté. Le peuple s'émut, les écoliers commencèrent l'insurrection, elle se propagea avec tant de rapidité que quelques heures suffirent pour tendre des chaînes dans les rues, les dépaver et élever des barricades de rue en rue jusqu'au Louvre où le roi se trouvait comme assiégé. Le duc de Guise était resté irrésolu dans son hôtel pendant le tumulte, il en sortit une baguette à la main, rendit par quelques paroles le calme à la ville, sauva les Suisses que le peuple voulait massacrer après les avoir désarmés, puis il se laissa amuser par les propositions de la vieille Catherine de Médicis, et pendant ce temps-là le roi s'enfuit. Telle fut cette **journée des barricades** (12 mai **1588**) qui rendit le duc de Guise maître de Paris, mais qui ne le fit pas roi de France."

Belles paroles d'Achille de Harlay.—Henri de Guise voulant mettre à profit sa victoire, assembla le peuple de Paris, et pria le premier président **Achille de Harlay** d'assembler le parlement pour prendre avec lui les mesures convenables à la circonstance. Mais ce magistrat, pour toute réponse, osa lui dire : "C'est grande pitié quand le valet chasse le maître ; au reste, mon âme est à Dieu, mon cœur à mon roi, et mon corps aux méchants ; ils en feront ce qu'ils voudront. Vous me parlez d'assembler le parlement, mais quand la majesté du prince est violée, le magistrat n'a plus d'autorité."

Édit d'union.—1588. "Paris tomba, pour six ans, sous la domination de la Ligue ; Henri III se retira à Chartres, puis à Rouen, où il fut forcé de signer l'**édit d'union.** Par cet édit, il approuvait tout ce qui avait été fait, nommait le duc de Guise lieutenant-général du royaume, donnait des places de sûreté à la Ligue, jurait de ne faire ni paix ni trève avec les hérétiques, déclarait déchu de ses droits au trône tout prince non catholique et convoquait les états-généraux à Blois."

Seconds états de Blois.—1558. En faisant ces concessions à la Ligue, le roi avait déjà pris une résolution extrême, et pour l'accomplir les états-généraux furent de nouveau convoqués à Blois. Le duc de Guise, plein d'audace et de confiance, s'y rendit dans l'intention de les dominer. La plupart des députés lui étaient dévoués, et se montraient hostiles au roi. Son projet était de se faire donner l'épée de connétable, et, maître de toutes les forces du royaume, déposer le faible Henri, l'enfermer dans un couvent, et se faire proclamer à sa place. Henri vit qu'on avait juré sa perte, et, sans consulter sa mère, il résolut de se défaire par un meurtre de son trop puissant ennemi.

Assassinat du duc de Guise.—1558. Le jeudi 22 décembre **1558,** le duc de Guise, en se mettant à table pour dîner, trouva sous sa serviette un billet qui l'instruisait des desseins du roi, et l'engageait à se tenir sur ses gardes ; sans se troubler, il écrivit au bas : **On n'oserait,** et rejeta le billet sous la table. "*Voilà*" dit-il, "*le neuvième d'aujourd'hui.*" Le lendemain 23 décembre il

se présente au conseil, et comme il se rendait au cabinet du roi qui l'avait mandé, Montlhéry, posté dans une pièce voisine, le frappa d'un coup de poignard dans le sein, s'écriant : **Ah ! traître, tu en mourras !** En même temps d'autres se jettent sur lui, et le frappent de plusieurs coups jusqu'à ce que mort s'ensuive. Le cardinal de Guise qui était au conseil, entendant son frère crier : **Miséricorde !** veut accourir à son secours ; mais il est retenu prisonnier, et le lendemain il fut assassiné dans la tour des Moulins. Douze jours après mourait **Catherine de Médicis,** méprisée et détestée de tous les partis, après avoir régné trente ans sous le nom de ses fils.

Exaspération des Parisiens.—La nouvelle de l'assassinat des Guises provoqua l'explosion de la haine et de la fureur des Parisiens. Aussitôt, Paris fut en deuil ; on ferma les boutiques, et on tendit de noir toutes les églises. Des prédicateurs fanatiques, à la tête desquels se distingua le curé Lincestre, déclamaient en chaire contre l'assassin et le désignaient à la vengeance du peuple. La Sorbonne délia les Français du serment de fidélité prêté à Henri III ; et comme le parlement, sans cesser d'être catholique, restait fidèle à l'autorité royale, la plupart de ses membres, Achille de Harlay en tête, furent conduits à la Bastille par le fougueux Bussy-le-Clerc. Le duc de Mayenne, frère des deux victimes, proclamé lieutenant-général du royaume, marcha avec une armée contre Henri III, qui s'était retiré à Tours.

Réunion de Henri III avec le roi de Navarre.—1589. Dans le péril extrême où il se trouvait, une seule ressource restait à Henri, et il la saisit en se réconciliant et en s'alliant avec le roi de Navarre, qu'il venait de déshériter. L'entrevue des deux rois eut lieu au château du Plessis-lès-Tours. Henri de Navarre prit l'engagement de servir Henri III de son pouvoir, et de joindre ses troupes aux siennes. Cette alliance changea la face des affaires. Les protestants devinrent avec les catholiques, ou les catholiques moderés, les défenseurs de l'autorité royale, et pour la première fois marchèrent ensemble sous la bannière du souverain légitime. Henri III se voyant à la tête de plus de quarante *mille* hommes, résolut de marcher sur Paris. Les deux rois

réunis vinrent le bloquer, et camper sur les hauteurs de **Saint-Cloud.**

Assassinat de Henri III.—1589. L'assassin des Guises était depuis longtemps condamné à mourir. Un jeune moine dominicain, nommé **Jacques Clément**, fanatisé par le clergé, et aussi, dit-on, par la duchesse de Montpensier, qui arracha de lui une promesse de meurtre, fit le vœu d'assassiner le roi. Le 1er août **1589,** ce misérable enthousiaste se rendit à **Saint-Cloud,** et se fit présenter à Henri III, sous prétexte d'une communication importante à lui faire. Il lui remit quelques lettres, et tandis que le roi les lisait attentivement il lui plongea un couteau dans le ventre. Henri put cependant retirer l'arme et en frapper l'assassin qui tomba percé de coups par les gardes. La blessure ne parut pas d'abord très grave ; cependant les médecins la déclarèrent bientôt mortelle, et Henri se prépara à la mort. Il se confessa et reçut l'absolution. Il dit à haute voix qu'il ne regrettait point la vie, mais qu'il s'affligeait de laisser la France dans un état si déplorable. Il exhorta sa noblesse et ses officiers à reconnaître pour son successeur le roi de Navarre, légitime héritier du trône, puis il expira dans sa trente-huitième année, après un règne de quinze ans. Ce fut le dernier roi de cette branche si malheureuse des Valois, qui régnait depuis deux cent soixante ans, et qui avait donné treize rois à la France.

Situation du royaume.—(3.) " Jamais la France n'avait été plus près de sa ruine qu'à la fin de ce règne, où elle était divisée entre trois partis acharnés à se détruire mutuellement : les royalistes, les ligueurs et les calvinistes ou huguenots. On voyait armées les unes contre les autres les provinces, les cités, les familles, et celles-ci même étaient le plus souvent partagées. La guerre était partout, traînant à sa suite la misère et l'anarchie. Les grands seigneurs, cantonnés dans leurs gouvernements, aspiraient, au milieu de la confusion générale, à voir renaître à leur profit l'ancienne féodalité ; ils battaient monnaie, levaient des armées et des tributs, bravant l'autorité du monarque et des lois, et ne reconnaissant plus d'autre puissance que la leur. Tel était l'état presque désespéré du royaume en **1589,** à la mort du dernier prince de la

maison de Valois; mais Henri IV allait régner et fut le sauveur de la France.

Faits contemporains.—1566. Marie Stuart, reine d'Écosse, est forcée d'abdiquer; son fils est proclamé roi sous le nom de Jacques VI.—**1669.** La Toscane est érigée en grand duché par le pape Pie V, en faveur de Cosme de Médicis.—**1580.** Philippe II s'empare du Portugal, et perd la Hollande.—**1582.** Calendrier grégorien.

SOUVERAINS DE L'EUROPE

A L'AVÉNEMENT DE LA FAMILLE DES BOURBONS

en 1589.

Allemagne	Rodolphe II	1576 à 1612.
Angleterre	Élisabeth	1558 à 1603.
Danemark	Christian IV	1588 à 1648.
Espagne et Portugal	Philippe II	1556 à 1598.
États de l'Église	Sixte V	1585 à 1590.
Gênes (doge)	Negrone	1589 à 1591.
Hongrie	Rodolphe II	1592 à 1608.
Naples et Sicile	Philippe II	1554 à 1598.
Pologne	Sigismond III	1587 à 1632.
Russie	Fédor I	1584 à 1598.
Savoie (ducs)	Emmanuel-le-Grand	1580 à 1630.
Suède	Jean III	1568 à 1592.
Toscane (grand-duc)	Ferdinand	1587 à 1609.
Turquie	Amurat III	1540 à 1595.
Venise (république)	Cicogna	1585 à 1595.

FAMILLE DES BOURBONS.

Robert de France, comte de Clermont, cinquième fils de saint Louis, né en 1256, mort en 1317, laissant de Béatrix de Bourgogne, qui lui avait apporté en dot la seigneurie de **Bourbon:**

Louis I, duc de Bourbon, mort en 1341, laissant de Marie de Hainaut:

Jacques I de Bourbon, comte de la Marche, connétable de France, mort en 1361, laissant de Jeanne de Châtillon-Saint-Paul:

Jean I de Bourbon, comte de la Marche, mort en 1393, laissant de Catherine de Vendôme:

Louis II de Bourbon, comte de Vendôme, grand-maître de France, mort en 1447, laissant de Jeanne de Laval:

Jean II de Bourbon, comte de Vendôme, marié en 1454, à Isabelle de Beauveau.

François de Bourbon, comte de Vendôme, mort en 1495, laissant de Marie de Luxembourg:

Charles de Bourbon, duc de Vendôme, mort en 1536, laissant de Françoise d'Alençon:

Antoine de Bourbon, roi de Navarre, mort en 1562, laissant de Jeanne d'Albret, héritière de la couronne de Navarre:

Henri IV, né en 1553, roi de France et de Navarre en 1589, assassiné en 1610, laissant de Marie de Médicis:

Louis XIII, né en 1601, roi de 1610 à 1643, laissant de Anne d'Autriche : 1° Louis XIV qui suit ; 2° *Philippe d'Orléans,* tige de la branche actuelle d'Orléans.

Louis XIV, né en 1638, roi de 1643 à 1715, laissant de Marie-Thérèse d'Autriche:

Louis de France, dauphin, né en 1661, mort en 1711, ayant eu de Marie de Bavière : 1° Louis qui suit ; 2° Philippe de France, duc d'Anjou, roi d'Espagne, tige des *branches royales d'Espagne,* de *Naples* et de la branche ducale de *Parme.*

Louis de France, duc de Bourgogne, puis dauphin, né en 1682, mort en 1712, laissant de Marie-Adélaïde de Savoie:

Louis XV, né en 1710, roi de 1715 à 1774, laissant de Marie Leczinska:

Louis, dauphin de France, né le 4 septembre 1729, mort en 1765, laissant de Marie-Josèphe de Saxe, Louis XVI, Louis XVIII, et Charles X.

Louis XVI, né en 1754, marié en 1770, à Marie-Antoinette d'Autriche, tous deux morts sur l'échafaud révolutionnaire, en 1793, laissant 1° Louis XVII mort enfant, dans sa prison; 2° Marie-Thérèse-Charlotte, duchesse d'Angoulême.

Louis XVIII, né en 1755, mort en 1824, sans postérité.

Charles X, né en 1757, abdiqua le 2 août 1830, en faveur de son petit-fils **Henri,** duc de Bordeaux, et mourut le 6 novembre 1840.

Tableau généalogique de la branche des Bourbons.



BRANCHES DES BOURBONS.

HENRI IV, dit LE GRAND.

De 1589 à 1610.

Situation de Henri IV.—Aucun prince ne se trouva dans une situation plus difficile que le fut celle de Henri IV après la mort de Henri de Valois. Celui-ci en mourant l'avait reconnu pour son successeur, et il était, en effet, d'après la loi salique, l'héritier légitime du trône, mais il était huguenot. Cette circonstance lui aliénait la majorité de la nation qui ne voulait point d'un roi hérétique, et la plus grande partie de l'armée qui déserta ses drapeaux. A peine Henri III eut rendu le dernier soupir qu'il fut soumis à une rude épreuve. Les chefs catholiques se réunirent en conseil, et lui déclarèrent que s'il voulait régner sur la France, il fallait qu'il se fit catholique. Henri ne voulut point paraître céder à ces injonctions; il résista, mais il promit de se faire instruire, et donna de vagues espérances. En faveur de ces concessions faites aux catholiques, Henri, âgé alors de trente-six ans, fut salué roi dans le camp de Saint-Cloud, et prit le nom de **Henri IV.** Mais il eut à conquérir le trône où l'appelait sa naissance, et d'où l'écartait sa religion. Se voyant abandonné de la plupart des seigneurs qui servaient sous Henri III, il leva le siége de Paris, et avec une armée réduite à quelques milliers d'hommes, il gagna la Normandie pour y attendre les secours qu'Élisabeth, reine d'Angleterre, devait lui envoyer.

Bataille d'Arques. — 1589. Pendant ce temps, le duc de Mayenne, qui avait pris le titre de lieutenant-général du royaume, fit proclamer roi, sous le nom de **Charles X,** le vieux cardinal de Bourbon, que son neveu Henri IV retenait prisonnier à Tours. Il sortit ensuite de Paris à la tête d'une armée de trente mille

hommes, publiant qu'il allait **prendre le Béarnais,** et promettant aux Parisiens de le leur amener pieds et poings liés, mais il en arriva autrement. Le Béarnais l'attendit près du village d'**Arques,** à deux lieues de Dieppe, et avec sept mille soldats seulement, il en combattit et vainquit trente mille. Ce fut après ce combat mémorable, qu'il écrivit à **Crillon :** *Pends-toi, brave Crillon, nous avons combattu à Arques, et tu n'y étais pas !*

Attaque des faubourgs de Paris.—1589. Henri IV, fortifié par cinq mille Anglais que lui envoyait Élisabeth, marcha sur Paris, en attaqua les faubourgs le matin du 1er novembre au moment où les Parisiens le croyaient vaincu et fugitif, s'en empara, et accorda le pillage à ses soldats, pour les dédommager de la paye qu'il ne pouvait leur donner ; après quoi, le Béarnais, à l'approche de l'armée de Mayenne, se retira et prit le chemin de Tours, alors la capitale du parti royaliste, y reçut l'ambassadeur de la république de **Venise,** qui, la première des puissances catholiques, le reconnut pour roi de France, puis termina cette campagne par la soumission de la basse Normandie.

Bataille d'Ivry.—1590. Henri IV faisait le siége de Dreux, lorsque le 14 mars **1590,** le duc de Mayenne vint lui présenter la bataille dans la plaine d'**Ivry,** sur les bords de l'Eure. Quoique très inférieur en nombre, Henri IV y remporta une victoire éclatante. L'armée de Mayenne fut presque entièrement détruite. (5.) "A Ivry, le grand fait d'armes de la vie de Henri IV, ses mots prirent le caractère de sa gloire. On lui parlait de ménager une retraite : "Point d'autre retraite," répondit-il brusquement, "que le champ de bataille."

Schomberg lui demanda le paiement de ses troupes : "Jamais un homme de cœur," s'écrie Henri, "n'a demandé d'argent la veille d'une bataille." Le lendemain, se repentant de ce mot dur : "Monsieur de Schomberg, cette journée sera peut-être la dernière de ma vie ; je ne veux emporter l'honneur d'un brave ; je déclare donc que je vous reconnais pour homme de bien, et incapable de faire aucune lâcheté : "embrassez-moi."—"Sire," repartit Schomberg, "votre majesté me blessa l'autre jour, aujourd'hui elle me tue." Schomberg se fit tuer auprès du roi.

Au moment d'aller à la charge, le Béarnais se tournant vers les siens : " Gardez bien vos rangs ; si vous perdez vos enseignes, cornettes ou guidons, ce panache blanc que vous voyez en mon armet, vous en servira tant que j'aurai goutte de sang ; suivez-le, vous le trouverez toujours au chemin de l'honneur et de la gloire." Il s'écriait dans la mêlée : " Sauvez les Français ! " "

Siége et blocus de Paris.—Mort du cardinal de Bourbon.—1590. Henri IV, avec une armée que sa brillante victoire d'Ivry avait augmentée, vint aussitôt faire le blocus de Paris, au moment même où mourait son oncle, le vieux cardinal de Bourbon, ce prétendu roi qu'on appelait Charles X. Ce blocus avait amené la **famine** et la mortalité dans les murs de la capitale. Les Parisiens, excités par les Seize, les prédicateurs et l'ambassadeur d'Espagne, jurèrent de défendre jusqu'à la mort la cité catholique. Ils souffrirent avec une héroïque constance toutes les horreurs de la famine. Le peuple, sans pain, cherchait sa nourriture dans les immondices et les cimetières ; on fit de la farine avec des os de morts ; on vit, dit-on, une mère rôtir son enfant mort, le dévorer et mourir sur cet exécrable repas ; en moins de quatre mois, trente mille personnes périrent. Tant de souffrances émurent Henri IV ; il laissa sortir de la ville la plupart des bouches inutiles ; il souffrit même que ses officiers fissent parvenir des vivres à leurs amis. " J'aimerais mieux n'avoir point de Paris," disait-il, " que de l'avoir déchiré en lambeaux."

Le duc de Parme délivre Paris.—1590. Pendant ce temps, Mayenne était allé demander du secours à Alexandre Farnèse, **duc de Parme,** lieutenant de Philippe II, dans les Pays-Bas. Cet habile général entra aussitôt en France, et pénétra jusqu'à Meaux, où il opéra sa jonction avec Mayenne. Par de savantes manœuvres, il força Henri IV à lever le blocus de Paris, évita une bataille, prit **Lagny** sous les yeux du roi, et après avoir introduit dans Paris un convoi considérable de vivres et un renfort de troupes espagnoles, il retourna dans les Pays-Bas, vainqueur de Henri IV sans l'avoir combattu.

Journée des Farines.—1591. Henri, désespéré, revint établir ses quartiers à Saint-Denis. L'échec qu'il avait essuyé

devant Paris, mit ses affaires dans un état déplorable; pour les relever, il envoya chercher des secours en Angleterre, en Hollande, et en Allemagne. Mais en attendant ces renforts il fit contre la capitale une nouvelle tentative qui échoua; ses soldats déguisés en fariniers et menant un convoi de sacs de blé, devaient s'emparer de la porte Saint-Honoré; mais le complot fut découvert. Ce stratagème fit donner à cette journée le nom de **journée des farines.** Cependant il fut plus heureux devant Chartres, dont il s'empara.

Violences des Seize.—Désunion dans la Ligue. La discorde régnait alors dans Paris. D'un côté, le duc de Mayenne agissait pour l'intérêt de sa maison; de l'autre les Seize, supportés par la populace, s'agitaient en faveur de l'Espagne. Un nouveau prétendant au trône vint diviser encore les ligueurs; le jeune duc de Guise, fils du Balafré, s'était échappé du donjon de Tours, où il était retenu prisonnier, et ses amis l'opposèrent au duc de Mayenne, son oncle. (7.) "Tout tendait à compromettre la sainte union. Les **Seize** se portaient aux plus audacieuses violences. Trois magistrats, **Claude Larcher, Jean Tardif** et **Barnabé Brisson,** furent pendus comme traîtres. La plupart des hommes modérés furent sacrifiés par un conseil de dix membres, fougueuse expression des passions populaires. Mayenne, de retour à Paris, arme la bourgeoisie, se rend maître de la Bastille, et fait pendre à son tour quatre des Seize. **Bussy-le-Clerc,** chef des factieux, se sauve. Le pouvoir échappe aux mains furieuses du peuple pour revenir à Mayenne et au parlement. L'exaltation effrénée s'évanouit, mais avec elle s'éteint le véritable esprit de la Ligue, les courages s'amollissent; le calme aigrit les souffrances; le désir de la paix entre pour la première fois dans les cœurs."

Siége de Rouen.—1591. Henri ayant réuni toutes les troupes auxiliaires qu'il attendait, vint mettre le siége devant la ville de **Rouen,** l'un des boulevards de la Ligue: cette ville fut vaillamment défendue par **Villars Brancas.** Le duc de Parme, à la sollicitation de Mayenne, quitta de nouveau la Flandre pour venir délivrer Rouen, comme il avait délivré Paris. Henri IV marcha à sa rencontre pour l'arrêter; il s'exposa témérairement

contre lui au combat d'**Aumale,** où il fut blessé, et faillit tomber au pouvoir du duc. Son extrême audace le tira de ce danger, mais il fut obligé de lever le siége de Rouen. Cinq jours après, le duc de Parme, ayant été blessé dangereusement à **Caudebec,** céda le commandement à Mayenne, qui se laissa cerner par Henri IV près de Dieppe. Le duc, quoique souffrant et accablé de la fièvre, sut réparer cette faute; par une habile manœuvre, il échappa à Henri IV et ramena ses troupes dans les Pays-Bas, où il mourut de sa blessure, le 2 décembre de la même année. Cette mort délivrait Henri de son plus redoutable adversaire, mais il perdait dans le même temps son plus habile capitaine, le maréchal de Biron, tué au siége d'Épernay.

États-généraux de la Ligue.—Célèbre arrêt du Parlement.—1593.—(6.) "Les états-généraux avaient été convoqués à Paris par Mayenne pour nommer un roi et reconstituer la monarchie. Le roi d'Espagne demanda l'abolition de la loi salique et la couronne de France pour la fille qu'il avait eue de sa troisième femme, sœur de Henri III. Il aurait bien voulu lui donner pour époux un archiduc d'Autriche; mais pour ne pas trop blesser le sentiment nationale et pour contenter la Ligue, il acceptait pour gendre le jeune Charles de Guise, fils du Balafré. Le duc de Mayenne ne se souciait pas de faire ainsi les affaires de son neveu, et il prétendait lui-même à la couronne. Les États montraient beaucoup de faiblesse et n'osaient servir franchement ni Philippe II, ni Mayenne, ni Henri IV. Ce fut alors que le parlement, quoique **captif** et **estropié,** rendit un arrêt célèbre qui maintenait les lois fondamentales du royaume et défendait que, sous prétexte de religion, la couronne fût transférée sur une tête étrangère. "Ces robins," dit Henri IV, "avec leurs bonnets carrés, m'ont été plus utiles que mes soldats." "

Satire Ménippée.—Les Parisiens commençaient à se lasser de tant de luttes et de souffrances. Dans ce moment parut un pamphlet intitulé **la satire Ménippée,** qui rendit un immense service à Henri IV, en combattant ses ennemis avec l'arme puissante du ridicule. Cette satire porta un coup mortel à la Ligue, à ses

chefs et à la faction espagnole, qui se laissait corrompre par l'or de Philippe II.

Abjuration de Henri IV.—1593. Tous les partis soupiraient après la paix, et des scrupules de religion empêchaient seuls la majorité des catholiques de reconnaître Henri IV. Celui-ci avait à la mort de Henri III, promis de se faire instruire; il s'y décida enfin, et après deux ou trois jours de conférence avec des évêques, il fit son **abjuration** à Saint-Denis, le 25 juillet **1593**, entre les mains de l'archevêque de Bourges; il promit de vivre et de mourir dans le sein de l'Église catholique romaine et de la défendre envers et contre tous. Des prédicateurs fanatiques prêchèrent pendant plusieurs jours contre cette conversion qui renversait tous les plans des ligueurs; mais le peuple, las de la guerre, demeura insensible à toutes ces déclamations. Une **trève** de trois mois proposée par Henri IV, fut acceptée de tous les partis, et signée entre le roi et Mayenne. Ce fut pendant cette trève que quelques ligueurs enthousiastes armèrent un jeune aventurier nommé **Barrière**, pour assassiner Henri IV; mais le coup manqua, et Barrière fut rompu vif.

Entrée de Henri IV à Paris.—1594. Il y avait déjà huit mois que Henri IV avait abjuré à Saint-Denis, mais il n'était point encore le maître de Paris. Mayenne, déterminé à prolonger la guerre, avait quitté Paris pour aller chercher de nouvelles troupes, et avait confié le commandement de la capitale au comte de Brissac, dont il se croyait sûr. Il se trompait: Brissac, de concert avec le prévôt des marchands, traita en secret avec Henri, et dans la nuit du 22 mars **1594** il livra la ville aux troupes royales. Le roi entra, escorté de quatre cents gentilshommes et des archers de sa garde; quelques soldats espagnols, qui faisaient mine de résister, furent passés au fil de l'épée, et ce fut tout; la population se déclara pour Henri IV; le cri de *Vive le roi!* se fit entendre et parcourut en un instant tous les quartiers de la ville; Paris était soumis à Henri IV. Sa clémence s'étendit sur tous ses ennemis; les ligueurs obstinés eurent la permission de se retirer; les Espagnols quittèrent Paris le jour même, et le roi, qui s'était mis à une fenêtre pour les voir passer, leur dit en

riant : "Messieurs, mes compliments à votre maître ; mais n'y revenez plus."

Soumission définitive de la Ligue et des Provinces. — Les provinces suivirent peu à peu l'exemple de la capitale. La ville de Laon, dernier boulevard de la Ligue, fut pris par la valeur et l'habileté de Biron, et Henri acheva de soumettre son royaume moins par la force que par les négociations et l'or. La plupart des chefs de la Ligue mirent à leur soumission un prix énorme ; le roi ne la marchanda pas. Il leur donna des charges, des dignités, et des sommes immenses. Le jeune duc de Guise, fils du Balafré, eut le gouvernement de la Provence en échange des villes de la Champagne qu'il occupait encore. Enfin tout ce qu'il y avait de cœurs vraiment français dans la Ligue, Henri sut se les attacher à force de générosité.

Attentat de Jean Chatel.—1594.—Expulsion des Jésuites.—1595. Vers le même temps, Henri faillit être victime d'un nouvel attentat. Un jeune homme de dix-neuf ans, nommé **Jean Chatel,** élève des Jésuites, lui porta un coup de poignard qui l'atteignit à la bouche. L'arme ensanglantée fut saisie sur l'assassin, qui fut tiré à quatre chevaux. Il fit des aveux qui inculpèrent les Jésuites, ses maîtres ; le père Guignard, chez qui l'on avait, dit-on, trouvé des écrits séditieux, fut pendu en place de Grève, et le parlement condamna à l'exil tous les membres de l'ordre, qui durent quitter la France quelques jours après.

Combat de Fontaine-Française.—1595. Mayenne s'était retiré dans son gouvernement de Bourgogne, comme un dernier refuge ; Philippe II envoya à son secours le connétable de Castille avec 14,000 Espagnols. Henri IV, pour sauver Biron, qui défendait Dijon, marcha à leur rencontre, les atteignit à **Fontaine-Française** (côte d'Or) le 4 juin **1595,** se jeta au milieu d'eux avec trois cents cavaliers seulement, et en culbuta deux mille en un instant. Les Espagnols vaincus se retirèrent, et Mayenne voyant toutes ses espérances déçues, conclut une trève avec Henri IV, et promit de le reconnaître aussitôt qu'il aurait reçu l'absolution du pape.

Absolution de Henri IV.—1595. Trois mois après, le pape

Clément VIII comblait les vœux de Henri, en prononçant son absolution. Mais il la lui fit payer cher. Outre diverses pénitences toutes spirituelles et quelque peu humiliantes, le roi dut, pour satisfaire aux conditions imposées, publier dans tout le royaume le concile de Trente et rétablir le culte catholique dans le Béarn.

Soumission du duc de Mayenne.—1596. Cet acte solennel enlevait tout motif de guerre, et la Ligue n'avait plus même de prétexte; elle se trouvait dissoute. Mayenne se soumit, à condition que les membres de sa famille, les princes et les princesses de Lorraine, fussent déclarés absous du crime de complicité avec le meurtrier de Henri III. Le roi se chargea des dettes de Mayenne, lui laissa le gouvernement de la Bourgogne, et voici toute la vengeance qu'il tira de lui: Mayenne était souffrant et chargé d'embonpoint; Henri IV l'ayant reçu dans les jardins de Monceaux, l'embrassa, et le prenant par la main, fit avec lui une longue promenade à grands pas; quand il le vit hors d'haleine, il lui dit en riant, et en lui frappant sur l'épaule: "Touchez-là, mon cousin; car par Dieu, voilà tout le mal et le déplaisir que vous recevrez jamais de moi." De loyal adversaire, Mayenne devint le plus fidèle sujet, et Henri ne lui garda aucun ressentiment.

Soumission de Mercœur.—Paix de Vervins.—1598.—(6.) "La soumission de Mayenne ne fit point poser les armes à Philippe II. Les Espagnols s'emparèrent d'Amiens; Henri IV le leur reprit. Ce fut le dernier acte de la guerre. Philippe II se sentait près de mourir, l'Espagne était épuisée. Les deux rois conclurent à **Vervins,** le 2 mai **1598,** une paix qui rendit à la France son rang en Europe, et ferma la longue période de nos guerres civiles religieuses. Le dernier allié qui restait à Philippe II en France, le duc de Mercœur (de la maison de Lorraine), chef des ligueurs de Bretagne, fit sa soumission et donna sa fille unique en mariage à César, duc de Vendôme, fils naturel du roi et de Gabrielle d'Estrées.

Édit de Nantes.—1598. Henri IV, délivré des soins de la *guerre* étrangère donna la même année, **1598,** le fameux **édit de**

Nantes, qui rendit à la France le calme intérieur en fixant les droits des protestants. Cet édit, dont l'un des rédacteurs fut le président **de Thou,** accorda aux protestants l'exercice public de leur religion, mais avec défense de troubler en rien le culte catholique, maintenu par tout le royaume ; il leur assurait l'admission à tous les emplois, et leur accordait des places de sûreté, dont la principale fut la Rochelle.

Portrait de Henri IV.—(4.) "Henri IV avait atteint cette époque de la vie où les illusions disparaissent. Lors de son entrée dans Paris, le roi avait quarante et un ans ; les fatigues de la guerre avaient basané son teint du Béarn et des montagnes ; sa barbe était épaisse et crépue ; ses cheveux déjà blanchis sous son casque d'acier surmonté de quelques plumes flottantes ; il avait de petits yeux brillants, cachés sous des joues saillantes ; un nez long et crochu, pendant sur de fortes moustaches grises ; son menton et sa bouche sentaient déjà la vieillesse au milieu de la vie. Que de soucis n'avait point eus à subir son existence agitée, existence des montagnes, de luttes et de danger ! Il montait sur le trône au milieu des partis qui se croisaient : les uns lui reprochaient d'avoir trahi ses vieux amis de camps, ses braves compagnons de bataille ; les autres dénonçaient ses concessions imparfaites au catholicisme. Ces soucis, il les enveloppait d'une sorte de gaieté gasconne : c'était un esprit à jeux de mots, à libre plaisanterie ; sa franchise était habile ; sa dissimulation plus adroite ; il était plein de cet enjouement méridional qu'une prononciation béarnaise, une brutalité chevaleresque rendaient plus piquant encore."

Divorce de Henri IV. — Son second mariage avec Marie de Médicis.—1600. Henri IV avait épousé Marguerite de Valois, sœur de Charles IX ; mais cette union n'avait jamais été heureuse. Henri n'avait point eu d'enfants de Marguerite, et vivait séparé d'elle depuis quinze ans. La belle Gabrielle d'Estrées, sa maîtresse, étant morte, jeune encore, d'une attaque d'apoplexie, le roi, sur les instances du parlement et de ses ministres, se décida à faire prononcer la rupture de son mariage avec Marguerite, et épousa, en **1600, Marie de Médicis,** fille de François II, grand-duc de Florence, et nièce du pape Clément VIII. Il en eut deux

fils et trois filles: **Louis XIII,** qui fut son successeur, **Gaston, duc d'Orléans, Élisabeth,** qui épousa Philippe IV, roi d'Espagne, **Christine,** qui épousa Victor-Amédée, duc de Savoie, et **Henriette,** qui épousa Charles 1er, roi d'Angleterre.

Administration de Henri IV et de Sully.—Pendant les dix années qui s'écoulèrent depuis cette époque jusqu'à sa mort, Henri, secondé par le célèbre **Sully,** son ami et son ministre, s'appliqua à réparer les maux de la guerre civile, à policer, à faire fleurir ce royaume qu'il avait conquis. Sully, grand-maître de l'artillerie et surintendant des finances, sut en peu d'années réparer les places fortes, remplir les arsenaux, et mettre l'armée sur un pied redoutable; l'agriculture fut encouragée et devint florissante; *le labourage et le pâturage*, disait Sully, *voilà les deux mamelles dont la France est alimentée.* Le commerce et l'industrie, quoique moins protégés par Sully, furent cependant en honneur. Henri établit des manufactures de tapisseries et de glaces; il introduisit en France les plantations de mûriers, avec les vers à soie, et bientôt les soieries de Lyon devinrent célèbres. Il fit construire des ponts, et réparer les routes; il fit creuser le canal de **Briare** qui unit la Loire à la Seine. Paris fut agrandi et embelli; Henri joignit le faubourg Saint-Germain à la ville et le fit paver; il commença la **Place Royale** et la galerie qui joint le Louvre aux Tuileries; il fit construire le **Pont-Neuf** et acheva la belle façade de l'Hôtel-de-ville. Un ambassadeur d'Espagne, Don Pèdre de Tolède, qui avait vu la ville de Paris si malheureuse et si languissante, ne la reconnaissant plus: *C'est qu'alors le père de famille n'y était pas*, lui dit Henri, *et aujourd'hui qu'il a soin de ses enfants, ils prospèrent.* Le peuple ne tarda point à goûter les fruits de cette sage administration; le fardeau des tailles fut diminué de quatre millions, tous les autres droits furent réduits à la moitié, et l'on ne peut se rappeler sans émotion cette parole si connue du bon roi: *Si je vis*, dit-il, *il n'y aura pas un paysan qui ne mette le dimanche une poule en son pot.* La prospérité dont jouissait alors le royaume était due en grande partie à l'ordre admirable que Sully était parvenu à mettre dans les finances, et c'est un honneur immortel pour la mémoire de Henri IV d'avoir osé choisir un homme de guerre

pour rétablir les finances et de lui avoir donné toute sa confiance.

Sully.—Maximilien de Bethune, duc de **Sully**, qui porta longtemps le titre de marquis de Rosny, fut de bonne heure le compagnon de Henri IV. Il fut tout à la fois grand homme de guerre, grand administrateur, et ministre habile. Cet homme austère sut conserver jusqu'à la fin l'amitié de son roi sans l'avoir jamais flatté. Il osa, en plus d'une occasion, faire de sévères reproches à son maître sur ses faiblesses et ses prodigalités. On connaît l'histoire de la promesse de mariage faite par le roi à **Henriette d'Entragues.** Henri la montra à Sully, et lui demanda conseil. Ce courageux ministre prit le papier et le déchira pour toute réponse. "Vous êtes fou! Sully," s'écria le roi en colère. — "Je voudrais l'être si fort," répondit froidement Sully, "que je fusse le seul en France."

Exécution du maréchal de Biron.—1602. Le seul acte de rigueur reproché à Henri IV, est la condamnation du maréchal duc de **Gontaut-Biron.** Ce seigneur, pour qui le roi avait beaucoup fait, croyait encore ses services trop peu payés; il se fit le chef d'un parti de mécontents, et se laissa entraîner à des négociations avec l'Espagne et la Savoie, dans le but de renouveler la guerre civile en France. Le roi fût instruit de tous les détails du complot par un des complices nommé Lafin. Dans plusieurs entretiens qu'il eut avec le maréchal, Henri lui révéla ses soupçons, lui détailla mêmes les circonstances de la conspiration, et le supplia de lui faire l'aveu de ses torts, lui offrant un pardon général et ses bonnes grâces. Biron avait reçu quarante-deux blessures au service du roi; le roi lui avait sauvé trois fois la vie dans les combats; il lui eut pardonné s'il avait obtenu de lui un aveu complet. Biron fut inflexible, et Henri voulut, par un grand exemple, abattre la fierté de la haute noblesse. Il fit arrêter le maréchal, l'envoya à la Bastille, et donna ordre au parlement d'instruire son procès. A cette nouvelle, Biron devint furieux, puis, s'étant calmé, il implora la clémence du roi; tout fut inutile; il eut la tête tranchée le 2 décembre **1602**, dans la cour de la Bastille.

Rappel des Jésuites en France.—1603. Henri IV voulant

affaiblir la mauvaise impression produite en France par cet acte de rigueur, accorda le rappel des Jésuites à la sollicitation du pape Paul V, et aux vives instances du père Cotton, son confesseur.

Projets de Henri IV. — Henri IV, qui voulait abattre la puissance de la maison d'Autriche, avait formé, dit-on, le projet de remanier toute l'Europe sur de nouvelles bases; il voulait en former une **république chrétienne** où régnerait une paix perpétuelle. Cette république devait se partager en **six monarchies héréditaires,** la France avec la Belgique et la Savoie, l'Angleterre, l'Espagne, la Suède, le Danemark et la Lombardie; **cinq monarchies électives,** la Pologne, la Bohême, la Hongrie, l'Empire d'Allemagne et l'État pontifical; **quatre républiques,** Venise, la Suisse, les Pays-Bas et la République italique ou l'Italie du Nord. Les Turcs auraient été refoulés en Asie. Il avait pour l'exécution de ses plans une armée toute prête et un trésor de quarante millions ramassés par Sully. Une mort tragique et prématurée vint le surprendre au milieu de ses vastes desseins.

Assassinat de Henri IV. — 1610. Depuis longtemps déjà l'éloignement de ses anciens compagnons d'armes, l'ingratitude de ceux qu'il avait comblés de bienfaits, et les attentats sans cesse répétés contre sa personne, abreuvaient de chagrins le cœur de Henri IV; il était souvent triste et inquiet, et comme agité de sombres pressentiments. Le **14** mai **1610,** le lendemain du couronnement de la reine, Marie de Médicis, Henri se leva plus triste qu'à l'ordinaire. Après son dîner, vers quatre heures, on lui conseilla de sortir pour prendre un peu l'air, et il demanda son carrosse pour aller voir à l'arsenal Sully qui était malade. Le roi sortit du Louvre, accompagné seulement d'un petit nombre de gentilshommes à cheval et de quelques valets de pied. En entrant dans la rue de la **Ferronnerie,** le carrosse, qui était ouvert de chaque côté, fut arrêté par un embarras de voitures, et les valets se dispersèrent. Un misérable fanatique, nommé **François Ravaillac,** profitant de ce moment, monta sur la roue, et porta au roi deux coups de couteau dont le second l'atteignit au cœur, et dont il mourut aussitôt en jetant un grand soupir.

Ainsi périt, à l'âge de cinquante-sept ans, ce roi que ses talents supérieurs ont fait surnommer **Henri-le-Grand,** et ses qualités aimables, le **bon Henri.** On soupçonna du crime l'empereur, le roi d'Espagne, la reine de France, le duc d'Épernon, et les Jésuites, parceque tous en profitèrent; mais l'assassin déclara qu'il n'avait point de complices.

Faits contemporains.—1603. Avénement des Stuarts au trône d'Angleterre, dans la personne de Jacques I, fils de Marie Stuart.—**1605.** Conspiration des poudres à Londres.—**1609.** Les Maures, au nombre de 800,000, sont expulsés de l'Espagne par Philippe III.

LOUIS XIII, dit LE JUSTE.

De **1610** à **1643.**

PREMIÈRE PARTIE,

jusqu'au ministère de Richelieu, en **1624.**

Situation de la France à l'avénement de Louis XIII.—Régence.—1610. Louis XIII n'avait que neuf ans lorsque son père, Henri IV, tomba sous le couteau de Ravaillac. Dans le premier moment de stupeur qui suivit le coup de l'assassin, le duc d'Épernon, tout dévoué à la reine, Marie de Médicis, s'empara du pouvoir à son profit. Après avoir ramené le corps du roi au Louvre, il fit aussitôt entourer de soldats le couvent des Augustins, où siégeait alors le parlement, se présenta dans l'assemblée, l'épée à la main, et invita les magistrats à hâter leurs délibérations, afin de pourvoir à la sûreté du royaume. Le roi avait été frappé à quatre heures, **Marie de Médicis** fut déclarée régente à six heures et demie. Le lendemain le parlement tint un lit de justice où Louis XIII vint confirmer l'établissement de la régence. La mort tragique et soudaine de Henri IV changeait complètement la

situation de l'Europe ; avec lui s'évanouissaient les grands projets qu'il avait conçus. La régente, ne pouvant faire la guerre à la maison d'Autriche, voulut l'avoir pour amie, elle s'unit étroitement à la branche espagnole de cette maison, et convint de marier son fils Louis XIII avec l'infante Anne d'Autriche, et sa fille Élisabeth avec le fils de Philippe III.

Conseil.—Marie de Médicis, reconnue régente, conserva d'abord les conseillers du feu roi: le duc de **Sully,** cet ami austère de Henri IV, **de Villeroi,** qui avait été ministre sous les quatre derniers monarques, le président **Jeannin** et le chancelier de **Sillery ;** mais elle sut affaiblir ce conseil en y admettant un grand nombre de prétendants ambitieux : le prince de **Condé** et le comte de **Soissons,** chefs du parti protestant; le duc de **Guise** et le duc de **Mayenne,** anciens chefs des catholiques ligueurs.

Les Concini. — Avidité des courtisans. Marie de Médicis avait amené avec elle en France **Léonora Galigaï,** sa sœur de lait, et le mari de celle-ci, **Concini,** jeune et rusé Florentin. L'un et l'autre prirent bientôt le plus grand ascendant sur l'esprit de la reine; Concini fut porté au faîte des honneurs. Il acheta le marquisat d'**Ancre,** dont il porta le nom, devint premier ministre, et se fit donner le bâton de maréchal de France, quoiqu'il n'eut jamais porté les armes. Le trésor de quinze millions, laissé par Henri IV, ne servit qu'à enrichir le favori, et à apaiser les exigences et les cabales des courtisans. La France parut alors être livrée au pillage. **Sully,** révolté de la conduite du conseil, se démit de la surintendance des finances et du gouvernement de la Bastille, quitta la cour, où il ne vint plus que rarement, et se retira dans ses terres où il vécut respecté jusqu'à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Ligue et retraite des princes.— Troubles civils.— 1613-1614. La prodigieuse faveur du parvenu Concini soulevait une profonde indignation dans l'âme des princes et des seigneurs, et le peuple commençait aussi à manifester, par des pamphlets injurieux, sa haine contre cet étranger. De toutes parts éclatent des ressentiments, des complots se trament, et tout-à-coup l'on apprit que les *princes* s'étaient retirés dans leurs provinces, et se préparaient à

une révolte. Condé était à la tête du mouvement, et publia plusieurs manifestes, dans lesquels il protestait de son affection pour le service du roi, mais où il flétrissait l'administration de la reine, et attaquait ouvertement les Espagnols et les insolents étrangers, dont l'influence dominait dans le royaume. La reine alarmée des progrès de cette ligue formidable, prit aussitôt des mesures défensives, en même temps qu'elle entamait des négociations avec le chef de la révolte, Condé.

Traité de Sainte-Menehould.—1614. Villeroi conseillait à la reine de marcher sur-le-champ contre les confédérés, mais elle préféra la voie des traités; celui de **Sainte-Menehould,** nommé **paix malotrue,** fut conclu en **1614,** et fit aux princes des concessions. Marie de Médicis livra des villes, accorda des grâces, augmenta les pensions et dignités des seigneurs mécontents, et promit d'assembler les états-généraux.

Majorité du Roi. — États-généraux. — 1614. Louis XIII entrait dans sa quatorzième année; la régente, pour donner plus de force à son gouvernement, le fit déclarer majeur le 27 septembre **1614;** mais longtemps encore il ne fut roi que de nom, et Marie de Médicis garda le pouvoir. Elle convoqua les états-généraux pour le 26 octobre de cette année; mais leur résultat fut à peu-près nul. Chacun des trois ordres réclama dans son intérêt particulier: le clergé demandait que les décrets du concile de Trente fussent admis par tout le royaume; la noblesse, qu'on abolît la vénalité des charges, et le droit de **paulette** qui en assurait l'hérédité; et le tiers-état, que les pensions qui ruinaient le trésor fussent supprimées. Ces états, les derniers qu'on vit jusqu'à ceux de **1789,** se séparèrent sans avoir pu s'entendre et sans avoir remédié à aucun embarras de la situation. **Richelieu,** évêque de Luçon, orateur du clergé, parut alors pour la première fois sur la scène politique; il était âgé de vingt-neuf ans.

Mariage de Louis XIII avec Anne d'Autriche.—1615. Les mécontents et surtout **Condé** leur chef, s'opposèrent vivement au **mariage de Louis XIII** avec l'infante. Mais la reine, méprisant leurs représentations, n'en mit pas moins ses projets à exécution. Louis XIII, avec toute la cour, alla au-devant de sa fiancée

jusqu'à Bordeaux, escorté par une armée, que suivait celle des mécontents, sous les ordres de Condé. Malgré ces démonstrations hostiles, le jeune roi et l'infante, tous deux âgés de quinze ans, furent mariés dans cette ville, et après avoir signé avec les rebelles le traité de **Loudun,** tout à leur avantage, Louis XIII se mit en route pour Paris, où la jeune reine fit son entrée aux acclamations de la multitude.

Arrestation de Condé.—1616. Condé, rentré à Paris quelque temps après le mariage du roi, était devenu tout-puissant, et faisait sentir son pouvoir à la reine-mère, à ses favoris et surtout au maréchal d'Ancre. Médicis, voyant son autorité s'affaiblir tous les jours, et passer aux mains du prince, prit tout-à-coup une résolution violente. Conseillée par **Richelieu,** son aumônier, que Concini avait fait nommer secrétaire d'État, elle fit arrêter **Condé** au Louvre, et le fit conduire à la **Bastille** et de là à **Vincennes** où il resta trois ans. Son arrestation fut le signal d'une nouvelle prise d'armes. Les princes et les seigneurs mécontents se rassemblèrent à Soissons, pour organiser la guerre civile, tout en protestant qu'ils servaient leur roi et qu'ils ne faisaient la guerre qu'au premier ministre. Concini, plus puissant que jamais à la cour, les bravait tous.

Assassinat de Concini.—Exil de la reine-mère à Blois.—1616.—(6.) "Le favori de la reine-mère était détesté du jeune Louis XIII, qui, déclaré majeur depuis trois ans, était encore étranger au gouvernement. Un jeune courtisan, ambitieux et adroit, nommé **Albert de Luynes,** était devenu le favori de ce roi de 16 ans en lui dressant des oiseaux pour la chasse. Poussé par les princes, il excita son maître à se débarrasser par un coup d'éclat de la tutelle où on le tenait toujours, et lui persuada que le maréchal d'Ancre était la seule cause des troubles de l'État. Louis ordonna secrètement à **Vitry,** capitaine des gardes, ennemi personnel de Concini, de l'arrêter et de le tuer en cas de résistance. Le lendemain, 24 avril **1617,** comme **Concini** se rendait au Louvre, Vitry le somma de lui remettre son épée. Concini fit mine de la tirer, soit pour la donner, soit pour s'en servir, et aussitôt il tomba percé de plusieurs balles. **"Maintenant, je suis roi!"**

s'écria Louis XIII. La reine-mère fut reléguée à Blois. Une barbare populace exhuma le corps de Concini et s'en disputa les lambeaux."

Exécution de la maréchal d'Ancre. — Concini fut poursuivi jusque dans les siens. **La maréchal d'Ancre** ou **Galligaï,** sa femme, favorite de Médicis, fut arrêtée et traduite devant le parlement; elle n'était coupable d'aucun crime qui méritât la mort; on l'accusa de magie et elle fut condamnée, comme sorcière, à avoir la tête tranchée et son corps réduit en cendres. Elle subit sa sentence avec courage: les biens de Concini furent confisqués et enrichirent Albert de Luynes, qui hérita aussi de toute sa puissance; leur fils, âgé de douze ans, fut déclaré ignoble et incapable d'offices et de charges.

Évasion de la reine-mère. — 1619. Marie de Médicis languissait au château de Blois, où elle était prisonnière. Quelques serviteurs dévoués, à la tête desquels se trouvait le duc d'Épernon, entreprirent sa délivrance. Les mesures furent si bien concertées, que la reine s'échappa nuitamment du château par une fenêtre, à l'aide d'une échelle de corde, monta en voiture, escortée de ses fidèles amis, et arriva bientôt à Angoulême, ville de son gouvernement. Richelieu, appuyé du duc d'Épernon, ménagea entre elle et le roi un traité de réconciliation qui fut presque aussitôt rompu que signé. Marie obtint le gouvernement de l'Anjou dont elle alla prendre possession quelque jours après, et le roi accorda des lettres d'abolition au duc d'Épernon. En même temps, Condé, toujours prisonnier à Vincennes, fut mis en liberté par le nouveau favori du roi, le duc de Luynes, qui voulait assurer son pouvoir, en y associant le premier prince du sang.

Nouvelle ligue des Mécontents. — Combat du Pont-de-Cé. —1620. Marie de Médicis s'était fait une cour à Angers, et avait rallié autour d'elle les mécontents que faisait le nouveau favori, **Albert de Luynes.** Ils prirent les armes en **1620,** et leurs forces commençaient à inquiéter la cour. Louis XIII se mit lui-même, avec Condé, à la tête de son armée, soumit promptement la Normandie, et marcha sur Angers, où une rencontre eut lieu au **Pont-de-Cé** (Anjou), entre ses troupes et celles de la reine, qui prirent

la fuite au premier choc. La paix fut conclue entre Marie de Médicis et son fils par l'entremise de Richelieu, qui était secrètement d'intelligence avec de Luynes; la reine revint à la cour, et le chapeau de cardinal fut promis à Richelieu.

Guerre contre les protestants.—Albert de Luynes connétable.—Sa mort.—1621.—(6.) "Les protestants, abusant de l'édit de Nantes, voulaient toujours former une république dans le royaume. Ils s'irritèrent de voir Louis XIII rétablir le culte catholique dans le Béarn où Jeanne d'Albret l'avait aboli, se préparèrent à la guerre, tinrent en **1621** une grande assemblée à la Rochelle, partagèrent la France en huit cercles et se donnèrent pour chefs militaires deux frères, les ducs de **Rohan** et de **Soubise.** Albert de Luynes, qui s'était fait nommer connétable, conduisit le roi avec une armée au siége de **Montauban,** la deuxième capitale des calvinistes, et y échoua honteusement. Le connétable humilié y prit une maladie dont il mourut fort à propos, au moment où le roi commençait à se lasser de lui."

Paix de Montpellier.—1622. La guerre civile se continuait dans le Languedoc; les protestants s'y maintenaient toujours. Mais voyant leurs forces diminuer et plusieurs de leurs chefs, entre autres le marquis de La Force et le comte de Châtillon, déserter leur cause, ils se décidèrent enfin à demander la paix. Elle fut signée à **Montpellier** en **1622.** L'édit de Nantes fut confirmé, mais on interdit aux protestants toute réunion politique.

Entrée de Richelieu au conseil.—1624. Marie de Médicis, depuis sa réconciliation avec son fils, était rentrée au conseil, et désirait vivement y introduire son favori, **Richelieu,** pour qui elle venait d'obtenir du pape le chapeau de cardinal. L'ambitieux prélat se fit longtemps prier, alléguant la faiblesse de sa santé; enfin sur les pressantes instances de la reine-mère le cardinal parut céder, et accepta, en **1624,** les fonctions de secrétaire d'État.

DEUXIÈME PARTIE.

MINISTÈRE DE RICHELIEU.

De 1624 à 1643.

Portrait de Richelieu.—(4.) "Ici commence le ministère d'**Herman** (ou Armand) **du Plessis**, cardinal de **Richelieu**, cette longue vie politique, si puissante, si active sur les destinées de la monarchie. Le cardinal de Richelieu avait trente-huit ans; il était faible de constitution, souvent maladif: son teint était pâle, son front haut, ses cheveux noirs et pendants; ses sourcils fortement arqués relevaient ses yeux grands et vifs; son nez aquilin ressortait de son visage maigre et pâle; sa bouche bien faite était ornée de deux moustaches et de cette barbe élégante qui amincissait l'ovale de la figure, pour nous servir de l'expression contemporaine; et sur ce chef, la barette rouge, puis la robe d'écarlate relevée du cordon de l'ordre; tout cela avait quelque chose de froidement imposant dans la personne de Richelieu. Ses traits étaient sévères; sa démarche noble, quoique un peu saccadée; sa parole d'une merveilleuse lucidité, quoique sans onction et sans charme. Ce qu'il écrivait était net, hautement pensé, fermement reproduit. Il avait la conception prompte, l'esprit à ménagements quand il le fallait, résolu et décidé en toutes choses."

Caractère de Louis XIII.—Politique de Richelieu.—(6.) "**Louis XIII** était brave de sa personne, mais il n'avait pas de fermeté dans l'esprit; il avait le jugement droit, mais il se défiait de lui-même; il était d'ailleurs chagrin, jaloux, soupçonneux. **Richelieu** parvint à le dominer complètement, et pendant les 18 années de son ministère, il exerça l'autorité la plus absolue. Il

brisa violemment toutes les résistances, fit ployer sous sa volonté de fer, la mère, la femme, le frère du roi, les parlements, la France entière ; il regarda ses ennemis comme les ennemis de l'État et les traita comme tels ; il sut se rendre indispensable au roi qui ne l'aimait pas, mais qui appréciait ses services et admirait son génie ; avec une fermeté inébranlable, il s'appliqua : 1° à soumettre au joug des lois l'indépendance turbulente des **grands ;** 2° à réduire entièrement les **protestants** qui tendaient toujours à former un corps séparé dans l'État ; 3° à abaisser la maison d'**Autriche,** qui n'avait pas encore abandonné ses prétentions de domination universelle."

Guerre de la Valteline.—Mariage de Henriette de France.—1625. La maison d'Autriche, qui avait repris toute l'influence dont elle jouissait en Europe sous Charles-Quint et Philippe II, attachait alors la plus grande importance à la possession de la Valteline, belle et fertile vallée qui s'étend sur une longueur de trente lieues, du Tyrol au lac de Côme. L'Espagne s'en était emparée en **1617** pendant les troubles de religion, y avait construit des forts et en avait confié la garde au pape, qui y entretenait un corps d'armée pour les défendre contre la France. Richelieu, qui voulait l'abaissement de la maison d'Autriche, commença par envoyer dans la Valteline des troupes qui repoussèrent celles du pontife, et s'emparèrent des forts et de toutes les places. Cette guerre se termina par le traité de Monçon, en Aragon. Dans le même temps, le cardinal s'occupait d'une alliance qu'il regardait comme étant d'une haute importance politique pour la France. Il fit épouser à **Charles,** fils de Jacques 1er, roi d'Angleterre, **Henriette,** troisième fille de Henri IV, et sœur de Louis XIII.

Complot contre Richelieu.—Ses premières rigueurs.—1626.—(6.) "Richelieu songea à marier **Gaston d'Orléans,** frère du roi, à Mlle de Montpensier, de la maison de Guise, la plus riche héritière du royaume. Les courtisans qui entouraient le jeune prince voulaient lui donner un appui au dehors en lui faisant épouser une princesse étrangère. Ils l'excitèrent à résister à Richelieu et formèrent même, pour perdre le cardinal, un complot dont le chef était un jeune étourdi, le comte de **Chalais.**

Richelieu le fit impitoyablement décapiter en **1626.** Quelques jours après, Gaston épousait Mlle de Montpensier. Le maréchal d'**Ornano,** gouverneur du jeune prince, qui s'était laissé entraîner dans le complot, fut arrêté par ordre de Richelieu, et jeté en prison à Vincennes où il resta jusqu'à sa mort. Le duc de **Vendôme** et son frère le grand prieur furent enfermés au château d'Amboise, et Anne d'Autriche elle-même subit une sorte de disgrâce. Richelieu prit occasion du danger qu'il avait couru pour se faire donner une compagnie de gardes-du-corps."

Siége de La Rochelle.—1627.—Sa capitulation.—1628. —"Les protestants, toujours remuants, avaient concentré leurs forces dans La Rochelle et comptaient sur l'appui des Anglais. En effet, **Buckingham,** favori du roi d'Angleterre, Charles 1er, était descendu avec des troupes dans l'**île de Rhé. Richelieu** résolut d'en finir tout d'un coup avec les protestants en détruisant leur boulevard. Il vint avec le roi assiéger **La Rochelle** en **1627.** Buckingham fut chassé de l'île de Rhé, et Richelieu, pour empêcher les Rochellois de recevoir tout secours des Anglais, fit construire dans l'Océan une **digue** prodigieuse dont on distingue encore les restes à la mer basse. Les Rochellois résistèrent pendant quatorze mois; la famine seule put les soumettre, ils se rendirent en **1628.** On laissa aux protestants la liberté de leur culte, mais dès lors ils ne furent plus un parti armé. Ce succès accrut beaucoup l'autorité du cardinal, qui s'était montré à la fois capitaine, amiral, ingénieur. L'Angleterre ne tarda pas à faire la paix avec la France."

Guerre en Italie et en Savoie.—Succès de Louis XIII.—1629. Pendant le siége de La Rochelle, le duc de Mantoue était mort sans héritier direct, et avait légué ses États à son plus proche parent, **Charles de Gonzague,** duc de Nevers. Le duc de Savoie, appuyé par l'empereur et le roi d'Espagne, éleva des prétentions sur une partie de ces États et déclara la guerre au duc de Nevers, en faisant assiéger **Casal** par les Espagnols. Richelieu résolut de maintenir le nouveau duc dans la possession de ses États, et il y parvint après deux courtes et brillantes expéditions qu'il fit avec le roi en Italie, en **1629** et en **1630.** Dans

la première campagne, dont faisaient partie les maréchaux Toiras, Créqui, Bassompierre et Schomberg, Louis XIII força avec une grande valeur le **Pas-de-Suze,** gorge étroite et sinueuse que défendait un triple rang de barricades. Dans la seconde, le duc de Montmorency, sous les ordres de Richelieu, battit les Impériaux à **Veillane,** en Piémont. Le duc de Savoie entra dans l'alliance de la France ; mais, en punition de son manque de foi, il se vit forcé de lui céder sa forteresse de **Pignerol,** qu'on regardait comme la clef de l'Italie.

Journée des dupes. — 1630. A la suite de cette expédition, Louis XIII tomba dangereusement malade à Lyon, et Richelieu se crut perdu. Cependant le roi se rétablit promptement, et partit pour Paris, où un égal péril menaça son premier ministre. La reine-mère, Gaston et Anne d'Autriche unirent leurs efforts pour renverser Richelieu. Marie, furieuse des résultats de la guerre d'Italie, à laquelle elle s'était vivement opposée, et se plaignant de l'ingratitude de Richelieu, demanda au roi, avec larmes et emportement, le renvoi du cardinal en sa présence, et l'accabla d'injures et de reproches. Louis XIII ordonna brusquement à Richelieu de sortir; la reine se crut triomphante. Les courtisans affluaient déjà au **Luxembourg** et félicitaient Médicis du retour de son crédit. Le lendemain le roi se retira dans sa maison de chasse de **Versailles.** Richelieu, qui avait déjà fait ses préparatifs de départ, l'y vint trouver, obtint une entrevue, se justifia, et revint plus puissant que jamais. On appela cette journée (11 novembre **1630**) la **journée des dupes.** Le cardinal faisait ses paquets le matin, et ses ennemis en firent autant le soir.

Arrestation des deux frères Marillac.—Le premier acte du nouveau pouvoir de Richelieu fut l'arrestation des deux frères **Marillac,** l'un garde des sceaux, l'autre maréchal de France, qui devaient leur élévation au cardinal et s'étaient tournés contre lui, dans l'intention de le supplanter. Richelieu, qui avait des raisons pour différer sa vengeance, se contenta pour le moment d'exiler le garde des sceaux, et de faire enfermer le maréchal à Sainte-Menehould.

Nouvelle disgrâce de Marie de Médicis.—1631. Richelieu

voulait à tout prix l'éloignement de Médicis. Les choses en étaient venues au point qu'il fallait qu'elle où le cardinal quittât la cour. Celui-ci, dans un grand conseil tenu devant le roi, lui persuada que l'intérêt de l'État exigeait impérieusement l'éloignement de la reine-mère. Le roi y consentit; s'étant rendu à dessein à **Compiègne,** où sa mère l'accompagna, il en repartit à son insu avec toute la cour, et l'y laissa prisonnière, et privée de tous ses serviteurs.

Fuite de Marie de Médicis et de Gaston.—1631. Après six mois de cette détention humiliante, Marie de Médicis trouva moyen de s'évader. Elle s'enfuit à **Bruxelles,** et dès lors commença pour elle un exil qui ne finit qu'avec sa vie. Tous ses partisans furent disgraciés, exilés ou emprisonnés, et la jeune reine elle-même eut à souffrir d'indignes traitements. Gaston, après une réconciliation momentanée avec le cardinal, s'était encore révolté sous le prétexte des injures faites à sa mère et à sa belle-sœur, et s'était retiré une seconde fois auprès du duc de Lorraine, dont il épousa secrètement la sœur **Marguerite.*** Le roi, irrité, fondit inopinément sur la Lorraine, obligea le duc à lui sacrifier une partie de ses États, et à éloigner Gaston, qui se retira à Bruxelles, où était la reine-mère et la plupart des exilés de la cour de France.

Nouvelles vengeances de Richelieu. — Procès et supplice de Marillac. — 1632. Libre alors de satisfaire sa vengeance, Richelieu n'usa plus de ménagements. Tous les suspects furent contraints de quitter la cour et leurs charges. Bientôt commença le procès du maréchal de Marillac, prisonnier à Sainte-Menehould. Il fut transporté à Rueil dans le palais même du cardinal, où il fut jugé par ses ennemis personnels, et condamné à mort, comme coupable de péculat et de concussion, mais en réalité pour avoir essayé de perdre Richelieu, son bienfaiteur. Il eut la tête tranchée en place de Grève ; son frère, le garde des sceaux, tomba malade de douleur dans sa prison et y mourut. De nombreuses proscriptions signalèrent encore la vengeance du cardinal ; plusieurs seigneurs

* La première femme de ce prince était morte en lui donnant une fille, qui fut la célèbre mademoiselle *de Montpensier.*

furent condamnés à perdre leurs biens et leur tête, pour avoir suivi Gaston et la reine-mère en pays étranger.

Révolte de Gaston d'Orléans et de Montmorency.—Gaston, qui était alors à Bruxelles, s'entendit avec les mécontents de France, et surtout avec le duc de **Montmorency,** gouverneur du Languedoc. Ce seigneur plein de bravoure et de grandeur d'âme qui se crut appelé à venger la famille royale et la noblesse de l'oppression que Richelieu faisait peser sur elles, se laissa séduire par le prince, et tenta de soulever en sa faveur la province qu'il gouvernait. Gaston, à la tête d'une poignée d'aventuriers qu'il avait rassemblés dans le pays de Trèves, traversa la France et se joignit dans le Bas-Languedoc au duc de Montmorency.

Combat de Castelnaudary. — 1632. Richelieu, instruit de cette révolte, envoya aussitôt contre eux le maréchal de Schomberg avec une armée royale. Les deux partis se rencontrèrent près de **Castelnaudary** (Aube) en **1632.** Dès le commencement de l'action, le vaillant Montmorency, couvert de blessures, renversé sous son cheval, tomba entre les mains de ses ennemis, et fut emmené captif à la vue de Gaston, dont l'armée se débanda aussitôt tout entière.

Procès et supplice de Montmorency. — 1632. Après cette défaite, le duc d'Orléans se hâta d'envoyer sa soumission, et ne rentra en grâce avec son frère qu'en se soumettant à des conditions humiliantes. Quant à l'infortuné **Montmorency,** il fut traduit devant le parlement de Toulouse, condamné à mort et décapité dans la cour de l'hôtel-de-ville, le 30 octobre **1632.** Il mourut en chrétien repentant et résigné, et pardonna à ses ennemis. Ainsi finit, à 37 ans, le dernier rejeton de la branche aînée des Montmorency. Un concert de supplications, les larmes de sa sœur, la princesse de Condé, le souvenir de sa victoire de Veillane, rien ne put le sauver; le roi, ou plutôt Richelieu, fut inflexible. Une foule d'autres portèrent leur tête sur l'échafaud, et Gaston, effrayé des rigueurs du cardinal, quitta de nouveau la France et passa en Flandre.

Guerre de Trente-Ans. — Victoires et mort de Gustave-Adolphe.—1632. Depuis que Richelieu gouvernait la France,

les princes luthériens d'Allemagne soutenaient contre la maison d'Autriche et les princes catholiques une lutte acharnée qu'on a appelée la **Guerre de Trente-Ans,** parcequ'elle a commencé en **1618** et n'a fini qu'en **1648.** Cette guerre, dans laquelle Richelieu, suivant la politique de Henri IV, prit parti pour les protestants, afin d'abaisser la maison d'Autriche, continuait à désoler l'Allemagne. Le fameux **Gustave-Adolphe,** roi de Suède, soutenu par les subsides de Richelieu, avait fait changer la fortune. Vainqueur à **Leipzick** en **1631,** il battit de nouveau les Impériaux à **Lutzen** en **1632;** mais là il mourut sur le champ de bataille, laissant une fille âgée de six ans, qui fut la célèbre **Christine.**

Conquête de la Lorraine.—1633. Louis XIII, voulant punir le duc Charles IV de ses liaisons avec Gaston d'Orléans, et du mariage de sa sœur Marguerite avec ce prince, union que le parlement déclara nulle, envahit la **Lorraine,** et vint mettre le siége devant **Nancy.** Marguerite s'en échappa sous des habits d'homme et alla rejoindre son époux à **Bruxelles,** où Marie de Médicis l'accueillit avec tendresse. Le duc de Lorraine se voyant hors d'état de résister, abdiqua en faveur du cardinal Nicolas-François son frère, qui, sans attendre la dispense du pape, épousa la princesse **Claude;** mais bientôt après il fut obligé de se sauver lui-même avec sa femme, abandonnant ses États à la France.

Guerre avec la maison d'Autriche.—Période française de la Guerre de Trente-Ans.—1635—1636. La guerre de Trente-Ans entra alors dans ce qu'on a appelé la **période française,** parceque la France y a joué le principal rôle. Richelieu conclut une alliance avec la Hollande, la Suède, la Suisse et la Savoie; déclara ouvertement la guerre à l'Autriche et à l'Espagne; prit à sa solde le fameux duc **Bernard de Saxe-Weimar;** mit sur pied cinq armées puissantes, et engagea les hostilités à la fois dans les Pays-Bas, sur le Rhin, en Italie et dans la Valteline; mais partout le manque d'accord entre les alliés de la France déconcerta ses efforts. La première campagne, en **1635,** brillamment commencée par la victoire d'**Avaine** (Pays-Bas), se continua d'une manière moins heureuse; elle n'eut de succès que dans la Valteline, où commandait le duc de Rohan qui repoussa les Impériaux. La

campagne de l'année suivante fut presque partout malheureuse ; les Espagnols, sous la conduite de Piccolomini et de Jean de Werth, entrèrent en Picardie et prirent **Corbie,** pendant que les Impériaux pénétraient en Bourgogne. Il y eut à Paris un moment d'effroi, pendant lequel les murmures éclatèrent de toutes parts contre le cardinal. Mais bientôt les Espagnols furent repoussés ; Corbie fut reprise ; et la frontière de l'État fut protégée par le duc de **Saxe-Weimar** qui défit complètement les Autrichiens à **Rheinfeld,** et conquit l'Alsace en **1638.**

Vœu de Louis XIII.—1637.—Naissance de Louis XIV.—1638. Pendant le cours de cette guerre, une réconciliation momentanée eut lieu entre la reine Anne d'Autriche et Louis XIII. On dit que ce rapprochement fut l'ouvrage de mademoiselle de **La Fayette,** jeune fille de 17 ans, aimée du monarque, et qui chercha au couvent de la Visitation un asile contre ses poursuites. Ce fut alors que Louis XIII, voyant son mariage stérile, son royaume menacé, et sa vie si pleine de troubles, mit, par un vœu solennel, sa personne et son royaume sous la protection de la **Sainte-Vierge.** L'année suivante, en **1638,** Anne d'Autriche, après vingt-deux ans de stérilité, lui donnait un fils qui fut Louis XIV.

Campagne de 1640, en Artois et en Piémont.—La campagne de **1640** eut pour la France des résultats meilleurs que les précédentes, où l'armée de Feuquières avait été détruite par Piccolomini à Thionville, où le maréchal de Châtillon avait échoué devant Saint-Omer et Condé devant Fontarabie. En Artois, la ville d'**Arras** fut assiégée et réduite à capituler. Le duc d'**Enghien,** qui fut plus tard le **Grand Condé,** fit ses premières armes dans cette campagne sous les ordres du maréchal de La Meilleraye. En Italie, le comte d'Harcourt, avec dix mille hommes contre vingt mille, força le marquis de Léganes à lever le siége de **Casal,** et reprit **Turin,** que défendait le prince Thomas de Savoie ; sous lui combattait le jeune vicomte de **Turenne,** qui devint plus tard un des plus grands capitaines de l'Europe.

Révolte de la Catalogne et du Portugal. — 1640. Deux grands événements marquèrent l'an **1640,** et furent d'un grand *avantage* à la France. La **Catalogne,** menacée dans ses privilèges,

se souleva pour les défendre, et se donna tout entière à la France; le **Portugal,** secouant le joug de l'Espagne, élut pour roi le duc de **Bragance,** descendant de ses anciens rois. Le duc d'**Olivarès,** premier ministre de Philippe IV, cherchait à prendre sa revanche en France et s'associa à deux complots tramés contre Richelieu.

Complot du comte de Soissons. — Sa mort. — 1641. Le premier de ces complots fut celui du **comte de Soissons,** dernier fils du prince de Condé. Proscrit depuis quatre ans pour cause de révolte, il s'était réfugié à Sedan, principauté du duc de Bouillon, où il s'était lié d'amitié et d'intérêts avec le duc et plusieurs autres seigneurs. Il signa un traité avec l'Espagne, rassembla des troupes, défit en **1641,** à la bataille de la **Marfée,** près de Sedan, l'armée royale envoyée contre lui. Le chemin de Paris lui était ouvert; mais il fut tué après le combat, d'un coup de pistolet à bout portant, sans qu'on sût jamais de quelle main. Ce coup assura la puissance du cardinal: un accommodement eut lieu avec le duc de Bouillon, et les amis des princes se dispersèrent.

Conspiration de Cinq-Mars.—1642. Richelieu, dans l'intention de surveiller les actions du roi, lui avait donné un favori de son choix, le jeune **Cinq-Mars,** marquis d'**Effiat,** âgé de vingt et un ans. Celui-ci, protégé du cardinal, conquit bientôt la faveur de son souverain, et fut fait grand-écuyer. Ayant bientôt découvert l'antipathie du roi pour son ministre, il forma le projet de le renverser. Il se ligua dans ce but avec Gaston d'Orléans, toujours prêt à conspirer, et avec le duc de Bouillon, qui se flattait de remplacer Richelieu. Les conjurés entrèrent en négociation avec l'Espagne, et un traité fut conclu entre eux et le duc d'Olivarès. L'imprudence de Cinq-Mars laissa transpirer le secret de ses desseins; Richelieu eut des soupçons. Il s'était retiré à Tarascon, malade de la fièvre. Là, il parvint à se rendre maître d'une copie du traité et l'envoya au roi. Cinq-Mars fut aussitôt saisi, et on arrêta en même temps **De Thou,** fils du célèbre historien de ce nom, qui avait su l'affaire, mais n'y avait point prit part. Le duc de Bouillon, qui commandait alors l'armée en Italie, fut fait prisonnier, enfermé à Pignerol, puis transféré à Lyon; Gaston fut investi en Auvergne. Richelieu se rendit à Lyon par le Rhône,

traînant ses deux jeunes prisonniers dans un bateau à la remorque du sien.

Exécution de Cinq-Mars et de De Thou.—1642. Aussitôt une commission fut chargée d'instruire le procès des conjurés. **Cinq-Mars** et **De Thou** furent condamnés à mort et eurent la tête tranchée sur la place des **Terreaux,** l'un pour avoir conspiré, l'autre pour n'avoir point dénoncé son ami. Le duc de Bouillon en fut quitte pour abandonner au roi sa principauté ; Gaston d'Orléans obtint son pardon, comme toujours, en sacrifiant lâchement ses complices.

Rentrée de Richelieu à Paris.—Sa mort.—1642. Richelieu, satisfait et vengé, partit de Lyon pour Paris le jour même de l'exécution, couché dans une chambre de bois que portaient tête nue vingt-quatre de ses gardes. Il faisait abattre à son entrée dans les villes les portes trop étroites pour le recevoir. C'est ainsi qu'il traversa la France en triomphateur, ayant déjoué tous les complots, affaibli la maison d'Autriche, et élevé la France au premier rang parmi les nations. Depuis longtemps la fièvre ne le quittait plus ; de retour en son palais, son état ne fit qu'empirer, et le 4 décembre **1642,** il expira dans la cinquante-huitième année de son âge. Avant de mourir, Richelieu avait désigné au roi l'homme qui devait continuer son œuvre ; c'était un jeune Italien de beaucoup d'esprit, nommé **Mazarin,** qu'il avait fait nommer cardinal, et qui entra au conseil aussitôt après la mort du grand ministre.

Mort de Marie de Médicis.—1642. Marie de Médicis était morte à Cologne cinq mois avant Richelieu. Cette reine, qui comptait quatre de ses enfants parmi les souverains de l'Europe, finit ses jours dans l'exil, l'abandon et l'indigence.

Mort de Louis XIII.—1643. Louis XIII ne survécut que cinq mois à Richelieu. Sentant la mort s'approcher, il s'y disposa chrétiennement. Il témoigna des remords du traitement fait à la reine sa mère ; il rappela de l'exil tous ceux qui avaient été victimes des vengeances du cardinal ; il nomma Anne d'Autriche régente, et Gaston d'Orléans, son frère, lieutenant-général du royaume, en leur adjoignant un conseil, sous la présidence de Condé. Il expira le 14 mai **1643,** à l'âge de quarante-deux ans, laissant

deux fils, **Louis XIV,** âgé de quatre ans et demi, et **Philippe,** duc d'Anjou, puis d'**Orléans,** tige de la branche cadette des Bourbons.

Réflexions sur ce règne.—(*5.*) "Louis XIII fut placé entre Henri IV et Louis XIV, comme Louis VIII entre Philippe-Auguste et saint Louis. Il fut aussi intrépide que son père, et n'eut rien de la grandeur de son fils. Il n'y a qu'une seule chose et qu'un seul homme dans le règne de Louis XIII, Richelieu. Il apparaît comme la monarchie absolue personnifiée, venant de mettre à mort la vieille monarchie aristocratique. Ce génie du despotisme s'évanouit et laisse en sa place Louis XIV chargé de ses pleins pouvoirs."

Titres de gloire de Richelieu.—"Richelieu a rendu la France glorieuse au dehors et prospère au dedans ; il l'a mise à la tête des nations européennes, et en abaissant l'aristocratie, il a commencé à établir l'égalité de toutes les classes devant la loi. Il favorisa le commerce, encouragea la marine militaire, répara les ports, commença celui de **Brest.** Les affaires politiques dont il était accablé ne l'empêchèrent pas de protéger les lettres et les arts. Il institua l'**Académie française** en **1635.** Il admettait les écrivains dans son intimité, il leur donnait des pensions, il en offrit une à notre illustre philosophe **Descartes ;** mais il avait la prétention d'être poète, et il eut la faiblesse d'être jaloux des succès de notre grand poète tragique, **Corneille.** Il établit l'**Imprimerie royale,** fonda le collége **Du Plessis,** et autorisa Renaudot à créer le premier journal qu'on eût vu en France, la **Gazette,** à laquelle il donnait lui-même des articles. Il favorisa les arts ; il rappela de Rome Nicolas **Poussin,** le chef de l'ancienne école française de peinture. Il rebâtit la Sorbonne, embellit Paris, construisit le Palais-Cardinal, aujourd'hui le **Palais-Royal,** qu'il légua au roi, fonda le **Jardin des Plantes ;** et pour tout dire en un mot, il prépara les merveilles du règne de Louis XIV."

Faits contemporains.—1619. Fondation de Batavia, par les Hollandais, dans l'Ile de Java.—**1625—1649.** Règne orageux de Charles 1er, roi d'Angleterre, qui mourut sur l'échafaud.—**1632.** Mort de Gustave-Adolphe.—Christine, sa fille, reine de Suède.—**1635.** La colonie française de la Martinique.—**1642.** Bataille de Leipsick gagnée sur les Impériaux par le général suédois Torstenson.

SOUVERAINS DE L'EUROPE

PENDANT LE RÈGNE DE LOUIS XIV.

De 1643 à 1715.

Allemagne.	Ferdinand III	de 1637 à 1658
	Léopold I	1658 à 1705
	Joseph I	1705 à 1711
	Charles VI	1711 à 1724
Angleterre.	Charles I	1625 à 1649
	O. Cromwell, protecteur	1652 à 1658
	R. Cromwell, id.	1658 à 1659
	République	„ à 1660
	Charles II	1660 à 1685
	Jacques II	1685 à 1689
	Guillaume III (d'Orange)	1689 à 1702
	Anne Stuart	1702 à 1714
	Georges I (de Hanovre)	1714 à 1727
Danemark.	Christiern IV	1588 à 1648
	Frédéric II	1648 à 1670
	Christiern V	1670 à 1699
	Frédéric IV	1699 à 1730
Espagne.	Philippe IV	1621 à 1665
	Charles II	1665 à 1700
	Philippe V	1700 à 1724
États de l'Église.	Urbain VIII	1623 à 1644
	Innocent X	1644 à 1655
	Alexandre VII	1655 à 1667
	Clément IX	1667 à 1670
	Clément X	1670 à 1676
	Innocent XI	1676 à 1689
	Alexandre VIII	1689 à 1691
	Innocent XII	1691 à 1700
	Clément XI	1700 à 1721

Gènes.	Justiniani	1643 à 1646
	Centurioni	1703 à 1715
Naples et Sicile.	Philippe IV	1621 à 1665
	Charles II	1665 à 1700
	Philippe V	1700 à 1713
Pologne.	Sigismond	1587 à 1632
	Ladislas VII	1632 à 1648
	Jean Casimir	1648 à 1667
	Michel Koributh	1667 à 1673
	Sobieski	1673 à 1697
	Auguste I	1697 à 1704
	Stanislas	1704 à 1709
Prusse.	Frédéric	1701 à 1713
	Frédéric Guillaume I	1713 à 1740
Russie.	Michel Romanof	1613 à 1645
	Alexis	1645 à 1676
	Fédor II	1676 à 1682
	Iwan et Pierre	1682 à 1689
	Pierre I	1689 à 1725
Savoie.	Ch. Emmanuel II	1638 à 1675
	Victor-Amédée II	1675 à 1730
Suède.	Christine	1632 à 1654
	Charles X	1654 à 1660
	Charles XI	1660 à 1697
	Charles XII	1697 à 1718
Toscane.	Ferdinand II	1621 à 1670
	Côme III	1670 à 1723
Turquie.	Ibrahim	1640 à 1648
	Mahomet IV	1648 à 1687
	Soliman III	1687 à 1690
	Achmet II	1690 à 1695
	Mustapha II	1695 à 1703
	Achmet III	1703 à 1730

LOUIS XIV, dit LE GRAND.

De 1643 à 1715.

Le règne de Louis XIV, le plus long que nous offre l'histoire de France, peut se diviser en trois périodes ou époques principales : 1° **la jeunesse** de Louis XIV, qui comprend le temps écoulé entre l'avénement du roi et la mort de Mazarin, de 1643 à 1661 ; 2° **l'âge mûr** de Louis XIV, qui embrasse les années les plus glorieuses de ce long règne, et élève la France au premier rang parmi les nations, de 1661 à 1698 ; 3° **la vieillesse** de Louis XIV, qui voit baisser la prospérité du royaume et la gloire de son souverain, de 1698 à 1715.

PREMIÈRE PÉRIODE.

De 1643 à 1661.

JEUNESSE DE LOUIS XIV.

Avénement.—Régence d'Anne d'Autriche.—1643. Louis XIV, né à Saint-Germain-en-Laye, le 5 septembre **1638,** n'avait que quatre ans et huit mois lorsqu'il monta sur le trône, le 14 mai **1643.** Louis XIII avait par son testament laissé la régence à Anne d'Autriche, mais en limitant son pouvoir par un conseil dont il nomma lui-même les membres. Ce testament ne fut point respecté. Dans un lit de justice, tenu le 18 mai, le parlement cassa

ce conseil, et déféra la **régence** absolue à **Anne d'Autriche.** Celle-ci nomma aussitôt premier ministre le **cardinal Mazarin,** qui possédait toute sa confiance.

Opérations militaires. — Rocroi, 1643. — Fribourg, 1644. — Nordlingue, 1645. — Lens, 1648. La guerre continuait glorieuse pour la France sur toutes les frontières. Cinq jours après la mort de Louis XIII, le **duc d'Enghien,** fils du prince de Condé, à l'âge de vingt-deux ans, remporta sur les Espagnols à **Rocroi** la plus grande victoire que les Français eussent gagnée depuis celle de Marignan ; il détruisit cette redoutable infanterie espagnole, toujours invincible depuis Charles-Quint, et le valeureux comte de **Fuentès,** qui la commandait, périt glorieusement sur le champ de bataille. En **1644,** le jeune vainqueur passa en Allemagne, et, avec **Turenne** sous ses ordres, battit le fameux général **Mercy** à **Fribourg** (grand-duché de Bade). Le combat se renouvela trois jours sous les murs de cette ville ; le prince décida la victoire en jetant son bâton de commandement dans les retranchements ennemis ; il courut le chercher, ses soldats le suivirent. L'année suivante, **1645,** il remporta à **Nordlingue** (Bavière) une troisième victoire sur le même général Mercy qui fut tué en combattant. En **1646,** secondé par le célèbre **Tromp,** amiral hollandais, il prit **Dunkerque.** Le duc d'Enghien, devenu prince de Condé par la mort de son père, marcha ensuite contre l'archiduc Léopold, frère de l'empereur Ferdinand III, et remporta sur lui à **Lens** (Pas-de-Calais) une brillante victoire qui termina la guerre. Sa seule harangue en marchant à l'ennemi fut celle-ci : "*Soldats, souvenez-vous de Rocroi, de Fribourg et de Nordlingue.*" Turenne, de son côté, avait gagné la bataille de Sommerhausen, et Gaston d'Orléans avait pris Gravelines, Courtray et Mardick.

Paix de Westphalie.—1648. Cependant des conférences pour la paix étaient ouvertes depuis trois ans à Munster et à Osnabruck. Les immenses succès des armes de la France amenèrent la **paix de Westphalie,** conclue en **1648,** entre la France, l'Empire et la Suède. Par ce traité la France conserva l'Alsace, les Trois-Évêchés et la ville de Pignerol. La Suède obtint une partie de la Poméranie et plusieurs places fortes sur les côtes de

la Baltique. Cette paix, due à l'habileté de **Mazarin,** termina en Allemagne la **guerre de Trente-Ans** et assura l'équilibre européen. L'Espagne ayant refusé d'y accéder, la guerre continua entre ce pays et la France.

Guerre de la Fronde.—Embarras de Mazarin à l'intérieur. A l'époque où cette paix célèbre fut signée, de grands troubles agitaient la France à l'intérieur. Mazarin, malgré la supériorité de ses talents et les services qu'il rendait à l'État, était devenu un objet de haine et de jalousie. On ne lui pardonnait ni son ascendant sur Anne d'Autriche, ni sa qualité d'étranger. Les princes, les magistrats, le peuple, tous haïssaient le ministre tout-puissant, qui s'enrichissait à leurs dépens. Le désordre des finances et de nouveaux impôts levés par le surintendant **Émeri,** créature du cardinal et italien comme lui, excitaient des clameurs universelles. Un parti se forma contre la cour et Mazarin. Parmi les plus ardents à exciter les magistrats et à fomenter les cabales se remarquait surtout un homme, d'un esprit juste et profond, qui avait le génie et le besoin de l'intrigue et que son éloquence et ses magnifiques aumônes avaient rendu populaire, c'était le fameux **Paul de Gondi,** coadjuteur de l'archevêque de Paris, et plus connu sous le nom de **Cardinal de Retz.** La cour, l'armée, la multitude se partagèrent en deux factions; les adversaires de Mazarin prirent le nom de **frondeurs,** ses partisans furent appelés **Mazarins.**

Ce nom de **Fronde** dut son origine à des jeux d'enfants qui se battaient à coups de fronde dans les fossés de Paris, et qui se dispersaient à l'approche de la garde. Un plaisant s'avisa de les comparer aux magistrats opposés à la cour; le mot fit fortune et demeura.

Commencement de la guerre civile de la Fronde.—Barricades.—1648. Le 26 août **1648,** au bruit du canon qui annonçait la célèbre victoire de Condé à Lens, et pendant qu'on chantait le **Te Deum** à Notre-Dame, la reine donna ordre d'arrêter trois des membres les plus factieux du parlement, les présidents **Charton** et **Blancménil** et le conseiller **Broussel:** le premier s'esquive, les deux autres sont pris. Le bruit s'en ré-

pand aussitôt, le peuple s'attroupe, on élève des **barricades,** et on redemande les prisonniers aux cris de : **Broussel et la liberté !** Le parlement se rend en corps au Palais-Royal, qu'habitait alors la régente, pour solliciter l'élargissement des prisonniers; deux fois la reine s'y refuse, et elle ne consent à les relâcher que sous la menace de l'émeute.

La cour se retire à Saint-Germain.—1649. Enhardis par cette concession, bientôt les Parisiens demandent à la reine l'exil de Mazarin. Celle-ci, s'étant assuré l'appui de Condé, se crut alors en état d'accabler ses adversaires. Elle quitta brusquement Paris le 6 janvier **1649** et se retira à Saint-Germain avec ses deux jeunes fils et Mazarin; c'était le début de la guerre civile, et le parlement s'y prépara.

Principaux frondeurs.—La plupart des princes et des grands, qui ne cherchaient qu'une occasion pour secouer le joug de Mazarin, prirent parti pour le parlement contre le ministre, et l'on vit à la tête des frondeurs avec Paul de **Gondi,** leur chef: le prince de **Conti,** frère de Condé, les ducs de **Bouillon,** de **Beaufort,** et d'**Elbeuf,** le duc et la duchesse de **Longueville.** Plus tard, **Condé** se fit le chef du parti au moment où **Turenne** l'abandonnait. **Gaston d'Orléans** fut tantôt d'un côté tantôt de l'autre; sa fille, mademoiselle de Montpensier, en était l'héroïne.

Troubles de la Fronde.—(3.) "L'absence presque générale de toute conviction profonde dans les cœurs durant les troubles de la **Fronde** influa grandement sur la conduite des deux partis: la frivolité des motifs qui mirent les armes aux mains de la plupart des chefs se trahit souvent par une étrange légèreté de langage, que la multitude imita. Cette guerre désola le royaume, et fit couler des flots de sang; et pourtant les événements les plus sérieux étaient chansonnés et tournés en ridicule: le duc de Beaufort, dont les manières toutes familières enchantaient la populace, fut surnommé **le roi des halles;** le coadjuteur de Paris, évêque de Corinthe in partibus, leva un régiment que le peuple appela régiment de **Corinthe:** les troupes de la reine le mirent en déroute; on nomma cet échec **la première aux Corinthiens;** le coadjuteur portait un poignard à sa ceinture: **Voilà,** disait-on,

le bréviaire de notre archevêque. Les Parisiens sortaient gaiement de leurs murs, ornés d'écharpes par les mains des duchesses de Longueville et de Bouillon, et quelques soldats royaux suffisaient pour les mettre en fuite.

Mathieu Molé. — Traité de Rueil. — 1649. Au milieu de cette confusion un vertueux magistrat, le premier président **Mathieu Molé,** homme d'un grand caractère, et tout dévoué au bien public, s'interposait continuellement entre les partis, s'efforçant de modérer le parlement et la cour. Par son intervention, un traité d'accommodement fut signé à **Rueil,** en **1649,** et le jeune roi revint à Paris en grande pompe; mais ce traité ne satisfit personne; la régente conserva son ministre, et le parlement son autorité.

Arrestation des trois princes.—1650. Condé, qui venait de ramener à Paris la famille royale et Mazarin, crut pouvoir tout exiger pour sa récompense. Il se fit un parti à lui, et prit un ton de hauteur et de fierté qui blessa la reine. Mazarin, qui redoutait son influence, résolut de frapper un grand coup. Le 18 janvier **1650,** attiré au Palais-Royal, sous le prétexte d'un conseil, **Condé** fut arrêté avec son frère le prince de **Conti** et son beau-frère le duc de **Longueville:** tous trois conduits à Vincennes, puis transférés au Havre. Ce coup d'état fut le signal de la guerre dans les provinces. La duchesse de Longueville courut en Normandie, espérant faire soulever cette province; mais Mazarin la prévint, et tout rentra dans l'ordre. Elle se rendit alors auprès de Turenne qui se laissa entraîner. Ce grand capitaine, uni aux Espagnols, entra avec eux en Champagne, mais il fut battu à **Réthel.** La princesse de Condé fut plus heureuse en Guyenne; elle entra à Bordeaux, et montrant son jeune fils au peuple, demanda vengeance au nom de son époux. Il fallut faire le siége de la ville, qui capitula après quelques jours de résistance; mais elle resta néanmoins au parti des princes.

Départ de Mazarin. — Délivrance des princes. — 1651. Cependant l'effervescence public continuait; Mazarin était devenu plus que jamais odieux. A son retour à Paris, il trouva une ligue formidable armée contre lui. Le parlement, Gaston et le coad-

juteur s'étaient réunis pour exiger de la reine la mise en liberté des princes et le renvoi du cardinal. Anne d'Autriche songeait à résister, mais Mazarin céda à l'orage : il quitta Paris, se rendit au **Havre,** où il mit les princes en liberté, et se retira à **Cologne,** d'où il gouvernait encore la reine et l'État. Peu de temps après, Turenne, qui appartenait au parti de la Fronde, se réconcilia avec la régente, revint à la cour et en fut désormais le plus ferme appui.

Nouveaux troubles. — Condé quitte la cour et s'allie aux Espagnols. — 1651. Condé revint du Havre bien résolu à se venger de l'injuste détention qu'on lui avait fait subir. Sa présence à Paris y renouvela les cabales. Il voulut sa part du pouvoir ; mais il trouva sur son chemin le coadjuteur, **Paul de Gondi,** avec lequel il se brouilla. Leurs partisans armés furent sur le point d'en venir aux mains dans l'enceinte même du Palais-de-justice, et le coadjuteur fut sur le point d'être assassiné. Le parlement se prononça en sa faveur. Condé, voyant qu'il avait contre lui la cour, la Fronde et le peuple, résolut de conquérir le pouvoir par la voie des armes ; il quitta Paris, alla soulever la Guyenne et eut la faiblesse de s'allier avec ces mêmes Espagnols dont il avait été la terreur.

Majorité du roi. — Retour de Mazarin. Louis XIV venait d'être déclaré **majeur.** La reine quitta encore une fois Paris avec le roi, afin de ramener à l'obéissance les provinces du Midi qui s'étaient révoltées. Au premier signal de la guerre civile, **Mazarin,** qui n'avait cessé d'entretenir secrètement des relations avec la régente, rentra en France à la tête d'une armée de sept à huit mille hommes, levée à ses frais et dont il donna le commandement au maréchal d'**Hocquincourt.** Le cardinal marcha droit sur Poitiers, où était la cour, qui l'accueillit avec distinction, pendant que le parlement mettait sa tête à prix.

Mademoiselle de Montpensier à Orléans. — Combat de Bléneau.—1652. Cependant la reine-mère, le roi et Mazarin, errants et protégés par une faible armée, cherchaient à rentrer à Paris par Orléans. Condé, qui attachait une grande importance à cette dernière ville, désirait vivement s'en emparer. **Made-**

moiselle de Montpensier, fille de Gaston d'Orléans, princesse animée d'un enthousiasme tout chevaleresque, se proposa pour marcher à la défense de cette place. Vêtue en amazone, elle arrive au pied du rempart, pénètre dans la ville par un égout, se présente à l'improviste devant les bourgeois occupés à délibérer, et les décide à fermer les portes de la ville au roi et à sa mère.

L'armée royale remonta alors la Loire et passa le fleuve à Gien aux environs de **Bléneau,** où Condé, ayant surpris le maréchal d'Hocquincourt, mit sa troupe en déroute, et marcha sur **Gien,** où était le roi et la cour. Mais un redoutable adversaire l'y attendait, **Turenne** s'y était retranché; Condé n'osa pas l'attaquer; le roi et l'armée furent sauvés.

Combat du faubourg Saint-Antoine. — 1652. Turenne ramena vers Paris l'armée royale, le roi et la cour, et alla camper à Saint-Denis. Condé les suivit, établit son quartier général à Saint-Cloud, et bientôt un combat sanglant s'engagea aux portes de la capitale. Louis XIV, à l'âge de quinze ans, vit des hauteurs de Charonne, la bataille du **faubourg Saint-Antoine** le 2 juillet **1652,** où les deux grands capitaines rivalisèrent de bravoure et d'habileté. Condé, beaucoup plus faible en nombre, allait succomber, lorsque **Mademoiselle de Montpensier,** fille de Gaston, prenant le parti de Condé que son père n'osait secourir, eut la hardiesse de faire tirer sur les troupes du roi le **canon de la Bastille,** et les força à la retraite. Mazarin, qui savait l'extrême envie qu'avait Mademoiselle d'épouser une tête couronnée, dit alors: *Ce canon-là vient de tuer son mari.*

Fin de la guerre de la Fronde.—1653. Les deux partis étaient las de cette guerre désastreuse et absurde; et Mazarin semblait être le seul obstacle à la paix. Pour en hâter la conclusion, l'adroit cardinal quitta une seconde fois la cour, et se retira à **Sedan.** A peine était-il parti pour le lieu de sa nouvelle retraite que les citoyens de Paris députèrent au roi, pour le supplier de revenir dans sa capitale. Il y rentra le 21 octobre **1652,** aux acclamations du peuple. **Condé,** que le peuple accusait de toutes ses souffrances, fut contraint à quitter Paris, et alla se joindre aux Espagnols dans les Pays-Bas. **Gaston d'Orléans**

oncle du roi, fut banni à Blois où il passa le reste de sa vie dans le repentir ; le cardinal de **Retz,** aussi imprudent qu'audacieux, fut arrêté et conduit à Vincennes, puis transporté au château de Nantes d'où il parvint à s'échapper, et quitta le royaume ; le roi rappela **Mazarin,** qui vint reprendre sa place sans rencontrer la moindre opposition. Il fit condamner par contumace le prince de Condé à perdre la vie, en même temps qu'il mariait au prince de **Conti,** son frère, une de ses nièces. Ainsi finit cette ridicule guerre de **la Fronde,** unique dans les annales de l'histoire par les incidents qui la caractérisent.

Alliance avec Cromwell.—1654. La France fit alors alliance avec l'Angleterre où une révolution venait de s'accomplir. Charles 1er était mort sur l'échafaud en **1649,** et **Cromwell,** qui avait puissamment contribué à cette grande catastrophe, exerçait sous le nom de **lord protecteur** l'autorité suprême qu'il avait usurpée. Mazarin contracta une alliance avec lui, en promettant de livrer Dunkerque aux Anglais, et d'abandonner la cause des malheureux enfants de Charles 1er, qu'il bannit du territoire français.

Bataille des Dunes.—1658. A ces conditions, Cromwell envoya aux Français un renfort de six mille hommes, qui vinrent se joindre à l'armée royale. Le 4 juin **1658** la bataille des **Dunes** (Nord) où **Turenne** triompha de son illustre rival, **Condé,** fit tomber **Dunkerque** aux mains du vainqueur, qui la remit sur-le-champ aux Anglais. L'Espagne découragée demanda la paix.

Paix des Pyrénées.—1659.—Mariage de Louis XIV.—1660. (6.) "**La paix** dite **des Pyrénées,** qui termina glorieusement une guerre de 25 ans et compléta la paix de Westphalie, fut signée le 7 novembre **1659** par Mazarin et don Louis de Haro au nom de leurs rois Louis XIV et Philippe IV, dans la petite île des Faisans, au milieu de la Bidassoa. La France acquit une grande partie de l'Artois et de l'Alsace, et garda le Roussillon et la Cerdagne. Le prince de Condé fut réintégré dans ses biens, honneurs et dignités. Louis XIV épousa l'**infante Marie-Thérèse,** fille de Philippe IV ; elle renonça pour elle et ses descendants à toute succession aux États d'Espagne, en considération d'une dot de 500,000 écus d'or, qui fut promise, mais qui ne fut jamais payée."

Mort de Mazarin.—1661. Mazarin avait accompli son œuvre ; il mourut le 9 mars **1661,** avec résignation et fermeté, à l'âge de cinquante-neuf ans et après un ministère de dix-neuf. Il avait passé trois années soit en disgrâces, soit en exil, mais il avait toujours gouverné plus ou moins directement. Ce fut un ministre souple et adroit, un diplomate consommé, mais un homme cupide et avare, qui ne fit rien pour la prospérité de l'État. Il avait amassé une fortune colossale qu'il laissa à ses cinq nièces, dont l'une, Marie Mancini, avait été aimée du jeune monarque. On lui doit la fondation de l'**Académie de peinture et de sculpture,** et de la **bibliothèque** qui porte encore son nom.

DEUXIÈME PÉRIODE.

De **1661** à **1698.**

AGE MÛR DE LOUIS XIV.

Ministres de Louis XIV.—Son début dans le gouvernement. Louis XIV avait vingt-deux ans quand mourut Mazarin. Le cardinal l'avait toujours tenu dans l'ignorance et l'éloignement des affaires, afin de se rendre lui-même plus longtemps nécessaire à la tête du gouvernement. On s'attendait donc à voir le jeune monarque, qui jusqu'alors n'avait vécu que dans les plaisirs et les fêtes, se décharger sur un premier ministre du fardeau des affaires. Il trompa tout le monde. Le lendemain même de la mort de Mazarin, Harlay de Chanvallon, président de l'assemblée du clergé, étant venu lui demander à qui désormais il faudrait s'adresser pour les affaires de l'État : **A moi,** répondit Louis XIV. Ces deux mots révélaient ce qu'il devait être dans la suite. Mazarin,

au reste, avait dit un jour: "Il y a en lui de l'étoffe pour faire quatre rois."

Le conseil de Louis XIV se composa d'abord de quatre ministres, du Chancelier **Séguier** pour la justice, de **le Tellier** pour la guerre, de **Lyonne** pour les affaires étrangères, et de **Fouquet** pour les finances, dont il était surintendant.

Disgrâce de Fouquet.—Colbert aux finances.—1661. Les prodigalités ruineuses de Fouquet l'avaient déjà rendu suspect à Louis XIV; une fête somptueuse que le surintendant donna à sa campagne de **Vaux,** à l'occasion du mariage de Henriette d'Angleterre avec le duc d'Orléans, frère du roi, et où il dépensa, dit-on, plus d'un million, décida sa disgrâce. Peu de jours après cette fête, **Fouquet** fut arrêté à **Nantes,** par ordre du roi, et mis en jugement, comme coupable d'exactions. Il fut condamné à une détention perpétuelle, et **Colbert** lui succéda sous le titre de contrôleur général des finances. Mazarin, avant de mourir, l'avait recommandé à Louis XIV en lui disant: *Sire, je vous dois tout, mais je crois m'acquitter en quelque sorte en vous donnant Colbert.* Il ne s'était point trompé, car de ce moment l'ordre remplaça le chaos dans toutes les branches de l'administration publique.

Administration de Colbert.—Colbert, sorti d'un comptoir et fils d'un marchand de laines de Reims, s'était élevé par son propre mérite. Il parvint bientôt à mettre dans ses attributions la marine, le commerce, les manufactures, les beaux-arts, toute l'administration de l'intérieur. Par une volonté forte et un travail infatigable, il réussit dans l'exécution de tous ses plans. Il commença par réorganiser les **finances,** et mit un ordre rigoureux dans les dépenses. Il encouragea le **commerce** et l'**industrie;** fonda des manufactures de draps fins, de dentelles, de soieries, de glaces, de tapis, entre autres celle des **Gobelins,** si célèbre dans toute l'Europe par ses tapisseries sans rivales. Le **canal du Languedoc** fut exécuté par **Riquet,** œuvre gigantesque destinée à unir l'Océan à la Méditerranée.

La marine prit, sous sa direction, un développement considérable; il fit creuser les ports de **Rochefort** et de **Cette,** et agrandir ceux de **Brest** et de **Toulon;** il fonda un grand nombre de co-

lonies, dont plusieurs sont encore très florissantes aujourd'hui ; telles que la **Guadeloupe, la Martinique,** etc., dans les petites Antilles ; **Pondichéry, Chandernagor,** dans les Indes orientales. En un mot, il contribua puissamment par son génie à élever la France à ce haut point de gloire et de prospérité qu'elle atteignit sous Louis XIV.

Louvois ministre de la Guerre.—Pendant que Colbert développait la richesse nationale, **Louvois**, fils de le Tellier et ministre de la guerre, homme violent, mais administrateur habile, créait une armée nouvelle, et lui donnait une organisation qui fut pour l'Europe un sujet d'admiration et d'envie. Il établit des casernes, des hôpitaux, donna l'**uniforme** aux troupes, introduisit l'usage de la **baïonnette,** institua des écoles d'**artillerie** et un corps d'**ingénieurs.**

Question de préséance.—Violence à Rome.—1662. L'occasion s'offrit bientôt à Louis XIV de manifester avec éclat son caractère hautain et sa prétention d'assurer à la France la suprématie en Europe. Une dispute de préséance, dans une cérémonie publique à Londres, s'étant élevée entre l'ambassadeur d'Espagne et le **comte d'Estrade,** son ambassadeur, Louis XIV réclama fièrement le pas pour la France, et contraignit Philippe IV, son beau-père, à faire une réparation publique, et à renoncer à toute concurrence avec lui sur le pied d'égalité. Dans cette même année, il exigea du pape Alexandre VII une réparation non moins éclatante, à l'occasion d'une rixe entre les gens du duc de **Créqui,** son ambassadeur à Rome, et la garde corse du pontife. Il obligea le pape à casser cette garde et à envoyer en France le **cardinal Chigi,** son neveu, pour lui demander pardon.

Cession de Dunkerque.—1662. Ce fut encore dans cette même année **1662,** que Louis XIV racheta au roi d'Angleterre, Charles II, la ville de **Dunkerque,** qui lui était nécessaire pour compléter le système des fortifications de la frontière qu'il couvrait d'une triple ligne de forteresses.

Guerre avec l'Espagne. — Philippe IV, roi d'Espagne, était mort en **1665,** laissant de sa seconde femme, un fils de quatre ans, Charles II, qui monta sur le trône, sous la régence de sa

mère. Louis XIV, sans tenir compte de la renonciation formelle de sa femme Marie-Thérèse à la succession de son père, revendiqua aussitôt la Flandre et la Franche-Comté, sous prétexte que la dot de la reine n'ayant pas été payée, sa renonciation était nulle. La cour d'Espagne repoussa ses prétentions; il les soutint par les armes.

Conquête de la Flandre et de la Franche-Comté.—1667.—Traité d'Aix-la-Chapelle.—1668. En **1667,** Louis XIV, secondé par **Turenne,** entra en **Flandre** avec son armée. **Louvois** et le célèbre ingénieur **Vauban** l'accompagnaient. Deux mois suffirent pour soumettre cette province. A mesure que l'armée française s'avançait, Vauban s'établissait dans les places prises et les fortifiait. La conquête de la **Franche-Comté** fut encore plus rapide. Condé assiégea Dôle au cœur de l'hiver, et s'empara de tout le pays en moins d'un mois. L'Europe s'alarma de ces succès rapides. Les Hollandais menacés formèrent avec l'Angleterre et la Suède une **triple alliance,** dont le but était de défendre l'Espagne contre Louis XIV. Cette ligue obligea le roi à signer le traité d'**Aix-la-Chapelle,** en **1668,** par lequel il conserva la Flandre française, et rendit la Franche-Comté.

Guerre contre la Hollande.—1672. Louis XIV pendant la paix se prépara à se venger des Hollandais, à qui il ne pardonnait pas d'avoir osé arrêter ses succès, et qui l'irritaient par des médailles offensantes et par l'impertinence de leurs gazetiers. Il commença par mettre dans ses intérêts Charles II, roi d'Angleterre. Ce fut la séduisante **Henriette d'Angleterre,** sœur de ce prince, et femme du duc d'Orléans, qui négocia cette alliance entre les deux souverains. Louis XIV acheta la neutralité des autres puissances, et quand tout fut prêt, il déclara la guerre à la Hollande.

Passage du Rhin.—Invasion de la Hollande.—1672. Au printemps de l'année **1672,** Louis XIV, à la tête d'une formidable armée de cent mille hommes, commandée par **Condé, Turenne, Luxembourg, Vauban** et **Louvois,** que suivaient l'élite de la noblesse et les plus vaillants capitaines, se porta rapidement sur la Hollande. Il passe le **Rhin** avec toute son armée, en face des Hollandais trop inférieurs en nombre pour résister, et en quelques

mois trois provinces et plus de quarante places fortes tombent en son pouvoir ; **Amsterdam** est menacé. La détresse des Hollandais s'accroît encore de la division des partis. Le jeune prince d'**Orange,** qui fut depuis le fameux **Guillaume III,** veut résister. Le grand pensionnaire **Jean de Witt** et son frère l'amiral, jaloux du prince d'Orange, excitent les Hollandais à demander la paix : des avances sont faites à Louis XIV ; mais les conditions qu'il impose sont si exorbitantes qu'elles soulèvent l'indignation populaire, et donnent aux Hollandais le courage du désespoir. Les deux frères de Witt, malgré leurs longs et glorieux services, sont massacrés par la populace. Le prince d'Orange, nommé **Stathouder,** ou chef de la république, à l'âge de vingt-deux ans, décide les Hollandais à sauver leur pays par un moyen héroïque : ils percent les **digues** qui contiennent la mer, et la Hollande est submergée. D'un autre côté le célèbre amiral hollandais **Ruyter** disperse, au combat de **Saultsbay,** les flottes combinées de la France et de l'Angleterre.

Coalition contre la France.—L'Europe s'alarma de l'ambition et des succès de Louis XIV, et il se forma contre lui, à l'instigation du prince d'Orange, une formidable **coalition,** en faveur de la Hollande. L'Empire, l'Espagne, le Danemark et plusieurs autres princes, se liguèrent contre lui ; le roi d'Angleterre lui-même fut contraint par son parlement d'abandonner le parti de la France. Menacé par tant d'ennemis à la fois, Louis XIV abandonna les places conquises en Hollande, et se prépara à faire face à tous ses ennemis.

Conquête définitive de la Franche-Comté. — Bataille de Senef.—Incendie du Palatinat.—1674. Au printemps de **1674,** Louis XIV marcha à la conquête de la **Franche-Comté ;** cette province fut soumise pour la seconde fois en moins de six semaines, et depuis est restée à la France. Le **Grand Condé,** avec des forces bien inférieures, livrait alors contre le prince d'Orange sa dernière bataille à **Senef** en Flandre. La perte fut affreuse des deux côtés ; Condé eut trois chevaux tués sous lui ; le combat dura quatorze heures, et l'issue de la journée demeura douteuse. En Alsace et sur le Rhin, **Turenne,** avec vingt mille hommes seulement et quelque cavalerie, remporta plusieurs victoires successives, détruisit en

peu de mois une armée formidable, sauva l'Alsace, et fit repasser le Rhin aux généraux de l'Empire. Cette campagne fit l'admiration de l'Europe; mais, sur un ordre de Louvois, il mit à feu et à sang le **Palatinat,** et ce fut une tache à sa gloire.

Mort de Turenne.—1675. En **1675, Turenne** passa le Rhin, et marcha à la rencontre du célèbre **Montécuculli,** le premier des capitaines de l'Empereur, envoyé contre lui. Après s'être éprouvés mutuellement pendant deux mois par une suite de savantes manœuvres, ces deux grands adversaires étaient sur le point de livrer bataille près de **Salzbach,** dans le pays de Bade, lorsque Turenne, qui se croyait sûr de vaincre, tomba mort, frappé d'un boulet de canon, tiré au hasard, pendant qu'il visitait une batterie. Le même coup emporta le bras de M. de Saint-Hilaire, qui dit à son fils, fondant en larmes, ces belles paroles: *Ce n'est pas moi qu'il faut pleurer, c'est ce grand homme.* Turenne était âgé de soixante-quatre ans; il fut pleuré des soldats et des peuples. Le roi le fit enterrer à Saint-Denis. Montécuculli entra en Alsace dès qu'il n'eut plus Turenne à craindre. Le grand Condé vint l'en chasser, et termina par cette brillante campagne sa carrière militaire; il vécut depuis lors dans une glorieuse retraite à Chantilly, où il mourut en **1688.**

Victoires de Duquesne.—1676.—Campagne de Flandre.—1677. En **1676, Duquesne,** envoyé au secours de Messine, qui avait secoué le joug de l'Espagne, rencontra sur les côtes de Sicile les flottes combinées de Hollande et d'Espagne, et gagna la bataille navale de **Stromboli** et celle d'**Agosta,** où fut tué l'amiral **Ruyter.** En **1677,** la prise héroïque de **Valenciennes** par Louis XIV, celle de Cambray, de Saint-Omer et la brillante victoire de **Cassel,** remportée par le duc d'Orléans, frère du roi, et Luxembourg sur le prince d'Orange, terminèrent cette guerre.

Paix de Nimègue.—1678. Un congrès s'assembla à **Nimègue,** et la paix y fut signée le 10 août **1678.** La France rendit ce qu'elle avait pris à la Hollande, mais retint à l'Espagne la Franche-Comté et douze places fortes des Pays-Bas; l'empereur lui donna Fribourg en échange de Philisbourg. Louis XIV se vit l'arbitre de l'Europe.

Nouvelles conquêtes.—Bombardement d'Alger et de Gênes. —Aux avantages de la paix de Nimègue, Louis XIV en joignit d'autres, qu'il obtint par la fraude et la violence. Les traités lui avaient donné des villes et des territoires avec leurs **dépendances.** Il établit à Metz et à Brisach des **chambres de réunion,** pour décider quelles étaient ces dépendances, et par cette mesure arbitraire, une foule de princes furent dépouillés d'une partie de leurs domaines. Il s'empara par surprise de **Strasbourg,** en **1681,** acheta la ville de **Casal,** la clef du Piémont, et bombarda Luxembourg. Deux fois, pour châtier les pirates de la Méditerranée, il fit bombarder **Alger** par l'amiral Duquesne, qui fit usage pour la première fois de galiotes à bombes. **Gênes** aussi, accusée d'avoir fourni des secours aux corsaires, fut bombardée, et n'échappa à la destruction qu'en envoyant son doge implorer à Versailles la clémence de Louis XIV. Le grand roi avait alors deux cent trente vaisseaux de guerre montés par soixante mille marins; cent forteresses, construites ou réparés par Vauban, pour couvrir ses frontières, et une armée de quatre cent mille hommes pour les défendre. Les puissances de l'Europe alarmées de ses empiètements et de sa puissance, signèrent contre lui une nouvelle ligue; mais deux cent mille Turcs fondirent alors sur l'Autriche, et mirent le siége devant Vienne, qui eut succombé sans le secours du célèbre **Jean Sobieski,** roi de Pologne.

Mort de Marie-Thérèse et de Colbert. — 1683. La reine Marie-Thérèse mourut en **1683.** Cette pieuse princesse fut un modèle de résignation et de douces vertus. Louis XIV dit à sa mort: *Voilà le premier chagrin qu'elle m'ait jamais causé.* Dans cette même année, la France fit une perte irréparable dans la mort de **Colbert.** Ce grand ministre, qui fit tant pour la prospérité de la France, ne fut point remplacé, et après lui les finances retombèrent dans une effroyable anarchie.

Madame de Maintenon.—Françoise d'Aubigné, veuve du poète Scarron, et si célèbre sous le nom de madame de **Maintenon,** était gouvernante des enfants de Louis XIV et de madame de Montespan. Cette femme d'un esprit supérieur sut gagner peu à peu la confiance du roi, qui l'épousa secrètement, vers l'an **1685.**

Elle fonda la maison de **Saint-Cyr** pour l'éducation des jeunes filles nobles et sans fortune.

Révocation de l'Édit de Nantes.—1685. L'un des plus funestes actes de ce long règne fut la **révocation de l'Édit de Nantes,** en **1685,** qui ôtait aux protestants français la liberté de conscience. Louis XIV aurait voulu dans ses États l'unité de foi en même temps que l'unité de gouvernement, et dès le commencement de son règne il s'était appliqué à détruire peu à peu le calvinisme. Déjà la noblesse protestante était presque entièrement revenue à la foi catholique, et le protestantisme s'affaiblissait de jour en jour parmi le peuple et la bourgeoisie. **Louvois,** homme dur et inflexible, entreprit pour complaire au roi, de convertir ce qu'il restait encore de protestants en France; mais trop souvent les conversions furent arrachées par des menaces, par la violence, ou achetées au poids de l'or. On envoyait, pour soutenir les missionnaires, des dragons, qui faisaient éprouver aux protestants obstinés de cruelles vexations qu'on appela **dragonnades.** Quand le roi, sur le rapport du chancelier **Michel le Tellier,** père de Louvois, crut qu'il ne restait plus qu'un dernier coup à porter pour éteindre le protestantisme en France, il prononça la révocation de l'Édit donné par Henri IV. L'exercice public de la religion réformée fut interdit dans tout le royaume, et tous les ministres obligés de sortir de France sous quinze jours. Ces mesures, trop conformes à l'esprit du temps, excitèrent une grande joie parmi le peuple, mais elles eurent des suites funestes. Repoussés des fonctions publiques, mais protégés par Colbert, les protestants s'étaient adonnés au commerce et à l'industrie, qui leur durent leurs plus rapides progrès. Louvois les fit traiter avec la dernière rigueur; d'atroces et d'innombrables violences furent commises, et huit cent mille d'entre eux, pour échapper à la persécution, quittèrent la France et allèrent s'établir en **Angleterre,** en **Hollande,** en **Allemagne,** et surtout en **Prusse,** portant à l'étranger leurs richesses, leur industrie, leurs talents, et leur haine contre Louis XIV.

Ligue d'Augsbourg. — 1687. L'ambition et l'orgueil de Louis XIV, ses usurpations récentes, et surtout la révocation de l'édit de Nantes révoltèrent toute l'Europe. Le prince d'Orange,

le plus dangereux et le plus implacable ennemi de Louis XIV et de la France, était devenu l'âme d'une nouvelle **ligue** dite d'**Augsbourg,** dans laquelle il fit entrer successivement l'Empereur, l'Empire, la Hollande, l'Espagne, la Suède et la Savoie.

Prise de Philisbourg.—Seconde révolution d'Angleterre.—1688. Louis XIV, se voyant seul contre toute l'Europe coalisée, n'attendit pas le danger qui le menaçait ; il alla au-devant. Il envoya son fils, le Dauphin, avec Vauban, mettre le siége devant **Philisbourg ;** la ville fut prise en dix-neuf jours. On prit aussi **Manheim, Spire, Worms, Trèves.** Pendant ce temps une seconde **révolution,** dite de **1688,** s'accomplissait en **Angleterre. Jacques II,** frère et successeur de Charles II, perdait un trône par son attachement à la religion catholique. Le prince d'Orange, son gendre, appelé par les vœux du peuple anglais, débarqua en Angleterre à la tête d'une flotte et d'une armée hollandaise, s'y fit proclamer roi sous le nom de **Guillaume III** à la place de son beau-père, qui se réfugia en France. Dès lors l'Angleterre devint l'âme de la coalition. Louis XIV reçut avec une magnificence royale le malheureux Jacques II, et épousa aussitôt sa cause. La France eut encore une fois à lutter contre toute l'Europe ; elle le fit glorieusement.

Expédition d'Irlande. — 1689.—Bataille de la Boyne.—1690. La campagne s'ouvrit en faveur de Jacques II. Louis XIV lui donna des secours en hommes et en argent ; une flotte française de douze vaisseaux de ligne le porta en Irlande dont la population catholique lui était dévouée. Mais Guillaume III l'y suivit de près ; les deux armées se rencontrèrent près de la petite rivière de **la Boyne,** où Jacques II, mal secondé par les Irlandais qui prirent la fuite au moment du combat, fut vaincu par son gendre, le 11 juillet **1690,** et contraint de retourner en France. Guillaume avait été secondé par le maréchal de **Schomberg,** protestant réfugié, qui périt dans le combat. La veille de cette bataille, l'amiral **Tourville** avait battu à **Beachy** les flottes anglaise et hollandaise.

Second incendie du Palatinat. — 1689. En Allemagne, Louvois fit de nouveau incendier le **Palatinat,** dans l'intention

d'éloigner l'ennemi. Plus de quarante villes et une multitude de bourgs et de villages devinrent la proie des flammes ; les cimetières eux-mêmes ne furent point épargnés ; on livra aux vents la cendre des morts. Ces cruautés soulevèrent un cri d'horreur dans toute l'Allemagne, qui mit aussitôt sur pied trois armées puissantes, dont le commandement fut confié à Charles V, duc de Lorraine, au prince de Valdeck et à l'électeur de Brandebourg. Bonn et Mayence furent reprises sur les Français, et en même temps le maréchal d'Humières fut battu dans les **Pays-Bas.**

Généraux et Marins français.—Mais bientôt de plus grands généraux relevèrent la gloire de la France. A **Turenne** et à **Condé,** succédaient le vaillant maréchal de **Luxembourg,** digne élève de ce dernier, qui, comme lui, avait sur les champs de bataille des inspirations de génie ; le célèbre **Catinat,** qui joignait au talent d'un grand général toutes les vertus d'un sage, et qui ne devait son élévation qu'à son mérite : le duc de **Vendôme,** digne émule de Luxembourg. Dans la marine royale, **Duquesne** avait laissé de nobles successeurs : on y voyait au premier rang **Tourville,** d'**Estrées, Château-Renaud ;** puis le chevalier de **Forbin,** le célèbre **Jean-Bart,** fils d'un pêcheur de Dunkerque, et le jeune **Duguay-Trouin.**

Batailles de Fleurus. — 1690. — De Leuze.—1691. — De Steinkerque.—1692.—De Nerwinde.—1693. Louis XIV mit à la tête de la grande armée du Nord le maréchal de **Luxembourg,** qui battit le prince de Valdeck à **Fleurus,** près de Namur, en **1690,** et à **Leuze** en **1691 ;** Guillaume III à **Steinkerque** (Hainaut) en **1692,** puis à **Nerwinde** en **1693.** Ce grand général envoya à Paris tant de drapeaux ennemis qu'on l'appela le tapissier de Notre-Dame. Louis XIV en personne, secondé par Vauban, prit en **1692** l'importante place de **Namur,** que Guillaume reprit en **1696.**

Batailles de Staffarde.—1690.—De la Marsaille.—1693. Dans le même temps, **Catinat** continuait avec succès la guerre en Piémont. Il vainquit le duc de Savoie, Victor-Amédée, près de l'abbaye de **Staffarde** en **1690,** et à **la Marsaille** en **1693 ;** toute la Savoie et une partie du Piémont furent soumises aux Français.

Guerre maritime.—Bataille navale de La Hogue.—1692. Deux ans après la victoire à **Beachy** sur les flottes anglaise et hollandaise, **Tourville** se trouva avec quarante-quatre vaisseaux en face de la flotte ennemie qui en avait quatre-vingt-dix. Une bataille se livra à la hauteur du fort **La Hogue** en **1692.** Dans une lutte si inégale, les Français se couvrirent de gloire; mais Tourville, après d'héroïques efforts, fut obligé de céder au nombre; ses vaisseaux furent dispersés, plusieurs échouèrent, et l'amiral **Russell** en brûla treize dans les ports sans défense de la Hogue et de Cherbourg. L'année suivante, Tourville, prenant sa revanche, remportait une victoire navale à la hauteur du **cap Saint-Vincent.** Les flottes alliées, à leur tour, bombardèrent **Dieppe, le Havre, Saint-Malo, Calais** et **Dunkerque.** Pendant ce temps, **Duguay-Trouin, Jean-Bart** et une foule d'audacieux corsaires, devenus la terreur des mers, ne cessaient d'attaquer les vaisseaux ennemis, et ruinaient le commerce maritime de l'Angleterre et de la Hollande.

Paix de Ryswick.—1697. Cette guerre de dévastation devait avoir un terme; le besoin de la paix se faisait sentir partout. Louis XIV avait perdu Louvois en **1691,** au moment où il en avait le plus besoin, et il venait de perdre Luxembourg, le héros de l'armée du Nord. Après les inutiles campagnes du maréchal de **Boufflers** sur le Rhin, et de **Vendôme** en Catalogne, il se décida enfin à entamer des négociations pacifiques. Il commença par détacher de la ligue le duc de Savoie, qui donna sa fille Adelaïde, princesse de onze ans, en mariage au duc de Bourgogne, fils du Dauphin. Bientôt après, la prise importante de Barcelone, par le duc de Vendôme, hâta le succès des négociations pour la paix; elle fut signée au château de **Ryswick,** en Hollande, le 20 septembre **1697.** Louis XIV y montra une modération dont l'Europe ne le croyait pas capable. Il rendit à l'**Angleterre,** à la **Hollande,** à l'**Espagne** et à l'**Empire** toutes ses conquêtes, excepté le **Roussillon,** l'**Artois,** la **Franche-Comté** et **Strasbourg;** il reconnut Guillaume III pour roi d'Angleterre, et abandonna Jacques II; il rétablit le duc de Lorraine, Léopold, dans ses États, diminués seulement de **Longwy** et de **Sarrelouis,** qui restèrent à la France.

TROISIÈME PÉRIODE.

De **1698** à **1715**

VIEILLESSE DE LOUIS XIV.

Succession d'Espagne.—Charles II, roi d'Espagne, se mourait et n'avait pas d'enfants. **Louis XIV,** l'empereur **Léopold,** le prince électoral de **Bavière**, et le duc de Savoie, **Victor-Amédée,** prétendaient également à sa succession. Tous fondaient leurs prétentions sur leur mariage ou celui de leurs ancêtres avec les princesses espagnoles. Guillaume III, de son côté, avait déjà fait secrètement avec le roi de France et l'empereur Léopold une convention de partage, lorsque Charles II, indigné qu'on déchirât sa monarchie de son vivant, par un premier testament, institua en **1698,** pour son héritier le prince électoral de Bavière, âgé de six ans ; ce jeune prince mourut l'année suivante à Bruxelles. Le roi moribond, qui voulait garantir l'intégrité de la monarchie espagnole, crut atteindre ce but en choisissant alors pour son héritier **Philippe, duc d'Anjou,** petit-fils de Louis XIV et second fils du dauphin ; par un dernier testament il lui légua tous ses États, et il mourut en **1700.** Louis XIV, après une longue délibération, accepta le legs de son beau-frère, envoya aux Espagnols leur jeune roi, âgé alors de dix-sept ans, et lui dit au départ cette parole mémorable : *Il n'y a plus de Pyrénées.*

Troisième coalition contre la France.—L'Europe, effrayée de cet accroissement de puissance de la maison de Bourbon, se prépara à la guerre. L'empereur Léopold protesta sur-le-champ ; et une année s'était à peine écoulée que déjà un traité d'alliance était conclu à **La Haye** entre l'**Angleterre,** la **Hollande** et l'**Empire ;** la **Prusse,** le **Portugal** et même le **duc de Savoie,**

ne tardèrent pas à y accéder. Ce dernier, qui venait de donner sa seconde fille en mariage au jeune roi d'Espagne, se trouva ainsi faire la guerre à ses deux gendres. La mort de Guillaume, qui suivit aussitôt après, ne changea rien aux préparatifs de la guerre ; sa politique fut continuée en Angleterre par la reine **Anne,** sa belle-sœur, fille de Jacques II, et en Hollande par le grand pensionnaire **Heinsius.**

Guerre de la succession d'Espagne.—1701—1713. Les puissances de l'Europe, ainsi coalisées, se disposèrent aussitôt à cette guerre terrible connue dans l'histoire sous le nom de **guerre de la succession.** La France se trouvait presque seule contre tant d'ennemis ; ses finances étaient dans une grande détresse, son roi vieillissait, ses grands ministres et ses plus illustres capitaines étaient morts. **Chamillard,** élevé au ministère par madame de Maintenon, était loin d'y remplacer Louvois et Colbert. La coalition avait à son service deux grandes capacités militaires et politiques : le **prince Eugène,** fils du comte de Soissons et d'Olympe Mancini, que Louis XIV n'avait pas voulu employer, et qui avait pris du service chez les Impériaux, et le **duc de Marlborough,** favori de la reine Anne.

Cependant le roi fit des efforts prodigieux pour se préparer à cette lutte terrible : il recruta promptement ses armées, répara les pertes de sa marine ; et plusieurs capitaines illustres, les **Catinat,** les **Villars,** les **Vendôme,** les **Berwick,** se montrèrent les dignes successeurs des Turenne, des Condé et des Luxembourg. Cette guerre désastreuse se fit en Italie, en Espagne, dans les Pays-Bas, sur mer, pendant que le nord de l'Europe était troublé par la longue et sanglante rivalité de **Charles XII,** roi de Suède, et de **Pierre-le-Grand,** empereur de Russie. Elle dura douze ans avec des alternatives continuelles de succès et de revers.

Malheureuse campagne en Italie.—1701. Les premières hostilités éclatèrent en Lombardie, où le prince Eugène, qui commandait l'armée impériale, battit à **Chiari,** en **1701,** le maréchal de **Villeroy,** homme de cour plutôt que général, et favori de Louis XIV. L'année suivante Eugène surprit Crémone, où Villeroy fut fait prisonnier ; mais **Vendôme** vint le remplacer et soutint en Italie l'honneur de nos armes.

Victoires de Villars à Friedlingen et à Hochstett.—En Allemagne, **Villars,** avec des forces inférieures, gagna sur les Impériaux la bataille de **Friedlingen,** où il fut salué, par ses soldats, maréchal de France sur le champ de bataille. Le roi ratifia ce titre, que Villars justifia l'année suivante par la victoire de **Hochstett.**

Victoire de Marlborough à Hochstett.—1704.—(6.) "Jusqu'à cette époque, les alliés n'avaient eu aucun avantage signalé sur la France. Mais en **1704,** sur le théâtre même de la victoire de Villars, et pendant que dans les Cévennes il soumettait les paysans calvinistes qui, sous le nom de **Camisards,** s'étaient soulevés, l'armée d'Allemagne, confiée alors à **Marsin** et à **Tallard,** éprouva par l'ineptie de ses chefs une désastreuse défaite, à la **bataille de Hochstett,** où **Marlborough** détruisit presque entièrement l'armée française. Cette journée funeste couta cinquante mille hommes à la France et cent lieues de pays. Ce grand général était sur le point d'entrer en France; le maréchal **Villars,** rappelé des Cevennes, vint à temps pour sauver les frontières. Dans cette même année, les Anglais s'emparèrent de **Gibraltar,** qu'ils possèdent encore."

Batailles de Ramillies et de Turin.—1706. L'année **1706** fut marquée par deux fatales journées; celle de **Ramillies** (dans le Brabant), où Villeroy fut encore complètement battu par **Marlborough,** et où les Français perdirent vingt mille hommes, et celle de **Turin,** où le prince **Eugène** défit l'armée française commandée par le maréchal de **Marsin,** qui périt dans le combat: le Milanais, le Mantouan, le Piémont et le royaume de Naples furent perdus pour Philippe V.

Bataille d'Almanza.—1707. En Espagne, **Philippe V** avait été contraint d'abandonner sa capitale. Son rival, l'archiduc Charles, maître de plusieurs provinces, s'était fait proclamer roi à Madrid. Mais le maréchal de **Berwick,** fils naturel de Jacques II et l'un des premiers tacticiens du siècle, alors au service de la France, remporta sur les alliés en **1707** la victoire d'**Almanza** (Nouvelle Castille), qui rouvrit à Philippe V le chemin de sa capitale, où il rentra triomphant trois mois après l'avoir quittée.

Dans le même temps le maréchal de **Tessé** faisait lever le siége de **Toulon** au duc de Savoie et au prince Eugène.

Défaite d'Oudenarde.—Prise de Lille.—1708. L'armée de Flandre, sous les ordres du duc de **Vendôme,** était le dernier espoir de la France: Louis XIV y envoya le duc de Bourgogne pour y commander conjointement avec Vendôme. Mais une funeste mésintelligence ayant divisé les deux chefs de l'armée, les Français furent battus à **Oudenarde,** par **Marlborough et Eugène.** Tous deux vinrent ensuite assiéger **Lille,** qui fut obligée de se rendre, malgré l'héroïque défense du maréchal de **Boufflers.** Le chemin de Paris était libre; la consternation se répandit à Versailles.

Hiver de 1709. — Famine. Le cruel **hiver de 1709** et une affreuse **disette** mirent le comble à la misère publique. Pendant quatre mois d'un froid excessif, qui tenait toutes les rivières glacées, le peuple eut à souffrir des maux inouis. Dans plusieurs provinces, une foule de malheureux périssaient, moissonnés par la famine. Le roi et les grands seigneurs firent fondre une grande partie de leur vaisselle; mais malgré ces sacrifices, le peuple, exaspéré par la misère, éclatait en plaintes et en murmures; des révoltes eurent lieu sur plusieurs points de la France. Louis XIV se décida à demander la paix aux Hollandais. Le marquis de **Torcy,** habile négociateur, alla en son nom solliciter tour-à-tour le grand pensionnaire de Hollande **Heinsius, Eugène** et **Marlborough.** On y mit des conditions tellement humiliantes que s'il les avait acceptées la France descendait au second rang; on alla jusqu'à exiger qu'il chassât lui-même son petit-fils du trône d'Espagne. Le vieux monarque montra alors tout ce qu'il y avait de vraiment grand en lui: "Puisqu'il faut faire la guerre," dit-il, "j'aime mieux la faire à mes ennemis qu'à mes enfants." L'indignation réveilla le patriotisme, et la France donna de nouvelles armées à son roi.

Bataille de Malplaquet. — 1710. En **1710,** près du village de **Malplaquet** (Hainaut) se livra la plus sanglante bataille de cette guerre; les alliés, commandés par **Eugène** et **Marlborough,** y perdirent vingt mille hommes, et les Français huit mille; mais

Villars ayant été blessé, la victoire resta aux ennemis. Plusieurs places, **Mons** entre autres, tombèrent au pouvoir des alliés, tandis qu'en Espagne la défaite de Saragosse obligeait Philippe V à quitter une seconde fois sa capitale. Louis proposa de nouveau la paix. Il offrait d'abandonner son petit-fils à sa fortune, sans lui donner aucun secours, de rendre Strasbourg et Brisach, de raser toutes ses places depuis Bâle jusqu'à Philisbourg, de combler le port de Dunkerque et de laisser à la Hollande plusieurs villes de Flandre. Toutes ces propositions furent vaines; les alliés persistèrent à vouloir qu'il chassât lui seul son petit-fils de l'Espagne.

Victoire de Vendôme à Villaviciosa. — 1710. Des événements imprévus sauvèrent la France. Louis XIV ne pouvait plus envoyer de troupes à son petit-fils, mais il lui donna **Vendôme:** sa victoire décisive de **Villaviciosa,** gagnée à la fin de **1710,** sur l'armée de l'archiduc Charles, sauva la couronne de Philippe V. Ce fut après cette bataille que le jeune roi, qui avait payé de sa personne, étant excédé de fatigue, et témoignant le besoin de dormir: "Sire," lui dit Vendôme, "je vais vous faire préparer le plus beau lit où jamais roi ait couché;" et il fit étendre à l'ombre d'un arbre les drapeaux pris à l'ennemi.

Quelques intrigues à la cour d'Angleterre fit encore plus pour la France que cette bataille. La disgrâce de la duchesse de Marlborough, qui avait offensé la reine Anne, entraîna celle du favori, qui fut rappelé en Angleterre. La mort de l'empereur Joseph, survenue sur ces entrefaites, fut encore un événement heureux pour la France; car son frère l'archiduc Charles, devenu empereur, menaçait de renouveler la monarchie universelle de Charles-Quint. Dès lors l'Angleterre cessa de le soutenir dans ses prétentions au trône d'Espagne, et signa une suspension d'armes avec la France.

Malheurs domestiques de Louis XIV.—Cette époque de malheurs pour la France était aussi marquée par de grands deuils dans la famille royale; toutes les douleurs accablaient à la fois la vieillesse du grand roi. Il vit périr, dans l'espace d'une année, le **Dauphin,** son fils, prince sans vices ni vertus, élève de Bossuet; le **duc de Bourgogne,** son petit-fils, prince accompli, élève de Féne-

lon ; la **duchesse de Bourgogne,** princesse pleine de grâce et d'esprit, et chérie de tous ; le **duc de Bretagne,** fils aîné des deux derniers, âgé de cinq ans.

Victoire de Villars à Denain. — 1712. Au moment où l'Angleterre se retirait de la coalition contre la France, **Duguay-Trouin,** à la tête d'une petite flotte équipée à ses frais, s'immortalisait par la prise de **Rio-Janeiro,** capitale du Brésil. Cependant le prince Eugène, resté en Flandre avec cent mille hommes, faisait chaque jour de nouveaux progrès, et était sur le point d'envahir la France. La cour et le royaume étaient dans la consternation ; ce fut alors que Louis XIV parla de se mettre à la tête de sa noblesse, de la conduire à l'ennemi malgré ses soixante-quatorze ans, et de périr à sa tête. Mais il lui restait **Villars ;** ce grand capitaine sauva la France, en remportant sur le prince Eugène, au village de **Denain** en **1712,** une éclatante victoire qui mit les frontières en sûreté, et rendit les alliés plus traitables.

Traité d'Utrecht.—1713. La paix fut signée à **Utrecht** en **1713** par la France et l'Espagne avec l'Angleterre, la Savoie, le Portugal, la Prusse et la Hollande. La France ne perdit pas une province, elle ne céda que quelques colonies aux Anglais ; Louis XIV promit de démolir le port de **Dunkerque** et d'abandonner les Stuarts ; Philippe V fut reconnu roi d'Espagne, mais sa monarchie fut démembrée, l'Angleterre eut Minorque et Gibraltar ; la Sicile fut donnée au duc de Savoie avec le titre de roi, et l'électeur de Brandebourg fut reconnu roi de Prusse.

Paix de Radstadt.—1714. L'empereur Charles VI refusa d'abord d'accéder à cette paix. Il s'obstina à la guerre et n'eut rien de ce qu'il eût pu obtenir. **Villars,** par une marche forcée de seize lieues en vingt heures, se porte en Souabe, prend **Spire, Worms, Landau** et **Fribourg.** C'est alors que l'Empire se décida à la paix. Elle fut signée entre **Villars** et **Eugène** à **Radstadt,** dans le duché de Bade. L'Empereur obtint le royaume de Naples, la Sardaigne, le Milanais et les Pays-Bas, démembrés de la monarchie d'Espagne. Ainsi finit cette guerre désastreuse de la **succession d'Espagne,** qui ensanglanta l'Europe pendant douze ans.

Testament de Louis XIV.—Le calme avait enfin succédé à tant de dangers ; Louis XIV, dont la santé déclinait rapidement, en profita pour faire son testament. Voyant sa couronne près de tomber sur le front d'un enfant de cinq ans, il prit des mesures pour la régence. Elle fut déférée à un conseil, dont il nomma les membres dans son testament, et qui eut pour président le duc d'Orléans, son neveu. Il remit cet acte au parlement avec défense de l'ouvrir avant sa mort.

Mort de Louis XIV.—1715. Louis XIV ne montra dans ses derniers moments ni ostentation ni faiblesse, il mourut en chrétien et en roi. Il fit de nobles adieux à tous ceux qui l'entouraient ; il se fit amener son jeune successeur, le **duc d'Anjou,** dernier fils du duc de Bourgogne, le bénit en présence de toute sa cour, et lui adressa de sages conseils, comme si l'enfant eût pu les comprendre. Il lui recommanda surtout la soumission envers Dieu, le soin d'éviter la guerre et de soulager le peuple. De sublimes paroles lui échappèrent à son heure dernière. "J'avais cru," dit-il à madame de Maintenon, "qu'il était plus difficile de mourir ;" et à ses gens qui se lamentaient : "Pourquoi pleurez-vous ? m'avez-vous donc cru immortel ?" Ainsi finit à Versailles, le 1[er] septembre **1715,** dans sa soixante-dix-septième année, après un règne de soixante-douze ans, ce roi à qui la postérité a décerné le titre de **Grand,** et qui a mérité de laisser son nom à son siècle.

Observations sur le règne de Louis XIV.

Portrait de Louis XIV.—(3.) Louis XIV était d'une taille peu élevée, mais bien prise ; il la relevait par de hauts talons rouges, signe alors de la race noble ; dans sa jeunesse il brillait par sa belle chevelure châtain-brun épaisse, qu'il portait longue et flottante, comme les rois de race franque, ses ancêtres. Il montait à cheval avec grâce ; il aimait la fatigue de la chasse et

les travaux de la guerre. Il était grave, mais gracieux ; il s'informait des besoins de chacun avec sollicitude. Rien ne pouvait se comparer à sa générosité ; il ne laissait jamais une belle action sans récompense, une honorable misère sans la secourir ; il avait un tact parfait pour saisir les à-propos, distribuer l'éloge et le blâme avec délicatesse. La langue élégante de sa cour avait des formes élevées, même dans l'adulation, et lui se servait de cette magnifique langue pour être poli, sans s'abaisser jamais à la familiarité qui tue les prestiges du pouvoir. Sa générosité était sans limites et trouvait toujours une haute et délicate manière de dire et de donner ; aux uns, c'était un cordon que le roi accordait ; aux autres, le bâton de maréchal ; des pensions aux pauvres ; des parures brillantes, travaillées d'or et de pierreries, aux femmes de sa cour ; toujours du faste et de la grandeur."

La cour de Louis XIV.—(6.) La cour de Louis XIV, la plus brillante et la plus polie qui fut jamais, était soumise à une rigoureuse **étiquette.** Cérémonies, fêtes, plaisirs, tout y avait un cachet de décence, de bon goût et de grandeur. Des femmes, rivalisant de grâces et d'esprit, en faisaient l'ornement. Les grands seigneurs venaient y étaler leur magnificence, oublier la vie de château et perdre les derniers restes des mœurs féodales. Le roi y récompensait les plus hauts services par un mot délicat ou un sourire, et tel était l'enthousiasme pour le monarque, qu'un courtisan, le **duc de la Feuillade,** lui fit ériger à ses frais, sur la place des Victoires, une statue qui le représentait couronné par la victoire et tenant à ses pieds quatre esclaves enchaînés, emblèmes d'autant de nations vaincues.

Principaux monuments du règne de Louis XIV.—Pendant que Louis XIV transformait le modeste château de Louis XIII, à **Versailles,** en un palais auquel aucun pays du monde n'a rien à opposer, il faisait élever pour ses vieux soldats le magnifique **Hôtel des Invalides ;** il bâtissait l'**Observatoire ;** il embellissait Paris de l'admirable **façade du Louvre,** construite sur les plans de Perrault, des portes triomphales **Saint-Denis** et **Saint-Martin,** de la **place des Victoires** (de Carrousel), et de la **place Vendôme.** En même temps le **jardin des Tuileries,** comme

ceux de Versailles, était dessiné par le célèbre architecte **Le Nôtre.**

Ordre de saint Louis.—Louis XIV, d'après le conseil de Vauban, institua, en **1693,** l'**ordre de saint Louis,** premier ordre de chevalerie où tout le monde put être admis, nobles et roturiers, pourvu qu'on se fut voué à la guerre.

Grands hommes du siècle de Louis XIV.—Le règne de Louis XIV brille encore d'un éclat qu'aucun autre n'a surpassé. La plus grande gloire de ce grand roi est la réunion imposante de tous ces hommes illustres qui vécurent de son temps, et se pressèrent, pour ainsi dire, autour de son trône. Ce monarque, dit un écrivain célèbre, eut à la tête des armées **Turenne, Condé, Luxembourg, Catinat, Créqui, Boufflers, Vendôme,** et **Villars;** **Château-Renaud, Duquesne, Tourville, Duguay-Trouin, Jean Bard** commandaient ses escadres; **Colbert** et **Louvois** étaient appelés à ses conseils; **Vauban** fortifiait ses citadelles; **Riquet** creusait ses canaux; **Perrault** et **Mansard** construisaient ses palais; **Puget, Girardon, Le Poussin, Lesueur** et **Le Brun** les embellissaient; **Le Nôtre** dessinait ses jardins; son premier parlement avait **Molé** et **Lamoignon** pour chefs, d'**Aguesseau** et **Talon** pour organes; **Bossuet, Bourdaloue, Massillon** lui annonçaient ses devoirs; **Fénelon, Fléchier** élevaient ses enfants; **Corneille, Racine, Molière, La Fontaine, La Bruyère, Boileau** éclairaient sa raison et amusaient ses loisirs. C'est avec ce cortége de génies immortels que LouisXIV se présente aux regards de la postérité. Tant d'avantages sortirent sans doute d'un concours merveilleux de circonstances et d'un bonheur inouï qui rendit ce prince contemporain de tant d'hommes éminents; mais le roi qui sut les distinguer, qui ouvrit son palais et son trésor au génie, sous quelque forme qu'il se présentât, et dont la volonté forte inspira pendant soixante ans tant de grandes choses, a un droit incontestable, sinon à l'amour de la France, du moins à son respect et à son admiration.

Académies.—Louis XIV, avide de toutes les gloires, voulut être le protecteur des **lettres,** des **sciences** et des **arts.** Il fonda d'abord l'**Académie des Inscriptions et des Médailles,** dans le

N

but de perpétuer les merveilles de son règne. Puis vinrent les fondations de l'**Académie des sciences,** pour les recherches qui tenaient à l'astronomie, aux mathématiques, etc.; enfin l'**Académie de peinture et de sculpture**; l'**Académie de musique,** et l'**École des beaux-arts** à Rome.

Législation.—(6.) "Louis XIV mérite une place glorieuse parmi les rois législateurs. Il créa véritablement l'**administration** française, et il promulgua successivement des ordonnances et des codes remarquables par leur sagesse; l'**Ordonnance civile,** le **Code des eaux-et-forêts;** l'**Ordonnance criminelle** (qui interdisait à l'avenir les accusations de sorcellerie), le **Code de commerce,** le **Code de marine,** regardé comme un chef-d'œuvre, le **Code noir,** qui réglait l'état des nègres aux colonies. Il réprima le **duel.**"

Affaires religieuses. — Jansénisme. — Ruine de Port-Royal. "Le règne de Louis XIV fut agité dans presque toute sa durée par des querelles religieuses plus ou moins graves. Celle du **Jansénisme** est la plus importante. En **1640** avait paru un ouvrage posthume de **Jansénius,** évêque d'Ypres, sur la grâce et le libre arbitre, lequel fut condamné par le pape Clément IX." Plusieurs de ceux qu'on nommait **Jansénistes** refusaient de convenir que les cinq propositions attribuées à Jansénius et condamnées par le pape se trouvassent dans le livre de cet évêque: de ce nombre étaient les pieux solitaires de **Port-Royal-des-Champs,** et les religieuses de cette maison célèbre. **Nicole** et **Pascal** étaient à la tête du parti Janséniste. Le roi, irrité de voir sur ce point son opinion combattue, et cédant aux insinuations du **Père La Chaise,** son confesseur, et de madame de Maintenon, chassa de leur retraite les paisibles habitants de Port-Royal et fit raser leur maison en **1709.**

Quiétisme. — Disgrâce de Fénelon. Pendant ces querelles religieuses en France, l'espagnol **Molinos** développait au sein du catholicisme une doctrine à laquelle on donna le nom de **quiétisme.** Mme **de Guyon,** pieuse enthousiaste, éloquente, embrassa cette doctrine, et chercha à la propager. **Fénelon,** l'illustre auteur du Télémaque, se laissa lui-même entraîner par ce qu'il y avait de

tendre, d'élevé dans ces doctrines mystiques. Mais **Bossuet** combattit le quiétisme comme vague et dangereux : Mme Guyon fut enfermée à la Bastille ; Fénelon se soumit avec une humilité sublime à la décision du pape, et depuis lors il vécut disgracié du roi, dans son diocèse de Cambray.

Bulle Unigenitus.—1713. Le règne de Louis XIV s'éteignit au milieu de querelles théologiques. A sa sollicitation, le pape Clément XI lança la fameuse bulle **Unigenitus** qui condamnait les maximes du père **Quesnel.**

Principaux ministres.—*Mazarin, Colbert, Louvois.*

Faits contemporains.—1683. Vienne délivrée par Sobieski.—**1689.** Pierre-le-Grand, czar de Russie.—**1706.** Stanislas Leczinski, roi de Pologne. —**1709.** Charles XII, roi de Suède, est défait à Pultava par Pierre-le-Grand. Destruction de l'abbaye de Port-Royal-des-Champs.—**1714.** La maison de Hanovre appelée au trône d'Angleterre dans la personne de Georges 1er.

LOUIS XV.

De **1715** à **1774.**

Avénement. — 1715. — Régence du duc d'Orléans. Louis XV, fils du duc de Bourgogne, et arrière-petit-fils de Louis XIV, succéda au trône à l'âge de cinq ans et demi ; il était orphelin de père et de mère. Le lendemain même de son accession le parlement s'occupa de la régence ; le testament de Louis XIV fut alors ouvert, et l'on trouva que le duc d'Orléans, son neveu, n'était que le président du conseil qui devait administrer le royaume pendant la minorité du jeune roi ; mais ce prince réclama la régence absolue comme un droit de sa naissance. Le parlement, qu'il sut adroitement mettre dans ses intérêts, annula le testament de Louis XIV, comme on avait fait pour celui de Louis XIII, et déclara le **duc d'Orléans régent** du royaume, avec plein pouvoir de composer à son gré le conseil de régence.

Caractère du duc d'Orléans. — (6.) "Le duc d'Orléans, que Louis XIV avait forcé d'épouser une de ses filles légitimées, était un prince instruit, spirituel et généreux; mais il joignait à de brillantes qualités, à une grande aptitude aux affaires un goût effréné pour le plaisir et une déplorable dépravation de mœurs. Sa cour fut une école de corruption. Il a démenti du moins par sa loyauté de régent les bruits calomnieux qui l'accusèrent d'avoir causé par le poison la mort de tous ces princes qui précédèrent Louis XIV au tombeau."

Dubois, ministre du Régent.—Le duc d'Orléans avait eu pour précepteur un certain abbé **Dubois,** homme cynique et habile intrigant, qui avait quelques talents et tous les vices. Il sut gagner la faveur du prince en flattant ses passions et en participant à ses débauches. Il se fit admettre au conseil d'État, devint bientôt ministre des affaires étrangères, puis premier ministre. A force d'intrigues, il parvint à se faire donner l'archevêché de Cambrai, et plus tard le chapeau de cardinal.

Triple alliance.—1717.—Quadruple alliance.—1718. Les hommes influents étaient alors divisés en deux partis: les uns, suivant la politique de Louis XIV, voulaient continuer l'alliance avec l'Espagne, alors gouvernée par le fameux cardinal **Alberoni,** fils d'un simple paysan des environs de Parme; les autres inclinaient à une alliance avec l'Angleterre. Dubois, pensionné par les Anglais, était l'âme de ce dernier parti. Le régent, dominé par l'influence de lord **Stair,** ambassadeur d'Angleterre, compagnon de ses plaisirs, se laissa entraîner dans cette alliance, qu'il acheta par la destruction du port de **Mardick** et l'expulsion du **Prétendant,** fils de Jacques II. Une **triple alliance** fut conclue, en **1717,** entre la France, l'Angleterre et la Hollande. L'année suivante ces trois puissances, dans le but de maintenir le traité d'Utrecht, signèrent, conjointement avec l'Empereur, un nouveau traité, connu sous le nom de **quadruple alliance,** auquel l'Espagne fut sommée d'accéder dans un délai de trois mois.

Conspiration de Cellamare. — 1718. La politique nouvelle du régent, les fautes de son gouvernement, et plus encore peut-être le scandale de sa conduite personnelle, et la honteuse élévation

de Dubois soulevaient contre lui l'indignation, et lui avaient suscité de nombreux ennemis. Le prince de **Cellamare,** ambassadeur d'Espagne en France, profita de ces circonstances pour tramer avec Alberoni un complot connu sous le nom de **conspiration de Cellamare.** L'audacieux cardinal, qui avait beaucoup contribué au second mariage de Philippe V avec **Élisabeth Farnèse,** fille du duc de Parme, avait formé le projet de restituer à l'Espagne la splendeur et la puissance dont l'avait dépouillée le traité d'Utrecht, de rétablir en Angleterre le fils de Jacques II, et d'enlever la régence de France au duc d'Orléans pour la donner à Philippe V. C'est dans ce but que Cellamare, conspirant avec la **duchesse du Maine,** devait s'emparer du régent. Mais **Dubois** découvrit le complot, et tout fut manqué; l'ambassadeur fut reconduit à la frontière, le duc et la duchesse du Maine demeurèrent prisonniers quelque temps, puis relâchés.

Guerre entre la France et l'Espagne. — 1719. Le régent déclara alors la guerre à Philippe V, et envoya une armée en Espagne, sous les ordres du maréchal de **Berwick,** qui envahit ses plus belles provinces. Le roi d'Espagne consentit enfin à sacrifier Alberoni, qui reçut ordre de quitter Madrid sous huit jours. Le peuple célébra sa fuite comme la délivrance d'un fléau, et sa chute fut le prix de la paix, que les puissances signèrent en février **1720.** Par ce traité l'Empereur s'engagea à donner l'investiture des États de **Parme** et de **Toscane** au fils de Philippe V et d'Élisabeth Farnèse, après la mort du dernier des Médicis. Il prit pour lui la **Sicile** et donna en échange de cette île la **Sardaigne** au duc de Savoie. On convint en même temps de marier plus tard Louis XV avec une fille de Philippe V. La petite princesse, âgée seulement de quatre ans, fut envoyée en France pour y être élevée.

Système de Law. — Révolution financière. Louis XIV en mourant avait laissé l'État endetté de près de cinq milliards de notre monnaie. Le régent avait recours à tous les moyens pour combler ce déficit, lorsqu'un Écossais nommé **Jean Law** vint lui proposer un système financier qui l'éblouit. (6.) "Il ne s'agissait de rien moins que de décupler la fortune publique et de rem-

bourser les dettes de l'État au moyen d'un papier-monnaie. Law fut autorisé à ouvrir une **banque** qui émit des billets (comme nos billets actuels); cette banque eut un succès extraordinaire. Law établit, par actions de 500 livres, une **Compagnie** dite **de l'Occident** pour l'exploitation des terres de la Louisiane, sur les bords du Missisipi, où l'on croyait trouver d'immenses trésors; il fit concéder à cette Compagnie l'entreprise de la perception des impôts et le commerce des **Indes.** La banque de Law fut érigée en **banque royale.** On convertissait l'or en billets de banque, les billets de banque en action de la Compagnie." (7.) "Ce prodigieux mouvement commercial occupait la population tout entière. C'est surtout dans la rue **Quincampoix,** à Paris, que se réunissaient les agioteurs; et l'affluence devint telle, qu'il fallut griller la rue et empêcher les voitures d'y passer. On y trafiquait tout le jour, en plein vent, et les plus riches s'empressaient de venir échanger leurs joyaux et leurs terres contre du papier. En **1719** et **1720,** le système atteignit son apogée; **Law** fut, en **1720,** crée **contrôleur général** des finances du royaume. Il se fit naturaliser français, et de protestant qu'il était se fit catholique."

Exil du parlement.—Fuite de Law. Cependant le système de Law avait dès le principe rencontré de la résistance de la part du parlement; ce corps, ayant rejeté quelques édits en faveur de la liquidation de la banque, fut exilé en masse à **Pontoise.** (7.) "Cette mesure n'empêcha pas l'ivresse publique de se dissiper tout-à-coup pour faire place à la défiance. Plus de huit milliards circulaient en papier; à la première alarme, on courut au remboursement, et plusieurs personnes furent étouffées dans la foule qui assiégeait la banque. Le crédit manqua tout-à-coup. La valeur du papier tomba plus vite encore qu'elle ne s'était accrue, et bientôt elle s'éteignit tout-à-fait. Toutes les fortunes se trouvèrent bouleversées; une misère accablante remplaça toutes ces richesses fictives. Toutes les promesses, toutes les illusions s'évanouissant, laissèrent le contrôleur en butte à l'exécration publique. Law, proscrit en France, se retira dans les états de **Venise.**"

Peste de Provence. — 1720—1721. Pendant que toutes les fortunes étaient ainsi bouleversées par ce fameux système, une

autre catastrophe achevait de répandre le découragement et l'effroi. Une **peste** affreuse, apportée de Syrie par un navire, exerçait ses ravages en Provence. On ignore le nombre de ses victimes; mais les quatre villes de **Marseille, Arles, Aix** et **Toulon** perdirent seules quatre-vingt mille habitants. Le chevalier **Rose,** mais surtout M. de **Belzunce,** évêque de Marseille, s'immortalisèrent par le dévouement le plus sublime au milieu de cette affreuse calamité.

Majorité de Louis XV. — 1723. Le régent qui avait fait sacrer Louis XV, à **Reims,** le 26 octobre **1722,** le fit déclarer majeur au parlement le 22 janvier **1723.** Sa régence était accomplie; il remettait le dépôt qui lui avait été confié, et triomphait ainsi des odieux soupçons qu'on avait fait peser sur lui, à l'occasion de la mort des princes de la famille royale.

Mort de Dubois et du duc d'Orléans.—1723.—Ministère du duc de Bourbon.—1724. Louis XV, quoique majeur, était encore incapable de gouverner par lui-même. Le régent, qui avait nommé Dubois premier ministre, trois mois avant le sacre du roi, le confirma dans ses fonctions, conservant pour lui-même l'entière direction des affaires. Mais la mort trompa ses espérances: **Dubois,** après avoir fait quelques sages règlements, mourut en **1723** à l'âge de soixante-six ans, laissant une immense fortune. Le **duc d'Orléans** lui succéda dans sa charge, et mourut lui-même dans la même année, quatre mois après le cardinal, d'une attaque d'apoplexie. Le jeune roi prit alors pour premier ministre l'arrière-petit-fils du grand Condé, le **duc de Bourbon,** dont un seul fait important à marqué le court ministère: ce fut le **mariage du roi.** Jaloux de la maison d'Orléans, le duc de Bourbon renvoya la jeune Infante en Espagne, et fit épouser à Louis XV, en **1725, Marie Leckzinska,** fille unique de Stanislas, roi de Pologne, que les revers de Charles XII, son protecteur, avaient précipité du trône, et qui vivait dans une retraite obscure en Alsace. L'affront de cette disgrâce fut vivement senti en Espagne. A la nouvelle du renvoi de sa fille, Philippe V entra dans une violente colère; il renvoya sur-le-champ les deux filles du régent, dont l'une était veuve du jeune Louis 1er, et dont l'autre devait épouser l'Infant don Carlos.

Disgrâce du duc de Bourbon.—1726. Cependant le moment approchait où Philippe allait être vengé de l'injure faite à sa famille. Le duc de Bourbon ne plaisait ni au roi ni au peuple, dont la misère était extrême ; de toutes parts il s'élevait un cri réprobateur contre tous les actes de son gouvernement ; un édit barbare contre les protestants mit le comble au mécontentement; son renvoi fut décidé. Le 11 juin **1726,** le jeune roi, partant pour la chasse, fit remettre au **duc de Bourbon** une lettre qui lui ordonnait de se retirer à **Chantilly** sous peine de désobéissance. Le prince obéit, et tout Paris fut dans la joie. Le roi déclara en même temps que désormais il n'aurait plus de premier ministre, et gouvernerait lui-même.

Ministère de Fleury.—1726. Après cette éclatante disgrâce, le roi prit pour ministre un vieillard d'un caractère aimable et conciliant, qui avait toute sa confiance et qui la méritait : c'était l'abbé **Fleury,** évêque de Fréjus, son ancien précepteur, qu'il fit nommer cardinal. "S'il y a jamais eu quelqu'un d'heureux sur la terre," dit Voltaire, "c'est sans doute le cardinal de Fleury. On le regarda comme un homme des plus aimables et de la société la plus délicieuse jusqu'à l'âge de soixante-treize ans: et lorsqu'à cet âge, où tant de vieillards se retirent du monde, il eut pris en main le gouvernement, il fut regardé comme un des plus sages. Depuis **1726** jusqu'à **1742,** tout lui prospéra. Il conserva jusqu'à près de quatre-vingt-dix ans une tête saine, libre et capable d'affaires. Fleury se distinguait surtout par sa modestie; il fut simple et économe en tout, sans jamais se démentir. L'élévation manquait à son caractère; ce défaut tenait à ses vertus, qui sont la douceur, l'égalité, l'amour de l'ordre et de la paix."

Il ne prit point le titre de premier ministre, mais il en eut le pouvoir. Il introduisit partout de sages économies; son administration douce, mais sans éclat, maintint la France dans une paix profonde jusqu'en **1733.**

Rupture de la paix.—Siége de Dantzick.—1733. La paix fut troublée par suite de la mort du roi de Pologne, Auguste II, survenue en **1733.** Il se trouva deux prétendants à cette couronne. **Auguste III,** électeur de Saxe, fils du feu roi, soutenu

par la Russie et l'empereur Charles VI, et **Stanislas Leckzinski,** beau-père de Louis XV, soutenu par la France, alliée à l'Espagne et à la Sardaigne. Stanislas, qui s'était rendu en Pologne pour y soutenir son élection, fut obligé de se réfugier à **Dantzick,** où il fut assiégé par une armée russe. Au bout de trois mois de siége il vit arriver à son secours quinze cents hommes seulement, que lui envoyait le cardinal de Fleury; Dantzick succomba, et Stanislas, dont la tête était mise à prix, n'échappa qu'avec des peines infinies aux Russes qui le poursuivaient.

Prise de la Lorraine. — 1734.—Traité de Vienne.—1738. Louis XV se vengea de l'empereur Charles VI en s'emparant de la Lorraine; il s'allia avec l'Espagne et la Savoie, dont Victor Amédée avait abdiqué le trône en faveur de son fils Charles-Emmanuel III. Le maréchal de **Berwick** prit le fort de Kehl, vis-à-vis de Strasbourg, tandis que le vieux maréchal de **Villars,** âgé de quatre-vingt-deux ans, soumettait le Milanais tout entier. Ce fut son dernier exploit; ce grand capitaine mourut à Turin, comme il retournait en France. Dans le même mois, le maréchal de Berwick fut tué devant **Philisbourg,** qui tomba aux mains des Français, quoique bien défendu par le prince **Eugène.** Les maréchaux de **Coigny** et de **Broglie,** successeurs de Villars, gagnèrent les batailles de **Parme** et de **Guastalla,** tandis que les Espagnols faisaient la conquête des Deux-Siciles. L'Empereur demanda à traiter. La paix, proposée en **1735,** époque de la mort d'Eugène, fut signée à Vienne en **1738,** aux conditions suivantes: **Stanislas,** en dédommagement du trône de Pologne, reçut la **Lorraine,** qui, à sa mort, devait passer à la France; le duc de Lorraine, **François,** gendre de l'Empereur et l'époux de la fameuse Marie-Thérèse, reçut en échange le grand-duché de **Toscane;** l'Infant **Don Carlos** obtint le royaume des **Deux-Siciles,** et abandonna Parme et Plaisance à l'empereur Charles VI, qui recouvra en même temps Milan et Mantoue; le roi de Sardaigne eut Novare et Tortone.

Guerre de la succession d'Autriche.—1740—1746.—(6.) "L'empereur Charles VI, dernier rejeton mâle de la maison de Hapsbourg, avait pour héritière sa fille aînée **Marie-Thérèse**

épouse de François de Lorraine, grand-duc de Toscane. Il lui avait assuré sa succession par un acte célèbre, appelé **Pragmatique-Sanction,** qu'il avait eu le soin de faire garantir par la plupart des puissances. Toutefois lorsqu'il mourut en **1740,** une foule de prétendants se levèrent à la fois pour disputer à sa fille son riche héritage, qui comprenait alors l'Autriche proprement dite, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, la Flandre, le Tyrol, le Brisgau, la Bohême, la Silésie, la Hongrie, le Milanais, Mantoue, Parme et la Belgique. Parmi ces princes on distinguait en première ligne **Charles-Albert,** électeur de Bavière, et l'électeur de Saxe, **Auguste III,** qui réclamaient l'héritage entier, le premier comme descendant d'une fille de Ferdinand 1er, le second comme époux de la fille aînée de l'empereur Joseph, frère de Charles VI. **Philippe V,** roi d'Espagne, faisait revivre des droits surannés à la Bohême et la Hongrie, comme descendant de la branche aînée par les femmes. **Charles-Emmanuel,** roi de Sardaigne, réclamait le Milanais, du chef d'une trisaïeule. Enfin, le nouveau roi de Prusse, Frédéric II, qu'on nomma plus tard le **Grand Frédéric,** convoitait la Silésie, sur laquelle ses ancêtres, les électeurs de Brandebourg, avaient eu quelques droits. Marie-Thérèse, jeune femme de vingt-trois ans, tint tête à tous ses ennemis."

Invasion de la Silésie.—1740—1741. Avant de commencer les hostilités, le roi de Prusse fit proposer à **Marie-Thérèse** de la défendre contre ses ennemis, moyennant l'abandon de la **Silésie.** Sur le refus de la princesse, il se mit à la tête de son armée, marcha contre la province, prit Breslau, gagna en **1741** la bataille de **Molwitz,** et soumit la majeure partie de la Silésie. C'est alors seulement que la France, qui s'était engagée à exécuter la Pragmatique-Sanction de Charles VI, entra dans la coalition contre l'Autriche, et se décida en faveur de l'électeur **Charles-Albert.** Le maréchal de **Belle-Isle** et son frère (petits-fils de Fouquet) avaient fait résoudre cette entreprise, malgré le vieux cardinal de Fleury, qui voulait terminer en paix sa carrière.

Premiers succès de Charles-Albert.—1741—1742.—(6.) "Pendant que Marie-Thérèse était menacée au nord par les troupes victorieuses de Frédéric, **Charles-Albert,** avec une armée de

Français et de Bavarois, pénétra jusqu'à Lintz. Marie-Thérèse semblait perdue ; elle se réfugia chez les Hongrois, se présenta dans l'assemblée des États, tenant son jeune fils entre ses bras, et dit : "Je mets entre vos mains la fille et le fils de vos rois qui attendent de vous leur salut."—"Mourons pour **notre roi Marie-Thérèse !**" s'écrièrent les Hongrois attendris, et toute la nation se souleva pour défendre cette mère héroïque. Charles-Albert, au lieu de marcher sur Vienne, voulut aller se faire couronner roi de Bohême dans **Prague** même, que prit d'assaut le comte **Maurice de Saxe,** secondé par un officier de fortune, le colonel **Chevert.** De Prague, Charles-Albert courut à Francfort où il fut couronné empereur sous le nom de **Charles VII.**"

Retraite de Prague. — 1742. — Bataille de Dettingen.— 1743. Cependant ces succès ne furent pas de longue durée : Marie-Thérèse reçut des subsides de la Hollande et de l'Angleterre ; le roi de Sardaigne se détacha de l'alliance française, et se déclara défenseur de Marie ; le roi de Prusse traita à son tour avec elle, en obtenant la cession de la **Silésie.** La défection de l'électeur de Saxe suivit de près celle de Frédéric ; en sorte que les Français, réduits en Bohême à trente mille hommes, sont cernés de tous côtés par des armées ennemies. Le nouvel empereur fut chassé de ses propres États. L'armée française en Allemagne s'affaiblissait tellement que l'on regarda comme un bonheur signalé la retraite du maréchal de **Belle-Isle,** qui ramena de **Prague** à **Égra** les débris de cette armée, par une route détournée de trente-huit lieues, au milieu des neiges et à la vue des ennemis. La guerre fut alors reportée du fond de l'Autriche au Rhin, les Français, commandés par le maréchal de Noailles, furent battus à **Dettingen** sur le Mein, par l'armée anglaise, en **1743,** et le malheureux Charles VII, dépouillé de ses États et dénué de toute ressource, se vit contraint de traiter avec Marie-Thérèse.

Mort de Fleury. — 1743. — (18.) "Le cardinal de **Fleury** mourut au village d'**Issy** (Seine), au milieu de tous ces désastres, et laissa les affaires de la guerre, de la marine, de la finance et de la politique dans une crise qui altéra la gloire de son ministère, sinon la tranquillité de son âme. Louis XV prit dès lors la réso-

lution de gouverner par lui-même et de se mettre à la tête d'une armée. Il se trouvait dans la même situation où s'était trouvé son bisaïeul dans une autre guerre de succession. Il avait à soutenir la France et l'Espagne contre les mêmes ennemis, c'est-à-dire contre l'Autriche, l'Angleterre, la Hollande et la Savoie."

Campagne de 1744. — Maladie de Louis XV. En **1744,** on vit toute l'Europe prendre part à la guerre. Un combat naval se livra devant **Toulon,** entre les flottes de Georges II et de la France; l'issue, quoique indécise, laissa, du moins pour quelque temps, la Méditerranée libre. Le roi de Prusse, Frédéric II, inquiété pour la possession de la Silésie, rentra dans l'alliance française. Louis XV résolut alors de se montrer à la tête de ses armées, et se rendit dans les Pays-Bas, accompagné du fameux maréchal **Maurice de Saxe,** fils naturel du roi de Pologne. Déjà une grande partie de la Flandre était conquise, lorsqu'on apprit que le prince Charles de Lorraine, beau-frère de Marie-Thérèse, envahissait l'**Alsace.** Louis marcha aussitôt au secours de cette province; mais arrivé à **Metz,** il tomba dangereusement malade. La désolation fut extrême dans le royaume. Les craintes du peuple pendant son danger, l'ivresse de joie qu'excita la nouvelle de son rétablissement, prouvèrent à Louis XV l'amour dont alors il était l'objet.

Mort de l'empereur Charles VII. — 1745. Pendant ce temps Frédéric II entrait de nouveau en Moravie et en Bohême, et en douze jours il se rendit maître de **Prague.** Les Autrichiens évacuèrent la Bavière, et **Charles VII** rentra pour la troisième fois dans Munich, sa capitale, consumé par le chagrin et les maladies. Il y mourut l'année suivante, **1745,** à l'âge de quarante-sept ans. Son fils, **Maximilien-Joseph,** instruit par les malheurs de son père, renonça à l'alliance de la France, fit sa paix avec Marie-Thérèse, et lui promit sa voix pour le grand-duc François, son époux, qu'elle espérait faire élever au trône impérial. La France, forcée de combattre, le fit avec gloire.

Bataille de Fontenoy.—1745. En **1745,** le **maréchal de Saxe,** presque mourant et obligé de se faire porter sur une litière, gagna, le 11 mai, sur les Anglais, les Autrichiens et les

Hollandais, la fameuse bataille de **Fontenoy** (près de Tournay). Le roi et le dauphin, âgé de seize ans, se trouvaient à cette bataille. Presque toute la Flandre fut occupée, et ses principales places devinrent le prix de cette importante victoire. En Italie, les succès n'étaient pas moins rapides. Les Français, sous les ordres du maréchal de **Noailles** et de l'Infant don Philippe, avaient repris toutes les possessions autrichiennes, à l'exception de quelques forteresses; et le roi de Sardaigne se vit réduit à sa capitale.

Le grand-duc François élu Empereur.—1745. Cependant en Allemagne les Autrichiens tinrent tête aux Français, et protégèrent Francfort, où le grand-duc fut proclamé empereur sous le nom de **François 1er**. Le roi de Prusse, assuré par plusieurs victoires de la possession de la Silésie, à laquelle on joignit le comté de Glatz, fit la paix avec Marie-Thérèse, et rentrait ainsi dans la neutralité.

Succès et défaite du Prétendant à Culloden.—1745—1746. A cette même époque, **Charles-Édouard,** prétendant à la couronne d'Angleterre, confiant sa fortune à une petite frégate de dix-huit canons, frétée par un négociant de Nantes, et qui portait sept officiers, quelques fusils et peu d'argent, débarquait en Écosse, où il fut proclamé régent des trois royaumes pour son père (Jacques III). Vainqueur à **Preston-Pans** et à **Falkirk,** il fit trembler Georges II sur son trône. Mais le duc de Cumberland, fils de Georges, ayant été rappelé du continent, où il faisait la guerre, une dernière et terrible bataille fut livrée à **Culloden,** près d'Inverness, où le Prétendant fut complètement défait. La perte de cette bataille ruina pour jamais le parti des Stuarts, et Charles-Édouard, après des maux et des dangers inouïs, rentra en France. En Angleterre les échafauds furent inondés du sang de ses malheureux partisans.

Bataille de Raucoux.—1746.—Bataille de Lawfeld.—Prise de Berg-op-Zoom.—1747. Les Français, après avoir occupé le Piémont, en avaient été chassés par les Autrichiens, mais ils furent plus heureux dans les Pays-Bas, où ils eurent de brillants succès. Le maréchal de Saxe, en **1746,** gagna la bataille de **Raucoux**

(près de Liége) contre le prince Charles de Lorraine, et en **1747**, celle de **Lawfeld** (près de Maestricht) contre les alliés, commandés par le duc de Cumberland. Le comte de Lowendahl emporta d'assaut **Berg-op-Zoom** (Hollande), qui passait pour imprenable; ce brillant exploit valut au comte le bâton de maréchal. Les Anglais portèrent alors un coup terrible à la marine française, que Fleury avait laissé dépérir: la flotte française, dans une lutte héroïque de quarante vaisseaux contre cent vingt, fut écrasée au combat de **Belle-Isle**, en face du cap Finistère.

Paix d'Aix-la-Chapelle. — 1748. La France soupirait après la paix, et Maurice de Saxe pensait que c'était dans **Maestricht** qu'il fallait la conquérir. Il mit le siége devant cette ville en **1748**, la força à capituler, et, comme il l'avait prévu, les alliés demandèrent la paix. Elle fut signée à **Aix-la-Chapelle.** La France, l'Angleterre et la Hollande se rendirent toutes leurs conquêtes en Europe et dans les Indes. Marie-Thérèse obtint la succession de son père, à l'exception de la Silésie, cédée au roi de Prusse. Le roi d'Espagne obtint Parme, Plaisance et Guastalla pour son frère, l'Infant don Philippe. Tel fut le résultat de cette guerre sanglante et ruineuse, qui avait duré huit ans; il ne resta rien à la France que l'énorme charge de douze cents millions dont elle accrut sa dette.

La Bourdonnaye et Dupleix dans l'Inde.—Pendant cette guerre sanglante, deux hommes de génie faisaient fleurir les possessions françaises dans l'Inde; l'un était **La Bourdonnaye,** gouverneur des îles de France et de Bourbon; l'autre était **Dupleix,** directeur-général du comptoir de la compagnie des Indes orientales et gouverneur de **Pondichéry.** Le premier, avec neuf bâtiments marchands construits à ses frais, vint assiéger et prendre **Madras,** la capitale des possessions anglaises, sur la côte de Coromandel. Le second, profitant de la dissolution où était tombé l'empire du Mogol, tenta de fonder la puissance française sur la possession du sol, et de faire tout ce qu'a réalisé depuis la compagnie anglaise des Indes. Malheureusement pour la France, ces deux hommes étaient ennemis l'un de l'autre. Les Anglais, profitant de leur mésintelligence, reprirent Madras. La Bourdon-

naye, accusé de trahison par Dupleix, trouva en France la Bastille pour récompense de tous ses services ; Dupleix, rappelé quelques années après, mourut à Paris, dans l'indigence, après avoir régné trente ans dans l'Inde.

Changement dans la conduite de Louis XV.—(7.) "Pendant toute la première moitié de son règne, Louis XV, si cher à la nation, n'avait cessé d'en mériter l'estime. On l'avait vu, dans sa jeunesse, donner l'exemple de la piété, de la sagesse, au milieu d'une cour déjà corrompue ; mais bientôt cette corruption le gagna lui-même. Une indifférence égoïste le rendit insensible à toute ambition de gloire. Il se plongea dans les désordres les plus honteux, sans les couvrir de cette grandeur qui ennoblissait jusqu'aux faiblesses de Louis XIV."

Querelles du Jansénisme.—1748—1756. La paix intérieure fut troublée, de **1748** à **1756,** par les démêlés qu'eurent ensemble le clergé de Paris et le parlement. La querelle des **molinistes** et des **jansénistes** durait toujours. En **1732,** l'archevêque de Paris avait été forcé de fermer le cimetière de **Saint-Médard,** à cause de ce qui se passait chaque jour au tombeau du diacre Pâris, janséniste qui avait acquis après sa mort la réputation d'un saint, et sur la tombe duquel, disait-on, s'opéraient de nombreux miracles. Ces querelles avaient cessé depuis quelques années, mais elles se renouvelèrent avec scandale vers **1749,** par l'intolérance de M. de Beaumont, archevêque de Paris : ce prélat poussa la haine du jansénisme jusqu'à ordonner que les sacrements fussent refusés aux mourants suspects d'adhérer aux opinions condamnées par la bulle **Unigenitus.** Le parlement rendit un arrêt contre cette mesure ; le roi, intervenant dans ces querelles, exila le parlement. Une chambre royale fut établie pour le remplacer.

Mais enfin les esprits finirent par se calmer ; et le roi, à l'occasion de la naissance du duc de Berry, qui fut l'infortuné Louis XVI, rappela le parlement à Paris.

Attentat à la vie du roi.—1757. Ce fut vers la fin de ces dissensions que le roi fut frappé, à Versailles, d'un coup de couteau, par un misérable nommé **Damiens.** Cet homme, qui paraît

n'avoir pas eu de complices, était excité par le mécontentement général. Damiens fut condamné à l'effroyable peine des régicides.

Rupture de la paix en Europe par l'Angleterre.— Les limites de plusieurs îles et possessions d'Amérique, mal définies par le traité d'Aix-la-Chapelle, avaient donné lieu à de longues discussions entre l'Angleterre et la France ; et les deux nations s'observaient en ennemies, lorsque tout-à-coup les Anglais, prenant l'initiative, commencèrent les hostilités sur les confins même des provinces contestées. Un officier français, nommé **Jumonville,** envoyé en **1755** comme parlementaire vers un détachement anglais, fut assassiné. Puis, sans déclaration de guerre, une escadre anglaise attaque et enlève deux vaisseaux de guerre français, et trois cents bâtiments marchands qui naviguaient sur la foi des traités. La France demanda justice de cette odieuse **piraterie,** ne l'obtint pas, et déclara la guerre.

Guerre de Sept-Ans.—1756—1763. La guerre qui éclata en **1756** entre l'Angleterre et la France embrasa bientôt toute l'Europe. Marie-Thérèse, qui regrettait toujours la Silésie, cédée à la Prusse, crut l'occasion favorable pour recouvrer cette province. Dans ce but, elle s'unit à la Russie, à l'électeur de Saxe et au roi de Suède. Elle sollicita l'alliance de la France, et l'obtint au grand étonnement de l'Europe. Pour y décider Louis XV, la vertueuse Marie-Thérèse écrivit elle-même un billet flatteur à la marquise de **Pompadour,** qui jouissait alors à la cour du roi d'un crédit scandaleux. De son côté la Prusse s'unit à l'Angleterre. Alors commença cette double guerre, connue sous le nom de **guerre de Sept-Ans** à cause de sa durée : **guerre maritime** entre la France et l'Angleterre, **guerre continentale** où la France, l'Autriche, la Saxe, la Suède et la Russie étaient liguées contre le grand Frédéric appuyé de l'Angleterre.

Premières hostilités.—Combat naval de Minorque.—1756. Cette guerre s'ouvrit sous d'heureux auspices pour la France. Le duc de **Richelieu,** avec douze mille hommes, fit en **1756** la conquête de **Minorque**, qui était alors une possession anglaise ; il emporta d'assaut le fort **Saint-Philippe,** citadelle de Port-Mahon.

L'amiral **Byng,** envoyé avec une flotte de quatorze vaisseaux de ligne au secours de la ville, fut défait dans un combat naval par l'amiral **La Galissonnière.** L'Angleterre vengea cette humiliation sur le malheureux Byng, qui fut mis à mort.

Guerre continentale. — Capitulation de Closter-Seven. — 1757. Frédéric II n'attendit point l'attaque de ses ennemis ; il envahit la Saxe, prend **Leipsick, Dresde,** bat les Autrichiens à **Lowositz,** et oblige l'armée saxonne à capituler à **Pirna** (Saxe). Pendant ce temps, soixante mille Français entraient en Allemagne sous le maréchal d'**Estrées,** élève du maréchal de Saxe, mort en **1750.** Il battit, en **1757,** à **Hastemberg** (Hanovre), les Anglo-Hanovriens, commandés par le duc de Cumberland, au moment où une intrigue de cour lui donnait pour successeur le maréchal de Richelieu, qui repoussa le duc de Cumberland jusqu'à l'Elbe, et le força à signer la capitulation de **Closter-Seven.** Frédéric, vainqueur du prince Charles de Lorraine à la sanglante bataille de **Prague,** éprouva peu après à **Kollin** (ou Chotzewitz) une défaite qui l'obligea à quitter la Bohême, au moment où il apprenait la fatale **capitulation** de Closter-Seven, qui mettait le comble à ses désastres.

Bataille de Rosbach.—1757. Cerné dans la Saxe par plusieurs armées, Frédéric paraissait sans ressources et croyait sa ruine consommée, lorsque la célèbre victoire de **Rosbach** (Saxe), qu'il remporta sur le maréchal de **Soubise,** rétablit sa fortune. Sans perdre un moment, Frédéric vole dans la Silésie presque perdue, et répare sa défaite de **Breslau** par la victoire de **Lissa,** sur le prince Charles.

Campagne des Français. — 1758—1760. Pendant que le vainqueur de Rosbach luttait avec des succès variés contre les Autrichiens et les Russes, le duc de **Brunswick,** un de ses lieutenants, battait en **1758,** à **Crevelt** (duché du Bas-Rhin), le comte de Clermont, et en **1759** à **Minden** en Westphalie, le maréchal de Contades. Quelques mois auparavant, ce même duc de Brunswick avait été battu à **Berghen** (Hesse) par le duc de Broglie. Il le fut encore, en **1760,** par le comte de Castries, à **Clostercamp** (Westphalie), lieu illustré par le sublime dévoue-

ment du **chevalier d'Assas.*** En **1761,** les Français, vainqueurs à **Grunberg** (Silésie), furent vaincus à **Fillingshausen,** dans le grand-duché du Bas-Rhin.

Pertes de la France en Amérique, en Asie et en Afrique. —1757—1760. Pendant cette guerre les Anglais prirent sur mer une invincible supériorité, et ruinèrent le commerce maritime de la France. Le célèbre **William Pitt,** depuis lord Chatham, était alors ministre de Georges II et l'implacable ennemi de la France. Il porta son attention sur les colonies et donna une nouvelle énergie aux opérations maritimes. Il s'attacha surtout à la conquête du **Canada.** Malgré les efforts et la valeur du marquis de **Montcalm,** les Anglais s'emparèrent de plusieurs villes, et vinrent assiéger **Québec,** qui se défendit plusieurs mois Une bataille, livrée sous les murs de cette ville, et célèbre par la mort des deux généraux en chef, **Wolf** et **Montcalm,** décida du sort de ce pays. Québec se rendit, et tout le Canada, cédant au nombre et privé de secours, tomba au pouvoir des Anglais dans l'année **1760.** Les armes de la France n'avaient pas été plus heureuses en Afrique, où elle perdit le Sénégal; et en Asie, où le célèbre **Lord Clive,** fondateur de la puissance anglaise dans l'Inde, lui avait enlevé **Chandernagor** en **1757.** La France perdit aussi **Pondichéry,** malgré les efforts de **Lally,** qui ne put le défendre. Les divisions qui s'étaient élevées entre ce général et l'amiral d'**Aché,** causèrent une partie de ces malheurs. Lally revint en France, et, accusé à tort de trahison, paya sa défaite de sa vie.

Le pacte de famille.—1761. Le **duc de Choiseul,** principal ministre de Louis XV depuis la fin de **1758,** offrit la paix à Georges III, qui venait de succéder à Georges II sur le trône d'Angleterre; **Pitt** s'y opposa. Ce fut alors que le duc, pour contrebalancer la puissance anglaise, conçut le projet de réunir

* Il était capitaine au régiment d'Auvergne. Envoyé à la découverte, il tomba dans un détachement de Hanovriens qui allait surprendre le camp français. Vingt baïonnettes menacent sa poitrine, il est mort s'il dit un mot. Il se recueille un moment pour mieux renforcer sa voix; il crie: "A moi, Auvergne! voilà les ennemis!" et il tombe percé de coups; mais l'armée est sauvée.

dans une alliance intime tous les souverains de la maison de Bourbon et de faire comme une seule nation de tous les peuples de la France, de l'Espagne, de Naples et de Parme. Un traité qu'on appela le **pacte de famille,** fut signé à Paris le 15 août **1761.** En vertu de ce pacte, l'Espagne, où régnait alors Charles III, déclara la guerre à l'Angleterre et au Portugal; mais plusieurs événements vinrent changer les dispositions de l'Europe, et préparèrent la paix.

Paix de Paris.—Fin de la guerre de Sept-Ans.—1763. La France et l'Angleterre, lasses de la guerre, entrèrent enfin en négociation; Pitt avait donné sa démission en **1762;** la Russie par suite de la mort de l'impératrice Élisabeth Petrowna, cessa de combattre Frédéric; Marie-Thérèse se décida à poser les armes. La guerre de **Sept-Ans** finit par les traités de paix conclus en février **1763** à **Paris,** entre la France, l'Angleterre, l'Espagne et le Portugal, et à **Hubertsbourg** (Saxe), entre Marie-Thérèse, l'électeur de Saxe, et le roi de Prusse. L'Angleterre recouvra l'île de **Minorque;** l'Espagne lui céda les **Florides,** mais reçut en échange de la France la **Louisiane.** La France seule, par le traité honteux de Paris, sembla payer les frais de la guerre; elle renonça à toutes ses prétentions sur la Nouvelle-Écosse, céda à l'Angleterre le **cap Breton** et le **Canada,** et lui laissa prendre les Indes. La Prusse élevée au rang des premières puissances de l'Europe; l'empire de l'Océan acquis à l'Angleterre, tel fut le résultat de cette guerre désastreuse.

Expulsion des Jésuites.—1764. Les **Jésuites** étaient encore à cette époque la partie du clergé la plus savante et la plus zélée; mais ils avaient de nombreux ennemis. On leur attribuait la plus grande part dans les troubles du jansénisme, et dans les querelles du roi avec le parlement; on les accusait de vues ambitieuses et intéressées, et on désirait les écarter du gouvernement. Ils avaient contre eux les parlements, les philosophes, les jansénistes, le duc de Choiseul et madame de Pompadour. Le roi avant de statuer sur leur sort, consulta une assemblée d'évêques, qui se prononça pour le maintien de cette société avec des réformes. Le général de l'ordre n'ayant pas voulu y consentir, le roi les abandonna à la

haine des parlements. Les Jésuites furent expulsés du royaume, et leur société dissoute. En 1764, un édit royal, confirmant les arrêts du parlement, leur accorda la permission de vivre en France comme simples particuliers ; et en **1773,** parut un bref du pape Clément XIV, qui éteignait l'ordre entier.

Louis XV, sa cour, sa famille. — (6.) "Louis XV était humain; il était né avec des qualités heureuses qui auraient pu en faire un bon roi; mais perverti par des familiers intimes et surtout par le maréchal de Richelieu, il fut dissolu au milieu d'une cour dissolue. Il voyait bien, et non sans effroi, qu'une révolution se préparait; mais incapable de la prévenir, il s'enfonçait de plus en plus dans son égoïsme et ses honteux excès, pensant qu'après tout la royauté durerait encore plus que lui. A côté de lui cependant on admirait dans sa femme, dans ses filles, dans le dauphin et la dauphine les modèles les plus touchants de toutes les vertus. Le **dauphin** rappelait par sa piété et ses lumières le duc de Bourgogne, son grand-père, que la France a tant regretté. Il fut regretté comme lui quand il mourut en **1765,** laissant trois fils: le duc de Berry, le comte de Provence et le comte d'Artois, qui furent **Louis XVI, Louis XVIII, Charles X.**"

Réunion de la Corse. — 1768. — Mariage du dauphin. — 1770. — Disgrâce de Choiseul. — 1771. "Le duc de Choiseul acheta aux Génois la **Corse,** que lui disputa toutefois Paoli, et qu'il fallut conquérir. L'édit de **1768** la réunit au royaume de France, et un an après naissait à Ajaccio **Napoléon Bonaparte.** Pour cimenter l'union de l'Autriche avec la France, Choiseul conclut en **1770** le mariage du prince que l'on appelait alors le dauphin avec l'archiduchesse **Marie-Antoinette,** fille de Marie-Thérèse. A la fin de la même année, pendant qu'il se préparait à résister aux vues ambitieuses de la czarine Catherine II sur la Pologne, il fut disgracié par suite de la guerre que lui firent des ennemis de cour, le **duc d'Aiguillon,** le chancelier **Maupeou** et l'abbé **Terray,** contrôleur des finances, soutenus par une indigne favorite, la comtesse **Du Barri.**"

Destruction des anciens parlements. — 1771. Depuis quelque temps les parlements faisaient une opposition des plus

opiniâtres au pouvoir royal. Une lutte acharnée s'était élevée entre le parlement de Paris et la cour, à l'occasion d'un procès fait au **duc d'Aiguillon,** gouverneur de la Bretagne. Le procureur général **La Chalotais,** qui s'était prononcé avec vehémence contre le duc, fut arrêté, et conduit avec son fils et trois conseillers dans la citadelle de Saint-Malo, d'où ils furent transférés à la Bastille, puis enfin relâchés. Le chancelier **Maupeou,** ne pouvant faire céder le parlement de Paris, le cassa en **1771,** et procéda aussitôt à la formation d'une nouvelle cour que par dérision on appela le **parlement Maupeou.** Le roi en confirma l'établissement, dans son lit de justice du 13 avril, et le maintint jusqu'à la fin de sa vie. En même temps, l'abbé **Terray,** pour combler l'énorme déficit du trésor, réduisait les rentes sur l'État; et le **duc d'Aiguillon,** ministre des affaires étrangères, laissait, en **1772,** la Russie commencer avec la Prusse et l'Autriche le premier **partage de la Pologne,** qui enlevait un tiers de cette contrée.

Mort de Louis XV. — 1774. Louis XV, dévoré d'ennui, blasé sur les plaisirs, dégoûté de toutes choses, mourut de la petite vérole, le 10 mai **1774,** au milieu du mépris général; il avait soixante-quatre ans, et son règne, l'un des plus déplorables dont l'histoire ait gardé le souvenir, en avait duré cinquante-neuf.

État des sciences et des lettres sous Louis XV. — Les sciences positives et naturelles firent de grands progrès sous ce règne. **Buffon** et **Saussure** s'immortalisèrent dans l'étude de la nature: le premier réunissait en lui le génie du grand naturaliste et celui du grand écrivain. **Montesquieu** créa la science politique. La littérature de cette époque eut un caractère tout différent de celui qu'elle eut sous Louis XIV; elle fut essentiellement irréligieuse. **Voltaire** et **Jean-Jacques Rousseau,** chefs d'une puissante école, ébranlèrent par leurs écrits l'ordre de choses existant: le premier, écrivain universel, attaqua sans relâche, avec la magie d'un talent redoutable, non seulement les abus de la vieille société, mais les plus saintes croyances du christianisme: le second mêla à la déclamation une puissante éloquence et quelques vérités généreuses aux plus pernicieuses erreurs. Une foule d'autres

hommes distingués surgirent tout-à-coup des rangs populaires, et combattirent sous le même drapeau. La plupart, sous le nom de **philosophes,** travaillaient à l'**Encyclopédie,** vaste recueil des sciences modernes, où presque toutes les questions étaient traitées à un point de vue antichrétien. Jamais la littérature n'avait exercé une si grande influence sur la société; une révolution sociale et politique était imminente, et s'annonçait par des présages infaillibles.

Établissements du règne de Louis XV.—Louis XV fonda l'**École militaire,** émule des Invalides, et l'**École de chirurgie;** il institua le corps des **ingénieurs** des ponts-et-chaussées; il fit bâtir le **Panthéon,** dû au célèbre architecte **Soufflot;** on lui doit aussi la magnifique promenade des **Champs-Elysées,** à Paris.

Principaux ministres.— Le cardinal *Dubois*, le duc de *Bourbon*, le cardinal *Fleury*, le duc de *Choiseul*, *Terray*, *Maupeou.*

Faits contemporains.—En **1716,** les Turcs sont défaits par le prince Eugène à Peterwardin et en **1717,** à Belgrade.—**1725.** Mort de Pierre-le-Grand; Catherine I, sa femme, lui succède.—**1738.** Benoît XIV, pape illustre. —**1746.** Défaite du prétendant Charles-Édouard Stuart, à Culloden, au nord de l'Écosse.—**1747.** Établissement du stathoudérat héréditaire.—**1750.** Découverte des ruines d'Herculanum.—**1752.** Franklin invente le paratonnerre.—**1755.** Lisbonne détruite par un tremblement de terre.—**1769.** Naissance de Bonaparte, de Soult, de Wellington, de Méhémet-Ali, de Georges Cuvier, de Châteaubriand et de Walter Scott.

SOUVERAINS DE L'EUROPE,

De 1700 à 1800.

Allemagne.	Joseph I	1705
	Charles VI	1711
	Charles VII	1742
	François I	1745
	Joseph II	1765
	Léopold II	1790
	François II	1792

Angleterre.	Anne	1702
	Union de l'Angleterre et de l'Écosse	1706
	Georges I	1714
	Georges II	1727
	Georges III	1760
	Union de l'Angleterre et de l'Irlande	1800
Danemark.	Christiern VI	1730
	Frédéric V	1746
	Christiern VII	1766
	Struenzé, reine Mathilde	1772
Espagne.	Philippe V	1700
	Louis	1724
	Philippe V de nouveau	1724
	Ferdinand VI	1746
	Charles III	1759
	Charles IV	1788
États de l'Église.	Clément XI	1700
	Innocent XIII	1721
	Benoît XIII	1724
	Clément XII	1730
	Benoît XIV	1740
	Clément XIII	1758
	Clément XIV	1769
	Pie VI	1775
France.	Louis XV	1715
	Louis XVI	1774
	Révolution	1789
	Bonaparte, consul	1799
Hollande.	Guillaume IV	1747
	Guillaume V	1751
	Révolution	1795
Naples et Sicile.	Philippe V (d'Espagne)	1700
	Charles VI (d'Allemagne)	1713
	Don Carlos } d'Espagne	1733
	Ferdinand IV } d'Espagne	1759
Pologne.	Auguste II	1709
	Auguste III	1733
	Stanislas Poniatowski	1764

Portugal.	Jean V	1706
	Joseph	1750
	Marie et Pierre III	1777
	Marie seule	1786
Prusse.	Frédéric I	1701
	Frédéric-Guillaume I	1713
	Frédéric-le-Grand	1740
	Frédéric Guillaume II	1786
	Frédéric-Guillaume III	1797
Russie.	Catherine I	1725
	Pierre II	1727
	Anne	1730
	Iwan VI	1740
	Élisabeth	1741
	Pierre III	1762
	Catherine II	1762
	Paul I	1796
Savoie.	Ch. Emmanuel III	1730
	Victor-Amédée III	1773
	Ch. Emmanuel IV	1796
Suède.	Ulrique-Éléonore	1719
	Alphonse-Frédéric	1751
	Gustave III	1771
	Révolution	1772
	Gustave IV	1792
Toscane.	Gaston	1723
	François	1737
	Léopold	1765
	Ferdinand III	1790
Turquie.	Achmet III	1703
	Mahmoud I	1730
	Othman III	1754
	Mustapha III	1757
	Abdul-Achmed	1774
	Sélim III	1789

LOUIS XVI.

De **1774** à **1792.**

Avénement de Louis XVI.—1774.—Son portrait. Louis XVI monta sur le trône le 11 mai **1774,** à l'âge de vingt ans. De tous les princes, il était celui qui, par ses intentions droites et ses vertus, convenait le mieux à son époque. Louis XVI avait l'esprit juste, le cœur droit et bon, des mœurs pures ; mais il était sans détermination de caractère et il n'avait aucune persévérance dans la conduite. Jamais prince cependant n'eut plus que lui besoin de toutes ces qualités. Il trouva, en montant sur le trône, des finances en désordre, un pouvoir déconsidéré, des parlements intraitables, une opinion publique impérieuse et soulevée contre les abus du règne précédent. Les premiers actes du jeune monarque furent des bienfaits. Il refusa le don de joyeux avénement, si onéreux pour le peuple, il affranchit les serfs de ses domaines, et diminua la rigueur des impôts. Pour rompre entièrement avec le passé de son aïeul Louis XV, il renvoya les ministres Maupeou, Terray, d'Aiguillon, et pour donner satisfaction à l'opinion publique il rappela l'ancien parlement, que Louis XV avait exilé.

Ministres de Louis XVI.—Louis XVI, en montant sur le trône, choisit pour principal ministre et pour mentor le comte de **Maurepas,** vieillard frivole et peu propre à diriger son inexpérience ; ce fut une grande faute. Cependant ce ministre eut le bon esprit de s'entourer d'hommes capables et intègres : le roi, d'après ses conseils, nomma contrôleur général des finances **Turgot,** grand citoyen, doué d'un esprit ferme et judicieux et déjà célèbre par ses grandes vues politiques ; il confia l'intendance de sa maison à **Malesherbes,** illustre magistrat et ami de Turgot ; les affaires étrangères à **Vergennes ;** la marine à **Sartine,** et la guerre au comte de **Saint-Germain.**

Opérations de Turgot.—1774—1776. **Turgot,** qui voulait le bonheur du peuple, entreprit la suppression d'un grand nombre de servitudes et de priviléges onéreux. Il voulait, d'accord avec **Malesherbes,** restaurer les finances et sauver la monarchie par des économies et d'utiles réformes. Il proposa l'abolition des corvées pour les routes, la liberté du commerce des grains à l'intérieur, la liberté de l'industrie, la contribution de la noblesse et du clergé aux impôts dans la même proportion que le tiers-état. Mais ces sages mesures éprouvèrent une vive opposition de la part de ceux dont elles froissaient les intérêts. Il se forma à la cour une ligue redoutable contre les ministres réformateurs; Turgot fut contraint à donner sa démission, au grand regret du roi, qui avait dit de lui: *Il n'y a que M. Turgot et moi qui aimions le peuple.* Malesherbes découragé, prévint la cour en donnant sa démission.

Necker aux finances.—Son système.—1777. Presque immédiatement après la démission de Turgot, Louis XVI remit la direction des finances à **Necker,** banquier genevois, homme intègre, d'une haute capacité financière, et qui jouissait d'une grande fortune. (3.) Necker faisait de la bonne foi et de la probité la base de son système, qui consistait à réduire les dépenses pour les mettre au niveau des recettes, à se servir des impôts en temps ordinaire, à recourir aux emprunts lorsque des circonstances impérieuses l'exigeraient, à faire répartir l'impôt par les assemblées provinciales, et enfin à créer, pour la facilité des emprunts, la reddition des comptes. Il est le fondateur du **mont de piété** qui prête sur gages.

Guerre de l'Indépendance.—1773—1783. Au milieu de ces agitations, une nouvelle guerre avec l'Angleterre vint ajouter aux embarras financiers que Necker s'efforçait d'alléger. Les colonies anglaises de l'Amérique du Nord, s'étaient révoltées contre leur métropole, à l'occasion d'un droit exorbitant mis par le parlement anglais sur plusieurs objets de commerce, et principalement sur le thé. Les habitants de Boston refusèrent de recevoir dans leur port les ballots frappés de cette taxe, et jetèrent le thé à la mer; le port de Boston fut aussitôt interdit. Alors, dans un con-

grès général, tenu à **Philadelphie,** en **1774,** on publia la célèbre **déclaration des droits du peuple; Georges Washington,** homme modeste, d'une prudence et d'une capacité rares, fut proclamé généralissime, et le 4 juillet **1776,** le Congrès publia l'**acte d'indépendance,** par lequel, sous le nom d'**États-Unis,** il se constituait puissance libre et affranchie de la domination anglaise. Aussitôt l'un des membres du Congrès, **Benjamin Franklin,** non moins célèbre par ses découvertes dans les sciences que par ses talents diplomatiques et son courage, fut envoyé en France pour solliciter des secours. La simplicité de son costume et de ses mœurs fit une vive sensation à Paris, où il fut accueilli avec enthousiasme. De jeunes nobles, et à leur tête le marquis de **Lafayette,** âgé de vingt ans, s'échappèrent de France pour aller offrir leur épée aux Américains. La France, qui brûlait de réparer les affronts de la dernière guerre, conclut, en **1778,** un traité d'alliance et de commerce avec les Américains, et alors commença entre l'Angleterre et la France la guerre maritime dite **guerre de l'indépendance** ou **guerre d'Amérique.** Un an plus tard, l'Espagne, liée à la France par le pacte de famille, entra dans la querelle et joignit sa flotte à la flotte française.

Combat d'Ouessant. — 1778. Au mois de juillet de l'année **1778,** les forces maritimes de la France et de l'Angleterre se mesurèrent au combat d'**Ouessant,** à l'entrée de la Manche, sous les ordres de l'amiral d'**Orvilliers** pour la France, et de l'amiral **Keppel** pour l'Angleterre: les deux flottes étaient chacune de trente vaisseaux. Cette bataille, qui dura tout un jour, sans résultats décisifs, eut cependant pour les Français tout l'avantage d'une victoire, parce qu'elle prouva l'égalité entre les deux marines.

Suite et fin de cette guerre.—Pendant ce temps, les amiraux d'**Estaing,** de **Guichen, La Motte-Piquet** aux **Antilles,** et surtout le Bailli de **Suffren** dans l'**Inde** soutenaient avec éclat l'honneur de notre marine. Six mille Français, sous la conduite du comte de **Rochambeau,** portèrent aux Américains un secours efficace. Pendant que le comte de Grasse chassait de la baie de **Chesapeak** une flotte anglaise sous les ordres des amiraux Hood et Grave, **Lord Cornwallis,** cerné dans la presqu'île de **York-town**

par l'armée franco-américaine, commandée par **Washington** et Rochambeau, fut contraint de capituler le 10 octobre **1781.** Cet événement décida du sort de la république. Cependant les hostilités continuèrent encore pendant dix-huit mois. L'année suivante les Espagnols reprirent **Minorque,** mais ils ne purent s'emparer de **Gibraltar,** secouru à temps par l'amiral **Howe.** Cette même année l'amiral **Rodney** remporta, au combat des **Saintes,** près de la Guadeloupe, une victoire complète sur le comte de **Grasse,** qui perdit huit vaisseaux et fut fait prisonnier; seul échec qu'essuya la France dans cette guerre où elle livra dix-sept batailles navales.

Traité de paix.—1783. La guerre de l'indépendance se termina par le **traité de paix** conclu à **Versailles** en **1783,** entre l'Angleterre d'une part, et de l'autre la France, l'Espagne et les États-Unis; l'indépendance de ces derniers fut reconnue par l'Angleterre; la France garda **Tabago, Sainte-Lucie,** le **Sénégal,** et recouvra **Pondichéry; Minorque** et les **Florides** restèrent à l'Espagne.

Retraite de Necker.—1781. Necker, par ses économies et la réforme d'une foule d'abus, avait donné à Louis XVI les moyens de continuer cette guerre avec avantage. En **1781,** il publia son célèbre **compte rendu,** qui offrait, pour la première fois, un excédant de dix millions de recette sur la dépense. Il produisit une sensation profonde, et fut accueilli par l'opinion publique avec une faveur qui inspira de la jalousie au vieux Maurepas. Bientôt Necker, s'apercevant qu'il n'avait plus la confiance du roi, donna sa démission, et sa retraite fut considérée comme une calamité publique.

Ministère de Calonne.—Assemblée des Notables.—1787. A Necker succéda M. de **Calonne,** courtisan spirituel, brillant, doué d'un esprit léger et d'un caractère audacieux. Contrairement à Necker, il substitua la prodigalité à l'économie; il fit de nombreux emprunts et épuisa le crédit. Le ministre, à bout de ressources, convoqua, en **1787,** une **assemblée des notables,** où il proposa la levée de nouveaux impôts. Mais quand on apprit *que* les emprunts s'étaient élevés à un milliard six cent quarante

millions, et que le déficit annuel était de cent quarante millions, cette effrayante découverte excita un cri général, et amena la chute de Calonne, qui quitta le royaume.

Ministère de Brienne. — 1787. Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse, homme faible, irrésolu, quoique non sans hardiesse, succéda à Calonne, dont il avait été l'antagoniste à l'assemblée; mais il ne réussit pas mieux que ses prédécesseurs. Après la retraite des notables, qui s'en remirent à la sagesse du roi en ce qui concernait les impôts, Brienne demanda au parlement l'enregistrement de deux édits, l'un pour l'impôt du timbre, l'autre pour une **subvention territoriale.** Le parlement refusa d'enregistrer les édits, et fut exilé à Troyes; on le rappela un mois après. L'enregistrement fut alors forcé dans un lit de justice tenu à Versailles. En même temps, Louis XVI, pour se concilier l'opinion, promit la publication annuelle d'un compte de finances, et la convocation des états généraux avant cinq ans. Mais le parlement n'en persista pas moins dans un système d'opposition violente; il entrava toutes les réformes que voulut faire le roi, et accéléra ainsi la crise où il devait périr avec la vieille monarchie. Plusieurs de ses membres, et le duc d'Orléans lui-même, furent exilés; les magistrats d'Éprémesnil et Montsabert furent arrêtés.

Retraite de Brienne.—Rappel de Necker.—1788. Brienne, qui voulait, à tout prix, rester ministre, tenta de désorganiser les parlements pour y substituer une cour plénière. Mais aussitôt un cri d'indignation s'éleva dans toute la France, plusieurs provinces se soulevèrent, la fermentation des esprits devint extrême, et les difficultés de la situation s'accroissant chaque jour, Brienne succomba. Il se retira en invitant Louis XVI à rappeler **Necker** au ministère, comme le seul homme capable de relever les finances. Le roi suivit le conseil de Brienne; Necker fut rappelé, le parlement rentra dans ses fonctions, et les états généraux, qui étaient le cri de toute la France, furent convoqués pour le 1er mai **1789.**

Réglement pour la représentation des trois ordres aux états-généraux.—Le parlement parut alors redouter cette me-

sure qu'il avait si énergiquement réclamée lui-même. Il décida qu'on observerait pour la convocation des états généraux la forme usitée lors de leur dernière réunion, en **1614.** Les députés à cette époque était en nombre égal dans chaque ordre, et donnaient leurs suffrages en commun, non par tête, mais par ordre. On s'opposa à cette décision du parlement. Une seconde assemblée des notables fut appelée à décider quelle serait la représentation de la noblesse, du clergé et du tiers-état, et se prononça pour l'égalité du nombre des députés de chaque ordre. Mais Necker ne fut pas de l'avis des notables : il entraîna Louis XVI à déclarer que les députés du tiers-état seraient égaux en nombre aux députés des deux autres ordres réunis : ce fut ce qu'on appela le **doublement du tiers.**

Principales causes de la révolution.—L'état politique et économique de la France était alors intolérable. Tout était privilége dans les individus, les classes, les villes, les provinces et les métiers eux-mêmes. Les dignités civiles, ecclésiastiques et militaires étaient exclusivement réservées à quelques classes, et dans ces classes à quelques individus. (7.) Si l'on joint à cet état de choses le long désordre des finances, commencé sous Louis XIV, accru sous Louis XV, et devenu presque irréparable par les fautes des ministres de Louis XVI ; la disposition des esprits imbus des théories philosophiques des écrivains et des économistes du 18e siècle ; l'exemple de l'Amérique ; la résistance des classes privilégiées aux réformes que l'on proposait, enfin l'oubli des principes qui maintiennent les sociétés, on aura rassemblé les causes qui amenèrent la révolution française, comme un événement fatal et inévitable.

QUATRIÈME ÉPOQUE.

REVOLUTION FRANÇAISE.

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

De **1789** à **1791.**

Ouverture des États généraux. — *5 mai* **1789.** Les **États généraux** s'ouvrirent à Versailles le 5 mai **1789**; mais rien ne fut alors décidé quant à la régularisation de l'assemblée. La première et la plus importante question à résoudre était de savoir si les votes seraient recueillis par **ordre** ou par **tête.** La noblesse et le clergé voulaient trois assemblées distinctes et le **vote** par **ordre,** ce qui ôtait au tiers-état tout l'avantage de la double représentation; les députés du tiers, au contraire, voulaient la délibération en commun et le **vote** par **tête.** Cinq semaines se passèrent en délibérations sur la manière de vérifier les pouvoirs.

Assemblée nationale.—17 *juin* **1789.** La noblesse et le tiers-état avaient résisté à toutes les voies de conciliation tentées par le roi, lorsque enfin les députés du tiers, auxquels s'étaient joints quelques membres du clergé, fatigués de ces querelles interminables, se constituèrent, le 17 juin, en **Assemblée nationale,** d'après la motion de l'abbé Sieyès.

Serment du jeu de Paume. — 20 *juin* **1789.** Le 20 juin les députés du tiers trouvèrent la salle de leurs séances fermée par ordre supérieur, sous prétexte de préparatifs à y faire pour une séance royale. **Bailly,** premier député de Paris, qui présidait alors l'assemblée, conduisit les députés dans la salle d'un **jeu de paume,** et là, les mains levées, ils firent tous, hors un seul, le **serment** de

ne se séparer qu'après avoir donné une constitution à la France. Le 22, la majorité du clergé se réunit aux députés des communes.

Séance royale.—23 *juin* **1789.** Le 23 juin eut lieu la séance royale. Le roi s'y rendit avec tout l'appareil de la puissance souveraine ; il blâma hautement l'assemblée, qu'il ne reconnut que comme l'ordre du tiers-état, annonça toutes les concessions et les réformes qu'il était décidé à faire, puis ordonna aux députés de se séparer. La noblesse et le clergé obéirent aussitôt après le départ du roi ; les membres du tiers ne quittèrent point leurs siéges, et quand le marquis de Brezé, grand maître des cérémonies, vint leur rappeler l'ordre du roi : "Allez dire à votre maître," s'écria **Mirabeau,** "que nous sommes ici par l'ordre du peuple, et que nous n'en sortirons que par la puissance des baïonnettes." Et immédiatement, sur la motion de Mirabeau, l'assemblée décréta l'inviolabilité de ses membres. Peu de jours après, quarante-sept membres de la noblesse, ayant à leur tête le **duc d'Orléans,** cousin du roi, se réunirent au tiers et à la majorité du clergé. Le roi céda ; il invita lui-même les deux premiers ordres à se réunir au troisième, et dès lors la noblesse, le clergé et le tiers-état ne formèrent plus qu'une seule assemblée, qui prit le nom d'**Assemblée constituante** ou **nationale.**

Exil de Necker.—Camille Desmoulins au Palais-Royal. Le roi, cédant aux conseils de la cour, rassembla des troupes autour de Paris, exila **Necker,** et forma un nouveau ministère, dont tous les membres partageaient plus ou moins l'opinion de la cour. Aussitôt l'agitation s'accroît, des rassemblements se forment de toutes parts. **Camille Desmoulins,** jeune et fougueux démagogue, harangue le peuple dans le jardin du **Palais-Royal,** et l'invite à courir aux armes. Il s'élance sur une table, et, le pistolet à la main, s'écrie : "Citoyens, il n'y a pas un moment à perdre ; ce soir même, les bataillons suisses et allemands sortiront du Champ-de-Mars pour nous égorger ! Une seule ressource nous reste : courons aux armes." La multitude lui répondit par ses acclamations et, à son exemple, prit pour cocardes les feuilles des arbres du jardin, qui furent dépouillés en un instant. On promena dans Paris les bustes de Necker et du duc d'Orléans, voilés d'un crêpe. Le

prince de Lambesc, avec ses dragons, voulut disperser cette foule, mais les gardes françaises prirent parti pour le peuple, et les troupes battirent en retraite. Une milice bourgeoise se forma aussitôt et prit une cocarde aux couleurs de Paris, c'est-à-dire bleue et rouge, auxquelles Lafayette fit ajouter le blanc, ce qui forma la **cocarde tricolore.**

Prise de la Bastille.—14 *juillet* **1789.** Dans la matinée du 14 juillet, la multitude en fureur, après avoir enlevé de l'Hôtel-des-Invalides des fusils et des canons, vint attaquer la **Bastille,** célèbre prison d'État, et s'en empara après cinq heures d'une faible résistance. L'infortuné **Delaunay,** gouverneur de la Bastille et prisonnier de la multitude, fut égorgé par elle, et une heure après, le prévôt des marchands, **Flesselles,** soupçonné de connivance avec la cour, fut assassiné d'un coup de pistolet au sortir de l'Hôtel-de-Ville.

Rappel de Necker.—Entrée du roi à Paris. Louis XVI, instruit des événements de Paris, se rendit le lendemain à l'assemblée qui siégeait continuellement à Versailles depuis deux jours, dans une attente pleine d'anxiété. Il annonça qu'il avait ordonné l'éloignement des troupes étrangères, et qu'il rappelait Necker. "Vous avez craint," dit-il aux députés : "eh bien ! c'est moi qui me fie à vous !" Des applaudissements unanimes accueillirent ces touchantes paroles ; l'assemblée se leva, et reconduisit Louis XVI dans son palais. Il fit annoncer en même temps qu'il se rendrait le lendemain à Paris, où **Bailly** venait d'être nommé maire et **La Fayette** commandant de la garde bourgeoise ou nationale. Ce fut Bailly qui reçut le roi, en lui disant : " Sire, j'apporte à votre majesté les clefs de sa bonne ville de Paris ; ce sont les mêmes qui ont été présentées à Henri IV ; il avait reconquis son peuple, ici le peuple a reconquis son roi." La réconciliation fut entière ; Louis XVI entre sans garde à l'Hôtel-de-Ville, reçut la cocarde tricolore aux acclamations de la multitude, et repartit pour Versailles après avoir approuvé les choix du peuple.

Premières émigrations.—*juillet* **1789.** Quelques jours après la révolution du 14 juillet, le **comte d'Artois,** le prince de **Condé,** le prince de **Conti,** la famille **Polignac** sortirent de

France, et donnèrent ainsi le signal de cette **émigration** qui fut considérée comme une grande faute politique. Necker revint à Paris en triomphe ; ce moment fut le plus beau de sa vie, mais il fut de courte durée. L'intendant **Foulon** et son gendre **Berthier** avaient été massacrés devant l'Hôtel-de-Ville par la populace. Necker, indigné de ces actes cruels, et voulant sauver Bezenval, commandant en second des troupes et prisonnier du peuple, demanda une amnistie générale et l'obtint, mais il perdit sa popularité.

Séance de la nuit du 4 août.—Abolition des privilèges.—1789. Cependant le 14 juillet eut d'immenses résultats. Les mouvements de Paris s'étendirent aux provinces ; partout le peuple s'organisa en municipalités et en gardes nationales. On refusa de payer les droits féodaux, on poursuivit les seigneurs, on pilla et incendia leurs châteaux, on brûla leurs titres. Pour calmer l'effervescence populaire, l'assemblée, dans la célèbre **nuit du 4 août 1789,** abolit tous les priviléges, les titres, les dîmes, les droits seigneuriaux de la noblesse et du clergé. Le vicomte de **Noailles** donne le signal des sacrifices, et chacun se dépouille en faveur du salut commun. Après les sacrifices particuliers viennent ceux des corps, des villes et des provinces. En quelques heures, et sans discussion, tout l'ancien ordre de choses est détruit. Cette nuit mémorable rendit tous les Français égaux devant la loi ; ils furent tous déclarés admissibles aux places et aux emplois sans autre distinction que celle des vertus et des talents.

Partis dans l'Assemblée.—Trois **partis** principaux divisaient à cette époque l'assemblée ; le **côté droit,** composé de ceux qui défendaient les anciennes institutions, et formé de la majorité de la noblesse et du clergé : il avait pour organes **Cazalès** et l'abbé **Maury ;** le **centre,** ou parti modéré, composé de ceux qui voulaient arrêter la révolution à une monarchie représentative, comme celle dont jouit l'Angleterre ; **Necker, Mounier, Lally-Tollendal** et **Malouet** étaient à la tête de ce second parti ; enfin le **côté gauche,** composé des partisans les plus avancés de la révolution ; ce parti se divisait lui-même en plusieurs fractions, fort *peu d'accord* entre elles : ses principaux chefs étaient **Barnave,**

Duport, Lameth, et surtout l'abbé **Sieyès** et **Mirabeau** qui dominaient toute l'assemblée. Ce dernier éclipsa tous les autres orateurs et fut le maître de la tribune ; on l'a surnommé le **Démosthène français.** Ce parti avait pour général **Lafayette** et pour magistrat **Bailly.**

Discussion sur le veto.—Ces dissidences dans les partis rendirent plus difficiles l'organisation du pouvoir législatif; cependant l'assemblée rédigea, comme préambule de la nouvelle constitution, une **déclaration des droits de l'homme,** et décréta que le pouvoir législatif serait composé d'une seule chambre unique et permanente. La discussion sur le **veto** (mot latin qui signifie *je défends*) fut beaucoup plus orageuse. Il s'agissait de déterminer l'action du monarque dans la confection des lois ; les uns voulaient le **veto absolu,** c'est-à-dire que le roi pût s'opposer d'une manière absolue aux décrets de l'assemblée, et les autres le **veto suspensif ;** l'assemblée décida que le refus de sanction du roi ne pourrait se prolonger au delà de deux législatures.

Repas des gardes-du-corps.—1er *octobre* **1789.** Le parti de la cour engageait Louis XVI à chercher alors un refuge au milieu de son armée; mais il s'y refusait. On appela néanmoins des troupes à Versailles, et on doubla les gardes-du-corps. Le 1er octobre, un repas fut donné par ces derniers aux officiers des régiments récemment arrivés, dans la grande salle de spectacle du château. Le roi et la reine, tenant le dauphin dans ses bras, parurent dans cette réunion bruyante ; à leur vue l'exaltation fut au comble ; on porta avec enthousiasme la santé de la famille royale; des cocardes blanches furent distribuées et la cocarde tricolore foulée aux pieds ; tel fut ce fameux banquet, dont les suites devaient être si funestes à la famille royale.

Le peuple à Versailles, 5 et 6 octobre.—Ces nouvelles répandues dans Paris et surtout l'affreuse disette qu'éprouvait le peuple, firent éclater un soulèvement redoutable. Une horde de femmes, qui va toujours grossissant, parcourt les rues de Paris en criant : *Du pain! du pain!* autour d'elles accourt de toute part une multitude furieuse; on sonne le tocsin; on crie: *A Versailles!* et toutes les femmes en prennent la route, conduites par un nommé

Maillard. Lafayette, qui avait retenu pendant sept heures cette multitude de furieux, se décida enfin à les suivre, à la tête de la garde nationale et des gardes françaises. A son arrivé à Versailles, un premier engagement avait déjà eu lieu entre le peuple et les gardes-du-corps : sa présence rétablit le calme. Mais dans la **nuit du 5 au 6 octobre,** pendant que le général, exténué de fatigue, prenait quelques instants de repos, une foule furieuse pénètre dans le château, tue plusieurs gardes-du-corps et parvient jusqu'à la chambre de la reine qui n'a que le temps de s'enfuir à demi vêtue auprès du roi. Lafayette accourt, et expose sa vie pour repousser le peuple des appartements. Mais la foule, rassemblée dans la cour, demanda à grands cris le roi, qui se montre sur le grand balcon du château; elle le somme de venir à Paris; le roi y consent. En effet, il se met en route le jour même avec toute sa famille, escorté de ses gardes et accompagné d'un sanglant et hideux cortége. (13.) "Cet événement eut pour résultat de détruire l'ancien régime de la cour; il lui enleva sa garde, il la transporta de la ville royale dans la capitale de la révolution, et la plaça sous la surveillance du peuple."

Division de la France en 83 départements.—1789. Les provinces, malgré la perte de leurs priviléges, inspiraient encore des craintes par leur étendue et leur indépendance. L'assemblée divisa la France en **83 départements** à peu près égaux en étendue et en population; le département fut divisé en **districts** (aujourd'hui arrondissements), le district en **cantons** et le canton en municipalités ou **communes ;** elle donna à ces départements des noms tous empruntés à la géographie physique.

Saisie des biens du clergé.—Assignats. La crise financière continuait, les besoins du trésor se faisaient de plus en plus sentir, une banqueroute menaçait de dévorer la France. Necker avait proposé plusieurs expédients qui n'avaient produit que des ressources momentanées. Alors, pour combler le déficit qui existait dans les finances, le célèbre **Talleyrand,** évêque d'Autun, proposa au clergé de renoncer à ses biens en faveur de la nation, qui les emploierait au payement de sa dette et à l'entretien du culte. Le clergé, qui avait déjà consenti à l'abolition de la dîme, se souleva

vivement contre cette nouvelle mesure qui le ruinait ; mais ce fut en vain ; un décret de l'assemblée mit les **biens du clergé,** évalués à plusieurs centaines de millions, à la disposition de l'État, qui se chargea des frais du culte, de l'entretien des ministres et du service des hôpitaux. Mais comme les biens du clergé trouvèrent d'abord peu d'acheteurs, on créa un papier-monnaie hypothéqué sur ces biens et qu'on appela **assignats :** tel fut le commencement de ce papier-monnaie, qui, d'abord émis avec prudence, facilita à la révolution l'accomplissement de si grandes choses et qui fut discrédité plus tard par l'abus qu'on en fit.

Constitution civile du clergé.—1790. L'assemblée s'occupa ensuite d'une **constitution civile** pour l'organisation du clergé : celle-ci établissait le siége d'un évêché dans chaque département et accordait au peuple l'élection des évêques et des curés. Le décret passa ; mais il se fit dès lors une scission dans le clergé, dont un grand nombre des membres abandonnèrent l'assemblée pour se liguer avec la noblesse dissidente contre la révolution. L'assemblée organisa en même temps sur une base nouvelle le corps judiciaire : elle remplaça les parlements par des **tribunaux électifs,** institua le **jury** et établit une cour suprême appelée plus tard **cour de cassation.**

Fête de la Fédération. — 14 *juillet* **1790.** L'assemblée avait décrété qu'un **serment civique** serait prêté par le roi, l'armée, les gardes nationales, et fixa au 14 juillet, anniversaire de la prise de la Bastille, le jour de cette cérémonie connue sous le nom de **Fédération** et qui eut lieu au Champ-de-Mars avec un éclat extraordinaire. Là, en présence de plus de quatre cent mille spectateurs, les députés des départements, de l'armée et de la garde nationale, prêtèrent avec le roi, le serment civique, au pied de l'**autel de la Patrie,** sur lequel l'évêque d'**Autun,** Talleyrand, célébra une messe solennelle, assisté de quatre cents prêtres, revêtus d'aubes blanches et de ceintures tricolores. Ce fut un jour d'espoir, de confiance et d'enthousiasme, mais il fut sans lendemain.

Schisme dans le clergé.—Le roi avait sanctionné la constitution civile du clergé ; le pape refusa son adhésion. Alors l'as-

semblée exigea que tous les prêtres en exercice prêtassent **serment** de fidélité à la nation, à la loi, au roi et à la **constitution civile,** et menaça de destitution ceux qui s'y refuseraient. Cette mesure fatale rompait les rapports du clergé avec le Saint-Siége, changeait sa discipline, attaquait les consciences, et créa un schisme. Les cinq sixièmes des ecclésiastiques, et parmi eux, les plus respectables par leur vertu et leur foi, refusèrent le serment: il y eut alors deux clergés dans le royaume, l'un constitutionnel et **assermenté,** l'autre réfractaire et **non-assermenté.**

Fondation des Clubs. — Jacobins. — 1790. C'est à cette époque que l'on vit pour la première fois se former des **clubs,** ou réunions privées, sans autorité politique, où l'on discutait sur les affaires de l'État. Le premier et le plus célèbre de ces clubs fut formé par les députés bretons qui s'assemblaient entre eux pour concerter leurs démarches. Ce club qui prit naissance à Versailles, se continua à Paris, et tint ses séances dans l'ancien couvent des **Jacobins,** d'où il reçut son nom; il fut l'instigateur des mesures les plus révolutionnaires et les plus violentes; il ne se contenta pas d'influencer l'assemblée, il voulut aussi agir sur la municipalité et sur la multitude. Il acquit une influence extraordinaire; il avait des affiliés dans toute la France. Le nom de **Jacobin** s'étendit plus tard à tous les démagogues. Un autre club, non moins violent, s'établit dans le couvent des **Cordeliers.**

Mort de Mirabeau.—2 *avril* **1791.** Le comte de **Mirabeau,** le plus grand orateur de la révolution, et le plus audacieux réformateur, comprit, mais trop tard, qu'il fallait, tout en consolidant les réformes utiles de la révolution, raffermir la royauté. Il commençait à lui prêter l'appui de sa puissante parole et de sa popularité, lorsqu'il mourut tout-à-coup, le 2 avril **1791,** à l'âge de quarante-deux ans, épuisé par des excès de tout genre. Sa mort fut une calamité publique, la nation porta son deuil, et ses restes furent déposés en grande pompe au **Panthéon** (église de Sainte-Geneviève), qui venait d'être consacré aux grands hommes, au nom de la patrie reconnaissante.

Déclaration de Mantoue.—1791.—(3.) Déjà l'orage grondait sourdement sur les frontières. Les émigrés sollicitaient toute

l'Europe contre la France. Ils formaient deux corps, l'un organisé sous **Condé** à **Worms,** l'autre sous le **comte d'Artois** à **Coblentz;** ce prince se rendit avec Calonne, son ministre, auprès de l'empereur **Léopold,** et la **déclaration** secrète de **Mantoue,** signée le 20 mai **1791,** fut le résultat de leur conférence: elle promettait à Louis XVI les secours d'une coalition où devaient entrer l'Autriche, les cercles d'Allemagne, la Suisse et les rois de Sardaigne, d'Espagne et de Prusse. Mais le roi n'y donna pas son consentement; il avait un autre projet, et voulait relever seul la monarchie.

Fuite du roi.—20 *juin* **1791.—Son arrestation.** La position de Louis XVI devenait de plus en plus intolérable; il résolut de s'enfuir. Son plan d'évasion fut concerté avec le général **Bouillé,** campé à **Montmédy.** Ce général, qui l'avait engagé à venir se retrancher derrière les remparts de cette ville, plaça de distance en distance des détachements sur la route que le roi devait suivre. Le 20 juin **1791,** vers minuit, le roi et toute sa famille s'échappent déguisés du château des Tuileries, franchissent les barrières de Paris sans obstacle, montent dans une voiture à six chevaux, et prennent la route de **Montmédy** (Meuse). A cette nouvelle la stupeur règne d'abord dans Paris et dans l'assemblée; mais celle-ci, s'emparant aussitôt du pouvoir exécutif, se maintint calme et ferme, et prit toutes les mesures que dictait la nécessité. Tout-à-coup le bruit de l'**arrestation du roi** se répand: l'infortuné Louis XVI avait été reconnu à **Sainte-Menehould** par le jeune **Drouet,** fils du maître de poste, et arrêté à **Varennes** à onze heures du soir. Bouillé, averti de cet événement, accourt à la tête d'un régiment à cheval pour délivrer le roi; mais il était trop tard; déjà la famille royale était en route pour Paris. Dès le lendemain de son arrivée, Louis XVI fut retenu prisonnier aux Tuileries et suspendu de ses fonctions, jusqu'au moment où la constitution étant achevée, elle serait soumise à son acceptation.

Division de l'Assemblée.—Pétition du Champ-de-Mars.— 17 *juillet* **1791.**—(6.) "Les chefs du côté gauche de l'assemblée, Barnave, Duport, Lameth, touchés du triste sort de la famille royale et effrayés des progrès de la démagogie, revinrent, comme

l'avait fait Mirabeau, à des idées monarchiques. Ils se rallièrent aux modérés et fondèrent un club nouveau dans le couvent des **Feuillants** (près des Tuileries), pour l'opposer au club des Jacobins, où il ne resta plus que quelques députés de l'extrême gauche, entre autres **Pétion** et **Robespierre.**" L'assemblée, de l'avis de Barnave, déclara qu'il n'y avait pas lieu à traduire Louis XVI en jugement ou à prononcer sa déchéance. Les jacobins protestèrent contre ce décret, et firent signer au **Champ-de-Mars,** sur l'autel de la Patrie, une **pétition** pour la déchéance du roi. **Camille Desmoulins** et **Danton** y haranguèrent une foule immense, en l'excitant à l'insurrection. L'assemblée enjoignit à la municipalité de veiller à la sûreté publique. **Bailly** et **Lafayette** se transportèrent au Champ-de-Mars à la tête d'une troupe nombreuse de gardes nationaux. Les voies de conciliation ayant été inutilement tentées, il fallut recourir à la force : on déploya le **drapeau rouge,** et Lafayette fit une décharge meurtrière sur le peuple pour le disperser; la multitude prit la fuite, et ne pardonna ni à Bailly ni à Lafayette d'avoir fait leur devoir dans cette fatale journée.

Première coalition. — Traité de Pilnitz. — 27 *juillet* **1791.** Dès lors les émigrés ne songèrent plus qu'à étouffer la révolution par l'effort de toute l'Europe: **Monsieur,** qui s'était réfugié à **Bruxelles,** prit le titre de régent; l'empereur, le roi de Prusse, et le **comte d'Artois** se réunirent à **Pilnitz** (Saxe), où ils signèrent le fameux traité par lequel ils exigeaient l'entière liberté de Louis XVI, son rétablissement sur le trône, et la dissolution de l'assemblée; sinon ils menaçaient la France d'invasion. Cette déclaration ne fit qu'irriter le peuple et l'assemblée, et l'on se prépara pour la résistance.

Fin de l'Assemblée constituante. — 30 *septembre* **1791.** Cependant l'assemblée commençait à se fatiguer de ses travaux et de ses divisions; elle se hâta de terminer la **constitution,** et l'envoya au roi qui l'accepta sous restriction. Le 30 septembre fut marqué pour la clôture de l'assemblée. Le roi, qui s'y rendit, prononça dans son sein de touchantes paroles, qui furent encore accueillies avec des acclamations et des témoignages de respect et *d'amour.* Enfin, **Thouret,** son dernier président, déclara que l'as-

semblée constituante avait achevé sa mission. Le lendemain même elle fut remplacée par l'Assemblée législative où ne figuraient aucun des constituants, qui s'étaient interdit le droit d'être réélus. Bailly s'était démis de la mairie, et Lafayette du commandement des gardes nationales.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Du 1er octobre **1791**, au 20 septembre **1792**.

Ouverture.—1er *octobre* **1791.**—**Partis dans l'Assemblée.—Feuillants, Girondins.** L'Assemblée legislative ouvrit ses séances le 1er octobre **1791,** et prêta sur l'acte constitutionnel, aux applaudissements du peuple des tribunes, le serment de **vivre libre** ou de **mourir.** Les clubs avaient dirigé les élections, et la majorité de cette assemblée était hostile au roi ; l'ancien côté gauche formait à lui seul toute l'assemblée ; les partis qui la divisèrent ne tardèrent pas à se montrer. A la **droite** siégeaient les **constitutionnels,** formant le parti **feuillant,** qui avait pour lui le club de ce nom, la garde nationale et l'armée ; mais il céda bientôt la municipalité à ses adversaires de la **gauche.** Ceux-ci formaient le parti **girondin,** qui avait résolu de défendre la révolution par tous les moyens. A leur tête brillaient les célèbres orateurs **Vergniaud, Guadet, Gensonné,** députés de la Gironde, d'où leur parti prit le nom de **Girondins,** et avec eux **Brissot, Condorcet** et le fougueux **Isnard.**

(7.) Il s'était formé dans le côté gauche un noyau plus exalté encore et plus extrême. Ses membres, tels que **Chabot, Bazire, Merlin de Thionville,** s'appuyaient sur le club des Jacobins, où dominait **Robespierre,** et sur celui des Cordeliers, plus fougueux encore, fondé par **Danton, Camille Desmoulins** et **Fabre d'Églantine.** Tous ces chefs, avec le brasseur **Santerre,** maître des faubourgs, formèrent plus tard le parti de la **Montagne.**

Le **centre** de l'assemblée, ami de l'ordre, mais faible, se trouva entraîné par le côté gauche qui était le plus fort.

Décrets contre Monsieur, les émigrés et les prêtres réfractaires.—1791. L'émigration faisait chaque jour des progrès effrayants ; l'assemblée crut devoir s'y opposer par quelques mesures sevères. Le 28 octobre elle rendit un décret qui déclarait **Monsieur,** frère du roi, déchu de ses droits à la régence s'il ne rentrait en France dans deux mois. En novembre un second décret déclare les émigrés suspects de conjuration contre la patrie, met leurs biens en séquestre, et les proclame punissables de mort s'ils ne sont rentrés au 1er janvier 1792. Enfin, un décret à peu près semblable est rendu contre les ecclésiastiques réfractaires ; ils sont tenus de prêter le serment civique sous peine d'être privés de leurs pensions et passibles d'une détention dans le cas où des troubles religieux surviendraient dans leurs communes ; ils furent même condamnés à la **déportation.** Le roi sanctionna le premier décret ; mais il opposa son **veto** aux deux autres. Il désapprouvait fortement l'émigration, mais il ne pouvait se résoudre à traiter les émigrés en ennemis, et ne voulait pas non plus s'associer à des violences impolitiques exercées contre des prêtres fidèles à leur foi et à leur chef.

Dumouriez et Roland.—1792. Pressé par les circonstances et pour complaire à l'assemblée, le roi forma un ministère girondin, dont les membres les plus remarquables furent le général **Dumouriez** et **Roland.** Le premier, habitué dès sa jeunesse à l'intrigue, voulait parvenir à tout prix ; il était hasardeux, léger, sans conviction politique ; mais il avait toutes les ressources des grands hommes : une activité infatigable, un coup d'œil rapide et sûr et un génie fécond en ressources. Le second avait des mœurs austères, des manières simples, des opinions éprouvées ; mais ses talents n'étaient pas supérieurs, et il eût peu marqué sans sa femme, qui fut l'âme et le conseil de la Gironde.

Déclaration de guerre à l'Autriche.—1792. Louis XVI, voyant que l'Autriche persistait dans ses dispositions hostiles à l'égard de la France, proposa lui-même à l'assemblée la déclaration de la guerre ; sa proposition fut adoptée à l'unanimité. **Rocham-**

beau commanda l'armée du nord, **Lafayette** celle du centre, et **Luckner** l'armée du Rhin. Rochambeau eut ordre d'envahir la Belgique, occupée par les Prussiens; mais les deux premières colonnes d'invasion furent saisies d'une terreur panique à l'aspect de l'armée prussienne, prirent la fuite, et firent manquer l'entreprise. Rochambeau donna sa démission, et la guerre prit un caractère défensif. Ces premiers échecs accrurent l'irritation et la défiance populaires. L'assemblée se déclara en permanence, et rendit deux décrets: l'un exilait les prêtres réfractaires, et l'autre établissait un camp de vingt mille hommes sous les murs de Paris. Le roi mécontent y opposa son **veto,** et, à la suite d'une lettre insultante que Roland lui avait écrite, renvoya le ministère girondin, et choisit ses nouveaux ministres parmi les feuillants.

Le peuple aux Tuileries.—20 *juin* **1792.** Cependant les **Jacobins** organisèrent une **insurrection,** pour arracher au roi la sanction des décrets et le rappel des ministres girondins. Le 20 juin **1792,** anniversaire du serment du jeu de Paume, la populace descendit des faubourgs au nombre de trente mille hommes. armés de piques, et se dirigea vers l'assemblée, où leur chef prononça un discours menaçant; son hideux cortége, mêlé de femmes et d'enfants, traversa ensuite la salle, en chantant le sanguinaire refrain, *Ça ira*, et aux cris de *Vive la nation! Vivent les sans-culottes! à bas le veto!* **Santerre** et le marquis de **Saint-Hurugue** les conduisirent ensuite aux Tuileries, dont les portes furent ébranlées à coups de hache par la multitude: le roi les fit ouvrir, et se présenta à elle presque seul. Jamais il ne montra plus de courage et de véritable grandeur que dans cette déplorable journée. Il répondit à cette cohue hideuse, qui, avec injures et menaces, lui demandait de sanctionner les deux décrets: "Ce n'est ni la forme ni le moment de l'obtenir de moi." Il mit sur sa tête le **bonnet rouge** qu'on lui présenta au bout d'une pique; on lui offrit un verre de vin, il le but sans hésiter, aux applaudissements de la populace. Pétion, maire de Paris, qui n'avait rien fait pour prévenir l'insurrection, arriva enfin pour protéger le roi: il monta sur une chaise, harangua le peuple, l'invita à se retirer sans tumulte, et le peuple obéit. Cette foule défila devant le roi et la

reine, pendant plusieurs heures, et se retira sans avoir rien obtenu, mais satisfaite pour cette fois d'avoir impunément outragé la majesté royale.

Manifeste du duc de Brunswick.—25 *juillet* **1792.** Cependant les souverains étrangers rassemblaient toujours des masses formidables sur nos frontières, et la situation de la France devenait de plus en plus alarmante ; le roi était dans l'assemblée en butte aux plus violentes invectives. Pendant que les girondins, **Vergniaud** à leur tête, agitaient la question de la déchéance de Louis XVI, **Danton, Robespièrre,** l'infâme **Marat** et d'autres républicains haranguaient le peuple et l'excitaient à l'insurrection.

Un **manifeste** insolent et plein de menaces du **duc de Brunswick,** généralissime des armées de la Prusse et de l'Autriche, vint mettre le comble à l'effervescence populaire. L'assemblée déclara la **patrie en danger ;** tous les citoyens en état de porter les armes furent mis en activité ; on distribua des piques à ceux qui n'avaient pas d'autres armes ; on enrôla sur la place publique des bataillons de volontaires, et l'on forma un camp à Soissons ; le club des feuillants fut fermé ; l'exaltation révolutionnaire est à son comble, les événements du **10 août** se préparent.

Journée du 10 août 1792. Attaque des Tuileries.—Chute de la monarchie. L'insurrection se préparait depuis plusieurs jours, et la cour instruite des dispositions mençantes des agitateurs, avait mis le château en état de défense ; huit à neuf cents Suisses et beaucoup de volontaires royalistes en occupaient l'intérieur. Vers minuit, un coup de feu donne le signal, le tocsin sonne, on crie, *aux armes !* les colonnes de fédérés marseillais et bretons s'emparent d'abord de l'Hôtel-de-Ville, et un nouveau conseil de la commune s'y établit. Dès le matin **Mandat,** le commandant de la garde nationale, est égorgé sur les degrés de l'Hôtel-de-Ville. Bientôt les insurgés, excités surtout par le rédoutable **Danton,** se dirigent vers les Tuileries. Au point du jour, toute la populace des faubourgs remplit le Carrousel : des canons sont braqués sur le château. A cinq heures du matin, le roi, avec la douleur empreinte sur le visage, passe les troupes en revue ; mais dans les rangs de la garde nationale les cris de *Vive le roi!* sont couverts par ceux de Vive Pétion! vive *la nation! à bas le*

veto! à bas le traître! C'est alors que le procureur-syndic **Rœderer** vient déclarer à la famille royale qu'il n'y a plus de sûreté pour elle que dans le sein de l'assemblée. Louis XVI s'y rend avec la reine et ses enfants au milieu des vociférations de la populace. "Messieurs," dit le roi en entrant, "je suis venu ici pour éviter un grand crime; et je pense que je ne saurais être plus en sûreté qu'au milieu de vous." La famille royale est alors invitée à se retirer dans la loge du **Logographe,** qui se trouvait derrière le président, et d'où l'on pouvait tout voir et tout entendre.

Quoique la cause du combat n'existât plus depuis le départ du roi, il s'engagea néanmoins aux Tuileries une lutte furieuse entre les Suisses et les insurgés: l'audacieux Westermann, ancien sous-officier, dirige l'attaque; les Suisses qu'une première décharge rend maîtres du Carrousel, sont refoulés par la multitude, et massacrés avec une cruauté implacable; on a porté le nombre des victimes à cinq mille. Tout est dévasté, et à 11 heures du matin la victoire du peuple était complète; le sort de la monarchie était décidé.

Les Marseillais.—(6.) Au nombre des assaillants était un bataillon de 500 **Marseillais** récemment arrivés à Paris, et qui se distinguaient par leur féroce exaltation. Ils avaient adopté un chant civique, composé à Huningue par un officier nommé Rouget-Delisle. Ce chant, sous le nom de **Marseillaise,** devint l'hymne de la révolution.

Premières conséquences du succès de l'insurrection.—Louis XVI au temple. L'infortuné Louis XVI fut conduit en prison dans la **tour du Temple** avec sa femme, ses enfants et sa sœur, Mme Élisabeth; une **Convention** fut convoquée pour le 23 septembre, pour rédiger une constitution nouvelle; un **tribunal spécial** fut créé pour juger ceux qu'on nommait les conspirateurs du 10 août. Le pouvoir passa aux Montagnards, et avec eux à la **commune** de Paris, qui imposa ses volontés à l'assemblée et à la France. Elle avait pour chefs **Marat, Collot d'Herbois, Billaud-Varennes, Tallien** et surtout **Danton,** devenu au 10 août ministre de la justice. Les premiers actes de la commune furent la destruction de toutes les statues des rois, et l'établissement d'un **comité de surveillance,** qui fit jeter dans

les prisons, comme **suspects,** des milliers d'individus, dont le plus grand nombre étaient des nobles et des prêtres non assermentés.

Danton. — (13.) "**Danton** était un révolutionnaire gigantesque. Aucun moyen ne lui paraissait condamnable pourvu qu'il fût utile; et, selon lui, on pouvait tout ce qu'on osait. Danton qu'on a nommé le *Mirabeau de la populace*, avait de la ressemblance avec ce tribun des hautes classes; des traits heurtés, une voix forte, un geste impérieux, une éloquence hardie, un front dominateur. Leurs vices étaient aussi les mêmes; mais ceux de Mirabeau étaient d'un patricien, ceux de Danton d'un démocrate."

Invasion étrangère.—Prise de Longwy. — 25 *août* **1792.** Les Prussiens avaient enfin passé la frontière; le 25 août **1792, Longwy** (Moselle) était tombé en leur pouvoir, et le 30 ils commencèrent à bombarder **Verdun** (Meuse); de là le chemin est ouvert jusqu'à Paris; l'effroi règne dans la capitale. La commune s'agite, et des mesures y sont prises sur-le-champ pour la levée en masse des citoyens. Mais, au moment du départ pour la frontière, **Danton** et ses amis organisent un affreux complot.

Massacres des prisons.—2, 3, 4 *septembre* **1792.** Dans la nuit du 1er au 2 septembre arrive la nouvelle de la prise de **Verdun,** qui répand la consternation dans Paris. La commune saisit cet instant pour accomplir ses exécrables projets; le tocsin sonne, le canon gronde, les barrières se ferment, puis une troupe de trois cents assassins se porte aux prisons pour y égorger les malheureux détenus. Les nobles et les prêtres, récemment enfermés à l'**Abbaye,** aux **Carmes,** à la **Force,** à la **Conciergerie,** à la **Salpétrière** sont massacrés par cette bande hideuse que le sang altère. Les bourreaux établissent un simulacre de tribunal présidé à l'Abbaye par **Maillard,** un des vainqueurs de la Bastille, à la Force par **Hébert,** rédacteur d'un infâme journal appelé le **Père Duchêne.** En quelques moments, les prisonniers étaient interrogés, condamnés et exécutés. C'est à la Force que se trouvait la belle **princesse de Lamballe,** amie de Marie-Antoinette, et dont la tête sanglante fut promenée dans Paris au bout d'une pique, et portée jusque sous les fenêtres de la malheureuse reine. Le sang coula pendant trois jours, et le nombre des victimes fut porté de

six à douze mille. Quelques-uns pourtant échappèrent ; quelques traits d'un dévouement héroïque obtinrent leur récompense. La jeune **Élisabeth Cazotte** dut la vie de son père à ses supplications éloquentes ; Mademoiselle **de Sombreuil,** fille du gouverneur des Invalides, sauva le sien en buvant sans hésiter un verre de sang qui lui fut présenté. Quand les prisons furent vides, ces hommes sanguinaires vinrent réclamer leur salaire, et la commune le leur paya. Le nom de **Septembriseurs** est resté comme la plus cruelle injure à ceux qui ont ordonné, exécuté ou approuvé ces massacres.

Campagne de l'Argonne.—Bataille de Valmy.—20 *septembre* **1792.** "**Dumouriez** vint prendre à Sédan le commandement de l'armée de Lafayette qu'il trouva toute désorganisée et regrettant son général. Lafayette, en effet, n'ayant pas voulu reconnaître la révolution du 10 août, avait été déclaré traître à la patrie ; il avait cherché une retraite à l'étranger, mais il n'y avait trouvé qu'une prison. Dumouriez gagna la confiance des troupes, et par de savantes manœuvres, il arrêta la marche des Prussiens dans les défilés de l'**Argonne;** une vive canonnade s'engagea au village de **Valmy,** près Sainte-Menehould ; l'honneur de la journée resta aux Français et fut dû surtout à **Kellermann,** que seconda bien le fils du duc d'Orléans, le jeune **Louis-Philippe,** duc de Chartres. Le succès de Valmy, peu important en lui-même, eut un effet moral immense. Dix jours après, les Prussiens opéraient leur retraite." D'autres succès, sur différents points avaient marqué cette campagne. Le siége de Lille était levé. **Custine,** sur le Rhin, s'était emparé de **Trèves,** de **Spire** et de **Mayence ; Montesquiou** avait envahi la **Savoie; Anselme,** le comté de **Nice :** nos armées avaient repris partout l'offensive.

Principaux ministres de Louis XVI.—Le comte de *Maurepas*, *Necker*, *Turgot*, *Calonne*, *Brienne*.

Faits contemporains.—**1779.** Mort du capitaine Cook.—**1780.** Mort de l'impératrice Marie-Thérèse.—**1783.** Les frères Montgolfier inventent les aérostats.—**1785.** Voyage de La Pérouse autour du monde.—**1786.** Mort de Frédéric-le-Grand.—**1788.** Fondation de la colonie des criminels à Botany-Bay.—**1792.** Gustave III est assassiné.—La ville de Washington est fondée.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

De **1792** à **1804.**

CONVENTION NATIONALE.

De **1792** à **1795.**

Ouverture de la Convention.—21 *septembre* **1722.—Ère républicaine.** La convention nationale ouvrit ses séances le 21 septembre **1792 ;** son premier acte fut d'abolir la royauté, et de proclamer la **république ;** elle institua l'**ère républicaine,** et, à partir du 22 septembre, on data de l'an 1er de la république française ; elle substitua les dénominations de **citoyen, citoyenne,** à celles de **monsieur, madame.** Ces premières mesures adoptées d'une voix unanime, une lutte terrible s'engagea bientôt entre les deux partis qui divisaient l'assemblée.

Partis dans l'Assemblée.—Ces partis étaient celui des **Girondins,** qui siégeaient à droite dans l'assemblée, et celui des **Montagnards,** qui occupaient la partie la plus élevée de la gauche, appelée la **Montagne.** Le reste des députés formait la **Plaine** ou le **Marais,** troisième parti, sans opinion prononcée et sans système, qui flottait toujours entre les deux autres. Les Girondins étaient les républicains éclairés et modérés ; la droiture de leurs intentions, leur répugnance à employer les moyens violents et à recourir à la multitude les rendait suspects aux démocrates. Les **Montagnards,** moins éclairés, moins éloquents que les Girondins, étaient plus habiles, plus résolus, et nullement scrupuleux sur le choix des moyens. Quoique inférieurs en nombre, ils étaient réellement beaucoup plus forts que leurs adversaires. Ils avaient fini par régner seuls aux **Jacobins,** et disposaient de

toutes les forces de la capitale. Ils avaient pour chefs **Danton, Robespierre** et **Marat.** Ces deux derniers surtout étaient particulièrement et avec raison en horreur aux girondins.

Robespierre. — (13.) "**Robespierre,** qui a joué un rôle si terrible dans notre révolution, commençait à figurer en première ligne. Cet homme, dont les talents étaient ordinaires et le caractère vain, dut à son infériorité de paraître des derniers, ce qui est un grand avantage en révolution; et il dut à son ardent amour-propre de viser au premier rang, de tout faire pour s'y placer, de tout oser pour s'y soutenir. Robespierre avait des qualités pour la tyrannie: une âme nullement grande, il est vrai, mais peu commune; l'avantage d'une seule passion, les dehors du patriotisme, une réputation méritée d'incorruptibilité, une vie austère, et nulle aversion pour le sang. Il fut une preuve qu'au milieu des troubles civils, ce n'est pas avec son esprit qu'on fait sa fortune politique, mais bien avec sa conduite, et que la médiocrité qui s'obstine est plus puissante que le génie qui s'interrompt."

Marat.—Marat, fanatique furieux, s'était fait l'apôtre du meurtre dans ses discours et dans son infâme journal l'**Ami du Peuple.** (13.) "Pendant longtemps Marat avait fui, de souterrain en souterrain, l'animadversion publique et les mandats d'arrêt lancés contre lui. Ses feuilles sanguinaires paraissaient seules; il y demandait des têtes, et il préparait la multitude aux massacres de septembre. Il n'y a pas de folie qui ne puisse tomber dans la tête d'un homme, et, ce qu'il y a de pis, qui ne puisse être réalisée un moment. Marat était possédé de plusieurs idées fixes. La révolution avait des ennemis, et, selon lui, pour qu'elle durât, elle ne devait pas en avoir; il ne trouvait dès lors rien de plus simple que de les exterminer, et de nommer un dictateur dont les fonctions se borneraient à proscrire; il prêchait hautement ces deux mesures, sans cruauté, mais avec cynisme, ne ménageant pas plus les convenances que la vie des hommes, et méprisant comme des esprits faibles tous ceux qui appelaient ses projets atroces au lieu de les trouver profonds.

Accusation contre Robespierre.—(3.) Les girondins, et entre autres Barbaroux, chef des Marseillais, accusèrent **Robespierre**

de viser à la tyrannie; cette accusation, mal soutenue, retomba sur Marat, qui chaque jour préconisait les massacres: il voulut se justifier; son aspect à la tribune excita un mouvement d'horreur; et lorsque cet homme atroce, restant imperturbable, eut dit: "J'ai dans cette assemblée un grand nombre d'ennemis personnels," — *Tous! tous!* fut le cri général; et cependant cette attaque n'eut pas de suite. Elle fut reprise quelques jours plus tard contre Robespierre. *Personne*, avait-il dit, *n'osera m'accuser en face!* —*Moi!* s'écria Louvet; et, courant à la tribune, il foudroya Robespierre par l'improvisation la plus éloquente, faisant précéder chaque nouvelle énumération des griefs par cette redoutable formule: *Robespierre, je t'accuse!* Le tyran futur eût été vaincu ce jour-là; mais il demanda une semaine pour préparer sa défense, l'obtint, et l'ordre du jour termina cette lutte. C'est alors que les Montagnards firent décréter l'**unité et l'indivisibilité** de la république.

Bataille de Jemmapes.—6 *novembre* **1792.**—**Conquête de la Belgique.—1792.** Cependant les armes françaises triomphaient en Belgique. **Dumouriez** battit les Autrichiens à **Jemmapes,** près Mons, le 6 novembre **1792.** La conséquence de cette glorieuse victoire à laquelle avait vaillamment contribué le jeune duc de Chartres (Louis-Philippe), fils aîné du duc d'Orléans, fut la soumission de la **Belgique.** Le vainqueur entra le 14 à Bruxelles, tandis que ses lieutenants s'emparaient de Namur et d'Anvers. Aussitôt un décret de la convention organisa la Belgique d'une manière démocratique, et les jacobins, avec leurs agents y répandirent le trouble et l'anarchie. Dumouriez, indigné, se rendit à Paris dans le double but de réprimer leurs violences et de sauver Louis XVI; mais, n'y pouvant réussir, il rejoignit son armée plein de ressentiment.

Procès de Louis XVI. — *Novembre* **1792.** Depuis quelque temps les jacobins, et surtout le jeune **Saint-Juste** et **Robespierre,** préparaient les esprits au jugement de Louis XVI, et leurs clubs retentissaient d'invectives contre la personne du roi. Le lendemain de la bataille de Jemmapes, la Convention décréta que **Louis XVI** pouvait être jugé, et qu'il le serait par elle. L'in-

fortuné monarque languissait depuis quatre mois dans la tour du Temple, avec la reine, avec sa vertueuse sœur madame Élisabeth et ses deux enfants, partageant ses moments entre les soins de leur éducation et la lecture. La commune exerçait sur ces illustres captifs une surveillance cruelle, et les abreuvait d'amertume ; mais à tous les outrages de leurs viles geôliers, ils opposèrent une admirable résignation. Le roi fut sublime dans sa prison ; jamais ses vertus privées, son caractère d'homme de bien ne s'étaient montrés avec tant d'éclat ; son courage ne l'abandonna pas, lorsque, par un raffinement de cruauté, on le sépara d'abord de son fils, puis de sa femme, de sa fille et de sa sœur. Le 11 décembre, il parut devant la Convention pour y entendre la lecture de l'acte par lequel il était accusé de conspiration contre la liberté et d'attentat contre la sûreté générale de l'État. Sa contenance fut ferme et noble, ses réponses précises, touchantes et presque toujours victorieuses.

Défenseurs de Louis XVI.—De retour au Temple, Louis XVI demanda un conseil pour préparer sa défense, et indiqua Target et **Tronchet.** Le premier refusa : le vénérable **Malesherbes** s'offrit à sa place, par une lettre qu'il écrivit à l'Assemblée. Ces deux défenseurs s'adjoignirent **de Sèze,** jeune avocat de Bordeaux, établi à Paris, et ils travaillèrent nuit et jour jusqu'au 26 décembre, où la défense fut présentée. Louis XVI ne se faisait pas d'illusion sur l'issue du procès, et dès le 25 décembre, il rédigea, en forme de **testament,** une déclaration où sa belle âme se peint toute entière et de la manière la plus touchante.

Louis XVI parut à la barre une seconde fois, accompagné de ses défenseurs. De Sèze lut la défense ; vainement prouva-t-il la fausseté de toutes les accusations portées contre le roi ; vainement dit-il aux conventionnels : " Je cherche parmi vous des juges, je n'y trouve que des accusateurs," le roi ne put être sauvé ; sa perte était arrêtée d'avance. Les girondins voulaient épargner à la révolution l'opprobre de la mort de Louis XVI, mais ils ne le firent pas, intimidés qu'ils furent par les menaces des jacobins et par les cris sinistres des tribunes. Trois questions furent soumises au vote : la **culpabilité,** l'**appel au peuple** et la **peine.** Le roi,

qu'on désigna alors sous le nom de **Louis Capet,** fut déclaré coupable à la presque unanimité, et les deux tiers des votants rejetèrent l'appel au peuple. Vint ensuite la troisième question. L'agitation était au comble dans Paris. Enfin, le 17 janvier **1793,** après quarante heures d'appel nominal, le président **Vergniaud** proclama, d'une voix émue, le résultat du scrutin. Sur sept cent vingt et un votants, la **mort** fut prononcée à la majorité de vingt-six voix. La proposition d'un sursis fut rejetée, et l'exécution de la sentence fixée au 21 janvier.

Exécution de Louis XVI. — 21 *janvier* **1793.** Louis s'attendait à ce résultat; il reçut son arrêt de mort avec le plus grand calme; il demanda trois jours pour se préparer à mourir, l'assistance d'un prêtre qu'il désignait, et la liberté de voir sa famille. De ces demandes, les deux dernières furent seules accordées. Ce fut une entrevue déchirante pour cette triste famille. Louis promit de la revoir le lendemain matin à huit heures, mais il crut devoir se dérober à cette cruelle épreuve. Sa dernière nuit fut paisible; il dormit profondément. Le **21 janvier,** à cinq heures du matin, le roi s'éveilla, entendit la messe, et reçut la communion des mains de l'abbé **Edgeworth de Firmont,** son confesseur. Ensuite il chargea **Cléry,** son fidèle serviteur, de ses adieux pour sa femme, sa sœur et ses enfants; il lui donna un cachet, des cheveux et divers bijoux, avec commission de les leur remettre, puis il remercia Cléry de ses services. Dans ce moment, **Santerre** arriva: "Vous venez me chercher," dit Louis, "je vous demande une minute." Il remit son testament à un officier municipal, puis il dit d'une voix calme et ferme: **Partons.**

(13.) "La voiture mit une heure pour arriver du Temple à la place de la Révolution. Une double haie de soldats bordait la route, plus de quarante mille hommes étaient sous les armes; Paris était morne. Parmi les citoyens qui assistaient à l'exécution, il n'y eut ni approbation, ni regrets apparents; tous furent silencieux. Arrivé sur le lieu du supplice, Louis descendit de voiture. Il monta d'un pas ferme les degrés de l'échafaud, reçut à genoux la bénédiction du prêtre, qui lui dit alors, à ce qu'on assure: *Fils de saint Louis, montez au ciel!* Il se laissa lier les mains, quoique

avec répugnance, et, se portant vivement sur la gauche de l'échafaud: *Je meurs innocent*, dit-il, *je pardonne à mes ennemis ; et vous, peuple infortuné!...* Au même instant, le signal du roulement fut donné, le bruit des tambours couvrit sa voix, les trois bourreaux le saisirent. A dix heures et dix minutes, il avait cessé de vivre."

Caractère de Louis XVI.—"Ainsi périt à l'âge de trente-neuf ans, après un règne de seize ans et demi, passé à chercher le bien, le meilleur, mais le plus faible des monarques. Ses ancêtres lui léguèrent une révolution. Plus qu'aucun d'eux, il était propre à la prevenir ou à la terminer; car il était capable d'être un roi réformateur avant qu'elle éclatât, ou d'être eusuite un roi constitutionnel. Il est le seul prince, peut-être, qui, n'ayant aucune passion, n'eut pas celle du pouvoir, et qui réunit les deux qualités qui font les bons rois: la crainte de Dieu et l'amour du peuple. Il périt victime des passions qu'il ne partageait pas: de celles de ses alentours, qui lui étaient étrangères, et de celles de la multitude qu'il n'avait pas excitées. Il y a peu de mémoires de rois aussi recommandables. L'histoire dira de lui qu'avec un peu plus de force d'âme il eût été un roi unique."

Conséquence de la mort de Louis XVI.—(7.) "La mort de Louis XVI rendit les partis irréconciliables; les montagnards, enhardis par le succès, ne cessèrent de poursuivre les girondins, jusqu'à la chute définitive de ceux-ci. Marat, dans ses feuilles sanguinaires, excitait le peuple à tous les excès, et le disposait à tout entreprendre contre ceux que distinguaient encore élévation d'esprit, talents ou richesses." A l'extérieur, cette mort excita l'indignation de l'Europe et souleva contre les révolutionnaires français les partisans mêmes qu'ils avaient d'abord trouvés en Angleterre.

Coalition contre la France. — **1793.** L'attentat du 21 janvier fit entrer dans la **coalition** l'Angleterre, la Hollande, l'Espagne, toute la Confédération germanique, le Portugal, Naples et le Saint-Siége, puis la Russie. L'Angleterre joua un rôle très actif dans ces menées; le célèbre **Pitt,** qui voulait venger son pays de la part qu'avait prise la France à la guerre d'Amérique, sema des millions pour faire tourner les événements de la révolution française au profit de la Grande-Bretagne.

Tribunal révolutionnaire. — *Mars* **1793.** Toutes les frontières de la France allaient être attaquées à la fois; la Convention s'apprêta à soutenir énergiquement la lutte. Pour faire face à tant d'ennemis, elle décréta une **levée** de trois cent mille hommes, et de nouvelles émissions d'assignats; elle créa, le 10 mars, un **tribunal révolutionnaire** chargé de juger sans appel les ennemis de la révolution; le 6 avril, elle établit un **comité de salut public,** composé de neuf membres et exerçant un pouvoir dictatorial; le 8 avril, elle fit conduire et détenir en prison, à Marseille, le duc d'Orléans, appelé **Philippe-Égalité,** soupçonné d'aspirer à la royauté.

Guerre de la Vendée. — Ses principaux chefs. — 1793. L'insurrection de la Vendée redoubla l'audace des jacobins. Ce pays adossé à la mer et à la Loire, coupé de peu de routes, semé de villages, de hameaux et de châtellenies, s'était maintenu dans son ancien état féodal. (6.) "La Vendée avait conservé sa vieille fidélité pour **Dieu et le roi;** la révolution y avait blessé les affections et les croyances; les paysans étaient attachés à leurs seigneurs, qui, simples et peu riches, vivaient avec eux en frères et en amis; ils payaient volontiers la dîme à des prêtres pieux et irréprochables qu'ils aimaient; ils repoussèrent les prêtres constitutionnels et allèrent dans les bois entendre la messe des prêtres réfractaires. Déjà il y avait eu des soulèvements partiels, lorsque la réquisition des trois cent mille hommes fit éclater l'insurrection générale, dont les principaux chefs furent le voiturier **Cathelineau,** l'officier de marine **Charette** et le garde-chasse **Stofflet.** Neuf cents communes se soulevèrent au son du tocsin, et alors les chefs nobles **Bonchamps, Lescure, La Rochejacquelin, d'Elbée, Talmont** se joignirent aux autres, et secondèrent le mouvement avec énergie." (3.) "Ils battirent les troupes de ligne et les bataillons de la garde nationale qui marchèrent contre eux. Tout pliait devant la fougue intrépide des paysans vendéens; sans armes, ils s'emparaient de l'artillerie en se précipitant sur les canons qui les foudroyaient. C'est ainsi que les généraux **Marcé, Gauvilliers, Guétineau, Ligonnier** furent culbutés tour à tour. Les Vendéens, vainqueurs et maîtres de plusieurs places, formèrent trois

corps de dix à douze mille hommes chacun : le premier, sous **Bonchamps,** occupa les bords de la Loire, et reçut le nom d'**armée d'Anjou ;** le second, sous **d'Elbée,** au centre, fut appelé **la grande armée ;** le troisième forma l'armée dite **des Marais,** sous **Charette,** et occupa la Basse-Vendée.

Lois révolutionnaires. — *Mars* **1793.** Ce formidable soulèvement provoqua au sein de la Convention des mesures encore plus terribles contre les **prêtres** et les **nobles :** elle mit **hors la loi** tous ceux qui prendraient part à un attroupement ; les émigrés furent bannis à perpétuité, et leurs biens confisqués ; il leur fut interdit de rentrer en France sous peine de mort. Enfin le tribunal révolutionnaire commença ses effroyables fonctions.

Bataille de Nerwinde.—18 *mars*.—**Défection de Dumouriez.** —*avril* **1793.** Dumouriez commandait l'armée française qui occupait la Belgique ; il voulut envahir **la** Hollande, mais le 18 mars **1793,** il fut battu à **Nerwinde** par le **prince de Cobourg,** commandant en chef des Autrichiens, et obligé d'évacuer la Belgique. En même temps il avait écrit une lettre menaçante aux jacobins. Poursuivi par ceux-ci, il forma le projet de renverser le gouvernement révolutionnaire, entra en conférence avec les Autrichiens, et convint de leur livrer plusieurs places de la frontière, tandis qu'il marcherait sur Paris pour rétablir la monarchie constitutionnelle. La Convention, instruite de ces projets, le manda à sa barre, et sur son refus, lui envoya le ministre de la guerre **Beurnonville** et quatre représentants, **Camus, Quinette, Lamarque** et **Bancal,** chargés de le traduire devant elle, ou de l'arrêter au milieu de son armée. Dumouriez les livra aux Autrichiens ; puis il essaya, mais en vain, d'entraîner l'armée dans sa défection ; il fut abandonné par ses soldats, et n'eut alors d'autre ressource que de passer dans le camp autrichien, avec le jeune duc de Chartres, qu'il avait eu, dit-on, l'intention de faire couronner roi.

Accusation contre les Girondins. — Comité des douze. Une guerre à mort s'engagea aussitôt entre la Gironde et la Montagne. Les girondins, en condamnant Dumouriez, avaient montré autant d'énergie que les montagnards ; ils furent néanmoins accusés par ceux-ci de complicité avec lui. **Vergniaud, Brissot,**

Guadet, Pétion, Gensonné furent particulièrement poursuivis par **Robespierre** et **Marat.** Celui-ci fut cité au tribunal révolutionnaire : mais il fut acquitté et porté en triomphe dans l'assemblée. Dès lors la salle des séances fut continuellement entourée par des bandes de **sans-culottes,** conduites par **Henriot ;** les tribunes envahies par les jacobins et par ces odieuses femmes qu'on appelait les tricoteuses de Robespierre. Tous demandaient la chute des girondins. Guadet, pour soustraire l'assemblée à la tyrannie des jacobins et de la commune, propose de casser la municipalité et de porter la Convention à Bourges. Barrère fit adopter un moyen terme ; et l'assemblée créa un **comité de douze** membres, chargés de surveiller la commune, et d'arrêter les auteurs des complots tramés contre la représentation nationale. La commission des douze, ayant découvert une nouvelle conspiration, fit arrêter les conspirateurs, entre autres **Hébert,** substitut du procureur de la commune, et auteur de l'exécrable feuille du **père Duchêne,** plus hideuse et plus obscène encore que celle de Marat. La commune, en fureur, résolut de triompher par l'insurrection et prépara les journées des **31 mai** et **2 juin,** qui terminèrent la lutte.

Insurrection du 31 mai.—(7.) "Le 26 mai, l'agitation se fit sentir. Le 27, la commune ouvrit l'attaque, demanda la liberté et la suppression de la commission des douze. La convention était entourée d'une multitude immense. Après une séance des plus tumultueuses, où les girondins se défendirent de tout leur pouvoir, on décréta à minuit et demi la cassation des douze et l'élargissement des prisonniers.

Mais le lendemain, la droite fit rapporter le décret, comme illégalement rendu et arraché par la violence. L'agitation qui s'était un peu calmée devint plus menaçante. **Hébert** fut couronné à la tribune. On cria vengeance contre les douze, et les jacobins préparèrent pour le 31 mai une insurrection sur le modèle du 10 août. **Henriot** reçut le commandement de la force armée. Le 31, de grand matin, on sonne le tocsin, on bat la générale ; les troupes réunies marchent sur la Convention qui siégeait alors aux *Tuileries.* La commission, violemment attaquée, est supprimée

enfin; mais les conspirateurs voulaient aller plus loin, et demandaient à grands cris la punition de ses membres et de tous leurs partisans.

Chute des Girondins, 2 juin 1793.—Le 1er juin, Marat se rend à la tribune, et sonne lui-même le tocsin. Le matin du 2, les rassemblements se forment; quatre-vingt mille hommes en armes entourent les Tuileries où siégeait la Convention, et demandent l'arrestation de vingt-quatre députés. L'intrépide **Lanjuinais** s'élance à la tribune, et, malgré les vociférations furieuses de la Montagne, dénonce les projets de la commune et les factieux. Un violent débat s'engageait, lorsque le député Lacroix se précipite dans la salle, et vient annoncer que la Convention n'est pas libre, que **Henriot** l'entoure avec ses troupes. Aussitôt la Convention se lève tout entière, et se met en marche, ayant en tête son président. Elle rencontre sur la place du Carrousel Henriot à cheval et le sabre à la main, qui la somme de lui livrer les vingt-quatre députés girondins. "Qu'on nous livre tous!" s'écrièrent les députés. Henriot fait pointer ses canons contre eux; la Convention vaincue, ne s'oppose plus à l'arrestation des proscrits, et **Marat** décide en dictateur du sort de ses membres. Vingt-quatre **girondins** furent mis en arrestation chez eux par l'assemblée. Dès ce moment, il n'y eut plus de Convention libre, et dès lors aussi commença cette horrible époque connue sous le nom de **Règne de la Terreur.**

Ainsi succomba le parti de la **Gironde,** parti illustré par de grands talents et de grands courages, parti qui honora la république naissante par l'horreur du sang, la haine du crime, le dégoût de l'anarchie, l'amour de l'ordre, de la justice et de la liberté.

Soulèvement des départements.—*Juin* **1793.**—(6.) "Les **événements** du 31 mai et du 2 juin excitèrent l'indignation de la France, et soulevèrent contre Paris une grande partie des départements; **Lyon, Marseille, Bordeaux, Caen,** firent d'énergiques démonstrations; et toutefois ceux des députés proscrits qui purent s'échapper de Paris, firent en province de vains efforts pour relever leur parti; le mouvement d'insurrection qu'ils provoquèrent manqua d'ensemble et de suite."

Constitution de 1793, ou de l'an I.—27 *juin* **1793.** Débarrassés de leurs adversaires, les Montagnards purent alors prendre toutes les mesures de vengeance furieuse qu'ils voulurent, et déployer sans obstacle leur impitoyable et sauvage énergie. Ils se hâtèrent de voter la **constitution** dite de **93,** ou de l'an **I,** qui établissait le pur régime de la multitude, et qui, reconnu impraticable par ses auteurs mêmes en temps de guerre générale, fut suspendue jusqu'à la paix. Ils renouvelèrent le fameux **comité de salut public,** accusé de mollesse, et y firent entrer, entre autres membres, **Robespierre, Saint-Just, Barrère, Couthon, Carnot, Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois.** Ce nouveau comité fut le dominateur absolu de la France du 10 juillet **1793,** au 27 juillet **1794,** et exerça la plus épouvantable et la plus sanguinaire tyrannie dont l'histoire fasse mention.

Assassinat de Marat par Charlotte Corday. — 13 *juillet* **1793.** Une jeune fille de vingt-cinq ans, **Charlotte Corday,** douée d'une âme généreuse, aussi intrépide qu'exaltée, touchée du sort des girondins et des maux de la France, vint exprès de Caen à Paris, dans le dessein de poignarder **Marat,** qu'elle regardait comme l'auteur de tous les crimes de la révolution. Elle sut se faire introduire auprès de lui, et le frappa dans son bain. Deux jours après elle mourut sur l'échafaud avec un noble courage. "J'ai tué un homme," dit-elle, "pour en sauver cent mille." Quant à Marat, il devint un dieu pour la populace ; on lui rendit des honneurs extraordinaires, son buste fut placé dans tous les lieux publics, et l'on porta au Panthéon les restes de ce démagogue hideux, dont le seul nom fait encore frémir la pensée.

Succès des Vendéens. — Revers des armées françaises.— L'insurrection s'étendait en Bretagne : les Vendéens enlevèrent **Saumur** et **Angers,** et se jetèrent sur Nantes. La situation de la république n'était pas plus rassurante en face de l'étranger : ses armées avaient été battues au nord et aux Pyrénées ; **Mayence** capitula après une résistance admirable, qui valut à ses défenseurs le glorieux surnom de **Mayençais ;** l'ennemi prit **Valenciennes** *et* **Condé ;** la frontière fut entamée, et l'armée fut contrainte de

reculer derrière la Scarpe, dernière position défensive jusqu'à Paris.

Levée en masse.—Loi des suspects. Les dangers de la Convention lui firent prendre des mesures extrêmes. Elle ordonna une levée en masse pour la défense de la liberté. Sur la proposition de **Barrère,** tous les jeunes gens de quinze à vingt-cinq ans furent mis en réquisition permanente, pour le service des armées; et la république eut bientôt douze cent mille soldats. Le 17 septembre, elle décréta cette terrible **loi des suspects,** qui jeta dans les prisons plus de trois cent mille individus; elle fixa un **maximum** pour les marchandises, c'est-à-dire le plus haut prix dont le marchand devait se contenter, et enfin elle déclara le **gouvernement révolutionnaire** jusqu'à la paix. C'est par ces moyens violents que la république fit face aux dangers intérieurs et extérieurs.

Reddition de Toulon.—27 *août*.—**Prise de Lyon.** — 9 *octobre* **1793.** Le général **Carteau** marcha contre l'armée rebelle du Midi, la battit deux fois et la poursuivit jusqu'à Marseille. Mais les royalistes réfugiés à **Toulon,** livrèrent cette ville aux Anglais, et l'amiral **Hood** en prit possession au nom du jeune dauphin, fils de Louis XVI, qu'il proclama roi sous le nom de **Louis XVII.** Il restait encore **Lyon** à soumettre. Assiégée par **Kellermann,** général de l'armée des Alpes, la ville se défendit avec désespoir; mais la famine la força de se rendre après un siége de soixante-dix jours.

Victoires de Hondschoote, et de Wattignies. — 1793. Le général **Houchard,** qui succéda à Custine, dans le commandement de l'armée du Nord, battit le duc d'York à **Hondschoote** le 8 septembre, et le força de lever le siége de Dunkerque. **Jourdan,** qui le remplaça dans le commandement de l'armée, défit le prince de Cobourg à **Wattignies,** le 16 octobre, et fit lever le siége de **Maubeuge.** Les généraux **Hoche, Pichegru** et **Kellermann** obtinrent de pareils succès vers la Moselle et les Alpes.

Punition de Lyon. — Après chaque victoire de la république sur ses ennemis de l'intérieur, le terrible comité de Salut public ordonnait des exécutions atroces ou d'horribles massacres. La ville

de Lyon entre autres paya cher l'opiniâtreté avec laquelle elle avait résisté à la Convention ; elle fut livrée à toutes les horreurs du pillage, et son nom même dût disparaître et être remplacé par celui de **Commune-Affranchie.** **Collot-d'Herbois, Fouché, Couthon,** envoyés avec deux mille hommes pour punir les rebelles, s'en acquittèrent avec une horrible férocité. Trouvant la **guillotine** et le **marteau** trop lents, ils employèrent la **mine** contre les édifices et la **mitraille** contre les malheureux condamnés. Deux ou trois mille individus de tout âge et de tout sexe furent ainsi mitraillés de sang-froid. **Barras** et **Fréron** ne furent guère moins cruels à Toulon.

Cruautés du tribunal révolutionnaire. — (6.) Les juges et les jurés du tribunal révolutionnaire, et surtout l'accusateur public **Fouquier-Thinville,** n'étaient que de dociles et atroces instruments du Comité de salut public. Tout prévenu semblait d'avance dévoué à la mort. On en vint à condamner par **fournées** des individus auxquels on faisait à peine quelques questions. Durant les quatre cent vingt jours que dura la **Terreur,** vieillards, jeunes gens, royalistes et républicains, nobles et bourgeois, tous les âges, toutes les opinions, toutes les classes fournirent leur contingent de victimes à ce sanglant tribunal ; on en évalue le nombre à quatre mille au moins, dont neuf cents femmes ou jeunes filles. "

Supplice de Marie-Antoinette, des Girondins, du duc d'Orléans. — 1793. La reine **Marie-Antoinette,** qui avait été séparée, au Temple, de sa sœur et de ses enfants, venait d'être transférée à la Conciergerie, triste lieu où languissaient aussi les girondins et d'autres prisonniers illustres. La veuve de Louis XVI parut le 14 octobre devant le tribunal révolutionnaire, et malgré les efforts de son courageux défenseur **Chauveau-Lagarde,** elle fut condamnée au même supplice que son époux. Devant ses infâmes accusateurs, elle montra une dignité sublime et subit son sort avec une héroïque résignation. Elle fut exécutée le 16 octobre, au matin, en présence d'une foule immense, qui tant de fois avait applaudi à sa beauté, à sa grâce, et qui aujourd'hui applaudissait à son supplice avec le même empressement.

Les **girondins,** proscrits au 2 juin, suivirent de près Marie-An-

toinette. Ils étaient au nombre de vingt et un; ces nobles et courageux citoyens marchèrent au supplice avec tout le stoïcisme de ce temps et en chantant la **Marseillaise.** Puis vint le tour du **duc d'Orléans,** amené de Marseille à Paris pour y être jugé; ensuite **Madame Roland,** qui salua l'échafaud de ces paroles: "O liberté! que de crimes se commettent en ton nom." Son mari, en apprenant sa mort, se tua sur un grand chemin. Puis vint le savant et vénérable **Bailly,** exécuté le 11 novembre au Champ-de-Mars avec des raffinements de cruauté. "Tu trembles, Bailly," lui dit un soldat. "Mon ami," répond le vieillard, "c'est de froid." Les constituants **Barnave** et **Manuel** furent immolés, et avec eux les généraux **Houchard, Custine, Biron, Beauharnais; Pétion** et **Buzot,** après avoir erré quelque temps, se frappent eux-mêmes; on trouva leurs cadavres à demi dévorés par les loups; enfin, une foule de personnes, dont tout le crime était leur nom ou leur fortune, portèrent leur tête sur l'échafaud révolutionnaire.

Puissance et tyrannie du Comité de salut public.— Depuis le 31 mai, le pouvoir était échu au **Comité de salut public,** et le parti de Robespierre finit par y dominer seul. Ce terrible comité disposait de tout sous le nom de la Convention, qui lui servait d'instrument. La terreur, le soupçon, la peur de la délation régnaient partout. La France était couverte d'un réseau de **comités révolutionnaires,** qui tyrannisaient impunément des millions d'honnêtes citoyens. Une parole imprudente, la compassion, une velléité d'opposition, devenaient des **crimes de contre-révolution** dignes de mort. Le sang coule dans toutes les villes; on détruit les châteaux, les couvents; les églises sont pillées, fermées and transformées en magasins; on brise les croix; les monuments des arts sont abattus; en même temps on supprime les académies, les universités, les colléges; la terre manque de bras pour la féconder, et la disette ajoute aux fléaux qui dévorent la France.

Calendrier républicain.—Pour rompre entièrement avec le passé, on voulut consacrer par une ère nouvelle une révolution inouïe: on changea les divisions de l'année, les noms des mois et des jours, et le calendrier chrétien fut remplacé par le **calendrier**

républicain. L'ère nouvelle data du 22 septembre, jour de l'équinoxe d'automne et de la fondation de la république. On partagea l'année en douze mois égaux de trente jours chacun, qui furent **vendémiaire, brumaire, frimaire,** pour l'automne; **nivôse, pluviôse, ventôse,** pour l'hiver; **germinal, floréal, prairial,** pour le printemps; enfin **messidor, thermidor,** et **fructidor** pour l'été. Les cinq jours complémentaires de l'année reçurent le nom de **sans-culottides.**

Culte de la Raison.—10 *novembre* **1793.** La commune de Paris, dirigée par l'infâme **Chaumette,** par son substitut **Hébert,** plus infâme encore, par **Ronsin,** général de l'armée révolutionnaire, et par l'athée **Anacharsis Clootz,** alla plus loin dans ses réformes; elle entreprit d'abolir la religion catholique. Elle força l'évêque constitutionnel de Paris, **Gobel,** et ses vicaires, de venir à la barre de la Convention, abjurer le christianisme, fit décréter pour culte celui de la **Raison,** et instituer des fêtes qui devinrent de scandaleuses scènes de débauche et d'athéisme. On vit une danseuse de l'Opéra trôner sur l'autel de l'église métropolitaine, pour représenter la **Raison,** et les sections de Paris et la Convention elle-même assister à cette abominable profanation. Cependant le comité de salut public blâma ces excès, et Robespierre fit interdire les violences contraires à la liberté des cultes.

Reprise de Toulon.—19 *décembre* **1793.—Revers des Vendéens.—1793.** Après la prise de Lyon, l'armée qui en faisait le siége se porta sur **Toulon,** et investit la place. Un jeune officier d'artillerie, nommé **Napoléon Bonaparte,** conseilla de donner l'assaut à un fort d'où l'on pourrait incendier la flotte anglaise et forcer la ville à capituler. L'avis fut suivi, le fort emporté, et les Anglais évacuèrent Toulon. Les républicains entrèrent le 19 décembre dans la ville, qu'ils trouvèrent à demi déserte.

Du côté de la Vendée, la Convention avait également repris l'avantage. Les Royalistes avaient levé le siége de Nantes, après y avoir perdu leur général **Cathelineau.** Ils se replièrent derrière la Loire, et battirent successivement plusieurs généraux républicains. Mais enfin pressés par le général **Léchelle** et surtout par le célèbre **Kléber,** les Vendéens essuyèrent plusieurs

défaites irréparables, et perdirent leurs chefs **Lescure, Bonchamps, d'Elbée.** Quatre-vingt mille insurgés, battus dans la haute Vendée, sortirent de leur pays dévasté, et se dirigèrent sur Granville ; repoussés devant cette place, faute d'artillerie, mis en déroute au **Mans,** ils furent détruits à **Savenay** en essayant de passer la Loire. **Charette** continua la guerre, mais l'île de Noirmoutiers lui fut enlevée ; ces désastres et la mort de l'héroïque Henri **de la Rochejacquelin,** rendirent les républicains maîtres du pays. On commença aussitôt un affreux système d'extermination. La Vendée, vaincue, fut entourée par le général **Thureau** de seize camps retranchés ; et douze colonnes mobiles, connues sous le nom de **colonnes infernales,** parcoururent cette malheureuse contrée dans tous les sens, portant partout le fer et la flamme.

Division dans la Montagne.—La **Montagne** elle-même se divisait en trois partis ; celui des **Hébertistes,** du nom de leur chef **Hébert ;** c'étaient des scélérats qui auraient voulu qu'on fit dans toute la France des exécutions en masses ; ils affectaient le langage le plus grossier, et faisaient parade d'**athéisme :** celui des **Dantonistes** ou **modérés,** dont le chef était **Danton,** parti auquel s'était rallié **Camille Desmoulins.** Lui et Danton, après avoir soulevé les tempêtes populaires, voyaient avec douleur que la révolution se perdait par ses excès, et auraient voulu les arrêter. Camille Desmoulins rédigea dans ce but, sous le nom de **Vieux Cordelier,** un journal foudroyant contre le despotisme des dictateurs. Enfin le parti de **Robespierre,** qui, tout en faisant couler le sang par torrents sur l'échafaud, ne parlait que de morale et de vertu ; celui-ci, avec **Saint-Just** et **Couthon,** aussi impitoyables que lui, formaient une espèce de triumvirat et dominaient le Comité de salut public. Bientôt on vit ces deux premiers partis si différents, la commune et les **Hébertistes,** les modérés et les **Dantonistes,** s'anéantir tous deux au profit de Robespierre.

Chute et mort des Hébertistes.—*Mars* **1794.** Robespierre et Saint-Juste dénoncèrent à la Convention, comme ennemis de la république, d'une part les ultra-révolutionnaires, et d'autre part les Dantonistes, qu'ils désignent sous le nom de modérés. Les

anarchistes de la commune, **Hébert, Clootz, Ronsin** et leurs complices furent les premiers arrêtés et conduits devant le tribunal comme agents de l'étranger, et comme ayant conspiré pour donner un tyran à l'État ; la plupart moururent en lâches.

Chute et mort des Dantonistes ou modérés.—*Avril* **1794.** Le tour de **Danton** et de ses amis était venu. Averti des projets d'attaque de ses ennemis, il répondit froidement : *Ils n'oseraient !* mais il se trompait. Dans la nuit du 11 germinal (avril 1794), sa maison fut investie, et il fut conduit au Luxembourg avec Camille Desmoulins, Philippeaux, Lacroix, Westerman, etc. Enfermé au cachot, il se repentit d'avoir fait instituer le tribunal révolutionnaire, en demanda pardon à Dieu et aux hommes. Traduits devant ce même tribunal, Danton et ses amis se signalèrent par leur audace et par leur mépris pour les juges ; on les condamna sans vouloir les entendre. Ils marchèrent avec assurance au supplice, au milieu d'une foule silencieuse. Après eux aucune voix ne se fit plus entendre de quelque temps contre la dictature de la terreur ; elle frappa d'un bout de la France à l'autre des coups redoublés et silencieux.

Redoublement de terreur.—Après la mort des Dantonistes, la **terreur** ne connut plus de bornes, et la mort devint le seul moyen de gouvernement. Pendant quatre mois le pouvoir des deux redoutables comités, de salut public et de sûreté générale, s'exerça sans retenue dans toute la France. Les victimes étaient immolées par troupes de vingt et plus. Ce fut alors que périrent sur l'échafaud **Madame Élisabeth,** sœur de Louis XVI, ange de douceur et de vertu ; dix-sept **jeunes filles de Verdun,** après dix-huit mois de détention, accusées d'avoir dansé à un bal donné par les Prussiens ; le vénérable **Malesherbes** avec toute sa famille et vingt-deux membres du parlement ; l'illustre chimiste **Lavoisier,** qui demanda en vain quelques jours pour écrire une découverte ; le poète **André Chénier,** et une foule d'autres victimes illustres. Sous prétexte de conspirations qui n'avaient jamais existé, on envoyait tous les jours à l'échafaud un nombre immense de prisonniers. Chaque soir une liste fatale désignaient ceux qui *devaient* être traduits à la **Conciergerie.** Cela s'appelait dans la

langue des geôliers, le **Journal du soir.** Quand ces infortunés entendaient le roulement des tombereaux qui venaient les chercher, ils étaient dans une anxiété aussi cruelle que la mort; ils accouraient aux guichets, se collaient contre les grilles pour écouter la liste, et tremblaient d'entendre leur nom dans la bouche des huissiers. Quand ils avaient été nommés, ils embrassaient leurs compagnons d'infortune, et recevaient les adieux de mort.

Carrier à Nantes.—Joseph Lebon à Arras.—Maignet à Orange. Dans plusieurs villes de France la terreur n'était pas moins grande. Le conventionnel **Carrier,** envoyé en mission à **Nantes,** y exerça les plus horribles cruautés. Il employa pour son œuvre de destruction les fusillades, la guillotine, et enfin les **noyades :** il fit construire des bateaux à soupape qui noyaient cent personnes à la fois; il fit jeter à la Loire des couples d'hommes et de femmes liés ensemble, exécution qu'il appelait des **mariages républicains.** Le fleuve engloutit tant de victimes qu'il fut défendu de boire de ses eaux corrompues. On évalue à quatre ou cinq mille le nombre des victimes de ce monstre. Dans le nord, à **Arras, Joseph Lebon,** espèce de fou furieux, promenait la guillotine de ville en ville et versait des flots de sang. **Maignet** à **Orange** se signala de même par des atrocités inouïes.

Fête de l'Être-Suprême.—20 *prairial* (8 *juin* **1794**). Robespierre, qui régnait par le meurtre, sentait néanmoins que l'ordre social, sous peine de dissolution, doit reposer sur une base religieuse. Il avait en conséquence fait décréter par la Convention que le peuple français reconnaissait l'existence de l' **ÊTRE-SUPRÊME** et l'immortalité de l'âme. Le 20 prairial (8 juin) on célébra dans le jardin des Tuileries la **fête de l'Être-Suprême.** Robespierre, président de la Convention, joua, avec un orgueil qu'il ne dissimula pas, le rôle de grand-prêtre dans cette cérémonie. Il portait un bouquet, prononça un long discours, et mit le feu à des manequins qui représentaient l'Athéisme, le Fanatisme et la Discorde. Ce fut un jour de triomphe pour Robespierre, mais ce fut le dernier. On espérait qu'il saisirait cette occasion pour arrêter l'effusion du sang; cet espoir fut déçu.

Loi du 22 prairial.—(6.) Les exécutions suspendues le jour

de la fête recommencèrent le lendemain, et le **22 prairial** Robespierre et Couthon firent adopter par la Convention une exécrable loi pour accélérer les jugements du tribunal révolutionnaire, les défenseurs étaient supprimés. **La terreur redoubla;** les prisons continrent plus de onze mille prétendus ennemis du peuple et cinquante victimes par jour furent traînées au supplice. Un si effroyable régime ne pouvait durer.

Chute de Robespierre, 9 thermidor (27 *juillet* **1794**).—Robespierre voulait dominer seul, et il n'avait pas épargné ceux de ses collègues en qui il craignait de trouver des rivaux. Enfin, las et dégoutés des atrocités qui souillaient la France, et effrayés des menaces du tyran, un certain nombre de Montagnards résolurent de le renverser: à leur tête était **Tallien, Bourdon, Legendre, Fréron,** etc.; ils avaient pour appuis, dans le comité de salut public, **Billaud-Varennes, Collot d'Herbois,** et **Barrère,** tous trois jaloux de l'autorité des triumvirs. Robespierre, instruit du complot et se croyant encore tout-puissant, dénonça, le 8 thermidor, les comités à la Convention. Son discours, accueilli d'abord par le plus froid silence, est bientôt combattu. Robespierre, surpris, se retire et passe la soirée à disposer ses partisans pour le lendemain. Les comités en font autant, entraînent dans leur parti la droite et la plaine, et tout se prépare pendant la nuit pour une insurrection.

Le lendemain l'orage éclate dans toute sa violence. **Saint-Just** monte à la tribune; **Tallien** et **Billaud-Varennes** l'interrompent, et commencent l'attaque; tous deux dénoncent Robespierre comme l'auteur de tous les maux de la patrie; ils dévoilent, écrasent les triumvirs et leurs complices. En vain Robespierre veut s'élancer à la tribune pour leur répondre: *A bas le tyran!* s'écrie-t-on de toutes parts. Tallien agite un poignard et menace d'en frapper celui qu'il nomme un **nouveau Cromwell.** On demanda son arrestation. Robespierre jeune veut partager le sort de son frère; Lebas demanda aussi d'être arrêté. Sur le décret de l'assemblée, les deux **Robespierre, Couthon, Saint-Just** et **Lebas** sont livrés à la gendarmerie, qui les emmène, aux acclamations unanimes.

(13.) "Les conspirateurs se voyant perdus cherchent à se sou-

straire aux coups de leurs ennemis, en se frappant eux-mêmes. **Robespierre** se fracasse la mâchoire d'un coup de pistolet *, **Lebas** l'imite, mais plus heureux il se tue; **Robespierre jeune** se précipite d'un troisième étage et survit à sa chute; **Couthon** se donne plusieurs coups d'une main mal assurée; **Saint-Just** attend son sort; **Coffinhal** accuse la lâcheté de Henriot, le précipite d'une fenêtre dans un égoût, et s'enfuit. Cependant les conventionnels pénètrent dans l'Hôtel-de-Ville, traversent les salles abandonnées, saisissent les conjurés et les portent en triomphe à l'assemblée. **Bourdon** entre dans la salle en criant: *Victoire! Victoire! les traîtres n'existent plus!*"

Le lendemain, 10 thermidor, le tribunal révolutionnaire les envoyait tous à l'échafaud. **Robespierre,** la tête enveloppée d'un linge sanglant, monta sur la charette de mort, placé entre **Henriot** et **Couthon,** mutilés comme lui. Une foule immense se pressait autour de la charette, témoignant la joie la plus bruyante et la plus expressive. On se félicitait, on s'embrassait à ses yeux, on l'accablait d'imprécations, et au moment où sa tête tomba sous le couteau, de longues salves d'applaudissements se firent entendre. La France respirait, et le règne de la terreur était fini.

Conséquences du 9 thermidor.—La chute de Robespierre, reçue dans toute la France avec des acclamations de joie, changea complètement la face des affaires. La révolution, jusqu'alors ascendante, entra dès ce jour dans une voie de réaction. Deux nouveaux partis se formèrent parmi les vainqueurs; le parti des comités, qu'on appela **terroristes,** et celui des montagnards qui avaient contribué à la victoire de thermidor et qui furent appelés **thermidoriens.** Le premier parti, fort affaibli par la perte de son chef, Robespierre, s'appuyait sur le club des Jacobins et sur les faubourgs, le second sur la majorité de la Convention et sur les sections armées.

Le 13 thermidor on s'occupa du gouvernement, et le comité de salut public, ayant été renouvelé, perdit tout son pouvoir. Les anciens **suspects** qui étaient détenus furent rendus à la liberté. Le **tribunal révolutionnaire** fut renouvelé, puis supprimé: on

* D'autres disent que ce fut un gendarme qui lui fracassa la mâchoire.

abolit la **commune de Paris,** l'odieuse loi du 22 prairial, la loi des suspects, l'indemnité de quarante sous par jour donnés aux citoyens pauvres qui assistaient aux assemblées de sections. En même temps une foule de jeunes gens appartenant à la classe riche et moyenne, et auxquels on donna le nom de **jeunesse dorée,** formèrent, sous **Fréron,** une sorte de milice qui fit une guerre acharnée aux terroristes. Elle ferma, aux applaudissements de toute la France, le **club des Jacobins** et tous les autres. La Convention décréta d'accusation l'atroce **Fouquier-Thinville,** accusateur public, ainsi que **Carrier** et **Joseph Lebon,** qui tous trois payèrent leurs crimes de leur tête ; elle rappela dans son sein soixante-treize députés proscrits pour avoir protesté contre le 31 mai, ainsi que les girondins qui avaient échappé à l'échafaud : elle révoqua les décrets contre les prêtres et les nobles, les cultes furent rétablis, on supprima le **maximum,** et le buste de Marat fut brisé dans la salle des séances.

Famine et misère publique.—La situation du peuple était alors des plus déplorables. La baisse prodigieuse des assignats, dont la somme s'élevait à huit milliards, avait ruiné une multitude de familles. Un agiotage effréné avait remplacé la loi du **maximum,** et les marchands, comme les fermiers, se vengeaient des pertes qu'ils avaient faites en accaparant les subsistances. La récolte avait été mauvaise, et, pour comble de maux, l'hiver de 1794 à 1795 fut d'une extrême rigueur ; la **famine** parut, et le bas peuple des faubourgs regretta le régime qui lui donnait du pain et du pouvoir, et eut de nouveau recours aux émeutes.

Soulèvement du 12 germinal.—*Mars* **1795.**—(6.) "La Convention avait mis en arrestation et en accusation **Collot-d'Herbois, Barrère, Billaud-Varennes,** membres de l'ancien Comité de salut public, comme principaux agents du régime de la terreur. Les jacobins profitèrent de l'exaspération que la disette répandait dans le peuple ; ils l'excitèrent à marcher sur la Convention. Le **12 germinal** (1er avril) une immense multitude envahit les Tuileries et pénétra dans la salle de la Convention, demandant du pain, la constitution de **93** et la liberté des accusés. Les députés ne se laissèrent pas intimider. Les sections de la garde

nationale des Tuileries accoururent et délivrèrent la Convention. La foule se dispersa. Les accusés furent condamnés à la déportation."

Insurrection du 1er prairial an III.—*Mai* **1795.** "La disette sévissait toujours; l'irritation du peuple continuait: les jacobins voulurent réparer l'échec qu'ils avaient reçu. Dès le matin du **1er prairial** (20 mai) le tocsin sonne, la populace des faubourgs se dirige vers les Tuileries, brise les portes de la salle de la Convention et y entre en criant, comme au 12 germinal: **du pain! la Constitution de 93!** Le président **Boissy d'Anglas,** entouré de piques, de fusils et de sabres, reste impassible sur son fauteuil; le député **Féraud** veut le couvrir de son corps, mais il est blessé, entraîné, massacré; quelques instants après, sa tête est présentée au bout d'une pique à Boissy d'Anglas; il se découvre, la salue, et par son sang-froid et sa dignité, il impose à ces furieux. Pendant dix heures que dure un effroyable tumulte, il reste à sa place, et la majorité des conventionnels imite son courage. Quelques députés montagnards, complices de l'émeute, s'emparent des bureaux et font voter les demandes des insurgés. Mais à minuit les troupes des sections viennent enfin délivrer la Convention, et aussitôt elle annule les décrets rendus pendant le tumulte."

Désarmement des Faubourgs.—Le lendemain, les faubourgs en armes tentèrent inutilement une nouvelle attaque; et enfin le 4 prairial, à la suite d'une dernière émeute qui avait pour but la délivrance de l'assassin du député Féraud, les faubourgs furent cernés et désarmés. Alors la Convention, après avoir fait arrêter les députés qui avaient pris part à l'insurrection, détruisit les comités révolutionnaires, et abolit la **constitution de 93.** C'est ainsi que finit la **domination de la multitude,** et depuis lors le parti girondin domina dans l'assemblée.

Campagne de 1794.—Conquête de la Belgique.—Bataille de Fleurus.—16 *juin* **1794.** Pendant que ces crises intérieures bouleversaient la France, les armées de la république, où semblait s'être réfugié l'honneur national, se couvraient de gloire au dehors. La levée en masse de 93 avait fourni un million de jeunes soldats; les généraux montagnards, **Pichegru, Jourdan, Hoche, Moreau,**

Westerman, Kléber, Marceau, Dugommier avaient remplacé les généraux girondins, et le célèbre **Carnot,** qui remplissait les fonctions de ministre de la guerre, dirigeait toutes les opérations avec ensemble et méthode. **Pichegru,** mis à la tête de l'**armée du Nord,** la réorganisa, et parvint à rompre la ligne des alliés, commandés par le prince de **Cobourg,** le **duc d'York** et le général autrichien **Clairfait.** Ceux-ci battus à **Tourcoing** (près de Lille) par le général **Moreau,** puis à **Hooglède,** par **Pichegru.** Le 16 juin, **Jourdan,** général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse, puissamment secondé par **Kléber,** défit les alliés à **Fleurus.** Les deux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse firent alors leur jonction à Bruxelles, et la **Belgique fut conquise.** Le général **Hoche,** envoyé sur le Rhin, repoussa **Brunswick** et **Wurmser,** les força à repasser le fleuve, et reprit **Spire** et **Worms :** la France recouvra toutes les places qu'elle avait perdues, et fit de nouvelles conquêtes. L'armée des Pyrénées sous **Moncey** et **Dugommier,** répara promptement de premiers revers, en pénétrant dans la péninsule espagnole, où Moncey s'empara de Saint-Sébastien et de Fontarabie.

Campagne de 1794—1795.—Conquête de la Hollande. Les armées françaises ne s'en tinrent pas à la conquête de la Belgique. L'hiver, le défaut de paie, de pain, d'habits, ne purent ralentir l'ardeur des soldats. **Pichegru,** profitant du froid excessif qu'il faisait au mois de janvier **1795,** l'un des plus rigoureux hivers qu'il y ait eu, traversa sur la glace la Meuse et le Wahal, entre à **Amsterdam,** aux acclamations des habitants, qui accoururent à **sa** rencontre, et s'empara de toute la Hollande. Le Stathouder s'enfuit en Angleterre, et son autorité fut abolie. Pour couronner les merveilles de cette campagne déjà si extraordinaire, des **hussards** et des **artilleurs** français, galopant sur le **Zuyderzée,** allèrent capturer la flotte hollandaise que les glaces retenaient près de l'île de Texel. Le Stathoudérat étant aboli à perpétuité, les Provinces-Unies prirent le nom de **République batave,** et s'allièrent étroitement à la France. L'armée des Pyrénées pénétra en Espagne, et **Pérignon** prit **Figuières** et le fort de **Roses,** en Catalogne.

Paix de Bâle. — *5 avril* **1795.** La **Prusse,** menacée sur le Rhin, conclut à Bâle un traité de paix avec la république française, le 5 avril **1795.** Le 22 juillet suivant, dans la même ville, la paix fut conclue avec l'**Espagne.** La France rendit ses conquêtes en Catalogne et en Biscaye, et l'Espagne céda à la France la partie espagnole de **Saint-Domingue.**

Expédition de Quiberon. — *Juin* **1793.** La Vendée et la Bretagne étaient prêtes à se soulever, mais les royalistes étaient fort affaiblis par la mésintelligence de leurs deux principaux chefs **Charette** et **Stofflet,** et le général **Hoche** épiait tous leurs mouvements. Le **marquis de Puisaye,** actif agent du parti royaliste en Bretagne, demanda le secours de l'Angleterre et l'obtint. Le 27 juin **1795,** la flotte anglaise débarqua, dans la presqu'île de **Quiberon,** un corps nombreux d'émigrés, composé en grande partie de l'élite de l'ancienne marine, auquel se joignirent quinze cents **chouans.*** Hoche marcha contre eux, les écrasa et les accula à la côte. Un grand nombre d'entre eux périrent en essayant de gagner les vaisseaux anglais battus par la tempête. Un millier de braves se défendaient encore avec le courage du désespoir ; des rangs républicains partit le cri **Rendez-vous!** Ils posèrent les armes. Mais la Convention, malgré les efforts énergiques de Hoche, aussi humain que brave, leur appliqua impitoyablement la loi contre les émigrés et les fit fusiller.

Enfants de Louis XVI.—Mort de Louis XVII. La cause royale semblait alors désespérée. Après tous ces revers, elle perdit encore cette même année le jeune dauphin, fils de Louis XVI, proclamé roi de France par les royalistes après le 21 janvier et nommé **Louis XVII.** Ce malheureux prince, âgé de huit ans seulement à la mort de son père, avait été arraché des bras de sa mère, de sa tante et de sa sœur, et confié à la garde d'un cordonnier, nommé **Simon,** homme grossier et cruel, qui lui fit éprouver les plus horribles traitements. La mort précoce du jeune prince fut attribuée aux cruautés de cet homme affreux ; il mourut le 8 juin **1795 :** le comte de Provence, son oncle, fut dès lors reconnu

* Le nom de *chouan, chat-huant, hibou,* fut donné à ces insurgés, parce qu'ils choisissaient la nuit pour leurs expéditions.

pour roi de France par les émigrés et les puissances étrangères, sous le nom de Louis XVIII. Quant à la fille de Louis XVI, on négocia son échange contre les députés que Dumouriez avait livrés aux Autrichiens; mais la princesse ne sortit de sa prison que le 19 décembre pour se rendre en Autriche.

Réaction royaliste.—Trop de crimes avaient été commis au nom de la Convention pour que cette assemblée, malgré ses derniers actes, n'excitât point de profonds ressentiments et ne fut en butte à l'indignation et à la haine d'une foule d'âmes généreuses. Les royalistes essayèrent de tourner à leur profit cette disposition des esprits, et en cela ils furent puissamment secondés par les journalistes. On s'assembla sur les boulevards au chant du *Réveil du peuple*, on poursuivit à outrance les **jacobins** et les **terroristes;** de grands excès furent commis. Mais cette réaction se fit beaucoup plus sentir dans les départements, et le midi de la France surtout devint le théâtre d'épouvantables représailles. Les compagnies royalistes de **Jésus** et du **Soleil** organisèrent les massacres en masse : à Lyon, à Aix, à Marseille, à Tarascon, tous les révolutionnaires qui se trouvaient dans les prisons furent impitoyablement égorgés.

Constitution de l'an III.—1795. Cependant l'assemblée venait d'achever la **Constitution de l'an III.** Elle plaçait le pouvoir législatif dans deux conseils, se renouvelant par tiers tous les ans: le **Conseil des Cinq-cents,** ainsi nommé du nombre de ses membres, âgés de trente ans au moins; le **Conseil des Anciens,** qui se composait de deux cent cinquante membres, âgés de quarante ans au moins. Le premier proposait les lois, le second les acceptait. Le pouvoir exécutif était confié à un **Directoire,** composé de cinq membres, nommés par les deux conseils et se renouvelait par cinquième tous les ans. Ce Directoire avait ses ministres responsables, promulguait les lois et les faisait exécuter, avait la disposition des forces de terre et de mer, et les relations extérieures.

Journée du 13 vendémiaire, an IV.—*5 octobre* **1795.** La Convention avait contre elle l'opinion publique. Elle le sentait; aussi, craignant que la réaction, qui continuait toujours, n'allât

jusqu'au rétablissement de la royauté, elle voulut, pour l'empêcher, se perpétuer au pouvoir; et afin de s'assurer la majorité de la nomination des directeurs, elle décida, par les décrets du 5 et du 13 fructidor, que les deux tiers de ses membres feraient partie du nouveau gouvernement, et qu'un tiers seulement serait réélu. Ces décrets furent le signal du déchaînement de toute la faction royaliste contre la Convention. Les royalistes, appuyés par la bourgeoisie, crièrent à la tyrannie. La **section Lepelletier** éclata la première contre ces mesures, et employa toute la journée du 12 à disposer les autres sections au combat, en leur faisant craindre le retour de la terreur. Le lendemain, **13 vendémiaire,** vingt à trente mille hommes furent sous les armes, prêts à marcher contre la Convention. **Barras,** chargé de défendre l'assemblée, demanda pour second et obtint un jeune général qui s'était particulièrement distingué au siége de Toulon : c'était **Napoléon Bonaparte.** Celui-ci prit aussitôt les plus habiles dispositions et pourvut à tout; il disposa de l'artillerie sur tous les points par où la Convention pouvait être assaillie. Les insurgés n'avaient pas de canons; ils s'avancèrent en deux colonnes; l'une fut mitraillée devant Saint-Roch, l'autre sur le Pont-Royal. Le combat avait commencé à quatre heures de l'après-midi, à neuf heures du soir tout était fini; les troupes conventionnelles étaient partout victorieuses. Le lendemain elles désarmèrent la section Lepelletier, et firent rentrer les autres dans l'ordre. La Convention, qui n'avait combattu que pour se défendre, n'abusa pas de sa victoire. En récompense de ses services, **Bonaparte** fut nommé **général de division.**

Formation du Directoire.—Clôture de la Convention.— 26 *octobre* **1795.** Cette victoire permit à la Convention de s'occuper sur-le-champ de former les **Conseils** et le **Directoire.** Elle choisit dans son sein les deux tiers qui devaient se joindre au tiers déjà élu. Puis on nomma les cinq Directeurs pris parmi les conventionnels qui avaient voté la mort de Louis XVI. Ce furent **La Réveillère-Lepeaux, Sieyès, Rewbell, Letourneur** et **Barras :** Sieyès refusa; **Carnot** fut élu à sa place. La Convention, après avoir accordé une amnistie pour tous les délits poli-

tiques, sauf l'émigration, et changé le nom de la place de la **Révolution** en celui de la **Concorde,** déclara, le **4 brumaire** (26 octobre **1795**), que sa mission était terminée. Elle avait eu trois années d'existence, du 21 septembre **1792** jusqu'au 26 octobre **1795** (4 brumaire an IV).

Institutions sous la Convention.—Après le 9 thermidor, la Convention s'efforça de ranimer l'instruction publique, les sciences et les arts, et elle a laissée plusieurs institutions dignes de perpétuer sa mémoire : le **système métrique** ou **décimal** pour établir l'uniformité des poids et mesures ; l'établissement à Paris du **Conservatoire des Arts-et-Métiers ;** la création d'une **École Normale,** destinée à former des instituteurs, et des écoles **primaires** et **centrales ;** la fondation de trois **Écoles de Médecine,** à Paris, à Montpellier et à Strasbourg ; la création de l'**École Polytechnique,** sous le nom d'**École centrale des travaux publics ;** et enfin, la réunion en un seul corps, appelé l'**Institut,** des diverses académies qui avaient été supprimées comme aristocratiques.

Faits contemporains.—1793. Établissement des télégraphes, dont l'invention est due à l'abbé Chappe.—**1795.** Prise du Cap de Bonne-Espérance par les Anglais. Dernier démembrement de la Pologne. Poniatowski abdique la couronne.

DIRECTOIRE.

De 1795 à 1799.

Installation du Directoire. — 27 *octobre* **1795.** Les cinq membres du Directoire exécutif, **La Réveillère-Lepeaux, Letourneur, Rewbell, Barras** et **Carnot,** vinrent s'établir au palais du Luxembourg le 5 novembre.

Détresse du gouvernement.—La situation de la république était décourageante au moment de l'installation du Directoire. Il *n'y avait* point d'argent dans le trésor public ; l'anarchie et le

malaise étaient partout; le papier-monnaie, arrivé au dernier degré de ses émissions et de son discrédit, détruisait toute confiance et tout commerce; la famine se prolongeait; les armées manquaient d'habits, d'approvisionnements et de chevaux. En présence d'une pareille détresse, les directeurs se mirent courageusement à l'œuvre et leur conduite franche, sage et décidée, rétablit en peu de temps la confiance, le travail, le commerce, encouragea l'industrie, les arts et l'agriculture.

Emprunt forcé.—Mandats territoriaux. Les besoins de la république étaient si vastes et si impérieux que pour y subvenir le gouvernement directorial eut recours à un **emprunt forcé;** ensuite il substitua aux **assignats** des **mandats territoriaux,** dont chacun valait trente assignats, et qui pouvaient être échangé sur-le-champ contre des biens nationaux. Ce fut une ressource momentanée; puis les mandats tombèrent comme les assignats, et leur chute conduisit à l'effroyable **banqueroute** de trente-trois milliards.

Revers des armées françaises.—1795.—Nouveau plan de campagne. La situation militaire avait cessé d'être brillante. **Pichegru,** qui avait des intelligences avec le **prince de Condé,** chef de l'émigration, se laissa honteusement battre à **Heidelberg** et se renferma dans **Manheim** qu'il fut ensuite obligé d'évacuer. Trente mille français qui investissaient **Mayence** furent aussi obligés de lever siége et de se retirer jusqu'au pied des Vosges. La guerre s'était rallumée en Vendée; l'Angleterre menaçait d'une descente, et l'armée d'Italie manquait de tout: **Schérer,** qui la commandait, n'avait pas su profiter de la victoire de **Loano** remportée le 24 novembre **1795. Carnot** prépara un nouveau plan de campagne, et en confia l'exécution à trois généraux jeunes et entreprenants, Jourdan, Moreau et Bonaparte. **Bonaparte** fut mis à la tête de l'armée d'Italie; **Jourdan** garda l'armée de Sambre-et-Meuse qu'il avait déjà, et **Moreau** remplaça Pichegru à l'armée du Rhin. Tous trois eurent mission d'attaquer l'Autriche sur trois points différents. Enfin **Hoche** fut chargé de pacifier la Vendée.

Fin de la guerre de la Vendée.—1796. Le désastre de

Quiberon n'avait mis fin ni à l'insurrection de la Vendée, ni à cette guerre de partisans que faisaient les paysans de la Bretagne et du Bas-Maine, et qu'on appelait **Chouannerie.** Le général **Hoche,** chargé de soumettre ce pays, y parvint à force de fermeté et d'adresse. Il finit par s'emparer des deux chefs de l'insurrection, **Charette** et **Stofflet,** qui combattirent jusqu'au dernier moment. Tous deux furent fusillés, le premier à Nantes, et le second à Angers, et tous deux aussi moururent avec le courage qu'ils n'avaient cessé de déployer dans cette malheureuse guerre. Hoche détruisit également les bandes de chouans qui occupaient la Bretagne; la plupart des chefs déposèrent les armes, et cherchèrent un refuge en Angleterre; le principal d'entre eux était **Georges Cadoudal.**

Complot de Babeuf. — Le Directoire était alors à Paris en butte aux violentes attaques des démocrates et des royalistes. Les premiers avaient rouvert leur club au Panthéon, et leur chef **Gracchus Babeuf,** fanatique exalté, tenta de soulever la population en promettant d'établir le **bonheur commun,** par la liberté, l'égalité, la constitution de **1793,** et en distribuant tous les biens. Le Directoire, alarmé des progrès de cette société, fit fermer le club du Panthéon. Les conjurés gagnèrent alors la légion de police, pratiquèrent des intelligences avec les troupes du camp de Grenelle, et se préparaient à marcher sur les Conseils et sur le Directoire lorsqu'ils furent trahis et saisis dans leur conciliabule. **Babeuf,** condamné à mort, se frappa d'un coup de poignard, les autres furent condamnés à la déportation. Cet échec fut le coup de grâce pour le parti démocrate, il ne se releva plus.

Arrivée de Bonaparte à l'armée d'Italie. — 27 *mars* **1796.** **Bonaparte** arriva le 27 mars **1796** à son quartier général à Nice: il y trouva une armée qui n'avait ni solde, ni pain, ni habits, mais pourvue de courage et d'expérience, et qui avait pour chefs **Masséna, Augereau, La Harpe, Serrurier, Murat, Joubert.** Ils accueillirent d'abord avec peu de bienveillance ce chef d'armée qui n'avait pas vingt-sept ans. Mais quand il leur eut exposé ses plans, Masséna dit à Augereau en sortant du conseil: "Nous avons *trouvé notre* maître." Les premières paroles du jeune général à

ses soldats promettaient la victoire: "Soldats!" dit-il, "vous êtes mal nourris; le gouvernement vous doit beaucoup, mais ne peut rien pour vous. Votre patience, votre courage vous honorent, mais ne vous procurent ni avantage ni gloire. Je vais vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde; vous y trouverez honneur, gloire et richesses: Soldats d'Italie! manqueriez-vous de courage?"

Première campagne d'Italie sous Bonaparte. — 1796—1797. Bonaparte, avec trente-six mille hommes seulement, venait de déboucher brusquement dans le Piémont, où le menaçaient quatre-vingt dix mille coalisés. Le 11 avril **1796,** il remporta à **Montenotte** sa première victoire sur les Autrichiens commandés par **Beaulieu;** le 14 il bat les Piémontais à **Millésimo;** le 15 les Autrichiens à **Dégo,** où il distingue un chef de bataillon nommé **Lannes,** qu'il fait colonel sur le champ de bataille. Étant parvenu à séparer les Piémontais des Autrichiens, il mit en pleine déroute les premiers, le 22 avril, à la bataille de **Mondovi,** qui amena la paix entre le roi de Sardaigne et la république, Bonaparte poursuivant ses succès, passe le Pô à Plaisance, bat les Autrichiens, le 10 mai, au pont de **Lodi,** et le 15, il entra à **Milan.** La Lombardie paya une contribution de guerre de vingt millions; le roi de Sardaigne, pour prix de la paix, céda à la France la Savoie et Nice; des armistices furent accordés au duc de Parme, au duc de Modène, au pape Pie VI, moyennant des contributions en argent, en vivres, en tableaux ou objets d'art. Ainsi débuta cette immortelle campagne où il se montra capitaine consommé, grand administrateur, profond politique; et dès lors il prit un tel ascendant sur l'armée et sur le gouvernement, qu'il devint le maître absolu des opérations de la guerre et des conditions de la paix.

Campagne d'Allemagne.—Pendant que Bonaparte cueillait ses premiers lauriers en Italie, les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin s'avançaient en Allemagne sous leurs chefs **Jourdan** et **Moreau.** Elles avaient repoussé l'ennemi jusqu'à la ligne du Danube; Moreau, après avoir battu l'archiduc Charles à **Radstadt,** était entré dans **Ulm,** dans **Augsbourg,** et il était sur le point de joindre Bonaparte dans le Tyrol, lorsque Jourdan, s'étant laissé

battre par les Autrichiens, obligea Moreau à une **retraite mémorable,** où il se couvrit de gloire ; il traversa plus de cent lieues de terrain en présence d'une armée formidable, dans un pays ennemi, et rentra en France après avoir gagné dans les montagnes Noires la bataille de **Biberach** et sans s'être laissé une seule fois entamer. Ce fut dans la retraite de Jourdan que périt le jeune et brave général **Marceau,** également regretté des Français et des ennemis.

Combats de Lonato, Castiglione, Rovérédo, Bassano.— 1796. Cependant Bonaparte poursuivait en Italie le cours de ses victoires. Une seconde armée autrichienne, plus nombreuse et plus aguerrie que celle de Beaulieu, était rentrée en Italie sous la conduite du vieux maréchal **Wurmser,** le plus habile général de l'Autriche. Elle fut vaincue par Bonaparte au sud du lac de Garde, à **Lonato,** le 3 août, et le 5 à **Castiglione,** où se distingua **Augereau.** Wurmser se jeta dans les montagnes du Tyrol, où il reçut des renforts. Bonaparte remonta la vallée de l'Adige, culbuta les Autrichiens à **Rovérédo** le 4 septembre, les poursuivit dans la vallée de la Brenta, et le 8 les battit à **Bassano** avec les immortelles divisions Augereau et Masséna. Wurmser passa l'Adige à Legnano, gagna **Mantoue,** et se renferma dans la place dont Bonaparte fit le blocus.

Batailles d'Arcole et de Rivoli.—*Novembre* **1796** et *janvier* **1797.** Bonaparte avait déjà détruit deux armées, l'une sous Beaulieu, l'autre sous Wurmser. L'Autriche en envoie une troisième contre lui, sous le commandement d'**Alvinzi.** Bonaparte, pour résister à cette nouvelle armée de soixante mille soldats, n'en avait que trente-six mille, tous épuisés de fatigues et affaiblis par leurs propres victoires. On croit déjà qu'il va battre en retraite. Mais il se choisit un champ de bataille près d'**Arcole,** le long de l'Adige, au milieu de marais coupés par d'étroites chaussées, où la supériorité du nombre devient inutile ; il y livre une bataille qui dure le 15, le 16, le 17 novembre. Au milieu d'une grêle de balles et de boulets, il s'élance un drapeau à la main sur le **pont d'Arcole** que ses grenadiers hésitaient à franchir ; il est repoussé, précipité dans le marais, ses soldats l'emportent

dans leurs bras, et enfin les Autrichiens sont mis en déroute. Six semaines après, Alvinzi, avec de nouvelles forces, vient l'attaquer à **Rivoli,** entre l'Adige et le lac de Garde. Bonaparte, puissamment secondé par Joubert et Masséna, gagne encore avec eux, le 16 janvier, une éclatante victoire, puis court à **Mantoue** où **Wurmser** était bloqué. Celui-ci, réduit aux dernières extrémités de la famine, capitule le 2 février, et les Autrichiens évacuent l'Italie. En dix mois, moins de cinquante mille Français avaient détruit l'armée piémontaise et trois armées autrichiennes.

Armistice de Léoben.—*Avril* **1797.** Les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin sous **Hoche** et **Moreau** avaient repris l'offensive en Allemagne, et **Bonaparte** de son côté, après avoir passé, malgré l'archiduc Charles, le **Tagliamento,** arriva jusqu'à **Léoben** en Styrie. C'est alors qu'il accorda un **armistice** à l'archiduc, et y signa avec le cabinet de Vienne des préliminaires de paix, qui arrêtèrent les succès des armées de Hoche et de Moreau en Allemagne.

République Cisalpine.—1797. Tous les gouvernements de l'Italie avaient adhéré à la coalition contre la république; Bonaparte les en punit en faisant de la Lombardie une **république Cisalpine,** dont Milan devient la capitale. Il affaiblit par des contributions les princes de Parme, de Modène, de Toscane, et dicta au pape Pie VI la paix de **Tolentino,** qu'il acheta par la cession du Ferrarais, du Bolonais et de la Romagne, qui furent joints à la république Cisalpine.

Chute de Venise et de Gênes.—1797.—(6.) "Le gouvernement de **Venise** n'avait pas osé faire partie de la coalition contre la France; mais, profitant de l'absence de Bonaparte, il souleva secrètement les paysans des États vénitiens contre les Français, et 400 d'entre eux furent égorgés à Vérône, le lundi de Pâques, 9 avril, dans les hôpitaux et dans les maisons. Cette perfidie atroce décida Bonaparte à déclarer la guerre à Venise. Le sénat terrifié abdiqua le 20 mai **1797.** Tous les vaisseaux furent livrés, le **lion** de **Saint-Marc,** et les **chevaux** de **Corinthe** furent envoyés à Paris; ainsi finit cette république qui avait duré quinze siècles. Une insurrection éclata à **Gênes** le 22 mai; le sénat ab-

diqua, une constitution démocratique fut établie, et, sous le nom de **république ligurienne,** Gênes devint l'alliée de la France."

Élections de l'an V.—*Mai* **1797.—Journée du 18 fructidor** (4 septembre 1797). Dans cet état de choses survinrent les élections de l'an V pour le renouvellement du tiers des députés. Elles furent faites, la plupart, sous l'influence du parti réactionnaire. **Pichegru** fut porté à la présidence du conseil des Cinq-Cents, et **Barbé-Marbois** à celle des Anciens. **Barthélemy,** ambassadeur en Suisse, remplaça **Letourneur** au Directoire. Bientôt le Directoire se trouva ouvertement attaqué par les Conseils, qui étaient hostiles à trois des Directeurs : **Barras, Rewbell** et **La Réveillère,** qu'on appela les **triumvirs.** On rappela tous les bannis, prêtres ou émigrés, qui revinrent en foule, et toujours ennemis de la révolution. Les Directeurs se virent bientôt dans le plus grand péril; tout se préparait pour une lutte violente entre les deux partis. En vain Carnot et Barthélemy tentèrent d'agir en pacificateurs : leurs collègues, Barras, Rewbell et La Réveillère, qui formaient la majorité du Directoire, jugèrent que la cause de la révolution et la leur propre ne pouvait plus être défendue par des moyens légaux : ils résolurent de se débarrasser de leurs adversaires par un coup d'État, et se servirent de l'armée pour l'exécuter. Le **18 fructidor,** pendant la nuit, douze mille hommes, cantonnés autour de la capitale, entrèrent dans Paris sous le commandement d'**Augereau,** et dès le matin ces troupes avec quarante pièces de canon cernèrent les Tuileries. Un grand nombre de membres des Conseils furent arrêtés; une commission rendit une loi de salut public, par laquelle cinquante-trois députés parmi lesquels **Pichegru, Barbé-Marbois, Boissy-d'Anglas, Portalis, Camille Jordan, Pastoret,** etc., et deux Directeurs, **Carnot** et **Barthélemy,** furent condamnés à être déportés à **Cayenne.** On annula les élections de quarante-huit départements; les lois contre les prêtres et les émigrés furent remises en vigueur; on proscrivit en masse les rédacteurs de trente-cinq journaux. **Merlin de Douay** et **François de Neuchâteau** remplacèrent au Directoire Carnot et Barthélemy. La journée du 18 *fructidor* ruina le parti royaliste et releva le parti républicain.

Paix de Campo-Formio.—*Octobre* **1797.** Le coup d'État du 18 fructidor ramena le gouvernement révolutionnaire, mais un peu mitigé. Le Directoire était alors arrivé à son plus haut degré de puissance. Délivré de toute opposition à l'intérieur, il imposa la paix à l'Autriche par le glorieux traité de **Campo-Formio,** et à l'Empire par le congrès de Radstadt. L'Autriche reconnut à la France la possession de la Belgique, de la rive gauche du Rhin et des Iles Illyriennes; la France donna à l'Autriche, en échange des États belges et lombards, la ville de Venise, le Frioul, l'Istrie et la Dalmatie. Bonaparte réclama en outre la liberté des prisonniers d'Olmutz, livrés à l'Autriche, et parmi lesquels se trouvait La Fayette.

Conquête de la Suisse.—Révolution à Rome.—1797–1798. Pendant ce temps, la Suisse était à son tour en insurrection. Les Vaudois, opprimés par le canton de Berne, appelèrent les Français à leur secours, et le Directoire fit envahir le territoire neutre de la Suisse. La plupart des cantons suisses opposèrent en vain une résistance héroïque, ils succombèrent tous; **Genève** fut réunie à la France, et la **république helvétique** adopta la constitution de l'an III. Cette révolution fut suivie de celle de Rome, où le général français Duphot avait été tué dans une émeute. Pour venger cet attentat, le général Berthier s'empara de Rome, et fit prisonnier le pape **Pie VI,** qui fut conduit en France, et mourut à Valence l'année suivante, à l'âge de quatre-vingts ans. Rome devint une république, et le Directoire se trouva ainsi entouré des républiques helvétique, batave, ligurienne, cisalpine et romaine, formées sur le modèle de la république française.

Retour de Bonaparte à Paris.—10 *décembre* **1797.** La guerre d'Italie terminée, Bonaparte revint à Paris pour faire ratifier par le Directoire le traité de Campo-Formio. Son retour fut un triomphe: jamais général n'avait obtenu de la république des honneurs semblables; jamais vainqueur n'avait excité plus d'enthousiasme.

On prépara, pour la remise du traité, une **fête triomphale,** qui eut lieu dans la cour du Luxembourg; on y dressa un autel de la patrie, et les drapeaux pris sur l'ennemi furent disposés en arc

triomphal. Tout le monde était dans l'attente, lorsque, au son d'une musique guerrière, au bruit répété du canon et des acclamations de la foule, parut le jeune vainqueur de l'Italie : à sa vue les cris de *Vive la république! Vive Bonaparte!* se confondirent; l'enthousiasme fut à son comble. Dès ce jour même, il fut question d'une nouvelle conquête qui allait être confiée à Bonaparte.

Expédition d'Égypte. — Départ de Bonaparte. — 19 *mai* **1798.** L'invasion de l'Égypte ayant été résolue, le Directoire, inquiet de l'ascendant que prenait le jeune vainqueur de l'Italie, lui confia le commandement de cette expédition lointaine et aventureuse. Le 19 mai **1798,** Bonaparte partit de Toulon avec une flotte de quatre cents voiles, et une partie des troupes d'Italie. Il avait sous ses ordres **Menou, Berthier, Kléber, Desaix, Lannes, Murat, Davoust, Junot, Marmont.** Il emmenait aussi avec lui une société de savants, parmi lesquels se trouvaient le mathématicien **Monge** et le chimiste **Berthollet.** Il s'empara en passant de l'île de **Malte,** qui appartenait encore à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, et cingla vers l'Égypte. L'armée y débarqua le 2 juillet devant **Alexandrie;** dès le lendemain la ville était prise, et cinq jours après, Bonaparte marchait sur le Caire.

Bataille des Pyramides.—21 *juillet*.—**Combat naval d'Aboukir.**—1[er] *août* **1798.** L'Égypte était alors opprimée par les Mameluks, redoutable milice de cavalerie dont le chef était **Mourad-Bey.** Pour vaincre cette innombrable et vaillante cavalerie, Bonaparte imagina de former les cinq divisions de son armée en carrés qui se protégeaient mutuellement par leur feu. Les Mameluks vinrent se briser contre ces citadelles vivantes, et c'est ainsi que Bonaparte, après les avoir défait dans une première rencontre à Chébréiss, gagna le 21 juillet la célèbre **bataille des Pyramides.** *Soldats!* s'écria-t-il, avant le combat, *songez que du haut de ces Pyramides quarante siècles vous contemplent!* Le lendemain la ville du **Caire** ouvrit ses portes aux Français; Rosette et Damiette se soumirent; la puissance des Mameluks était détruite. Cependant un immense désastre suivit ce succès. L'amiral **Brueys** avait imprudemment embossé la flotte française

dans la rade d'**Aboukir**; le 1er août l'amiral anglais **Nelson** fondit sur elle, et la détruisit presque tout entière.

Bonaparte, sans se laisser décourager par ce désastre, acheva par lui-même ou par ses lieutenants **Kléber** et **Desaix,** de soumettre l'Égypte, et mit tous ses soins à gagner l'affection des habitants, en faisant respecter les propriétés, les mœurs et la religion; il organisa sa conquête, fonda au Caire un **institut** et commença l'exploration scientifique du pays.

Expédition de Syrie.—*janvier* **1799.—Siége de Saint-Jean-d'Acre.—Victoire du Mont-Thabor.** Après la conquête de l'Égypte, ayant appris qu'une armée turque se rassemblait à Damas en Syrie, Bonaparte résolut d'aller au devant d'elle; il partit avec douze mille hommes, traversa le désert et marcha sur la Palestine. **Gaza** et **Jaffa** furent emportés d'assaut, et **Saint-Jean-d'Acre** investi; mais Bonaparte manquait d'artillerie de siége, et livra en vain dix-sept assauts furieux à cette place, bien fortifiée et défendue par le commodore anglais **Sydney-Smith.** Pendant ce temps l'armée combinée des Turcs et des Mameluks s'avançait sur le Jourdain; Bonaparte marcha à sa rencontre, et secondé par Kléber et Murat, remporta la célèbre victoire du **Mont-Thabor,** où six mille Français mirent en déroute vingt-cinq mille hommes d'infanterie et une nombreuse cavalerie. Après cette victoire, il leva le siége de Saint-Jean-d'Acre, et revint au Caire.

Bataille d'Aboukir.—25 *juillet* **1799.** A son retour en Égypte, Bonaparte ayant appris qu'une flotte anglaise avait débarqué une armée turque dans la presqu'île d'**Aboukir,** courut l'y attaquer avec des forces trois fois moins nombreuses, et le 25 juillet la culbuta dans la mer.

(16.) "Plus de douze mille cadavres flottaient sur cette mer d'Aboukir, qui naguère avait été couverte des corps de nos marins. Deux ou trois mille avaient péri par le feu ou le fer; les autres, enfermés dans le fort, n'avaient plus d'autre ressource que la clémence du vainqueur. Telle est cette extraordinaire bataille, où pour la première fois peut-être, dans l'histoire de la guerre, l'armée ennemie fut détruite tout entière."

Après cette brillante victoire, il apprit, par des journaux, la déplorable situation des affaires en France. Il résolut aussitôt d'y rentrer, et partit le 22 août, laissant à Kléber le commandement de l'armée d'Égypte. Ce brave général, vainqueur à **Héliopolis** d'une armée considérable de Turcs, d'Arabes et de Mameluks, avait repris le Caire, et conquis l'Égypte une seconde fois lorsqu'il fut assassiné, en **1800,** par un Turc fanatique nommé **Souleyman.** Le général **Menou** le remplaça dans le commandement; mais dépourvu de talent et de force, il ne put résister aux efforts combinés des Turcs et des Anglais, et ramena en France, en 1801, les débris de l'armée française. L'expédition d'Égypte ne fut féconde en heureux résultats que pour la science.

Deuxième coalition des puissances. — Conquête de Naples. —1798. Pendant la campagne d'Égypte, la France avait été en butte à l'agitation des partis, et avait eu à soutenir une lutte formidable avec ses ennemis à l'extérieur. Le ministre anglais **Pitt** avait formé, en **1798,** contre la France une **deuxième coalition,** dans laquelle étaient entrés toutes les puissances de l'Europe, à l'exception de la Prusse et de l'Espagne; la Russie, surtout, y prit une part active. La lutte s'engagea d'abord en Italie. Les Français y firent la **conquête de Naples et du Piémont.** Le général **Championnet** entra dans Naples après une résistance acharnée des **lazzaroni,** dont il fit un grand carnage, et proclama la république **parthénopéenne.** Le général **Joubert** occupa Turin, et l'Italie entière se trouva conquise avant que la coalition eût eu le temps de faire avancer ses formidables armées.

Revers des armées françaises.— 1799. La coalition des puissances était de beaucoup supérieure à la république en forces effectives et en préparatifs; elle l'attaqua en même temps en Italie, en Suisse et en Hollande. **Jourdan** fut battu à **Stockach,** près du lac de Constance, le 25 mars **1799.** Un mois après, les négociations entamées avec les États allemands furent rompues, et deux plénipotentiaires français furent assassinés par des hussards autrichiens en quittant **Radstadt.** En Italie, une forte armée autrichienne déboucha dans le Mantouan; elle battit deux fois **Schérer** sur l'Adige; **Moreau** prit sa place et fut battu comme

lui ; il fit sa retraite du côté de Gênes, dans l'intention de se joindre à l'armée de Naples, commandée par **Macdonald ;** mais celui-ci fut écrasé à la **Trébie,** par le général russe **Souvarow,** après trois jours de combat. Deux mois plus tard, Souvarow restait encore maître du champ de bataille à **Novi,** après un combat acharné où le général **Joubert** fut tué : l'Italie fut perdue pour les Français.

Nouvelles victoires des Français.—Les confédérés, après avoir acquis l'Italie, tentèrent de pénétrer en France par la Suisse, tandis que le duc d'York débarquait en Hollande avec quarante mille hommes ; mais les généraux Masséna et Brune arrêtèrent leur marche jusque là victorieuse. Le 19 septembre **1799, Brune** battit à **Bergen,** en Hollande, l'armée du **duc d'York,** et six jours après, **Masséna** se couvrit de gloire par la victoire qu'il remporta près de **Zurich,** sur les Russes, commandés par **Souvarow.**

Journée du 30 prairial an VII.—18 *juin* **1799.** Le gouvernement du Directoire était tombé dans le plus profond mépris. Les élections de l'an VII, qui survinrent alors, furent démocratiques, et en même temps **Sieyès,** le plus grand ennemi du Directoire, et l'homme le plus important de l'époque, remplaça **Rewbell** dans ce gouvernement. Bientôt tous les mécontents se réunirent dans un parti d'opposition violente. Les conseils demandèrent compte aux Directeurs de l'état de la république ; ils s'attaquèrent surtout aux trois membres **Treilhard, Merlin** et **La Réveillère. Barras** avait abandonné ses collégues. Treilhard fut destitué sur un prétexte frivole, et **Gohier** lui succéda. Merlin et La Réveillère demeurèrent en butte aux attaques des Conseils, et le **30 prairial** an VII (18 juin 1799) ils furent contraints à se démettre de l'autorité directoriale ; le général **Moulins** et **Roger-Ducos** les remplacèrent. Cette journée acheva de désorganiser le gouvernement de l'an III, et Sieyès travailla dès lors de tout son pouvoir à en détruire les restes. Des mesures révolutionnaires furent adoptées : un **emprunt forcé** de cent millions fut décrété, l'odieuse **loi des otages** contre les parents d'émigrés et les nobles fut rendue ; un club de Jacobins se rouvrit, et l'on craignit un moment un retour de la terreur.

Tel était l'état de la France, lorsque Bonaparte, qui avait quitté l'Égypte au mois d'août, débarqua à **Fréjus** le 9 octobre **1799**, et arriva inopinément à Paris le 15. Il avait dit en partant :— " Le règne des avocats est fini ; " en effet, à son retour, il concerta avec Sieyès le coup d'État qui devait renverser la constitution de l'an III.

Révolution du 18 brumaire an VIII. — (9 *novembre* **1799.**) (6.) Profitant de l'enthousiasme avec lequel il était accueilli, et de l'appui qu'il trouvait dans deux directeurs, Sieyès et Roger-Ducos, Bonaparte gagna la majorité du Conseil des Anciens, et s'assura du concours de la plupart de ses compagnons d'armes. Le **18 brumaire an VIII** (9 novembre 1799) il obtint du Conseil des Anciens un décret qui transférait le Corps législatif à **Saint-Cloud,** se fit charger de l'exécution de ce décret, et donner le commandement des troupes. Sieyès, Roger-Ducos et Barras donnèrent leur démission. Le lendemain, 19, **Bonaparte** se présenta au **Conseil des Anciens,** annonça qu'il n'y avait plus de gouvernement, que le Directoire avait donné sa démission, et pressa le Conseil de pourvoir au salut de l'État. Puis il entra dans le **Conseil des Cinq-Cents,** assemblé dans l'Orangerie et que présidait son frère **Lucien.** Il laissa à la porte quelques grenadiers. A sa vue on cria : **Hors la loi! A bas le dictateur!** Ses grenadiers, croyant sa vie menacée, l'entraînèrent hors de la salle. Lucien ne put dominer le tumulte. Le général **Leclerc** prit alors un bataillon de grenadiers, fit battre la charge, entra dans la salle et la fit évacuer. Les députés sortirent par les fenêtres et s'enfuirent à Paris. La révolution était faite, la république n'existait plus que de nom, deux commissions devaient préparer une nouvelle constitution, et **trois consuls** provisoires, **Bonaparte, Sieyès** et **Roger-Ducos** prenaient possession du pouvoir exécutif.

Principaux ministres. — *Roland, Monge, Danton, Garat, Gohier.*

Faits contemporains.—1796. Mort de Catherine II, impératrice de Russie; son fils Paul 1er lui succède.—**1799.** Tippo-Saeb, dernier nabab du Mysore, ennemi des Anglais, périt les armes à la main.

CONSULAT.

Du 10 novembre **1799** au 18 mai **1804.**

Établissement du Consulat.—10 *novembre* **1799.** (21 brumaire.) La révolution du 18 brumaire fut un attentat aux lois; mais elle fut applaudie de tout le monde, parce qu'on sentait le besoin d'un pouvoir fortement constitué, et que chacun d'ailleurs espérait trouver en Bonaparte l'homme de son parti. On établit un gouvernement provisoire composé de trois consuls: **Bonaparte, Sieyès** et **Roger-Ducos;** et deux commissions législatives furent chargées de préparer la constitution. Le nouveau gouvernement montra par ses premiers actes qu'il voulait suivre une politique de conciliation et de réparation. Il abolit la loi de l'emprunt forcé et celle des otages, et rappela les proscrits. Cependant les auteurs du 18 brumaire ne furent pas longtemps d'accord. **Bonaparte** rejeta un projet de constitution que Sieyès méditait depuis longtemps, et dans laquelle il ne donnait au général qu'un rôle subalterne. Celui-ci qui ne pouvait s'accommoder d'un pareil système, soumit alors à l'approbation du peuple la **constitution de l'an VIII,** qui fut acceptée par plus de trois millions de suffrages.

Constitution de l'an VIII.—Cette constitution fut proclamée le 24 décembre **1799.** Elle établissait un **premier consul,** chargé du pouvoir exécutif, nommé pour dix ans, et ayant pour seconds deux consuls, qui n'avaient que voix consultative. Ce gouvernement avait seul l'initiative des lois; un **Tribunat** devait les discuter; un **Corps législatif** les admettait ou les rejetait; enfin un Sénat richement doté, devait veiller à leur conservation. Ce sénat, composé de quatre-vingts membres élus à vie, choisissait lui-même dans la liste des candidats nationaux les membres du tribunat et du corps législatif.

Bonaparte, Premier Consul.— Bonaparte, proclamé **premier**

consul pour dix ans, s'adjoignit pour second et pour troisième consuls **Cambacérès,** ex-conventionnel, et **Lebrun,** ancien secrétaire du chancelier Maupeou. Aussitôt le gouvernement s'organisa; **Talleyrand** et **Fouché** furent appelés aux ministères des affaires étrangères et de la police. Bonaparte, cédant au vœu de la nation, offrit la paix à l'Angleterre; mais cette puissance refusa, et la guerre continua.

Deuxième campagne d'Italie et d'Allemagne. — Passage du Saint-Bernard. —*Mai* **1800.** La Russie s'était retirée de la coalition contre la France, la Prusse était neutre, l'Autriche seule persévérait dans la lutte et avait deux grandes armées, l'une sur le Rhin, l'autre en Italie, et soudoyées par l'or des Anglais. **Bonaparte** se prépara alors à faire une guerre glorieuse et décisive. Il porta toutes les forces de la république sur le Rhin et aux Alpes: **Moreau** eut l'armée du Rhin; le premier consul celle d'Italie. **Masséna,** renfermé dans **Gênes,** avec une poignée de braves, luttait contre le feld-maréchal **Mélas,** qui commandait en Italie cent trente mille Autrichiens. C'est alors que Bonaparte quitte Paris, vient prendre le commandement des troupes réunies à Genève et franchit, par des chemins où le pied de l'homme n'a jamais été empreint, les neiges et les glaces du **Grand Saint-Bernard,** avec une armée de quarante mille hommes et toute son artillerie, que l'on transporta à dos de mulet, ou dans des troncs d'arbres creusés à dessein. Le général Lannes débouche en Italie par la vallée d'Aoste, où il s'empare de la ville de ce nom et de plusieurs forts; d'autres divisions passent les Alpes sur différents points; Bonaparte s'avance sur les derrières de Mélas, et, le 6 juin **1800,** attaque à **Montebello** les Autrichiens commandés par le général **Ott** et remporte une première victoire. **Lannes** eut le principal honneur de cette journée, dont le nom glorieux fut plus tard attaché au sien.

Bataille de Marengo. — 14 *juin* **1800.** Mais ce fut le 14 juin **1800** que se décida le sort de l'Italie dans les plaines de **Marengo,** près d'Alexandrie. Les Français, attaqués par quarante mille hommes, eurent d'abord le dessous; et déjà Mélas *croyait* tenir la victoire; lorsque Bonaparte lança dans la plaine

huit cents grenadiers de sa garde, qui se forment en carrés, et arrêtent seuls les colonnes ennemies, qui se brisent contre eux. Leur résistance donna le temps à d'autres divisions d'entrer en ligne. Les charges qu'exécutèrent alors **Desaix,** tout récemment arrivé d'Égypte, et **Kellerman,** fils du vainqueur de Valmy, décidèrent du sort de cette grande et décisive bataille; les Autrichiens furent écrasés, et la victoire de Marengo rendit à la France l'Italie entière. Malheureusement l'armée française perdit le brave général Desaix.

De son côté, **Moreau** n'eut que des succès en Allemagne. Après avoir battu les Autrichiens à **Hochsted,** puis à **Neubourg,** où périt **La Tour d'Auvergne,** proclamé par Bonaparte le premier grenadier de la république, il remporta, le 3 décembre **1800,** la célèbre victoire de **Hohenlinden,** marcha sur **Vienne** et força l'empereur à demander la paix.

Retour de Bonaparte.—Machine infernale. — 24 *décembre* **1800.** Bonaparte, de retour à Paris après cette brillante campagne où, en moins de six semaines, il avait reconquis toute l'Italie, fut l'objet d'un enthousiasme universel. Cependant, au milieu de tant de prospérité, le premier consul faillit périr victime d'un horrible complot tramé par les **Chouans.** Le 24 décembre **1800,** ils préparèrent dans la rue Saint-Nicaise un baril de poudre qui devait faire explosion au moment où il la traverserait pour se rendre à l'Opéra. Il dut la vie à l'habileté de son cocher et à la rapidité de sa course: il avait dépassé l'endroit fatal quelques secondes avant l'explosion, qui brisa les glaces de la voiture, mais n'atteignit pas Bonaparte. Ce complot, fameux sous le nom de **Machine infernale,** causa une irritation profonde contre les hommes extrêmes des deux partis, et donna lieu à des proscriptions qui frappèrent surtout les démocrates; les véritables auteurs du complot furent découverts et mis à mort.

Traité de Lunéville.—9 *février* **1801.** La paix fut enfin conclue entre la France et l'Allemagne par le **traité de Lunéville,** signé le 9 février **1801.** La Belgique et les provinces allemandes du Rhin furent assurées à la France; les républiques cisalpine, ligurienne, helvétique et batave furent reconnues par

consul pour dix ans, s'adjoignit pour second et pour troisième consuls **Cambacérès,** ex-conventionnel, et **Lebrun,** ancien secrétaire du chancelier Maupeou. Aussitôt le gouvernement s'organisa; **Talleyrand** et **Fouché** furent appelés aux ministères des affaires étrangères et de la police. Bonaparte, cédant au vœu de la nation, offrit la paix à l'Angleterre; mais cette puissance refusa, et la guerre continua.

Deuxième campagne d'Italie et d'Allemagne. — Passage du Saint-Bernard. —*Mai* **1800.** La Russie s'était retirée de la coalition contre la France, la Prusse était neutre, l'Autriche seule persévérait dans la lutte et avait deux grandes armées, l'une sur le Rhin, l'autre en Italie, et soudoyées par l'or des Anglais. **Bonaparte** se prépara alors à faire une guerre glorieuse et décisive. Il porta toutes les forces de la république sur le Rhin et aux Alpes: **Moreau** eut l'armée du Rhin; le premier consul celle d'Italie. **Masséna,** renfermé dans **Gênes,** avec une poignée de braves, luttait contre le feld-maréchal **Mélas,** qui commandait en Italie cent trente mille Autrichiens. C'est alors que Bonaparte quitte Paris, vient prendre le commandement des troupes réunies à Genève et franchit, par des chemins où le pied de l'homme n'a jamais été empreint, les neiges et les glaces du **Grand Saint-Bernard,** avec une armée de quarante mille hommes et toute son artillerie, que l'on transporta à dos de mulet, ou dans des troncs d'arbres creusés à dessein. Le général Lannes débouche en Italie par la vallée d'Aoste, où il s'empare de la ville de ce nom et de plusieurs forts; d'autres divisions passent les Alpes sur différents points; Bonaparte s'avance sur les derrières de Mélas, et, le 6 juin **1800,** attaque à **Montebello** les Autrichiens commandés par le général **Ott** et remporte une première victoire. **Lannes** eut le principal honneur de cette journée, dont le nom glorieux fut plus tard attaché au sien.

Bataille de Marengo. — 14 *juin* **1800.** Mais ce fut le 14 juin **1800** que se décida le sort de l'Italie dans les plaines de **Marengo,** près d'Alexandrie. Les Français, attaqués par quarante mille hommes, eurent d'abord le dessous; et déjà Mélas *croyait* tenir la victoire; lorsque Bonaparte lança dans la plaine

huit cents grenadiers de sa garde, qui se forment en carrés, et arrêtent seuls les colonnes ennemies, qui se brisent contre eux. Leur résistance donna le temps à d'autres divisions d'entrer en ligne. Les charges qu'exécutèrent alors **Desaix,** tout récemment arrivé d'Égypte, et **Kellerman,** fils du vainqueur de Valmy, décidèrent du sort de cette grande et décisive bataille; les Autrichiens furent écrasés, et la victoire de Marengo rendit à la France l'Italie entière. Malheureusement l'armée française perdit le brave général Desaix.

De son côté, **Moreau** n'eut que des succès en Allemagne. Après avoir battu les Autrichiens à **Hochsted,** puis à **Neubourg,** où périt **La Tour d'Auvergne,** proclamé par Bonaparte le premier grenadier de la république, il remporta, le 3 décembre **1800,** la célèbre victoire de **Hohenlinden,** marcha sur **Vienne** et força l'empereur à demander la paix.

Retour de Bonaparte.—Machine infernale. — 24 *décembre* **1800.** Bonaparte, de retour à Paris après cette brillante campagne où, en moins de six semaines, il avait reconquis toute l'Italie, fut l'objet d'un enthousiasme universel. Cependant, au milieu de tant de prospérité, le premier consul faillit périr victime d'un horrible complot tramé par les **Chouans.** Le 24 décembre **1800,** ils préparèrent dans la rue Saint-Nicaise un baril de poudre qui devait faire explosion au moment où il la traverserait pour se rendre à l'Opéra. Il dut la vie à l'habileté de son cocher et à la rapidité de sa course: il avait dépassé l'endroit fatal quelques secondes avant l'explosion, qui brisa les glaces de la voiture, mais n'atteignit pas Bonaparte. Ce complot, fameux sous le nom de **Machine infernale,** causa une irritation profonde contre les hommes extrêmes des deux partis, et donna lieu à des proscriptions qui frappèrent surtout les démocrates; les véritables auteurs du complot furent découverts et mis à mort.

Traité de Lunéville.—9 *février* **1801.** La paix fut enfin conclue entre la France et l'Allemagne par le **traité de Lunéville,** signé le 9 février **1801.** La Belgique et les provinces allemandes du Rhin furent assurées à la France; les républiques cisalpine, ligurienne, helvétique et batave furent reconnues par

devinrent les chefs; **Moreau,** entraîné par sa femme dans le parti royaliste, fut leur confident mais non leur complice. La conjuration fut découverte, et tous ceux qu'on soupçonna d'y avoir pris part furent arrêtés. **Cadoudal** et douze de ses complices furent condamnés à mort et envoyés à l'échafaud; Bonaparte fit grâce aux autres. **Pichegru** s'étrangla dans sa prison, et **Moreau** fut condamné à deux ans de détention, qui se changèrent en un exil aux États-Unis.

Exécution du duc d'Enghien. — 21 *mars* **1804.** De faux rapports firent croire au premier consul que le **duc d'Enghien** était d'intelligence avec Pichegru dans cette conspiration. Ce jeune prince, dernier rejeton de la maison de Condé, fut enlevé d'**Ettenheim** (grand-duché de Bade) par un détachement de dragons français. Il fut conduit à **Vincennes,** jugé en quelques heures par une commission militaire, et fusillé dans les fossés du château. Toute la gloire de Bonaparte n'a pu faire oublier cette inique exécution.

Napoléon, Empereur. — 18 *mai* **1804.** La conspiration de Pichegru et de Cadoudal servit merveilleusement les desseins ambitieux du premier consul. Le Tribunat et le Corps législatif émirent le vœu que le gouvernement de la République fût confié à un empereur héréditaire, et le Sénat, par le senatus-consulte du 2 floréal an XII (18 mai **1804**), conféra au premier consul le titre d'**empereur** sous le nom de **Napoléon Bonaparte.** Le peuple ratifia par trois millions et demi de suffrages la fondation de la nouvelle dynastie. Le même jour la Constitution fut modifiée, et appropriée au nouvel ordre de choses. On donna à cet empire des princes, des grands dignitaires, des maréchaux, des chambellans et des pages. **Joseph** et **Louis Bonaparte,** frères de l'Empereur, furent reconnus princes français et aptes à lui succéder, à défaut d'héritiers directs (Napoléon avait épousé en **1796** **Joséphine** Tascher de la Pagerie, veuve du général Beauharnais, et n'avait point eu d'enfants de ce mariage). On nomma dix-huit maréchaux de l'Empire, qui furent *Berthier*, *Murat*, *Moncey*, *Jourdan*, *Masséna*, *Augereau*, *Bernadotte*, *Soult*, *Brune*, *Lannes*, *Mortier*, *Ney*, *Davoust*, *Bessières*, *Kellerman*, *Lefebvre*,

Pérignon, *Serrurier*. Tandis que ces choses se passaient en France, du fond de son exil, le chef des Bourbons, Louis XVIII, protestait contre l'avénement de Napoléon au trône.

Sacre et couronnement de Napoléon.—2 *décembre* **1804.** Napoléon, pour ajouter à l'élection populaire une sanction divine, voulut renouveler la cérémonie du **sacre** et du **couronnement;** à son instante requête, le pape **Pie VII** vint a Paris donner à sa fortune inouïe le sceau de la consécration religieuse. Le dimanche 2 décembre **1804,** dans l'église de Notre-Dame, **Napoléon,** accompagné de l'impératrice **Josephine,** entouré des grands corps de l'État, des cardinaux, archevêques et évêques, fut sacré **empereur des Français** par le souverain pontife.

Faits contemporains. — **1800.** Pie VII est élu pape à Venise. — **1801.** Paul I[er] est assassiné, son fils Alexandre lui succède. — **1803.** La Louisiane est vendue par la France aux États-Unis d'Amérique.

DYNASTIE DES NAPOLÉONS.

EMPIRE FRANÇAIS.

NAPOLÉON I.

De 1804 à 1814.

Napoléon, roi d'Italie.—**1805.** Napoléon, couronné empereur des Français, voulut joindre à ce titre celui de **roi d'Italie;** et les représentants de la république cisalpine décidèrent que cette contrée serait érigée en royaume séparé. Il partit aussitôt pour Milan, où il ceignit lui-même la **couronne de fer** des anciens rois lombards, puis nomma son beau-fils **Eugène de Beauharnais** vice-

roi d'Italie, et réunit à l'empire la ville de **Gênes** et la principauté de **Lucques,** qui fut donnée en apanage au prince Bacciochi, époux d'Élisa, l'une des sœurs de Napoléon.

Troisième coalition.— 1804. L'Autriche s'inquiéta de ces empiètements du nouvel empereur, et le cabinet anglais, dirigé une seconde fois par le ministre **Pitt,** réunit contre la France dans une **troisième coalition** l'Angleterre, l'Autriche et la Russie, où l'empereur Alexandre avait succédé à Paul 1er, son père, assassiné. Napoléon, occupé tout entier de ses projets de descente en Angleterre, s'était rendu au **camp de Boulogne,** et y achevait ses préparatifs, lorsqu'il apprit que toutes les forces de l'Autriche, sous les ordres des archiducs **Ferdinand, Jean** et **Charles,** s'avançaient vers le Rhin et l'Adige, et que deux armées russes étaient en marche pour les joindre. Sans perdre un moment, il quitte Boulogne, passe le Rhin, le 1er octobre **1805,** à la tête de cent soixante mille hommes, pénètre en Bavière, et traverse l'Allemagne, tandis que Masséna arrête le prince Charles en Italie. Napoléon et ses lieutenants rivalisent d'audace et de succès : l'Empereur entre dans **Munich,** remporte les victoires de **Wertingen** et d'**Elchingen,** prend **Ulm,** où s'était renfermé le général autrichien **Mack,** qui est fait prisonnier avec trente mille hommes. La capitulation de cette ville ouvre aux Français les portes de **Vienne,** où Napoléon fait son entrée le 13 novembre. De son côté **Masséna** avait battu les Autrichiens en Italie, repassé l'Adige, la Piave et le Tagliamento.

Bataille d'Austerlitz.—2 *décembre* **1805.** En quittant Vienne, **Napoléon** marche en Moravie au-devant des **Russes** et des **Autrichiens,** et les rencontre dans les plaines d'Austerlitz. On en vint aux mains le 2 décembre **1805,** et, à une heure après-midi, les Français avaient remporté la plus brillante de leurs victoires. La bataille d'**Austerlitz,** appelée aussi *bataille des trois empereurs*, coûta aux alliés plus de cinquante mille hommes, dont vingt-cinq à trente mille tués ou noyés dans les lacs, et vingt-cinq mille prisonniers ; quarante-cinq drapeaux, deux cents pièces de canon furent les trophées de cette mémorable victoire. L'armée russe obtint de se retirer sans être inquiétée.

Paix de Presbourg.—26 *décembre* **1805.** Le surlendemain de cette glorieuse journée, l'empereur d'Allemagne vint trouver le vainqueur sous sa tente, et demanda la paix, qui fut signée le 26 décembre à **Presbourg,** et mit fin à la troisième coalition. Par ce traité l'empereur reconnaissait **Napoléon** comme roi d'Italie, et cédait à ce royaume les **États Vénitiens,** la **Dalmatie** et l'**Illyrie.** Les électeurs de **Bavière,** de **Wurtemberg** et de **Bade,** reçurent, en récompense de leur fidélité à la France, des accroissements de territoire aux dépens de l'Autriche; les deux premiers furent créés rois.

Bataille de Trafalgar.—21 *octobre* **1805.**—L'année **1805,** si féconde pour la France en triomphes sur le continent, vit la ruine complète de toute sa marine. Les flottes combinées d'Espagne et de France, sous le commandement de l'amiral **Villeneuve,** rencontrèrent la flotte anglaise commandée par l'amiral **Nelson,** et perdirent, le 21 octobre, la célèbre bataille de **Trafalgar,** où trente-deux vaisseaux franco-espagnols furent battus par vingt-huit vaisseaux anglais: treize vaisseaux seulement échappèrent au désastre de la flotte combinée. Mais cette victoire coûta aux vainqueurs seize vaisseaux et l'amiral **Nelson.** Dès lors l'Angleterre domina seule sur l'Océan.

Calendrier grégorien.—1er *janvier* **1806.** A son retour à Paris, le vainqueur d'Austerlitz y excita un enthousiasme universel, et reçut le titre de **grand.** Dès lors il s'occupa de faire disparaître les derniers vestiges de la république. Le **calendrier grégorien** fut rétabli le 1er janvier **1806,** après quatorze ans d'interruption; la basilique **Sainte-Geneviève** (le Panthéon) fut rendu au culte catholique, et l'église de **Saint-Denis** fut destinée à la sépulture des empereurs.

Joseph, roi de Naples. — Louis, roi de Hollande.—Grands fiefs de l'empire.—1806.—(6.) "Après la paix de Presbourg, Napoléon chercha à entourer son empire de puissances vassales dont les chefs lui fussent dévoués, et songea en même temps à l'élévation de sa propre famille. Il nomma le prince **Murat,** son beau-frère, grand-duc de Clèves et de Berg. Il fit épouser à son beau-fils **Eugène Beauharnais,** vice-roi d'Italie, une princesse

de Bavière. Le roi de Naples avait tenté une diversion en faveur de l'Autriche ; un décret de l'Empereur déclara que les Bourbons de Naples avaient cessé de régner, et pendant que Ferdinand IV se retirait en Sicile, **Joseph Bonaparte** s'établissait à Naples. La Hollande était depuis douze ans, sous le nom de république batave, l'allié fidèle de la France. Napoléon voulut une union plus intime, il lui donna pour roi son frère **Louis.** Une république restait encore, c'était la Suisse; il s'en fit le **médiateur.** Il érigea des provinces ou villes conquises en principautés ou duchés qu'il appela **grands fiefs de l'empire,** et les donna à des compagnons de sa fortune, pour récompense de leurs services militaires ou de leurs travaux civils. Enfin, il détruisit l'ancien corps germanique et forma des provinces du midi et de l'ouest de l'Allemagne, la **confédération du Rhin,** dont il se déclara le **protecteur. François II** abdiqua le titre d'empereur d'Allemagne et prit celui d'empereur d'Autriche sous le nom de **François 1er;** ainsi finit l'empire germanique, appelé le saint empire romain, après mille ans d'existence."

Quatrième coalition.—1806. La Prusse, qui depuis neuf ans gardait la neutralité, s'alarmait avec raison des envahissements de la France et de son ascendant toujours croissant en Europe; et se croyant menacée dans son indépendance, elle se prépara à la guerre. Frédéric-Guillaume envahit la Saxe; l'ambassadeur français est insulté dans Berlin, et l'on vit la jeune et belle **reine de Prusse** parcourir cette ville à cheval, en costume militaire, pour exciter l'enthousiasme belliqueux de la population. Cette même année le célèbre **Pitt,** si hostile à la France, était mort; son illustre rival **Fox,** l'avait remplacé au pouvoir, et avait entamé des négociations avec la France; mais il était mort au bout de quelques mois, et le nouveau ministère anglais reprit la politique de Pitt. L'Angleterre s'allia à la Prusse, à la Russie et à la Suède, et Napoléon eut à lutter contre une **quatrième coalition.**

Campagne de Prusse.—Bataille d'Iéna.—14 *octobre* **1806.** Napoléon prévint encore ses ennemis par la rapidité de sa marche et l'audace de ses coups. Le 28 septembre, il entre en campagne, *et le* 14 octobre le sort de la Prusse est décidé par la glorieuse

victoire d'**Iéna** et par celle de Davoust à **Averstadt;** toutes les forteresses de la Prusse capitulent, et en quelques jours cette monarchie militaire est anéantie. Napoléon va visiter à Potsdam le tombeau du grand Frédéric, et s'empare de son épée, qu'il envoie à l'hôtel des Invalides de Paris. Les maréchaux de l'Empereur employèrent la fin de l'année à conquérir le reste du royaume, tandis que le maréchal Mortier s'emparait de l'électorat de Hesse-Cassel. Cette campagne avait coûté à la Prusse cent quarante mille hommes; tous les drapeaux, les canons, les bagages et les généraux avaient été pris.

Système continental. — 1806. Napoléon rendit à Berlin, le 21 novembre **1806,** le fameux décret qui établit le **système continental.** Par ce décret, il déclare les Iles-Britanniques en état de **blocus;** il interdit avec elles tout commerce, toute correspondance, proscrit toute marchandise anglaise, ferme aux vaisseaux anglais tous les ports du continent dans l'Océan et dans les mers du Nord.

Campagne de Pologne.—Bataille d'Eylau.—7 *février* **1807.** Maître de la Prusse, Napoléon marcha ensuite en Pologne au-devant de l'armée russe, et cette campagne ne fut pas moins brillante que l'autre. Après plusieurs combats où les Français eurent presque toujours l'avantage, les deux armées se rencontrèrent dans les plaines célèbres d'**Eylau,** où se livra, le 7 février **1807,** une des plus sanglantes et des plus effroyables batailles de l'empire: une neige épaisse, qui couvrait la plaine, ajouta encore aux horreurs de cette journée, où les Russes laissèrent vingt mille hommes sur le champ de bataille, et douze mille prisonniers; mais l'armée française y essuya aussi de grandes pertes.

Prise de Dantzick.—*Mai.*—**Bataille de Friedland.**—*Juin* **1807.** Trois mois après cette victoire des Français, **Dantzick,** l'une des plus fortes places de la monarchie prussienne, succomba sous les efforts du maréchal Lefebvre; la ville se rendit le 24 mai **1807** avec neuf mille hommes, reste d'une garnison de dix-huit mille. Le 14 juin suivant, jour anniversaire de la bataille de Marengo, Napoléon rencontre les Russes à **Friedland** et les met dans une déroute complète: dix mille morts, treize mille prison-

niers sont les principaux résultats de cette grande bataille, qui mit fin à la guerre par le traité de **Tilsitt.**

Traité de Tilsitt.—7 *juillet* **1807.** L'empereur de Russie, Alexandre, vaincu, demanda enfin la paix, et témoigna le désir de voir son vainqueur. Les deux empereurs eurent une première entrevue sur un radeau construit au milieu du Niémen. Ils ouvrirent des conférences à **Tilsitt,** y admirent le roi et la reine de Prusse, et la paix y fut signée le 7 juillet. Par ce traité, la Prusse fut réduite de moitié. Ses provinces de la rive gauche de l'Elbe formèrent avec la Hesse, le Brunswick et la plus grande partie du Hanovre, le royaume de **Westphalie** qui fut donné a **Jérome Bonaparte.** Les provinces polonaises formèrent le **grand-duché de Varsovie,** qui fut donné à l'électeur de Saxe, déjà couronné roi par Napoléon. La Prusse et la Russie fermèrent leurs ports au commerce anglais.

Bombardement de Copenhague.—2 *septembre* **1807.** Dans ce même temps, l'Angleterre, voulant garder à tout prix un pied sur la Baltique, somma le Danemark de faire alliance avec elle et de lui livrer ses vaisseaux pour garantie. Le roi refusa avec indignation, et **Copenhague** subit, le 2 septembre **1807,** un effroyable **bombardement** qui mit en cendres la plus grande partie de la ville. Victime de cet acte de violence inique et barbare, les Danois se vengèrent en adhérant au système continental, et conclurent avec la France une alliance à laquelle ils furent fidèles jusqu'à la chute de Napoléon. En même temps le faible roi de Suède, **Gustave IV,** se déclarant follement le vengeur de l'Europe contre Napoléon, se voyait enlever, par le maréchal Brune, Stralsund et l'île de Rugen, pendant que l'empereur de Russie lui prenait la **Finlande.**

Invasion du Portugal.—**1807.** Le Portugal était alors le seul État qui fut soumis à l'influence directe de l'Angleterre, et qui refusât de lui fermer ses ports. Napoléon, d'accord avec la cour de Madrid, décida par un traité inique, signé à **Fontainebleau,** le 27 octobre **1807,** que la **maison de Bragance** avait cessé de régner. Il envoya contre le Portugal, sous la conduite de **Junot,** une armée française qui traversa l'Espagne et entra le

30 novembre **1807** à **Lisbonne,** peu de jours après que le prince régent s'était embarqué pour le **Brésil.** Ce royaume devait être partagé presque tout entier entre le roi d'Étrurie et **Godoï,** prince de la Paix, favori du roi d'Espagne.

Invasion des Français en Espagne.—1808. Ce rapide succès enflamma l'ambition de Napoléon ; il sut profiter des scandaleuses divisions qui s'étaient élevées dans la famille royale. Le vieux Charles IV s'était laissé entièrement subjuguer par un favori odieux à la nation, Manuel Godoï, devenu premier ministre et **prince de la Paix.** Ferdinand, fils aîné du roi, persécuté par le favori, s'était fait un parti puissant pour renverser le ministre et peut-être son père. Chacun de ces partis recherchait contre l'autre l'appui de Napoléon, alors au faîte de sa fortune. A la faveur de ces troubles, l'Empereur fit entrer en Espagne, sous les ordres de Murat, une armée française qui occupa les côtes, les places fortes, et marcha sur Madrid. Frappés de stupeur à l'approche des Français, le vieux roi et la reine, conseillés par Godoï, se disposaient à s'embarquer pour l'Amérique, lorsqu'au premier bruit de ce départ, une insurrection menaçante éclata à Aranjuez. Godoï fut arrêté, le roi Charles IV fut obligé de destituer son favori et d'abdiquer en faveur de son fils, **Ferdinand VII,** qui fit son entrée à **Madrid** le 22 mars **1808.** Mais le lendemain, Murat entra dans cette capitale avec son armée, et refusa de reconnaître le nouveau roi, laissant à l'Empereur à décider de la validité de l'abdication de Charles IV.

Joseph Bonaparte, roi d'Espagne.—1808. Napoléon se rendit alors à **Bayonne,** où les princes espagnols vinrent le trouver, pour le faire l'arbitre de leurs querelles. L'Empereur, maître de leur personne, les obligea à lui céder leurs droits, et donna la couronne d'Espagne à son frère **Joseph,** qui lui-même renonça à celle de Naples en faveur de **Joachim Murat,** son beau-frère. Charles IV vint habiter le château de **Compiègne,** et Ferdinand fut retenu captif dans celui de **Valençay** (Indre).

Soulèvement de lEspagne et du Portugal.—1808. Mais déjà les Espagnols, indignés et furieux, se soulèvent de toutes parts contre la domination de Napoléon et de sa famille. Le 27

mai, **jour de la Saint-Ferdinand,** de nouvelles vêpres siciliennes sonnent contre les Français dans toute l'Espagne ; ils sont massacrés à Madrid, leur escadre est prise à Cadix, et les équipages sont égorgés ; une guerre à mort est déclarée aux Français, et les Portugais suivent l'exemple des Espagnols. Les habitants de **Saragosse** en **1808** défendirent leur ville avec un courage inouï, ils s'ensevelirent sous ses décombres plutôt que de se rendre au vainqueur. La capitulation du général Dupont à **Baylen,** dans le royaume de Cordoue, commence les revers de la France, et redouble l'audace des Espagnols. Sept jours après cette capitulation, Joseph Bonaparte est obligé de quitter Madrid, où il n'était que depuis huit jours, et de fuir à Vittoria. Dans le même temps, **Junot,** cerné dans Lisbonne, et trop faible pour résister aux forces de l'Angleterre, commandées par Arthur Wellesley, depuis **lord Wellington,** consentit par la convention de **Cintra,** signée le 30 août **1808,** à évacuer le pays avec tous les honneurs de la guerre.

Entrevue d'Erfurt.—27 *septembre* **1808.** Napoléon, résolu à dompter l'Espagne, voulut s'assurer encore des dispositions de l'empereur de Russie et affermir son alliance avec lui. Il eut avec Alexandre une entrevue à **Erfurt,** où les deux empereurs se garantirent par un traité le repos et la soumission de l'Europe ; Alexandre se chargea de réduire la Suède, qui venait de se déclarer contre la France, tandis que Napoléon marcha lui-même en Espagne pour pousser cette guerre qui fut la source et le prélude de tous ses malheurs.

Napoléon en Espagne.—*Décembre* **1808.** Napoléon, tranquille du côté de la Russie, franchit les Pyrénées avec quatre-vingt mille de ses vieux soldats, accompagné de ses grands capitaines, et se dirigea sur Madrid, pour replacer son frère sur le trône. Les trois grandes batailles de **Burgos,** d'**Espinosa,** et de **Tudela,** gagnées par **Soult, Victor** et **Lannes,** ouvrirent à Napoléon les portes de la capitale, où il entra le 4 décembre **1808.** Une armée anglaise, qui s'était avancée au secours de Madrid, fut poursuivie par Soult, et presque entièrement détruite : *Sir John* **Moore,** général en chef, périt glorieusement, et les

débris de son armée se rembarquèrent à la hâte. Le Portugal était également retombé au pouvoir de la France; tout annonçait que la Péninsule était soumise, lorsque Napoléon se vit rappelé en France par les événements d'une nouvelle coalition formée contre lui. Son départ fut le signal d'une guerre sanglante qui mit pendant quatre ans à l'épreuve la bravoure des troupes françaises.

Cinquième coalition.—1809.—Batailles d'Eckmühl et de Ratisbonne. Cependant l'Autriche, enhardie par l'absence de Napoléon et par l'insurrection des Tyroliens, forme avec l'Angleterre une **cinquième coalition.** Aidée des subsides de Londres, elle venait d'armer cinq cent mille hommes, dont le commandement en chef avait été donné à l'archiduc Charles. La Bavière est aussitôt envahie, et le roi **Jérome** est chassé par les Westphaliens. A ces nouvelles, Napoléon quitte Paris le 10 avril, fond sur les Autrichiens sans leur donner le temps de se reconnaître, les bat à **Thann,** à **Abensberg,** à **Landshutt,** et le 20 avril à **Eckmühl,** où ils perdirent environ vingt mille prisonniers, leur artillerie, quinze drapeaux, et où le maréchal **Davoust** fit des prodiges de valeur. Le lendemain Napoléon emporte d'assaut la ville de **Ratisbonne,** après une sanglante bataille où, pour la première fois, il reçut une blessure légère au talon.

Prise de Vienne. — 13 *mai* **1809.** Après la prise de Ratisbonne, l'archiduc Charles se retira sur la frontière de la Bohême, et l'armée française se dirigea sur **Vienne,** où Napoléon entra pour la seconde fois, le 13 mai, après un bombardement de trente-six heures. Pendant ce temps, l'armée d'Italie, sous les ordres du **prince Eugène** obtenait de brillants succès, contre l'**archiduc Jean,** qui fut défait à la bataille de la **Piave.**

Batailles d'Essling, de Raab, de Wagram. — 1809. Huit jours après la prise de Vienne, on livra dans une île du Danube, la sanglante et indécise bataille d'**Essling,** où Napoléon perdit son ami l'intrépide maréchal **Lannes,** duc de Montebello. Bientôt l'armée d'Italie, après d'éclatants succès, opéra sa jonction avec la grande armée, et le 14 juin, anniversaire de Marengo et de Friedland, le **prince Eugène** gagna sur l'archiduc Jean la bataille de **Raab.** Enfin, le 6 juillet, la sanglante bataille de **Wagram,**

entre Napoléon et l'archiduc Charles, décida du sort de l'Autriche. La victoire fut chèrement disputée; vingt-cinq mille hommes des deux parts furent tués ou mis hors de combat. Les généraux **Macdonald, Oudinot** et **Marmont** furent créés maréchaux, en récompense de leurs brillants services.

Traité de Vienne.—14 *octobre* **1809.** L'empereur d'Autriche, François 1[er], vaincu sur tous les points, signa, le 14 octobre **1809,** la **paix de Vienne,** par laquelle il cédait plusieurs provinces, reconnaissait tous les changements politiques opérés par Napoléon, et adhérait au système continental.

Captivité du pape Pie VII. — 1809. Le pape Pie VII protestait contre l'occupation de Rome par des troupes françaises, et contre les empiétements de l'Empereur sur son territoire. Napoléon, irrité, le détrôna comme souverain temporel; le pape excommunia l'Empereur. Alors Pie VII fut enlevé du palais pontifical, le jour même de la bataille de Wagram, fut conduit à Savone, puis à **Fontainebleau,** où il subit avec une résignation toute chrétienne, une captivité de quatre ans: Napoléon réunit les États romains à son empire et fit de l'ancienne capitale du monde le chef-lieu d'un département français.

Suite de la guerre d'Espagne et de Portugal. — 1810—1811. (13.) "La guerre d'Espagne fut poussée avec vigueur pendant les années **1810** et **1811.** Le territoire de la Péninsule était défendu pied à pied, et il fallait prendre les villes d'assaut. **Suchet, Soult, Mortier, Ney, Sébastiani,** se rendirent maître de plusieurs provinces; et la junte espagnole, ne pouvant pas se maintenir à Séville, s'enferma dans Cadix, dont une armée française commença le blocus. La nouvelle expédition de Portugal fut moins heureuse. **Masséna,** qui la dirigeait, força d'abord **Wellington** à la retraite, et prit **Oporto** et **Olivenza;** mais le général anglais s'étant retranché dans la forte position de **Tores-Vedras,** Masséna ne put l'entamer; il fut contraint d'évacuer le pays."

Second mariage de Napoléon.—*Avril* **1810.**—(6.) "Napoléon n'avait point eu d'enfants; il songea à prendre une nouvelle *épouse* qui lui donnât une postérité, et voulut en même temps

contracter une alliance politique. Il fit annuler son mariage avec **Joséphine :** ce que le peuple vit avec regret ; l'impératrice Joséphine était aimée, on l'appelait le **bon ange de l'Empereur.** Spirituelle et gracieuse, elle ne s'était pas montrée au-dessous de sa fortune. Elle se retira à la **Malmaison.** Le 2 avril **1810** Napoléon épousa l'archiduchesse d'Autriche **Marie-Louise ;** elle lui donna le 20 mars suivant un fils, qui fut à sa naissance salué du nom de **roi de Rome.**"

Bernadotte appelé au trône de Suède.—1810. "Les Suédois avaient détrôné **Gustave IV** et mis à sa place le vieux duc de Sudermanie, son oncle, qui prit le nom de **Charles XIII.** Il n'avait pas d'enfants. Les étatsg énéraux de Suède, en **1810,** élurent pour prince héréditaire, devant régner après lui, le maréchal **Bernadotte.** Napoléon le laissa partir pour le royaume qui l'attendait, et crut que la Suède entrait fermement dans la politique française ; mais Bernadotte en Suède ne fut plus que Suédois."

Réunion de la Hollande à la France.—Étendue de l'empire en 1810. Le roi **Louis** de Hollande, attentif aux intérêts matériels de ses sujets, n'avait pas exécuté le blocus dans toute sa rigueur ; son royaume était devenu un entrepôt de marchandises anglaises. Napoléon, qui voulait que les rois qu'il avait faits fussent tout dévoués à sa politique, en fit des reproches à son frère et envoya une armée, sous le maréchal Oudinot, pour faire exécuter le blocus. Alors Louis, se voyant dans l'impossibilité de contenter à la fois l'Empereur et les Hollandais, abdiqua la couronne, et l'empire français, augmenté de la **Hollande** avec les villes anséatiques, des états romains, des provinces illyriennes et du Valais, eut **cent trente départements,** et s'étendit depuis Hambourg et Dantzick jusqu'à Trieste et Corfou. Napoléon commandait alors à plus de cinquante millions d'hommes, il avait sous les armes près d'un million de soldats ; il était au comble de sa puissance, dont le déclin allait commencer.

Rupture avec la Russie.—1812. L'empereur **Alexandre** de Russie voyait avec inquiétude l'empire de Napoléon se rapprocher tous les jours des limites du sien, et se fatiguait du blocus con-

tinental dont le commerce de la Russie avait beaucoup à souffrir. Il rouvrit ses ports aux Anglais. Dès lors Napoléon se prépare à la guerre, et fait avec ardeur les préparatifs d'une entreprise qui devait réduire la seule puissance qu'il n'eût pas encore entamée, et porter jusqu'à Moscou ses aigles victorieuses. Il rassemble en Allemagne une armée de plus de quatre cent cinquante mille hommes dont une moitié se compose de Français et l'autre d'Italiens, de Polonais, d'Allemands, et force la Prusse et l'Autriche à lui fournir un corps auxiliaire, l'une de vingt mille, l'autre de trente mille hommes. Il quitte Paris le 9 mai **1812,** tient à **Dresde** une cour de rois et d'empereurs qui viennent s'incliner devant sa puissance et sa fortune, et déclare la guerre à la Russie le 22 juin.

Campagne de Russie.—1812.—Bataille de la Moskowa. Le 25 juin, Napoléon entre en campagne à la tête d'une armée de plus de cinq cent mille soldats ; il passe le **Niémen** et commet la faute de s'arrêter dix-sept jours à **Wilna.** Il poursuit ensuite sa marche, et bat les Russes à **Witepsk,** à **Smolensk,** qui est abandonné aux flammes, puis à **Valoutina.** Les Russes, commandés par **Barclay,** reculent toujours ; l'armée française est sur la route de Moscou ; une dernière bataille, la plus opiniâtre et la plus sanglante, se livre, le 7 septembre, dans les champs de Borodino, près des bords de la **Moskowa.** La victoire reste aux Français, et le maréchal **Ney,** que ses compagnons surnomment le **brave des braves,** est proclamé **prince de la Moskowa** sur le champ de bataille. Le 14 Napoléon entrait à Moscou.

Incendie de Moscou.— *Septembre* **1812.** Les Français, en entrant à **Moscou,** trouvent la ville presque déserte ; le silence, la solitude qui règnent dans cette capitale, frappent d'étonnement le vainqueur. Les soldats se répandent dans la ville, où ils croyaient trouver le repos et l'abondance ; mais dès les premières heures de la nuit un affreux incendie éclate. C'est le gouverneur russe **Rostopchin** qui, en se retirant, y a fait mettre le feu ; il a voulu, par cet immense sacrifice, sauver sa patrie. A un signal donné, des forçats se répandent dans la ville, des torches enflammées à la main, mettent le feu en mille endroits à la fois, et, mal-

gré les efforts des soldats pour en arrêter les progrès, Moscou n'est bientôt plus qu'un vaste monceau de cendres et de débris. Le **Kremlin,** antique palais des czars, où Napoléon s'était logé, échappe presque seul à ce désastre. L'Empereur perd un temps précieux à attendre qu'on lui fasse des propositions de paix; Alexandre prolonge à dessein les négociations. Mais l'hiver approche, les Français n'ont plus d'asile, il faut songer à la retraite, et le 19 octobre Napoléon quitte Moscou.

Retraite de Russie.—Passage de la Bérésina.—1812. L'armée française se remet en route à travers le pays dévasté par lequel elle était venue à Moscou. Nos soldats n'ont pas seulement à lutter contre les Russes qui leur disputent tous les passages, contre des nuées de Cosaques qui les harcèlent sans cesse: dès le 7 novembre il tombe une effroyable quantité de neige, et le froid devient intense. Tous les chevaux périssent, l'artillerie, les bagages demeurent faute de transport. Les soldats, morts de **froid** et de **faim,** couvrent les routes de leurs cadavres glacés. L'armée est déjà réduite de moitié quand elle arrive à **Smolensk,** où elle ne peut se reposer faute d'approvisionnements. Cependant elle marche en assez bon ordre jusqu'à la **Bérésina,** qu'elle doit traverser en présence de trois armées russes, qui occupent et défendent tous les passages. Le fleuve est dégelé et charrie; il faut construire des ponts sous le feu de l'ennemi et se battre sans relâche; jamais Napoléon ne s'est trouvé dans un si grand danger. Le maréchal **Victor** protège le passage jusqu'à la dernière extrémité; les ponts obstrués par une innombrable multitude de soldats et un matériel immense, se brisent, et la Bérésina engloutit des milliers d'hommes dans ses flots. Un grand nombre de traîneurs, de femmes et d'enfants restaient sur la rive, ils y meurent de misère ou sont engloutis dans le fleuve Enfin, après des efforts inouïs, l'armée franchit cette redoutable barrière; mais dès lors la retraite n'est plus qu'une vaste et effroyable déroute. Napoléon, trahi par la Prusse et l'Autriche, qui auraient pu le secourir, quitte l'armée à **Smorgoni** le 5 décembre, pour retourner en France, où sa présence était devenue nécessaire, et laisse le commandement à **Murat,** qui reste au-dessous de sa mission.

Ney conserve son énergie, il protège en héros ses infortunés compagnons, il défend à **Kowno** le pont sur lequel ils passent le Niémen et sort le dernier du territoire russe. A **Posen,** le 16 janvier **1813,** après la défection des Prussiens, Murat, chef de l'armée, abandonne son poste, et déserte. **Eugène** prend le commandement, rassemble les misérables débris de l'armée, et les ramène à **Magdebourg** le 9 mars; quatre cent mille hommes avaient péri sur les champs de bataille ou dans les neiges.

(13.) "Cette retraite fut désastreuse et commença l'ébranlement de l'empire. Napoléon ne pouvait pas être abattu de main d'homme; quel général aurait pu triompher de ce général incomparable? Quelle armée aurait pu vaincre l'armée française? Mais les revers étaient placés pour lui aux dernières limites de l'Europe, aux limites glacées où devait être portée et où devait finir sa domination conquérante. Il perdit à la fin de cette campagne, non par une défaite, mais par le **froid,** par la **faim,** au milieu des solitudes et des neiges de la Russie, sa vieille armée et le prestige de sa fortune."

Conspiration du général Mallet. — *Octobre* **1812.** Le jour même où Napoléon quittait Moscou, une conspiration qui faillit réussir avait éclaté à Paris. Le général Mallet, au moyen de faux ordres et de faux écrits, fait croire à la mort de Napoléon, s'empare de la force armée, et établit un gouvernement provisoire. Mais bientôt la nouvelle que Napoléon est vivant vient confondre l'imposteur et ses complices, qui sont arrêtés, jugés et fusillés le 29 octobre.

Sixième coalition.—Campagne de Saxe.—1813. Napoléon de retour à Paris, demanda au sénat et obtint une nouvelle armée à la tête de laquelle il marcha à la rencontre du prince Eugène, qui ramenait les débris de sa grande armée. Mais au premier signal de ses revers, l'Europe s'était tournée tout entière contre lui. Une **sixième coalition** s'était formée entre la **Prusse,** la **Russie,** l'**Angleterre** puis la **Suède;** l'**Allemagne** était prête à se soulever; l'**Autriche** n'était retenue que par la crainte. Cependant Napoléon remporta avec ses jeunes conscrits, et sans cavalerie, les brillantes victoiresde **Lutzen,** de **Bautzen** et de

Wurschen; puis il négocia de nouveau pour la paix. Un congrès s'ouvrit à **Prague** le 4 juin, et Napoléon accepta la médiation de l'Autriche, qui demanda que l'empire français se renfermât entre les Alpes, le Rhin et la Meuse. L'Empereur hésita; le congrès fut subitement dissous sans résultat, et l'Autriche déclara la guerre à la France.

Napoléon n'avait pas la moitié des forces de ses ennemis. Cependant il gagna, le 27 août, sous les murs de **Dresde,** une bataille où le général **Moreau,** son ancien rival de gloire, arrivé depuis un mois d'Amérique, fut blessé à mort. Malheureusement, trois jours après, Vandamme éprouva un échec terrible à **Kulm;** Macdonald fut battu en Silésie, et Ney près de Berlin. (6.) "Enfin, le 18 octobre, il se livra sous les murs de **Leipsick** la plus effroyable bataille des temps modernes; on l'a appelée la **bataille des nations.** 130,000 Français luttèrent héroïquement contre 300,000 ennemis. Pendant l'action, 12,000 Saxons passèrent tout à coup des rangs des Français dans ceux des Russes, et déchargèrent toute leur artillerie sur les compagnons qu'ils venaient de quitter. L'Empereur n'avait plus de munitions, il ordonna la retraite. Il fallait passer par l'unique pont de l'**Elster;** un ordre mal compris et trop tôt exécuté le fit sauter quand il restait encore sur la rive ennemie 20,000 des nôtres et un matériel immense. Une multitude de braves, et parmi eux le prince polonais **Poniatowski,** trouvèrent la mort dans les flots; **Macdonald** se sauva à la nage. L'armée française, continuellement harcelée, effectua sa retraite avec précipitation; elle défit à **Hanau,** le 31 octobre, les Bavarois, qui, d'alliés devenus ennemis, voulaient lui couper le passage, et enfin elle repassa le Rhin."

Revers en Espagne.—1812—1813. (3.) "L'Espagne, à cette époque nous avait échappé sans retour. Deux grandes batailles perdues, celle des **Arapyles** par **Marmont** en **1812,** et celle de **Vittoria** par le roi **Joseph** en **1813,** portaient **Wellington** sur les Pyrénées; Soult, nommé depuis lors commandant en chef dans la Péninsule, avait soutenu la guerre à la tête de soixante mille hommes contre des forces trop supérieures, et l'Empereur à la fin de **1813** ne possédait plus en Espagne que le petit port de San-

tona. Eugène se maintenait avec peine en Italie, tandis que Murat lui-même se tournait contre Napoléon.

Campagne de 1814.—Napoléon revint à Paris au mois de novembre **1813,** et fit aussitôt des préparatifs pour une nouvelle campagne. Le sénat, toujours docile, lui accorda une levée de trois cent mille hommes ; mais il ne trouva plus l'obéissance accoutumée. La France était lasse de conquêtes, épuisée d'hommes et d'impôts; la plupart des chefs de l'armée soupiraient après le repos ; les défections commençaient à s'étendre à l'intérieur de la France, où les intrigues du **parti royaliste** agissaient sourdement. Le corps législatif osa pour la première fois résister à l'Empereur, et blâmer sa conduite en public ; Napoléon, irrité de cette opposition inattendue et dangereuse en face de l'ennemi, prononce la dissolution de ce corps, et se prépare à partir pour la campagne qui devait décider de son sort.

Après avoir rassemblé ses dernières ressources, l'Empereur confie à la garde nationale, Marie-Louise, déclarée régente, et son fils qu'il ne devait plus revoir, laisse le commandement de Paris à son frère Joseph, et entre en campagne le 25 janvier **1814.** Les frontières étaient partout envahies ; les Anglais s'avancent au sud par les Pyrénées, sous **Wellington ;** cent cinquante mille hommes sous **Schwartzenberg** débouchent par la Suisse ; cent trente mille Prussiens, commandés par **Blücher,** entrent par Francfort ; enfin cent mille Suédois et Allemands pénètrent en Belgique sous **Bernadotte.** Le général **Maison** est opposé à Bernadotte en Belgique ; **Augereau** est chargé d'arrêter les Autrichiens à Lyon ; **Soult,** les Anglais aux Pyrénées, tandis que le prince **Eugène** défend encore l'Italie ; l'Empereur lui-même marche en campagne contre Schwartzenberg et Blücher, dont il empêcha la jonction en se plaçant entre eux. Napoléon, en présence de tant de périls, retrouve les plus brillantes inspirations de son génie, et redouble d'audace et d'activité ; jamais il ne s'était montré plus grand capitaine. Il écrase l'armée de Blücher à **Champaubert,** à **Montmirail,** à **Château-Thierry,** à **Vauchamp ;** puis il fond sur les Autrichiens de Schwartzenberg, et les *culbute* à **Montereau.** Ces merveilleux succès le font hésiter à

accepter les conditions de paix qu'on lui offre à **Châtillon.** Mais toutes ces brillantes et rapides victoires ne peuvent arrêter la marche de l'ennemi sur Paris; vainement forme-t-il l'audacieux projet de fermer la retraite aux alliés en se portant derrière eux à **Saint-Dizier;** ils triomphent partout où il n'est pas. Les Autrichiens s'emparent de **Lyon;** les Anglais entrent dans **Bordeaux,** qui venait de se déclarer pour les Bourbons et qui reçoit dans ses murs le **duc d'Angoulême,** neveu de Louis XVIII. Marie Louise, cédant à des conseils timides, se retire avec son fils à Blois. Les alliés paraissent devant **Paris** le 29 mars, et le lendemain les maréchaux Marmont et Mortier leur livrent, sous les murs de la ville, une glorieuse bataille, avec vingt mille hommes contre toutes les forces des ennemis. Mais il faut céder au nombre; Joseph ordonne de **capituler,** part pour Orléans, et le 31 mars les Prussiens, les Russes et les Autrichiens font leur entrée dans Paris.

Abdication de Napoléon.—11 *avril* **1814.** Cependant Napoléon, averti de la marche des alliés sur Paris, accourait au secours de sa capitale; mais il arriva trop tard. Apprenant la capitulation de Paris, il se replia sur **Fontainebleau,** où il reçut la nouvelle de sa déchéance, prononcée par le sénat. Il lui restait encore cinquante mille hommes et une position formidable sur les derrières de l'ennemi; il aurait pu prolonger la lutte; mais voyant qu'il ne pouvait plus compter sur ses généraux, et reculant devant l'idée d'être la cause d'une guerre civile, il abdiqua en faveur de son fils, et envoya Ney, Macdonald et Caulaincourt, trois hommes d'une fidélité à toute épreuve, pour traiter avec les souverains alliés. Pendant la conférence, arriva la nouvelle que **Marmont,** duc de Raguse, venait de passer à l'ennemi avec son corps d'armée. Cette défection dicta la réponse d'Alexandre, il prononça l'**abdication absolue.** Dès lors Napoléon ne résista plus; il signa le 11 avril, à Fontainebleau, un traité par lequel il renonçait pour lui et ses enfants, aux trônes de France et d'Italie; il conservait son rang, son titre, ses honneurs, et on lui donnait en toute souveraineté la petite **île d'Elbe** avec deux millions de rente. Le 20 avril, il fit, dans la cour du palais de Fontainebleau, les adieux les plus touchants à

ses vieux soldats, et finit en disant : "Adieu, mes enfants ! je voudrais vous presser tous sur mon cœur ; que j'embrasse au moins votre drapeau !"... A ces mots, le général **Petit** saisissant l'aigle, s'avance vers Napoléon qui le reçoit dans ses bras et couvre le drapeau de baisers. Tous ces vieux soldats éclatent en sanglots : l'Empereur ému, fait un effort, et leur crie une dernière fois : "Adieu encore une fois, mes vieux compagnons ! Que ce dernier baiser passe dans vos cœurs !" Il s'élance aussitôt dans sa voiture, et part pour l'île d'Elbe, accompagné des généraux **Bertrand, Drouet** et **Cambronne,** et de quatre cents hommes de sa vieille garde. Ainsi tomba une première fois ce colosse de puissance et de gloire qui avait seul rempli le monde pendant quatorze années, et dont le génie profond, joint à la puissance de volonté et à l'immense force que la révolution avait mise entre ses mains, ont fait l'être le plus extraordinaire et le plus gigantesque des temps modernes. Grand capitaine et grand homme d'État, il éleva, par ses étonnantes victoires, la France au plus haut point de gloire qu'aucune nation ait jamais atteint ; cependant il fit plus pour elle encore par ses institutions et ses immenses travaux que par ses conquêtes.

Travaux de Napoléon.—Arts, commerce, industrie, monuments. — Les travaux de tout genre exécutés ou entrepris pendant le règne de Napoléon sont immenses ; l'espace nous manque pour les exposer tous ; en voici les principaux : les routes gigantesques du **Mont-Cenis,** du **Simplon,** du **Mont-Genève** et de la **Corniche,** qui ouvrent les Alpes dans quatre directions ; les routes des Pyrénées aux Alpes ; les ponts d'**Austerlitz,** d'**Iéna,** à Paris, et une foule d'autres dans toutes les parties de la France, et même dans les pays étrangers soumis à son vaste empire ; un grand nombre de canaux, entre autres celui de **Saint-Quentin.** La **Bourse,** la **Madeleine,** la colonne de la place **Vendôme,** l'arc de triomphe de l'**Étoile,** furent exécutés ou conçus sous son règne. Il donna une vive impulsion aux arts, aux sciences, à l'industrie. On vit briller alors les peintres **David, Girodet, Gros ;** les savants **Fourcroy, Berthollet, Chaptal,** et surtout l'immortel **Cuvier ;** les manufacturiers **Ternaux, Richard-Lenoir, Oberkampf.** Les rigueurs du blocus continental avaient fait naître

de nouvelles industries: on vit le **sucre de betterave** remplacer le sucre de canne; on apprit à se passer des tissus anglais, on inventa des machines à filer et à tisser le coton, et bientôt la France se couvrit de manufactures, qui employaient plusieurs centaines de mille ouvriers. C'est ainsi que Napoléon, en agitant les peuples, a contribué à leur civilisation.

Principaux ministres. *Talleyrand*, *Lucien Bonaparte*, *Carnot*, *Fouché*, *Barbé-Marbois*, *Portalis*.

RESTAURATION DES BOURBONS.

LOUIS XVIII.

De **1814** à **1824**.

Première Restauration, de **1814** à **1815**.

Entrée de Louis XVIII à Paris.—3 *mai* **1814**. L'empire n'existait plus. Le sénat, après avoir prononcé la déchéance de Napoléon, déclara que le peuple français appelait librement au trône le frère de Louis XVI, **Louis-Stanislas-Xavier,** sous le nom de **Louis XVIII.** Le comte d'Artois, frère de Louis XVIII, le précéda en France, et fit le 12 avril **1814** son entrée à Paris en qualité de lieutenant général du royaume. Louis XVIII, ayant quitté sa retraite d'**Hartwell** en Angleterre, débarqua le 24 avril à Calais, donna le 2 mai la **déclaration de Saint-Ouen,** qui garantissait aux Français la jouissance des libertés promises par la constitution du sénat, et fit, le 3, son entrée à Paris.

Premier traité de Paris.—30 *mai* **1814**. Le 30 mai, Louis XVIII signa avec les puissances alliées le traité de paix qui

faisait rentrer la France dans ses anciennes limites, en lui conservant toutefois la principauté d'Avignon, le Comtat-Venaissin, Mulhausen et une faible partie de la Savoie. L'île de Malte devint la propriété des Anglais.

Charte constitutionnelle.—4 *juin* **1814.** Le 4 juin, dans une séance royale, Louis XVIII donna solennellement aux Français la **charte constitutionnelle** qu'il avait promise. Cette charte établissait un **gouvernement représentatif,** composé du roi et de deux chambres, savoir: une **chambre des pairs** héréditaire, et une **chambre des députés** élective; elle garantissait les droits des citoyens, et assurait la liberté de la presse et celle des cultes. La restauration fut accueillie d'abord avec faveur, parce qu'elle apportait à la France tout ce qu'elle avait voulu en **1789.** Mais bientôt à la confiance succéda un sentiment tout contraire; les mesures du nouveau gouvernement ne tardèrent pas à faire naître un parti d'opposition, et le congrès de Vienne, ouvert depuis peu, provoquait déjà de nouvelles inquiétudes. D'un autre côté, le peuple et surtout l'armée regrettait le grand capitaine qui l'avait si longtemps conduite à la victoire.

Congrès de Vienne.—1814—1815. Pendant ce temps un **congrès** des souverains, rassemblés à Vienne pour se partager les dépouilles du vaste empire de Napoléon, soulevait de nombreux et profonds mécontentements. Les représentants dans ce congrès, dirigé surtout par l'empereur **Alexandre,** étaient M. de **Metternich** pour l'Autriche, lord **Castlereagh** pour l'Angleterre, **Hardenberg** pour la Prusse et le prince de **Talleyrand** pour la France. La Russie eut la Finlande et le grand-duché de **Varsovie,** sous le nom de royaume de **Pologne;** l'Autriche recouvra la **Lombardie** et y ajouta les **États Vénitiens;** l'Angleterre garda le cap de Bonne-Espérance, l'**Ile de France, Malte,** et **Corfou.** Enfin la Prusse obtint l'électorat de **Saxe,** la Poméranie Suédoise et la **Franconie.** Telle était, au commencement de mars **1815,** la situation générale de l'Europe, lorsqu'un événement prodigieux remit tout en question.

Napoléon quitte l'île d'Elbe.—Son retour à Paris.—20 *mars* **1815.** Napoléon, qui connaissait la disposition des esprits

en France, conçoit la pensée hardie de s'échapper de son île, de rentrer en France, et de se rasseoir sur le trône d'où la fortune des armes et non le peuple l'avait fait descendre. Profitant de la négligence de ses surveillants, il quitta l'île d'Elbe au milieu de la nuit, sur un brick suivi de six embarcations légères, débarqua le 1er mars **1815,** sur la plage de **Cannes** près d'Antibes (Var), et se dirigea, par une marche rapide, sur Grenoble, où toute la population l'accueillit avec transport. Le comte d'Artois, envoyé à Lyon pour l'arrêter, est obligé de fuir en toute hâte, et les portes de la ville sont ouvertes à l'Empereur le 10 mars. Partout les soldats répondent à l'appel de leur ancien général; le corps d'armée que Ney commande dans la Franche-Comté cède à l'exemple, et Ney lui-même se jette dans les bras de son ancien compagnon d'armes. A ces nouvelles, Louis XVIII quitta précipitamment son palais dans la nuit du 19 au 20 mars pour se rendre à Lille, puis à **Gand,** et Napoléon entra dans la capitale à six heures du soir, et fut porté en triomphe au palais des Tuileries.

LES CENT-JOURS.

Du 20 mars au 8 juillet 1815.

Réorganisation de l'Empire.—Acte additionnel. Napoléon rentré aux Tuileries, rétablit aussitôt le gouvernement impérial tel qu'il existait en **1811.** Il nomma des ministres, entre autres Fouché, Carnot, Benjamin Constant, et rappela ses courtisans. Dans ses premiers décrets, datés de Lyon, il avait déjà prononcé la dissolution des deux chambres. Pour rassurer l'opinion publique à l'égard de toutes ces mesures, Napoléon appela les électeurs au **Champ-de-Mai,** promit un gouvernement libéral et soumit à la sanction du peuple une nouvelle constitution, qui renfermait les principales dispositions de la charte de Louis XVIII;

mais il ne la présenta que comme un **Acte additionnel** aux constitutions de l'empire, ce qui fit beaucoup de mécontents.

Champ-de-Mai.—1er *juin* **1815.** Le 1er juin eut lieu l'assemblée du **Champ-de-Mai,** où Napoléon parut avec toute la pompe de l'empire et où les aigles et les drapeaux tricolores furent distribués aux régiments. Cambacérès y proclama l'acceptation de l'**Acte additionnel,** et Napoléon prêta serment à cette nouvelle constitution. Mais on avait attendu de lui des institutions plus libérales ; l'enthousiasme qu'il avait d'abord inspiré commença dès lors à se refroidir, et la Chambre des représentants s'assembla le 3 juin sous de fâcheux auspices pour l'Empereur.

Nouvelle armée.—Bataille de Ligny.—16 *juin* **1815.** Les puissances étrangères coalisées de nouveau contre Napoléon, avaient déjà mis leurs armées en mouvement. L'Empereur avait rassemblé en peu de jours une nouvelle armée de près de trois cent mille combattants, partagés en sept corps d'armée. Sur ce nombre, cent vingt mille environ sont dirigés sur la Belgique, et le 12 juin, Napoléon lui-même part pour en prendre le commandement. Il marche contre Wellington et Blücher qui réunissaient chacun quatre-vingt-dix mille hommes sous leurs drapeaux. Son intention est de les battre séparément, pour faire face ensuite à l'Autriche et à la Russie. Le 15 il entre en Belgique, et le 16 une bataille sanglante s'engage au village de **Ligny,** près de Fleurus, où les Prussiens sont battus, et perdent vingt-deux mille hommes.

Bataille de Waterloo.—18 *juin* **1815.** Napoléon, vainqueur à Ligny, se porte, avec soixante-dix mille hommes seulement, au-devant des forces anglaises, hollandaises et hanovriennes, après avoir chargé Grouchy d'empêcher la jonction des Prussiens avec l'armée de **Wellington.** Le 18 juin, les armées sont en présence, et à onze heures du matin s'engage la sanglante bataille de **Waterloo,** qui doit décider du sort de **Napoléon.** Les attaques se succèdent jusqu'à sept heures du soir avec une extrême acharnement ; pendant plusieurs heures l'avantage est aux Français ; ils se voyaient presque assurés de la victoire lorsqu'un renfort de trente mille Prussiens, amené par **Blücher** au moment où les munitions commençaient à leur manquer, décide l'issue de

la bataille. Le désordre est porté dans les rangs de l'armée française; la déroute est complète, le carnage horrible, les pertes immenses. Napoléon, hors de lui-même, au milieu de cette immense catastrophe, cherche en vain la mort dans les carrés de sa garde, dont le dévouement fut sublime; il ne peut mourir: alors, quittant les débris de son armée, il part pour Paris, dans l'intention de concerter avec les chambres la défense du territoire.

Deuxième abdication de Napoléon.—22 *juin* **1815.** Napoléon, de retour au palais de l'Élysée, le soir du 20 juin, essaie en vain de ressaisir le pouvoir pour l'employer au salut de la France; les chambres sont contre lui, et menacent de prononcer sa déchéance. Il se résigne alors à renoncer une seconde fois à l'empire, et **abdique** en faveur de son fils qu'il proclame sous le titre de **Napoléon II.** Ainsi finit son second règne, connu sous le nom des **Cent-Jours.**

Napoléon se livre aux Anglais.—15 *juillet* **1815.** Napoléon quitta Paris le 29 juin, pour se rendre à **Rochefort,** où deux frégates avaient été mises à sa disposition. Il y arriva le 3 juillet, avec l'intention de s'embarquer pour les États-Unis, mais les croiseurs anglais parcouraient les côtes et surveillaient tous ses mouvements. Abusé par une illusion étrange, Napoléon se flatta qu'une noble confiance de sa part désarmerait ses ennemis; il se rendit, le 15 juillet, avec sa suite à bord du vaisseau anglais le **Bellérophon,** et écrivit au prince régent cette lettre à jamais mémorable:

"Altesse Royale, en butte aux factions qui divisent mon pays et "à l'inimitié des grandes puissances de l'Europe, j'ai terminé ma "carrière politique, et je viens, comme Thémistocle, m'asseoir au "foyer du peuple britannique. Je me mets sous la protection de "ses lois, que je réclame de Votre Altesse Royale, comme du plus "puissant, du plus constant et du plus généreux de mes enne-"mis."

Départ pour Sainte-Hélène.—Napoléon demandait l'hospitalité, on lui donna une prison. La réponse à cette noble lettre fut l'ordre de le conduire à **Sainte-Hélène,** île perdue au milieu de l'Océan Atlantique. Napoléon protesta en vain contre l'indignité d'un pareil traitement; il fallut partir. Le vaisseau anglais le **Nor-**

thumberland reçut à son bord l'illustre prisonnier avec quelques amis, qui voulurent partager son exil; c'étaient les généraux **Bertrand, Gourgand, Montholon** et le comte de **Las Cases**. Après soixante-dix jours de navigation Napoléon posa le pied sur le rocher qui devait être sa prison et son tombeau.

SECONDE RESTAURATION.

LOUIS XVIII.

De 1815 à 1824.

Convention de Saint-Cloud. — 3 *juillet* **1815.** Louis XVIII n'avait point encore été proclamé dans la capitale. L'armée française, forte de cent vingt mille hommes, campait sous les murs de Paris, et aurait pu tenir longtemps contre Blücher et Wellington; mais une **convention militaire,** signée à Saint-Cloud par le maréchal **Davoust, Wellington** et **Blücher,** mit fin à toute hostilité. Par cette convention l'armée française fut obligée de se retirer derrière la Loire avec son matériel et son artillerie, et le 6 juillet les alliés firent leur seconde entrée à Paris.

Rentrée de Louis XVIII à Paris. — 8 *juillet* **1815.** — **Proscriptions.** Le 8 juillet Louis XVIII fit pour la seconde fois son entrée à Paris. **Talleyrand** fut nommé président du nouveau ministère, et le régicide **Fouché,** dont les intrigues avaient préparé le retour du roi, obtint pour récompense le portefeuille de la police. Le premier soin du gouvernement fut de licencier l'armée de la Loire pour en créer une nouvelle. Deux listes de proscrits furent aussitôt dressées: par l'une, dix-neuf généraux ou officiers, accusés d'avoir abandonné le roi, devaient être arrêtés et traduits

devant les conseils de guerre; parmi eux étaient le maréchal **Ney, Mouton-Duvernet, Cambronne, Drouet, Lavalette, Labédoyère, Grouchy, Clauzel,** etc.; l'autre renfermait les noms de trente-neuf généraux ou fonctionnaires de l'empire qui furent éloignés de leurs domiciles et mis sous la surveillance de la haute police.

Massacres dans le Midi.—1815. Après la journée de Waterloo, d'horribles massacres eurent lieu dans plusieurs villes du midi, **Marseille, Avignon, Nîmes, Montpellier, Toulouse.** Des bandes d'assassins, conduits par un **Trestaillon,** un **Truphémy,** un **Graffan,** parcourent les rues en plein jour, égorgent une foule de malheureux, surtout parmi les protestants, et commettent des atrocités de tout genre; plusieurs généraux sont assassinés, entre autres le maréchal Brune, et le brave général Ramel.

Sainte-Alliance. — 26 *septembre* **1815.** Le 26 septembre **1815,** un traité, célèbre sous le nom de la **Sainte-Alliance,** fut signé entre la **Russie,** l'**Autriche** et la **Prusse.** Par ce traité, qui demeura secret pendant près de trois mois, ces trois puissances s'engageaient à fonder leurs relations mutuelles sur les principes du christianisme, et se garantissaient leurs possessions contre toute espèce d'entreprise.

Traité de Paris. — 20 *novembre* **1815.** Un second **traité de Paris** fut signé, le 20 novembre, entre la France et les quatre puissances alliées. Celles-ci y demandèrent cinq choses: 1° La cession du territoire comprenant Philippeville, Marienbourg, Sarrelouis et Landau; 2° la démolition des fortifications d'Huningue; 3° le paiement d'une indemnité de sept cent millions de francs; 4° la restitution du département du Mont-Blanc au roi de Sardaigne; 5° l'occupation, pendant trois ou cinq ans, d'une ligne le long des frontières, par une armée de cent cinquante mille hommes, aux frais de la France. Telles furent les conditions humiliantes que la France fut obligée d'accepter, et qu'elle eut à subir jusqu'en **1818.**

Exécution du maréchal Ney. — 7 *décembre* **1815.** Le général **Labédoyère,** âgé à peine de trente ans, fut la première victime de la réaction; il fut fusillé le 19 août; après lui, le maré-

chal **Ney** fut traduit devant la Chambre des pairs, condamné à mort et fusillé le 7 décembre, dans l'avenue de l'Observatoire, devant le Luxembourg. Le **brave des braves** mourut en soldat; il commanda le feu lui-même, en disant au peloton : "Tirez au cœur." Il expira sur le coup. Le général **Mouton-Duverney** et plusieurs autres subirent le même supplice.

Mort de Murat.—1815. Dans le même temps où tombait le brave Ney, **Murat** périssait de la même mort au village de **Pizzo,** en Calabre. Ayant voulu réparer ses torts envers Napoléon, il avait essayé, pendant les Cent-Jours, de faire une diversion en Italie, et avait perdu son royaume de Naples. Après la chute de l'Empereur, il s'était jeté dans les montagnes de la Calabre dans l'espoir d'y exciter un soulèvement; mais il fut pris, condamné et fusillé.

Congrès d'Aix-la-Chapelle. — Évacuation du territoire français par l'armée d'occupation. — 30 *novembre* **1818.** La France gémissait toujours sous le poids des charges que lui imposait l'armée d'occupation. Le **duc de Richelieu,** premier ministre, entreprit de convaincre les souverains alliés, alors assemblés au **congrès d'Aix-la-Chapelle,** que leur appui n'était plus nécessaire aux Bourbons. Grâce à son influence sur l'empereur Alexandre, il parvint à son but, et les armées étrangères évacuèrent en **1818** le territoire français.

Assassinat du duc de Berry.—13 *février* **1820.** Le 13 février **1820,** vers les onze heures du soir, le **duc de Berry,** fils du comte d'Artois et neveu de Louis XVIII, fut assassiné au moment où il sortait de l'Opéra, par un ouvrier sellier nommé **Louvel,** qui lui enfonça un poignard dans le sein droit. Le malheureux prince expira le lendemain à six heures et demie du matin dans les bras de sa jeune épouse, et entouré de toute sa famille, en pardonnant à son assassin. La mort du duc de Berry, regardé alors comme le dernier rejeton de la branche aînée des Bourbons, répandit la consternation dans Paris et dans toute la France. L'assassin, arrêté, déclara n'avoir pas de complices, et répondit avec le plus grand sang-froid, qu'il avait voulu délivrer son pays des *Bourbons,* qui en étaient, dans son opinion, les plus grands ennemis.

Naissance du duc de Bordeaux. — 29 *septembre* **1820.** Le 29 septembre **1820** la duchesse de Berry mit au monde un fils à qui l'on donna le nom et le titre de **Henri, duc de Bordeaux,** et dont la naissance fut saluée comme le présage de longues et glorieuses destinées promises à la branche aînée des Bourbons sur le trône de France.

Mort de Napoléon.—*5 mai* **1821.** Napoléon, après avoir subi à Sainte-Hélène une captivité de six années, qui fut pour lui une longue agonie, expirait sur son rocher désert, au milieu de quelques amis fidèles à qui il avait dicté ses **Mémoires.** Ce grand capitaine, qui avait vaincu en cinquante-deux batailles rangées, mourut le 5 mai **1821** à six heures du soir, atteint d'une maladie du foie, dont les progrès furent accélérés par l'influence du climat et par l'odieux traitement de son geôlier sir **Hudson Lowe,** gouverneur de l'île. Il avait cinquante-un ans huit mois et vingt jours. Il avait dit dans son testament: "Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu du peuple français que j'ai tant aimé." Ce vœu devait un jour être exaucé; mais en attendant il fut inhumé avec de grands honneurs dans la vallée du **Géranium.**

Conspirations et complots militaires de 1822.—Cependant la conduite anti-libérale du gouvernement finit par soulever partout le mécontentement, mais surtout dans l'armée. Des sociétés secrètes s'organisèrent de toutes parts, et l'on vit bientôt une foule de conspirations surgir sur différents points du royaume. Il y eut un complot tramé à **Saumur,** dont la plupart des complices étaient des élèves de l'École de cavalerie établie dans cette ville. Dans le même temps éclatait à **Béfort** une insurrection, dans laquelle se trouvèrent impliqués quarante-cinq individus, presque tous anciens militaires. Une troisième conspiration fut découverte à **Nantes,** formée par d'anciens militaires et plusieurs officiers et sous-officiers; et une quatrième à **La Rochelle.** Enfin, le général **Berton,** à la tête d'une troupe de jeunes gens, de soldats et de paysans mal armés, surprit la ville de Thouars au nom de Napoléon II, et marcha sur Saumur qu'il ne put emporter. Berton et deux de ses complices eurent la tête tranchée, un troisième

s'ouvrit les veines ; bientôt après, quatre jeunes sous-officiers alors en garnison à La Rochelle eurent le même sort.

Congrès de Vérone.—1822. Une révolution avait éclaté en Espagne ; plusieurs généraux, entre autres le fameux **Mina,** avaient provoqué l'insurrection dans les principales provinces de ce pays. Des crimes atroces avaient été commis dans la capitale même de ce royaume, et l'anarchie était imminente. Un nouveau **congrès** de souverains s'assembla à **Vérone,** pour prendre des mesures au sujet de cette révolution qui menaçait de troubler de nouveau le repos de l'Europe. L'intervention de la France en Espagne y fut résolue.

Campagne d'Espagne.—1823. Le **duc d'Angoulême,** neveu de Louis XVIII, ayant sous ses ordres le général **Guilleminot,** partit de Bayonne le 6 avril **1823** à la tête d'une brillante et nombreuse armée rassemblée sur la frontière des Pyrénées. Il arriva bientôt devant les portes de Madrid, que les Cortès avaient déjà quitté, emmenant avec elles le roi Ferdinand VII à Séville, puis à Cadix. Mais bientôt **Mina** et **Quiroga,** après une héroïque résistance, furent forcés de capituler. Les troupes françaises se portèrent ensuite contre les formidables batteries de l'île de Léon ; le **Trocadéro** fut emporté sous les yeux du duc d'Angoulême, Cadix se soumit, et les Cortès rendirent au roi sa liberté.

Mort de Louis XVIII. — 16 *septembre* **1824.** Depuis plusieurs années Louis XVIII avait perdu l'usage de ses jambes ; on ne le transportait plus qu'à l'aide d'un fauteuil. Tourmenté par les douleurs de la goutte, il sentait depuis longtemps ses facultés intellectuelles s'affaiblir. Le vieux monarque, après avoir appelé les bénédictions du ciel sur sa famille, et en particulier sur le jeune duc de Bordeaux, expira le 16 septembre **1824,** à l'âge de soixante-neuf ans, après en avoir régné dix. Ce prince avait de l'esprit, de l'instruction, et recherchait l'entretien des hommes de lettres ; il était poli dans ses manières, d'un caractère doux, et plein d'amour pour son peuple. En donnant la charte il a fondé en France la liberté politique.

Principaux ministres. — M. de *Villèle*, *Talleyrand*, le duc de *Richelieu*, *Decazes*, *Fouché*, l'abbé de *Frayssinous.*

CHARLES X.

De **1824** à **1830.**

Avénement de Charles X. — *Septembre* **1824.** Le **comte d'Artois,** frère de Louis XVIII, lui succéda sous le nom de **Charles X.** Il avait soixante-huit ans lorsqu'il parvint au trône. Les premiers actes du nouveau roi, et surtout l'abolition de la censure, firent augurer favorablement de son règne; mais ces espérances ne tardèrent pas à s'évanouir. Bientôt la loi d'indemnité aux émigrés, celle du sacrilége, le rétablissement des couvents de femmes, et plusieurs autres mesures impopulaires soulevèrent partout le ressentiment public. L'année suivante, en **1825,** Charles X alla se faire sacrer à **Reims,** où il parut entouré de l'ancien appareil de la majesté royale.

Projet de loi contre la presse.—Licenciement de la garde nationale. — **1827.** M. de **Peyronnet** avait présenté, au commencement de **1827,** à la Chambre des députés une loi hostile à la presse. A peine connue, elle excita dans l'opinion publique une telle indignation, que ce ministre la retira. Le peuple en témoigna une grande joie. Paris fut illuminé, et des cris de **Vive le roi!** se mêlèrent aux feux de joie et aux acclamations populaires. Le 29 avril, le roi passa en revue la garde nationale au Champ-de-Mars, où Paris tout entier s'était transporté. Le monarque y fut accueilli avec des transports de joie inaccoutumés; mais aux cris de **Vive le roi! Vive la charte!** se mêla aussi le cri de **A bas les ministres!** lancé sous les fenêtres de M. de **Villèle,** alors premier ministre; quelques voix insultèrent même les princesses présentes à la revue. Le roi voulut venger ces insultes; le lendemain on apprit que la garde nationale de Paris était dissoute.

Bataille de Navarin. — 19 *octobre* **1827.** Depuis longtemps

la Grèce, opprimée par les Turcs, cherchait à se soustraire à leur joug humiliant. Depuis plus de dix ans une guerre d'extermination ravageait ce malheureux pays, lorsque enfin l'Europe, témoin de cette lutte sanglante et prolongée, résolut d'y mettre fin. Le 6 juillet 1827, la France, l'Angleterre et la Russie convinrent par un traité de faire intervenir leurs forces réunies en faveur des Grecs. **Ibrahim-Pacha,** ayant refusé d'observer l'armistice demandé par ces trois puissances, leurs escadres combinées se présentèrent devant **Navarin** et anéantirent, dans le port de cette ville, la flotte turco-égyptienne, forte de plus de deux cent vaisseaux. La flotte française était commandée par l'amiral de **Rigny.** Cette brillante victoire sauva les Grecs, et en fit une nation.

Expédition de Morée.—1828. L'année suivante, au mois d'octobre, la France envoya quinze mille hommes en **Morée** sous le général **Maison,** qui proclama, en débarquant, que ce pays était sous la protection de la France, de l'Angleterre, et de la Russie. Ibrahim-Pacha se retira devant les troupes françaises, le fort de Navarin, la ville de **Modon,** celle de Coron tombèrent en leur pouvoir, la Grèce fut affranchie, et **Capo d'Istria** y fonda un gouvernement régulier.

Ministère Polignac. — 1829. Le ministère de M. de Martignac, qui avait succédé à celui de M. de Villèle, ne dura guère plus d'un an. Le 8 août **1829,** le prince de **Polignac,** ministre des affaires étrangères, fut chargé de composer un nouveau ministère, dont Charles X le nomma président. La nouvelle de cette nomination frappa la France de stupeur. Aussitôt la presse fit entendre sa voix menaçante ; une adresse respectueuse au roi, dans laquelle ils lui déclaraient que son ministère n'avait pas la confiance de la nation, fut votée par **deux cent vingt-et-un** députés. Le roi fut offensé de cette déclaration ; la chambre fut prorogée, et ensuite dissoute. Les colléges électoraux furent convoqués de nouveau, et les deux cent vingt-et-un députés qui avaient signé l'adresse furent réélus.

Conquête d'Alger.—*Juillet* 1830. Cependant le cabinet espérait pouvoir acquérir quelque popularité par la campagne d'Afrique qui se préparait. Le **dey d'Alger** avait insulté le

consul de France ; et s'était laissé aller jusqu'à lui donner un coup d'éventail ; on résolut aussitôt d'en obtenir satisfaction. Une expédition contre Alger fut ordonnée, le comte de **Bourmont,** ministre de la guerre, eut le commandement en chef de l'armée ; une flotte de cinq cents voiles, rassemblée à Toulon sous les ordres de l'amiral **Duperré,** cingla vers Alger et débarqua l'armée d'expédition sur la côte d'Afrique, le 14 juin, à quatre ou cinq lieues d'Alger. Les Bédouins sont culbutés à **Sidi-Ferruch,** puis à **Staouëli,** et dans plusieurs autres combats aussi brillants que meurtriers ; le fort l'**Empereur,** qui domine la ville, est emporté, et le 5 juillet **1830, Alger** capitule. Cinquante millions, trouvés dans la **Kasbah** ou palais du dey, servirent à indemniser des frais de la guerre ; la piraterie fut détruite, le dey lui-même envoyé en Europe, et la France obtint une conquête aussi importante que glorieuse. Vingt jours avaient suffi à l'armée française pour réduire à discrétion le repaire le plus formidable de la barbarie musulmane, et pour entrer victorieuse dans Alger l'imprenable, et le séjour paisible des ennemis des chrétiens.

Révolution de 1830.— Ordonnances du roi.—26 *juillet.* Depuis longtemps déjà, une sourde indignation, provoquée par les actes impopulaires du ministère Polignac, préparait les esprits à la résistance, lorsque le matin du 26 juillet on lut dans le **Moniteur** les célèbres ordonnances, qui supprimaient la liberté de la presse, prononçaient la dissolution de la Chambre des députés, et créaient un nouveau système d'élections. Ces ordonnances furent contresignées par MM. de **Polignac,** de **Peyronnet,** de **Chantelauze,** de **Montbel,** de **Guernon-Ranville** et **Capelle.**

Journées des 27, 28, et 29 juillet.—La publication de ces ordonnances excita dans Paris une indignation profonde et unanime ; une protestation énergique fut signée, le même jour, par tous les gérants des journaux constitutionnels, suspendus par l'effet de la première ordonnance. Le lendemain, **27,** les agents du gouvernement forcèrent l'entrée des bureaux des feuilles libérales, et les journaux furent saisis. L'agitation est à son comble dans la capitale. Le peuple crie **aux armes !** on force les magasins des armuriers ; on brise les reverbères ; on dépave les rues, et mille

barricades s'improvisent au cri de **Vive la Charte!** La nuit amène une courte trêve.

Le lendemain, **28,** la lutte recommence avec plus d'acharnement. Paris est mis en état de siége; le maréchal **Marmont,** duc de Raguse, chargé du commandement en chef, dirige les troupes royales contre la population insurgée; mais celle-ci trouve un chef dans le général **Dubourg.** Le canon gronde, la fusillade retentit sur plusieurs points de la capitale, bientôt les troupes de ligne refusent de tirer sur le peuple, et fraternisent avec lui; les élèves de l'École Polytechnique, et de celles de médecine et de droit, viennent se réunir à la multitude et la dirigent; l'Hôtel-de-Ville, pris et repris plusieurs fois, reste enfin au pouvoir du peuple; tous les principaux postes sont emportés. Vers le soir, les troupes se replient sur les Tuileries et le Louvre, et se préparent à une nouvelle lutte pour le lendemain.

Le **29,** le combat se renouvelle, dès la pointe du jour, avec la même ardeur et le même enthousiasme de la part du peuple. Cette journée doit décider sa victoire. Après une lutte acharnée, où les **Suisses** sont décimés, le Louvre, les Tuileries cèdent à sa force, et le drapeau tricolore flotte sur le château; le peuple est vainqueur. Dès lors les troupes, découragées, se retirent, et gagnent Saint-Cloud où **Charles X** attendait l'issue de ces sanglantes journées. Dès le second jour on avait demandé au prince le rappel de ses fatales ordonnances et le renvoi des ministres; mais, aveuglé par un fol espoir de succès, et ne voulant pas ajouter foi à l'étendue du péril, il s'y était refusé; enfin, lorsque Marmont reparut à Saint-Cloud avec les débris de ses bataillons, Charles X céda, mais il n'était plus temps; un gouvernement provisoire, composé de MM. **Laffitte, Audry de Puyraveau,** de **Schonen,** de **Lobeau, Casimir Perrier** et **Mauguin,** rejeta les ouvertures de la cour, et en même temps le général **Lafayette** fut appelé au commandement de la garde nationale qui venait d'être rétablie.

Le duc d'Orléans lieutenant général du royaume.—1830. Le **duc d'Orléans,** qui était alors au château de Neuilly, près de *Paris,* en fut arraché par les Parisiens, et conduit dans la capitale

où il fut proclamé **lieutenant général** du royaume aux acclamations du peuple. La déchéance de Charles X fut prononcée; ce malheureux prince, qui n'avait cru au danger qu'en apprenant la victoire du peuple, envoya aux chambres son **abdication** et celle du Dauphin, son fils, en faveur du **duc de Bordeaux,** âgé alors de dix ans.

Embarquement de Charles X.—Cependant **Charles X,** retiré de Versailles à **Rambouillet,** était encore à se consulter avec sa famille, lorsqu'il apprit que vingt mille Parisiens se portaient en armes sur cette dernière résidence, pour le contraindre à s'éloigner. La famille royale effrayée se mit aussitôt en route pour **Cherbourg,** où elle s'embarqua le 16 août pour l'Angleterre.

Principaux ministres.—MM. de *Villèle*, *Peyronnet*, *Martignac*, *Chantelauze*, le prince de *Polignac*.

Tableau généalogique de la seconde maison d'Orléans-Bourbon.

Louis XIII avait laissé d'Anne d'Autriche deux princes : 1° **Louis XIV**, né en 1638 ; 2° **Philippe de France**, tige de la seconde branche de la famille d'Orléans-Bourbon.

1. PHILIPPE I, m. 1701.

- *Marie-Louise*, m. 1689, ép. Charles II, roi d'Espagne.
- **2. Philippe II**, m. 1723.
- *Anne-Marie*, m. 1728, ép. Victor-Amédée, roi de Sardaigne.
- *Élisabeth*, m. 1744, épouse Charles, duc de Lorraine.

Enfants de **2. Philippe II** :

- *Marie*, m. 1719, ép. le duc de Berry, Charles de France.
- *Louise-Adélaïde*, m. 1743, Mlle de Chartres, abb. de Chelles.
- *Charlotte-Aglaé*, m. 1761, Mlle de Valois, ép. Franç. d'Este, duc de Modène.
- **3. Louis I**, m. 1752.
- *Louise-Élisabeth*, m. 1742, Mlle de Montpensier, ép. Louis I, roi d'Espagne.
- *Philippe-Élisabeth*, m. 1734, Mlle de Beaujolais.
- *Louise-Diane*, m. 1735, Mlle de Chartres, ép. Louis-François de Bourbon, prince de Conti.

3. Louis I — *Louise-Madeleine d'Orléans*, m. 1728.

- **4. Louis-Philippe**, m. 1785.

Enfants de **4. Louis-Philippe** :

- **5. Louis-Philippe-Joseph**, m. 1793.
- *Marie-Thérèse*, m. 1822, ép. L.-H. Joseph, duc de Bourbon.

Enfants de **5. Louis-Philippe-Joseph** :

- *Antoine-Philippe*, duc de Montpensier, m. 1807.
- **6. Louis-Philippe I**, né en 1773, roi des Français en 1830, m. en 1850. Marié en 1809 à Amélie de Sicile.
- *Alphonse-Léodgar*, c. de Beaujolais, m. 1808.
- *Eugénie-Adélaïde*, Mad. d'Orléans, née en 1777, m. en 1847.

FAMILLE D'ORLÉANS.

I. ORLÉANS.

Louis-Philippe I, né le 6 octobre 1773; Roi des Français le 9 août 1830; mort le 26 août 1850, à Claremont, en Angleterre; marié le 15 novembre 1809, à

Marie-Amélie, née le 25 avril 1782, fille de Ferdinand I, roi des Deux-Siciles.

1° **Ferdinand-Philippe-Louis-Charles-Henri-Joseph d'Orléans,** né le 3 septembre 1810, marié le 30 mai 1837, à

Hélène-Louise-Élisabeth, née le 24 janvier 1814, fille de feu Frédéric-Louis, grand-duc héréditaire de Mecklembourg-Schwerin; veuve le 13 juillet 1842.

DE CE MARIAGE :

Louis-Philippe-Albert d'Orléans, comte de Paris, né le 24 août 1838.

Robert-Philippe-Louis-Eugène-Ferdinand d'Orléans, duc de Chartres, né le 9 novembre 1840.

2° **Louis-Charles-Philippe-Raphaël d'Orléans,** duc de **Nemours,** né le 25 octobre 1814, marié le 27 avril 1840, à

Victoire-Auguste-Antoinette, née le 14 février 1822, fille de Ferdinand, duc de Saxe-Cobourg-Gotha.

DE CE MARIAGE :

Louis-Philippe-Marie-Ferdinand-Gaston d'Orléans, comte d'Eu, né le 18 avril 1842.

Ferdinand-Philippe d'Orléans, duc d'Alençon, né le 12 juillet 1844.

Marguerite d'Orléans, née le 16 février 1846.

3° **François-Ferdinand-Philippe-Louis-Marie d'Orléans,** prince de **Joinville,** né le 14 octobre 1818, marié le 1er mai 1843, à

Dona Françoise-Caroline-Jeanne-Charlotte-Léopoldine-Romaine-Xavière-de-Paule-Michelle de Bragance, née le 22 août 1824.

DE CE MARIAGE :

Françoise-Marie-Amélie d'Orléans, née le 14 août 1844.

Pierre-Philippe, duc de Penthièvre, né en 1845.

4° **Henri-Eugène-Philippe-Louis d'Orléans,** duc **d'Aumale,** né le 16 janvier 1822; marié le 21 novembre 1844, à

Marie-Caroline-Auguste, née le 16 avril 1822, fille du prince de Salerne.

DE CE MARIAGE :

Louis-Philippe-Léopold, prince de Condé, né en 1845.

5° **Antoine-Marie-Philippe-Louis d'Orléans,** duc de **Montpensier,** né le 31 juillet 1824 ; marié en 1846, à la princesse Louise-Fernande, née en 1832.

6° **Louise-Marie-Thérèse-Charlotte-Isabelle,** princesse d'Orléans, née le 3 avril 1812 ; reine des Belges ; morte en 1850.

7° **Marie-Christine-Caroline d'Orléans,** née en 1813, mariée en 1837 au duc Alexandre de Wurtemberg ; morte en 1839.

8° **Marie-Clémentine-Caroline-Léopoldine-Clotilde,** princesse d'Orléans, née le 3 juin 1817, mariée au prince Auguste de Saxe-Cobourg-Gotha.

Sœur du roi Louis-Philippe.

Eugénie-Adélaïde-Louise, princesse d'Orléans, née le 23 août 1777, morte le 31 décembre 1847.

2. BOURBONS (Branche aînée).

Henri-Charles-Ferdinand-Dieudonné d'Artois, duc de **Bordeaux,** né le 29 septembre 1820 ; marié en 1846 à Marie-Thérèse de Modène ; dernier représentant direct de Henri IV.

Sœur.

Louise-Marie-Thérèse d'Artois, Mademoiselle, née le 21 septembre 1819, mariée en 1845 au duc de Parme ; veuve en 1854.

Mère.

Caroline-Ferdinande-Louise, fille de feu François I, roi des Deux-Siciles, née le 6 novembre 1798 ; mariée en 1816 à Charles-Ferdinand d'Artois, **duc de Berry,** second fils de Charles X ; veuve le 13 février 1820.

Tante.

Marie-Thérèse-Charlotte, fille de Louis XVI, née le 19 décembre 1778; mariée le 10 juin 1799, à Louis-Antoine, **duc d'Angoulême,** fils aîné de Charles X; veuve le 3 juin 1844; morte en 1851.

LOUIS-PHILIPPE I.

De **1830** à **1848.**

Avénement de Louis-Philippe I.—9 *août* **1830.** La branche aînée des Bourbons avait cessé de régner. Les députés réunis en séance déclarèrent le trône de France vacant, et appelèrent à la couronne S. A. R. **Louis-Philippe d'Orléans** et ses descendants mâles, à perpétuité. Le même jour la Chambre des pairs adhéra aux actes de la Chambre des députés. Le 9 août **1830,** le duc d'Orléans se rendit en grand cortége au palais Bourbon, où étaient réunis les pairs, les députés, le corps diplomatique et une assemblée nombreuse. Là, après avoir prêté serment d'observer la Charte avec les modifications qu'on lui avait fait subir, le prince monta sur le trône préparé pour la cérémonie, et de ce moment il fut reconnu pour **roi des Français,** sous le nom de **Louis-Philippe I.** Il était âgé de cinquante-sept ans.

Procès des ministres de Charles X.—15 *décembre* **1830.** Le 15 décembre de la même année commença le procès des ministres de Charles X, renfermés alors au château de Vincennes; c'étaient le prince de **Polignac,** MM. de **Peyronnet,** de **Chantelauze** et de **Guernon-Ranville.** Ils furent tirés le leur prison et traduits devant la Cour des pairs. Les débats de ce célèbre procès, qui produisit à Paris et dans toute la France une agitation extrême, se terminèrent le 21 du même mois; les accusés furent condamnés à la prison perpétuelle, et le prince de Polignac fut frappé de mort civile. Cet arrêt excita l'indignation du peuple et de la garde nationale qui voulaient la mort des ministres.

Louis-Philippe refuse la couronne de Belgique pour son fils.— 1831. La Belgique, que le congrès de Vienne avait réuni à la Hollande, lors du démembrement de l'empire de Napoléon, en 1814, secoua le joug de la maison de Nassau, et proclama son indépendance. Elle s'érigea en royaume, et offrit sa couronne au **duc de Nemours,** second fils de Louis-Philippe. Cette offre fut refusée, et la couronne passa au prince Léopold de Saxe-Cobourg, veuf de la princesse Charlotte d'Angleterre, et qui épousa plus tard la princesse Louise, fille aînée de Louis-Philippe.

Insurrection des ouvriers de Lyon.—1831. Au mois de novembre **1831,** éclata à **Lyon** une **insurrection** des plus formidables. Les ouvriers en soie, de la Croix-Rousse, se lèvent en masse, forment des barricades et marchent sur Lyon, précédés de tambours, et déployant un drapeau noir avec cette devise : *Vivre en travaillant ou mourir en combattant!* Les divers quartiers environnant la ville, ainsi qu'une partie de la garde nationale, se joignent à eux, et après plusieurs jours d'une lutte sanglante, ils s'emparent de l'Hôtel-de-Ville et des autorités qu'ils retiennent prisonnières. Ce ne fut que le 3 décembre que l'insurrection fut écrasée par l'arrivée du prince royal et du maréchal Soult, qui entrèrent à Lyon à la tête d'une nombreuse armée. Les ouvriers furent désarmés, la garde nationale licenciée, et la ville de Lyon traitée en ville conquise.

Mort du duc de Reichstadt.—22 *juillet* **1832.** Le 22 juillet 1832, mourut en Autriche, à l'âge de dix-neuf ans, le **duc de Reichstadt,** fils de Napoléon.

Siége et prise d'Anvers.— 1832. Les Hollandais ayant refusé d'évacuer la ville d'**Anvers,** d'après le traité du 15 novembre **1831,** une armée française entra en Belgique sous les ordres du maréchal **Gérard,** et vint mettre le siége devant la citadelle de cette ville, défendue par le général **Chassé.** Le 29 novembre, à huit heures du soir, la tranchée fut ouverte sous la citadelle, et le lendemain, 30, le général Chassé ayant refusé d'évacuer la place, sur la sommation que lui en fit le maréchal Gérard, le siége commença. Après une défense héroïque de trois semaines, et des souffrances inouïes, la garnison de la citadelle capitula, au moment

où les Français se préparaient à livrer l'assaut. Pendant ce siége, à jamais mémorable entre tous ceux qu'a mentionnés l'histoire, les soldats français furent admirables d'ardeur, de discipline, d'intrépidité. Généraux, officiers, soldats y firent des prodiges de valeur, et secondé puissamment par les généraux **Neigre, Saint-Cyr-Nagues, Haxo,** le maréchal Gérard, commandant en chef de l'expédition, y rendit à son pays un service inestimable. Le duc d'**Orléans,** fils aîne du roi, et le duc de **Nemours,** son frère, prirent part à cette expédition.

La duchesse de Berry en Vendée. — 1832. En **1832,** la **duchesse de Berry,** mère du jeune duc de Bordeaux, légitime héritier du trône, pénétra, après mille dangers, dans la Vendée, où elle essaya de soulever les populations en faveur de son fils, et de fomenter la guerre civile. Mais elle fut arrêtée, et enfermée au château de Blaye, où bientôt après elle donna naissance à une fille. Cette nouvelle consterna ses partisans, le mépris s'attacha à son nom, et la cause fut perdue.

Combats à Lyon. — Massacres de la rue Transnonain à Paris.—1834. Il s'était formé depuis peu plusieurs sociétés secrètes, entre autres la **Société des Droits de l'Homme,** la **Société du Progrès,** etc., dont l'importance grandissait chaque jour. Le gouvernement porta contre les **associations** une loi qui amena les sanglantes journées des 9, 10 et 11 avril **1834** à **Lyon,** et causa les massacres de la **rue Transnonain** à Paris. Pendant ces trois journées qui marquent une page sanglante dans l'histoire de Lyon, cette malheureuse ville fut livrée à toutes les horreurs d'une guerre civile. Tous les ouvriers se levèrent en masse et livrèrent aux troupes une série de combats meurtriers pendant lesquels se commirent une foule d'atrocités. La nouvelle de cette émeute étant arrivée à Paris, les membres de ces sociétés, pour venir en aide aux Lyonnais, organisèrent aussitôt une insurrection qui éclata vers sept heures du soir, le 12 avril, et se termina par les abominables scènes de carnage de la **rue Transnonain** le 14 avril **1834,** où une foule de malheureux de tout âge et de tout sexe furent inhumainement massacrés dans leur domicile.

Traité de la Quadruple-Alliance.—1834. Le 22 avril **1834,**

un traité, dit de la **Quadruple-Alliance,** fut signé entre la France, l'Espagne, l'Angleterre et le Portugal, à l'effet de rétablir la paix dans la Péninsule. C'est le 20 mai de cette même année que mourut **Lafayette,** le héros des Deux-Mondes.

Attentat de Fieschi; machine infernale. — 28 *juillet* **1835.** Le 28 juillet, l'un des jours anniversaires de la révolution de **1830,** avait été fixé pour la promenade solennelle de Louis-Philippe dans Paris. De sourdes et sinistres rumeurs circulaient dans la ville, on s'attendait à une catastrophe. A dix heures du matin, le roi sortit à cheval des Tuileries. Il était accompagné de ses fils: les ducs d'Orléans, de Nemours et de Joinville; des maréchaux Mortier et Lobau, des ministres, et d'une foule nombreuse de généraux, d'officiers et de fonctionnaires. Les troupes d'un côté, au nombre de quarante mille, et les légions de la garde nationale de l'autre, s'étendaient sur une ligne immense, le long des boulevards. Vers midi le cortége royal arriva au boulevard du Temple, en face le Jardin Turc. Là, le roi s'étant penché pour recevoir une pétition des mains d'un garde national, on entend tout à coup une détonation effroyable ressemblant à une fusillade. En un instant la terre est jonchée de morts et de mourants. Le maréchal **Mortier** tombe baigné dans son sang; un général et plusieurs officiers supérieurs sont au nombre des victimes; un grand nombre de personnes, entre autres le duc d'Orléans, sont blessées plus ou moins grièvement. Le roi échappe comme par miracle à cet épouvantable et lâche attentat, et continue sa marche avec un sang-froid remarquable. L'auteur du crime était un Corse, nommé **Joseph Fieschi,** qui fut arrêté au moment où il cherchait à s'échapper. Dans la chambre d'où il s'était enfui on trouva les débris encore fumants de la **machine infernale** qui avait servi à l'attentat. C'étaient vingt-cinq canons de fusils placés horizontalement, et dont les lumières étaient arrangées de manière à pouvoir s'enflammer d'un seul coup. Cet horrible attentat répandit la consternation dans Paris, et amena plusieurs arrestations. **Morey** et **Pépin,** deux des complices de Fieschi, furent jugés, condamnés à mort et exécutés avec lui le 16 février **1836.**

Mort de Charles X.—6 *novembre* **1836.** Après six ans d'exil,

l'ex-roi de France, **Charles X,** mourut à **Goritz** en Illyrie, le 6 novembre **1836,** entouré de sa famille. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans. Le duc de Bordeaux prit alors le nom de comte de Chambord.

Attentat d'Alibaud. — 25 *juin* **1836.** Un nouvel attentat contre la vie de Louis-Philippe vint, une seconde fois, jeter la consternation dans Paris. (2.) "Le 25 juin **1836,** à six heures et demie du soir, le roi quittant le palais des Tuileries pour se rendre à Neuilly, un grand tumulte éclata tout à coup au tournant du guichet du Pont-Royal. Un **fusil-canne** venait d'être déchargé dans la voiture royale au moment où le prince, se penchant à la portière, saluait la garde. Un rapide mouvement en arrière sauva le roi, mais la bourre resta dans ses cheveux. On s'était jeté sur l'assassin; on lui arrache un poignard avec lequel il cherchait à se frapper, et il est traîné au poste du drapeau, à travers des clameurs confuses." L'assassin était un jeune homme, nommé **Louis Alibaud,** d'une physionomie prévenante et affectueuse. Il fut condamné à avoir la tête tranchée, et mourut avec courage. Peu de princes ont été l'objet d'attentats aussi répétés que Louis-Philippe. Sa vie fut attaquée quatre fois encore dans le cours de son règne: le 27 décembre **1836** par **Meunier;** le 22 octobre **1840** par **Darmès;** le 16 avril et le 29 juillet **1846** par **Lecomte** et **Joseph Henry.**

Mariage du duc d'Orléans. — 1837. Le 30 mai de l'année **1837,** le **duc d'Orléans,** héritier présomptif du trône, épousa la princesse **Hélène de Mecklembourg-Schwerin,** fille du grand-duc héréditaire de Mecklembourg-Schwerin. Le 24 août de l'année suivante, cette princesse lui donnait un fils, qui fut nommé **comte de Paris.** C'est en l'année 1837, qu'eut lieu l'inauguration du **musée de Versailles,** consacrée à toutes les gloires de la France.

Bombardement et prise de Saint-Jean d'Ulloa.—1838. Le gouvernement du Mexique, ayant refusé de faire justice à certains griefs justement élevés par les négociants français, le cabinet des Tuileries avait enfin recouru à la force. Le contre-amiral **Baudin,** vaillant homme de mer, fut envoyé au Mexique avec cinq vaisseaux, et le 27 novembre **1838,** il bombardait le fort de

Saint-Jean d'Ulloa. Dans l'espace de quatre heures, les cinq vaisseaux avaient tiré huit mille boulets et trois cent vingt bombes; bientôt la tour des signaux ne présenta plus que débris, et le **Caballero,** géant de pierre, était tombé; l'ennemi fut obligé de se rendre. Tel fut ce brillant fait d'armes, où le prince de **Joinville,** troisième fils de Louis-Philippe, se couvrit de gloire.

Débarquement du prince Louis-Napoléon à Boulogne.— Sa condamnation.—1840. Le prince **Louis-Napoléon,** neveu de l'Empereur et fils de Louis Bonaparte, ex-roi de Hollande, avait fait à **Strasbourg** en **1836** une tentative d'invasion qui avait échoué, et à la suite de laquelle il avait été pris et envoyé en Amérique. En **1840,** voulant renouveler la tentative, il quitte les bords de l'Angleterre, et le 6 août débarque sur la côte de **Boulogne,** accompagné de quelques amis, et marche sur la ville où il espère gagner la garnison. Mais comme à Strasbourg, il est poursuivi et arrêté au moment où il essayait de se rembarquer. Il fut alors conduit à Paris, traduit devant la Cour des pairs, et envoyé au château de **Ham,** où il resta prisonnier pendant six ans.

Arrivée des cendres de Napoléon à Paris.—1840. Napoléon, en mourant, avait témoigné le désir que ses cendres reposassent un jour sur les bords de la Seine, au milieu du peuple français. Ce vœu a été exaucé. Une frégate, la **Belle-Poule,** commandée par le prince de **Joinville,** alla prendre, à Sainte-Hélène, la dépouille mortelle de ce grand homme, et l'apporta en France en **1840,** où on lui fit, le 15 décembre, au milieu d'une foule immense accourue de tous les points de la France, des funérailles dont la magnificence est unique dans les annales des peuples. Son corps a été déposé dans un tombeau spécial sous le dôme des Invalides.

Fortifications de Paris. — 1840. Dans cette même année, **1840,** les relations entre l'Angleterre et la France s'étaient un peu réfroidies. M. **Thiers,** qui était alors au pouvoir, parla de guerre; il voulait que la France prêta son appui au Pacha d'Égypte, contre l'oppression de la Porte et les menaces de l'Angleterre. Louis-Philippe profita de ce moment d'effervescence pour persuader aux Chambres d'entourer Paris d'une vaste ceinture de

fortifications et de **forts détachés,** qui pussent mettre la capitale à l'abri d'une attaque des ennemis de la France. Les fonds furent votés, et en moins de trois ans Paris se vit entouré de fortifications dont le but était plutôt une protection contre les émeutes intérieures que contre les attaques de l'étranger.

Mort, par accident, du duc d'Orléans.—13 *juillet* **1842.** Louis-Philippe avait fait en **1839** une perte des plus douloureuses dans la personne de sa fille **Marie,** princesse douée des plus belles qualités du cœur et de l'esprit, et qui faisait les délices de la famille. Trois années s'étaient à peine écoulées que le roi reçut au cœur une blessure plus cruelle encore. Le **duc d'Orléans,** l'aîné de sa race, l'héritier de sa couronne, le fils où se concentraient ses plus douces, ses plus chères espérances, le fils qui, par douze années d'une vie courageuse et dévouée, s'était acquis l'estime et la confiance de l'armée, fut tué par un accident aussi affreux qu'inconcevable. Le 13 juillet **1842,** le prince se rendant de Paris à Neuilly, fut soudainement emporté par ses chevaux, et sans que l'on ait pu expliquer comment, il fut lancé à terre avec tant de violence qu'il ne survécut que quelques heures aux suites de sa chute. La mort de ce prince aimé des grands, du peuple et de l'armée fut un véritable deuil pour la France.

Évasion du prince Louis-Napoléon du fort de Ham.—25 *mai* **1846.** Après une captivité de six années, au château de **Ham,** où il avait été enfermé après l'affaire de Boulogne, le prince **Louis-Napoléon** parvint, au moyen d'un déguisement, à s'échapper de sa prison, et passa en Angleterre. Il y demeura jusqu'à la révolution de **1848,** époque à laquelle il revint en France où d'autres destinées l'attendaient.

Mariage du duc de Montpensier avec l'infante d'Espagne.—**1846.** Tous les princes de la famille royale s'étaient successivement alliés à des maisons souveraines ; le duc de Nemours avait épousé une princesse de **Saxe-Cobourg-Gotha,** le prince de Joinville une princesse du Brésil, sœur de l'Empereur, le duc d'Aumale une princesse napolitaine. Il ne restait plus à pourvoir que le duc de **Montpensier,** dernier fils de Louis-Philippe. Celui-ci jeta les yeux sur la jeune infante, sœur de la reine d'Es-

pagne, et des négociations furent entamées à ce sujet. Mais aussitôt le cabinet de Londres, inquiet d'une alliance qui pouvait compromettre l'équilibre européen, en portant un prince français sur le trône d'Espagne, protesta énergiquement contre ce **mariage.** Il s'éleva entre les deux cabinets, dirigés alors par M. **Guizot** et lord **Palmerston,** une vive contestation, qui faillit devenir une cause de guerre entre les deux nations. Néanmoins, le mariage s'accomplit ; et le 10 octobre 1846, le duc de Montpensier épousa Louise-Fernande de Bourbon, **infante d'Espagne** et sœur d'Isabelle II. Le même jour, la reine épousait l'infant don François d'Assise.

CONQUÊTE DE L'ALGÉRIE.

Depuis la *prise d'Alger*, le **5** juillet **1830,** jusqu'à la reddition d'*Abd-el-Kader*, le **23** novembre **1847.**

C'est ici qu'il convient de jeter un coup d'œil rapide sur notre conquête d'Afrique. Nous avons vu plus haut comment la capitale des États Barbaresques était tombée au pouvoir des Français ; nous donnerons ici un aperçu succint des principaux faits qui se sont succédés jusqu'à la chute de l'Émir Abd-el-Kader.

Prise d'Oran.—1831.—Prise de Bone.—1832. Après la prise d'Alger, le gouvernement de l'Afrique fut confié au maréchal **Clauzel,** homme d'une conception hardie, d'un coup d'œil prompt et formé à l'école de l'empire. Dès son arrivée en Afrique, il conçut le projet de porter le drapeau français jusqu'aux limites atteintes par les Turcs. Il commença par s'emparer en **1831** de la ville d'**Oran,** où l'avait appelé le bey Hassan. Mais il ne put poursuivre ses plans, ayant été remplacé dans son gouvernement par le général **Berthezène,** qui le fut lui-même peu de temps après par le **duc de Rovigo.** Celui-ci, après avoir détruit la *tribu* d'El-Ouffia, s'empara, le 25 mars **1832,** de la ville de **Bone,**

que le bey de Constantine, l'un de nos plus redoutables ennemis, avait déjà envahie et saccagée.

Abd-el-Kader.—C'est du fond de la province d'Oran que sortit l'homme qui devait jeter tant d'éclat sur son pays, le célèbre, **Abd-el-Kader,** fils d'un marabout renommé pour sa piété. Jeune, ambitieux, intrépide, actif et rusé, il se donna comme le libérateur futur de son pays, comme le vengeur de l'islamisme outragé, et il ne manqua jamais à ce rôle.

Prise de Bougie.—1833. Le 2 octobre **1833,** le général **Trézel,** qui fut plus tard gouverneur de la colonie, se rendit maître de **Bougie,** après un combat acharné avec la garnison.

Défaite d'Abd-el-Kader près d'Oran. — Expédition contre Mascara et Tlemcen.—1835—1836. Au mois de juin **1835,** le même général **Trézel,** alors gouverneur de l'Algérie, était arrivé à quelques lieues d'Oran, lorsque tout-à-coup il se trouva en face de l'armée d'**Abd-el-Kader,** six fois plus nombreuse que la sienne. Quelque inégal que fût le combat, le général français n'hésita point. Sa petite troupe tomba avec furie sur les Arabes, qui furent repoussés avec perte. Mais la victoire coûta cher aux Français; le colonel Oudinot était resté sur le champ de bataille; l'armée de l'émir croissant d'heure en heure, il fallut songer à la retraite: elle fut malheureuse; les Français firent des pertes qui portèrent atteinte au prestige de leurs armes. Alors, pour la seconde fois, le maréchal **Clauzel** fut envoyé en Afrique, avec mission d'anéantir Abd-el-Kader. Dès son arrivée il résolut de pousser droit à **Mascara.** Le 26 novembre **1835,** l'armée française, forte de dix mille hommes, ayant dans ses rangs le fils aîné du roi, partit pour son expédition. Après avoir culbuté deux fois les Arabes sur son passage, elle arriva à Mascara, qu'elle trouva déserte. Abd-el-Kader venait de la quitter, ne laissant derrière lui que ruine et carnage. Après avoir détruit ce qu'on ne pouvait garder, le maréchal Clauzel ramena l'armée à Oran. Mais il dut bientôt se remettre en campagne, et marcher sur **Tlemcen,** où il entra le 13 janvier **1836.** Il quitta ensuite la ville, après y avoir mis une garnison de cinq cents hommes, sous les ordres du commandant **Cavaignac.**

Belle retraite de Constantine. — *Novembre* **1836.** La conquête de Constantine, une des plus fortes places des États Barbaresques, avait été résolue. Le maréchal **Clauzel,** à la tête de 7,000 hommes, se mit en marche, le 12 novembre **1836,** pour son expédition. Mais les pluies torrentielles qui n'avaient cessé de tomber pendant plusieurs semaines, avaient détrempé les terres, à tel point que l'armée perdit dans sa route, au milieu des boues, la plus grande partie de ses munitions. Elle arriva devant Constantine, le 21 novembre, épuisée par neuf jours de marche, pendant lesquels il avait fallu sans cesse lutter contre l'hiver en furie, abattre les arbres, casser les roches, frayer un chemin à l'artillerie à travers les montagnes. Les soldats trempés de pluie, étaient obligés de bivouaquer dans la boue. Les bagages étaient restés en arrière; on n'avait presque plus de vivres. Malgré l'état déplorable de sa petite armée, le maréchal Clauzel voulut tenter un coup de main contre la ville, mais il échoua, faute de moyens suffisants; il fallut songer à la retraite.

Ce fut dans cette retraite mémorable, l'une des plus belles pages de l'histoire de l'Algérie, que le commandant **Changarnier,** qui formait l'extrême arrière-garde avec son bataillon, se fit remarquer par son courage et son sang-froid et révéla des talents militaires qui, en quelques années l'ont placé à la tête de l'armée. Des nuées d'Arabes étant venus fondre sur les Français, il forme aussitôt son bataillon en carré, et se tournant vers ses soldats : "Mes amis," leur dit-il, "voyons ces gens-là en face. Ils sont six mille, vous êtes trois cents; la partie est égale." Cela dit, on attend les Arabes à portée de pistolet, et un feu de deux rangs jonche la terre d'hommes et de chevaux. Saisis d'étonnement, de terreur, les Arabes s'éloignèrent précipitamment et ne suivirent plus qu'à distance cette intrépide armée.

Prise de Constantine. — 13 *octobre* **1837.** Cependant les Français étaient impatients de couvrir de l'éclat d'un grand succès les revers de la campagne précédente. Une nouvelle armée de 13,000 hommes, sous les ordres du général de **Damremont,** gouverneur de l'Algérie, marcha sur Constantine, et le 6 octobre **1837,** elle arrivait sur les hauteurs qui dominent la ville. Le duc de **Ne-**

mours, second fils de Louis-Philippe, faisait partie de l'expédition, Les travaux de siége commencent aussitôt, et sont poussés avec tant de vigueur, que le 12 ils étaient achevés, et l'assaut déclaré pratiquable. Les troupes destinées à l'assaut furent, ce jour-là même, divisées en trois colonnes, sous les ordres du lieutenant colonel Lamoricière, du colonel Combes et du colonel Corbin. Mais un malheur irréparable vient frapper l'armée de stupeur. Le général, comte de Damremont, tombe frappé d'un boulet, au moment où il examinait l'état de la brèche. Cependant le général **Valée,** à qui le commandement revenait de droit, le prend aussitôt aux applaudissements des troupes, qui demandent l'assaut à grands cris. Le lendemain, 13 octobre, à sept heures du matin, le signal est donné, et au bruit des tambours tous les cœurs palpitent d'impatience. Commandée par le jeune et brave **Lamoricière,** la première colonne, au milieu de la plus vive fusillade, gagne le rempart au pas de course. Voilà les **zouaves** debout sur la brèche; et le drapeau tricolore qu'y plante le capitaine **Garderens,** est salué par de victorieuses acclamations. On avance à travers des rues étroites et tortueuses, où chaque maison devient la scène d'un combat; on poursuit l'ennemi dans une mêlée meurtrière et furieuse, et ce ne furent bientôt que morts, mourants et ruines. La ville est aux Français; mais la victoire leur a coûté cher.

Passage des Portes-de-Fer par le duc d'Orléans.— *Octobre* **1839.** Abd-el-Kader s'était porté dans les montagnes de la **Kabylie,** pour essayer d'en soulever la population; mais il avait été forcé de se retirer sans résultat. Ce fut quelques semaines après que le **duc d'Orléans,** parti de Constantine à la tête d'une petite division d'environ 3,000 hommes, traversait par delà les montagnes de Jurjura le fameux passage des **Portes-de-Fer,** que les Turcs eux-mêmes n'avaient jamais osé franchir. A la première nouvelle de l'arrivée du prince, les habitants du pays accoururent dans le camp pour y apporter des provisions de toute espèce, et leurs chefs s'empressèrent de venir faire leur soumission. Deux mois plus tard, l'émir était battu sur les bords de la **Chiffa,** où son infanterie régulière fut écrasée.

Défense héroïque de Mazagran.—*Février* **1840.** Ici com-

mence la grande lutte entre les Arabes et les Français. De tous côtés, Abd-el-Kader donna le signal de la guerre, et l'on vit bientôt toutes ces tribus qui exerçaient leurs brigandages sur les populations sédentaires de l'intérieur, se tourner contre nous avec plus d'acharnement que jamais. La Mitidja fut envahie, et c'est alors qu'eut lieu, en février **1840,** aux environs de Mostaganem, cette héroïque défense du fort de **Mazagran,** où cent vingt-trois Français, commandés par le capitaine **Lelièvre,** tinrent tête, pendant plusieurs jours, à douze mille Arabes.

Suite de combats glorieux pour les Français. — 1840—1841. Le printemps de l'année **1840** ne fut qu'une suite de victoires sur les Arabes. Ils furent battus successivement dans les combats de **Ten-Salmet,** de **Selson,** de **Mascara,** et la ville de **Cherchell** fut occupée. A la fin de **1840,** quand le maréchal **Bugeaud,** encore lieutenant général, vint prendre le commandement de l'armée, le duc d'**Orléans,** avec le général **Changarnier,** avaient déjà repassé le fameux **col de la Mouzaïa; Médéah** et **Milianah** étaient au pouvoir des Français. Le nouveau gouverneur, suivi des ducs de **Nemours** et d'**Aumale,** s'empressa d'aller ravitailler ces places, puis partit pour la province d'**Oran.** C'était là le principal théâtre de la guerre; c'était là que l'attendait son illustre antagoniste **Abd-el-Kader.** De Mostaganem, où il se fait débarquer, le maréchal Bugeaud va droit à lui, et attaque, au mois de mai de **1841, Tekedempt,** sa principale forteresse. Ses murailles, élevées naguère avec tant de sollicitude, ne sont plus bientôt qu'un monceau de ruines, et le feu dévore les richesses que l'émir ne peut emporter avec lui. Bientôt sa capitale, **Mascara,** tombe de nouveau entre les mains des Français; puis il voit détruire successivement toutes les petites citadelles, qu'il avait échelonnées sur la lisière du désert.

Prise de la Smala d'Abd-el-Kader.—*Mai* **1843.** L'émir avait formé, pour la défense de sa personne, une **Smala;** c'était une réunion de tentes suffisante pour lui fournir un corps de cavalerie d'élite de cinq ou six cents cavaliers toujours au complet et parfaitement montés. Ce corps lui suffisait pour être plus *fort* que n'importe quelle tribu; et c'est par lui qu'il les tenait

toutes sous son obéissance. Depuis qu'Abd-el-Kader était réduit à guerroyer en chef de bande, il avait concentré dans sa Smala toutes les ressources qui lui restaient. Sa famille et celle de ses principaux lieutenants y étaient réunies avec leurs équipages et leurs richesses, et formaient une population nomade d'environ douze mille personnes. Au mois de mai **1843,** le **duc d'Aumale,** circulant dans les régions du Sud avec sa colonne, atteignit la **Smala d'Abd-el-Kader** dans le désert d'Angade, la mit en déroute, lui prit son trésor, sa correspondance, ses tentes, beaucoup d'objets précieux, et fit plus de trois mille prisonniers, dont trois cents étaient des personnages de distinction. Ce désastre, l'un des plus grands événements de la guerre d'Afrique, fut un coup terrible pour l'émir, qui, de ce moment, vit pâlir son astre.

Bataille d'Isly. — Bombardement de Tanger et de Mogador. — 1844. L'émir s'était réfugié dans le **Maroc,** dont l'empereur lui avait fait un accueil favorable. La France s'en plaignit, demanda à ce qu'Abd-el-Kader fut éloigné de notre frontière ; mais, pour toute réponse, l'empereur envoya son fils à la tête de l'armée marocaine, forte de 40,000 hommes, dont 8,000 à 10,000 cavaliers, concentrés sur la frontière. Leur arrogance augmentait tous les jours, et ils ne parlaient plus que de culbuter l'armée française, de prendre Tlemcen, Oran et même Alger. Les négociations eussent été inutiles, l'attaque fut résolue. Pendant que le prince de **Joinville,** avec une escadre, bombardait **Tanger** et **Mogador,** le maréchal porta en avant sa petite armée, composée de 8,500 hommes seulement. C'en était assez ; le nombre supérieur des ennemis ne l'effrayait jamais en Afrique. Le camp de **Muley-Mohammed,** fils de l'empereur, s'étendait jusqu'à deux lieues sur un plateau de la rive droite de l'Isly ; des canons braqués sur la pente du mamelon, du côté de la rivière, en défendaient l'approche. Au premier signal de l'attaque, un escadron de chasseurs d'Afrique, baissant la tête sous la mitraille de l'artillerie ennemie, va droit aux cannoniers, et, après les avoir terrassés, envahit le camp marocain, et y met un désordre épouvantable, pendant que les Spahis, venus pour profiter de la victoire, attellent leurs chevaux aux canons abandonnés. Bientôt l'infanterie arrive pour soutenir le choc de

la cavalerie marocaine, mais elle est culbutée et mise en fuite, ainsi que ces intrépides cavaliers qui firent douze lieues sans s'arrêter.

La **victoire d'Isly,** remportée le 14 août **1844,** n'a pas été seulement un beau fait d'armes ; elle a eu des résultats d'une grande importance pour la France : elle a soumis le seul ennemi qui nous restât sur la côte africaine. Cette dernière victoire à terrassé la race arabe dans ses derniers retranchements, et l'on peut dire, avec Bugeaud, à qui elle valut le bâton de maréchal : "Elle est la consécration de notre conquête de l'Algérie."

Le colonel Pélissier aux grottes de Dahra.—1845. Après la défaite d'Abd-el-Kader, le chérif **Bou-Maza,** jeune homme d'une vingtaine d'années seulement, réussit, en **1845,** à exciter des soulèvements dans le **Dahra.** Il jouait dans le pays, avec une certaine habileté, un rôle analogue à celui d'Abd-el-Kader, et devint bientôt célèbre. Ce fut à cette époque, le 20 juin **1845,** qu'eut lieu l'**incendie des grottes du Dahra** par le colonel **Pélissier** (duc de Malakoff). Une foule de Kabyles s étaient enfermés dans ces grottes avec l'intention de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité. On leur fit dire par un des leurs que s'ils ne se soumettaient pas, ils seraient brûlés par les Français, qui avaient 56 mules chargées de matières combustibles. La soumission n'ayant point eu lieu, dès le lendemain on s'approche de la grotte et l'on y met le feu. Tous périrent suffoqués ou brûlés ; le nombre des cadavres trouvés dans les grottes s'élevait de 800 à 1,000. Malgré la meilleure volonté du monde, il est difficile de justifier cette acte de barbarie, qui attira sur son auteur une réprobation universelle.

Soumission de la grande Kabylie. — 1847. Le maréchal Bugeaud voulait en finir avec ces redoutables **Kabyles,** et leur ôter l'envie de donner de nouveau l'hospitalité à Abd-el-Kader. Un nouveau plan de campagne fut conçu pour l'année **1847,** et dès le 6 mai l'armée commençait ses opérations. Peu de jours après, le maréchal était au delà du **Jurjura,** au bas d'une pente recouverte de villages, dont l'un d'eux, **Azrou,** passait pour inexpugnable. L'attaque en est aussitôt commandée ; la résistance est des plus acharnées ; mais le village ne peut tenir contre l'élan

des troupes françaises; malgré le feu terrible de ses maisons crénelées, la place est emportée. Alors, les Kabyles s'enfuient dans toutes les directions, et les Français, après avoir tout incendié, se retirent chargés de butin. L'écho des montagnes avait répété au loin le combat d'Azrou. Tous les Kabyles des environs vinrent faire leur soumission. Peu de temps après le maréchal Bugeaud alla s'embarquer à Bougie, escorté d'une centaine d'officiers, qui étaient venus spontanément le reconduire à bord, et quitta la terre d'Afrique qu'il ne devait plus revoir. Son règne y avait duré plus de six ans, et avait suffi pour assurer à la France sa plus importante conquête. Il donna sa démission, et le duc d'**Aumale** fut nommé gouverneur de l'Algérie.

Reddition d'Abd-el-Kader. — 23 *novembre* **1847.** Après la soumission des Kabyles, Abd-el-Kader se retira une seconde fois dans le Maroc. Mais l'empereur, peu enclin à recevoir un hôte qui lui avait déjà causé tant de malheurs, chercha l'occasion de se débarrasser du prétendu émir des croyants, en portant le dernier coup à sa puissance. Muley-Mohammed, son fils, poursuivit à outrance les tribus restées fidèles à Abd-el-Kader, et finit par les exterminer complètement. L'anéantissement de ces tribus fit une impression profonde sur l'esprit d'Abd-el-Kader; il se voyait traqué de toutes parts. D'un côté se trouvait l'armée triomphante de Muley-Mohammed; de l'autre, les Français se tenaient en observation sur la frontière. Il voulut tenter de s'échapper à travers les gorges du col de Kerbous; mais le général de **Lamoricière,** qui commandait la province d'Oran, ayant été instruit de la position désespérée de l'émir, envoya en toute hâte quelques cavaliers qui lui fermèrent le passage, tandis qu'il accourait lui-même avec une petite escorte. **Abd-el-Kader,** abandonné de tous les siens, et se voyant dans l'impossibilité de résister, se rendit au général de Lamoricière; et, peu de jours après, la France vit arriver sur ses rivages le fameux guerrier qui l'avait tant occupée, en même temps qu'elle apprenait qu'il avait cessé sa lutte. Après avoir passé quelques années en France, où il avait été reçu plutôt comme un prince que comme un prisonnier, le Président de la République, **Louis-Napoléon,** lui rendit la liberté, et il se retira à Brousse, dans la Turquie d'Asie.

Généraux distingués.—Parmi les hommes qui se sont le plus distingués dans les campagnes de l'Algérie, on peut citer le maréchal **Bugeaud,** les généraux **Changarnier, Cavaignac, Bedeau, Lamoricière, Saint-Arnaud** (maréchal), **Canrobert** (maréchal), **Pélissier** (maréchal), **Bosquet** (maréchal), **Mac-Mahon** (maréchal), et une foule d'autres, auxquels on peut ajouter le duc d'**Aumale** et le duc d'**Orléans,** jeunes princes qui payèrent bien de leurs personnes et surent se faire aimer du soldat.

Fermentation en France.—Banquets réformistes.—1847. Dès les dernières années du règne de Louis-Philippe, de sourdes passions fermentaient en France. En **1847,** une disette causée par de mauvaises récoltes se fait sentir dans les campagnes; malheureux et souffrant, le peuple se plaint; les réunions politiques se multiplient; on accuse le gouvernement de corruption; les cris de: *Vive la réforme!* commencent à se faire entendre. Des **banquets réformistes** s'organisent à Paris et dans les principales villes du royaume; les orateurs qui s'y font entendre proposent des mesures violentes, et leurs discours incendiaires provoquent l'intervention de l'autorité. L'agitation augmente parmi le peuple, tout fait pressentir de nouveaux changements dans l'État.

Révolution de 1848.—Telle était la situation des esprits en France à la fin de **1847,** lorsque le roi convoqua les chambres. Le ministère et le roi étonnés, mais non alarmés de ces démonstrations d'opinion, les regardaient comme un mécontentement de paroles et de parade qui n'existait pas, selon eux, dans les esprits.

Cependant, dans les premiers jours de février **1848,** un grand **banquet réformiste** est proposé pour Paris. Aussitôt de vifs débats s'engagent à ce sujet dans la Chambre des députés. Le ministère veut empêcher le banquet; l'opposition, dirigée par M. **Odilon-Barrot,** déclare que ces réunions tiennent aux droits du peuple, et qu'elle mettra l'agitation en face de la corruption. Le banquet est ajourné; mais le lendemain 22 février, M. Barrot dépose sur le bureau du président de la chambre un **acte d'accusation** contre le ministère **Guizot.** A l'aurore du 23, les routes qui aboutissent aux portes de Paris étaient cou-

vertes de colonnes de cavalerie, d'infanterie et d'artillerie, que les ordres du gouvernement avaient appelées. Ces troupes étaient imposantes, obéissantes, disciplinées, mais tristes et silencieuses. La garde nationale, tardivement convoquée, se montre hostile, et fait entendre les cris de: *Vive la réforme! A bas les ministres!* Une révolution éclate, des barricades s'élèvent et se multiplient rapidement; M. Guizot et ses collègues donnent leur démission, et le roi fait appeler successivement aux Tuileries M. **Molé,** M. **Thiers** et enfin M. **Odilon-Barrot.** Vers le soir de cette journée, la foule, satisfaite d'un changement de ministère, inondait les boulevards et les rues en battant des mains aux illuminations qui étincelaient sur les façades des maisons.

Affaire de l'hôtel des Capucines. — 23 *février* **1848.** L'émeute semblait se calmer, lorsqu'un accident déplorable vint mettre tout en feu. Une multitude, composée en grande partie du peuple des faubourgs, s'avançait sur une seule colonne le long des boulevards. Un drapeau rouge flottait au milieu de la fumée des torches sur les premiers rangs de cette multitude. (9.) "En face de l'hôtel des Affaires étrangères, un bataillon de ligne rangé en bataille, les armes chargées, son commandant en tête, barrait le boulevard. La colonne s'arrête tout à coup devant cette haie de baïonnettes. Le flottement du drapeau et la lueur des torches font cabrer le cheval du commandant. Le cheval, pivotant d'effroi sur ses jarrets, se rejette vers le bataillon qui s'ouvre pour envelopper son chef. Un **coup de feu** retentit dans la confusion de ce mouvement. D'où était-il parti, nul ne le sait: mais, crime ou hasard, ce coup de feu ralluma une révolution. Les soldats se croyant attaqués mettent leurs fusils en joue, une traînée de feu jaillit sur toute la ligne.... La colonne des peuples des faubourgs tombe décimée par les balles. Des cris de mort et des gémissements de blessés se mêlent aux cris d'effroi des curieux, des femmes, des enfants qui s'enfuient de tous côtés."

Abdication de Louis-Philippe.—Son départ précipité.—24 *février*, **1848.** La foule, qui croyait avoir été traîtreusement foudroyée dans une démonstration de joie pour le changement des ministres, entre en fureur, revient plus nombreuse sur la scène du

carnage pour emporter ses morts. On ramasse les cadavres, on les groupe sur d'immenses tomberaux; les bras pendants hors du char, les blessures découvertes, le sang pleuvant sur les roues, et on les promène ainsi dans Paris à la lueur des torches, en appelant la vengeance sur les meurtriers. Toute la nuit le tocsin sonne; chacun est debout, armé, prêt aux résolutions extrêmes; la multitude va toujours grossissant, et le 24 au matin, des masses compactes se portent sur le Palais-Royal, qui est emporté, et saccagé. Ce fut alors seulement que le roi, ne voulant pas que le sang coulât plus longtemps pour sa cause, se résigna à signer son **abdication** en faveur de son petit-fils le **comte de Paris,** âgé de dix ans, avec la duchesse d'Orléans pour **régente.** Mais il est trop tard, la révolution triomphe partout, la multitude est sourde à toutes les propositions: déjà elle menace les Tuileries, déjà les balles sifflent sur les toits du château, il fallait se hâter: le roi, accompagné de la reine, sortit par la porte d'un souterrain qui communique de ses appartements au jardin des Tuileries, traversa le jardin à pied, monta dans une petite voiture de place et se dirigea vers Saint-Cloud. Le 3 mars suivant, il s'embarquait avec la reine pour l'Angleterre qu'il ne devait plus quitter. Son premier ministre, M. **Guizot,** s'échappa de Paris, déguisé, et le suivit de près sur la terre d'exil.

La duchesse d'Orléans à la Chambre des députés.—Scène de désordre. Après le départ du roi, le duc de Nemours était resté aux Tuileries auprès de la duchesse d'Orléans, autour de laquelle un petit nombre d'officiers et de conseillers étaient à délibérer. Bientôt, sur l'avis de M. Dupin, la duchesse, accompagnée de ses deux enfants, le **comte de Paris** et le duc de Chartres, ainsi que le duc de Nemours, se rendit à la Chambre des députés. Elle fut d'abord accueillie par les cris de: "*Vive la duchesse d'Orléans! Vive le comte de Paris! Vive la régente!* M. Dupin veut enregistrer ces cris sur la tribune même, comme pour les rendre irrévocables. Une discussion s'engage aussitôt sur la régence; quelques-uns désignent le duc de Nemours, les autres la duchesse d'Orléans; M. Crémieux demande un gouvernement provisoire; M. de *la* Rochejaquelein veut en appeler à la nation. "Aujourd'hui,"

s'écrie-t-il en s'adressant à la Chambre, "vous n'êtes rien ici ; plus rien, entendez-vous, rien !" A peine a-t-il achevé ces mots qu'une foule d'hommes armés se précipitent dans la salle en poussant des cris violents. "*A bas la régence ! pas de royauté ! vive la république !*" Un désordre effroyable règne dans l'assemblée ; la salle présente alors un spectacle qui peut rappeler celui des plus orageuses journées de **1793.** On ne voit partout que sabres et fusils, s'agitant au-dessus des têtes ; des cris, des menaces interrompent les orateurs qui cherchent à se faire entendre au milieu de cette confusion effrayante. Le président, M. Sauset, quitte le fauteuil ; la duchesse d'Orléans, ses enfants, le duc de Nemours violemment séparés par la foule, parviennent à grand' peine à s'échapper de la salle. Enfin, après de longs efforts de quelques députés pour obtenir le calme, le tumulte diminue, et M. Dupont de l'Eure proclame les noms des membres du **gouvernement provisoire** que la foule demandait à grands cris : ce sont MM. *Dupont de l'Eure*, *Lamartine*, *Arago*, *Marie*, *Garnier-Pagès*, *Ledru-Rollin*, *Crémieux*, auxquels s'adjoignent, à l'Hôtel-de-Ville, comme secrétaires, et ensuite comme membres ; MM. *Armand Marrast*, *Louis Blanc*, *Flocon* et *Albert*. C'en était fait, la royauté n'existait plus en France, elle avait fait place à la **République.**

Pillage des Tuileries.—Pendant que les partis se disputaient à la Chambre des députés, la populace avait envahi les **Tuileries,** et s'y livrait à toutes sortes d'orgies. Tous le meubles, les ornements, les tableaux furent précipités par les fenêtres, ainsi que le **trône,** qui fut brûlé sur la place du Carrousel.

Portrait de Louis-Philippe.— (9.) "La nature avait fait ce prince probe et modéré : l'exil et l'expérience l'avaient fait politique. La difficulté de son rôle de prince parmi les démocrates, et de démocrate parmi les princes au commencement de sa vie, l'avait fait souple aux circonstances, patient aux événements, temporisateur avec la fortune. Il semblait pressentir que la destinée lui devait un trône. Il jouissait en attendant, dans une vie domestique voilée, modeste et irréprochable, des douceurs et des vertus de la famille. Il avait toujours une déférence pour le roi régnant et un sourire d'intelligence pour les oppositions, sans les encourager

néanmoins par aucune complicité criminelle. Studieux, réfléchi, très éclairé sur toutes les matières qui touchent au régime intérieur des empires, profondément versé dans l'histoire, diplomate comme Mazarin ou Talleyrand, d'une élocution facile, intarissable, qui ressemblait à l'éloquence autant que la conversation peut ressembler au discours, modèle des époux, exemple des pères au milieu d'une nation qui aime à voir les mœurs sur le trône, doux, humain, pacifique, né brave, mais avec l'horreur du sang, on peut dire que la nature et l'art l'avaient doué de toutes les qualités qui font un roi populaire, à l'exception d'une seule : la grandeur."

Les dix-huit années de son règne ont été pour la France une époque de paix, de bonne intelligence avec les nations voisines, et de progrès pour les arts, les manufactures et l'industrie en général, qui ont reçu sous son règne une puissante impulsion par la création de l'**exposition** des produits de l'industrie française.

Parmi les monuments commencés ou achevés sous ce règne, on peut citer la colonne de Juillet et celle de Boulogne, l'Arc de triomphe, la Madeleine, Notre-Dame-de-Lorette, Saint-Vincent-de-Paul, l'Hôtel-de-Ville de Paris, le palais de Versailles converti en un magnifique musée historique consacré à toutes les gloires de la France, les fortifications de Paris, et la construction des grandes lignes de chemin de fer.

Principaux ministres. — *Laffitte*, *Casimir-Perrier*, **Guizot**, *Thiers*, *Molé*, *de Broglie*.

Faits contemporains.—1830. Construction du premier chemin de fer pour le transport des voyageurs, entre Liverpool et Manchester.—**1838.** Victoria, reine d'Angleterre, épouse son cousin le prince Albert ; le maréchal Soult représente la France à ce mariage. — **1844.** Voyage de Louis-Philippe en Angleterre, et de la reine Victoria en France.—**1845.** Traité entre la France et l'Angleterre pour la suppression de la traité des nègres.

SECONDE RÉPUBLIQUE.

Proclamation de la République.—*Février* **1848.** Le 26 février tous les journaux de la capitale annonçaient à la France la proclamation de la **République.** Le même jour, M. **Lamartine,** chargé des affaires étrangères, envoya une circulaire à tous les agents diplomatiques, pour rassurer les puissances étrangères sur les intentions de la république française, qui admet les traités de **1815** comme base de ses relations avec les autres nations.

Lamartine harangue le peuple à l'Hôtel-de-Ville.—Dès le lendemain du jour de la proclamation de la république, une insurrection formidable menaça la société d'une destruction totale. Le peuple accusait déjà le gouvernement provisoire de vouloir le trahir. On répandait le bruit que la régence allait être proclamée. Des bandes d'hommes armés et sordidement vêtus, recrutées dans les rues indigentes des faubourgs, se précipitèrent comme un torrent vers la place de Grève en face de l'Hôtel-de-Ville où siégeait le gouvernement. Bientôt, une multitude, estimée à plus de trente mille hommes, inondait la place, les quais, les embouchures des rues, les jardins, les cours, les escaliers, les corridors, les salles de l'Hôtel-de-Ville. L'entrée de cette masse de peuple fut suivie de clameurs et de mugissements effrayants. Des coups de feu retentissent de tous côtés, les vitres sont brisées, le désordre est à son comble. **Lamartine** entend les rugissements du peuple qui demande la substitution du drapeau rouge au drapeau tricolore ; il s'élance vers l'escalier de l'hôtel, et là, en face des canons de fusils braqués sur sa poitrine, il calme par la seule puissance de sa parole la fureur de cette populace déchaînée contre tous les droits de la société. Ce jour fut le plus beau de sa vie.

Réunion de l'Assemblée nationale.—4 *mai* **1848.** Le 5 mars, le gouvernement provisoire fixa la convocation des assemblées électorales au 9 avril, et la réunion de l'**Assemblée nationale** au 4 mai **1848.** Il y fut décrété que les représentants du

peuple seraient au nombre de neuf cents, que tous les Français âgés de 21 ans seraient électeurs, que tous les Français âgés de 25 ans seront éligibles, et que chaque représentant recevrait une indemnité de vingt-cinq francs par jour. Le gouvernement provisoire résigna alors ses pouvoirs entre les mains de l'Assemblée nationale, dont un des premiers actes fut de décréter le **bannissement** perpétuel du roi **Louis-Philippe** et de sa famille.

Création des Ateliers nationaux.—On avait organisé à Paris des ateliers, dits **nationaux,** où le travail devait se distribuer également à tous les citoyens qui en demanderaient. L'État se chargeait de fournir le travail, en exploitant lui-même diverses industries dont il s'appropriait les produits. On prétendait par là faire cesser la concurrence entre les ouvriers ainsi que le chômage et les grèves. Chaque ouvrier employé, quelle que fût sa profession, recevait deux francs par jour, et chaque ouvrier inemployé recevait un franc cinquante centimes. On ne tarda pas à s'apercevoir de l'inanité de ces théories. Bientôt ces ateliers furent encombrés par une foule d'ouvriers dont le nombre s'accrut de jour en jour d'une manière effrayante. Le travail manquait déjà, et il fallait néanmoins payer les salaires. Pour surcroît d'embarras, une multitude d'ouvriers se précipitèrent de tous les points de la France sur la capitale, et vinrent demander aux ateliers nationaux le travail qu'on leur avait promis. Le désordre fut bientôt à son comble; on voulut arrêter les migrations des provinces, et renvoyer chez eux ces masses d'ouvriers qui encombraient la capitale, et la menaçaient d'une catastrophe; il était trop tard.

Insurrection de Juin.—23-24-25 *juin* **1848. — Mort de l'archevêque de Paris.** Tous les symptômes présageaient un mouvement; il ne se fit pas attendre. Le 23 juin, une **insurrection** des plus formidables éclata à Paris. Dès sept heures du matin, ce jour-là, le gouvernement fut informé que des rassemblements de huit à dix mille hommes se formaient sur la place du Panthéon pour attaquer le Luxembourg, où il s'était retiré. Dès la veille le général **Cavaignac** avait reçu du gouvernement le commandement général des troupes et de la garde nationale; mais il n'avait à sa disposition que de bien faibles ressources pour faire

face à tant de dangers. A dix heures, ces rassemblements se répandent en criant: Aux armes! dans tous les quartiers de Paris. A ces cris, les faubourgs s'émeuvent, les rues se remplissent, les ateliers nationaux descendent des barrières, les **barricades** se forment avec une rapidité effrayante, le combat s'engage sur le boulevard et devient bientôt général. Le sang coule de toutes parts, des monceaux de cadavres encombrent les barricades, et la fureur des combattants va toujours croissant. C'est alors que le vénérable **archevêque de Paris,** Monseigneur **Affre,** voulant arrêter l'effusion du sang, se rend, une palme à la main, au milieu des combattants, monte sur une barricade, d'où il exhorte le peuple à la paix, et tombe frappé d'une balle, emportant avec lui l'estime, la vénération, et les regrets des deux partis. Ce ne fut qu'après trois jours de carnage qui couvrirent la France de deuil, que cette terrible explosion du peuple fut étouffée par les habiles et énergiques manœuvres du général Cavaignac, par le courage des troupes, de la garde nationale et surtout des gardes mobiles, qui rendirent, pendant ces journées, un service immense à la société en péril. L'Assemblée vota au général Cavaignac des remerciements avec le témoignage d'avoir *bien mérité de la patrie.*

Louis-Napoléon, Président de la République.—11 *décembre* **1848.** Dans les premiers mois de cette année, le prince **Louis-Napoléon Bonaparte,** alors en exil à Londres, avait été élu, malgré une vive opposition, représentant du peuple par le département de la Seine, et trois autres départements. Au mois de décembre **1848,** ayant réuni la grande majorité des suffrages, il fut proclamé **président de la République** par l'Assemblée nationale et prêta serment en ces termes: "En présence de Dieu et devant le peuple français, représenté par l'Assemblée nationale, je jure de rester fidèle à la république démocratique, une et indivisible, et de remplir tous les devoirs que m'impose la constitution." Un des articles de cette constitution portait que le président de la république n'était élu que pour quatre ans, et n'était rééligible qu'après un intervalle de quatre années. Ce nom glorieux de **Napoléon** devint la force de celui qui le portait, et devait bientôt l'élever à de plus hautes destinées.

Prise de Rome par les Français. — *Juillet* **1849.** Au mois de mai **1849,** l'Assemblée nationale avait été remplacée par l'Assemblée législative, composée de sept cent cinquante membres. Ce fut le 30 juin suivant que **Rome,** après un siége mémorable, fut obligée de capituler devant l'armée française, qui prit possession de la ville le 3 juillet, et rétablit le pape dans ses États.

Mort de Louis-Philippe. — 26 *août* **1850.** Le roi **Louis-Philippe** mourut à Claremont en Angleterre, le 26 août **1850,** à l'âge de soixante-dix-sept ans, dans son troisième exil, loin du peuple qu'il avait gouverné, mais au milieu des siens. Nul homme de nos jours n'a été éprouvé par de plus étonnantes vicissitudes. Héritier d'une des plus opulentes familles de l'Europe, il connut les nécessités de la vie, et se vit obligé à gagner son pain, comme le dernier des réfugiés. Des misères de l'exil, il se vit reporté au milieu de toutes les splendeurs de sa position princière, et plus tard élevé sur le trône, d'où il redescendit pour l'exil. Après avoir porté son sceptre sans ostentation et sans orgueil, il supporta son exil sans faiblesse et sans amertume. Il vivait depuis deux ans sur un coin de terre étrangère, n'attendant plus rien que de Dieu et soutenu par le dévouement de la noble femme, qui, après avoir été la prudence et la sagesse de son règne, a été la consolation de son adversité, et l'ange de son agonie.

Coup d'État du 2 décembre 1851.—Nous avons vu plus haut que le président de la république n'était élu que pour quatre ans, et n'était rééligible qu'après un intervalle de quatre années. L'Assemblée législative sentit bientôt le besoin de modifier le **suffrage universel,** établi par la constituante, et d'abroger quelques clauses de la constitution qui lui semblaient contraires aux intérêts de l'État. De violents débats s'élevèrent à ce sujet dans l'assemblée ; des troubles sérieux éclatèrent dans plusieurs départements, dont deux, le Cher et la Nièvre, furent mis en état de siége. Vers la fin de **1851,** le gouvernement soumit à l'Assemblée législative un projet de loi au sujet de la loi électorale, dont les tendances devaient assurer la réélection de **Louis-Napoléon** à la présidence, en **1852.** Ce projet fut rejeté par trois cent cinquante-cinq voix contre trois cent quarante-huit. Louis-

Napoléon comprit dès lors qu'il n'avait qu'un seul parti à prendre, la dissolution de l'Assemblée. Dans la nuit du 1er au 2 décembre **1851,** un grand nombre de représentants, entre autres **Thiers,** les généraux d'Afrique **Changarnier, Lamoricière, Bedeau, Cavaignac** sont arrêtés. Dès le matin les troupes occupent le palais législatif, et en refusent l'entrée aux représentants, qui protestent contre cette violence, et vont se réunir à la mairie du 10e arrondissement, au nombre de 214. Ce **coup d'État** dissout l'Assemblée, rétablit le suffrage universel, qui avait été suspendu au 31 mai, propose l'élection d'un président pour dix ans, et met en état de siége Paris et les départements compris dans la première division militaire. Une lutte furieuse s'engage dans les rues entre le peuple et les troupes sous le commandement du général **Magnan.** Des barricades s'élèvent rapidement de tous côtés ; mais des mesures énergiques avaient été prises par le général de **Saint-Arnaud,** ministre de la guerre, et la force armée triomphe sur tous les points. Louis-Napoléon fait alors un appel au peuple, dans lequel, après avoir expliqué sa conduite, il lui demande les moyens d'accomplir la grande mission qu'il tient de lui. Le peuple est aussitôt invité à répondre à cet appel par **oui** ou par **non,** et sept millions cinq cent mille suffrages donnent au prince Louis-Napoléon, élu président pour dix ans, tous les pouvoirs pour faire une constitution conforme au plébiscite du 2 décembre. Le nouveau gouvernement se composa d'un président nommé pour dix ans, d'un sénat, d'un corps législatif et d'un conseil d'État ; c'était un acheminement vers le régime impérial.

Louis-Napoléon Empereur. — 2 *décembre* **1852.** Bientôt après le coup d'État, on vit reparaître l'aigle française sur les drapeaux de l'armée ainsi que sur la croix de la légion d'honneur. Le prince-président, ayant fait une tournée dans les provinces, le cri naguère encore séditieux de *Vive l'Empereur !* se fit entendre partout à son passage. Son retour dans la capitale fut suivi d'une manifestation impérialiste dont l'effet fut décisif. La France, lasse de révolutions, soupirait après la paix et la tranquillité. Au commencement de novembre **1852,** un décret appela le peuple à voter sur le rétablissement de l'empire, et le 23 du même mois,

Louis-Napoléon Bonaparte fut élu **empereur** des Français, sous le nom de **Napoléon III,** par plus de huit millions de suffrages, et proclamé le 2 décembre **1852.**

Principaux ministres. — *Lamartine*, *Goudchaux*, *Crémieux*, *Ledru-Rollin*, *Arago*, *Carnot*, *Cavaignac*, *Garnier-Pagès.* — *Dufaure*, *Vivien*, *Trouvé-Chauvel*, *Lamoricière.* — *Odilon-Barrot*, *Drouyn-de-Luys*, *Saint-Arnaud*, *Ducos*, *de Persigny*, *Falloux.*

SECOND EMPIRE.

NAPOLÉON III,

EMPEREUR DES FRANÇAIS,

1852.

Mariage de l'Empereur. — *Janvier* **1853.** Le 29 janvier suivant, l'empereur Napoléon cédant au penchant de son cœur, épousait une jeune Espagnole d'une famille noble et d'une grande beauté, Mlle **Eugénie de Montijo, comtesse de Téba.** "J'ai préféré," dit l'Empereur aux différents corps d'État convoqués à cette occasion, "une femme que j'aime et que je respecte à une femme inconnue dont l'alliance eût eu des avantages mêlés de sacrifices. Sans témoigner de dédain pour personne, je cède à mon penchant, mais après avoir consulté ma raison et mes convictions. Enfin, en plaçant l'indépendance, les qualités du cœur, le bonheur de famille au-dessus des préjugés dynastiques et des calculs de l'ambition, je ne serai pas moins fort, puisque je serai plus libre." La cérémonie religieuse eut lieu à Notre-Dame, le lendemain 30 janvier **1853.**

Guerre de Crimée.—1854-1855. Malgré les protestations de paix de Louis-Napoléon à son avénement, la France se vit tout à coup entraînée dans une guerre avec la Russie. Le czar **Nicolas,** dont l'ambition convoitait depuis longtemps Constantinople, crut que le moment était arrivé de mettre ses vastes projets à exécution. Selon lui, rien ne pouvait y mettre obstacle; la France impériale était trop occupée de ses intérêts pour pouvoir s'y opposer; l'Angleterre ne pouvait seule empêcher la prise de Constantinople, ni défendre ses vastes possessions des Indes orientales, menacées par la Russie; la Prusse était son alliée; l'Autriche ne pouvait manquer de l'être, après tant de services rendus pendant l'insurrection de la Hongrie. Le czar, confiant dans ses calculs, osa méditer la ruine de l'empire ottoman, et, au moyen d'armements immenses, accumulés depuis longues années sur le littoral de la mer Noire, il envahit tout à coup les principautés danubiennes, tributaires de la Turquie. C'est alors qu'on vit se former pour la délivrance de la Turquie opprimée et la liberté du monde, cette **alliance** à jamais glorieuse, entre deux grands peuples l'**Angleterre** et la **France,** alliance que le czar avait toujours regardée comme impossible. Bientôt la Sardaigne vint se joindre aux deux grandes puissances, et envoya ses troupes combattre sous les drapeaux alliés.

Bataille de l'Alma.—20 *septembre* **1854.—Siége de Sébastopol.—Balaclava.** Le 14 septembre **1854,** les troupes alliées, françaises, anglaises et turques, commandées par le maréchal de **Saint-Arnaud** et le général anglais lord **Raglan,** débarquèrent à Eupatoria sur les côtes occidentales de la **Crimée.** Six jours après leur débarquement, le 20 septembre, elles rencontrent les Russes au nombre d'environ 60,000, commandés par le prince Menshikoff et postés sur les hauteurs de l'**Alma,** où ils s'étaient fortement retranchés. Une artillerie formidable plongeait sur les lignes de l'armée alliée et menaçait de l'anéantir si l'attaque était tentée. Une telle position aurait pu paraître imprenable à toutes autres troupes que celles des alliés, mais rien n'effraie la bravoure de nos soldats. Les Anglais sur la gauche, les Français sur la droite, escaladent ces hauteurs garnies de bronze, avec un élan que rien ne peut ar-

rêter. Les **Highlanders** d'un côté, les **Zouaves** de l'autre, font des prodiges de valeur. Malgré le feu terrible qui anéantit des régiments entiers du côté des Anglais, la position est enlevée dans quelques heures, et les Russes prennent la fuite, laissant sur le champ de bataille plus de cinq mille morts, et la voiture du prince Menshikoff, restée au pouvoir des Français.

Le 26 du même mois les alliés s'emparent du pont de Balaclava, s'avancent sur **Sébastopol** dont ils commencent le siége, et le bombardent une première fois le 17 octobre. Le 25, une armée russe de 30,000 hommes, sous les ordres du général **Liprandi,** marcha contre **Balaclava** et s'empare de quatre redoutes occupées par les Turcs; mais les Anglais, après une lutte acharnée, parviennent à repousser l'ennemi. Ce combat est surtout mémorable par une charge brillante, mais malheureuse, d'un corps de cavalerie légère anglaise de 700 hommes seulement, qui se fraya un passage à travers 5,000 cavaliers russes; mais il laissa plus des deux tiers de ses braves sur le champ de bataille.

Bataille d'Inkermann. — *5 novembre* **1854.** Le 5 novembre **1854,** vers quatre heures du matin, les Russes, au nombre d'environ 50,000, commandés par le lieutenant général **Dannenberg** et animés par la présence des Grands-ducs Michel et Nicolas, attaquent sur les hauteurs d'**Inkermann,** la division anglaise qui ne comptait pas plus de 8,000 hommes. Les Anglais reçoivent l'ennemi avec leur fermeté proverbiale, et le tiennent en échec jusqu'au moment où le général **Canrobert,** qui avait pris le commandement de l'armée après la mort du maréchal St. Arnaud, leur envoya une division française, forte de 6,000 hommes. Ceux-ci, commandés par le général **Bosquet,** se précipitent au secours des Anglais avec leur impétuosité accoutumée. Dès lors ce ne fut, entre les deux armées, qu'une suite de combats acharnés et meurtriers, qui se prolongèrent jusqu'à quatre heures du soir, lorsque les Russes se retirèrent en désordre, laissant le champ de bataille couvert de leurs morts. Leurs pertes furent énormes; les dépêches des généraux firent mention de 15,000 hommes tués ou blessés et 200 prisonniers. En même temps la garnison faisait une sortie et attaquait l'aile gauche de la ligne des assiégeants, mais elle était repoussée par les

généraux français **Forey** et **de Lourmel.** La perte des alliés fut d'environ 2,500 Anglais et 1,800 Français.

Bombardement d'Odessa, et de Bomarsund.—1854. Pendant que les armées de terre se couvraient de gloire dans la Crimée, les flottes anglo-françaises bombardaient les forteresses russes de la Baltique et les ports de la mer Noire, et de la mer du Nord. **Odessa** essuya un bombardement de dix heures, et les vaisseaux du port furent brûlés; **Bomarsund** tomba au pouvoir des alliés; **Sweabord** vit ses remparts de granit tomber sous les coups de nos batteries flottantes, devenues la terreur des flottes russes. Les alliés triomphaient partout.

Victoire du Pont de Traktir. — 16 *août* **1855.** Le 16 août **1855,** les Russes étant venus en grand nombre attaquer la division française, près des rives de la Tchernaia, furent battus au pont de **Traktir,** où ils éprouvèrent des pertes considérables.

Prise de Sébastopol. — 8 *septembre* **1855.** Cependant toute l'Europe avait les yeux tournés vers Sébastopol, c'était là que la **question d'Orient** devait se vider. Depuis près d'un an les alliés étreignaient cette ville dans un cercle de fer, et voyaient périr dans les tranchées, sur les champs de bataille ou dans les hôpitaux des milliers de braves. Les difficultés du siége ne faisaient qu'irriter le courage des soldats; chaque jour c'était de part et d'autre de nouveaux prodiges de valeur, de constance et de résignation. Le maréchal **Pélissier,** commandant en chef de l'armée, avait tenté un premier assaut, qui avait échoué faute d'ensemble dans l'attaque, et où les Français firent des pertes considérables; deux généraux y furent tués. Enfin, le 8 septembre **1855,** à midi, le signal est donné pour un nouvel assaut. Nos soldats, qui attendaient l'heure dans un silence profond, solennel, imposant, s'élancent sur les redoutes ennemies avec la rapidité de l'éclair, et quelques instants après ils sont maîtres de la fameuse tour de **Malakoff,** la plus forte et la plus redoutable des positions des Russes, et qui avait jusqu'alors résisté à tous les efforts des troupes alliées. Vers le soir, les assiégés, désespérant de pouvoir se maintenir dans les autres défenses de la place, les abandonnent toutes à la fois, et évacuent précipitamment Sébastopol, pour mettre un bras de mer

entre eux et les troupes alliées. Le lendemain à trois heures du matin, la ville ne présentait plus qu'un immense incendie, et tous les vaisseaux russes, épargnés par nos bombes, avaient disparu sous les eaux de la rade, coulés par les Russes eux-mêmes. Ainsi, après plusieurs batailles, qui furent autant de victoires, après les efforts gigantesques d'un siége sans exemple dans les annales de la guerre, **Sébastopol,** son port, ses arsénaux, son matériel, tombèrent au pouvoir des alliés.

Visites réciproques de l'empereur Napoléon et de la reine Victoria, 1855. Pendant que les troupes alliées se couvraient de gloire dans la Crimée, leurs souverains cimentaient leur alliance par des visites réciproques pleines de cordialité. Au mois de mai **1855, l'empereur** et **l'impératrice** des Français vinrent à **Windsor** et à **Londres** saluer la reine **Victoria;** et **Paris,** à son tour, vit entrer dans ses murs, au mois d'août suivant, l'illustre souveraine de la Grande-Bretagne, à qui l'on donna des fêtes splendides au palais de **Versailles.** Bientôt après on vit le roi de Sardaigne, **Victor-Emmanuel,** suivre l'exemple de Napoléon et de la reine Victoria. Il visita successivement Paris et Londres, où il fut reçu avec enthousiasme.

Traité de Paris.—30 *mars* **1856.** L'empereur **Alexandre II** venait de succéder à son père, **Nicolas,** mort pendant le siége de Sébastopol. Témoin des armements immenses qui se préparaient contre la Russie, tant en France qu'en Angleterre, et voyant l'épuisement de ses propres ressources, il se décida enfin à faire des concessions. Des conférences, auxquelles furent appelés les plénipotentiaires des puissances européennes intéressées dans la question d'Orient, se tinrent à Paris, et bientôt le **traité de Paris,** signé le 30 mars **1856,** rendit à la Turquie son indépendance, et mit fin aux inquiétudes de l'Europe.

Naissance du prince impérial. — 16 *mars* **1856.** Pendant les conférences de Paris, un événement de la plus haute importance pour la dynastie napoléonienne, vint mettre le comble aux vœux de l'Empereur. L'impératrice **Eugénie** mit au monde, le *16* mars **1856,** un **prince impérial,** qui, à sa naissance, reçut les noms de *Napoléon*-Eugène-Louis-Jean-Joseph.

Attentat contre la vie de Napoléon III.—14 *janvier* **1858.** Le 14 janvier **1858,** à huit heures et demie du soir, au moment où l'empereur et l'impératrice des Français arrivaient à l'Opéra, trois explosions effroyables, provenant de projectiles creux, se firent tout à coup entendre près de la voiture de leurs majestés, et jetèrent l'épouvante dans tout le quartier. Un grand nombre de personnes rassemblées devant les portes du théâtre, et quelques soldats de l'escorte et de la garde de Paris furent blessés, deux d'entre eux mortellement. L'Empereur et l'Impératrice ne furent pas atteints; l'Empereur eut son chapeau percé par un projectile, et le général Roguet, son aide de camp, qui était assis dans le devant, fut légèrement blessé au cou. Deux des valets de pied furent blessés, un des chevaux de la voiture de l'Empereur fut tué, et la voiture elle-même brisée par les projectiles. A leur entrée à l'Opéra, leurs majestés furent accueillies par des applaudissements frénétiques, surtout lorsqu'on eut remarqué des taches de sang sur la robe blanche de la jeune et belle impératrice Eugénie.

Les auteurs de ce crime atroce étaient quatre Italiens, le comte **Orsini, Piétri,** ex-colonel, **Gomez,** domestique, et **Rudio.** Les trois premiers furent exécutés à Paris, et Rudio fut condamné à la déportation.

Guerre avec l'Autriche.—1859. Depuis longtemps la situation de l'Italie donnait de vives inquiétudes à l'Europe, il était évident qu'elle ne pouvait durer. Depuis longtemps aussi la domination tyrannique de l'Autriche dans les provinces du nord, et son empiétement journalier sur les provinces du sud, y avait soulevé des haines implacables. Tous les esprits étaient en suspens; on s'attendait tous les jours à de graves événements. La **France** ne pouvait permettre que le **Piémont** succombât sous les efforts de sa trop puissante rivale, l'**Autriche.** La guerre, d'abord accueillie avec répugnance, en tant que considérée comme expédition d'aventure, rallia bientôt toutes les opinions. Le **manifeste** absurde, injuste de l'Autriche au Piémont, par lequel **Victor-Emmanuel** était sommé de désarmer dans trois jours, tourna l'opinion de l'Europe et surtout de la France contre l'Au-

triche. Les Français accourent aussitôt se ranger sous le même drapeau ; les partis sont tous d'accord ; le Piémont sera secouru. Les deux empereurs ont lancé leurs manifestes. Napoléon part pour l'Italie, et avant son départ, confie par lettres patentes, à l'impératrice **Eugénie,** le titre de **Régente,** pour en exercer les fonctions pendant son absence.

Le dix mai, à six heures du soir, l'Empereur quitte le palais des Tuileries pour se rendre à la gare de Lyon. Il traverse le faubourg Saint-Antoine au milieu d'un enthousiasme impossible à décrire ; sa voiture est presque portée en triomphe. Il arrive à Lyon le 11, s'embarque le même jour à Marseille, au milieu d'une foule immense transportée d'enthousiasme et de joie, et le 13 il débarque à Gênes, où la réception la plus splendide et la plus chaleureuse, de la part des habitants, attendait le souverain allié qui venait les aider à reconquérir l'indépendance italienne.

Campagne d'Italie.—1859. Quand Napoléon mit le pied en Italie, l'armée franco-sarde comptait environ 200,000 hommes divisés en cinq corps. Il s'occupa d'abord de hâter les approvisionnements de ses troupes, puis alla établir son quartier général à Alexandrie, à quelques lieues entre Gênes et Turin.

Pendant quelques jours, les deux armées ennemies restèrent dans une immobilité à peu près complète. Les Autrichiens se mirent en mouvement les premiers, d'abord pour concentrer leurs forces, et bientôt pour faire retraite. En même temps, le général **Garibaldi,** avec 4,000 hommes, pénétrait en Lombardie après avoir franchi le Tessin à Sesto-Calende.

Au centre, aucun mouvement significatif n'avait lieu. Les 1er, 2e, 3e et 4e corps d'armée, sous les ordres du maréchal **Baraguey-d'Hilliers,** du général de **Mac-Mahon,** du maréchal **Canrobert** et du général **Niel,** attendaient, sur la ligne du Pô, les ordres de l'Empereur. Le 5e, placé sous le commandement du prince **Napoléon,** venait d'être chargé d'opérer en Toscane.

Combat de Montebello.—20 *mai* **1859.** Telle était la position respective des deux armées ennemies, lorsque le 20 mai, les Autrichiens poussèrent une reconnaissance vers Casteggio, au nombre d'environ 18,000 hommes, sous les ordres du général

comte de **Stadion.** Ils furent reçus par les grand' gardes de la cavalerie piémontaise ; mais ceux-ci n'étaient point en force et ils furent repoussés. C'est alors que la division **Forey,** du 1er corps, forte d'environ 7,000 hommes, se porta à la rencontre des ennemis, qu'elle trouva fortifiés à **Montebello,** déjà illustré par les armes françaises en 1800. Il s'engagea un combat corps à corps dans les rues du village, qu'il fallut enlever maison par maison. C'est pendant ce combat que le général **Beuret** fut blessé mortellement. Après une résistance opiniâtre de plusieurs heures, les Autrichiens durent céder devant l'élan des troupes françaises, et bien que vigoureusement retranchés dans le cimetière, ils se virent encore arracher à la baïonnette cette dernière position aux cris de : *Vive l'Empereur !* Dans ce premier combat avec l'ennemi, soldats et chefs rivalisèrent d'habileté et de courage. Mais la France eut à pleurer, avec le brave général Beuret, plus de 600 hommes. La perte des Autrichiens fut évaluée à 2,000 hommes environ. Le général **Forey** fut le héros de cette journée.

Combat de Palestro. — 30 *mai* **1859.** Le 30 mai, la division piémontaise **Cialdini,** dont les avant-postes étaient sur la rive gauche de la Sesia, passa cette rivière sous le commandement du roi **Victor-Emmanuel.** Les retranchements élevés en avant des villages de Palestro, Vinzaglio et Casalino furent enlevés à la baïonnette, et après un combat acharné dans les rues de **Palestro,** les Autrichiens furent obligés de céder à la valeur piémontaise. Mais le lendemain 31, ils reprirent l'offensive et attaquèrent avec vigueur le village de Palestro. Leur but était de déborder la droite des Piémontais et de les séparer du pont volant sur la Sesia, par lequel le corps du maréchal Canrobert devait opérer sa jonction avec eux. Mais le **3e zouaves,** attaché momentanément à la division Cialdini, déjoua cette tentative par son courage indomptable. Sans tirer un coup de fusil, il traversa un canal et enleva une batterie ennemie placée sur une hauteur. Victor-Emmanuel se montra dans cette journée le digne chef de pareils soldats. Plusieurs fois il fallut l'arracher à une mort certaine. Le 3e zouaves l'acclama caporal. Les Autrichiens durent se retirer, en laissant au pouvoir des alliés huit pièces de canon et un millier de prisonniers.

L'Empereur transporta alors son quartier général d'Alexandrie à Casale, après avoir passé le Pô, tandis que l'intrépide Garibaldi s'approchait tous les jours de Milan.

Bataille de Magenta. — 4 *juin* **1859.** Pour arriver à Milan, première grande étape dans cette glorieuse marche de l'armée franco-sarde, il fallait d'abord emporter Magenta, village au delà du Tessin.

La journée du 4 avait été fixée par l'Empereur pour la prise de possession définitive de la rive gauche du Tessin. Le corps d'armée du général de Mac-Mahon, renforcé de la division des voltigeurs de la garde impériale, et suivi de toute l'armée du roi de Sardaigne, devait se porter de Turbigo sur Buffalora et Magenta, tandis que la division des grenadiers de la garde impériale s'emparerait de la tête du pont de Buffalora sur la rive gauche, et que le corps d'armée du maréchal Canrobert s'avancerait sur la rive droite pour passer le Tessin au même point. Mais l'exécution de ce plan d'opérations, fort habilement conçu, fut troublée par des retards imprévus.

L'Empereur, qui s'était porté de sa personne en tête du pont de Buffalora, attendait, plein d'inquiétude, l'arrivée du corps de Mac-Mahon vers Magenta. Vers deux heures, le canon se fit entendre dans cette direction. C'était Mac-Mahon qui arrivait. Aussitôt l'Empereur lança, pour le soutenir, la brigade Wimpffen. La brigade Cler suivit le mouvement. Les hauteurs et le village de **Buffalora** furent promptement emportés. Mais bientôt l'élan de nos troupes fut arrêté par des masses considérables d'Autrichiens. Et la division Canrobert ne se montrait point, et le canon du général de Mac-Mahon avait cessé de se faire entendre! **L'Empereur,** à la tête de la division des grenadiers de la garde, dut faire tête, pendant quatre longues heures, à plus de 125,000 hommes. Dans cette circonstance critique, le général **Renaud de Saint-Jean-d'Angély** fit preuve de la plus grande énergie, ainsi que les généraux qui commandaient sous ses ordres. Le général **Mélinet** eut deux chevaux tués sous lui. Le général **Cler** tomba mortellement frappé. Le général **Wimpffen** fut blessé à la tête; deux commandants des grenadiers de la garde furent

tués. Les zouaves perdirent 200 hommes, et les grenadiers subirent des pertes considérables.

Enfin le corps du maréchal Canrobert arriva, puis une division du général Niel, puis enfin le général de Mac-Mahon avec son corps d'armée.

Les Autrichiens se voyant pressés sur leur front et sur leur gauche, avaient évacué le village de Buffalora, et porté la plus grande partie de leurs forces contre le général de **Mac-Mahon,** en avant de **Magenta.** Mais le brave et habile général les avait battus, leur avait fait 1,500 prisonniers, et avait ainsi permis aux divisions de Lamotterouge et Espinasse de reprendre vigoureusement l'offensive.

Dans ce moment d'attaque générale, le général Auger, commandant l'artillerie du 2ᵉ corps, fit mettre en batterie, sur la chaussée du chemin de fer, quarante bouches à feu, qui, prenant en flanc et d'écharpe les Autrichiens défilant en grand désordre, en firent un carnage affreux.

La bataille fut terrible. Nos troupes s'emparèrent de Magenta, maison par maison. On sentait de part et d'autre que ce village était la clef de la position. Chaque chef, chaque soldat, se couvrit d'une gloire immortelle. Vers huit heures et demie du soir, l'armée française resta maîtresse des positions. L'ennemi se retira, laissant entre les mains des Français quatre canons, dont un pris par les grenadiers de la garde, deux drapeaux et 7,000 prisonniers. On évalue à 20,000 environ le nombre des Autrichiens mis hors de combat. On trouva sur le champ de bataille 12,000 fusils et 30,000 sacs.

Le général de **Mac-Mahon,** dont l'habileté avait si puissamment secondé le plan de bataille de l'Empereur, fut nommé sur le champ de bataille **maréchal** de France et **duc de Magenta.** Cette éclatante victoire, dont l'effet moral fut immense, livra aux alliés la clef de la Lombardie.

Combat de Marignan.—8 *juin* **1859.** L'Empereur donna ordre au maréchal Baraguey-d'Hilliers d'occuper la position de **Malegnano** (Marignan), d'où l'armée française menaçait à la fois les deux lignes de retraite de l'ennemi. Les Autrichiens s'y étaient

fortement retranchés. Le 8 juin, le maréchal **Baraguey-d'Hilliers,** arrivé devant cette ville, la fit attaquer de front par les divisions Bazaine et Ladmirault, pendant que la division Forey devait la tourner. L'attaque de front fut vive, la résistance ne le fut pas moins. L'ennemi fit pleuvoir sur les troupes françaises une grêle de balles des fenêtres et des remparts où il s'était retranché. Il fallut emporter la ville maison par maison, barricade par barricade. A sept heures, les Autrichiens se retirèrent après trois heures de résistance. C'est alors que le général Forey arriva. Il fit lancer dans leurs rangs cent vingt boîtes de quatre-vingts coups qui y opérèrent un carnage effroyable. L'armée autrichienne perdit 33 officiers supérieurs et se laissa faire 1,200 prisonniers. Mais la victoire coûta cher aux Français; 50 officiers et plus de 900 soldats furent mis hors de combat. L'annonce de ces succès électrisa l'Italie: Messine, Civita-Vecchia, Ancône, Rome furent en fête.

Le jour même du combat de Marignan, l'Empereur et le roi Victor-Emmanuel firent leur entrée dans **Milan** au milieu d'un enthousiasme universelle.

Bataille décisive de Solferino.—24 *juin* **1859.** Dans la nuit du 23 au 24 juin, on apprit que les Autrichiens, qui, après le combat de Marignan, s'étaient retirés derrière le Mincio, repassaient le fleuve et marchaient à la rencontre des alliés. Il était évident qu'une bataille gigantesque, définitive, allait s'engager.

D'après l'ordre général donné par l'Empereur, le 23 juin au soir, l'armée du roi de Sardaigne devait se porter sur Pozzolengo; le maréchal Baraguey-d'Hilliers sur Solferino; le maréchal duc de Magenta sur Cavriana; le général Niel sur Guidizzolo, et le maréchal Canrobert sur Medole. La garde impériale devait se diriger sur Castiglione et les deux divisions de cavalerie de la ligne devaient se porter dans la plaine, entre Solferino et Medole. Il avait été décidé que les mouvements commenceraient à deux heures du matin, afin d'éviter l'excessive chaleur du jour.

Le 24 juin, dès cinq heures du matin, l'Empereur entendit le bruit du canon dans la plaine. Toute l'armée autrichienne, décidée à reprendre l'offensive, avait repassé le Mincio, et occupait,

avec une nombreuse artillerie, les positions formidables de Solferino, San-Cassiano et Cavriana. Grossie des garnisons de Vérone, Mantoue et Peschiera, elle était forte de plus de 250,000 hommes. Les deux armées en marche se rencontrèrent donc inopinément. Les maréchaux **Baraguey-d'Hilliers** et de **Mac-Mahon,** le général **Niel,** le roi **Victor-Emmanuel** et le maréchal **Canrobert,** suivant la marche que l'Empereur avait assignée à chacun d'eux, en étaient venus successivement aux mains.

La bataille était générale, et s'étendait sur une ligne d'environ cinq lieues. L'Empereur, qui avait pris le commandement de toute l'armée, se préoccupa d'abord de relier entre eux les différents corps d'armée, afin qu'ils pussent se soutenir mutuellement. Puis il se rendit sur les hauteurs au centre de la bataille, pour en diriger tous les mouvements.

Arrivé au pied de **Solferino,** village que défendaient des forces considérables retranchées dans un vieux château et dans un grand cimetière, entourés l'un et l'autre de murs épais et crénelés, le maréchal Baraguey-d'Hilliers avait lancé ses troupes mitraillées, exténuées de fatigue et de chaleur; elles avançaient lentement et avec difficulté. En ce moment l'Empereur fit avancer les divisions Forey et Camou ; les voltigeurs, les chasseurs et l'artillerie de la garde. Cette manœuvre décida du succès au centre. Les mamelons environnant Solferino furent successivement enlevés, et à trois heures et demie de l'après-midi les Autrichiens se retiraient, laissant entre les mains des Français 1,500 prisonniers, quatorze canons et deux drapeaux. La part de la garde impériale dans ce glorieux trophée fut de treize canons et un drapeau.

Cependant, vers deux heures et demie le maréchal **duc de Magenta** avait dirigé son attaque contre Cavriana et San-Cassiano ; ce dernier village fut emporté avec une vigueur irrésistible. Le maréchal fit aussitôt avancer son corps tout entier contre Cavriana, défendu par des forces considérables. En même temps l'Empereur lançait de ce côté la brigade des voltigeurs de la garde. L'ennemi ne put résister à cette double attaque. Le village de **Cavriana** fut enlevé sous les yeux de l'Empereur, qui dirigeait lui-même le feu de l'artillerie.

Quant au corps d'armée du général **Niel,** il avançait pas à pas gagnant toujours du terrain. Il y eut un moment, vers quatre heures de l'après-midi, où, pour soutenir leur retraite, les Autrichiens firent un suprême effort pour s'établir entre le 4[e] et le 2[e] corps. Une lutte acharnée s'engagea; l'infanterie et l'artillerie y prirent part, et la cavalerie, par plusieurs charges, acheva de décider le succès de cette grande journée. Ce fut là le dernier acte de la bataille: les Autrichiens se mirent en retraite sur toute la ligne. Cette retraite fut favorisée par une tempête effroyable, qui éclata en ce moment sur les deux armées, et qui dura plus d'une heure. Quand l'orage eut cessé, les troupes alliées achevèrent la déroute des Autrichiens dont la retraite se changea dès lors en une fuite précipitée. La lutte fut longue et acharnée entre les divisions autrichiennes et le corps du maréchal **Canrobert;** l'armée **piémontaise,** isolée de l'armée française eut aussi beaucoup à souffrir dans cette terrible bataille où elle fit des prodiges de valeur.

Le jeune empereur d'Autriche, qui logeait à Cavriana, voyant son armée en retraite, avait quitté vers quatre heures le lieu de la bataille, en se retirant avec son escorte du côté de Goïto.

L'empereur **Napoléon** fut en quelque sorte supérieur à lui-même: on le vit partout, toujours dirigeant la bataille; tout le monde autour de lui frémissait du danger qui le menaçait sans cesse; lui seul semblait l'ignorer. A diverses reprises, les projectiles de l'ennemi frappèrent dans les rangs de l'état-major et de l'escorte qui suivaient Sa Majesté; un cent-garde fut blessé à ses côtés; plusieurs chevaux furent tués ou blessés. A neuf heures du soir, on entendait encore dans le lointain le bruit du canon, qui précipitait la retraite de l'ennemi, et les troupes alliées allumèrent enfin les feux du bivouac sur le champ de bataille qu'elles avaient si glorieusement conquis.

Le carnage avait été effroyable de part et d'autre. Les **canons rayés** des Français, dont ils firent usage pour la première fois dans cette campagne, causèrent des ravages incalculables dans les rangs ennemis, en les atteignant à des distances impossibles. Les Autrichiens eurent près de 50,000 hommes mis hors

de combat. Les pertes de l'armée française purent s'évaluer à 12,000 soldats tués ou blessés, et 720 officiers hors de combat, dont 150 tués. Celles de l'armée sarde furent malheureusement très considérables et ne s'évaluèrent pas à moins de 5,525 hommes manquant à l'appel, dont 49 officiers tués, et 167 blessés.

Cette grande bataille où deux empereurs et un roi commandaient en personne, et qui avait duré depuis quatre heures du matin jusqu'à huit heures du soir, est digne de prendre rang parmi les plus célèbres des temps modernes. Le résultat de cette grande victoire fut décisif; l'armée autrichienne, découragée, se retira sur Vérone.

Paix de Villafranca. — 12 *juillet* **1859.** Les Autrichiens s'étaient retranchés dans leur fameux quadrilatère, et l'empereur Napoléon, ayant passé le Mincio, était venu établir son quartier général à Valeggio, à quatre lieues seulement de Peschiera, dont les Piémontais avaient entamé le siége depuis deux jours. Pendant qu'on attendait avec anxiété la nouvelle d'une autre bataille dont l'imminence se présentait à tous les esprits, une dépêche télégraphique vint soudainement annoncer qu'un armistice venait d'être conclu entre les empereurs de France et d'Autriche, et que des commissaires allaient être nommés pour en régler la durée et les conditions. Quelques jours après, le 11 juillet, une nouvelle dépêche, ainsi conçue, arriva à Paris : "La **paix** est signée entre l'empereur d'Autriche et moi. Les bases de la paix sont : Confédération italienne sous la présidence du pape. L'empereur d'Autriche cède ses droits sur la Lombardie à l'empereur des Français, qui les remet au roi de Sardaigne. L'empereur d'Autriche conserve la Vénétie, mais elle fait partie intégrante de la Confédération italienne. Il est accordé une amnistie générale." Cette paix, dont les préliminaires devaient plus tard se régler dans des conférences tenues à **Zurich,** avait été signée à la suite d'une **entrevue** entre les deux empereurs à **Villafranca.** Napoléon III et François-Joseph étaient allés, suivis chacun d'une brillante escorte, à la rencontre l'un de l'autre sur la route de Vérone. Arrivés à l'endroit désigné, les deux souverains se détachèrent de leur suite, et vinrent se serrer cordialement la main.

Ils rentrèrent ensuite dans la ville, où ils eurent une longue conversation secrète. C'est alors que la paix fut décidée entre eux et signée. Quelques jours après, Napoléon rentrait au palais de Saint-Cloud, où l'attendaient les grands corps de l'État.

Fin de la guerre. — Entrée des troupes à Paris. — 14 *août* **1859.** La campagne était terminée. Les faits avaient marché avec la rapidité de la foudre. Il y avait deux mois à peine que les alliés et l'Autriche en étaient venus aux mains, et dans ce court intervalle, il s'était livré trois combats et deux grandes batailles, un armistice avait été conclu, et les bases d'un traité de paix avaient été signées.

Le 14 août suivant, les troupes victorieuses rentraient à Paris, au milieu des acclamations enthousiastes de huit cent mille spectateurs.

Embellissements de Paris.—Paris est redevable à l'empereur Napoléon III d'une foule d'améliorations et d'embellissements qui en font sans contredit la plus magnifique des capitales de l'univers. Sans parler du percement d'un grand nombre de rues qui rendent la circulation plus facile, et contribuent à l'embellissement de la capitale, on peut citer les **Halles** centrales, le prolongement de la rue de **Rivoli,** le **boulevard de Sébastopol,** et surtout l'achèvement du **Louvre,** qui fait l'admiration des étrangers.

Faits contemporains.—1851. Exposition universelle de l'Industrie et des beax-arts, dans le magnifique Palais de Cristal, à Londres.—**1855.** Exposition universelle de l'industrie et des beaux-arts à Paris. Mort de Nicolas, empereur de Russie.—**1857.** Sérieuse révolte aux Indes orientales anglaises. Prise du roi de Delhi, dernier représentant des rois Mogols.—**1858.** Abolition de la célèbre Compagnie anglaise des Indes orientales.—**1859.** Prise du célèbre chef circassien Schamyll, par les Russes.

TABLEAU GÉNÉALOGIQUE DE LA FAMILLE BONAPARTE.

Charles BONAPARTE, mort en 1785, épouse Lætitia Ramolino.

- **Joseph,** m. en 1845.
  - 2 filles.
- **NAPOLÉON I**er, né le 15 août 1769, m. en 1821, épouse : 1° *Joséphine* Tascher de la Pagerie, veuve du vicomte de Beauharnais, m. en 1814. 2° *Marie-Louise* d'Autriche, m. en 1847.
  - NAPOLÉON II, m. en 1832, à Vienne.
- **Lucien,** m. en 1840.
  - onze enfants.
- **Élisa,** m. en 1820. Épouse *Bacciochi.*
  - NAPOLÉONE, ÉLISA, ép. le comte de *Camerata.*
- **Louis,** m. en 1846, épouse *Hortense* de Beauharnais, fille de *Joséphine.*
  - Charles-Louis **Napoléon** III, emper. en 1852, ép. *Eugénie* de Montijo.
    - Napoléon-Eugène, prince impérial, né à Paris le 16 mars 1856.
- **Pauline,** m. en 1825, épouse : 1° *Le général Leclerc,* m. en 1802 ; 2° Le prince *Borghèse,* m. en 1832.
- **Caroline,** m. en 1839, ép. *Murat,* roi de Naples, m. en 1815.
  - 4 enfants : 2 garçons et 2 filles.
- **Jérome,** roi de Westphalie, ép. *Catherine* de Wurtemberg.
  - Princesse *Mathilde.*
  - Prince *Napoléon.*

ENFANTS DE L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE.

- *Eugène de Beauharnais,* épouse Auguste-Amélie de Bavière, m. en 1824.
- *Hortense de Beauharnais,* mère de Napoléon III, m. en 1837.

TABLEAU DES SOUVERAINS DE L'EUROPE

en 1860.

		Naissance.	Avénement.
Angleterre	Victoria I	1819	1837
Autriche	François-Joseph I	1830	1848
Bavière	Maximilien II	1811	1848
Belgique	Léopold I	1790	1831
Danemark	Frédéric VII	1808	1848
Espagne	Isabelle II	1830	1833
États de l'Église	Pie IX	1792	1846
France	Napoléon III	1808	1852
Grèce	Othon I	1815	1832
Hanovre	Georges V	1819	1851
Hollande	Guillaume III	1817	1849
Naples	François II	1836	1859
Portugal	Don Pedro V	1837	1853
Prusse	Frédéric-Guillaume IV	1795	1840
Russie	Alexandre II	1818	1855
Sardaigne	Victor-Emmanuel II	1820	1849
Saxe	Jean-Marie-Joseph	1801	1854
Suède	Charles XV	1826	1859
Turquie	Abdul-Medjid	1823	1839

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES PRINCIPAUX

ÉVÉNEMENTS DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

—•—

LONDON
PRINTED BY SPOTTISWOODE AND CO.
NEW-STREET, SQUARE





